Kakou Ernest Tigori

Prix Mandela de littérature 2017

L'AFRIQUE À DÉSINTOXIQUER



Sortir l'Europe de la repentance et l'Afrique de l'infantilisme

Dualpha ÉDITIONS

L'Afrique à désintoxiquer

Sortir l'Europe de la repentance et l'Afrique de l'infantilisme

Du même auteur

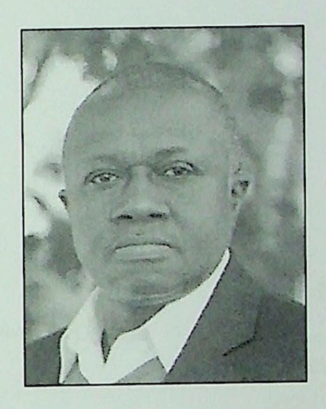
Le Souverain noir, Éditions du Panthéon, 2013, *Prix Mandela de littérature 2017.*

Pauvre Afrique, tu te relèveras, Éditions Assanglo, 2005.

Pour la Côte d'Ivoire, Éditions Assanglo, 1999.

Pour joindre l'auteur

Pour prononcer des conférences, participer à des débats, faire de la consultance médias, donner des avis et conseils au sujet de l'Afrique, vous pouvez joindre l'auteur à cette adresse électronique : desintoxiquerlafrique@yahoo.com



Kakou Ernest Tigori

Prix Mandela de littérature 2017

L'Afrique à désintoxiquer

Collection « Vérités pour l'Histoire », dirigée par Philippe Randa



Si vous voulez être informé (e)
des parutions des éditions Dualpha (Paris XIVe),
merci d'écrire à :
Éditions Dualpha
Boite 37
16 bis rue d'Odessa
75014 Paris
ou de nous contacter au :
Tél. 09 52 95 13 34 Fax. 09 57 95 13 34
ou par message électronique :
diffusion@francephi.com
ou consulter le site internet :
www.francephi.com

ISBN 9782353744091

Avec un infini respect
pour Seretse Khama et Ketumile Masire du Botswana,
Lee Kuan Yew du Singapour,
Jerry Rawlings du Ghana
et Jigme Singye Wangchuck du Bhoutan,
de vrais exemples de gouvernants vertueux
qui ont donné un horizon lumineux à leurs peuples.

En hommage à René Dumont, Axelle Kabou et tous ceux qui,
comme des voix sans aucune audience dans le désert,
dénoncent depuis longtemps l'inconséquence
des élites politiques et intellectuelles de l'Afrique noire.

À Charlotte, Gabrielle, Jeanne, Clément, Saël,
Halem Izhaq, Romane, Hadassa, Shana,
ainsi qu'à toutes les futures générations
de l'Afrique, de l'Europe et du monde.

Introduction

Dans les années 1980, Félix Houphouët-Boigny, le vieux président de la Côte d'Ivoire, aimait revenir quarante ans en arrière pour évoquer les chemins de « la lutte émancipatrice des Africains ».

À plusieurs reprises, au cours des très longues conférences de presse organisées spécialement pour les médias internationaux, Houphouët a justifié sa rupture avec le Parti communiste français en 1950 par le fait qu'il ne supportait plus les agissements de ses alliés politiques contre les intérêts de l'Union française, notamment leur soutien aux ennemis de Paris pendant la guerre d'Indochine. Le soutien d'un parti politique français aux ennemis de la France ? C'était une absurdité pour l'étudiant que j'étais. Cette affirmation d'Houphouët suscita en moi une curiosité qui devait me conduire à m'immerger toujours un peu plus dans l'histoire de la France, et à découvrir cette haine qui anime certains courants politiques de gauche et les pousse à instrumentaliser les Africains et le monde noir en général contre les intérêts de leur pays. Tout le livre sera une invitation au survol des siècles, pour saisir les origines des absurdités qui, aujourd'hui encore, nuisent aux intérêts de l'Afrique, la victime collatérale de cette haine vouée à la France et à l'Europe occidentale.

Commençons notre développement par cette assertion de base : « *La bonne marche d'une société n'est jamais le fruit du hasard, mais le résultat des ambitions d'une élite patriote, dotée du sens de la responsabilité publique, réfléchie et compétente. Alors,*

quand une communauté connaît la régression socio-économique pendant de nombreuses décennies, il ne faut pas aller chercher les principales causes ailleurs que dans les capacités de ses élites politiques et intellectuelles. »

Cette simple vérité est valable pour toute société, y compris l'Afrique.

L'Afrique, depuis les indépendances de 1960, n'arrive pas à produire du bien-être pour ses populations, comme le témoigne aujourd'hui ce vaste mouvement de migration de masse vers l'Europe d'Africains, souvent issus de pays qui croient tromper le monde en affichant des PIB flatteurs. Le problème de l'Afrique réside dans le fait qu'une écrasante majorité de ses intellectuels, celle qui occupe la scène médiatique internationale et fait autorité, ne semble pas avoir compris cette simple vérité, et perd tout son temps en accusations contre l'Occident, particulièrement l'Europe pour ses « hauts méfaits » de traite négrière, de colonisation, de racisme, de néocolonialisme, d'égoïsme capitaliste, d'ingérence nuisible ou d'impérialisme arrogant. Cette élite, formée à la haine de l'Occident, trouve toujours des excuses aux inconduites des dirigeants de l'Afrique et tente de minimiser, si ce n'est de cacher, les vraies raisons de la misère africaine, les causes endogènes : corruption, népotisme, État de non droit, manipulation tribale, non-respect de la dignité humaine, impéritie généralisée, etc. Que des personnes instruites et censées être intelligentes soient dans un tel déni révèle que nous ne sommes pas dans le domaine de la raison, mais plutôt dans ceux de l'émotion, de la passion et du ressentiment, qui créent des complexes et altèrent aussi bien la perception de la réalité que le raisonnement.

Mon propos est aussi de tenter de déconstruire certains lieux communs erronés, en vue de décomplexer l'opinion africaine, la désintoxiquer, espérant ainsi contribuer à libérer les énergies du monde noir. En effet, il est désespérant de voir des adolescents noirs, en ce début de XXIe siècle, penser que leur sort est scellé depuis la Conférence de Berlin de 1885 organisée par Bismarck ! Si les jeunes Africains baissent les bras avant même de commencer à se battre, parce que les Blancs – trop forts pour eux ! – auraient décidé depuis des siècles de maintenir les Noirs sous domination et auraient mis en place un système hyper-efficace à cet effet, alors l'Afrique n'a aucune chance de tirer le meilleur de son potentiel économique, tant de son important capital naturel que de ses ressources humaines en pleine expansion démographique. Même pour une jeunesse qui a de l'instruction, une telle mentalité est inhibante, comme on a pu le regretter en novembre 2017 à Ouagadougou en voyant des étudiants du Burkina Faso attendre que ce soit Emmanuel Macron, le président de la France, qui fasse marcher le climatiseur dans leurs amphithéâtres ou donne la permission à leur pays de se donner des normes de construction. Peut-être faut-il expliquer à ces jeunes Africains qui se croient prisonniers de l'histoire que la personne ayant organisé la conférence du partage de l'Afrique en 1885 avait, quinze ans auparavant, assiégé Paris pendant plus de quatre mois, contraint des Parisiens affamés à se nourrir de chats, de rats et de corbeaux, arraché à la France l'Alsace et le Lorraine, tout cela se terminant dans une guerre civile entre Français qui, en une semaine, fit près de 30 000 morts dans Paris… mais que la France ne s'est pas résignée à cette page sombre de son histoire, et a pu se relever pour passer à autre chose parce qu'elle n'a jamais douté de ses propres capacités.

Connaître ses propres capacités nécessite une connaissance dépassionnée de son histoire, savoir autant apprécier ses belles épopées que regretter ses pages sombres, être en mesure autant de célébrer ses héros que de condamner ses rois fainéants, ses barons pillards ou ses élites trompeuses. L'Afrique doit apprendre à faire un inventaire sans complaisance de son histoire !

Par ailleurs, aucune société ne pouvant vivre en vase clos, une appréciation juste des réalités africaines nécessite la connaissance de l'histoire des autres, surtout de la grande histoire de l'huma-

nité dont les repères spatiaux et temporels apportent toujours des éclaircissements indispensables au décryptage des faits. Il s'agit donc, ici, de puiser dans l'histoire de l'humanité pour donner des explications à ce que nous vivons aujourd'hui, avec toujours la préoccupation de déconstruire ce qui empoisonne et emprisonne la pensée africaine, ce qui l'enferme dans des complexes paralysants. Par exemple, si l'on ne prend pas en considération la connaissance acquise depuis des siècles pour l'Européen du XIXe siècle que la grande civilisation de l'humanité, partie de la Mésopotamie et de l'Égypte, fut à un moment donné transmise à la Grèce, puis de la Grèce à Rome, et ensuite de Rome à toute l'Europe, alors on peut se méprendre sur le sens de l'expression *« mission civilisatrice de l'Europe envers l'Afrique »* et la qualifier de raciste ; alors que le Blanc, qui le dit ou le pense au XIXe siècle, est souvent animé des sentiments les plus nobles. L'ignorance nourrit les complexes et les préjugés.

Une réflexion sur l'Afrique est une réflexion sur la marche générale du monde, car, nous le savons tous, idées, phénomènes et biens n'ont pas de frontières depuis des siècles. Tous les grands faits historiques de l'ère chrétienne, que ce soit la naissance de l'Islam, la découverte de l'Amérique, la révolution française, la révolution russe et la montée en puissance du communisme, la chute de l'URSS, la mondialisation capitaliste, l'invention du téléphone portable ou des réseaux sociaux, ont eu des incidences directes sur la marche de l'Afrique. L'Afrique, depuis les temps immémoriaux, a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité, dans ses plus belles expressions comme dans ses pages sombres. Nous voulons donc montrer qu'à travers l'esclavage, la traite négrière ou la colonisation, l'Afrique n'a rien vécu de particulier qui serait de nature à justifier son apparente incapacité actuelle à se redresser. Elle n'a aucune réparation à demander à qui que ce soit. Elle doit plutôt réapprendre sa propre histoire, se remettre en cause et s'atteler à gérer son destin avec plus d'intelligence collective.

Pour améliorer le sort des masses africaines, les élites noires doivent arrêter leurs jérémiades et être plus exigeantes dans leurs pratiques de la gouvernance.

Les sept objectifs de cet essai sont simples : 1- dévoiler et dénoncer l'entreprise de falsification de l'histoire de l'Afrique noire qui débute dans la décennie 1940, à l'initiative des stratèges communistes ; 2- À partir d'une immersion dans le passé, ressortir des faits qui montrent la réalité de l'Afrique pendant sa rencontre avec les Européens, du XVe au début du XXe siècle ; 3- Grâce à la vérité, libérer les Africains de cette rancœur injustifiée contre les Européens qui altère l'activité intellectuelle, perturbe et radicalise inutilement la jeunesse ; 4- Par des exemples tirés de la longue histoire de l'humanité, montrer aux Africains qu'ils ont intérêt à sortir du mensonge pour assumer la tête haute les pages sombres de leur histoire et, ainsi, améliorer leur sens de la responsabilité publique ; 5- Contribuer à la formation d'une conscience africaine responsable qui cesse de perdre son temps en accusations contre les autres ; 6- Sensibiliser la jeunesse africaine à plus d'exigence et de discernement dans la lecture de son histoire, à plus d'esprit critique ; 7- Livrer une modeste contribution à la réflexion sur la marche du monde.

Bien que mon propos concerne l'Afrique dans le monde, les faits illustrant le développement concernent bien plus souvent l'Afrique francophone, la Côte d'Ivoire, le groupe culturel akan et la France, espaces qui me sont plus familiers que d'autres.

Chapitre 1
Afrique combattante sous tutelle de la gauche révolutionnaire

Avant même d'aborder des faits majeurs comme l'esclavage ou la colonisation, il est utile de décrire le contexte dans lequel naît, au cours de la décennie 1940, les mensonges à propos des rapports entre l'Afrique noire et l'Europe occidentale, ainsi que la bienveillance excessive des intellectuels européens de gauche envers l'Afrique. Ce contexte sera à l'origine de l'affligeante irresponsabilité de l'élite intellectuelle africaine, et du monde noir en général, tant dans son regard sur l'histoire du monde noir que dans son appréciation du triste sort actuel des populations noires. Il s'agit bien moins de juger les évolutions de l'Afrique après la IIe Guerre mondiale que d'examiner les conditions particulières de leur survenance et leurs incidences sur les opinions africaines d'aujourd'hui. Il s'agit d'aller aux origines des idées qui ont abouti aux absurdités que les prétendus intellectuels africains serinent à tout vent.

Alors, nous verrons que si ce qu'il est convenu de désigner par le vocable *la Françafrique* avance bien, c'est en raison de ce qu'elle est un bipède qui marche sur deux solides pieds : L'on a beaucoup plus glosé sur le pied droit, celui de la spoliation des ressources du continent noir avec la complicité de ses dirigeants, mais le pied gauche est probablement le plus solide et le plus nuisible, lui qui est destiné à influencer l'intelligentsia noire pour servir les intérêts du gauchisme occidental. La *Françafrique*

intellectuelle, ce pied gauche des relations malsaines entre l'Afrique et l'Occident, en focalisant exclusivement les Africains sur l'accusation de l'Occident en tout, détruit psychologiquement les capacités du monde noir à se concentrer sur ce qui est essentiel, c'est-à-dire la prise en charge de son propre destin.

Socialisme, internationalisme et anticapitalisme

S'inscrivant dans les évolutions suscitées par les idées des Lumières, la Révolution française qui démarre en 1789, à côté des grands principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, s'est aussi caractérisée par un déferlement de haine et de violence contre la monarchie et l'Église. La royauté est abolie en 1792, le culte chrétien de Dieu est interdit en 1793 et remplacé par le culte de la Raison. Mais, par la suite, avec le Concordat de 1801 par lequel Napoléon rétablit la religion catholique, avec la Restauration de la monarchie en 1814 par les rois d'Europe, la révolution se solde par un échec cuisant des révolutionnaires français.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la révolution industrielle ayant conduit au développement du salariat, les révolutionnaires européens réajustent, comme avec Karl Marx, aussi bien les cibles de leur haine que leur rhétorique : d'une part, toujours l'Église, « l'opium du peuple », et d'autre part, dans le rôle du grand prédateur qui remplace désormais la noblesse, le capitalisme. Ce dernier serait né à un moment donné de l'histoire et irait inéluctablement vers sa disparition, victime de ses contradictions, pour laisser la place au communisme, l'aboutissement du socialisme.

Ayant le même ennemi capitaliste, les prolétaires du monde entier doivent s'unir dans une *oumma* communiste internationale. Soutenir la sortie du capitalisme implique donc l'attachement à l'universalisme communiste qui est fondamentalement contre les traditions religieuses, nationales et raciales. Le socialisme prétendument « scientifique » de Marx est censé déferler sur le monde et imposer partout le communisme, inséparable de l'expropriation des capitalistes qui, pour paraphraser Saint-Just, « *ne peuvent pas posséder innocemment* ». Puisqu'on ne peut pas s'emparer des biens d'autrui sans riposte, l'usage de la violence est inscrit dans la doctrine communiste. Le mouvement révolutionnaire, grandissant dans une Europe en croissante industrialisation avec une grande misère ouvrière, secoue à plusieurs reprises le vieux continent, notamment en 1830, 1848 et 1871, sans jamais parvenir à s'imposer.

En mai 1871, dans les suites de la guerre franco-prussienne qui a mis fin au Second Empire, les troupes versaillaises du président Adolphe Thiers, nommé en février par une assemblée dominée par les monarchistes, pénètrent dans la capitale tenue par les révolutionnaires de la Commune de Paris qui refusent la capitulation face aux Prussiens. Les forces officielles reconquièrent, barricade par barricade, chaque quartier, exécutant près de 30 000 personnes. Thiers fait procéder à 40 000 arrestations et déporter 7500 rescapés du massacre. Encore une fois, la pilule est très amère pour les révolutionnaires français qui apprennent à se faire plus discrets désormais. Toutefois, les républicains reviennent aux affaires dès 1875, dans une France où la Franc-maçonnerie, ennemie de l'Église depuis près de 150 ans, est désormais très influente dans la sphère politique. En cette fin du XIXe siècle, l'Europe achève son entreprise de colonisation du globe commencée au XVIe siècle, en se partageant, à la suite du congrès de Berlin de 1885, la quasi-totalité du territoire africain. C'est la Troisième République française qui termine le processus de colonisation de l'Afrique noire, à un moment où les mouvements de la gauche républicaine s'organisent, avec par exemple la fondation en 1905 de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Sous cette IIIe République, la qualité maçonnique constitue le moteur intime des pensées et des actions de plusieurs dirigeants. Rien d'étonnant donc que les activistes de l'anticléricalisme

tiennent à affirmer la laïcité de la République dès 1905 par la loi de séparation des Églises et de l'État, en remplacement du régime du Concordat de 1801 qui, au goût des ultra-républicains, laisse trop de place au clergé dans les affaires publiques. Ce n'est pas non plus un hasard si Aristide Briand, franc-maçon proche du syndicalisme révolutionnaire, joue un rôle important dans le processus de laïcisation en tant que rapporteur de cette loi de séparation des Églises et de l'État. Les monarchistes, amis de l'Église, étant toujours dans le paysage politique, il ne faut prendre aucun risque ! Puisqu'il n'est jamais facile d'abandonner ses responsabilités, surtout quand on a porté la société pendant de longs siècles comme c'est le cas de l'Église, cette dernière fera de la résistance face au cours de l'histoire.

L'URSS, l'Internationale communiste et les intellectuels

Au début du XXe siècle, cette Europe qui trône sur le monde depuis quatre siècles, s'engage dans son autodestruction avec ses deux guerres mondiales. Elle semble avoir perdu, en même temps que sa foi chrétienne en déclin, sa raison. Vraiment, le culte de la Raison semble être frappé de malédiction !

Avant la fin de la première guerre mondiale, c'est en Russie que le communisme réussit à prendre le pouvoir pour la première fois dans l'histoire de l'humanité. Au lieu d'une action ouvrière, la révolution d'octobre 1917 est l'œuvre de paysans, mais qu'importe ! Comme préconisé par la théorie, les Bolchevicks russes réussissent, grâce à un usage sans retenue de la violence, à éliminer tous leurs adversaires de l'intérieur et à s'imposer à des pays voisins pour former, en 1922, l'Union des républiques socialistes et soviétiques (URSS). Désormais, le socialisme révolutionnaire a une terre d'implantation. Les révolutionnaires du monde entier peuvent se lancer avec exaltation dans la réalisation du communisme mondial, sous la conduite du grand frère soviétique qui crée et prend le contrôle de l'Internationale

communiste. Staline, au pouvoir à partir de 1924, a donc à sa disposition les communistes du monde entier pour mener des actions partout où il est nécessaire. Lors de la guerre civile espagnole de 1936, l'envoi de volontaires communistes dans les *Brigades internationales*, pour se battre au côté des républicains espagnols, permet à l'URSS de mesurer la formidable capacité de mobilisation de la *oumma* communiste.

Ne l'oublions pas, pour le bon communiste, le sentiment national et l'attachement à l'Église sont à proscrire, car ils s'opposent à la solidarité internationale qui permettra de vaincre le capitalisme. Le drapeau national le met mal à l'aise. Il ne chante jamais l'hymne national de gaieté de cœur, alors que les premières paroles de l'Internationale l'envahissent d'émotion :

Debout, les damnés de la terre
Debout, les forçats de la faim
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la faim.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout, debout
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout.

Ces paroles, composées depuis la Commune de Paris qui fut si durement réprimée en 1871, exaltent la détermination à poursuivre la quête du bonheur pour une humanité unie, où tous les égoïsmes nationaux disparaîtront au profit de la *oumma* communiste, un monde où il n'y aura plus la faim, étant donné que tous les moyens de production et d'échange appartiendront également à tous. Et ce monde, il ne peut s'obtenir que par le soulèvement de tous les damnés de la terre, le prolétariat, et dans le sang, car l'odieux capitaliste ne manquera pas de riposter pour protéger le fruit de son vol...

En fait, si le communisme s'attaque à l'Église, c'est parce qu'il est lui-même une religion qui a remplacé Dieu par ce qu'il croit

être la Raison, et qui voit dans l'institution du Christ une organisation adverse, voire ennemie.

Le Parti communiste français (PCF), fondé en 1920 suite à la scission de la SFIO, est, comme tous les adhérents de l'Internationale communiste, aligné sur la voie révolutionnaire de l'URSS, et fait allégeance au Parti communiste de l'Union soviétique. Dans les décennies 1920 et 1930, la paix internationale est menacée par la montée de deux régimes violents qui s'opposent à la démocratie parlementaire : le fascisme et le communisme. En Europe, beaucoup d'intellectuels, influencés depuis longtemps par les idées de penseurs tels que Jean-Jacques Rousseau ou Karl Marx, et séduits par l'expérience communiste initiée par l'Union soviétique, apportent un soutien inconditionnel à Moscou.

En 1939, la folie d'Hitler et des Nazis allemands entraîne le monde dans la seconde guerre mondiale. Dès juin 1940, la France, à la grande stupéfaction du monde entier, est envahie et occupée par l'Allemagne nazie. Très tôt, la résistance à l'occupation s'organise. Mais – fait notable – la subordination du PCF au Parti communiste soviétique fait que les communistes français ne rentreront dans la Résistance contre l'occupation nazie que lorsque l'Allemagne attaquera l'URSS en juin 1941. La participation des communistes français à la Résistance est donc moins un acte de patriotisme envers la France qu'un engagement contre l'ennemi fasciste de l'Internationale communiste. Mais, une fois engagés, ce sont des résistants déterminés, prêts à payer le prix du sang pour l'anéantissement du fascisme nazi. Leur engagement dans la Résistance vaut d'abord aux sympathisants communistes d'être impliqués dans l'administration des territoires sous le contrôle de la France libre du général De Gaulle, et ensuite au PCF d'être une force politique qui compte au sortir de la guerre. L'héroïque résistance soviétique à l'invasion allemande, ainsi que la prise de Berlin et du bunker d'Hitler par l'Armée rouge en avril 1945, confèrent à Staline la stature de leader planétaire. La propagande soviétique exploite à merveille ces

hauts faits pour consolider le rang de conducteur de la Révolution mondiale dont jouissent Staline et toute l'Union soviétique, à la grande fierté d'un peuple russe qui, plus que jamais auparavant, joue les premiers rôles dans le concert des nations.

Guerre froide et libération des peuples soumis du tiers-monde

L'Europe occidentale a réussi l'exploit de s'affaiblir toute seule en quelques décennies avec ses deux conflits mondiaux. Elle sort de la seconde guerre mondiale exsangue, avec son prestige entamé. N'eût été la sagacité du général de Gaulle, les Américains auraient même fait d'une grande nation comme la France un peuple gouverné par l'armée américaine, un AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories*). Avec la Guerre froide qui prend le relais de la seconde guerre mondiale, le monde se voit divisé en deux blocs, l'un de l'Ouest derrière les États-Unis d'Amérique, l'autre de l'Est derrière l'Union soviétique. Pour les deux nouvelles superpuissances du monde, ce temps où les vieilles nations européennes pouvaient s'octroyer de vastes territoires de par le globe est révolu. Il faut libérer les peuples soumis du tiers-monde !

Voici comment l'Afrique noire se retrouve embarquée dans le mouvement de la décolonisation, alors que certaines régions, pour lesquelles la pacification fut terminée vers la fin de la décennie 1910, ne totalisaient même pas trente ans d'administration coloniale effective. On ne mesure pas assez à quel point la colonisation de l'Afrique noire par l'Europe occidentale fut un phénomène bref !

Il serait bien naïf de croire que cette position des USA et de l'URSS est motivée par un amour pour la liberté des peuples ou par une quelconque grandeur d'âme : il s'agit plutôt de dépecer l'héritage colonial de cette Europe affaiblie, en vue, pour chaque superpuissance, d'agrandir sa propre zone d'influence et de garantir ainsi ses intérêts économiques, que ce soit pour des approvisionnements en matières premières ou pour des débou-

chés à ses productions. En conséquence, les États-Unis et l'Union soviétique s'affronteront par alliés interposés sur plusieurs théâtres pendant près de quarante ans, jusqu'à ce que l'Union soviétique s'écroule au début de la décennie 1990.

Il se trouve que le camp de l'Ouest est celui de toutes les nations coloniales européennes, Grande-Bretagne, France, Espagne, Portugal et Belgique, alliées des États-Unis dans la nouvelle configuration mondiale. Cette donne contraignant la diplomatie américaine à des compromis pour tenir compte des intérêts de ses amis, les États-Unis optent pour un partenariat avec les nations coloniales alliées en vue d'un partage des opportunités d'affaires. Par ailleurs, aider leurs alliés à conserver leurs colonies ou zones d'influence se présente comme la meilleure voie pour endiguer le communisme dont l'activisme international et la popularité croissante au sein des peuples du tiers-monde exige des actions vigoureuses. L'implication américaine au Congo belge, par exemple, s'inscrit dans cette politique comme nous le verrons.

Pour l'Union soviétique, la donne est tout autre. Il faut chasser le plus tôt possible toutes ces nations européennes ennemies de leurs territoires coloniaux. Le contexte y est favorable et, pour cela, elle ne manque pas de moyens. D'une part, par la formation communiste, elle peut transformer des indigènes en combattants pour la liberté et l'indépendance qu'il suffira par la suite d'encadrer politiquement et, au besoin, d'armer. D'autre part, cette masse de sympathisants et militants communistes aux ordres de Moscou dans les nations de l'Europe de l'Ouest constitue une cinquième colonne à qui il suffit d'ordonner, pour les partis adhérents de l'Internationale communiste, ou tout au moins de suggérer, pour tous les intellectuels aveuglés par la propagande communiste. L'Union soviétique croit vraiment qu'avec l'engagement à ses côtés de tous les intellectuels de gauche, sa victoire contre le capitalisme est inéluctable. En Europe occidentale, la gauche révolutionnaire croit son heure enfin arrivée et exulte.

Lutte communiste pour l'émancipation en Afrique noire

En Afrique noire, c'est bien avant la seconde guerre mondiale que des militants et sympathisants communistes se sont mis en action. Motivés par l'expérience soviétique, dans laquelle contrairement au soulèvement ouvrier attendu ce sont plutôt des paysans russes affamés qui relèvent le défi, ces communistes européens pensent que l'Afrique noire aussi pourrait surprendre. Dans un premier temps, la formation des indigènes africains aux rudiments du marxisme, aux droits de l'homme et aux libertés publiques, ainsi qu'aux questions syndicales, sont nécessaires à la conquête d'une société africaine plus égalitaire, plus respectueuse des droits des indigènes noirs.

Le marxisme n'enseigne-t-il pas que « les prolétaires n'ont pas de patrie » ? La thèse de l'impérialisme, adoptée par Lénine, veut que l'amélioration provisoire de la situation du prolétariat européen à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècle soit due à un report de l'exploitation capitaliste sur les peuples colonisés.

Ce sont donc au départ des communistes isolés, enseignants ou agents de l'administration coloniale, qui, de leur propre initiative, vont créer des cellules de formation des indigènes. Ces enseignements sont destinés à la petite élite noire, c'est-à-dire les fonctionnaires et les élèves des *Ecoles Primaires Supérieures*, établissements formant les cadres subalternes de l'administration coloniale. Dans toutes les grandes villes africaines, des « Cercles d'études marxistes » se créent, fréquentés par une majorité des futurs leaders politiques et syndicaux africains qui conduiront l'Afrique noire aux indépendances de 1960.

C'est le lieu de préciser que ces communistes européens sont des personnes de bonne foi et de bonne volonté, déterminées, selon leurs convictions, à défendre les peuples coloniaux contre des injustices qu'ils découvrent et qui les choquent : la maltraitance générale des autochtones dont les employeurs blancs ne respectent pas toujours les mesures d'hygiène et de sécurité au

travail, le travail forcé dans les chantiers et plantations des Blancs, les voies de fait que subissent les Africains de la part de certains colons, les prix d'achat différents des produits agricoles selon que le producteur est Blanc ou Noir, l'interdiction faite aux Africains de créer des associations, etc. Pour ces communistes, la colonisation elle-même est une entreprise de l'impérialisme capitaliste contre lequel il convient d'engager, même en Afrique, un combat de longue haleine jusqu'à sa disparition totale.

Par ailleurs, dans la mesure où la colonisation a apporté une certaine éducation aux populations noires, y compris cet enseignement aux droits et aux libertés diffusé par les communistes, certaines situations sont de moins en moins acceptables pour les indigènes les plus évolués, qui désormais prennent des initiatives de portée publique, notamment en dénonçant des injustices, comme le « On nous a trop volés » du médecin africain Dia Houphouët en 1932, ou en mettant en place des associations pour défendre leurs intérêts, comme l'a tenté un groupe de fonctionnaires camerounais avant 1925.

Mouvements africains d'émancipation sous influence communiste

Vers la fin de la Seconde guerre mondiale, au lendemain de la Conférence de Brazzaville de 1944 qui donne des libertés syndicales aux indigènes, ce sont les membres des cercles communistes, déjà très sensibilisés à la question des libertés publiques, qui créent les premiers syndicats d'Africains, que ce soit le Syndicat agricole africain (SAA) en Côte d'Ivoire avec Félix Houphouët-Boigny, ou les syndicats membres de l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC) avec Ekwalla Ebenezer, Moumé Etia ou Akono Claude, pour ne citer que les organisations syndicales les plus déterminantes pour les évolutions politiques ultérieures des pays africains. Ces leaders africains bénéficient de la protection et d'une assistance précieuse de leurs mentors sympathisants communistes européens, comme le gouverneur André Latrille en Côte d'Ivoire, l'enseignant Gaston Donnat ou Maurice Soulier au Cameroun. Certains de ces syndicats africains s'affilient à la CGT, dont l'idéologie est celle de la gauche marxiste, et qui est étroitement liée au PCF.

Comme nous l'avons déjà évoqué, depuis la rupture du pacte germano-soviétique en juin 1941 par l'invasion allemande de l'Union soviétique, les communistes français ont été très actifs dans la résistance à l'occupation allemande du territoire français. À la fin de la guerre, avec le triomphe de l'URSS, le PCF jouit d'une implantation, d'une puissance et d'un prestige que l'Internationale communiste entend exploiter à fond. Dans la lutte mondiale qui s'annonce entre le capitalisme et le communisme, le PCF, avec le vaste empire colonial français, a un rôle de premier plan à jouer dans la stratégie soviétique.

Le formidable travail entrepris depuis des années par les militants communistes européens est alors repris et institutionnalisé en 1945 par le PCF qui désigne par « groupes d'études communistes » (GEC) ces cellules de base de formation des cadres communistes. Le PCF contrôle alors plus étroitement leur enseignement et leur implantation, par des aides idéologiques et financières. Dans les années 1945, 1946 et 1947, des militants communistes européens et africains animent des GEC à Brazzaville, Libreville, Yaoundé, Douala, Abidjan, Bamako, Dakar, Conakry ou Thiès, à une époque où la puissance du parti communiste sur l'échiquier politique français constitue une protection pour ces activistes face aux colons européens qui n'apprécient pas forcément la voie révolutionnaire qu'emprunte le processus d'émancipation des Noirs. Pour le PCF, il s'agit de contrôler et coordonner l'action militante franco-africaine et d'encourager la formation de « partis démocratiques locaux. »

Depuis 1945, les Africains envoient des députés au Palais Bourbon, à Paris, et ont créé des partis politiques dont les plus radicaux sont dirigés par les élites formées par les GEC.

En fait, aux nobles ambitions des militants communistes européens, qui ont initié la formation politique et syndicale des Africains dans une perspective d'évolution à long terme, se sont substitués des objectifs politiques urgents du PCF qui, sous les ordres de Moscou, a pour mission de déstabiliser les colonies, ici et maintenant, de les rendre ingouvernables au point de provoquer le départ des nations occidentales, « instruments de l'impérialisme capitaliste ».

On espère pour l'Afrique noire un scénario à la Haïti, où un soulèvement d'esclaves noirs dans les Caraïbes a abouti, en douze ans, à l'évacuation de la France en 1803. Si, tous seuls, des esclaves noirs ont pu chasser la France en si peu de temps, les stratèges communistes pensent qu'avec l'appui de la puissance soviétique, l'affaire peut être rapidement bouclée. Les Soviétiques espèrent mettre en place en Afrique noire des « démocraties populaires » comme en Europe de l'Est, en réalité des régimes communistes à leur botte. L'Afrique noire, dès 1945, est donc en pleine Guerre froide avant la lettre !

Le congrès constitutif du Rassemblement démocratique africain (RDA), qui se tient en octobre 1946 à Bamako, est supervisé par le PCF qui y est représenté par son responsable de la section coloniale, Raymond Barbé. Sur les bords du fleuve Niger, au pays de Soundjata Kéita, porté sur les fonds baptismaux par des délégations enthousiastes, le RDA a immédiatement un impact considérable auprès des indigènes noirs de l'Union française. Dans les années qui suivent, douze territoires comptent des partis politiques représentant le RDA : pour le Cameroun, l'Union des populations du Cameroun (UPC), dirigée par Ruben Um N'yobé, pour la Côte d'Ivoire, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dirigé par Auguste Denise, homme de main d'Houphouët, pour le Dahomey (actuel Bénin), l'Union démocratique dahoméenne (UDD), dirigée par Alexandre Adandé, pour le Gabon, le Comité mixte gabonais (CMG), dirigé par Léon M'ba, pour la Guinée, le Parti démocratique de Guinée (PDG), dirigé par Madeira Kéita, pour la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), la Section voltaïque du RDA (SVRDA), dirigée par Charles Nacuzon Nignan, pour le Moyen-Congo (actuelle République du Congo, ou Congo-Brazaville), le Parti progressiste congolais (PPC), dirigé par Aubert-Lucien Lounda, pour le Niger, le Parti progressiste nigérien (PPN), dirigé par Boubakar Bolho, pour l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine), la Section oubanguienne du RDA (SORDA), dirigée par Antoine Théophile Darlan, pour le Sénégal, le Mouvement populaire sénégalais (MPS), dirigé par Joseph Corréa, pour le Soudan (actuel Mali), l'Union soudanaise (US), dirigé par Modibo Kéita, et enfin pour le Tchad, le Parti progressiste tchadien (PPT), dirigé par Toura Gaba.

Sur tous les territoires de l'Afrique française, Moscou dispose, à travers la mainmise du PCF sur le RDA et son leader Houphouët, d'acteurs sur qui il peut compter. Fait remarquable, dans la dénomination de tous ces partis politiques africains membres du RDA, nulle part ne figure le qualificatif de « communiste ». On retrouve « démocratique », qu'il faut entendre dans le sens des démocraties populaires de l'Europe de l'Est, « progressiste » et « populaire » qui situent juste le mouvement à gauche, comme s'il y avait une consigne de prudence, d'avancer masqué, de ne pas s'afficher « communiste » pour ne pas s'exposer aux représailles de l'administration coloniale. Pour le PCF, il ne sert à rien de fanfaronner, le plus important est d'aller à l'essentiel, disposer de forces tant pour mener des actions de terrain dans les colonies que pour peser dans les institutions de l'Union française, notamment à l'Assemblée nationale et au Sénat, où les Africains ont fait leur entrée. Beaucoup de leaders noirs, comme Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, poussés à la radicalité, se retrouvent être les pions d'enjeux qui n'ont rien à voir avec les intérêts des populations africaines, préoccupées bien plus par l'amélioration de leurs conditions de vie que par la lutte idéologique entre communisme et capitalisme.

Communistes sans le savoir : on ne dit pas tout aux masses africaines

Ce non affichage du communisme des dirigeants ou des ambitions communistes assignées aux partis a pour conséquence que la grande majorité des militants se mobilise derrière des leaders pour leur charisme personnel, pour la confiance qu'ils inspirent dans leurs capacités à obtenir l'amélioration des conditions de vie des indigènes, mais point pour des joutes idéologiques. Dès le départ, il y a donc comme un mensonge aux masses, car on cache quelque chose à l'ensemble des militants. Il n'est pas interdit d'être communiste, mais si on l'est alors on doit le dire, surtout aux militants qu'on entraîne derrière soi !

Le grand-père maternel du rédacteur de ces lignes, qui était délégué PDCI du cercle d'Abengourou (en Côte d'Ivoire) à Bamako en 1946, ne s'est jamais dit ou senti communiste. Les militants du parti politique d'Houphouët, l'homme de main des communistes en Afrique noire, ne savent ni que leur parti est d'obédience communiste, encore moins qu'il est piloté par des stratèges européens.

Pour la stratégie du PCF en Afrique, ce fait constitue une grande faiblesse qu'Houphouët saura retourner à son avantage quand il sera contraint de rompre avec les communistes.

Dans maints territoires, la période allant de la seconde moitié de la décennie 1940 à la décennie 1950 est marquée par des mouvements sociaux à répétition, de fréquents troubles à l'ordre public, des affrontements politiques violents avec mort d'hommes, des actes d'insubordination des indigènes politisés, une tension croissante entre les colons et une partie des élites et des populations. En 1947, les révolutionnaires du Parti communiste français sont expulsés du gouvernement de Paris par les socialistes réformistes de la SFIO qui ne peuvent plus supporter de gérer les affaires de la France avec des gens qui prennent leurs ordres à l'étranger, chez une puissance ennemie. N'eût été la forte implantation du PCF,

liée à la remarquable participation des communistes à la Résistance sous l'Occupation nazie, les dirigeants communistes auraient probablement eu à répondre de délit de trahison ou à subir des exactions, comme ce fut le cas aux États-Unis d'Amérique avec le maccarthysme. En revanche, en Afrique noire, après la sortie des communistes du gouvernement français, leurs amis politiques subissent les foudres de l'administration et des colons.

Le sénateur Étienne Djaument, héros anonyme de l'Union française

Si les masses ivoiriennes ne savent pas qu'elles sont utilisées dans une stratégie communiste, certains cadres et notables qui le découvrent demandent des explications à Houphouët. C'est le cas de Kouamé Adingra, chef supérieur des Abron de Bondoukou, un notable du parti, qui s'oppose clairement à Houphouët sur cette radicalité qui embrase le pays. L'opposition la plus virulente à Houphouët viendra d'Etienne Djaument, un cadre du PDCI-RDA, sénateur à Paris. Djaument, comme l'ensemble des membres de l'Union des originaires des Cercles de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (UOCOCI), s'est mobilisé pour l'élection du député Houphouët en novembre 1945 et figure parmi les pionniers du PDCI en avril 1946. Membre fondateur et membre du premier Bureau, il est l'un des cadres les plus en vue du parti, ce qui lui vaut d'être investi et élu pour un poste de Sénateur à Paris.

Comme il en témoigne ici, c'est en France, à l'occasion d'une formation spéciale organisée à Ivry, en région parisienne, par les communistes pour leurs amis africains parlementaires et responsables RDA, que Djaument découvre que son parti doit agir conformément aux ordres de Moscou : « *Vers la fin de nos cours d'Ivry, le professeur Johannès fit une leçon qui aboutit à la "guerre juste". L'orateur déclara que, grâce à la sûreté d'esprit que leur donnait l'analyse des événements au moyen du marxisme et du léninisme scientifiques, les dirigeants du Kremlin appréciaient d'une façon*

infaillible les différences entre toutes les guerres. Aussi, l'Union soviétique était toujours du côté de la justice. En conséquence, en cas de guerre, être du côté russe signifiait forcément se battre pour la justice, pour la paix, pour le progrès de l'humanité. »

Les dirigeants du Kremlin infaillibles ! Ce n'est qu'à des bigots d'une religion sectaire qu'on peut tenir ce genre de propos. Or Djaument n'est pas converti à cette religion et n'entend pas le devenir, lui qui semble bien informé sur ses actes et ambitions. Se voulant le porte-parole de ses frères de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, il dénonce l'URSS : « *la tactique qui consiste à faire du monde français une colonie soviétique est criminelle. La France, terre de liberté, ne peut pas et ne doit jamais subir le joug de la soi-disant Union des Républiques socialistes où, en fait, 200 millions d'hommes gémissent sous la terreur de la dictature la plus exécrable.* »

À propos du Parti communiste français, ses réserves sont claires : « *Je n'en veux pas particulièrement à ce parti qui est libre d'avoir son idéal, ses méthodes, ses procédés. Mais je lui reproche de susciter des troubles, des émeutes, la rébellion dans les territoires d'outre-mer, car je ne pense pas que la guerre civile, le désordre et l'anarchie soient favorables à notre évolution.* »

Djaument est très vigilant sur l'agitation des communistes autour du PDCI, notamment leur implication dans l'animation du parti, et surtout sur les faveurs que ces « *moscoutaires ou serviteurs de Staline* », comme il les appelle, accordent à son chef Houphouët. Par exemple, au congrès de Bamako, Djaument est étonné « *de voir Houphouët descendre d'un avion spécial que le ministre communiste Tillon avait mis à sa disposition.* » Le plus difficile pour cet homme de convictions est cette indignation qu'il ressent d'être obligé de voter systématiquement pour les positions des serviteurs de Staline au Sénat français : « *J'ai toujours voté avec le parti communiste. C'était une obligation. Ce fut l'un des faits qui me révoltèrent le plus. Je ne votais pas selon ma conscience. Le "boîtier" du groupe tenait d'autorité toutes les cartes du vote. Il les jetait dans l'urne, dans le seul intérêt de son parti… J'étais un pion que l'on poussait.* »

Djaument a acquis la conviction que les communistes sont opposés aux intérêts de la France, et cela ne peut continuer encore longtemps sans qu'il réagisse. L'occasion se présente le 8 septembre 1948, au Palais-Bourbon, lors d'une réunion de tous les élus RDA, dont le but est de débattre de l'appui à apporter aux communistes français pour les aider à prendre le pouvoir : « … *Le peuple de France, la classe ouvrière et son parti communiste sont chassés du Gouvernement. Or, depuis le départ de Thorez, les affaires vont mal. Il est dans l'intérêt de l'Union française qu'un Gouvernement démocratique à direction communiste se constitue. Pour y arriver, les élus du RDA doivent demander aux peuples d'outre-mer d'adresser des pétitions au président de la République, aux présidents des trois Assemblées, aux présidents des groupes parlementaires. Le caractère de menace doit constituer le fond de ces pétitions pour les rendre efficaces.* »

En fait, le parti communiste, chassé du gouvernement et en difficulté, compte sur ses alliés africains pour mettre une pression qui devrait conduire à un embrasement de l'Afrique noire, à la déstabilisation du gouvernement et au départ de la France dans les colonies.

On est en pleine guerre d'Indochine, et les communistes français, qui soutiennent les adversaires de la nation française, veulent ouvrir un autre théâtre en Afrique. La stratégie communiste est mise en évidence quelques mois plus tard par un des intellectuels noirs de service, Aimé Césaire, pour qui « *c'est un fait : la* nation *est un phénomène bourgeois…* », et qui, souhaitant que le RDA d'Houphouët embrase l'Afrique noire comme l'Indochine, écrit : « … *si l'Europe occidentale ne prend d'elle-même, en Afrique, en Océanie, à Madagascar, c'est-à-dire aux portes de l'Afrique du Sud, l'initiative d'une politique des* nationalités, *l'initiative d'une politique nouvelle fondée sur le respect des peuples et des cultures ; que dis-je ? si l'Europe ne galvanise les cultures moribondes ou ne suscite des cultures nouvelles ; si elle ne se fait*

réveilleuse de patries et de civilisations, ceci dit sans tenir compte de L'ADMIRABLE RÉSISTANCE DES PEUPLES COLONIAUX, QUE SYMBOLISENT ACTUELLEMENT LE VIÊT-NAM DE FAÇON ÉCLATANTE, MAIS AUSSI L'AFRIQUE DU R.D.A., l'Europe se sera enlevé à elle-même son ultime chance *et, de ses propres mains, aura tiré sur elle-même le drap des mortelles ténèbres* ». Le talent du poète ne peut couvrir la soumission du communiste aux mots d'ordres !

Pour Etienne Djaument, l'occasion de ce 8 septembre était l'aubaine à saisir pour mettre fin aux grandes manœuvres communistes : « *Je prends la parole et je déclare que j'avais suffisamment saisi ce qui se passait, mais que nous, élus du RDA, nous ne pouvions pas faire le jeu du communisme. J'ai dit particulièrement que nous ne pouvions pas être contre la Constitution : le président de la République désigne le président du Conseil présumé qui reçoit l'investiture de l'Assemblée nationale avant de former son Gouvernement. Aller contre cette règle constitutionnelle et imposer par voie de pétitions, c'est-à-dire par des menaces, par la violence, un Gouvernement à la France, c'est être factieux.* »

Grâce à cette intervention courageuse de Djaument, les élus RDA rejettent la proposition du parti communiste : « *La majorité m'a, alors, suivi. Nous avons déclaré nous opposer aux manœuvres subversives communistes. Nous avons indiqué que nous refusions d'en ajouter aux difficultés que le communisme avait créées dans certains territoires. L'accent a été mis sur le fait qu'après avoir poussé les gens à la révolte, les communistes français leur déclarent devant les obstacles : "Tirez-vous d'affaire."* »

En fait, les communistes ne sont plus au pouvoir et ne peuvent ni protéger ni aider leurs amis africains dans les colonies. Si Djaument parvient ainsi, dans le bois sacré du RDA, à mettre en échec Houphouët et les communistes, c'est que la radicalité du chef du RDA ne plaît pas à une majorité silencieuse.

L'autorité d'Houphouët est affaiblie, et son leadership menacé par Djaument. Alors, à la demande des communistes français,

Houphouët décide de retirer l'investiture du PDCI-RDA aux sénatoriales suivantes à l'intraitable Etienne Djaument pour l'accorder, dans un souci d'équilibre régional, à un autre ressortissant de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, Victor Biaka Boda.

Cet événement a de lourdes conséquences pour l'avenir des territoires africains. En effet, Djaument, qui n'entend pas se laisser faire, décide de créer son parti politique, le Bloc démocratique éburnéen (BDE) qui se propose « *de travailler, dans le cadre des intérêts français et ceux de l'Union française, à l'évolution sociale, politique et économique de la Côte d'Ivoire.* »

Djaument tient surtout à expliquer publiquement les raisons de son départ du PDCI-RDA. Houphouët, redoutant la force de persuasion de Djaument, décide tout simplement de l'empêcher de parler. Il est hors de question de laisser Djaument rééditer à Abidjan sa victoire de Paris. Le 6 février 1949, à la demande expresse d'Houphouët, les militants du PDCI-RDA entreprennent de faire obstacle au meeting organisé par le dissident, président du nouveau parti, le BDE, qu'il veut présenter. Après avoir réussi à empêcher le meeting, les partisans d'Houphouët se divisent en bandes chargées de punir leurs adversaires dans les quartiers de Treichville et d'Adjamé.

Disséminés en divers points, des assaillants attaquent et saccagent, par groupes de vingt, le siège de l'imprimerie du Parti Progressiste, l'école Dignan Bailly, et les maisons de plusieurs personnes connues pour leurs opinions anti-RDA. Dès l'arrivée de la police, le groupe se disperse et se reforme plus loin pour frapper de nouveaux objectifs.

À Treichville, le domicile d'Antonin Dioulo, le chef supérieur des Ebrié et des Attié, est ainsi attaqué ; Comme le chef coutumier se sert de son fusil pour disperser les assaillants, ceux-ci se ruent sur son neveu Amondji qu'ils lynchent purement et simplement. Ces actes graves furent à l'origine de l'arrestation des principaux dirigeants du PDCI-RDA et de leur incarcération à la prison de Grand-Bassam. Même si sa qualité de parle-

mentaire français vaut à Houphouët des ménagements de la part des magistrats, ces derniers le réclament avec insistance. Son entourage immédiat est menacé. Le sénateur Biaka Boda, le remplaçant de Djaument au Palais du Luxembourg, homme de main du patron du RDA, est retrouvé mort, de toute évidence liquidé par le pouvoir colonial en début d'année 1950. Houphouët, menacé personnellement, fuit la Côte d'Ivoire, où la justice le réclame, pour se réfugier en France. C'est donc à un homme traqué et affaibli depuis des mois que le jeune et redoutable ministre des Outre-mer, François Mitterrand, arrache en octobre 1950 la publication du « communiqué de désapparentement du RDA avec le PCF ». Houphouët, pour se tirer d'affaire et sauver sa carrière politique, est contraint, sous les menaces de Mitterrand, d'abandonner les communistes.

La fronde d'une poignée de dirigeants menée par le Secrétaire général du RDA, le Soudano-sénégalais Gabriel d'Arboussier, et les protestations des étudiants africains de France ne changeront rien à la décision du chef, celui que la base suit. Si les menaces de Mitterrand ont pesé dans cette décision, elles ne furent pas les seules. En effet, même si Houphouët a pu empêcher Djaument de s'exprimer, il sait que les élus de son parti l'ont désavoué en rejetant le soutien aux manœuvres subversives des communistes. Djaument ne dit-il pas tout haut ce qu'une majorité pense tout bas ?

Comme un chef qui descend de son piédestal, Houphouët prend alors conscience que la recherche permanente de l'affrontement avec l'administration est rejetée par une majorité silencieuse de cadres et de notables du parti. Il comprend que si le PDCI-RDA ne quitte pas cette voie dangereuse, l'administration finira par éliminer ses dirigeants pour les remplacer par des acteurs politiques plus commodes. Et ce ne sont pas les candidats qui manquent !

Houphouët sait qu'il a encore du poids politique, étant donné sa popularité auprès des masses, mais qu'il ne gardera pas longtemps

cet avantage s'il est obligé de se cacher pendant des mois, sans pouvoir être sur le terrain. Finalement, les communistes ne pouvant plus rien lui apporter et, en outre, ne courant aucun risque de rupture avec sa base auprès de qui le parti ne s'est jamais réclamé communiste, Houphouët n'a pas eu grand mal à faire ce virage à 180 degrés pour rester au service de son pays et de l'Union française.

La stratégie des communistes d'avancer masqués en Afrique noire se retourne contre eux. Dans l'immédiat, cette décision assure la survie politique d'Houphouët en lui permettant d'effacer ses ennuis judiciaires, ainsi que d'obtenir la libération de ses camarades emprisonnés à Bassam.

Cet acte a une portée majeure pour la suite de la décolonisation de l'Afrique noire, car, Houphouët dompté, aucun autre dirigeant n'a la capacité d'embraser le continent, et la stratégie de Moscou consistant à rendre l'Afrique noire ingouvernable tombe à l'eau. L'Afrique noire ne sera pas comme l'Indochine ! L'histoire étant parfois injuste, personne ne retiendra le nom d'Etienne Djaument dans l'échec de Moscou en Afrique noire. Pourtant, c'est grâce à son courage exceptionnel et à sa capacité de persuasion que la réunion des élus RDA du 8 septembre 1948 au Palais-Bourbon n'a pas conduit à l'embrasement que le parti communiste projetait en Afrique noire. Sans lui, la suite des événements aurait probablement été autre. Mieux, les événements qui vont affaiblir Houphouët et le PDCI RDA, conduisant les cadres du parti extrémiste à la prison de Bassam et le député à la quasi clandestinité, sont dus à la détermination de Djaument de ne point céder, ni à l'autoritarisme déjà bien établi du leader ivoirien, ni à la violence par laquelle il intimide tous ses adversaires politiques. Si l'Union française a pu mettre en échec l'Union soviétique dans ses ambitions en Afrique francophone, c'est grâce au combat solitaire de ce héros anonyme.

Notons que Houphouët-Boigny, le repenti de 1950, devenu président de la Côte d'ivoire à partir de 1960, a toujours eu un problème de conscience avec son passé communiste qu'il tentera

de cacher ou de nier, alors que les preuves qui l'attestent sont nombreuses. Nous pouvons douter qu'il était communiste par conviction, mais nous savons qu'il l'était. Dans les faits, le leader ivoirien, dans un premier temps, a su jouer le jeu pour profiter du comportement équivoque des communistes français et lancer sa carrière politique. Après avoir rompu brutalement avec eux pour sauver sa tête face à Mitterrand, il les dénonce des années plus tard pour se donner bonne conscience. Alors, il tentera de justifier dans les années 1980 que l'une des raisons de son divorce avec le PCF était cette accointance des communistes français avec les ennemis de la France pendant la guerre d'Indochine. Le point de départ, comme je le dis au début, de mes interrogations sur cette haine de soi.

Devenu un serviteur dévoué de l'Union française, il sera une cible privilégiée de ses anciens amis qui le traitaient de suppôt du colonialisme. Dans les années 1980, le président ivoirien expliquera aussi qu'il n'était pas pressé pour l'indépendance car, avec trop peu d'ingénieurs, de médecins et autres cadres, l'Afrique n'était pas prête à s'assumer. Mais à cette époque, le sens de l'histoire était fixé et tous ceux qui émettaient des réserves sur la capacité de l'Afrique à s'assumer étaient traités de valets de l'Occident, de vendus du colonialisme.

Oui, sous la pression de la gauche révolutionnaire soumise à Moscou, l'histoire était en marche à pas forcés, et tous ceux qui voulaient opposer à la règle générale du *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »* celle de la prudence recommandée par le fait que *« la liberté s'accompagne de la responsabilité »* passaient pour des individus dangereux sur lesquels il fallait jeter l'opprobre. Si l'indépendance était inscrite dans l'évolution de l'Afrique noire, sa précipitation, sous pression moscovite, fut un mal qui ne permit pas qu'elle avance en pleine capacité vers sa souveraineté.

Ceci étant, toutes les sections du RDA n'ont pas suivi Houphouët dans son revirement, et la radicalité a conduit parfois

à la lutte armée, avec des leaders politiques, africains ou européens, emprisonnés ou tués par l'armée française. Mais avec le retournement du leader du RDA, il n'y a plus, pour la métropole, de risque général de perte de contrôle de la situation, surtout que les communistes n'ont ni les moyens ni la motivation de continuer de soutenir des dirigeants africains si peu fiables. Pour les stratèges communistes, il reste tout de même la bataille de l'opinion pour laquelle ils gardent tous leurs atouts. Ce revers africain ne peut pas stopper la grande Histoire qui est en marche, et qui ira jusqu'au dépérissement inéluctable du capitalisme ! Les communistes ont la certitude de posséder la vérité et d'avoir l'Histoire de leur côté.

Aveuglement intellectuel et dénigrement de la colonisation

Le communisme triomphant exerce un attrait sur les intellectuels du monde occidental dont les débats ne portent désormais que sur les différenciations entre marxisme-léninisme, trotskisme ou maoïsme (après 1960). Toujours est-il que dans sa manœuvre pour accélérer le mouvement de décolonisation, l'URSS peut compter sur un engagement sans faille à ses côtés de la majorité de ceux et celles dont les productions intellectuelles font autorité en Occident. Après Jean-Jacques Rousseau au siècle des Lumières et Karl Marx au XIXe, ce XXe siècle a lui aussi ses penseurs vedettes, comme Jean Jaurès ou Jean-Paul Sartre, pour porter la fibre révolutionnaire de gauche dans ses rêves. Comme le dit si bien en 2017 Alain Finkielkraut, analysant l'évolution de la pensée de gauche de siècle en siècle : *« En faisant remonter la corruption à l'oppression, Rousseau ouvre à la politique un champ d'action illimité : l'homme devient son propre rédempteur, et la rédemption passe par le soulèvement de tous les opprimés. "L'histoire de toute société est l'histoire de la lutte des classes", disent, dans le sillage de Rousseau, Marx et Engels, et sans aucun égard pour la réalité concrète, Sartre plaque ce schéma sur la guerre d'Algérie. »*

En fait, influencés par l'Union soviétique, les intellectuels de gauche saluent tous les actes de Moscou et défendent toutes ses positions, que ce soit les massacres dans les goulags ou la décolonisation immédiate de l'Afrique noire. Les dirigeants de Moscou, grâce au marxisme-léninisme, sont infaillibles ! Donc s'ils décident de massacrer, c'est que c'est juste de massacrer ! Aujourd'hui, quelques intellectuels ont le courage de le reconnaître : « ... *obsédée comme je l'étais par le nazisme et le passé collaborationniste de notre pays, je n'ai pas pris conscience à temps du caractère totalitaire et criminel du communisme soviétique, je l'ai dénié... De surcroît, pendant la guerre d'Algérie et, en réalité, durant toute la période du pouvoir communiste, je pensais qu'il valait mieux se tromper avec Sartre qu'avoir raison avec Aron ou même Camus* », nous dit Elisabeth de Fontenay, intellectuelle de gauche.

On est alors en pleine époque de dénigrement de la colonisation. Avant toute chose, pour être dans l'air du temps, on ne parle plus de colonisation ou de colons, mais de colonialisme, de colonialistes et, bien entendu, de décolonisation. Le terme colonialisme fait ressortir bien davantage l'extension de la souveraineté des États européens en dehors de leurs frontières nationales, en vue de la domination politique et l'exploitation économique des territoires annexés, ainsi que de leurs populations. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sous la pression des intellectuels de gauche, la colonisation passe pour du colonialisme, désormais reconnu comme une relation inégalitaire s'opposant au « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Les colons qui veulent protéger le fruit de leurs années d'investissement et de dur labeur passent pour d'odieux colonialistes qu'il faut expulser ! Aussi, avec la vague d'émancipation des colonies européennes qui débute en 1947 en Inde, le mouvement de décolonisation est-il irrésistible. Au milieu de la décennie 50, prise dans ce tourbillon décolonisateur, la France de la Quatrième République est épuisée par tout ce qu'elle a déjà affronté dans les colonies, de la guerre d'Indochine (1946-1954) à celle d'Algérie qui a débuté en 1954, en passant par l'insurrection malgache de 1947

avec ses milliers de morts, les fortes tensions au Cameroun qui durent depuis 1945 ou les troubles en Côte d'Ivoire de 1947 à 1950.

Dans ce contexte, la classe intellectuelle du monde noir francophone subit l'influence de ses maîtres européens de gauche pour faire de la décolonisation son combat. En vue d'aider à réaliser les objectifs justes et infaillibles de Moscou, il est plus efficace de faire dénoncer la colonisation par les Noirs eux-mêmes. Aimé Césaire, une des figures de cette élite noire, est adoubé par Jean-Paul Sartre. On reconnaît dans *Le Discours sur le colonialisme* de Césaire la rhétorique communiste : le colonialisme est la « *honte du XXe siècle* », responsable « *des actions violentes et criminelles commises dans les colonies, l'exploitation des peuples et le pillage des ressources.* »

Césaire critique la position de la classe bourgeoise qu'il qualifie de décadente, car ne connaissant plus de limites dans le mal qu'elle commet au travers du système économique capitaliste. La colonisation, selon Césaire, « *travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral.* »

Ce n'est pas un hasard si le seul mouvement politique africain qui y est promu est... le RDA d'Houphouët-Boigny. Manque de chance pour Césaire et ses amis communistes : seulement quatre mois après la sortie de l'essai, le leader ivoirien rompt avec le communisme.

Ouvrons une parenthèse pour dire qu'on peut se demander pourquoi Aimé Césaire, plus tard, devenu homme politique et leader du Parti progressiste martiniquais (PPM), n'a pas opté pour l'indépendance de la Martinique à la fin des années 1950. Il aurait été plus cohérent. Plus étonnant, le grand penseur anticolonialiste rejettera les propositions d'autonomie faites par le Général de Gaulle en 1958 et François Mitterrand en 1982, préférant rester dans l'héritage de cette colonisation qu'il a tant décriée. Même en 2010, sous Nicolas Sarkozy, le PPM, deux ans après la mort de son fondateur Aimé Césaire, diffère une énième fois l'accession à l'autonomie de la Martinique, en obtenant un

OUI prompt et massif des Martiniquais à rester dans le droit commun français (article 73 de la constitution). Le conseil laissé par le grand militant anticolonialiste des années 1940-1950 à ses héritiers semble être de ne jamais rompre le lien avec la France. Il est facile de se payer de mots ! En 1956, découvrant les crimes de l'Union soviétique sous Staline, Césaire se dit *« plongé dans un abîme de stupeur, de douleur et de honte »* et rompt avec le Parti communiste français. Comme Césaire, ils sont nombreux ces intellectuels et hommes de culture qui, à un moment ou un autre, finiront par ouvrir les yeux sur la réalité du communisme soviétique sous les ordres duquel agissait le PCF.

Falsification de l'histoire de l'Afrique noire

Le discours sur l'Afrique est uniquement à charge contre l'entreprise coloniale : le colonialisme est un crime contre l'humanité, les Européens exploitent honteusement les ressources naturelles et humaines d'un monde noir maltraité et discriminé, c'est parce que les Africains sont noirs qu'on les colonise, la mission civilisatrice a une connotation raciste, etc. Dans cette entreprise de démolition, on ne s'embarrasse pas de vérité, le plus important étant l'impact du discours sur les mentalités des étudiants africains à Paris ou Londres, futurs leaders de leurs peuples, ainsi que sur les futures générations qu'il faut séparer à tout jamais des Occidentaux.

Pour que la servitude colonialiste passe pour être à l'origine de tous les maux du Noir, il faut inventer une belle histoire pour l'Afrique d'avant la rencontre avec le Blanc. Le gros mensonge de l'ancienne l'Afrique noire édénique trouve ici sa justification. Mensonge qui, avec les décennies, passe pour de la vérité auprès d'une jeunesse totalement isolée de la réalité de son histoire. Et, plus le mensonge est gros, plus ça passe ! Avant le contact avec l'homme Blanc, le berceau de l'humanité était donc un paradis terrestre, avec des espaces culturels unis, pacifique, ne connaissant

ni esclavage ni trafic humain. L'esclavage et la traite négrière qui ont décimé l'Afrique relèvent de la seule responsabilité de l'homme blanc, et la colonisation est un crime abominable contre l'homme noir. Pourtant, dans ces années 1940 ou 1950, personne ne pouvait raconter de telles contrevérités aux Africains âgés de plus de cinquante ans, eux que le Blanc a dû traquer et sanctionner sévèrement pour pratique d'esclavage, de sacrifices humains, de dévalorisation de la vie humaine. Nous y reviendrons.

Cette falsification de l'histoire passe d'autant plus facilement que, pour les masses africaines, le contenu mensonger du discours anticolonialiste parisien ou londonien est peu audible, voire même inconnu. Ces mensonges ne leur sont même pas destinés, elles qui savent d'où elles viennent, et dont l'engagement politique est uniquement motivé par les promesses d'amélioration faites par leurs élites, leurs frères qui « connaissent papier de Blanc », en qui elles placent leur confiance. Pour ces masses africaines, leur responsabilité est d'apporter le soutien populaire à leurs frères éduqués à qui il incombe de trouver les arguments efficaces pour justifier la lutte émancipatrice, partout où c'est nécessaire. Donc, peu importe qu'on raconte sur les bords de la Seine, ou de la Tamise, que ce sont les Blancs qui vendaient les Noirs ! En revanche, pour les leaders africains, être communiste était un must, la voie royale pour un Noir d'acquérir facilement, grâce au réseau mis en place par les stratèges de Moscou, une grande notoriété internationale. L'enjeu devient alors « *qui est le plus amnésique ?* »

Ces élites, en participant à la falsification de l'histoire de l'Afrique, ont trahi leurs peuples pour leurs ambitions personnelles. Rien de vraiment étonnant qu'arrivés au pouvoir dans leurs différents pays des années plus tard, ils n'aient pas apporté grand-chose aux leurs ; Ils sont restés fidèles à eux-mêmes, des traîtres. C'est ainsi que, destiné à l'origine à la sensibilisation de l'opinion occidentale, le discours anticolonialiste mensonger parviendra, grâce à la complaisante complicité et à l'irresponsabilité des élites du monde noir, à s'imposer à l'Afrique, et à s'y maintenir même

après la décolonisation. Phénomène par excellence tiers-mondiste : l'Europe gauchiste impose à l'Afrique son histoire !

Depuis cette époque, toute voix africaine qui ose dire quoi que ce soit qui pointe une quelconque responsabilité du continent noir dans l'esclavage ou la traite négrière, ou qui trouve des apports bénéfiques de la colonisation à l'Afrique noire, est frappée d'ostracisme et réduite au silence par les tenants de la gauche révolutionnaire qui veillent au maintien de cette fausse histoire de l'Afrique.

Des réseaux de la gauche révolutionnaire encadrent et assistent des Africains pour seriner que l'Afrique n'est en rien responsable de son sort, même après les indépendances où elle est maintenue dans les étaux du néocolonialisme. L'ouvrage du Malien Yambo Ouologuem, *Le devoir de violence*, prix Renaudot 1968, est retiré de la vente, pour plagiat dit-on, mais en réalité parce qu'il dit des vérités qui contredisent les lieux-communs de la négritude senghorienne qui veut que tous les maux de l'Afrique, comme la violence et la guerre, soient venus avec l'homme blanc.

Le crime du jeune Malien est de dépeindre la participation africaine au colonialisme à travers des chefs locaux qui vendent leurs sujets aux marchands arabes et occidentaux. Ouologuem fait l'objet d'un harcèlement moral qui le fit sombrer dans la dépression mentale. En 1991, c'est au tour de la Camerounaise Axelle Kabou de subir cette foudre protectrice du mensonge, pour avoir osé dévoiler au monde entier, dans son essai *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, sur la base d'une analyse très critique, les vérités que les Africains, gavés à la justification néocolonialiste de l'échec du continent, ne peuvent ni ne veulent entendre. Axelle Kabou montre de façon très claire que l'échec des trente premières années est une conséquence bien prévisible, pour peu qu'on veuille voir les réalités en face, de l'irresponsabilité des élites intellectuelles et politiques. Par la suite, cette dame dut se faire très discrète pour sa sécurité et sa quiétude.

Les Blancs sont même accusés des divisions tribales qui déchirent l'Afrique… pour avoir créé les ethnies en Afrique, dans le but de diviser les Africains. Quelle absurdité ! Mais plus c'est gros, plus ça passe, même auprès d'intellectuels africains censés, tout de même, connaître un peu leur société. Jean-Loup Amselle, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et rédacteur en chef des Cahiers d'études africaines, un des maîtres de ce courant de pensée, affirme que : « *Au Rwanda, les ethnies Tutsi ou Hutu ont été créées par les Belges.* » Jean-Pierre Chrétien, un autre des maîtres à penser français de ces intellectuels africains a affirmé en 1985 que : « *l'ethnicité se réfère moins à des traditions locales qu'à des fantasmes plaqués par l'ethnographie occidentale sur un monde dit coutumier.* »

Selon lui, « *la conscience néo-ethnique, forgée à l'ombre des bons pères et des agents territoriaux, n'est pas éloignée de la politique bantoue développée dans le contexte sud-africain de l'apartheid.* » La théorie du complot éternel contre l'Afrique noire! Comme le dit si bien Bernard Lugan : « *En plus de nier la réalité jusqu'à l'absurde, l'argument était destructeur, car dans le contexte de lutte anti-apartheid des années 1980, quiconque commettait l'imprudence d'intégrer le fait ethnique dans ses analyses… se trouvait disqualifié.* »

On peut concevoir que des non-Africains puissent être induits en erreur par de telles théories, mais que des Africains croient que des ethnies africaines ont été créées par les Blancs est une négation inacceptable de la réalité.

Il ne faut tout de même pas surestimer le colon ! Lugan ajoute aussi que : « *Détenant le monopole de l'accès aux revues africanistes françaises et pratiquant en quelque sorte l'endogamie du recrutement dans les instituts de recherche et dans les universités dans lesquelles était enseignée l'histoire de l'Afrique, ils [les maîtres à penser des Hautes Études en Sciences Sociales sur l'Afrique] ont formé des générations entières d'étudiants en imposant leur grille de lecture des événements africains.* »

Toutes ces manœuvres malhonnêtes d'intellectuels de gauche s'inscrivent dans la stratégie établie depuis les années 1940 d'écrire l'histoire africaine la plus accablante qui soit contre cette Europe coloniale, plutôt présentée comme « colonialiste, instrument de l'impérialisme capitaliste le plus inhumain ». L'entreprise consiste, pour les suiveurs des stratèges de Moscou, à dépeindre la colonisation sous un angle absolument négatif, à dénigrer les administrateurs coloniaux et les colons européens.

C'est le lieu de dire qu'une grande injustice morale fut faite à la majorité de ces Européens des colonies, administrateurs, fonctionnaires, opérateurs économiques ou religieux, amoureux de l'Afrique noire, qui se sont retrouvés pris dans un tourbillon irrésistible, salis, humiliés. Ces bons Blancs ont laissé d'excellents souvenirs dans les mémoires de nos anciens, car déjà dans les années 1970, l'adolescent que j'étais peut témoigner de ce que beaucoup de nos parents, voyant le désordre qui grandissait, regrettaient la fin de la colonisation et espéraient qu'il serait mis fin à cette mode de mauvais goût appelée « indépendance ». La jeunesse africaine qui est prête à mourir dans la Méditerranée pour fuir le continent noir depuis les années 2010 ne donne-t-elle pas raison aux anciens qui regrettaient l'époque coloniale moins de vingt ans après les souverainetés africaines ?

Le Panafricanisme

La politique coloniale française en Afrique noire, à travers les deux blocs que sont l'Afrique occidentale française (AOF) et l'Afrique équatoriale française (AEF), a jeté les bases d'un panafricanisme dès les premières années de l'entreprise coloniale. Dès leur implication dans le jeu politique de l'Union française, les leaders africains montrent bien qu'ils sont conscients de la dimension panafricaine de leur responsabilité par la création d'organes tels que le RDA d'Houphouët ou les Indépendants d'Outre-Mer de Senghor.

Le mouvement de décolonisation poussé par l'Union soviétique rejoint dans son objectif un mouvement panafricain qui est parti des Caraïbes et des États-Unis d'Amérique depuis le XIXe siècle. En effet, avec les abolitions progressives de la traite négrière atlantique à partir de 1807 et de l'esclavage à partir de 1848, le nombre d'esclaves affranchis, devenus des citoyens libres, s'accroît considérablement aux Amériques, et cette présence de Noirs non serviles fait apparaître des problèmes de racisme et de discrimination dans ces sociétés dominées par les Blancs. Un militantisme de Noirs évolués se met alors en place pour organiser et venir en aide à toute la communauté d'origine africaine.

Des retours en Afrique sont organisés dès 1820, qui aboutissent à la création du Libéria en 1846. Des déportations sont également organisées à partir de 1835 de Bahia, au Brésil, jusqu'à Lagos, dans le Golfe de Guinée, et plusieurs Afro-brésiliens demandent leur retour sur les côtes africaines. Vers la fin du siècle, au moment où la colonisation de l'Afrique noire s'accélère, ces pionniers de la cause des Noirs se débattent pour sauver la dignité du monde noir. Les Haïtiens Anténor Firmin et Bénito Sylvain établissent des liens avec l'Ethiopie, le seul État d'Afrique noire qui a pu préserver son indépendance grâce à son succès à la bataille d'Adoua face à l'Italie, en 1896. Un réseau de notables noirs, hommes politiques, avocats, médecins ou instituteurs, originaires des Caraïbes, des États-Unis, du Canada, d'Afrique et du Royaume-Uni se met en place et organise en juillet 1900, à Londres, le premier Congrès panafricain.

La résolution principale de la Conférence est une *Adresse aux Nations du Monde* comportant les points suivants :

La couleur et la race ne doivent plus être des « *critères de distinction* » entre les Noirs et les Blancs ;

Les libertés des « *indigènes d'Afrique* » doivent être respectées, au même titre que leur droit d'accéder aux « *voies du progrès et de la culture* » ;

Les missions chrétiennes ne doivent plus être le prétexte de « *l'exploitation économique et l'effondrement politique des nations les moins développées* » ;

La nation britannique doit accorder « *les droits dignes d'un gouvernement responsable aux colonies noires d'Afrique et des Indes Occidentales* » ;

Les États-Unis doivent octroyer aux Noirs-Américains « *le droit de vote, la sécurité des personnes et la propriété* » ;

Les colonies françaises, allemandes et belges doivent se souvenir que leur richesse réside dans la « *prospérité* », le « *progrès* » et le « *bonheur* » du peuple noir ;

Les puissances impérialistes doivent respecter « *l'intégrité et l'indépendance* » de l'Éthiopie, du Liberia et d'Haïti.

Le texte final de la Conférence comporte également un passage destiné « *À sa Gracieuse Majesté, Reine [Victoria] de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, Impératrice de l'Inde* », implorant son attention envers « *la situation alarmante des autochtones en Afrique du Sud* ». Les revendications des signataires portent notamment sur le travail forcé, le droit de vote, le droit à la propriété et les différentes lois de ségrégation telles que « *le couvre-feu, l'interdiction de marcher sur les trottoirs et l'utilisation de transports publics séparés.* »

Les résolutions de ce Congrès montrent qu'une authentique conscience noire est née qui se préoccupe vraiment du sort de tous les ressortissants du continent africain, quel que soit le continent sur lequel ils vivent. Hommage soit rendu à ces nobles et dignes pionniers du panafricanisme, parmi lesquels Henry Sylvester Williams de Trinité, Bénito Sylvain et Anténor Firmin d'Haïti, Booker T. Washington et William Edward Burghardt Du Bois des États-Unis ! Ainsi qu'à Blaise Diagne, premier député noir du Palais-Bourbon en 1914, du Sénégal, et Gratien Candace de Guadeloupe, qui obtinrent des autorités françaises que la deuxième Conférence panafricaine se tienne à Paris, en

1919, au même moment que la conférence de paix chargée de décider de l'avenir des colonies allemandes.

En parallèle des Congrès, l'idée panafricaine fait son chemin avec de nombreux mouvements et publications. Le Jamaïcain Marcus Garvey, très actif dans les décennies 1910 et 1920, lance le mouvement « Back to Africa » et popularise le slogan « l'Afrique aux Africains », à un moment où les Européens finissent à peine la pacification de leurs territoires coloniaux en Afrique noire. Initiateur de projets grandioses, le remuant panafricain veut voir émerger des capitalistes noirs. Il fonde la compagnie de navigation « Black Star » afin de rapatrier les Noirs américains désirant retrouver la terre de leurs ancêtres, pour laquelle il nourrit l'ambition d'établir un *Empire africain* dont il s'est déjà auto-proclamé « Président provisoire de l'Afrique ». Mais les projets grandioses du bouillant Garvey restent lettre morte et il doit se débattre dans des difficultés financières inextricables, après une condamnation suivie d'emprisonnement et d'interdiction de séjour aux États-Unis. Il meurt ruiné à Londres en 1940.

La Grande-Bretagne et ses colonies sont aussi un intense foyer de militantisme panafricain. Dans les premières décennies du XX[e] siècle, de nombreuses organisations étudiantes voient le jour, comme la *Union for Students of African Descent* et la *Gold Coast Student's Union*, dont les membres se retrouvent fédérés dans la *West African Students Association* (WASU), créée en 1925. Recrutant principalement en Gold Coast, au Nigeria et en Sierra Leone, la WASU compte plus de 250 membres en 1939. Très active sur le terrain, son action est entravée par les administrations coloniales.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement panafricain a encore gagné en vigueur, et le Congrès de Manchester qui se tient après les hostilités, du 15 au 19 octobre 1945, rassemble quatre-vingt-dix délégués et onze observateurs. Présidé par Du Bois, le leader du mouvement, ce congrès a la particularité d'enregistrer la participation d'une nouvelle génération de diri-

geants africains. Parmi les présents, beaucoup, comme Nkrumah, joueront un rôle clé dans leur pays lors de la lutte pour l'indépendance : Joe Appiah et Ako Adjei pour la Gold Coast (actuel Ghana), Jomo Kenyatta, le futur président du Kenya, Hastings Banda, le futur président du Nyassaland (actuel Malawi), Wallace Johnson pour la Sierra Leone, Obafemi Awolowo pour le Nigeria, le romancier noir Peter Abrahams d'Afrique du Sud, et tant d'autres... L'objectif du mouvement bascule alors du nationalisme noir au nationalisme africain. La conférence réclame l'indépendance économique pour empêcher l'exploitation impérialiste des richesses de l'Afrique. Elle appelle les Africains à former des partis politiques, des syndicats, des coopératives et d'autres organisations pour obtenir l'indépendance politique et le progrès économique. La première résolution déclare que les peuples colonisés doivent choisir de lutter pour leur liberté, en employant la force si nécessaire. La deuxième résolution, inspirée par Nkrumah, réclame l'indépendance pour tous les peuples colonisés afin de mettre fin à l'exploitation impérialiste, combat qui doit être appuyé par des grèves et des campagnes de boycott s'il le faut. Par ailleurs, les délégués ont décidé de fonder une représentation permanente du Congrès panafricain, qui fusionnera avec le Secrétariat national de l'Afrique de l'Ouest (West African National Secretariat – WANS) créé peu auparavant à Londres pour coordonner les actions en faveur de l'indépendance dans les territoires britanniques, français, portugais et belge.

Il est important de noter que les principaux animateurs du mouvement panafricain sont soit communistes, comme Georges Padmore et Kwame Nkrumah – ce dernier étant plus précisément un « hégélien » selon son professeur de philosophie londonien – soit soviético-compatibles, comme Web Dubois qui considère que *« le capitalisme est le principal responsable de l'assujettissement des peuples dans le monde »*, et que par conséquent, même s'il reconnaît les fautes de l'Union soviétique, il continue de penser que *« le communisme est une solution possible aux problèmes raciaux. »*

Il est donc tout-à-fait normal, à cette époque-là, que cette organisation soit infiltrée et noyautée par les stratèges de Moscou, pour en faire un instrument de plus dans la panoplie de l'offensive mondiale orchestrée par l'Union soviétique pour arracher les territoires africains au monde capitaliste. D'ailleurs, le nouvel espoir du monde anglophone, Nkrumah, est dépêché à Paris en 1947 pour rencontrer les leaders noirs, en vue de fixer des objectifs communs et de coordonner les actions. Houphouët est désigné par le PCF pour conduire la délégation qui doit rencontrer ce camarade d'outre-Manche. Nkrumah, disert et exalté, parle du projet d'une future Union des Républiques socialistes d'Afrique. Léopold Sédar Senghor et Félix Houphouët-Boigny furent surpris de découvrir un homme, encore étudiant à Londres, qui n'avait aucun mandat politique, ni aucun contact avec ce peuple africain au nom duquel il prétendait s'exprimer, et qui vient leur dire, à eux des élus des populations africaines, à eux d'honorables députés au Palais-Bourbon, ce qu'il convient de faire pour l'Afrique. Nkrumah n'est pas pris au sérieux par Houphouët et Senghor qui lui organisent une visite du Palais-Bourbon pour qu'il voie dans quelles conditions eux travaillent, en collaboration avec les Blancs, pour construire l'avenir de l'Afrique. C'est snobé, déçu et humilié que Nkrumah rejoint Londres.

Le Panafricanisme est ancré à gauche, mais encore une fois, pour avancer masqué, on exprime *« l'espoir de voir à la fois l'Afrique et l'Asie briser les chaînes du colonialisme afin de résister à l'impérialisme comme au communisme »*. Les autorités américaines, qui ne s'en laissent pas compter, font subir, pendant la campagne anti-communiste du sénateur Joseph McCarthy, une répression brutale à Du Bois dont le passeport sera confisqué en 1951 pour huit ans.

Les mensonges : les mencomafnoire40

Avec le Parti communiste français, le Panafricanisme et l'ensemble des intellectuels de gauche à son service, l'Union soviétique est à la manœuvre pour faire avancer l'histoire dans ces décennies 1940-

1950, charnières dans la chronologie de l'humanité. Dans les grandes capitales occidentales, les milieux étudiants deviennent des foyers de militantisme politique. La version idyllique de l'histoire de l'Afrique, inventée pour dénigrer l'action des Européens sur le continent noir, pour les besoins de la lutte anticapitaliste, est avalée sans aucun discernement. Les leaders intellectuels francophones, Senghor, Césaire, Frantz Fanon et autres, adoubés par Jean-Paul Sartre et leurs autres maîtres à penser blancs, apportent leur contribution à ce lavage de cerveaux, eux qui jouissent d'une grande notoriété et dont les discours font autorité dans l'opinion africaine. Du côté anglophone, les grosses pointures intellectuelles ne manquent pas, à commencer par le brillant intellectuel Kwame Nkrumah, tous adeptes d'une forfaiture historique consistant à isoler la jeunesse africaine de son passé.

Voici dans quelles circonstances l'Afrique, à travers ses intellectuels, choisit de se mentir à elle-même, rompant ainsi la chaîne de transmission de l'histoire et des valeurs qui font la solidité de toute société. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ont réussi. Ils ont tellement bien réussi que la quasi-totalité des jeunes Noirs croit encore aujourd'hui à leurs mensonges, comme j'ai entendu une grande militante antiraciste française dire, que *« pendant des siècles, les Blancs sont allés capturer des Noirs qu'ils ont déportés et réduits en esclavage »*. Non, c'est faux ! Les Blancs sont allés troquer des marchandises contre des esclaves noirs en Afrique. La nuance est importante.

Voici comment, en exerçant une tutelle intellectuelle sur l'intelligentsia africaine, parfois complice parfois aveuglée, les maîtres à penser du gauchisme occidental ont imposé, dans le cadre du grand mensonge anticolonialiste contre la présence de l'Europe occidentale en Afrique noire, des contre-vérités et des absurdités que le continent traîne encore aujourd'hui, faute d'une authentique réflexion décomplexée africaine. Les initiateurs communistes de ces « fake news » ne s'attendaient probablement pas à ce qu'elles fassent autant florès, aussi longtemps. Bientôt trente ans après la disparition de l'Union soviétique, le temps est peut-être venu de rétablir les vérités.

Pour la suite de mon propos, pour une commodité d'écriture et de lecture, je vais appeler ces *« mensonges communistes de la décennie 1940 concernant l'Afrique noire »* les mencomafnoire40.

Pour résumer les mencomafnoire40 :

La traite négrière atlantique est un acte inhumain et barbare contre le Noir dont l'Europe blanche est l'unique responsable. Pour que ce mensonge passe, il faut cacher les traites internes et arabes, ou faire croire qu'elles étaient plus douces ou plus humaines… plus naturelles.

La colonisation de l'Afrique noire n'est qu'une œuvre d'exploitation humaine et de pillage des ressources, motivée uniquement par le racisme et les richesses du continent africain. Cette entreprise coloniale a démarré par un braquage armé exercé par les Européens sur les pauvres et pacifiques Africains. Le mot colonisation étant mélioratif, on lui préfère d'ailleurs le mot plus accusateur de colonialisme, destiné à jeter l'opprobre sur l'Europe occidentale.

Les mencomafnoire40 déniant aux Africains la capacité à être maîtres de leur destin, les deux principaux points seront complétés après les indépendances de l'Afrique noire par un autre arsenal sémantique :

Le néocolonialisme : alibi pour disculper les dirigeants africains de toute responsabilité dans les échecs de leurs pays ; c'est après avoir ruiné l'ancienne prospère Gold Coast, devenue le Ghana, que Nkrumah reprend ce terme de Jean-Paul Sartre et le propose à la panoplie de la gauche révolutionnaire. Depuis les années 2000, les adeptes de l'explication néocolonialiste des échecs l'Afrique noire vont jusqu'à dire que les indépendances africaines ne sont pas réelles.

La France-Afrique : dénigrement du réseautage et du trafic d'influence des Européens pour préserver leurs intérêts en Afrique noire. Pourtant, c'est ce que font toutes les nations responsables du

monde, partout dans le monde. Mais puisque les Africains sont de pauvres enfants à protéger, il faut trouver un terme qui fasse honte aux Français et aux Européens et atténue les responsabilités des potentats africains. Il s'agit, ici, dans la distinction que nous faisions plus haut, du pied droit de la françafrique.

L'Afro-pessimisme : Pour tous ceux, Noirs ou Blancs, qui accusent les dirigeants africains d'être les premiers responsables de la régression du continent noir, qui demandent que l'Afrique soit gérée avec un sens de la responsabilité publique plus affirmé en vue de l'amélioration du sort de ses populations, et surtout qui rejettent les faciles alibis du néocolonialisme et de la France-Afrique, la sentence réservée par la gauche radicale et ses affidés africains est la honte d'être atteint d'afro-pessimisme. Quand l'afro-pessimiste est noir, il passe pour un traître frappé de l'indignité de faire de l'*autoflagellation*, lui qui ose dire que l'Afrique est fautive de sa régression.

Il serait bien naïf de croire que tous ceux qui utilisent la panoplie sémantique des mencomafnoire40 (traite atlantique, colonialisme, néocolonialisme, France-Afrique, afro-pessimisme, etc.) croient forcément à tout ce qu'ils racontent. Dans ce combat, il ne faut pas s'embarrasser de mensonges, l'essentiel étant le but à atteindre.

Or le but, dès lors qu'on est convaincu qu'il est juste, grâce au caractère scientifique et infaillible du marxisme-léninisme ou des positions de la gauche révolutionnaire, aucun sacrifice n'est inutile pour le réaliser, qu'il faille tuer ou mentir. On est dans le même processus que les fous de DAESH ou les Nazis.

En plus du Vietnam, l'une des réussites des stratèges communistes, dans leur objectif de déloger les nations européennes de leurs colonies, fut la guerre d'Algérie, avec des implications intellectuelles très remarquées de Jean-Paul Sartre et de Frantz Fanon. Ce dernier, homme de grande conviction, tellement honteux de sa nationalité française en tant que Martiniquais, choisit de se définir Algérien à partir de 1957 et devint Ibrahim Frantz Fanon. Lui, au moins, était cohérent !

En 1960, il est nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne au Ghana, le pays de Kwame Nkrumah. L'endoctrinement communiste des leaders du FLN fut d'une telle efficacité que, aujourd'hui encore, des esprits en Algérie réclament de la France la condamnation de la colonisation comme un crime contre l'humanité.

Pour l'Algérie, un pays du bassin méditerranéen où se sont succédé depuis des millénaires des colonisations, cette quête de la condamnation de la colonisation française relève soit d'une regrettable ignorance de l'histoire, soit d'une exigence malhonnête qu'autorise le climat général de repentance infligée à la France... par la gauche révolutionnaire.

Pourquoi ces Algériens ne demandent rien aux Ottoman qui les ont colonisés pendant plus de trois siècles ? En fait, la France est devenue la terre de repentance par excellence où chacun peut venir faire ses réclamations mémorielles. Assurés du soutien de la gauche révolutionnaire française, tous les revanchards de l'histoire savent qu'il suffit d'insister pour que des politiques, frileux, cèdent. Bien triste pour la France !

Aujourd'hui, comme depuis le début, les réseaux de la gauche révolutionnaire et anticapitaliste ont recruté des intellectuels et militants d'origine africaine, pour en faire les héritiers des Nkrumah, Césaire, Fanon et autres, avec pour mission de continuer à entretenir et exploiter les mencomafnoire40.

Depuis les années 1940, les stratèges révolutionnaires préfèrent instrumentaliser des Noirs pour certaines causes derrière lesquelles ils se cachent pour attaquer l'Europe occidentale. Leurs champs d'action actuels sont la lutte contre le racisme, l'entretien de la mémoire de la traite atlantique, la pression psychologique pour la repentance de l'Europe, la condamnation de la colonisation, la défense de l'immigration comme une dette à payer par l'Europe, etc.

Il est regrettable que les gauchistes européens, ceux-là mêmes qui dénient aux Africains toute capacité à s'autodéterminer, trouvent

toujours des nègres de service pour perpétrer la colonisation mentale, sans aucun doute la plus grave des colonisations.

La falsification de l'histoire africaine, son tropisme exclusif en direction des méfaits de l'Europe prolonge intellectuellement la colonisation. Il est urgent que l'Afrique retrouve sa souveraineté intellectuelle !

L'Afrique est donc malade d'un gros mensonge. Il lui suffit de retrouver la vérité pour entamer sa cure de guérison. Dans les pages qui suivent nous allons démentir les mencomafnoire40.

Chapitre 2
Esclavage et traites humaines dans le monde et en Afrique

Comme nous venons de le voir, pour l'Afrique noire, l'activisme communiste des décennies 1940 et 1950 s'appuie d'une part sur le réseau de sympathisants communistes introduits dans l'administration coloniale et d'autre part, sur les intellectuels de gauche qui se chargent de dénigrer les actions menées par les nations européennes depuis près de cinq siècles sur le continent noir : Alors la traite négrière est une abomination imputable à la seule Europe, et la colonisation n'est qu'une entreprise d'asservissement et d'exploitation. C'est ainsi que les intellectuels européens de gauche, séduits par l'expérience soviétique et mobilisés pour la révolution communiste mondiale, par haine et honte de leurs propres pays, vont fabriquer pour les Africains une histoire destinée à les révolter. Comme nous allons le voir, les élites noires des décennies 1940 et 1950 ont une grande part de responsabilité dans cette forfaiture historique et mémorielle. Sans aucun doute, elles en ont la plus grande part, pour avoir choisi volontairement de mettre sous le boisseau l'histoire de leurs peuples ou, tout aussi grave, bu sans discernement ni esprit critique les enseignements de leurs maîtres africanistes occidentaux de gauche, qui étaient mus bien plus par le militantisme idéologique que par l'attachement à la vérité historique de l'Afrique noire.

L'entreprise de dénigrement de la colonisation a fait croire aux Africains que les Blancs sont entrés chez eux par effraction, ont

braqué leurs ancêtres pour les subjuguer et les réduire en esclavage dans un premier temps, avant de les coloniser par la suite. La grande majorité des Noirs, crédule, ne parle donc d'esclavage et de traite négrière, depuis les décennies 1940 et 1950, que pour accuser les Blancs, affichant ainsi une affligeante cécité sur la réalité de l'histoire africaine. Il est donc important de rétablir la vérité sur l'esclavage dans le monde et en Afrique.

Esclavage dans l'histoire de l'humanité

L'esclavage, paradoxalement, est l'un des fruits de l'évolution au Néolithique, cette période marquée par des profonds changements dans la vie des groupes humains. Ces derniers, pour leur subsistance, abandonnent de plus en plus les déplacements permanents à la recherche de nourriture pour la sécurité qu'offre la sédentarisation appuyée sur l'agriculture et l'élevage. Le nomade cueilleur-chasseur-pêcheur devient un sédentaire productif ! Cette mutation s'accompagne d'importantes innovations techniques comme la généralisation de l'outillage en pierre polie, la poterie, ainsi que le développement de l'architecture. À un moment où l'outil est très rudimentaire, la production s'appuie bien plus sur la force de travail de l'homme ; d'où la nécessité d'une main-d'œuvre abondante, disciplinée, et si possible gratuite. Donc, depuis la fin de la révolution néolithique et les débuts de l'Antiquité jusqu'au Moyen Âge, toutes les sociétés ont connu l'esclavage. En ces temps, toutes les sociétés sophistiquées, y compris en Afrique, furent esclavagistes ; Et l'esclavage est un signe de sophistication, d'abondance des hommes et de capacité de gaspillage, grand signe de richesse s'il en est !

C'est seulement dans le second millénaire de l'ère chrétienne que, petit à petit, il est apparu ça et là des prescriptions morales qui rendaient le phénomène de l'esclavage de moins en moins acceptable. Mais, puisqu'il fallait toujours produire, et de plus en plus, même ceux qui épargnaient les leurs de cette inhumanité ne dédaignaient point d'asservir les autres peuples envers qui ils ne se sentaient d'aucune obligation morale. La condamnation de l'esclavage par les hommes est relativement récente, comme l'indique David Eltis, historien britannique et grand spécialiste de l'esclavage, *« les Anglais considéraient les peuples situés aux franges du monde celtique comme différents d'eux-mêmes, mais, au moins depuis le XIe siècle, pas assez cependant pour être réduits en esclavage… pour les élites comme pour les autres, l'asservissement demeurait un sort auquel seuls des non- Européens pouvaient être soumis. »*

D'autres historiens pensent plutôt que l'Europe du haut Moyen Âge abandonne la pratique de l'esclavage autour du Xe siècle parce qu'elle n'a pas assez de main-d'œuvre pour en gaspiller, l'esclavage étant un signe de gaspillage de la ressource humaine. Toujours est-il que, les uns après les autres, des peuples vont réaliser la *« transition du respect de la dignité humaine des plus faibles »*. L'Afrique noire n'avait pas encore réalisé cette transition jusqu'à ce que les mencomafnoire40 viennent la mettre dans le déni.

Alors, l'esclave est une personne qui a perdu toute liberté, et dont tous les produits de l'existence sont destinés aux intérêts de son maître. Les produits principaux de son existence comprennent le travail qu'il peut produire, la loyauté qu'il peut manifester, la progéniture qu'il peut engendrer, les services et plaisirs qu'il peut procurer et, *last but not least*, ce que sa vente peut rapporter. Ainsi, l'esclave peut travailler dans les champs, dans les mines, dans la construction d'édifices, peut être engagé dans une guerre aux côtés de son maître, est censé faire des enfants pour accroître le patrimoine de son maître, peut servir dans la maison de son maître comme domestique voué à tous les besoins, y compris les appétits sexuels.

L'esclave est donc une richesse, un bien de valeur pour son maître. Pour ce dernier, la vie de son esclave ne doit coûter que juste ce qu'il faut pour le maintenir en vie, c'est-à-dire le strict minimum en nourriture, habillement, logement et soins de santé,

de sorte que le différentiel entre sa production et son coût permette d'accumuler de la richesse. Quand le marché est bien fourni et que le prix de l'esclave est bas, plutôt que soigner celui qui est malade, le maître préférera en acheter un nouveau en bonne santé.

Depuis la nuit des temps, depuis que les premières sociétés humaines se sont créées, l'esclavage est donc apparu comme le fruit d'un calcul économique des hommes. Sur tous les continents, des marchés d'esclaves s'organisent pour le commerce de cette main-d'œuvre servile dont les puissants sont très demandeurs. Le risque d'être réduit en esclavage s'avère donc très tôt comme une menace qui pèse sur toute existence humaine, car ce malheur peut s'abattre sur n'importe qui pour mille raisons : débiteur ruiné, vendu par les siens, prisonnier de guerre, captif suite à une razzia ennemie ou marin victime de pirates de haute mer, etc. Il arrivait même que des enfants soient kidnappés par d'autres groupes ethniques pour être vendus comme esclaves : Ce fut le cas d'Olaudah Equiano, jeune Igbo qui, à l'âge de onze ans, fut enlevé dans l'actuel Nigeria, vendu et envoyé aux Amériques. Equiano fut esclave à la Barbade, en Guadeloupe et à la Martinique, avant d'être revendu à un planteur de Virginie, en Amérique. Il fut racheté par un officier britannique qui fit de lui un marin parcourant le monde. À vingt-deux ans, il rachète sa liberté et s'installe à Londres. Son autobiographie, publiée en 1789 sous le titre de *The Interesting Narrative of the Life of Olaudah Equiano, or Gustavus Vassa the African, written by himself*, témoigne de son infortune. Bien des hommes ont souffert pendant des milliers d'années de cette dévalorisation de l'être humain.

On se souvient de l'exode, au XIIIe siècle av. J.-C., sous la conduite de Moïse, des Israélites alors esclaves en Égypte. Présence sur les bords du Nil qui tire sa source de la vente comme esclave à une caravane des marchands ismaélites transportant des marchandises vers l'Égypte, quatre siècles plus tôt, de Joseph par ses demi-frères, les autres enfants de Jacob. À côté des Egyptiens, toutes les grandes civilisations antiques, y compris la Grèce et Rome, pratiquaient l'esclavage, comme l'atteste la révolte servile de Spartacus lancée en l'an 73 av. J.-C. Les Slaves, grand groupe ethno linguistique réparti sur un vaste territoire entre l'Europe et l'Asie, qui se retrouvent aujourd'hui dans une douzaine d'États européens dont la Russie, l'Ukraine, la Pologne, la République tchèque, la Biélorussie et la Bulgarie, ont fait pendant des siècles l'objet de traites d'esclaves, que ce soit au profit d'autres Européens ou des Arabes. C'est au Haut Moyen Âge, c'est-à-dire du VIe au IXe siècle de notre ère, que le mot « esclave » apparaît, issu du terme « slave », à une époque où la plupart des esclaves qu'on trouve en Europe sont des Slaves des Balkans.

C'est le lieu de noter que chaque époque a ses us et coutumes, ses mœurs, et qu'il ne faut pas porter de jugement moral anachronique. Si nous qualifions aujourd'hui l'esclavage d'inhumain, de dévalorisant pour l'Homme ou d'immoral, il n'en a pas toujours été ainsi pour nos anciens. Les principaux livres saints que sont la Torah, la Bible et le Coran ne condamnent pas l'esclavage. Oserions-nous traiter Jésus ou Mahomet de complices d'abominations honteuses ? Chaque époque vit avec ses valeurs, ses aspirations, ses réalités, ses capacités intellectuelles, scientifiques, technologiques et économiques. Au demeurant, comment nos devanciers de ces époques-là auraient-ils pu nous laisser en héritage de splendides monuments comme les grandes pyramides d'Égypte du IIIe millénaire av. J.-C., la grande muraille de Chine du IIIe siècle av. J.-C. ou les temples Maya du premier millénaire de notre ère, s'ils n'avaient pas utilisé du travail presque gratuit ? Chaque chose est à juger en tenant compte des moyens et de la mentalité de son temps. Faute de cette prudence de bon sens, beaucoup de gens font aujourd'hui des procès insensés au passé…

Esclavage en Afrique noire

L'Afrique noire connaît l'esclavage depuis l'Antiquité. L'Égypte, ne l'oublions pas, est en Afrique. Et la brillante Égypte qui

naît au IVe millénaire av. J.-C. est à la fois noire et blanche. D'ailleurs Ménès, celui qui unifie l'Égypte, est un roi de la Haute Égypte, donc probablement plus proche des Nubiens du Sud que des berbères et bédouins du Nord. Il a été trouvé dans le tombeau de Horemheb, XVIIIe dynastie, XIVe siècle av. J.-C., une fresque, détenue aujourd'hui au Musée archéologique de Bologne, montrant un dénombrement de captifs noirs en Égypte.

Plus proche de nous dans le temps, l'archipel de Zanzibar, en face de la Tanzanie dans l'océan Indien, sera un centre de traite d'esclaves noirs vers l'Afrique du Nord et le monde arabe à partir du VIIIe siècle de notre ère, pendant le califat abbasside. Ce commerce, tenu par le sultanat d'Oman, fournit les Arabes et les Perses en esclaves noirs, destinés principalement à la main-d'œuvre agricole. Les esclaves proviennent d'une région qui s'étend du littoral tanzanien aux limites orientales de la forêt congolaise. Nous savons que, suite aux maltraitances subies, les esclaves noirs se révoltent dans la région de Bassora et tiennent tête aux armées du califat de 869 à 883. Le soulèvement des esclaves noirs Zandj, qui dure quatorze ans, est l'un des facteurs qui contribueront au déclin des Abbassides, à peine dix ans après la fin de l'épreuve. La durée du soulèvement des Zandj suffit pour se faire une idée de l'importance de cette communauté servile de Noirs, tant en nombre qu'en étendue de territoire occupé. En effet, ce n'est pas à vingt ou trente mille personnes enclavées sur un bout de territoire qu'on peut résister à une puissance militaire pendant près de quinze ans. Le pouvoir abbasside viendra à bout des esclaves noirs après le massacre de centaines de milliers d'entre eux.

Dans la boucle du Niger, les différents empires qui se succèdent prospèrent grâce au commerce avec l'Afrique du nord, de sel, d'or et d'esclaves noirs fournis aux caravaniers berbères et touareg. Le Ghana, le premier grand État noir du Moyen Âge, bâtit son expansion et sa richesse dès le VIIIe siècle, en tirant profit de l'occupation du Maghreb par les Arabes qui favorise le trafic de l'or et des esclaves. Après le déclin du Ghana, suite à

l'invasion et la destruction de sa capitale Koumbi-Saleh en 1076 par les Almoravides, peuple berbère du Maroc en pleine conquête islamique, tous les États d'Afrique noire qui prennent le relais maintiennent la fourniture d'esclaves à l'Afrique blanche.

C'est d'abord le royaume de Sosso à partir du XIIe siècle, puis le Manding, à partir du XIIIe siècle. Le passage de relais entre ces deux derniers se fait à l'issue de la bataille de Kirina de 1235, qui voit la victoire de Soundjata Kéita sur Soumahoro Kanté. L'empire du Manding, dont la capitale, Niani, est située dans la Guinée actuelle, s'étale sur un vaste territoire qui inclut de grandes parties actuelles du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali, et un morceau du Niger. En 1324, l'empereur du Manding, Kankan Moussa, effectue un mémorable pèlerinage à la Mecque : accompagné de plus de 10 000 serviteurs et esclaves, il emporte tellement d'or, environ 10 tonnes, que le cours du métal précieux aurait baissé pendant plusieurs années. La plupart des esclaves sont vendus en Égypte, au Maghreb et en Arabie. Kankan Moussa, grand monarque africain de son temps, sensible à l'art, revient au Mali avec des hommes de science et de culture arabes, dont l'architecte Abou Ishaq Es-Sahéli qui construit la célèbre mosquée Djingareyber de Tombouctou en 1327. Le Manding est alors à son apogée quand l'empereur meurt en 1337. Moins de trente ans après la mort de Kankan Moussa, des querelles de succession affaiblissent l'empire, ouvrant la voie au Songhaï.

L'empire songhaï, issu du petit royaume de Gao qui s'étend le long du fleuve Niger, vassal pendant des siècles du Ghana puis du Mali, prend de l'importance dès la fin du XIVe siècle. En moins d'un siècle il retrouve son indépendance, s'islamise sous la dynastie des Askias et s'impose au Manding. Il détient alors le plus vaste territoire jamais atteint par un État d'Afrique noire, qui comprend la quasi-totalité du Manding auquel s'ajoutent de vastes territoires actuels du Niger, du Nigeria, ainsi que des morceaux actuels du Bénin et du Burkina Faso. Les Askia réalisent l'unité du Soudan, et le Songhaï connaît une rapide prospérité grâce à ses expéditions

vers l'Afrique blanche de sel, d'or et d'esclaves, mais aussi de noix de kola, d'ambre gris, de gomme arabique, de peaux de léopards. Il exporte également des peaux d'hippopotames, découpées et tannées pour en faire des boucliers, réputés jusqu'au Maroc. Comme le Ghana puis le Mali, le Songhaï sert de plaque tournante à des échanges commerciaux de biens qu'il ne produit pas, le sel venant du Sahara, la forêt du sud fournissant l'or et une bonne partie des esclaves.

À travers le commerce avec le Songhaï, l'or et les esclaves contribuent au maintien de la prospérité du pays akan bien établi dans la zone forestière. L'empire songhaï a établi deux grandes routes commerciales de circulation des marchandises qui se croisent au centre névralgique de l'empire, autour de Gao et Tombouctou, les deux capitales politiques.

Une route verticale part de la forêt du Sud, des régions de Bono et de Salaga, en plein cœur du Ghana actuel, jusqu'au désert du Nord, à Taoudeni et Teghazza, dans la partie septentrionale du Mali actuel. La route horizontale fait circuler les marchandises entre l'est du territoire, Zinder et Kano, et le littoral atlantique à l'ouest, en passant par les capitales Gao et Tombouctou, Ségou et la région actuelle de Kayes. L'Empire songhaï reçoit du Maghreb, en contrepartie, des produits manufacturés tels que des bijoux, des armes, des étoffes ou des miroirs, ainsi que des produits agricoles tels que du blé, des dattes ou des chevaux.

À partir du milieu du XVIe siècle, le Songhaï entre en conflit avec son partenaire marocain qui convoite les mines de sel du désert, particulièrement la grande mine de Teghazza, qui est finalement annexée en 1582 par les sultans saadiens. En outre, de 1586 à 1588, le Songhaï s'affaiblit par une guerre civile de succession entre Tombouctou et Gao, qui rompt la cohésion politique de la famille régnante. En mars 1591, le sultan saadien du Maroc lance un corps expéditionnaire qui défait les armées

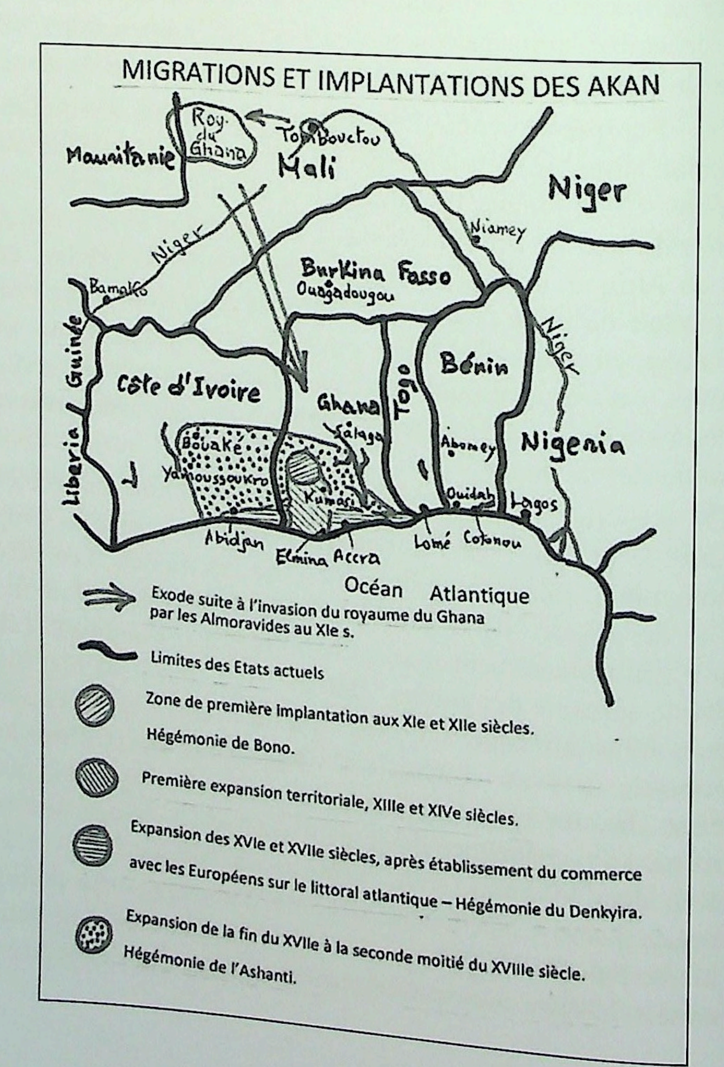
songhaï à la bataille de Tondibi. Avec les dissensions internes, la défaite militaire se transforme en un effondrement politique qui entraîne la fin du Soudan unifié des Askia.

La fin du Songhaï sonne le glas des vastes empires du monde noir, car depuis un siècle, les Européens, principalement les Portugais, présents sur tout le littoral atlantique, ont engagé un commerce de troc avec les Africains. L'or et les esclaves africains ne sont plus acheminés principalement vers Gao et Tombouctou… mais livrés de plus en plus à des navires en partance pour les Amériques.

Les Européens, contrairement au mensonge communiste anticolonialiste, ne sont à l'origine ni de l'esclavage ni de la traite négrière. Cette longue pratique du trafic humain est la conséquence du peu de prix accordé à la vie humaine à cette époque, tant en Afrique noire que partout dans le monde. L'esclave était un produit de traite comme un autre, et il se trouve que l'Afrique noire en était le premier producteur mondial. Nous n'en sommes pas fiers aujourd'hui, mais le plus important est de veiller à éradiquer l'esclavage, problème que nous avons encore à résoudre de nos jours !

Or, pour tout homme ou toute société, résoudre un problème suppose le préalable de l'admettre, même s'il engage sa propre responsabilité, sinon il est impossible de l'examiner, d'en débattre, et de prendre des mesures en vue de sa disparition. Il se trouve malheureusement que, sous influence communiste, l'élite militante africaine des années 1940 et 1950 choisit de nier toute responsabilité africaine sur cette question, de rendre l'Europe responsable de tout, et réussit à vendre cette contrevérité à la jeunesse africaine qui ploie depuis lors sous ce lavage de cerveau inhibant. La conséquence de ce déni est que l'esclavage continue de sévir dans le monde noir, même si on fait semblant de s'en offusquer quand CNN fait en 2017 un reportage sur sa pratique en Libye. Puisque le Noir, se croyant responsable de rien depuis les années 1940, a toujours besoin de trouver chez les autres les

coupables à sa misère, il a beau jeu de se défouler sur la pauvre Libye, sans autorité centrale depuis de nombreuses années, alors que de nombreux témoignages attestent que cette nouvelle route de la traite négrière, sur le chemin de la migration vers l'eldorado européen, est à l'initiative de trafiquants noirs, principalement des Maliens et des Guinéens, qui l'organisent depuis le désert malien.



Chapitre 3
L'exemple de l'espace culturel des Akan

Pour renouer avec notre histoire, pour sortir du piège de l'isolation historique à laquelle la propagande communiste nous a condamnés depuis tant d'années, je propose que nous examinions de l'intérieur un groupe culturel africain, le peuple akan, avant la colonisation occidentale, tant dans son organisation sociopolitique que dans sa pratique de la dignité humaine et de sa participation aux traites négrières. Il fut un des acteurs principaux de la traite atlantique dans le golfe de Guinée. Avec la prise de distance que le temps permet, parcourir cette histoire comme une immersion dans le passé, sous différents aspects, pour saisir ce qui s'est passé avant et après notre contact avec les Européens. À partir des informations qui nous sont parvenues, nous imprégner de la réalité de ce passé que d'autres voudraient cacher, ou préfèrent ignorer, parce qu'il ne serait pas beau. Ils ont tort !

Aujourd'hui, le groupe akan est composé d'un ensemble d'ethnies établies dans le sud de l'Afrique de l'Ouest, principalement en Côte d'Ivoire et au Ghana, avec de forts cousinages au Togo et au Bénin. C'est une population totale de plus de vingt millions d'individus en 2018, répartie en sous-groupes dont, pour le Ghana, Adansi, Ahafo, Ahanta, Akwamou, Akwapim, Akyem, Aowin, Ashanti, Asen, Brong (ou Bono), Denkyira, Fanti, Kwahou, Nzima, Sefwi et Twifo, et pour la Côte d'Ivoire, Abbey, Abidji, Abouré, Abron (Brong au Ghana), Adioukrou, Agni, Akyé, Alladian, Appolo (ou Nzima comme au Ghana),

Avikam, Baoulé, Ebrié (Tchaman ou Atchan), Ega, Eotilé, Elomouin, Essouma, Gwa et Yowrè. Le sous-groupe akan le plus nombreux de Côte d'Ivoire, les Baoulé, se subdivise, selon les vagues de migration, en une vingtaine de clans : Oualèbo, Akouè, Sah, Agba, Gbloh, Ouéllé, Ahitou, Kôdè, Nanafouè, Satiklan, Gôly, Ahaly, Sondo, Fâly, Dô'n, Souhamlin, N'gban, Ayahou, Fahafouè, Ando (ou Anôh, Tchokossi au Togo), Elomoué. C'est dire la diversité du groupe akan. Des spécialistes en linguistique veillent aujourd'hui à ce que toutes ces langues restent vivantes, car les plus nombreuses ont tendance à coloniser et faire disparaître celles qui ont très peu de locuteurs.

D'une façon générale, les Akan se reconnaissent à un groupe de critères communs qui sont la pratique de la succession matrilinéaire dans un système matriarcal où les femmes exercent une autorité prépondérante, la mise en place d'une organisation politique dont les attributs de commandement sont un siège, un sabre et un trésor en or, l'assistance du chef par une femme du matrilignage régnant, l'usage d'un système calendaire de choix des prénoms masculins et féminins, l'adoration des ancêtres, la célébration de la fête de l'igname. Toutefois, il faut préciser que les groupes akan, d'une part, n'ont pas l'exclusivité de ces traits, et d'autre part, ne les ont pas forcément tous. Ainsi, chez les Baoulé Satiklan de Botro, en Côte d'Ivoire, c'est le patriarcat qui est d'usage. Par ailleurs, les Akan n'ayant pas évolué en vase clos depuis les nombreux siècles qu'ils sont établis dans leur espace géographique actuel, on peut trouver chez plusieurs peuples du Togo, du Bénin et même du Nigéria des traits semblables, notamment le même système de prénoms chez les Egun du Nigeria, les attributs du siège et du sabre chez les Ewé du Togo, la fête de l'igname chez les Igbo du Nigeria, l'institution de la reine-mère chez les Fon du Bénin, etc.

Au cours des siècles, la vitalité de l'espace culturel akan a occasionné de multiples évolutions politiques et déplacements de populations à l'origine d'une grande diversité linguistique. Les dizaines de dialectes appartiennent à quelques groupes linguistiques que sont le Twi, le Fanti, le Nzima, l'Ahanta, l'Aowin ou le Sefwi.

Je ne suis pas historien, mais un Africain qui, face aux difficultés des siens, cherche à comprendre, en s'appuyant sur le passé, sur les faits anciens. Je procède ainsi parce que je suis persuadé que toute civilisation est l'histoire d'une transmission, et que la panne de civilisation que traverse en ce moment l'Afrique noire est due à cette rupture orchestrée dans la transmission de son histoire depuis les années 1940, ce qui fait qu'elle n'est pas en mesure de se raconter, de se connaître. Laurent Gbagbo, chef d'État et historien, dans un livre qu'il publie au début des années 2000, *Sur les traces des Bété*, pour raconter le passé du groupe ethnique dont il est issu, n'est pas en mesure d'aller au-delà du tournant du XXe siècle, comme si les Bété étaient une génération spontanée apparue avec l'arrivée du Blanc. Quelle réussite pour la stratégie communiste d'isolation historique !

Raconter son Histoire, ce n'est pas se raconter des histoires, c'est plutôt examiner sans complaisance son passé, célébrer ses épopées et condamner ses pages sombres. C'est la marque des grands peuples, comme les Hébreux nous en donnent l'exemple : Même parmi leurs premiers monarques, ils condamnent globalement l'action de Saül et saluent celles de David et Salomon, sans omettre de pointer du doigt les erreurs de ces deux derniers. Après la division du royaume en deux, en l'an 931 av. J.-C., les fautes de Jéroboam, à l'origine des péchés d'Israël, condamnent le royaume du nord à l'instabilité (dix-neuf rois en 207 ans) et à sa disparition prématurée en 724 av. J.-C., sous les coups de boutoir des Assyriens.

À l'inverse, le royaume du Sud, Juda, resté fidèle à la lignée de David qui est le choix de Yahvé, jouit d'une plus grande stabilité, avec dix-neuf rois en 344 ans. Ceci étant, les rédacteurs de l'histoire des Juifs ne manquent pas, toujours dans un souci de discernement et d'enseignement, de saluer les bons rois de

Juda, comme Yotam, Ezéquias ou Josias, ou de dénoncer les mauvais, Akaz, Manassé, Joïaqim et bien d'autres. Au final, la longévité de Juda, qui est conquis en 587 av. J.-C. par Nabuchodonosor, soit 135 ans après la disparition d'Israël, est une leçon pour les futures générations. Les Juifs savent que l'histoire, au-delà de la relation des faits, est une leçon qui exige rigueur et discernement dans son écriture. Si l'État d'Israël d'aujourd'hui, une réelle démocratie depuis 1948 avec des partis politiques très différents et des alternances régulières de majorité, arrive à garder son unité, c'est parce que les sionistes, tirant les leçons de l'an 931 av. J.-C. et de ses suites, ont appris que le plus important pour un peuple est de garder son unité et sa solidarité. Encore fallait-il que l'histoire soit restituée sans complaisance. Nous, Africains, devrions en prendre de la graine. Oui, raconter son Histoire, ce n'est pas se raconter des histoires !

Des origines au XVIIIe siècle

Origine et implantation des Akan

À propos des origines du peuple akan, plusieurs hypothèses sont avancées, dont certaines qui parlent d'Égypte ou de Nubie, sans précisions de dates, pour plus de crédibilité. À ce jour, aucune hypothèse ne donne de preuves irréfutables sur l'origine des Akan. La version à laquelle je souscris est celle du Britannique Robert Graves, l'un des plus grands spécialistes des mythes européens dans les années 1940 et 1950. Dans *Les Mythes Grecs*, publiés en 1955, Graves, à partir des similitudes avec la Grèce archaïque ancienne, notamment la puissance des femmes et le système politique matriarcal, affirme que les Akan sont issus d'un brassage à Tombouctou, dès les premiers siècles de notre ère, de Noirs et de Libyo-berbères, cousins de la Grèce préhellénique. Les descendants de ce peuple créent, entre les IIIe et Ve siècles, le royaume de Ouagadou, dont l'expansion donne le Ghana, le premier grand empire noir de l'Afrique occidental, qui exerce le monopole du commerce

entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe du VIIIe au XIe siècle. Quand les Almoravides, dans leur entreprise de conquête au nom de l'Islam, s'emparent en 1076 de Koumbi Saleh, la capitale du Ghana aux confins du Mali et de la Mauritanie actuels, les tribus régnantes akan, animistes tenant à rester fidèles au culte des ancêtres, sont obligées de fuir. Les Akan empruntent alors la route du sud, pour s'installer dans la forêt dense du golfe de Guinée, une région qu'ils devaient probablement connaître comme source d'approvisionnement en or, un produit de traite qui faisait leur richesse et leur renommée.

Si en 1957, à l'indépendance de la Gold Coast, Kwame Nkrumah décide d'appeler désormais son pays le Ghana, c'est parce qu'il a lu Robert Graves et pense que son peuple, les Akan, était le peuple régnant de l'ancien empire du même nom. En attendant que d'autres sources historiques viennent éventuellement réfuter cette thèse, elle me semble la plus crédible sur l'origine du peuple akan. Surtout au vu de toute l'histoire qui suit…

Obligés d'abandonner leur territoire pour fuir vers le sud, les Akan traversent les royaumes mossi, un peuple qu'ils n'ont jamais réussi à soumettre. Fragilisés au cours de cet exode, la recherche de sécurité loin du pays mossi pourrait expliquer cette pénétration dans la forêt du sud. On peut imaginer des vagues successives de milliers de personnes, se déplaçant de campement en campement sur quelques années avant de choisir un lieu pour s'établir.

À la fin du XIe siècle, les Akan se fixent dans la région de Bono (aujourd'hui Techima, au Ghana), où ils vont, par la conquête et l'incorporation des peuples autochtones, se multiplier et former plusieurs tribus. Au XIIIe siècle, la majorité du peuple migre de Bono vers la côte, dans une région qu'on peut imaginer sur une bande de moins de 200 kilomètres de large centrée sur le segment de littoral allant de Takoradi à Cape Coast, et remontant au nord jusqu'aux alentours du fleuve Pra, bien au sud de la ville actuelle d'Obuasi. Encore une fois, ce peuple akan,

originaire d'une l'Afrique sahélienne bien plus évoluée, n'a aucun mal à intégrer ou assimiler, sinon à éliminer, les peuples autochtones qu'il trouve. Toutefois, Bono reste pendant longtemps encore le centre névralgique du monde akan, et au début du XIVe siècle la ville de Bono-Manso devient la capitale d'un royaume prospère où les Dioula, commerçants Manding, descendent acheter de l'or. De nombreuses mines d'or sont alors exploitées dans le royaume, et le travail de l'or se développe. Bono aurait introduit le premier la poudre d'or comme monnaie et le poids à peser l'or comme mesure de valeur. L'usage de ces poids se généralisera plus tard dans l'ensemble de l'espace akan. Au sud-est de Bono, à peu près dans la région actuelle de l'Ashanti au Ghana, aurait émergé à côté de Bono, l'État d'Adansi qui s'illustra par son rayonnement culturel.

Commerce avec les Européens

En 1471, au moment où arrivent les Portugais, le monde akan de la côte est composé de différents royaumes dont certains contrôlent d'importants gisements d'or. Ils baptisent alors la côte « El Mina », c'est-à-dire « de la mine », en raison de la grande quantité d'or qu'ils y trouvent à acheter. Un commerce de troc entre Européens et Africains ne tarde pas à se mettre en place, justifiant la construction en 1482 par les Portugais du château d'Elmina, le premier établissement européen, d'où ils réalisent le commerce d'esclaves, d'or, de couteaux, de perles, de miroirs, de rhum et de fusils. Les bonnes affaires que font les Portugais attirent des commerçants anglais, hollandais, danois, suédois, et prussiens qui, à l'image des Portugais, choisissent de s'établir le long de la côte. En quelques décennies, les châteaux fortifiés se succèdent en ordre serré sur le littoral, car les Européens rivalisent entre eux pour implanter des postes fixes où rassembler plus facilement les captifs. En fait, depuis l'origine de la traite, les Européens ont cherché à sécuriser le négoce en établissant soit des forts, pourvus de « loges de Noirs », salles où ils étaient enfermés, soit des comptoirs, où ils étaient parqués à couvert, tous ces dispositifs permettant d'assurer la sécurité de la « marchandise ». Mais les souverains locaux restent les maîtres, obligeant les Européens à payer loyers et coutumes pour ces établissements, ou exerçant le chantage à la fermeture pour en tirer davantage.

Les Danois, par exemple, aux XVIIe et XVIIIe siècles, sont contraints d'abandonner à plusieurs reprises le fort de *Christianborg* à Accra, en territoire Ga, et ne réussissent chaque fois à le récupérer qu'en multipliant des présents aux chefs locaux. Les pouvoirs africains sont impliqués dans le trafic de traite négrière et essayent de le rentabiliser au mieux, tout en conservant leur intégrité territoriale. La Côte-de-l'Or est le nom donné par les Européens, en raison des grandes ressources aurifères, bien que le commerce des esclaves soit la principale activité. Ainsi, on a la Côte-de-l'Or hollandaise, la côte-de-l'Or danoise ou la Côte-de-l'Or anglaise, des morceaux de littoral loués aux Européens qui ne pénètrent pas dans l'intérieur du continent, à un moment où leur demande n'est qu'économique… C'est à partir du XIXe siècle, c'est-à-dire plus de trois siècles après le début de la traite négrière, qu'apparaissent les prétentions politiques européennes, les États européens s'impliquant aux côtés de leurs citoyens marchands. C'est donc le lieu d'insister sur le fait que les marchands européens opèrent pendant plus de trois siècles sous l'autorité des pouvoirs locaux africains.

Alors, de la fin du XVe siècle au début du XIXe siècle, sur toute la façade atlantique, du Sénégal à l'Angola, les pouvoirs africains vont s'organiser pour tirer profit des toutes les opportunités commerciales, en permettant l'installation d'établissements européens dont les plus connus sont à Saint-Louis, Bissau, Freetown, Monrovia, Elmina, Ouidah, Bonny, Sao Tomé, Cabinda, Luanda, et Benguela. Les bonnes affaires attirent tout le monde, et à la rivalité entre Européens pour s'établir, répond la rivalité entre Africains pour contrôler les territoires côtiers, afin d'avoir

leur part du gâteau, ou encore se réserver le monopole du commerce avec un fort ou un comptoir.

Dans l'espace culturel akan, avec l'importance qu'a prise désormais le littoral, le Bono, isolé dans le Nord, perd progressivement son influence au profit du Denkyira qui se retrouve, au début du XVIIe siècle, l'hégémon à qui payent tribut les autres groupes, parmi lesquels les Fanti, les Nzima, les Akyem, les Akwamou et autres. Cette position du Denkyira lui vaut en plus des avantages préférentiels dans le commerce avec les Européens.

Depuis le XIVe siècle, l'espace akan est très hiérarchisé politiquement, avec une discipline rigoureuse. Grands administrateurs depuis l'empire du Ghana, les Akan ont une occupation de l'espace vital qui ne laisse pas de *no man's land*. Il s'agit d'un système vassalique où le plus faible se met sous la protection du plus fort. Toute agglomération, grande ou petite, est rattachée à un chef-lieu qui paye tribut à un royaume, tous les royaumes payant tribut à l'hégémon.

Quand on ne veut pas se soumettre à cette hiérarchie rigoureuse et très contraignante, soit on fait la guerre, soit on se déplace à la recherche de nouveaux horizons. Il est donc impossible de voir en pays akan un village indépendant, car même des populations qui se déplacent, fuyant une zone devenue dangereuse pour elles, le font avec une hiérarchie politique. Par ailleurs, le centre décisionnel qui attribue le titre au commandement est dirigé par un groupe de femmes, les vraies garantes du pouvoir politique.

Dans ce système matriarcal, l'homme qui détient le pouvoir de commander, que ce soit dans une cour, dans un village, dans un canton ou dans un royaume, doit être issu de l'utérus d'une de ces femmes qui se transmettent ce pouvoir de mère en fille. Pour le pouvoir politique, même si seule l'ascendance par les femmes est prise en compte pour la transmission du statut de commandeur, être descendant par la chaîne patrilinéaire d'un homme de valeur peut, au moment du choix, faire la différence

entre les prétendants qui, souvent, sont nombreux. Donc, si l'ascendance paternelle est secondaire, elle n'est pas sans importance. Aussi, les ambitieuses femmes royales akan font-elles attention dans le choix des géniteurs de leurs enfants, comme nous allons le voir dans les prochaines lignes.

Avènement d'une puissance locale, l'Ashanti

Vers 1650 a lieu une importante migration vers le nord de groupes akan vivant sur la côte, aux côtés des Fanti et des Nzima. Ces groupes sont des vassaux du puissant Denkyira, l'un des deux royaumes avec les Adansi à se partager la forêt, alors que les Akwamu vivent vers les mines d'or de Beren ainsi que dans la région d'Accra. On peut imaginer que ces migrants, pour plus de quiétude et d'autonomie, s'éloignent du cœur névralgique qu'est la zone côtière, périmètre de grands intérêts économiques et de convoitises en raison du commerce florissant avec les Européens. Les Oyoko font partie des immigrés dans la région comprenant la ville actuelle de Kumasi, alors appelée Kwaman. L'unité des opposants au Denkyira se fait finalement autour des chefs Oyoko qui s'imposent aux autres groupes vers 1660, même s'ils restent tous sous la domination du puissant État méridional de Denkyira. À l'arrivée au pouvoir, vers 1695, de leur troisième chef, Osei Tutu, grand stratège militaire, les Oyoko vont accroître leur puissance par la conquête, l'incorporation des vaincus, la diplomatie et l'élimination systématique des rebelles. Afin de renverser le joug denkyira, Osei Tutu parvient à convaincre les autres chefs de la région de créer une fédération pouvant à la fois vaincre l'hégémon et constituer une puissance unifiée dans le futur : C'est la naissance de la Confédération ashanti ! Osei Tutu(1) en est le premier roi, l'Asantehene.

Osei Tutu assied son autorité et consolide les bases de l'État ashanti en s'appuyant sur l'armée, qu'il structure, et sur les puissances magico-religieuses, en s'attachant les services du prêtre Okomfo Anokye qui, selon la tradition, aurait fait descendre

du ciel, par invocation, le trône d'or qui devient le symbole de l'autorité de la monarchie et de l'unité du royaume. Sur ce trône, symbole aussi de la puissance des rois ashanti, est répandu le sang des prisonniers capturés au combat et sacrifiés. Comme dans tout l'espace akan, le roi est nommé sur les conseils de la reine mère, dont les pouvoirs, ainsi que ceux des chefs provinciaux, contrebalancent les siens. Pour paraphraser Mirabeau au sujet de la Prusse, je dirais que *« l'Ashanti n'est pas un État qui possède une armée, c'est une armée ayant conquis la nation. »* La naissance de l'Ashanti est un fait majeur de l'espace akan, tant il va bouleverser les équilibres établis depuis plus d'un siècle, mettre en permanence la zone sous tension, et occasionner une forte expansion due à l'exode de tous ceux qui fuient le terrible joug des souverains oyoko.

Pour commencer, l'Ashanti doit se débarrasser du Denkyira dirigé alors par le roi Ntim Gyakari. Ce qu'Osei Tutu, profitant d'une tension qu'il a provoquée entre lui et son suzerain, accomplit grâce à la guerre du Feiyase qu'il déclenche en 1701 et termine définitivement en 1709. L'Ashanti est désormais le plus fort de l'espace akan, et entend le faire savoir à tous les autres royaumes, en particulier ceux du Sud qui contrôlent le commerce avec les Européens, Akyem, Fanti, Akwamou et autres. C'est au cours d'une de ces nombreuses et interminables campagnes militaires contre les Akyem que le fondateur de l'Ashanti trouve la mort, autour de 1712.

Après une longue lutte pour le pouvoir qui l'oppose à Boa Kwatia, Opoku Ware(2) s'empare du trône, en 1720. Il continue la politique offensive d'affirmation de l'autorité ashanti par les conquêtes militaires. Les groupes qui se soumettent peuvent alors jouir d'une grande autonomie contre un lourd tribut à payer à Kumasi. Pour ses activités commerciales, l'Ashanti se réserve la priorité sur le fort d'Elmina qui appartient aux Hollandais, depuis que ces derniers ont chassé les Portugais en 1637. Il peut alors troquer contre des armes, de l'alcool et des étoffes, de grandes quantités d'or et d'esclaves. Ces derniers ne manquent pas, vu les nombreux prisonniers des guerres incessantes de l'Ashanti. Si Osei Tutu en fut le fondateur, Opoku Ware est le premier conquérant significatif du royaume. L'Ashanti, grâce à sa puissance militaire et aux forces mystiques pour lesquelles elle a une générosité illimitée en sang humain, se croit désormais invincible. Kumasi est fière, arrogante, méprisante… et effrayante ! L'Ashanti connaît alors le sort de toute puissance qui ne sait pas limiter ses conquêtes à sa capacité d'administration, et Opoku Ware meurt en 1750 à la tête d'un État fragilisé par une trop grande expansion territoriale. Une nouvelle guerre de succession éclate, s'achevant par la victoire de Kusi Obodum(3) qui fait assassiner Dakon, son rival au trône.

La traite négrière est alors devenue la principale source de richesse des États côtiers. Surtout pour l'Ashanti dont les rois et les populations aiment tellement l'or qu'ils préfèrent en garder d'énormes quantités pour leurs propres besoins. Et, plus important, c'est en or que se constitue le trésor royal ashanti. L'Ashanti, réservant sa production d'or à sa consommation interne, a donc besoin de livrer le maximum d'esclaves pour financer ses conquêtes militaires et maintenir son train de vie. Il se trouve que, depuis 1725, les Français ont établi un comptoir à Ouidah qui est rapidement devenu le plus grand fournisseur des marchands européens en esclaves.

Le royaume du Dahomey, dont la capitale est Abomey dans l'arrière-pays, est l'État africain souverain dans ce prospère commerce d'esclaves d'Ouidah. Gagné par l'hubris, l'Ashanti va tenter de mettre ce lointain fort d'Ouidah dans son escarcelle. Mal lui en prend ! Le royaume de Dahomey, dirigé alors par le roi Tegbessou, inflige une sévère défaite militaire aux Ashanti qui combattent trop loin de leur base. C'est la campagne de Russie de Napoléon de 1812 avant la lettre. Sur leur chemin de retour, subissant les assauts des populations ewé à l'est de la Volta, le passage de ce fleuve est pire que celui de la Bérézina pour les troupes ashanti. La fierté ashanti ne supportant pas la défaite,

Kusi Obodum est destitué autour de 1760. Il est remplacé alors par Osei Kwadwo(4), petit-fils du grand conquérant que fut le deuxième Asantehene, Opoku Ware, avec pour défi de restaurer la dignité militaire de l'Ashanti. Toujours est-il que les souverains ashanti n'ont plus jamais osé s'aventurer sur les plates-bandes du royaume du Dahomey.

Après la mort d'Osei Kwadwo, en 1777, le trône revient à Osei Kwame(5) dont le règne restera dans les annales comme l'un des moins illustres. En effet, accusé par la reine-mère d'attachement à l'Islam, d'une part, d'affaiblissement de Kumasi au profit de Juaben où la capitale du royaume est déplacée momentanément, d'autre part, et enfin d'inceste, le roi est destitué en 1803 et contraint à l'exil. Son successeur, Opoku Fofie(6), décède quelques semaines après son investiture. Les accusations d'empoisonnement de l'Asantehene Opoku Fofie par les partisans de son prédécesseur déchu, Osei Kwame, contraignent ce dernier au suicide. En pays ashanti, par égard à leur rang, les nobles ne sont pas soumis à la décapitation, le mode officiel d'exécution de la condamnation à mort, pour ne pas répandre leur sang. Ils sont plutôt contraints au « suicide », entre autres par empoisonnement. En 1805, à Opoku Fofie succède Osei Tutu Kwame, plus connu sous le nom d'Osei Bonsu(7), le septième Asantehene. Dans un pays où la lutte pour le pouvoir se traduit presque toujours par des conflits armés, on peut s'interroger sur le calme général qui prévaut au cours des deux dernières successions, d'Osei Kwame à Opoku Fofie et de ce dernier à Osei Bonsu. La raison toute simple est qu'ils sont tous les trois des fils de la même dame, la reine-mère Kwaadu Yaadom. C'est dire la puissance de ces reines-mères !

L'impérialisme ashanti atteint son apogée pendant le règne d'Osei Bonsu qui marche en 1806 sur le pays fanti et remporte des victoires sur les Britanniques présents sur la côte, alliés et protecteurs des tribus côtières. La riposte des Britanniques fait perdre plus de 3000 hommes aux troupes ashanti. Européens et Africains aboutissent à une paix des braves à l'issue de laquelle les

Britanniques acceptent la souveraineté des Ashanti sur le territoire des Fanti. Britanniques et Ashanti sont partis pour près d'un siècle d'affrontement pendant lequel les traités seront toujours rompus tantôt par l'une tantôt par l'autre des deux parties.

En 1809, à la mort de Kwaadu Yaadom qui a réussi à placer trois de ses fils sur le prestigieux trône d'or de l'Ashanti, la puissante reine-mère est remplacée par sa nièce Adoma Akosua. Mais, la nécessaire confiance entre le roi et la reine-mère, sa cousine, ne put jamais s'établir. Alors, Osei Bonsu réussit à obtenir le remplacement de sa cousine par sa sœur, Amma Sewaa.

Conflits entre les Ashanti et les Britanniques

Depuis la fin du XVIIIe siècle, il ne reste sur la Côte-de-l'Or que les Danois, les Hollandais et les Britanniques. Les Français, qui n'y ont jamais été présents, sont plutôt établis à l'ouest, à Assini, dans l'actuelle Côte d'Ivoire, depuis le XVIIe siècle et à l'est, à Ouidah, dans l'actuel Bénin, depuis le XVIIIe siècle. En ce début du XIXe siècle, la traite négrière est de plus en plus dénoncée en Europe et aux Amériques par un mouvement abolitionniste, et la Grande-Bretagne est la première à l'abolir dès 1807. Pour l'Ashanti qui a acquis son monopole sur ce commerce des esclaves au prix du sang, et dont la prospérité économique en dépend, cette décision unilatérale de la Grande-Bretagne est inacceptable, un véritable casus belli. Les marchands européens ne sont plus en mesure d'affronter tous seuls la puissance ashanti…

Alors, en 1821, les possessions de la compagnie anglaise « *African Company of Merchants* », composées du château de Cape Coast et quelques autres forts de la Côte-de-l'Or, sont placées sous l'autorité du gouvernement anglais. C'est la fondation de la colonie britannique de la Côte-de-l'Or, qui est un protectorat. Le gouvernement reprend à son compte tous les accords conclus avec les chefs africains, principalement avec les Fanti. Les marchands

britanniques se croient tirés d'affaire, mais la partie est loin d'être gagnée face aux redoutables Ashanti.

Osei Bonsu, signataire des premiers accords avec les représentants de la Couronne britannique, après un règne honorable et prestigieux, meurt en 1823, et est remplacé sur le trône ashanti par son frère Osei Yaw Akoto(8), le quatrième de la fratrie à accéder à la magistrature suprême. Ce dernier poursuit cette politique agressive d'affrontement avec les Britanniques qui, avec la fondation du protectorat, ont acquis la souveraineté sur une bonne partie du littoral et toute la région lui faisant face. Désormais, la vente d'esclaves sur le littoral est impossible, et les Ashanti sont obligés de se tourner vers le nord, principalement le marché de Salaga, installé depuis des siècles par l'ancien empire Manding, où les Arabes viennent toujours faire du commerce avec les Noirs. Pendant toutes ces années où l'Ashanti est aux prises avec les Britanniques, c'est grâce au marché de Salaga que Kumasi peut maintenir sa prospérité, ainsi que sa capacité militaire, car les marchands arabes vendent aussi des armes. Ce marché est tellement vital pour Kumasi que les voies pour y accéder à partir du Sud sont contrôlées par de redoutables soldats ashanti, permettant ainsi une exclusivité commerciale pour l'hégémon régional.

Les Anglais doivent faire face aux agressions répétées des Ashanti. En 1824, le premier gouverneur nommé par la Couronne, MacCarthy, est défait et capturé par les Ashanti. Le crâne du malheureux administrateur colonial britannique figure au nombre de ceux qui sont conservés à Bataman, le mausolée des rois ashanti, où leurs squelettes sont reconstitués avec du fil d'or et vénérés régulièrement avec du sang humain. Deux ans plus tard, les Anglais mettent en déroute les Ashanti dans la plaine d'Accra, territoire bien loin de Kumasi. Il faut bien comprendre que la Couronne britannique et le Trône ashanti sont tout simplement deux puissances impériales qui s'affrontent pour le contrôle d'un même espace. Pour faire face à la détermination

des Ashanti et leurs capacités militaires, le gouvernement anglais est contraint à des dépenses de plus en plus importantes.

Le roi ashanti, Osei Yaw, a un autre souci. Il doit faire face aux intrigues de la reine-mère Amma Sewaa, sa sœur, qui manœuvre pour l'accession au trône de son propre fils, Kwaku Dua. De peur de se voir ravir le pouvoir par son rival, le roi emporte le trône d'or, support de l'âme de la nation et symbole de l'unité de sa population, en guerre contre les Britanniques et les Fanti. En 1826, Osei Yaw subit une lourde défaite lors de la bataille de Katamanso où il perd le trône d'or… qui sera retrouvé, comme par hasard, par son neveu et rival Kwaku Dua.

En 1828, le coût trop élevé des interventions militaires pousse la Couronne britannique à abandonner la colonie. Victoire pour l'Ashanti, pourrait-on penser ! Mais les marchands anglais, refusant de se résigner, s'attachent les services d'un militaire de métier, le capitaine MacLean, pour trouver une solution à leur besoin de sécurité. MacLean engage avec les Ashanti des pourparlers qui aboutissent en 1831 à un traité de paix. En outre, MacLean établit dans la ville de Cape Coast une juridiction informelle qu'il étend ensuite à tous les États africains alliés des Anglais.

Entre temps, la défaite de Katamanso et la perte du siège d'or constituent, pour le roi Osei Yaw, des passifs exploités par ses adversaires politiques pour le contester. En 1833, c'est dans une fin de règne chaotique que meurt le pauvre Osei Yaw, remplacé par son rival de toujours, son ambitieux neveu Kwaku Dua(9), qui devient le neuvième Asantehene.

À la mort de la reine-mère Amma Sewaa, sa fille Afua Sapon, sœur du roi Kwaku Dua la remplace. Voilà que la nouvelle reine-mère Afua Sapon est dénoncée par sa propre fille, Afua Kobi, qui l'accuse de préparer un complot pour assassiner l'Asantehene, afin de mettre sur le trône d'or son propre fils Osei Kwadwo, neveu du roi et premier dans l'ordre de succession. Kwaku Dua isole sa sœur et son neveu, les condamne à mort, et arrive à faire

installer comme reine-mère sa nièce Afua Kobi, la dénonciatrice du complot. Quelle atmosphère familiale !

Le règne de Kwaku Dua, dans cette atmosphère délétère au sein de la famille régnante, est caractérisé par la mise à mort d'opposants politiques. Pour les affaires du pays, grâce à des incursions militaires, l'Ashanti occupe des terres proches de la côte, chez les groupes alliés des Européens, ce qui crée des tensions avec les Anglais qui n'ont jamais cessé de solliciter le concours de leur gouvernement.

Retour du gouvernement de la Couronne britannique

Alors, en 1843, quinze ans après avoir jeté l'éponge, le gouvernement britannique reprend le pouvoir, et rétablit la colonie britannique de la Côte-de-l'Or. La Couronne fait signer en 1844 un accord à tous les chefs indigènes soumis à la juridiction informelle de MacLean. Un homme averti en valant deux, les Britanniques, cette fois, ont ménagé leur monture pour aller loin. Une réelle administration coloniale se met en place, avec des forces militaires appropriées. Peu à peu, une Gold Coast anglaise se forme. Le commerce reprend dans un environnement plus sécurisé, des missionnaires arrivent et ouvrent ici et là des écoles, et l'on vit en paix avec les Ashanti. Même Kumasi, la capitale de l'Ashanti, reçoit une mission chrétienne !

Après le succès des Britanniques, Hollandais et Danois commencent eux aussi à revendiquer des protectorats. Mais posséder une colonie n'est pas une sinécure, surtout sur cette Côte-de-l'Or soumise aux assauts imprévisibles et très meurtriers des souverains de Kumasi, déterminés à faire comprendre aux Européens que, depuis Osei Tutu, le premier Asantehene, les Denkyra, les Adanse, les Fanti et tous les autres peuples installés sur la côte sont leurs esclaves, et qu'à ce titre ils ne peuvent pas profiter de la protection des Blancs pour se soustraire à leurs obligations, notamment leur payer tribut.

De guerre lasse, les Danois renoncent et vendent leurs possessions aux Anglais en 1850. Administrer et protéger un territoire nécessitant des ressources, Anglais et Hollandais font comprendre à leurs alliés africains qu'ils doivent apporter leur contribution. Mais quand les Africains découvrent que leur argent doit servir à payer des fonctionnaires blancs, ils rechignent à s'acquitter de l'impôt. Alors, Anglais et Hollandais conviennent de partager la côte en deux, afin de rendre possible la perception de droits de douanes dans leurs territoires respectifs : Sweet River, une petite rivière entre Elmina et Cape Coast, est adoptée comme frontière entre la partie hollandaise à l'ouest, qui comprend Elmina, Sekondi et Takoradi, et la partie anglaise à l'est, avec Cape Coast, Accra, Tema et Keta.

Le roi Kwaku Dua a un autre problème : il entend créer sa propre marque sur la monarchie ashanti, pour supplanter les maisons de ses illustres prédécesseurs que furent les deux premiers Asantehene. Alors, il met en œuvre une stratégie destinée à conserver le pouvoir dans sa descendance masculine, en mariant toutes ses nièces et leurs filles en âge de procréer à ses propres fils. Ainsi, même si ses propres fils ne peuvent pas régner, tous les hommes pouvant prétendre au trône dans la génération suivante seront ses petits-fils.

À l'instar des deux premiers Asantehene qui ont réussi par des mariages croisés à créer leur dynastie masculine dans ce système matrilinéaire, où seule l'ascendance par les femmes est prise en compte pour la transmission du statut royal, le neuvième roi veut créer une troisième maison, la sienne, la « maison Kwaku Dua ». Cette mainmise autoritaire de roi sur les femmes royales n'est pas bien vue de tous dans le royaume... Pour autant, sa stratégie connaît un franc succès, dans la mesure où elle permet à Kwaku Dua d'avoir sept petits-fils, en ligne directe patrilinéaire, éligibles au trône de l'Ashanti. Mais, au moment où il meurt, en 1867, l'aîné de ses petits-fils n'ayant que sept ans, sa nièce Afua Kobi, la reine-mère, peut placer son propre fils Kofi Karikari[10] comme le dixième Asantehene.

Koffi Karikari est un homme belliqueux et coutumier du parjure, tellement confiant en la puissance de l'armée ashanti qu'il croit pouvoir tout régler par la force. Il se trouve qu'à son arrivée au pouvoir, trois faits majeurs se présentent. Primo, en vue de participer aux funérailles de son prédécesseur Kwaku Dua, la communauté ashanti d'Elmina, sur la côte hollandaise, a envoyé une forte délégation à Kumasi. Par provocation, le chemin de retour des Ashanti est fermé par des populations du Sud désireuses d'en découdre avec Kumasi. Pour son retour, un détachement de l'armée doit donc accompagner la délégation dans un long détour qui passe par l'ouest, dans le Sanwi, jusqu'au littoral et longe la côte vers l'est jusqu'à Elmina. Secundo, l'armée ashanti ayant commis de nombreuses exactions sur son chemin vers Elmina, les populations du Sud côtier entreprennent de s'organiser pour améliorer leurs dispositifs de sécurité. Plus personne ne veut supporter encore longtemps le terrible joug ashanti !

Alors, l'année 1868 voit la formation de la Confédération fanti qui a pour premier but la défense commune contre l'Ashanti. L'une des premières mesures de la Confédération fanti est le blocus d'Elmina, en vue d'asphyxier économiquement le pays ashanti. Tertio, à l'est du fleuve Volta, les troupes anglaises mènent la traque contre des opérateurs économiques qui s'adonnent à des trafics illégaux et à la fraude douanière. Ces trafiquants s'étant mis sous la protection de chefs locaux qui refusent de les rendre aux Britanniques, ces derniers, pour instaurer la discipline sur leur territoire, ont entrepris une expédition punitive. Pour le dixième Asantehene, ces trois motifs justifient une épreuve de force. Ainsi donc, en 1869, pour punir les populations du Sud qui ont osé barrer la route à une délégation ashanti, pour corriger cette Confédération fanti qui se permet de lancer le blocus d'Elmina, et pour voler au secours de ses alliés de l'Est en délicatesse avec les Britanniques, le belliqueux Kofi Karikari lance une grande campagne militaire sur trois fronts : une armée à l'ouest contre les Fanti, une armée au centre pour dégager l'accès d'Elmina et une armée à l'est en renfort de ses alliés. C'est la guerre généralisée sur la côte de l'Or, avec une mobilisation de près de 200.000 guerriers ashanti. La situation devient ingérable pour les Hollandais qui décident de plier bagage ; alors la Côte-de-l'Or néerlandaise devient britannique en 1871.

Le roi ashanti, qui n'a pas idée de ce qu'est la nouvelle puissance de feu des Britanniques, pense qu'avec la légendaire bravoure des guerriers ashanti, l'affaire sera réglée. Mais, très tôt, les troupes de Kumasi sont stoppées ou repoussées. Les Britanniques doivent contenir leurs alliés africains qui veulent marcher sur Kumasi pour en finir avec l'Ashanti. Il se trouve que dans les provinces de l'arrière-pays, les Ashanti ont capturé des Blancs qu'ils retiennent prisonniers : un couple de missionnaires suisses avec un enfant de quinze mois, un missionnaire prussien et un commerçant français capturé à Ho, à l'est de la Volta. Les difficiles conditions de détention ont conduit à la mort de l'enfant du couple suisse. Pendant cinq ans les Britanniques vont essayer d'obtenir la paix contre la libération des otages européens, mais rien n'y fait. Ils obtiennent des Ashanti juste la possibilité de faire parvenir aux prisonniers des vivres et tous objets nécessaires à la vie, ainsi que de collecter et livrer leur courrier.

Je voudrais ici faire remarquer l'humanisme et la remarquable solidarité européenne qui va au-delà des rivalités économiques : Bien que les quatre prisonniers blancs ne fussent pas des Britanniques, mais Français, Suisses et Prussien, le gouvernement de la Gold Coast s'en préoccupa comme s'ils étaient Anglais. Temporiser les hostilités, leur envoyer des vivres, négocier leur libération, s'occuper de leur courriers, etc. Chapeau !

Sur le front, c'est la déroute pour les armées ashanti et l'indiscipline gagne les rangs, sans que l'information remonte toujours à Kumasi. Dans les villes et villages, la majorité des hommes valides étant au front depuis plusieurs années, l'économie s'effondre et l'anarchie s'installe dans le royaume. Ce sont plusieurs

missions diplomatiques qui font la navette entre Kumasi et Cape Coast, sans jamais obtenir de Karikari qu'il se montre responsable et respectueux de sa parole. En 1874, les Britanniques décident d'en finir et lancent une offensive sur Kumasi qui rencontre peu de résistance, l'armée ashanti étant totalement en déroute.

Quelques jours avant la chute de Kumasi, ayant enfin compris que la partie est perdue, Kofi Karikari libère les Européens qu'il retient prisonniers depuis cinq ans, dans un geste désespéré pour calmer ses adversaires. Mais, il est trop tard, et les Britanniques lancent l'assaut sur Kumasi qu'ils envahissent, occupent, pillent et brûlent, alors que toute la famille royale a pris la fuite. C'est une humiliation sans précédent pour les Ashanti, surtout que les troupes victorieuses sont composées aussi de Fante, de Nzima, de Denkyira et autres peuples que Kumasi considère comme ses esclaves.

Après cette correction, les Britanniques retournent sur leur base, mais les Ashanti savent désormais qu'ils ne peuvent pas affronter les Blancs. Ils sont même condamnés à payer de lourdes amendes infligées par le traité de fin de guerre.

Cette lourde défaite scelle le sort de Kofi Karikari qui est destitué et remplacé par son jeune frère Mensa Bonsu(11), avec l'accord des Britanniques. L'Ashanti conserve son indépendance, mais est désormais sous influence. Les partisans de la « maison Kwaku Dua », le roi qui a mis en place une stratégie pour que le pouvoir revienne à sa descendance, sont en action et ourdissent des complots contre le nouveau roi dont il critique l'ascendance paternelle médiocre qui serait à l'origine de l'échec de son frère aîné. Plus grave pour le roi, son frère déchu et exilé, Kofi Karikari, tente un coup d'État qui, même s'il avorte, le fragilise davantage devant ses adversaires de la « maison Dua ».

Pour affermir son autorité dans cette atmosphère sulfureuse, le roi finit par devenir très oppressif, ce qui accroît la contestation dont il est l'objet. L'Ashanti est alors pris dans une grave crise d'autorité que, pour la stabilité régionale, ne peuvent

tolérer les Britanniques. Ces derniers cautionnent alors la destitution en 1883 de Mensa Bonsu qui, comme son frère, est exilé. La reine-mère Afua Kobi, dont les deux fils ont fait l'objet de destitution, est destituée à son tour et remplacée par sa fille Yaa Kyaa, l'une des principales procréatrices de la « maison Dua ». En tant que reine-mère, Yaa Kyaa parvient à placer sur le trône, à l'issue d'une succession encore difficile, son fils aîné Agyeman Kofi. Pour bien marquer que c'est le retour au pouvoir de la « maison Kwaku Dua », Agyeman Kofi se fait introniser sous le nom de Kwaku Dua Kuma(12), c'est-à-dire Kwaku Dua le jeune, son grand-père étant désormais désigné sous le nom de Kwaku Dua Panin, c'est-à-dire Kwaku Dua l'ancien.

Mais, seulement deux mois après son intronisation, le roi meurt de maladie. Accusé d'être à l'origine de cette mort subite depuis son exil, le remuant Kofi Karikari est assassiné en représailles, deux semaines après la mort du roi. Il s'ensuit alors une longue période de guerre civile de succession, opposant entre eux des petits-fils de Kwaku Dua Kuma. Des populations provinciales entières doivent fuir le territoire ashanti pour se réfugier dans le protectorat britannique, afin d'échapper aux massacres. Finalement, après cinq ans de guerre civile, Yaa Kyaa réussit à imposer un autre de ses fils en 1888, Agyeman Prempeh(13). Le défi majeur du nouveau roi est de restaurer la paix et l'équilibre économique du pays. Il entretient, à l'ouest de son territoire, de bons rapports avec le nouvel empire Wassoulou de Samory qui résiste aux Français depuis plusieurs années.

Entre temps, en 1885, la conférence de Berlin a établi les règles de partage de l'Afrique par les puissances coloniales européennes. Les Français étant très actifs aussi bien à l'est qu'à l'ouest de la Gold Coast, les Britanniques, qui doivent s'empresser de pacifier définitivement la région, envisagent d'inclure le territoire ashanti dans la colonie. Agyeman Prempeh refuse à plusieurs reprises l'offre britannique d'inclure le pays ashanti dans le protectorat britannique. Conseillé par des membres éduqués de

la famille royale vivant sur la côte, l'Asantehene tente de sauver la souveraineté de l'Ashanti en envoyant une délégation à Londres, non seulement pour plaider sa cause devant le gouvernement britannique, mais aussi pour rechercher des partenaires au développement de l'Ashanti. Mais le sort de l'Ashanti est déjà scellé, et après les refus répétés de la proposition d'absorption des Britanniques, ces derniers marchent sur Kumasi qu'ils occupent une seconde fois en 1896. Le roi de l'Ashanti est contraint d'embrasser publiquement les chaussures de l'officier qui conduit l'expédition d'annexion.

L'Asantehene Agyeman Prempeh, sa reine-mère Yaa Kyaa, son père Kwasi Gyambibi et ses proches sont arrêtés, exilés en Sierra Leone puis aux Seychelles. C'est la fin de l'Ashanti indépendant. La rébellion de 1900, conduite par la reine-mère de l'État d'Ejisu, Yaa Asantewaa, contre la tentative de profanation du trône d'or, ne change absolument rien au sort de cet État africain qui aura, pendant un siècle, donné du fil à retordre aux Britanniques.

Le roi Agyeman Prempeh

La vie d'Agyeman Prempeh, le souverain ashanti sous le règne duquel le pays a perdu sa souveraineté au profit de la Grande-Bretagne, mérite que nous nous y arrêtions pour observer un exemple de passage de l'Afrique noire indépendante à celle sous administration coloniale. Les Africains étaient-ils hostiles à la colonisation ou y avait-il une adhésion des populations ? Comment les dirigeants traditionnels de l'Afrique ont-ils perçu les œuvres du colonisateur blanc, eux qui ont perdu leurs responsabilités de gouvernants souverains ?

Guerre civile et accession au trône

En 1874, Agyeman Prempeh, troisième fils de sa royale maman, avait deux ans quand toute la famille dynastique ashanti dut fuir Kumasi pour se cacher à Breman et Kwapra, pour se mettre en sécurité avant l'invasion et l'occupation de la capitale par les Britanniques. Son enfance a donc coïncidé avec une montée de l'influence britannique, avec la pleine conscience qu'il y a désormais dans la région une puissance supérieure à l'Ashanti. En plus, dès le début de la décennie 1880, alors que le futur roi n'a pas encore dix ans, le royaume tombe dans une spirale de violence politique qui l'installe pour de nombreuses années dans une guerre civile dans laquelle sa mère, la reine-mère Yaa Kyaa, joue les premiers rôles.

Le dixième Asantehene, Kofi Karikari, fut destitué en 1874 après l'invasion britannique et remplacé par son petit frère Mensa Bonsu. À cette date, le plus âgé des petits-fils du stratège Kwaku Dua n'ayant que quatorze ans, les partisans de la « maison Kwaku Dua », menés par la reine-mère Yaa Kyaa, acceptent l'intronisation de Mensa Bonsu à la condition que ce dernier reconnaisse comme dauphin constitutionnel son neveu Agyeman Kofi, frère aîné d'Agyeman Prempeh. Mensa Bonsu hérite d'une situation politique très difficile : la défaite militaire après de nombreuses années de guerre et la récession économique qui frappe le royaume entraînent la sécession de plusieurs provinces. Kumasi fait de moins en moins peur ! La tentative de restaurer l'autorité du pouvoir central conduit Mensa Bonsu à un autoritarisme qu'exploitent ses adversaires de la «maison Kwaku Dua » pour le combattre. Il est accusé d'appétit excessif pour l'or et pour les femmes ! En 1883, à la suite d'une révolte dans certaines provinces contre le pouvoir central, Mensa Bonsu est destitué… sous le regard non indifférent des Britanniques.

À cette date, au sein même de l'Ashanti, l'idée de l'abolition de la fonction du roi, l'Asantehene, est émise par des personnes qui supportent de moins en moins ce pouvoir politique oppresseur et violent. Mais ces abolitionnistes sont minoritaires face à la maison « Kwaku Dua » qui pense que son heure est arrivée, et que le plus âgé des petits-fils Dua, Agyeman Kofi, doit monter sur le trône. Il se trouve que la stratégie de Kwaku Dua, cousue de fil blanc, a suscité dans les classes dirigeantes une certaine

désapprobation qui, avec le temps, s'est muée en opposition. Avec la destitution de Mensa Bonsu, cette opposition au clan Dua semble avoir trouvé son champion en Kofi Karikari, l'ancien Asentehene toujours déterminé à retrouver sa fonction. S'engage alors une guerre entre partisans de Kofi Karikari et ceux d'Agyeman Kofi. La reine-mère Yaa Kyaa, mère d'Agyeman Kofi et sœur de Kofi Karikari, se montre impitoyable envers son frère qu'elle fait arrêter après avoir orchestré une violente répression de ses supporters. Le 28 avril 1884, elle peut alors faire introniser son fils qui choisit comme nom officiel celui de son grand-père, Kwaku Dua Kumaa.

La mission principale du roi de vingt-quatre ans est de restaurer l'autorité de Kumasi et l'unité de l'Ashanti. Mais, début juin, même pas deux mois après son intronisation, le roi meurt. Les partisans de Kofi Karikari sont accusés de l'avoir empoisonné, et Yaa Kyaa fait tuer son frère par ses hommes de main le 24 juin... tout cela, sous le regard non indifférent des Britanniques.

La reine-mère est déterminée à user de tous les moyens pour que le trône revienne à un de ses trois fils survivants, particulièrement à Agyeman Prempeh en qui elle a une grande confiance, même s'il n'a que douze ans. Pour elle, il faut mettre sur le trône quelqu'un qui ramène la paix et mette fin à la rébellion qui, avec l'instabilité politique, gagne tout le pays. Elle commence par proposer son deuxième fils, Kwabena Kyeretwie, qui est rejeté pour manque de personnalité par le conseil. S'attendant à ce rejet qui l'arrange, Yaa Kyaa ne s'y oppose pas, pensant parvenir par petites touches à faire valoir qu'il n'y a pas d'alternative à l'intronisation d'Agyemen Prempeh, le gamin de douze ans. Pour faire diversion, elle propose ensuite son cousin Kwasi Kyisi, fils d'une des sœurs de sa mère, un vaurien qui n'arrête pas de se vanter d'être du patrilignage de Kusi Obodum, le troisième Asantehene qui fut destitué en 1764 à la suite de la défaite contre le Dahomey. Autant dire que la manipulatrice Yaa Kyaa sait qu'il n'a aucune chance d'être accepté. Le chapitre

Kwasi Kyisi est clos quand ce dernier décède brusquement en août 1884. Les morts subites sont tellement fréquentes dans cette famille dynastique !

Alors, La reine-mère peut jouer sa carte maîtresse, son fils adoré Agyeman Prempeh, celui que toute la « maison Kwaku Dua » prédestine depuis la tendre enfance au Trône d'Or de la puissante Confédération ashanti. N'étant plus prête à tolérer la moindre contestation, Yaa Kyaa prend les devants : le garçon de douze ans est enduit de kaolin en signe de victoire, et, avec sa mère à ses côtés, est officiellement présenté aux électeurs royaux de Kumasi, rassemblés pour délibérer. Mais des doutes persistent quant à son âge, et la crise de succession traîne dans le débat et l'indécision. À la fin de l'année 1884, cette incapacité à régler la succession au trône aggrave l'agitation qui a gagné les provinces ashanti, particulièrement celles qui ont soutenu Kofi Karakari et qui, désormais, souhaitent abolir le gouvernement central. La Confédération ashanti est alors menacée de dislocation !

Occupation de Kumasi par la rébellion

La reine-mère tente alors la solution militaire, mais les troupes qui lui sont fidèles sont mises en déroute, à la bataille d'Ofuase, par les forces rebelles qui exécutent de hauts dignitaires de Kumasi. La capitale, qui s'est retrouvée sans défense, est occupée par le roi de Saaman, Akyampon Panin, un riche seigneur de guerre partisan de Kofi Karikari. Le chef rebelle marginalise la reine-mère et prend le contrôle du gouvernement. Toute l'année 1885 est occupée par d'intenses pourparlers entre Yaa Kyaa, Akyampon Panin et tous les électeurs provinciaux, en vue d'une restauration de la légitimité du gouvernement central, avec comme point d'achoppement la question de la succession. Qui pourrait s'asseoir sur le Trône d'Or avec suffisamment d'autorité pour réimposer l'ordre, entreprendre la réconciliation nationale et rebâtir l'Ashanti dévasté par tant d'années de guerre ?

Akyampon Panin et ses soutiens, ayant besoin de quelqu'un jouissant de la légitimité royale pour affronter Agyeman Prempeh et sa mère Yaa Kyaa dont la violence rebute de plus en plus, portent leur choix sur Yaw Twereboanna, un autre petit-fils de Kouakou Dua. Il se trouve que Yaw Twereboanna fut disqualifié par son propre grand-père de son vivant pour les inconduites de sa mère, Yaa Afere. Cette dernière, petite sœur de la reine-mère de l'époque, Afua Boki, fut reconnue coupable d'adultère et divorcée à la fin des années 1850.

Dans sa stratégie de donner toutes les femmes en âge de procréer à ses garçons, Kwaku Dua la remaria aussitôt à son fils Asabi Boakey avec qui elle eut cinq enfants dont l'aîné est Yaw Twereboanna, né aux alentours de 1860. Donc, normalement, Yaw Twereboanna est un petit-fils patrilinéaire de Kwaku Dua né d'une femme royale oyoko de Kumasi… le statut parfait pour le Trône d'Or ! Il se trouve que sa mère, Yaa Afere, fut traduite devant le roi, son oncle Kwaku Dua, accusée d'avoir manqué publiquement de respect à sa grande sœur, la reine-mère Afua Kobi. Le roi lui rappela qu'elle avait déjà été accusée d'adultère et qu'elle avait une réputation de fauteuse de trouble, avant de lui ordonner de présenter ses excuses à la reine-mère. En colère, Yaa Afere refusa et alla jusqu'à réprimander Kwaku Dua, acte de mépris du trône constitutif d'une infraction capitale. Le roi lui infligea alors une sanction qui, pour les membres de la famille royale, est pire qu'une condamnation à mort : « *Yaa Afere, ses enfants et toute sa descendance utérine sont exclus de la lignée royale oyoko de Kumasi.* »

Conformément à cette décision, son fils Yaw Twereboanna aurait été marqué sur le cou en signe de disqualification, et envoyé en exil avec sa mère à Womaase, dans l'Atwoma, où ils vécurent… jusqu'à ce que Kofi Karikari, le successeur de Kwaku Dua, les fasse revenir à Kumasi et annule officiellement l'ordonnance royale d'exclusion qui les frappaient.

Mais cette mesure de réhabilitation pose problème, car selon leurs adversaires de la « maison Kwaku Dua », la scarification que Yaw Twereboanna porterait sur le cou est indélébile, ce qui rendrait nulle et sans effet la décision de Kofi Karikari, roi qui en plus a été destitué. En 1882, au moment où mourait l'insolente Yaa Afere, ce débat avait toujours cours. Les deux camps sont en pleine campagne de dénigrement. Yaa Kyaa accuse Akyampon Panin de puiser dans les deniers publics pour s'acheter de la clientèle politique, pendant que ses adversaires pointent le jeune âge d'Agyeman Prempeh, un enfant encore sous l'emprise d'une mère violente et sans cœur, qui a été jusqu'à faire assassiner son propre frère Kofi Karikari.

Au début de l'année 1887, l'Ashanti a toujours une espèce de pouvoir bicéphale, sans chef suprême. La situation ne peut durer ! Une réunion est convoquée à Bekwai pour négocier une sortie de crise, mais elle se termine dans une impasse. Immédiatement après la réunion, le chef rebelle Akyampon Panin et son état-major tombent dans un guet-apens, sont arrêtés par un autre chef de guerre, le roi d'Edweso, Kwasi Afrane, agissant sur ordre de Yaa Kyaa. Les prisonniers sont jugés et exécutés. L'ordre est donné d'arrêter et d'enfermer Yaw Twereboanna à Kumasi.

Rétablissement de l'autorité royale traditionnelle

La route semble alors dégagée pour Agyeman Prempeh vers la fonction suprême, mais l'usage excessif de la violence par sa mère a sérieusement entamé sa légitimité. Cela a aliéné un certain nombre des plus grands dirigeants de provinces de l'Ashanti, et la ville de Kokofu a pris les devants en rassemblant Mampon, Nsuta et Agona en faveur de la cause de Yaw Twereboanna. En mai 1887, les troupes de Kokofu battent les forces fidèles à Agyeman Prempeh et menacent Kumasi d'invasion, mais ils sont bloqués par le fait que leur champion est toujours prisonnier de Yaa Kyaa qui a rassemblé ses partisans et pourrait l'éliminer en

cas d'assaut. Une difficile trêve est alors arrangée entre des antagonistes épuisés. Mais, à la fin de l'année 1887, Yaw Twereboanna réussit à s'évader de Kumasi pour rejoindre ses partisans à Kokofu. Pour Yaa Kyaa, il n'y a plus de temps à perdre. Le 5 mars 1888, elle préside une réunion à Kumasi pour l'élection immédiate de l'Asantehene. Les partisans de Yaw Twereboanna brillent par leur absence, mais les présents choisissent Agyemen Prempeh et annoncent sa cérémonie d'intronisation pour le 26 mars. Le roi de Kokofu demande un report en vue de la conclusion d'une amnistie, mais ceci n'est pour Yaa Kya qu'une manœuvre dilatoire qu'elle rejette catégoriquement. Ainsi donc, conformément à l'annonce faite à la nation ashanti toute entière, le 26 mars 1888, Agyeman Prempeh est élevé au rang de l'Asentehene, à l'âge de seize ans.

Toutefois, certains des rites du Tabouret d'Or ne peuvent être accomplis en raison de l'absence de tant de notables de provinces, membres de la Confédération ashanti. Qu'à cela ne tienne, avec son fils installé, Yaa Kyaa tente de jouer la réconciliatrice en tendant la main à ses opposants, mais ils la repoussent et les partisans de Yaw Twerebaonna reprennent l'action militaire. En juin 1888, les forces de Kumasi, sous le commandement du chef de guerre Kwasi Afrane, roi d'Edweso, remportent des batailles décisives sur la rébellion armée dans le sud du territoire ashanti.

Yaw Twereboanna, le roi de Kokofu et des milliers de leurs partisans fuient vers le sud, traversent le fleuve Pra qui est la limite du territoire ashanti, pour se réfugier dans la colonie britannique de la Gold Coast. Avant la fin de l'année 1888, les troupes loyalistes achèvent de nettoyer le nord du territoire ashanti de tout opposant à Agyeman Prempeh. La guerre civile qui dure depuis 1883 est terminée ! Et cela est formellement acté le 27 janvier 1890, lorsque les dignitaires survivants des deux côtés se réunissent à Kumasi pour prêter serment d'allégeance à Agyeman Prempeh, le treizième Asentehene.

Même si l'autorité est rétablie, la violence a approfondi les clivages existants et la dynastie régnante oyoko de Kumasi en sort avec une image très abîmée. Yaa Kyaa, vigilante, insiste pour que son fils réimpose formellement l'exclusion de Yaw Twereboanna et de ses sœurs de la lignée royale. Mais maintenant, l'interdiction a été prolongée pour faire de toute relation sexuelle avec l'une des sœurs utérines de Yaa Twereboanna une infraction capitale. Alors, ces pauvres dames sont divorcées de leurs maris et maintenues dans un célibat forcé et surveillé. Il faut absolument éteindre à tout jamais cette branche de l'arbre généalogique matrilinéaire parti de la matriarche Manu, femme royale oyoko de Kumasi, mère d'Osei Tutu. En 1891, l'imprudent Kwasi Agyei, ne pouvant résister au charme de la belle Akosua Berenya, une des sœurs du prétendant au trône en fuite, apprend à ses dépens qu'on ne badine pas avec les résolutions de Yaa Kyaa. Sa fonction de chef des porteurs de hamac du roi n'est pas suffisante pour le sauver de la peine de mort. Le jeune roi, troublé, veut accorder sa grâce aux condamnés, mais il doit se soumettre à sa mère qui exige que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur. Les deux tourtereaux, Kwasi Agyei et Akosua Berenya, sont exécutés pour servir d'exemple à tous ceux qui, par leur légèreté, pourraient maintenir en vie « la branche maudite » de la famille royale.

Agyeman Prempeh est désormais le roi incontesté de l'Ashanti. Mais le pays est affaibli par la tyrannie sanguinaire, la guerre civile, la récession économique. Il a sa cohésion à rebâtir et sa fierté à restaurer… tout cela, sous le regard non indifférent des Britanniques.

Les Britanniques et la fin de l'Ashanti souverain

Le roi de la Confédération ashanti a hérité d'un pays désuni et affaibli par une guerre civile meurtrière. L'autorité de Kumasi sur les provinces s'est fortement érodée. Dans les moments cruciaux de la guerre civile, Yaa Kyaa et son fils ont dû user de largesses –

sujets, terres, titres, or – pour s'assurer la fidélité des hommes en armes. Ainsi, des populations, des villages et des territoires ont été retirés de l'administration directe de Kumasi pour tomber dans l'escarcelle des généraux provinciaux. En plus, des milliers d'Ashanti se sont réfugiés dans la colonie britannique. L'Ashanti a toujours été une puissance impériale qui vit aussi des tributs que lui payent les États soumis. Or, la guerre civile et l'implosion du gouvernement central ont conduit à des défections toujours croissantes des tributaires et des alliés, mouvement entamé depuis les premières débâcles des années 1870. L'Ashanti ne fait plus peur. Agyeman Prempeh le sait… et les Britanniques aussi.

Ces derniers, à un moment où le partage de l'Afrique entre les nations européennes est lancé, entendent bien enfoncer la tête de ce rival affaibli. Toutes les initiatives de Kumasi pour relever la tête sont donc occultées, et entravées au besoin. Prempeh sait que les Britanniques sont une réalité avec laquelle il faut compter. Pendant tout le XIXe siècle, ils sont devenus d'abord la puissance dominante et ensuite la seule puissance européenne présente sur la Gold Coast.

Le britannique Thomas McCaskie, professeur d'histoire africaine, explique en 2003 que la diplomatie de Prempeh traite les Britanniques comme une puissance souveraine étrangère sur les plans diplomatique et commercial, et espère bénéficier de la même considération : « *En tout état de cause, Kumasi, depuis le début du siècle, argumentent les Ashanti, n'a pas de problème particulier avec les Blancs, des partenaires commerciaux. Toutes les guerres qui les ont opposés de 1807 à 1874 aux Britanniques ont été causées par la faute des Fanti et des autres peuples du sud ! Ces lâches défiaient Kumasi en empêchant ses activités commerciales avec la côte et ensuite impliquaient les Britanniques pour les défendre contre nos représailles.* »

Prempeh veut croire que ce temps est révolu. Son grand-père, l'Asantehene Kwaku Dua, était réputé pour sa politique de maintien de relations pacifiques et productives avec les Britanniques, et lui, aujourd'hui, aime bien faire valoir l'exemple de son aïeul comme guide de sa propre conduite. Prempeh est de bonne volonté, mais les temps ont changé. L'Ashanti s'est autodétruit par son agressivité excessive et, surtout, ses guerres de succession au trône. Les Britanniques savent que l'Ashanti n'est que l'ombre de lui-même, un État faible, incapable d'assurer sa cohésion nationale, encore moins de contribuer à pacifier la région.

En avril 1891, le gouvernement de la Gold Coast invite l'Asantehene Agyeman Prempeh et ses notables à « *placer leur pays sous la protection britannique* » du fait qu'il risque de « *sombrer progressivement dans le déclin* ». C'est un coup de tonnerre pour la classe dirigeante de Kumasi. Perdre sa souveraineté, c'est-à-dire le pouvoir, après tous ces sacrifices de la guerre civile, est impensable pour Yaa Kyaa et la « maison Dua ». Alors, Agyeman Prempeh conteste l'idée de l'Ashanti en désintégration, et rejette la proposition britannique en ces termes : « *Je suis heureux de dire que nous sommes arrivés à la conclusion que mon royaume de l'Ashanti ne s'engagera jamais dans une telle politique. L'Ashanti doit rester indépendant comme par le passé, et entretenir en même temps des rapports amicaux avec les Blancs. Je n'écris pas ces mots avec un esprit vantard, mais dans le sens clair de ce qu'il veut dire : L'Ashanti est un royaume indépendant et entretient toujours des relations amicales avec les Blancs. Pour le commerce, nous devons nous lier les uns aux autres, et suivant notre proverbe Ashanti qui dit que "ce que les vieux mangent et laissent, est ce que les enfants apprécient".* »

Cette réponse de Prempeh montre bien que les principes de souveraineté et d'égalité qui ont prévalu dans les rapports entre Kumasi et le gouvernement de la Gold Coast ne sont plus d'actualité, car les « vieux qui mangent » sont les Britanniques et les « enfants qui se contentent des miettes » sont les Ashanti. Les Britanniques ne sont plus réceptifs à tous ces salamalecs, eux qui entendent désormais surveiller l'Ashanti jusqu'au moment de l'estocade finale. En 1894, l'Ashanti ayant tenté de reprendre le contrôle d'Atebubu et de Nkoransa dans son arrière-pays septen-

trional, le gouvernement de la Côte de l'Or propose que Kumasi autorise un Résident britannique et que l'Asantehene et ses principaux conseillers acceptent les allocations britanniques. Le 11 juin 1894, à l'occasion d'une grande cérémonie nationale convoquée pour discuter de la proposition britannique, Agyeman Prempeh, enfin, est officiellement installé sur le Trône d'Or, rite qui n'avait pas pu être effectué depuis 1888. Il prend alors le nom d'intronisation de Kwaku Dua, le troisième du nom, après son grand-père et son grand frère. Il s'agit pour l'Ashanti de montrer aux Britanniques que leur pays a un roi légitime et bien installé, un gouvernement et une assemblée nationale.

Agyeman Prempeh, qui voit bien que le monde est en mutation, a un plan de développement pour son pays. L'Asantehene est déterminé à engager l'Ashanti dans la modernité qui se voit en Gold Coast et qui attire tous les peuples de la région. L'Ashanti, l'État le plus riche et le plus puissant de la région depuis deux siècles, est aujourd'hui moins prospère, moins viable et moins attrayant que tous ses anciens tributaires du Sud. Prempeh compte sur trois atouts majeurs pour restaurer l'Ashanti : Premièrement, son pays est riche de ses mines d'or et autres ressources naturelles ; deuxièmement, la diaspora ashanti en Gold Coast a acquis des connaissances et beaucoup d'expérience dans les systèmes modernes de production, ce qui en fait un capital humain sur lequel le pays peut compter ; troisièmement, la famille royale de Kumasi a deux membres éduqués disposant de réseaux dans les milieux d'affaires européens, les frères Owusu Ansa, John et Albert.

Face aux demandes répétées de soumission du gouvernement de la côte, Prempeh doit faire vite pour prouver la viabilité de son royaume et justifier le maintien de sa souveraineté. Sur les conseils de son parent John Owusu Ansa, Prempeh décide de passer par-dessus le gouvernement de la Gold Coast pour envoyer une délégation diplomatique à Londres, en vue, d'une part, de négocier le maintien de la souveraineté de l'Ashanti directement avec le gouvernement de la Couronne britannique, et, d'autre part de

trouver des partenaires techniques et financiers au développement de l'Ashanti. En mai 1895, après toutes sortes de difficultés causées par les autorités de la Gold Coast, la délégation de l'Ashanti conduite par John Owusu Ansa, nommé *« Ambassadeur extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire »*, arrive à Londres. Malgré toutes les démarches entreprises, le gouvernement britannique ne reconnaît pas ses lettres de créances et refuse de recevoir la délégation diplomatique ashanti. Pour toute réponse, l'Asantehene reçoit à Kumasi un ultimatum demandant d'une part que l'Ashanti accepte un Résident britannique à Kumasi, et d'autre part, paie les indemnités imposées par le traité de 1874 qui mit fin à la guerre déclenchée par Kofi Karikari. Manifestement, les Britanniques ne comptent pas lâcher leur proie !

Toutefois, l'ambassadeur ashanti John Owusu Ansa, qui ne se laisse point abattre par toutes les tracasseries, parvient à signer le 21 octobre 1894, à Londres, un accord avec l'homme d'affaires George Reckless qui permet à ce dernier de lever des capitaux pour former une société concessionnaire destinée au développement de l'Ashanti. Cet accord alarme les gouvernants britanniques, aussi bien ceux de Londres que ceux de la Gold Coast, ainsi que les armées de spéculateurs qui espéraient investir et profiter de l'Ashanti après son annexion. Les autorités britanniques passent alors à l'initiative. Elles reçoivent finalement la délégation de l'Ashanti, mais bien moins pour négocier que pour transmettre des menaces à peine voilées. Le 16 novembre, les ambassadeurs du pays Ashanti acceptent finalement d'autoriser un Résident britannique à Kumasi, ayant compris que c'est la seule alternative à la guerre que cherchent leurs interlocuteurs.

Dans les jours qui suivent, la décision britannique de renverser le gouvernement de l'Ashanti est actée, et les plans opérationnels sont en élaboration. Il est alors envisagé de démanteler la Confédération ashanti, de renverser Agyeman Prempeh et de le remplacer par un pantin à la tête de Kumasi. La personne pressentie pour ce rôle de marionnette est le réfugié et indigent

Yaw Twereboanna qui, hormis son statut royal, dépend complètement des Britanniques pour sa survie. Petit-fils de Kwaku Dua, né d'une femme royale oyoko, et sans le moindre sou ! Encore une fois, Yaw Twereboanna est l'homme de la situation !

Après près de vingt mois de présence à Londres et de multiples tractations, les frères Ansa sont les derniers membres de la délégation diplomatique de l'Ashanti à retourner en Gold Coast le 27 décembre 1895. Ils savent, aussi bien que les autorités de la Confédération, que les Britanniques préparent la guerre. Le 4 janvier 1896, ils arrivent à Kumasi et participent à l'ultime réunion sur la crise, au cours de laquelle ils conseillent une position légaliste, faisant valoir que l'accord conclu à Londres avec l'homme d'affaires Reckless est valide en droit britannique, et que sur cette base une solution politique reste possible. Pour les faucons du royaume, conduits par la reine-mère Yaa Kyaa, la seule solution est la résistance armée. Finalement, l'Asantehene Agyeman Prempeh, pour qui le plus important est la prospérité de son peuple et de son pays, décide de n'opposer aucune résistance militaire aux Britanniques, et accepte de payer personnellement devant l'histoire le prix de sa décision.

À partir des témoignages recueillis auprès de personnes présentes, les propos du treizième et dernier Asantehene de l'ancien régime furent reconstitués : « *Depuis mon accession au Trône de mes ancêtres, mon objectif principal a toujours été de rassembler tout mon peuple qui a été dispersé à l'étranger, à travers les guerres civiles depuis le règne de mon oncle, l'ex-Roi Kofi Karikari, jusqu'à cette époque, afin que l'Ashanti puisse redevenir une nation puissante comme avant. Et, ce faisant, si le gouvernement anglais l'a pris comme une offense, parce que j'ai demandé le retour des populations d'Adanse, de Kokofu, de Dadease, de Manso-Nkwanta et de Dwaben, qui ont cherché refuge dans la colonie, et qu'à cause de cela s'ils veulent m'emmener prisonnier sans justification, malgré tous mes efforts pour maintenir les relations cordiales entre l'Asantehene et le gouvernement britannique qui datent du règne de mon grand-oncle le roi Osei Bonsu I, et aussi dur que j'ai essayé, ils ont refusé de parvenir à un règlement pacifique, alors je suis entièrement préparé à me sacrifier pour sauver la vie de mon peuple et éviter la destruction de mon pays, plutôt que de leur permettre de se battre.* »

Le 17 janvier 1896, les troupes britanniques rentrent dans Kumasi et occupent la ville. Le 20 janvier, à l'occasion d'un grand rassemblement public convoqué par le gouverneur de la Gold Coast, Maxwell, ce dernier exige que le roi et la reine-mère, Agyeman Prempeh et sa mère Yaa Kyaa, en guise d'acte public de soumission à la Couronne britannique, embrassent ses pieds.

Ensuite, le gouverneur annonce que l'Ashanti est condamné au paiement d'une indemnité de guerre de 50 000 onces d'or. Puis, il donne lecture d'une liste de personnes qui sont en état d'arrestation et seront immédiatement déportées de l'Ashanti en Gold Coast. En tête de liste, figurent Agyeman Prempeh et sa mère Yaa Kyaa. Sur la liste figurent également le père du roi, son petit frère, cinq dignitaires du royaume et bien d'autres personnes, soit un total de cinquante-deux personnes. Le pays est horrifié, mais, comme l'a demandé le roi, aucun acte de résistance n'est opposé. Agyeman Prempeh a réussi, en s'offrant en sacrifice, à épargner le sang de son peuple que les Britanniques et leurs alliés du Sud étaient déterminés à verser. Le roi et ses compagnons d'infortune sont conduits sous bonne escorte à Cape Coast, pour entamer un exil… de 28 ans pour les survivants.

Yaa Kyaa et toute sa branche éliminée, Yaw Twereboanna espère pouvoir bénéficier de la situation, comme l'avaient prévu les plans de Maxwell. Mais ce dernier se ravise et se lance plutôt dans la conception d'une nouvelle forme d'administration du pays ashanti, abandonnant Yaw Twereboanna à son triste sort en Gold Coast, où il vit dans des conditions difficiles jusqu'à sa mort en 1908.

Vie en exil et tractations pour le retour du roi des Ashanti

Prisonnier politique du Gouvernement britannique, Agyaman Prempeh est déporté de Kumasi d'abord en Gold Coast, à

Elmina, ensuite à Freetown en 1896, et enfin aux Îles Seychelles en septembre 1900. Il est accompagné dans sa captivité par un groupe de plus de cinquante personnes dont quatorze chefs, treize femmes et treize enfants. En 1901, ils sont rejoints par un deuxième groupe de vingt-et-un captifs, issu des suites de la guerre du Trône d'Or, de 1900-1901, conduite par la reine-mère d'Edweso, Yaa Asantewaa. C'est un total de soixante-treize prisonniers ashanti qui se retrouvent déportés dans l'Océan Indien, très loin de leur pays natal du Golfe de Guinée. Les Ashanti sont installés sur une parcelle qui leur est exclusivement réservée, appelée le Camp ashanti.

Bien que les autorités des Seychelles qualifient officiellement Prempeh d'ex-roi, dans la pratique elles le considèrent comme le roi et le chef de tous les prisonniers politiques et, à ce titre, le traitent avec respect et dignité. Il est établi comme le chef de la communauté en captivité et s'acquitte de ses charges avec un grand sens des responsabilités, en veillant particulièrement au maintien de la paix, au respect de la loi et de la discipline. Il incite la petite communauté à exploiter les terres agricoles qui sont mises à leur disposition par des plantations de plantain, de taro, de manioc, de pommes de terre, de légumes et canne à sucre, et à élever des poules, des cochons, des moutons, des chèvres ou de la volaille, autant pour leur consommation personnelle que pour la vente. Les questions de santé et d'emplois pour les siens sont au nombre des préoccupations de Prempeh qui parvient à placer certains Ashanti comme domestiques ou petits commis.

La vie quotidienne se passe bien dans le camp et la population d'Ashanti connaît une explosion spectaculaire. Sur les soixante-treize personnes de 1901, trent-quatre sont ramenées au pays en 1907, laissant en déportation trente-neuf du groupe de départ. Or en 1915, la communauté compte quatre-vingt-quatre personnes, dont trente-deux nées en déportation, soit près d'un doublement de la population en 8 ans. Prempeh s'occupe aussi de tout le nécessaire en cas de décès, veillant à ce que les siens soient

enterrés dignement et surtout que la famille royale soit informée à Kumasi. Ainsi, que ce soit pour le décès de sa mère Yaa Kyaa en 1917, celui de l'héroïne Yaa Asantewaa en 1921, comme ceux des quarante-neuf personnes qui vont décéder en captivité, Prempeh fait toujours partager à la famille à Kumasi le deuil des déportés. En 1920, Prempeh obtient de l'administration que les restes de vingt-quatre chefs décédés soient mis dans des caveaux spéciaux, avec l'intention de les ramener au pays le moment venu. Ces restes quitteront les Seychelles en 1929 pour Kumasi.

Avant son arrestation, Agyeman Prempeh avait compris que le monde vit une importante mutation qui exige pour l'Ashanti de se moderniser. Les circonstances ne lui ayant pas permis d'engager des actions dans ce sens en tant que leader de son peuple, il entend profiter du calme des Seychelles pour faire le maximum. L'éducation, principal moyen pour réaliser la modernisation, devient alors sa préoccupation majeure, pour lui-même et pour les autres détenus du camp, particulièrement les enfants. Il obtient qu'on lui affecte un fonctionnaire pour apprendre à lire et à écrire l'anglais. Avant son retour d'exil, Agyeman écrit et parle couramment l'anglais, et entreprend d'écrire l'histoire de la dynastie royale oyoko de Kumasi et de l'Ashanti. Mais, plus important encore pour le roi déchu est l'éducation des enfants du Camp. Dès leur arrivée, il fait inscrire tous les enfants, y compris les siens, à l'école, et suit personnellement leur progrès. En 1909, avec la forte natalité de la communauté, il obtient qu'une école préparatoire soit créée dans le Camp. Toujours dans la perspective de la modernisation de l'Ashanti, il incite les jeunes gens à apprendre des métiers.

Prempeh manifeste aussi le désir de devenir chrétien. Alors, prêtres catholiques et anglicans de l'île se bousculent pour gagner à leur chapelle l'illustre brebis. En vue de faire son choix, le souverain déchu pose une question : « *Quelle est la religion du Roi d'Angleterre ?* » Quand on lui apprend que le Roi d'Angleterre est le chef de l'Église anglicane, il répond : « *Je suis d'avis*

que tous les rois soient de la même religion, par conséquent je choisis l'Église anglicane. »

Après sa conversion, il ne ménage pas ses efforts pour gagner des fidèles au Christ parmi les siens. Ainsi, en 1904, sa mère et lui-même sont baptisés, avec comme noms chrétiens Edward pour lui et Victoria pour Yaa Kyaa. Il signe même « Edward Prempeh » certains documents. Il obtient aussi que le catéchisme soit dispensé au Camp, et plusieurs exilés dont son frère et l'héroïne Yaa Asantewaa sont convertis. Prempeh est tellement déterminé dans son cheminement chrétien que, voulant être confirmé en 1908, il demande et obtient que deux de ses femmes, Akua Morbi et Amma Kwahan, soient renvoyées au pays, pour qu'il se conforme aux principes de la religion chrétienne qui ne permet pas d'avoir trois épouses. En plus de l'éducation de la colonie des Seychelles, Prempeh se préoccupe aussi de tous les siens qui sont au pays. Dans ses lettres à ses parents et à d'autres personnes, il les exhorte non seulement à embrasser le christianisme, mais aussi à envoyer les enfants à l'école, particulièrement ses cousins, neveux et nièces. De loin, il suit l'évolution des uns et des autres avec grand intérêt.

Prempeh, en réalité, n'a jamais cessé de s'enquérir des nouvelles de sa patrie, via une intense relation épistolaire avec ses épouses, ses sœurs, certains chefs de Kumasi, et même l'aumônier anglican de Kumasi, depuis qu'il est devenu un frère en Christ. Depuis qu'il sait lire, il demande que lui soit donnée une copie du rapport annuel que le gouvernement de la Gold Coast produit sur l'Ashanti. Il demande même qu'on lui procure chaque mois des journaux ashanti, à un moment où il n'y a pas encore de journaux en pays ashanti, ce qui lui fait comprendre qu'il y a encore du chemin à parcourir pour la modernisation de son pays. Pour Prempeh, le retour au pays, auprès des siens pour rassembler son peuple et le guider vers sa modernisation, est une nécessité. Depuis son installation aux Seychelles, il n'a pas cessé de faire des demandes de rapatriement pour lui-même et tous ceux qui l'accompa-

gnent. Pour les Britanniques, qui ont pris un bail de quinze ans pour la parcelle servant de Camp ashanti, il ne peut être question de son retour avant plusieurs années, pas avant que les évolutions du pays ashanti rendent tout retour en arrière impossible. En outre, avec la Première Guerre mondiale, le gouvernement britannique avait plus urgent à régler. Mais, régulièrement, au moins une fois par an, Prempeh s'est rappelé à la mémoire des autorités coloniales de son pays. Ainsi, en janvier 1918, il envoie cette demande émouvante au Gouverneur de la Gold Coast : *« Je prie Votre Excellence de bien vouloir transmettre à Son Très Honorable Secrétaire d'État, et de lui à Sa Majesté le Roi, pour demander à Sa Majesté de nous pardonner nos graves offenses, et celles que nos ancêtres ont commises à notre connaissance ou au-delà de nos connaissances contre le souverain de la Grande-Bretagne ; Et le plus révérencieux pour demander à Sa Majesté de ne plus regarder nos offenses, mais avec pitié de jeter un regard clément sur ses captifs, et Sa Majesté de considérer comment je suis misérable, car j'étais pris prisonnier avec père, mère, frère et chefs depuis maintenant 22 ans. Et maintenant, comme c'est misérable de voir que père, mère, frère et près des trois quarts des chefs sont tous morts. Le quart restant, les uns sont aveugles, les autres vieillis, les autres atteints de diverses maladies. Et maintenant je ne trouve pas où jeter un coup d'œil, ni où me réconforter. Et mon seul espoir et tout mon confort, c'est de me donner entièrement à Dieu par qui tout est réconforté, et à Sa Majesté par la miséricorde et l'amour desquels je pourrais être libéré du chagrin et de la captivité. Je finis par prier sincèrement Sa Majesté de prendre en considération mon humble requête et de me soumettre à ma libération dans ma terre natale, où je jure par toute la force et la vérité de rester un serviteur véritable et prompt de notre Roi et de notre Empire. »*

En plus des requêtes régulières de Prempeh pour sa libération, les chefs de Kumasi, depuis qu'ils travaillent en bonne intelligence avec l'administration britannique, n'ont de cesse de réclamer le retour de leur souverain. Déjà en 1910, il leur fut répondu que l'administration coloniale ne pouvait à cette date envisager le

retour de l'ex-roi Prempeh en Ashanti, et qu'il dépendait entièrement de leur comportement et du progrès général du pays que la demande puisse être examinée à l'avenir. La Première Guerre mondiale offre aux Ashanti une belle occasion de montrer leur loyauté à la Couronne britannique, tant par la réponse massive et enthousiaste des jeunes à l'appel au recrutement militaire que par la contribution des chefs à l'effort de guerre. En 1918, le Gouverneur de la Gold Coast salue le comportement exemplaire des Ashanti pendant la Guerre 14-18, en ces termes : « *Les chefs et les habitants de l'Ashanti ont participé activement à la création du Fonds patriotique, de la Croix-Rouge et d'autres organisations caritatives de guerre. Le cadeau de trois avions au gouvernement de Sa Majesté par les chefs et les populations de cette dépendance a toujours été souligné. Le soutien et les aides, qui ont toujours été fournis au gouvernement par les indigènes de la dépendance pendant toutes ces années de stress et de procès, méritent, comme ils l'ont reçu, la pleine mesure de reconnaissance et de publicité.* »

À la fin de la guerre, il est évident pour tous les observateurs que les Britanniques, étant donné cette loyauté exemplaire du peuple ashanti, ne peuvent continuer à lui infliger l'exil de son roi. Même le Commissaire en chef de l'Ashanti (l'équivalent du Commandant de Cercle dans l'administration coloniale française), en juin 1918, suggère qu'en récompense de leur excellente attitude depuis le début de la guerre, les Ashanti devraient bénéficier d'un acte spécial de clémence royale, et que cet acte devrait prendre la forme d'un pardon à Agyeman Prempeh et du retrait des restrictions sur sa liberté de mouvement. Seulement, les Britanniques, toujours méfiants à l'égard de ce peuple qui leur a tenu tête pendant près d'un siècle, ne veulent prendre aucun risque et mettent trois conditions à ce retour :

– l'abandon du Trône d'Or comme préliminaire au pardon ;

– qu'Agyeman Prempeh accepte de revenir comme simple citoyen ;

– que l'ex-Roi s'engage à ne pas interférer dans les affaires politiques et à ne pas chercher à exercer des pouvoirs administratifs.

Le Trône d'Or :

Les Britanniques savent que le Trône d'Or est le symbole de l'unité du peuple ashanti. Or, depuis la destitution et l'exil de l'Asantehene, ils se sont employés à briser l'unité de ce pays en rendant les différentes provinces indépendantes de Kumasi. En 1900, soit après quatre ans de manipulations pour briser à jamais cette unité, ils avaient voulu parachever cette œuvre de désintégration en réclamant le symbole de son unité, le Trône d'Or. La réponse de l'Ashanti fut le déclenchement de la guerre d'indépendance, conduite par la reine-mère d'Edweso, Yaa Asantewaa, dont le fils figurait au nombre des chefs en exil avec Prempeh. Même si les Britanniques ont réussi à endiguer cette rébellion, ils savent désormais que la question du Trône d'Or est délicate. Aujourd'hui, leur grande crainte est qu'avec le retour de l'Asantehene, ce dernier récupère le Trône d'Or et refasse l'unité du pays ashanti.

Les Britanniques savent que la subjugation du pays ashanti fut simplifiée par son affaiblissement dû aux guerres civiles qui avaient divisé le pays. Or, il se trouve qu'aujourd'hui, Prempeh, avec sa destitution sans résistance, son humiliation et son long exil, ainsi que le lien qu'il a su garder avec sa patrie et son peuple, représente l'autorité morale qui peut refaire cette unité tant redoutée de l'Ashanti. Les Britanniques ne veulent pas prendre ce risque !

Les chefs de Kumasi ne se sentent pas concernés par toutes les préoccupations politiciennes des Britanniques. L'un d'eux déclare qu'il est disposé à signer un engagement de bonne conduite, mais il lui manque des informations sur le lieu où se trouve le Trône d'Or. Un autre plaide que le Tabouret d'Or n'est pas la propriété privée d'Agyeman Prempeh, mais appartient au pays ashanti, et qu'il supplie les Britanniques de ne pas lier la question de ce symbole au rapatriement d'Agyeman Prempeh.

Devant ce refus poli des chefs ashanti, les Britanniques décident de mettre la question en suspens, ce qui retarde le retour de Prempeh. Pour les Britanniques, avant le retour de Prempeh, il leur faut absolument le Trône d'Or !

C'est pendant cette impasse qu'en septembre 1921, le Trône d'Or, dans sa cachette, fait l'objet d'une dégradation par des voleurs d'or qui le dépouillent de tous ses précieux ornements en or, bibelots, cloches et perles. La nouvelle de cette profanation se répand comme une traînée de poudre dans le pays ashanti à partir du 12 septembre. La nation entière est alors plongée dans un état de choc. Dans toutes les villes et dans tous les villages, les gens revêtent des vêtements de deuil, pleurent, et se barbouillent le visage et les bras avec de l'argile rouge. C'est par milliers qu'ils affluent tous les jours à Kumasi pour assister au procès des quatorze personnes accusées de cette grave profanation. Les autorités britanniques, dépassées par cette réaction nationale spontanée pour un simple vol de quelques kilogrammes d'or, cherchent des informations sur ce fameux Trône d'Or.

L'administration coloniale charge alors son anthropologue de service, Robert Sutherland Rattray, de se renseigner sur l'histoire du Sika Agua Kofi (le surnom du Trône d'Or pour les intimes !) et tout ce qui se rapporte à son sujet. Le résultat de cette enquête et les recommandations faites ont été soumises dans un mémorandum au gouvernement colonial qui découvre alors l'ampleur de sa méprise sur cet objet sacré. Le rapport souligne combien l'administration avait été ignorante et offensante quant à la nature et à la signification du Tabouret d'Or, révélée très tôt, en 1900, dans la demande malheureuse et malavisée du gouverneur Frederick Hodgson de « s'asseoir » sur cet objet, ce qui a précipité la guerre conduite par Yaa Asantewaa. Rattray, dès 1921, fait prendre conscience à l'administration coloniale que réclamer le Trône d'Or représente un casus belli pour l'Ashanti, et recommande aux autorités britanniques d'abandonner toute revendication concernant cet objet sacré. Ce qui entraîne un changement radical d'attitude comme

l'atteste ce propos du gouverneur de la Gold Coast, en mars 1922, au cours d'une réunion avec les chefs de Kumasi : « *Cela a été une excellente année. La crise de la profanation du Trône d'Or a été un grand événement, et je félicite les chefs pour la manière avisée dont ils ont traité cette affaire. Le Gouvernement a pleinement reconnu que le tabouret d'or est à vous et, en ce qui concerne les autorités britanniques, ils ne prétendent pas au tabouret. Le Gouvernement, d'un autre côté, vous aidera dans la conservation du tabouret, et vous aidera à préserver la révérence et le respect pour ce tabouret qui appartient à votre nation. Toutefois, le Gouvernement se réserve le droit d'intervenir si le Trône d'Or est dégradé par une mauvaise pratique fétichiste ou s'il est utilisé à des fins séditieuses.* »

Il faut entendre par '*mauvaise pratique fétichiste*' les sacrifices humains qui servent à vénérer ce Trône d'Or. Pour les chefs de Kumasi, l'abandon de toute revendication des Britanniques au sujet du Trône d'Or est une grande victoire qui procure une immense joie. Ils ne vont pas bouder leur plaisir pour ce petit détail de l'avertissement concernant les sacrifices humains ! Le changement d'attitude des Britanniques, d'une part, met fin à la crise de confiance qui aurait pu dégénérer en rébellion, et améliore les chances de rapatriement de Prempeh, et, d'autre part, facilite la décision du gouvernement de permettre aux Ashanti de gérer eux-mêmes l'enquête et le procès des coupables.

Pour les Britanniques, il n'y a plus d'obstacles au retour du roi déchu. Le contexte social, qui a beaucoup changé au cours des deux premières décennies du XXe siècle, et l'évolution personnelle d'Agyeman Prempeh les encouragent à accéder aux requêtes pour son rapatriement. La création d'écoles missionnaires et gouvernementales dans le pays ashanti, la construction de routes carrossables et de liaisons ferroviaires entre Kumasi et Sekondi, l'érection de bâtiments en dur de style européen dans un Kumasi bien urbanisé, l'essor de la nouvelle industrie du cacao, tout cela convainc les Britanniques que même le retour d'Agyeman Premph ne peut faire reculer l'horloge du « progrès ». Décrit auparavant par les

Britanniques comme un tyran barbare, païen et assoiffé de sang, Agyeman Prempeh est devenu, au moment où son retour se précise, un homme civilisé, éduqué et chrétien sincère, à l'aise autant en costume européen lors d'une réunion du Conseil municipal, que dans les ornements de couronne et des robes ashanti, présidant un tribunal ou à une réunion des siens. Pour Harper, le Commissaire en Chef de l'Ashanti, qui a pris le parti des chefs de Kumasi, Agyeman Prempeh n'est plus ce potentat local non évolué et sanguinaire, mais un homme *« éduqué, chrétien, discipliné, et qui a vu quelque chose du monde. »*

Moments décisifs pour le retour :

Dès la fin de l'année 1921, le seul obstacle restant au rapatriement est l'attitude hostile ou tiède des principaux chefs ashanti des provinces, qui ne voient pas d'un bon œil le retour à l'ordre ancien qui signifierait leur rattachement à Kumasi. En réalité, la plupart de ces chefs installés par l'administration coloniale britannique, souvent en raison de leur docilité, ont acquis des positions et avantages matériels sous le nouveau régime qu'ils entendent préserver. Ils ne sont donc pas signataires des requêtes de raptriement du roi déchu que signent les chefs de Kumasi.

Or, pour ne pas perturber le climat de paix et de cohésion du pays ashanti, l'administration coloniale tient à ce que la demande de rapatriement d'Agyeman Prempeh émane de tous les chefs ashanti, qu'ils soient de Kumasi ou des provinces.

Les Britanniques, qui savent que la lutte pour le pouvoir en pays ashanti peut facilement dégénérer en violences meurtrières, ne veulent prendre aucun risque. Aussi, ne se limitent-t-ils pas aux signatures officielles des pétitions de rapatriements, mais engagent des discussions d'alcôve avec les uns et les autres pour recueillir leurs réels sentiments. En effet, certains signataires du jour déclarent la nuit être farouchement opposés au retour d'Agyeman Prempeh.

Il faut du temps à l'administration coloniale pour rassurer les uns et les autres, tenir compte des réserves des réticents pour obtenir que le dernier obstacle disparaisse en fin d'année 1923. Pendant ce temps, l'attente, pour Agyeman Prempeh qui suit tout cela des Seychelles, est cruelle.

Il n'a d'autre recours que Dieu, comme l'atteste le dernier courrier poignant adressé le 10 février 1924 à l'évêque anglican du pays ashanti, dans lequel il plaide : *« avec mes deux genoux pliés pour implorer humblement Monseigneur d'intercéder en mon nom auprès du Dieu Tout-Puissant pour le supplier de m'accorder son pardon pour mes péchés, et demander au Dieu miséricordieux, au nom de son cher fils Jésus notre Sauveur, de détourner les yeux de mes péchés et me permettre de retourner sain et sauf dans mon pays natal pour revoir le visage de ma famille et rester toujours le véritable adorateur de Dieu. »*

Le moins qu'on puisse dire est que sa prière fut efficace, car moins de deux mois après, sur recommandation du Gouverneur de la colonie, le Secrétaire d'État du Gouvernement de la Couronne, par télégramme du 8 avril 1924, accepte *« le retour de Prempeh et de ses dépendants aux conditions proposées »* :

Prempeh reste une personne privée n'ayant aucun statut officiel en pays ashanti.

Qu'il ne participe pas et n'intervient pas dans les affaires politiques.

Qu'il ne réclame ni n'accepte aucun des symboles du Trône ashanti, des insignes ou des trésors du pays ashanti.

Qu'il résidera à Kumasi ou dans un lieu proche.

Qu'il ne doit pas quitter son lieu de résidence, à Kumasi ou dans un lieu proche.

En outre, les chefs de Kumasi ont accepté de verser un montant de 3 000 livres, tandis que tous les autres chefs signataires de la dernière demande de rapatriement sont prêts à contribuer pour une autre somme de 3 000 livres, tout cela pour l'entretien d'Agyeman Prempeh à son retour et pour la construction d'une maison pour lui.

Le Gouverneur des Seychelles est invité à faire le nécessaire pour le voyage de retour et à demander à Agyeman Prempeh de signer un accord sur les conditions de son rapatriement.

On peut s'étonner de la troisième condition du retour d'Agyeman Prempeh, étant donné que les Britanniques ont décidé et annoncé publiquement, depuis 1921, qu'ils ne se mêleraient plus de tout ce qui concerne le Trône d'Or, sauf s'ils apprennent qu'il a été vénéré avec du sang humain. Par conséquent, on devine aisément que c'est une concession que les autorités coloniales ont dû faire aux chefs des provinces du pays ashanti qui sont hostiles au retour de l'ex-Asantehene, afin d'obtenir leur accord officiel et surtout pour les rassurer sur le maintien de leur indépendance par rapport à Kumasi. Mais, comme la suite des événements le montrera, leurs inquiétudes sont bien justifiées…

Aux Seychelles, à Port Victoria, le 13 septembre 1924, Agyeman Prempeh et son entourage, au nombre de cinquante, montent à bord du navire pour le voyage de retour au pays. Sur les quatorze ex-chefs déportés, le groupe comprend un seul survivant, James Asafo Boakye, âgé de 95 ans. Neuf des enfants de Prempeh (Frédéric, Alfred, Joseph, Henry, William, Ruth, Alice, Elizabeth et Mary) et neuf petits-enfants sont de la partie. Trente-trois des participants au voyage retour vont découvrir le pays ashanti, car ils sont nés sur l'île. Prempeh et son entourage arrivent le 19 septembre à Bombay qu'ils quittent le 22, pour arriver à Liverpool le 27 octobre.

Ils quittent Liverpool le même jour et accostent à Sekondi, en Gold Coast, le 11 novembre 1924. Prempeh et sa suite embarquent dans un train spécial pour Kumasi où ils arrivent à 6 heures du matin le 12 novembre. De la gare, ils continuent en voiture jusqu'à la nouvelle résidence du chef d'Asafo. De vastes foules se rassemblent pour le saluer. Après 28 ans d'exil, Agyeman Prempeh, ex-Asantehene, est de retour chez lui.

Retour d'exil

Les Ashanti sont divisés sur ce qu'il convient de faire avec cet Agyeman Prempeh transformé par ce long exil. Un groupe, mené par les chefs Kumasi, perçoit ce retour comme équivalent à la restauration de l'ordre ancien, quoique dans le cadre de la dépendance coloniale. L'essentiel, pour ces conservateurs, est de veiller à ne pas heurter, ni provoquer les Britanniques. Un second groupe d'Ashanti largement éduqués voit le retour d'Agyeman Prempeh, maintenant instruit, chrétien et monogame, comme une chance à saisir pour l'introduction d'un ordre nouveau, avec eux, l'élite, en première ligne dans la conduite des affaires du pays ashanti. Pour les deux groupes, il ne fait aucun doute qu'Agyeman Prempeh reste l'Asantehene autour duquel l'Ashanti doit réinventer son futur. L'ex-roi décide alors de rendre caduques toutes les conditions de son retour, sans affrontement avec les Britanniques.

En 1925, lors de sa première visite en dehors de Kumasi, Prempeh vit une grande frayeur. Son hôte, le chef suprême de Kumawu, Kwami Afram, le reçoit alors qu'il est accompagné de son officier de liaison avec le gouvernement colonial. La cinquième condition de son retour est piétinée… Il est accueilli à la porte du palais par Kwami Afram qui le conduit dans la cour intérieure de son palais ; et là, attaché à un pieu, se trouve un esclave de l'ethnie gourousi avec le couteau du bourreau traversant ses joues pour embrocher sa langue, afin qu'il ne puisse pas jurer. Kwami Afram explique à Prempeh qu'il propose de sacrifier l'esclave pour la coutume funéraire dédiée à ceux de ses accompagnateurs qui sont morts en exil, aux Seychelles. Prempeh jette un coup d'œil à la victime et, troublé, se dépêche de retourner à Kumasi, mettant immédiatement fin à la visite.

Prempeh n'a pas envie d'être accusé de s'adonner à des sacrifices humains, l'une des raisons de sa déportation, car il pense que les Britanniques ne le toléreraient pas, et qu'il risquerait sa liberté. Il vient de rentrer de 28 ans d'exil, et ça ne l'amuserait

pas de reperdre sa liberté ! Prempeh bénéficie du témoignage favorable de son officier de liaison, disant qu'il n'était pas informé de ce sacrifice humain, et seul Kwami Afram dut s'expliquer devant le gouvernement colonial.

Prempeh n'a pas besoin de ce genre d'incident qui peut perturber sa réhabilitation savamment orchestrée. Bien que tous les chefs de division aient signé un papier disant qu'Agyeman Prempeh reviendrait en tant qu'homme privé, tous ses sujets le reconnaissent comme leur roi. Prempeh sait que s'il ne commet pas d'erreur, la force de la tradition est un puissant instrument contre lequel les Britanniques ne peuvent absolument rien.

D'ailleurs, pendant son absence de 28 ans, les chefs de Kumasi ont toujours refusé que soit installé un chef suprême à Kumasi, comme c'est le cas pour toutes les provinces du pays ashanti. Donc, selon la tradition, Agyeman Prempeh est toujours le chef suprême de Kumasi et, à ce titre, l'Asentehene de tout le pays ashanti. Mais Agyeman Prempeh est un homme sage, réfléchi, qui préfère mettre les Britanniques et tous les autres protagonistes devant leurs contradictions et les faits accomplis. Il est très conscient de sa place dans l'histoire de l'Ashanti et tient à léguer la royauté telle qu'elle était lorsqu'il l'a héritée.

Les Britanniques, voyant bien tout le manège autour de Prempeh et désireux de faire appliquer à Kumasi, comme dans le reste de l'Ashanti et dans toute la Gold Coast, la bonne politique d'administration indirecte basée sur l'installation de chefs suprêmes, décident de reconnaître Agyeman Prempeh comme le chef suprême de Kumasi en 1926, seulement deux ans après son retour d'exil. Les première et deuxième conditions de son retour sont annulées ! Prempeh avance doucement…

Depuis son retour, Prempeh bénéficie d'un traitement spécial du gouvernement qui entretient l'espoir des Ashanti de le voir réinstallé comme leur roi. Avec cette nomination comme chef suprême de Kumasi, il est de facto l'Asantehene pour les Ashanti.

Une nuit, Prempeh invite son officier de liaison et dans une dépendance de son palais… lui montre le Trône d'Or. Il demande au fonctionnaire britannique d'informer le gouvernement colonial qu'il a en sa possession le Trône d'Or, avec le soutien de tous les chefs ashanti.

Au bout de quelque temps, les autorités britanniques n'ayant pas réagi, Prempeh pense pouvoir présenter le siège sacré. Lors du service d'action de grâces de l'Église anglicane St. Cyprien de Kumasi, en 1929, Agyeman Prempeh présente le Tabouret d'Or à l'église pour célébrer la bonté de Dieu qui a permis son rapatriement de l'exil. Prempeh sait manier les symboles, et en choisissant le cadre de l'Église anglicane, la religion d'État de la Couronne britannique, il débarrasse son action de toute allégation potentielle de subversion. La troisième condition de son retour est piétinée…

Par la suite, Prempeh, désormais en roue libre, restaure le harem royal, redevenant polygame comme sa fonction l'exige, et réhabilite le mausolée royal de Bantama avec tous ses accessoires, dont la grande casserole en laiton servant à recueillir le sang des victimes de sacrifices humains, tout cela sous le regard complaisant des Britanniques, finalement débordés par la puissance irrésistible de la tradition. Le camp des conservateurs a définitivement pris le dessus, et Prempeh poursuit jusqu'à son dernier souffle son ambition de faire restaurer la Confédération ashanti et le bureau de l'Asantehene. Les Britanniques ont refait à leurs dépens l'unité et la force de l'Ashanti !

Agyeman Prempeh meurt le 12 mai 1931, après avoir été à la fois le dernier roi de l'ancien Ashanti traditionnel et le premier de l'ère moderne. En 1935, le gouvernement colonial rétablit finalement la Confédération ashanti, et le successeur d'Agyeman Prempeh, Osei Agyeman Prempeh II, est officiellement reconnu Asantehene.

Violence et expansion territoriale du pays akan

Nous allons étudier les traits caractéristiques de l'ancienne société traditionnelle akan indépendante, essentiellement à partir de l'Ashanti qui a sublimé cette culture en la portant à son plus haut degré d'expression dans ce qu'elle a de meilleur et de pire. Nous allons voir ce qu'elle offrait comme vie quotidienne aux gens, non seulement à partir de pratiques qui nous sont parvenues, mais aussi grâce aux témoignages précieux de personnes qui ont vécu dans cette Afrique traditionnelle indépendante. Nous nous appuierons sur le journal de Marie-Joseph Bonnat qui décrit sa vie en captivité chez les Ashanti et nous rapporte des propos du Prince John Owusu Ansah, deux témoins de l'époque qu'il convient de vous présenter.

Marie-Joseph Bonnat : Né en 1844 dans l'Ain, d'origine modeste, avec une mère qui a donné à ses enfants une profonde éducation catholique, Marie-Joseph Bonnat avait le goût des explorations lointaines. Très pauvre, il réussit à se faire embarquer comme cuisinier en 1866 sur un petit navire en partance pour la côte de Guinée. Le capitaine du bateau, terrassé par le climat, meurt dans le delta du Niger et son équipage, se retrouvant sans direction, se fait rapatrier. Seul Bonnat refuse de retourner en France. Il demande à être débarqué sur la Côte de l'Or, et, avec une petite pacotille qu'il avait apportée et constituait sa propriété personnelle, il entame avec les Noirs des relations commerciales.

Il a 22 ans et va alors s'enfoncer dans l'intérieur et fonder un comptoir de traite à Ho où est fixée une mission protestante. Ses affaires prospèrent tout d'abord et il se croit sur la voie de la fortune quand il se retrouve en pleine guerre lancée par le roi ashanti, Kofi Karikari, aux côtés de ses alliés Anlo contre l'Angleterre. Les troupes ashanti envahissent Ho, brûlent sa maison, massacrent ses compagnons et l'emmènent prisonnier à Kumasi. En route vers Kumasi, il a pour compagnons d'infortune trois missionnaires protestants, un couple suisse et un Prussien. Dans

la capitale ashanti, Bonnat se lie d'amitié avec le Prince Ansah, un parent du roi, avec qui il s'entretient régulièrement de tous les sujets. Bonnat, d'un naturel ouvert, curieux et généreux, finit par séduire le roi Kofi Karikari qui est plein d'affection pour le jeune Français, le comble de présents, lui donne un logement décent, des serviteurs et des terres dont il entreprend l'exploitation. Entre Bonnat et tout le peuple ashanti s'installe une incroyable relation d'amour, de respect et de confiance, à tel point que des condamnés à mort sont sauvés grâce à son intervention auprès du roi. Les femmes ashanti se bousculent pour lui offrir leur meilleur foutou, mets qu'il adore. Toutefois, Bonnat et les autres Européens restent pour Kofi Karikari des otages, de précieux instruments de pression sur l'Angleterre. Durant les cinq années de sa captivité, Bonnat va apprendre les langues et les mœurs des Ashanti.

Bonnat est libéré par Kofi Karikari quelques jours avant la prise et la destruction de Kumasi par les Britanniques en 1874. Il regagne alors la France, mais Bonnat est désormais un amoureux de l'Ashanti et de la Gold Coast dont il apprécie la richesse, la nourriture, l'expertise artistique, l'art de vivre, etc. Même s'il déplore la violence excessive de l'Ashanti, il est persuadé qu'avec l'évangélisation ce brillant peuple sera sauvé et pourra se développer. Il retourne en Gold Coast en 1875 et, entre autres activités, se met au service des Ashanti. Il explore ainsi de nombreuses villes comme Atabobo ou Salaga qu'il est le premier Européen à atteindre et dont il fixe la position exacte. Il explore aussi près de trois cents kilomètres du cours de la Volta Blanche en 1876 et devient, en 1877, directeur d'une société minière franco-anglaise.

À son retour en France en 1880, il est devenu riche et se marie. Mais il meurt en 1881, à l'âge de 37 ans, des suites d'une maladie contractée en Afrique. Son journal est une vraie mine d'or sur les mœurs de l'ancien Ashanti indépendant du XIX[e] siècle. N'ayant qu'un niveau élémentaire, Bonnat ne cesse de s'excuser de la qualité de son écriture auprès de ses futurs

lecteurs… Bonnat était un homme formidable, un amoureux de la culture akan, un modeste héros.

LE PRINCE ANSAH : Né en 1922, Owusu Ansah est le fils du septième roi de l'Ashanti, Nanan Osei Bonsu. Enfant, il est confié aux Anglais lors du traité de 1831, afin de recevoir une éducation européenne, à Cape Coast tout d'abord, puis en Angleterre en 1836. Au cours des cinq années qu'il passe en Angleterre, il est traité comme un jeune noble, reçoit une solide instruction, se convertit au protestantisme méthodiste et se fait baptiser John. Avant de quitter l'Angleterre, il a l'honneur d'être reçu par la reine Victoria qui lui dit qu'elle *« prie Dieu de le bénir afin qu'il soit une bénédiction pour son pays. »*

À son retour en 1841, il sert dans la mission wesleyenne de Kumasi où il est consacré pasteur. À partir de 1867, il est à Kumasi le représentant du Protectorat anglais établi sur la côte. Il s'adonne aussi à des activités commerciales, tant dans le pays ashanti qu'en Gold Coast. En tant que membre éduqué de la famille royale, John Owusu Ansah est le conseiller naturel de tous les rois ashanti. Tout amoureux de son pays et des siens soit-il, l'homme moderne qui connaît le monde et est modelé à l'humanisme, qui connaît aussi le pouvoir ashanti de l'intérieur, se fait beaucoup de souci à propos de la violence ordinaire de la société et des traitements inhumains réservés aux esclaves.

À sa mort en 1884, ses deux fils, John (Junior) et Albert Owusu Ansah, occupent des postes dans la fonction publique et dans le monde des affaires, et gagnent très bien leur vie. Mais, en raison de l'amour du pays que leur père leur a transmis, tous les deux, contre leurs amis blancs de la Gold Coast, se sont investis aux côtés du roi Agyeman Prempeh dans les affaires du pays ashanti menacé de perdre son indépendance. John Owusu Ansah sera nommé « Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire », chef de la mission diplomatique comprenant son frère Albert qui se rendit à Londres pour se battre afin que l'Ashanti demeure souverain.

Esclavage ordinaire

Nous avons donc avec Bonnat et le Prince Ansah, deux personnes qui aiment et connaissent très bien l'Afrique de cette deuxième moitié du XIXe siècle, autant qu'ils sont témoins des grandes idées humanistes qui ont cours en Occident et des hommes qui mènent, au nom de la dignité humaine, la lutte contre l'esclavage et la traite négrière.

La première surprise du jeune Bonnat qui vient de débarquer, en avril 1869, est sa rencontre pendant quelques jours à Toda, localité au nord d'Akatsi à l'est du fleuve Volta, avec quatre esclaves anago, Yorouba du Nigeria, utilisés comme des sentinelles avancées par les Anlo dans le conflit qui les oppose aux Anglais. Les quatre individus terrorisent tout le village, se servent à manger sans payer sur le marché et font fuir les commerçants à qui ils volent des cauris. Bonnat, qui pour les besoins de son commerce tient à connaître les hommes de la région, ne peut pas manquer d'échanger avec ces individus pittoresques, et se crée plusieurs occasions pour parler avec chacun d'eux. Ils expliquent à Bonnat que leur implication dans la guerre est motivée par une promesse de libération en cas de victoire des Anlo.

L'un d'eux, qui parle portugais, dit à Bonnat qu'il est descendu de l'arrière-pays vers la côte comme esclave et a été vendu à des Blancs, mais qu'il a eu le malheur de n'avoir jamais pu être « envoyé », c'est-à-dire expédié par quelque navire négrier. Il ajoute : *« Cela fait que je ne sais rien faire que servir les Blancs à terre et porter le hamac »*. Bonnat, dans un premier temps, est étonné d'entendre une personne regretter de n'avoir pu être enlevée par un navire négrier. L'Anago ajoute : *« Plusieurs de mes compagnons ont eu plus de chances que moi : ils sont partis et depuis sont revenus. Beaucoup d'entre eux savent travailler, et maintenant ils sont à Lagos où ils gagnent de l'argent. »*

Et il répétait : *« Moi je n'ai pas quitté l'Afrique et je ne sais que porter le hamac. »*

Bonnat apprend donc que certains esclaves reviennent des Amériques mieux formés et plus adaptés au marché local du travail. Ce qui lui sera confirmé quand il rencontrera un acteur africain de la traite négrière. Cela se passe au port de Keta, quand Bonnat est attiré par le spectacle d'un Noir un peu voûté, aux cheveux blancs, à qui les uns et les autres montrent du respect tout en répétant « *Gratias, Signor Samuel* ». Bonnat se fait alors présenter « le Signor Samuel de Lagos » par son compagnon, Médan, qui le connaît très bien. Signor Samuel parle longuement à Bonnat de tout ce qu'il fait pour « aider » ses frères. Soupçonnant probablement Bonnat d'être, comme tous les Européens, opposés à la traite négrière, il tient à faire du jeune Français un témoin de ses bonnes œuvres. Alors, il montre un Noir du nom de William King que Bonnat connaissait comme le blanchisseur des officiers anglais et dit : « *Celui-là, je l'ai vendu 1000 dollars* » ; montrant un autre : « *Celui-là 800 dollars* » ; et ainsi de suite pour plusieurs autres. « *Demandez-leur maintenant s'ils sont fâchés d'avoir été à Bahia !* »

Et tous les anciens esclaves revenus du Brésil disent à Bonnat qu'ils doivent leur bien-être au Signor Samuel. Ce dernier, se tournant vers Bonnat, ajoute : « *Maintenant, j'embarque pour Bahia chercher ma femme et mes enfants, car maintenant à Lagos je suis entouré de masses d'amis, parmi lesquels il y en a beaucoup que j'ai expédiés de Lagos comme esclaves. Maintenant, ils forment la majeure partie de la population de Lagos.* »

À côté des manifestations de gratitude, il n'est pas exclu que certaines personnes se montrent aimables avec Signor Samuel dans l'intention d'obtenir de lui la faveur d'expédier un frère ou un cousin, lui qui vit et travaille entre Lagos au Nigeria et Bahia au brésil, où il a installé sa famille. En effet, Bonnat apprend de Médan qu'environ 8000 Portugais – comme on appelle les anciens esclaves noirs de Bahia – sont de retour dans leur pays natal. La plupart d'entre eux ont des emplois et de bonnes situations. Le compagnon de Bonnat l'informe qu'un jour, il a vu passer dans les rues de Lagos une procession de dames noires, richement habillées et accompagnées de domestiques, et quand il a cherché à savoir de quoi il s'agissait auprès du Signor Samuel, celui-ci lui s'est exclamé : « *Mais c'est l'aristocratie de Bahia. Comment ! Vous ne connaissez pas ? Ces 8000 Portugais sont presque tous catholiques et aussitôt après leur établissement à Lagos, ils ont demandé et obtenu une mission catholique.* »

Signor Samuel, probablement ancien esclave lui-même au Brésil, est fier de cette communauté des Portugais de Lagos, et se rend à Bahia pour faire rentrer sa famille au pays.

Bonnat découvre, au cœur de l'Afrique, une réalité sur l'esclavage et la traite négrière qui n'a rien à voir avec l'idée qu'il pouvait s'en faire. Il est même informé par diverses sources que, dans certaines régions, les difficultés pour écouler la production d'esclaves ont accru le cannibalisme.

Pour l'instant, ce qui le préoccupe c'est son business. Son projet est de quitter la côte pour une excursion dans le nord-est de l'Ewé où il ambitionne de s'installer quand son commerce sera bien établi : « *Cette excursion, je l'aurais poussée jusque dans le nord du Dahomey que j'aurais contourné en passant d'Atakpamé sur le territoire du Yoruba. À Atakpamé, j'aurais trouvé des chevaux et des guides qui, en trois jours, m'auraient conduit à Abéokouta qui par la rivière est à deux jours de Lagos. Mais l'homme propose et Dieu dispose : ce n'était pas de ce côté-là que je devais aller. Ma route devait être bien plus longue et bien plus pénible.* »

Bonnat prisonnier des Ashanti

En effet, tous les plans de Bonnat tombent à l'eau quand, deux mois plus tard, les troupes Ashanti du front est, conduit par le général Adu Boffo, envahissent la ville de Ho où il est établi. La ville est pillée et saccagée, son commerce est détruit. Le 27 juin 1869, il est arrêté, déshabillé et enchaîné. Ses deux compagnons africains, dont Médan, sont exécutés à dix mètres

de lui. Ce qu'il ne sait pas encore, c'est que lui, en tant que Blanc, a un grand prix aux yeux du roi de l'Ashanti, Kofi Karikari, qui a donné la consigne de transférer à Kumasi tout Européen capturé. Bonnat vient d'avoir son premier contact avec la barbarie ashanti, mais il va voir bien pire encore… car commence pour lui un long voyage de deux mois, où nu et enchaîné, il traverse forêts, rivières et savanes. Dans tous les villages, il est exposé au regard des Africains qui accourent voir cette attraction du « Blanc fait prisonnier, enchaîné et nu ».

Heureusement, Bonnat rencontre quelques bonnes âmes qui arrivent à obtenir qu'on lui donne un vêtement pour couvrir sa nudité ou qui, par pitié, lui font à manger, lui ôtent des poux dans la tête, ou, voyant que ses nombreuses plaies l'empêchent de se laver correctement, lui font sa toilette. Bonnat demande à Dieu de leur rendre toutes leurs bontés ! Après deux mois de souffrances atroces, à la survie desquelles la seule explication de Bonnat est la main de Dieu, grâce à l'intercession de la Vierge Marie, il arrive à Abancro, aux portes de Kumasi le 27 août 1869.

C'est là que Bonnat rejoint un groupe de trois Européens, prisonniers comme lui : « … *Dans la galerie de gauche se trouvaient deux Européens et une dame européenne. Ils étaient assis ou couchés sur une couverture déchirée qui était étendue sur le sol de la chambre comme un tapis. L'un des hommes, à demi étendu, appuyait sa tête dans sa main droite et regardait dans le coin ; il occupait la droite de la chambre. L'autre homme était assis au milieu, tournant le dos à la cour. À sa gauche était une dame assise aussi. Au milieu était un petit plat de bois sur lequel étaient quelques plantains rôtis. Ils mangeaient. J'oubliai un instant ma position pour ne penser qu'à la leur, ils avaient l'air si malheureux. Leurs vêtements étaient usés et sales. La dame n'avait pour tout vêtement qu'une camisole et un caleçon d'homme qui avait été blanc mais qui, hélas, ne l'était plus depuis longtemps. Et sur leurs figures fatiguées se lisaient les souffrances morales les plus profondes… Je devinai immédiatement que c'était les missionnaires d'Anum et après quelques secondes d'arrêt forcé par la surprise que m'avait arraché le tableau que j'ai essayé de décrire, je m'avançai vers eux qui semblait plus surpris que moi. Je dis en Français : « Les messieurs d'Anum, je suppose ? » en leur tendant la main. Le monsieur qui tournait dos s'était retourné et me répondit « oui » et parla en Français…* »

Bonnat vient de faire la connaissance du couple Ramseyer, des Suisses, et de Kühne, un Prussien, les trois Européens avec lesquels il va passer les prochaines années en captivité dorée… Mais çà, il ne le sait pas encore.

Depuis qu'il est aux portes de Kumasi, Bonnat note que son traitement, comme celui de ses compagnons d'infortune, s'améliore rapidement. En fait, si les hommes de troupes ou les populations peuvent se montrer rudes, injurieux ou menaçants, les dirigeants du pays sont nettement plus bienveillants. Les prisonniers voient leurs conditions s'améliorer et ils reçoivent régulièrement des présents du roi, ainsi que la visite de hauts dignitaires qui viennent s'enquérir de leurs nouvelles. Il faudra tout de même attendre avril 1870, huit longs mois, pour que les Européens aient le privilège de rencontrer pour la première fois le roi du pays ashanti, Kofi Karikari, dans un déploiement de faste qui impressionne tout de suite Bonnat. Peut-être est-ce le syndrome de Stockholm, mais Bonnat est séduit par tout le protocole, la richesse des vêtements, le goût exquis dans les décorations, la sérénité que dégagent le roi et ses notables, etc. En effet, le protocole d'État ashanti est impressionnant, ne laissant absolument rien au hasard, à tel point qu'eux, les prisonniers européens, qui il y a peu de temps se demandaient s'ils n'allaient pas être décapités, ont droit à une équipe de porteurs envoyée par le roi. Avec cette cérémonie grandiose et solennelle, Kofi Karikari signifie aux Européens qu'ils sont ses hôtes de marque, sous la protection de l'État ashanti, et seront traités avec tous les égards.

Depuis leur installation aux portes de Kumasi Bonnat a entrepris d'apprendre l'anglais et l'ashanti, langues dans lesquelles

il peut maintenant converser couramment. Au rang des dignitaires du royaume qui visitent les protégés blancs du roi figure John Owusu Ansah dont Bonnat apprécie particulièrement les visites qui, non seulement lui permettent d'avoir des explications sur les mille et une choses qui l'intéressent dans ce pays, mais aussi d'avoir des informations officielles ou des confidences du roi concernant leur captivité. Elles sont aussi l'occasion d'échanges sur la violence en pays ashanti, sur l'esclavage et la traite négrière, sur l'avenir de l'Ashanti et de l'Afrique.

À propos de la violence ordinaire et de la torture en pays ashanti, quelques morceaux du journal de Bonnat nous renseignent :

Jeudi 29 septembre 1870 ; « *Dans l'après-midi, M. Ansah vient nous voir. Nous en profitons comme d'habitude pour lui demander des renseignements. Nous lui demandons pourquoi l'on voit tant de gens qui ont les oreilles ou le nez ou les lèvres coupés, et quelquefois le tout ensemble. Il nous dit que c'est la plupart du temps pour la moindre des choses, une mauvaise parole à l'égard d'un chef ou une mauvaise réponse. Nous lui disons que nous avions cru d'abord que c'était pour adultère ; mais il nous répond qu'en cas d'adultère c'est tout autre chose et que l'homme qui a commis un adultère est fait eunuque. Il nous dit aussi que si quelqu'un jure par le roi, il est puni de mort. Il en va ainsi des voleurs.* »

Dimanche 23 octobre 1870 ; « … *En ce moment-ci où j'écris, la musique et le bruit redoublent du côté de Kumasi. Je ne sais pas si à l'instant même n'ont pas lieu les sacrifices humains prévus pour aujourd'hui… Pauvres gens, et victimes et bourreaux : ils sont également à plaindre.* »

Vendredi 4 novembre 1870 ; « *Enfin dans l'après-midi nous voyons arriver M. Ansah… [le prince Ansah, parlant d'un de ses associés en affaires qui s'est montré malhonnête avec lui] mais Dieu l'a puni car il y a quelques jours j'entendis dire qu'il allait passer en jugement pour avoir frappé à mort un esclave et il fut condamné à la peine de mort. C'est lundi prochain qu'il sera torturé et décapité.*

Nous demandons quel genre de torture. Il nous répond : " Tout meurtrier, le jour où il doit être décapité, est promené tout autour de Kumasi, un couteau lui traversant les deux joues, ce qui l'empêche de crier ; on lui fait de larges incisions sur tout le corps, spécialement aux jambes, aux bras et aux épaules et finalement on le fait asseoir dans un feu ardent avant de le décapiter." Amers renseignements pour des gens prisonniers et dans les mains de ces hommes cruels ! »

Après les campagnes militaires, ce sont des centaines, voire des milliers de prisonniers qui sont parfois déportés à Kumasi, comme dans les grandes villes, abandonnés sans abri ni nourriture, livrés à eux-mêmes. Par le passé, ces prisonniers étaient convoyés vers la côte pour être livrés aux marchands européens comme esclaves. Mais depuis que les États européens ont interdit la traite négrière et que les commerçants, européens comme africains, se sont réorientés vers d'autres négoces, la machine de production d'esclaves de l'Ashanti n'a pas suivi. Le marché d'esclaves de Salaga, dans l'hinterland, ne peut pas suffire comme débouché pour l'importante production ashanti. Lors des funérailles des membres de familles nobles, c'est par dizaines que ces malheureux servent de victimes des sacrifices humains. Alors, Ansah aborde la question avec ses amis européens.

Mardi 8 novembre 1870 ; « … *Nous venons ensuite à parler des prisonniers qui arrivent. Il nous dit qu'aujourd'hui il a vu une femme qui n'avait absolument que la peau et les os (ce qui est généralement l'état des pauvres prisonniers qui arrivent). Elle ne s'était pas aperçue que l'enfant qu'elle portait dans son dos était mort.* » Et le Prince Ansah de continuer : « *Vraiment, Messieurs, ne croyez-vous pas que si ces pauvres gens étaient transportés aux Antilles ou à la Jamaïque ou dans n'importe quelle autre contrée de l'Amérique, ils seraient plus heureux ? Tandis que maintenant ils sont livrés à différentes gens pour être sans doute sacrifiés dans les "coutumes" (fêtes funèbres) de leurs parents. Les Européens croient bien faire en supprimant le transportement de ces malheureux qui pourraient par cette chance trouver un état bien meilleur, d'abord*

au point de vue purement matériel. Puis, bientôt, éclairés par les divines lumières du christianisme, ils seraient bientôt arrivés à l'état où il est vraiment nécessaire qu'ils arrivent pour recevoir la liberté, je veux dire par là assez instruits, assez civilisés pour connaître le prix de leur liberté et savoir en faire bon usage. »

Et il ajouta : « *Si les Européens voulaient réellement faire le bien, ce serait empêcher par de vigoureux efforts la guerre que se font les Nègres entre eux. Jusque-là la suppression du transportement des Nègres est et sera un mal au lieu d'une bénédiction.* »

Les grands moments de carnage ont lieu lors des funérailles du roi, d'un chef ou d'une reine-mère ou lors des nombreuses cérémonies à Bantama, le mausolée des rois ashanti :

Lundi 6 février 1871 ; « *Avant le jour, le roi est parti à Bantama et toute la matinée nous entendons les chefs qui s'y rendent avec leur monde. Voilà d'après les différents renseignements ce qui se passe : Bantama est le caveau de Saint-Denis des Ashanti, mais non pas le cimetière, car lorsque le roi meurt il est enterré sous un arbre qui est dans le palais. Il reste là un an ou plus pour donner le temps aux os d'être complètement séparés de la chair. Ce temps arrivé, le corps est désenterré et les os sont nettoyés par les princes de la famille royale qui les raclent à blanc avec un couteau. Puis tous ces os sont unis ensemble et le squelette est reformé, chaque os à sa place respective et fixé aux autres par des montures en or pur. Cela fait, on transporte le corps à Bantama où il lui a été préparé une maison à la suite de ses prédécesseurs. Dans cette maison se trouvent les principales choses qu'il a aimées pendant sa vie. Cette maison est ornée comme le palais et a toutes les choses que l'on voit au palais mais en miniature. Plusieurs individus sont placés au service de ce squelette comme si c'était une personne vivante. Tous les jours on lui offre à manger. Le trésor qu'il a amassé pendant sa vie est aussi dans cette chambre et personne n'a le droit d'y toucher, sauf le roi dans des cas extraordinaires, en cas de guerre ou pour les "royales coutumes". Mais après, il doit rapporter ce qu'il a pris. À chaque instant des victimes humaines sont sacrifiées, à cause du plus petit accident qui arrive aux maisons. Par exemple si un morceau de bois de la toiture ou bien un peu de terre rouge des bas-reliefs se détache et tombe, un homme doit être sacrifié… Tous les ans, le samedi ou le lundi qui suit le premier grand Adé (fête rituelle) de l'année, a lieu l'annuelle coutume. C'est cette coutume qui a lieu aujourd'hui. Le roi va rendre visite à ses Ancêtres et fait préparer pour chacun les mets qu'ils préféraient pendant leur vie. Pendant qu'on prépare ces mets, il envoie chercher par les exécuteurs les victimes désignées. Ils reviennent, les amenant les mains attachées derrière le dos et un couteau passé à travers les joues… Sur le soir le roi revient pour se reposer un peu et recommence pendant la nuit à courir, le roi avec sa musique et les exécuteurs, et toute personne qui est rencontrée dans les rues est prise et tuée sur le champ…* »

Ce qui est vraiment insupportable pour Bonnat, c'est finalement bien moins ces sacrifices humains à la moindre occasion que cette propension des Ashanti à abandonner les cadavres dans les rues aux vautours :

Jeudi 6 juillet 1871 ; « *Ce matin, de très bonne heure, les olifants et les cornes d'alarme annoncèrent que le roi sortait du palais et allait s'asseoir en public à Bodia-Hui pour entendre l'appel des noms des chefs et guerriers tombés pendant la guerre. Tous les capitaines, chefs et princes de Kumasi et des environs, ainsi que les représentants des chefs de provinces et des villes principales de l'Ashanti, entouraient le roi. Comme lui, ils étaient vêtus de deuil et marqués de terre rouge qui est un autre signe de deuil. L'appel fut fait par un individu qui était lui-même un personnage de haut rang du pays conquis. Lorsque les messagers eurent fini, nous en fûmes immédiatement avertis à la maison, car aussitôt nous entendîmes les pleurs, les cris et les gémissements plaintifs qui gagnèrent la ville en un instant. Dans les rues, dans les maisons, partout l'on pleurait, car partout chaque famille avait la perte de quelque membre à déplorer.*

Un instant après, nous entendîmes les olifants et les tambours de la mort continuellement en activité, dont les sons lugubres nous

annonçaient que la coutume pour les chefs décédés commençait et que les bourreaux étaient au travail, ce qui continua toute la journée et une grande partie de la nuit. On nous dit ce soir qu'il n'y a pas de rue dans la ville où l'on n'ait pas fait d'exécutions. Plusieurs centaines de têtes humaines roulent dans les rues de Kumasi. Ces victimes sont toutes de ces pauvres gens arrivés le lundi passé, gens innocents, prisonniers de guerre. Oui, prisonniers de guerre comme nous le sommes nous-mêmes !... »

Finalement, comme nous pouvons bien le comprendre à travers tous ces extraits, la dignité humaine est gravement bafouée dans cette société, et le prince Ansah avait pris soin de les prévenir dès leurs premières rencontres :

Jeudi 15 septembre 1870 ; « *Il nous raconte aussi combien peu ici pèse la vie d'un homme, quel que soit son rang, et nous dit que lui-même se sentit un certain samedi la tête pas très sûre sur ses épaules, mais que le Seigneur l'avait sauvé.* »

Nous qui lisons ces lignes près de 150 ans plus tard, nous pouvons nous poser des questions : Le Prince Ansah est-il sincère dans ces propos, ne souhaite-t-il pas la reprise de la traite négrière pour la prospérité de son pays, l'Ashanti ? N'est-il pas tout simplement en train de jouer à l'intéressant avec des petits Blancs dont il sait qu'ils n'ont aucun pouvoir ? Lui, qui est un proche parent du roi, pourquoi n'intervient-il pas auprès de ce dernier pour l'arrêt, ou tout au moins la baisse, de la production d'esclaves par les campagnes militaires ?

Pour lui, qui est un collaborateur des autorités coloniales de la Gold Coast, ne serait-il pas plus utile de soumettre ses préoccupations dans un cadre formel à l'administration coloniale, plutôt que de venir se plaindre avec des pauvres prisonniers européens sans aucun pouvoir à Kumasi ? La réalité est que, d'une part, les forces qui, en Occident, luttent contre la traite négrière et l'esclavage sont puissantes, déterminées et irrésistibles, sûrement inattaquables par un gouvernement de colonie, et d'autre part, la question de l'esclavage et de la traite négrière est une affaire d'État pour l'Ashanti, si bien que Ansah, tout prince qu'il est, prendrait de gros risques avec Kofi Karikari à jouer les humanistes indignés.

Toujours est-il que, malgré les bons rapports que Bonnat entretient avec le roi et les dignitaires du pays, cette violence – les sacrifices humains ou les mutilations – le rebute au plus haut point. Heureusement qu'avec son esprit d'entreprise il est à chaque instant occupé à quelque chose, construire une maison, fabriquer un meuble, réaliser une plantation, étudier… tout en mettant un point d'honneur à assister aux nombreuses cérémonies auxquelles le roi Kofi Karikari les invite. Concernant le malheur des prisonniers et esclaves en pays ashanti et dans toute la région, c'est l'Occident que Bonnat accuse, reprenant en cela les arguments du Prince Ansah, tout en pensant à l'Anago qui regrettait de n'avoir pas eu la chance d'être déporté par un bateau négrier.

Alors, Bonnat se lâche et clame ses idées avec force : « *Je pensais à quelque négrophile à qui les paroles de cet homme-là, exprimant simplement sa pensée, donneraient beaucoup à réfléchir, ainsi qu'aux gouvernements et aux gens qui, connaissant cela, envisageraient la question de l'émancipation de la race noire, ainsi que la suppression de l'esclavage, d'une autre manière. Et je ne doute pas qu'alors, pleins d'un louable sentiment, de vues justes et plus profitables, ils s'occuperaient de la même question, mais d'une toute autre manière ; c'est-à-dire que par graduation ils donneraient la liberté à des esclaves qu'ils auraient achetés, mais à qui ils auraient enseigné l'amour du travail et qu'ils auraient christianisés.*

Je veux parler de la suppression de la traite autorisée, telle que la fit le gouvernement français par les mains de la maison Régis qui achetait des esclaves soi-disant engagés et qui plus tard, au bout de cinq années, devaient être remis en liberté, ce qui eut lieu en effet. Ces Nègres étaient transportés dans nos possessions des Antilles et remis, pour ne pas dire vendus (mot qui répugnerait à ceux sous les yeux desquels tomberont peut-être ces lignes), à des colons pour les-

quels ils devaient travailler. Une commission avait été instituée par le gouvernement pour recevoir les plaintes de ces engagés, si par hasard ils avaient eu le malheur de tomber entre de mauvaises mains, et le mauvais maître était puni, avec injonction de traiter mieux son engagé s'il était reconnu que la plainte était fondée. À l'heure présente, je suis sûr que des milliers de ces gens-là sont devenus, par la civilisation qu'on leur a inculquée et par les lumières toutes puissantes du christianisme, des hommes libres, aimant le travail, de bons pères de famille peut-être, qui contribuent pour une grande part à la prospérité de nos colonies de la Guadeloupe et de la Martinique où ils étaient arrivés quelques années auparavant esclaves et sauvages.

J'ai entendu souvent en France des gens blâmer et salir cet acte du gouvernement, que moi-même à l'époque je ne louais pas, car je ne connaissais pas la question comme je la connais aujourd'hui, où je dis ouvertement : "Je regrette que ce grand acte de civilisation ne soit pas continué."

Alors les gouvernements, les sociétés de philanthropiques négrophiles, les sociétés anti-esclavagistes, changeant de tactique, seraient plus sûres d'arriver à leur but, et feraient énormément plus de bien qu'ils n'en font en retranchant l'esclavage dans des pays où le Nègre peut et est obligé d'apprendre l'amour du travail au service d'un maître qui, tout en le civilisant et en le christianisant, le relève de la dégradation et de l'état d'abaissement moral où il serait resté en continuant à vivre parmi ses congénères aux mœurs cruelles et sauvages. Vraiment je trouve bien simple de la part de ces gens et de ces sociétés de s'intituler du titre pompeux d'anti-esclavagistes parce qu'ils empêchent la transplantation des Noirs d'ici à l'autre côté de l'Océan. Et maintenant que l'odieux commerce a cessé, ils crient victoire, et se reposent sur leurs lauriers ? Oui, nobles philanthropes et autres du même genre, criez victoire car voilà quel est le résultat de vos hauts faits. Voyons un peu.

Croyez-vous avoir fait cesser l'esclavage par vos croisières coûteuses qui aggravent les charges de votre pays ? Non. Si vous croyez cela, vous vous trompez aveuglément. Et croyez-vous en avoir diminué le nombre ? Pas davantage. Pour cela il faudrait aller au fond des choses et empêcher la guerre que se font les Noirs entre eux. Je vois venir beaucoup de personnes qui vont certainement ouvrir la bouche et dire : "Nous vous attendions là" et, sûrs de leur argument, ils diront : "La traite des esclaves était justement le motif, et peut-être le seul, de ces guerres, car l'appât du prix d'un esclave décidait peut-être les chefs à se faire la guerre entre eux." Oh ! vous qui croyez cela, faites comme moi, venez à la côte d'Afrique, mais ne vous arrêtez pas là, pénétrez à l'intérieur et étudiez le Noir paresseux par excellence, qui ne sort de sa léthargie (pour ainsi dire) que pour la guerre, qui est son élément. C'est là où vous le connaîtrez réellement, car il mettra à nu tous ses instincts cruels et sauvages, et vous montrera une énergie à l'épreuve des plus rudes obstacles et des plus grandes fatigues, énergie dont vous l'auriez cru incapable à le voir dans son continuel farniente quand il est chez lui, où les femmes et les esclaves lui procurent tout ce dont il a besoin.

Voilà la vraie cause de la guerre : cette énergie et cette force couvant sous la cendre de l'indolence pendant la paix ne peuvent durer longtemps. C'est ce qui fait que le Noir ne s'occupe que d'une chose, la guerre, toujours la guerre, ce qui fait que pour le moindre motif la guerre éclate entre deux pays. S'ils ne peuvent pas trouver de motif avec le pays voisin, ils se font la guerre entre eux, de tribu à tribu, de village à village, de chef à chef dans le même village. Les prisonniers deviennent esclaves des vainqueurs, bien entendu.

Eh bien savez-vous, anti-esclavagistes, négrophiles et autres, soi-disant philanthropes, ce que deviennent la plupart des prisonniers ? Maintenant que la route de vos colonies leur est fermée, eh bien je vais vous le dire, moi qui le sais : vous les supposez probablement libres ? Non, il n'en est pas ainsi. Je ne vous parlerai que des pays que je connais depuis le Benin, tout le delta du Niger, particulièrement le Nun, le Bras, les deux Calabar, le Bonny, le Cameroun, etc. Vous avez sinon amené, du moins entretenu, l'anthropophagie dans

ces régions, car les prisonniers de guerre ne pouvant plus être vendus sont mangés, mangés, entendez-vous bien, et c'est de la bouche de plusieurs grands chefs de ce pays que je le tiens.

Si nous revenons depuis le Benin dans le nord-ouest de l'Afrique, nous ne trouvons plus de cannibales, mais des gens qui n'ont plus de motifs pour restreindre le nombre de victimes humaines dans leurs cruelles coutumes ou fêtes funèbres qui suivent la mort d'un membre de la famille. Je demande maintenant ouvertement : "Les Nègres qu'a transportés la maison Régis dans nos colonies, ou les pauvres victimes du cannibalisme, ou celles du fanatisme de peuplades fétichistes d'Ashanti ou du Dahomey, de qui d'entre eux, dis-je, le sort est-il préférable ?

Je dois ajouter maintenant quelques mots sur ce sujet, en faveur des Portugais qui ont mieux que tout autre compris la chose. Ils ont, au lieu de supprimer l'esclavage d'un coup, comme il a été fait en Amérique, ce qui, entre parenthèses, a amené une si grande confusion dans ce pays, les Portugais, dis-je, ont établi l'émancipation par degrés et sagement, de sorte que, lorsqu'ils libèrent un esclave, cet esclave est civilisé et connaît par conséquent la valeur de sa liberté. Il n'arrive pas chez eux ces scènes désolantes qui ont mis l'Union dans un état si critique quelques temps après qu'ils aient donné la liberté aux esclaves, liberté dont en beaucoup d'endroits ils se servent contre leurs libérateurs.

Combien j'ai vu sur la côte d'esclaves libérés, civilisés et de retour des possessions portugaises, il me serait impossible d'en dire le nombre. Eh bien, je dois dire : tous, ou presque tous, occupaient une bonne petite position, ce qui leur était facile parce qu'ils avaient appris de l'autre côté de l'Océan à se servir de leurs mains, et à aimer le travail. »

Keith Richburg, journaliste noir américain, ne croyait pas si bien dire quand il écrivit « *Dieu merci, je suis Américain !* », exprimant son infinie gratitude au « *négrier qui a transporté son ancêtre anonyme à travers l'océan, enchaîné et les pieds pris dans le fer, et à Dieu qu'il ait survécu.* » Ce journaliste noir américain, longtemps correspondant de *The Washington Post* en Asie du Sud-Est (1986-1990), en Afrique (1991-1994), à Hong Kong (1995-2000) et à Paris (2000-2010), en a eu assez d'être obligé de mentir pour couvrir les Africains en rejetant la responsabilité des misères du continent noir sur le Blanc.

En Afrique, il est témoin du génocide rwandais, d'une guerre civile en Somalie et d'une épidémie de choléra en République démocratique du Congo, expériences qui lui font toucher du doigt le peu de prix accordé à la vie humaine par les dirigeants du monde noir. Nous ne sommes pas au XIXe siècle, mais dans les années 1990. Alors, dans son livre qu'il publie en 1997, *Out of America : À Black Man Confronts Africa*, il remercie le négrier blanc qui a déporté son ancêtre et Dieu qui l'a maintenu en vie. Keith Richburg a ouvert les yeux sur la réalité africaine qu'il faut changer. Les Africains n'iront jamais tous aux Amériques ou en Europe, et il faut bien qu'à un moment donné, la grande majorité d'entre eux puisse envisager une vie décente sur ce beau et riche continent.

De toute évidence, avant même qu'il ne prenne le large à partir de sa France natale, le jeune aventurier (comme il se définit lui-même) suivait avec intérêt tous les débats qui avaient cours dans le Second Empire concernant la question coloniale et l'esclavage. La réalité du terrain l'a amené à revoir sa position d'abolitionniste de la traite négrière. Le moins qu'on puisse dire est que le sujet intéresse Bonnat et qu'il en sait des choses, pour un homme issu d'un milieu modeste et d'un niveau d'instruction élémentaire. Bonnat est un pragmatique, croyant à l'école de la vie, qui, avant de se retrouver prisonnier des Ashanti, a profité de ses pérégrinations dans la région pour apprendre à connaître les gens, à se renseigner sur les mœurs, à s'imprégner de la vie locale. Depuis un moment, il a cessé d'utiliser les aliments européens que le gouverneur de la Gold Coast se donne bien du mal à leur procurer, et ne consomme que la nourriture ashanti, qu'il adore du reste, particulièrement le foutou accompagné de la sauce gombo aux escargots séchés.

Quand Bonnat emploie les mots « civilisation, civilisé, sauvage ou barbare », il ne faut y voir aucune connotation raciale, comme on veut le faire croire aujourd'hui. Pour lui, la civilisation, patrimoine commun de l'humanité, ce sont des valeurs et des capacités scientifiques et techniques accumulées que les peuples se transmettent depuis des millénaires, accessibles à tous les peuples, et jamais définitivement acquises pour aucun :

Dimanche 8 janvier 1871 ; « *Hier au soir, nous avons eu une sérieuse discussion à laquelle nous avons tous pris part contre M. Kühne. Son opinion est que les Africains n'ont jamais inventé et n'inventeront jamais rien. Selon lui, ils en sont tout à fait incapables. M. Ansah, naturellement, était d'un avis contraire et donnait des preuves qui, selon M. Kühne, étaient insuffisantes… Pour moi un inventeur ressemble à un entrepreneur qui construit avec les matériaux qu'on lui a préparés et l'achèvement, ce qu'on appelle invention, est le fruit de plusieurs siècles et sans doute de plusieurs milliers de vies d'études.*

Aussi demandai-je à M. Kühne pourquoi les Européens n'avaient pas inventé ces belles choses mille ou quinze cents ans auparavant. Attendait-il de pareilles inventions des Africains ? (J'ai été obligé, après avoir écrit ce dernier mot, d'aller à la chapelle où le service a duré une demi-heure). Auparavant apportez la religion et la civilisation à l'Afrique et à un moment donné vous lui verrez produire les mêmes fruits qu'en Europe.

Comment un pays peut-il avancer dans l'état où nous voyons ce pays ? Mais donnez-lui les lumières du christianisme et vous verrez aussitôt commencer sa transformation. Ce temps-là doit arriver et peut-être est-il plus proche que nous le pensons. Et l'Égypte, que vous dites vous-même être le berceau des arts, des sciences et de la civilisation, dans quel état est-elle actuellement ? Elle est tombée bien bas pour céder sa place à la Grèce qui, à son tour, l'a cédée à l'Occident. Qui sait si ce n'est pas la volonté de Dieu que l'Afrique en soit l'héritière, le successeur…

Ce qui se passe en Europe [Bonnat parle de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, avec Paris assiégé et coupé du reste de la France pendant des mois], disais-je, ne serait-ce pas un avertissement du ciel, pour montrer à ceux qui se croient les plus assurés (je parle de la France) qu'ils doivent compter avec Dieu qui, en un instant, peut renverser une puissance, aussi formidable qu'elle soit. Qui en Europe se serait attendu à cela ?…

Pour mon compte, j'étais totalement opposé au langage de M. Kühne. Je crois que l'Africain est capable de faire de grandes choses aussi bien que l'Européen et je crois, en outre, que le moment n'est pas éloigné où ce pays commencera sa transformation complète. D'ailleurs, ici en Ashanti, il y a des prophéties qui annoncent un complet changement de religion, d'usages et de mœurs et, disent-ils, le temps est proche. Ce changement ne peut être que bien. Oh, si le christianisme prenait dans un beau et riche pays comme celui-là ! Combien il se répandrait rapidement dans l'intérieur, car l'Ashanti, selon moi, c'est la clef de l'Afrique. Oh j'espère, j'espère beaucoup pour elle ! »

Génie militaire et expansion territoriale des Akan

L'usage excessif de la violence est à l'origine de l'expansion géographique du monde akan, mouvement très ancien qui connaît une amplification avec la montée en puissance puis l'hégémonie de l'Ashanti.

Pendant des siècles, les Akan vont évoluer dans un espace qui se trouve bien à l'ouest de la Volta. Partis de Bono, différents groupes, à la recherche d'espace vital, vont migrer vers la côte et s'installer ici ou là, mais toujours dans les limites du Ghana actuel. Le royaume adansi constituera un moment le centre de cet espace culturel. À partir de XVIe siècle, et surtout au début du XVIIe siècle avec l'hégémonie du Denkyira et les lourds tributs à payer par les groupes soumis, commencent les migrations plus lointaines, mais qui vont se limiter dans la zone du littoral où de bonnes affaires avaient cours avec les Européens, autant vers

l'ouest, jusqu'à la Côte d'Ivoire actuelle, que vers l'est, jusqu'à l'embouchure du fleuve Volta. En Côte d'Ivoire, Nzima, Abouré, Adioukrou, Ebrié, Avikam ou Alladian sont probablement concernés par cette première vague.

Les grandes migrations, plus massives et plus lointaines, vont commencer avec la montée en puissance de la redoutable Confédération l'Ashanti.

Les Agni sont les premiers à prendre le large. Regroupés autour d'Anoh Aseman, un notable du Denkyira qui, au vu de la puissance militaire du nouvel État ashanti dans le Nord, de ses ambitions territoriales et économiques, ainsi que de sa propension à la violence, pense que les temps sont comptés pour le Denkyira, incapable de résister aux redoutables armées de l'Ashanti qui sèment la désolation partout où elles passent. Alors, Anoh Aseman prend le maquis et organise les départs à partir d'Anuanua, une espèce de camp de réfugiés dans l'Aowin, où affluent tous les groupes qui partagent sa crainte. Ces migrations vers l'ouest, vers la Côte d'Ivoire actuelle, débutent avant même que l'inévitable affrontement entre le Denkyira et son challenger ne commence. Les craintes d'Anoh Aseman se justifient quand en 1701, Osei Tutu lance la Guerre du Feyase contre le Denkyira. Le déclenchement de la guerre entraîne un exode massif de plusieurs groupes agni qui s'établiront généralement à l'est du fleuve Comoé, repoussant un peu plus vers l'ouest ceux qui les ont précédés. Ces migrations ont pu s'étaler jusqu'autour de 1710.

Les guerres menées par Opoku Ware en territoire fanti provoquent au début du XVIIIe siècle des migrations vers l'est d'une partie des populations côtières, les ancêtres des Gen (Mina) qui sont aujourd'hui au Togo et au Bénin.

Les Abron vont suivre dès 1725, quand l'Ashanti soumet Bono. Des tribus brong fuient vers l'ouest, dans la Côte d'Ivoire actuelle, et s'installent au nord des Agni, en repoussant des groupes voltaïques, Koulongo et Lobi.

Les Baoulé prendront à leur tour la route de l'ouest, à la suite de la guerre de succession au Trône d'Or qui se déclenche en 1750, à la mort du deuxième Asantehene, Opoku Ware. L'un des prétendants au trône, Dakon, est assassiné par son oncle Kusi Obodum qui accède au pouvoir. Sous la conduite d'Ablaa Poku, la sœur de Dakon, les nombreux partisans de ce dernier, menacés d'extermination par Kusi Obodum, prennent la fuite et se réfugient dans un premier temps en Aowin, d'où ils organisent une migration plus lointaine avec l'objectif d'être hors de portée de Kumasi. Cet exode massif prend de longues années à travers le royaume Aowin et finit par modifier leur langage par un abandon progressif du twi au profit d'un rapprochement de celui de leurs cousins agni. Ces derniers ayant déjà occupé les territoires jusqu'au fleuve Comoé, les fuyards doivent aller bien au-delà. Ils traversent alors la Comoé et s'installent dans le bassin du Bandama où ils repoussent les Sénoufo et les Gouro. Cette traversée donne lieu à la célèbre légende du sacrifice du fils unique d'Ablaa Poku, qui devient la reine des Baoulé avant de mourir aux environs de 1760, après avoir mis son peuple en sûreté par une installation territoriale et une rigoureuse organisation administrative et sécuritaire très centralisée.

Les groupes akan qui sont contraints à l'exil n'ont aucun mal à vaincre les peuples qu'ils croisent pour s'installer grâce à leur supériorité militaire. En effet, les Akan ont développé un génie militaire consommé qui trouvera son optimum avec les Ashanti. Les Britanniques, qui ont colonisé des peuples partout dans le monde, aux Amériques, en Asie, en Australie, dans les Caraïbes ou le Pacifique, n'ont connu nulle part une résistance militaire aussi farouche que celle de l'Ashanti pendant le XIXe siècle.

Baden-Powell, le fondateur du scoutisme, envoyé en 1895 en Gold Coast pour lever une force indigène contre la puissante armée ashanti, témoignera des techniques avant-gardistes des troupes akan. La compagnie de Baden-Powell, composée de centaines de guerriers des tribus sudistes, Krobos, Elima, Fanti,

Nzima, Denkyira, Mumford ou Adansi, doit déjouer les techniques de communication des Ashanti qui utilisent des tambours pour la signalisation sur de longues distances, et le langage complexe des tambours peut être entendu chaque nuit dans la jungle. De ses partisans autochtones du Sud, l'officier britannique reconnaîtra avoir appris comment obtenir le meilleur travail de sa force en la divisant en petits groupes, ou patrouilles, en donnant des instructions précises et en confiant la responsabilité au chef de chaque groupe à qui les autres doivent un respect absolu. Il apprend aussi comment se frayer un chemin la nuit, dans la jungle, pour découvrir secrètement les positions ennemies. Lorsque Baden-Powell entre dans Kumasi, la capitale vaincue des Ashanti, il est accueilli par un chef guerrier qui lui tend la main gauche et lui dit que l'officier ashanti, pour montrer son respect et sa confiance chevaleresque, pose le bouclier et salue en tendant la main gauche. L'explication de la poignée de main gauche est que le guerrier utilise la main gauche pour tenir le bouclier, tandis que la main droite tient la lance. Ainsi a commencé la poignée de main gauche qui est utilisée aujourd'hui par des millions de scouts partout dans le monde.

Cette science militaire, les Akan l'ont même exportée aux Caraïbes où, déportés comme esclaves, ils vont se rebeller et former des troupes pour affronter les Blancs. Ces esclaves akan étaient appelés les Coromantins (dérivé du nom du Fort Kormantine de la Gold Coast), nom anglais donné à l'origine aux Ashanti en Jamaïque et qui devint rapidement l'appellation de tous les Akan originaires de la Gold Coast. Les Coromantins venaient en fait de plusieurs groupes ethniques Akan et furent déportés de manière séparée dans les colonies européennes des Caraïbes, sur la base de leurs alliances ou non avec les Européens lorsqu'ils étaient encore en Gold Coast : les Ashanti étant opposés aux Fanti et aux Britanniques furent expédiés à la Jamaïque et à la Barbade ; Les Fanti, étant opposés aux Ashanti et aux Néerlandais furent envoyés vers les Guyanes, etc. En raison de leur tradition militariste et de leur langue akan commune,

les Coromantins organisèrent des dizaines de révoltes d'esclaves en Jamaïque et ailleurs dans les Caraïbes. Leur caractère farouche et leur nature rebelle devint si célèbre parmi les planteurs blancs au XVIIIe siècle qu'une loi fut proposée pour interdire l'importation d'Africains venant de la Gold Coast, en dépit de leur réputation de travailleurs solides. Les Ashanti eurent une énorme influence culturelle, plus que tous les autres peuples africains, à la Jamaïque, y compris chez les *Neg Marrons* jamaïcains dont la culture et la langue furent considérées comme une dérivation du twi.

Les noms de certains leaders Coromantins célèbres, comme Cudjoe, Quamin, Cuffy et Quamina, correspondent respectivement aux prénoms donnés selon le jour de naissance Kodjo, Kwame, Kofi et Kwamina. Une grande partie de la population captive naissant en Jamaïque avait aussi des noms akan selon les jours, comme le nom « Quashee », une déformation de « Kwasi », ce qui était pour les planteurs britanniques un moyen d'amadouer la majorité des Ashanti, par ce respect de leur tradition d'origine. Le mot Coromantin devint le terme jamaïcain britannique pour signifier « Noir ou esclave », tandis que les Blancs étaient appelés « Obroni », Blanc en langue twi, par les Africains captifs.

Pour une époque où, étant donné la puissance de l'Ashanti, tout esclave ashanti n'avait pu être vendu que par les siens, Bob Marley, Peter Tosh, U Roy, Jimmy Cliff, Marlene Ottey, Usain Bolt, Shelly-Ann Fraser-Pryce et toutes les autres célébrités de la Jamaïque sont probablement issus des livraisons de Kumasi aux marchands européens. Aujourd'hui, ce que nous attendons de nos frères de la diaspora issue de la traite négrière, c'est l'attitude de Joseph : Sachant qu'il a été vendu par ses propres frères, les enfants d'Israël, Joseph n'en a jamais voulu ni aux marchands madianites qui l'ont acheté, ni aux Égyptiens qui l'ont racheté à leur service. Sans amertume, il eut alors la positivité nécessaire pour réussir là où le destin l'avait conduit, malgré toutes sortes d'injustices comme son emprisonnement à la suite du mensonge de la femme frivole de son maître Putifar. Joseph connut une

ascension sociale exceptionnelle, jusqu'au sommet de l'État pharaonique.

Quand, plus tard, poussés par la famine, ses frères viennent en Égypte pour s'approvisionner en vivres, Joseph, qu'ils ne peuvent plus reconnaître tellement l'écart social entre eux est abyssal, leur dit : « *Je suis Joseph, votre frère, c'est moi que vous avez vendu aux Egyptiens. Maintenant, n'en soyez pas tristes, n'ayez pas de regrets de m'avoir vendu, car Dieu m'a envoyé ici en avant de vous pour vous sauver la vie… Ainsi, ce n'est pas vous qui m'avez envoyé ici, mais c'est Dieu lui-même.* » Faute de cette sagesse dans notre attitude générale, la diaspora noire est aujourd'hui une opportunité gaspillée pour l'Afrique ! Nous y reviendrons.

Le génie militaire exceptionnel du peuple akan vient en appui de la thèse de Robert Graves sur son origine. En matière de civilisation, la génération spontanée de l'exceptionnel est plutôt rare ! C'est à travers les échanges avec les autres peuples que tous les groupes humains acquièrent valeurs morales et spirituelles, compétences artistiques, scientifiques, techniques et administratives, ou tout autre trait essentiel à la vie d'une société, charge à eux de l'adapter ou de l'améliorer pour leurs besoins. Il serait surprenant que les Akan aient inventé tous seuls, ex nihilo, dans la brousse du Golfe de Guinée où les Européens les ont trouvés au XVe siècle, cette science militaire et administrative qui faisait la différence. À mon avis, ils ont acquis ces traits exceptionnels depuis plus de mille ans, dans les échanges avec les autres peuples qu'ils croisaient dans leur bassin de naissance de Tombouctou, d'où ils créèrent, à partir du royaume d'Ouagadou, l'empire du Ghana, le premier grand empire de la boucle du Niger, en Afrique occidentale. C'est après avoir été vaincus, à la fin du XIe siècle, par les Almoravides, des conquérants berbères qui avaient une puissance de feu supérieure, qu'ils prirent la fuite vers le sud. Décidément, le peuple akan est un peuple de braves fuyards !

En plus des capacités militaires et administratives, les Akan ont développé des compétences remarquables en matière d'économie publique (tout-puissants qu'ils étaient, les rois akan ne pouvaient pas se permettre de puiser dans les deniers publics comme le font la majorité des chefs d'États africains aujourd'hui ; bien au contraire, ils avaient le devoir d'accroître le trésor public), d'industrie minière, particulièrement de l'or, des métiers du tissage (pagnes kita), d'artisanat d'art (bijouterie, sculpture sur bois, maroquinerie, etc.) qui attestent d'une civilisation mature. Ce sont aussi de grands commerçants qui maîtrisent l'art de la négociation et ont le sens de la parole donnée, ce qui facilita la conclusion de contrats avec les marchands européens dès le XVe siècle. Les Français, qui entrent en contact avec les Agni dès le XVe siècle à Assini, sont tellement impressionnés par ce groupe akan que, jusque dans les années 1940, ils les présenteront ainsi dans le dictionnaire Larousse : « *AGNIS, race de noirs de la Côte d'Ivoire ; une des plus intelligentes de l'Afrique.* »

Civilisation, violence et barbarie

Au-delà de la nécessité politicienne communiste d'idéaliser l'Afrique antérieure à son contact avec les Européens, reconnaître ou évoquer la barbarie des anciennes sociétés africaines seraient, pour beaucoup de Noirs, une validation de l'image de sauvages que les autres veulent nous coller. Il y a donc une entreprise de dissimulation de ce passé, faite de négation, d'inventions historiques farfelues, ou même de refus d'étudier ce passé comme l'autruche qui enfouit sa tête dans le sable pour ne pas savoir. Reconnaître leur passé barbare, pour une majorité de Noirs, serait la reconnaissance d'une civilisation inférieure. Quel complexe injustifié ! Quelle grave erreur !

Il suffit de s'intéresser à l'histoire des autres peuples, l'histoire qu'ils ont écrite eux-mêmes, pour constater qu'ils ne cachent pas dans leurs chroniques, leurs pages sombres, leurs mauvaises

pratiques, les inconduites ou les barbaries de leurs élites. Cette sanction de l'histoire est un acte d'éducation pour les générations suivantes, et ainsi, de génération en génération, le peuple se donne les repères qui lui permettent d'améliorer ses mœurs et ses pratiques sociales. Pour peu qu'on veuille ouvrir les yeux, les exemples foisonnent.

Les Juifs ne cachent pas que David, leur plus grand roi, fait assassiner un homme pour prendre sa femme. Ni que Jéroboam, le chef rebelle qui cause la division de la nation en 931 av. J.-C., engage Israël dans l'idolâtrie, l'instabilité politique et le malheur pour le peuple. Ni qu'Athalie, à la mort de son fils Okozias, fait assassiner ses propres petits-enfants pour usurper le pouvoir en Juda. Ni que le roi Akaz était un coutumier des sacrifices humains, un sanguinaire qui a sacrifié son propre fils par le feu. La lutte pour le pouvoir suprême était plus sanguinaire en Israël que dans l'Ashanti : Nadab, fils de Jéroboam, roi d'Israël, est tué par Bacha qui massacre toute la descendance de Jéroboam et prend le pouvoir.

Après le long règne de Bacha, son fils Ela, à peine assis sur le trône, est victime d'un coup d'État de Zimri qui le tue et extermine toute la maison de son père. Zimri, rejeté par le peuple qui voulait le destituer, finit par se suicider en mettant le feu à son palais dans lequel il s'était enfermé. Une lutte s'engage alors entre deux prétendants au trône, Tibni et Omri. Ce dernier, le chef de l'armée, tue son rival Tibni et prend le pouvoir. Après le règne d'Omri, son fils Akab lui succède. Akab est célèbre pour avoir épousé Jézabel, femme cruelle et adoratrice de Baal, dont les menaces contre le prophète Elie ont contraint l'homme de Dieu à la fuite. Après le règne de vingt-deux ans d'Akab, ses deux enfants, Okozias et Joram, se succèdent sur le trône avant que la dynastie d'Akab ne soit massacrée par Jehu qui tue Joram et sa mère Jésabel. La dynastie de Jehu est la plus durable en Israël avec des successions de père en fils de Jéhu à Yoacaz, de Yoacaz à Joas, de Joas à Jéroboam II, et de ce dernier à Zacharie. Mais

en 743 av. J.-C., Challoum assassine Zacharie et prend le pouvoir. Son règne ne dure pas plus d'un mois avant qu'il ne soit à son tour assassiné par Ménahem, le nouvel homme fort d'Israël. À la mort de Menahem, son fils Pékahya lui succède avant de succomber au bout deux ans au complot de son écuyer Pékah. Ce dernier, après vingt ans de règne, est finalement assassiné par Osée, le dernier roi d'Israël. Avec Osée, un grand malheur frappe Israël alors envahi par l'Assyrie. Le roi Osée est enchaîné et emprisonné par Salmanazar, roi d'Assyrie, qui prend Samarie, la capitale d'Israël, en 725 av. J.-C.

Rome la brillante, dont l'Europe se réclame avec fierté, était une société barbare et violente comme l'atteste l'éloquent florilège de Chateaubriand : « *Le premier Brutus égorge ses fils, et le second assassine son père… Marius verse à volonté le sang des nobles, et Sylla, celui du peuple… Auguste ordonne au père et au fils de s'entretuer, et le père et le fils s'entretuent… Plautien, ministre de Sévère, en mariant sa fille au fils aîné de l'empereur, fit mutiler cent Romains libres, dont quelques-uns étaient mariés et pères de famille, afin que sa fille eût à sa suite des eunuques dignes d'une reine d'Orient… À cette lâcheté de caractère joignez une épouvantable corruption des mœurs. Le grave Caton vient assister aux corruptions des jeux de Flore. Sa femme Marcia étant enceinte, il la cède à Hortensius ; quelques temps après Hortensius meurt, et ayant laissé Marcia héritière de tous ses biens, Caton la reprend, au préjudice du fils d'Hortensius… Pour le repas de Tigellin, sur l'étang d'Agrippa, on avait bâti des maisons au bord du lac, où les plus illustres Romaines étaient placées vis-à-vis de courtisanes toutes nues.*

À l'entrée de la nuit tout fut illuminé, afin que les débauches eussent un sens de plus et un voile de moins… La mort faisait une partie essentielle de ces divertissements antiques. Elle était là pour contraste et pour rehaussement des plaisirs de la vie. Afin d'égayer les repas, on faisait venir des gladiateurs, avec des courtisanes et des joueurs de flûte. En sortant des bras d'un infâme, on allait voir une bête féroce boire du sang humain : De la vue d'une prostitution, on

passait au spectacle des convulsions d'un homme expirant... Quand un malheureux périssait dans l'arène, déchiré par une panthère ou percé par les bois d'un cerf, certains malades couraient se baigner dans son sang, et le recevoir sur leurs lèvres avides... Titus, pour célébrer la fête de son père Vespasien, donna trois mille Juifs à dévorer aux bêtes... C'était une chose assez ordinaire qu'on égorgeât cinq mille, six mille, dix mille personnes de tout rang, de tout sexe et de tout âge, sur un soupçon de l'empereur... On voit sous Claude dix-neuf mille hommes s'égorger sur le lac Fucin, pour l'amusement de la populace romaine : avant d'en venir aux mains, les combattants saluèrent l'empereur : "César, ceux qui vont mourir te saluent !" C'est l'extinction absolue du sens moral qui donnait aux Romains cette facilité de mourir qu'on a si follement admiré. Les suicides sont toujours communs chez les peuples corrompus. »

La France et sa puissante monarchie s'est aussi illustrée dans la barbarie au cours des siècles. Après la mort de son premier roi, Clovis, ses quatre fils se partagent le royaume. Quand l'un d'entre eux, Clodomir, est tué en guerre, deux de ses frères, Childebert et Clotaire, égorgent ses enfants pour s'emparer de leur héritage. Le seul survivant de ce massacre, Clodoald, se réfugie dans un monastère près de Paris qui deviendra la ville de Saint-Cloud, dans les Hauts-de-Seine. Charlemagne, après la mort suspecte de son frère Carloman en 771 qui fait de lui l'unique roi de France, fait cloîtrer ses neveux, dont la vie est menacée. Charlemagne veut être le seul héritier légitime du trône.

Finalement, la veuve de Carloman fuit chez les Lombards avec ses enfants pour les mettre à l'abri de l'oncle sanguinaire. Mais, après sa victoire sur les Lombards, Charlemagne fait arrêter les deux enfants de son frère dont personne n'aura plus jamais de nouvelles jusqu'à ce jour. Les révolutionnaires français, pour sauver la République, font couler le sang comme jamais dans leur pays. Des massacres de dizaines de milliers de personnes ont lieu à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, et particulièrement en Vendée, région dévastée par la folie révolutionnaire.

À Paris, la décapitation des condamnés de la révolution est devenue un spectacle grand public. Comme l'écrit Claude Ribbe : « *On respire mieux, depuis que la guillotine a été déplacée place du Trône renversé, au bout de la rue du Faubourg-Saint-Antoine. On a bien été obligé : les habitants de la rue Saint-Honoré se sont plaints, non seulement à cause de la monotonie du spectacle mais aussi de l'odeur pestilentielle dégagée par ces centaines de litres de sang qui macèrent dans le tonneau installé sous l'échafaud et qu'on n'a même pas le temps de vider tous les soirs. Le bourreau Charles Sanson, qui a commencé à rouer, à pendre, à décoller, à tenailler, à écarteler, sous Louis XVI, est débordé. Il a beau recruter des assistants, il lui est difficile de faire face à cette affluence de condamnés à mort.*

Place du Trône renversé, Sanson est tout de même plus à l'aise pour travailler et peut augmenter la cadence : du 14 juin au 27 juillet 1794, en six semaines, il a raccourci mille trois cent six patients. Il est surtout très fier du mardi 17 juin, jour de tous les records, où il est parvenu à faire tomber cinquante-quatre têtes en vingt-quatre minutes. »

Finalement, comme s'ils étaient atteints de folie, les responsables de cette terreur rouge vont finir par s'entretuer, et c'est ainsi que Danton, Robespierre, Saint-Just et bien d'autres vont se succéder sous le rasoir national.

Nous pouvons compléter la liste des barbaries françaises par la guerre civile qui met fin au siège de Paris par les Prussiens à partir du 18 septembre 1870. Lorsque le 18 mars 1871, l'Assemblée nationale ordonne de désarmer Paris, le peuple se soulève. Un commune de Paris est élue et prend la tête politique de la rébellion armée contre le pouvoir d'Adolphe Thiers qui, après le traité de paix du 10 mai, négocie avec Bismarck le départ des troupes étrangères et doit donner des gages à l'exigeant occupant sur le respect des accords. Le 21 mai, les troupes versaillaises fidèles à Adolphe Thiers pénètrent dans l'ouest parisien. Durant la Semaine sanglante, du 21 au 28 mai, elles reconquièrent, barricade par

barricade, chaque quartier, exécutant près de 30 000 Communards. Thiers fera opérer 40 000 arrestations et déporter 7 500 rescapés du massacre.

Ces quelques faits tirés de l'histoire des Juifs, de Rome et de la France suffisent largement pour dire aux Noirs que la barbarie est partagée par tous les peuples dans leur histoire. La reine-mère de l'Ashanti Yaa Kyaa n'était pas plus violente qu'Athalie, l'usurpatrice sanguinaire du trône de Juda. Les successions au trône en Israël étaient plus mortelles que celles du pays ashanti. À côté de la dévalorisation de l'humain à Rome, la Rome civilisée, le Kumasi de Kofi Karikari peut passer pour un paradis de douceur de vivre. Si la sauvagerie devait se mesurer en litres de sang versés en une journée, les révolutionnaires français détiendraient le record Guinness. Les dynasties mérovingiennes, carolingiennes et capétiennes ont toutes été responsables d'actes de barbarie épouvantables.

Qui, aujourd'hui, traite les Juifs de sauvages ? Combien de pays au monde peuvent revendiquer le prestige historique de la France ? Charlemagne, le grand défenseur de l'Église, celui qui a créé l'école, n'est-il pas respecté bien au-delà de l'Allemagne et de la France, dans le monde entier ? Tous les Occidentaux ne sont-ils pas fiers de cette Rome ? La force de tous ces peuples vient de ce qu'ils assument leur histoire, toute leur histoire, ses traits de lumières comme ses zones d'ombre. Ils l'écrivent, l'enseignent à leur enfants, en tirent des leçons pour orienter leur conduite d'aujourd'hui.

Alors, pourquoi les Noirs croient-ils devoir cacher leurs tares et barbaries du passé pour mériter plus de considération aujourd'hui ? Nous ne devons pas avoir peur de dire d'où nous venons. Tant qu'un mal n'est pas reconnu pour être traité, il persiste. Si l'esclavage existe toujours en Afrique, c'est parce que les Africains refusent de reconnaître qu'il a toujours existé. Déformés par les mensonges du gauchisme occidental, les Noirs

préfèrent accuser les autres ! Nos tares d'aujourd'hui sont celles du passé que nous cachons, car *« ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre»*, comme le dit George Santayana. Sortons des mencomafnoire40 qui font croire que ce sont les Européens qui ont apporté la violence en Afrique noire. Arrêtons le massacre, apprenons notre histoire, assumons-la et transmettons-là à nos enfants !

Leçons à tirer de l'histoire des Akan : J'accuse !

Avec la formidable campagne abolitionniste du XVIIIe siècle, entre autres par cette histoire extraordinaire d'Olaudah Equiano (1745-1797) – *Igbo du Biafra dans l'actuel Nigeria, qui fut enlevé à onze ans, vendu comme esclave et transféré à la Barbade. Il y fut acquis par un officier britannique qu'il accompagna en Virginie puis en Angleterre. Affranchi au bout de dix ans, c'est un homme très actif, barbier et marin, qui s'engage dans le combat abolitionniste et publie l'histoire de sa vie en 1789. Dans ce best-seller,* The Interesting Narrative of the life of Olaudah Equiano, or Gustavus Vassa the African, written by himself, *il raconte son enlèvement par une tribu adverse pour être vendu* – l'opinion en Europe fut acquise au fait qu'abolir la traite négrière conduirait à la fin des guerres entre Africains pour produire des esclaves à vendre aux marchands européens.

Marie-Joseph Bonnat enrage de découvrir sur le terrain que la réalité est tout autre et en veut aux abolitionnistes qui, de Londres ou de Paris, prennent des positions sans savoir de quoi ils parlent. Mais, pauvre Bonnat, sa voix, du fin fond de sa prison de Kumasi, compte trop peu pour avoir une quelconque incidence sur le cours des choses. Surtout, face au puissant lobby abolitionniste qui était parvenu à gagner définitivement, depuis bientôt un siècle, la baille de l'opinion en Europe. En tout état de cause, c'était mieux ainsi, car on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs.

Ce qu'il y a à retenir, c'est que la machine africaine de production d'esclaves pour l'export a commencé des siècles avant la traite atlantique et lui a survécu près d'un siècle après l'abolition occidentale. D'ailleurs, c'est grâce au combat des Européens sur le continent noir, particulièrement avec le début de l'entreprise coloniale à la fin du XIXe siècle, que les Africains seront contraints d'abandonner – ou tout au moins éprouver de la honte ou de la peur qui poussent à cacher – cette pratique de l'esclavage et de la traite humaine.

Comme nous l'avons vu, la peuple akan, malgré une civilisation brillante à bien des égards, n'accordait pas grand prix à la vie humaine. *« La tête d'un homme, quel que soit son rang, pouvait tomber pour un rien »*, reconnaît le prince Ansah. Cette époque qui peut paraître lointaine pour la jeunesse africaine des années 2000, était contemporaine des personnages comme Houphouët-Boigny et Nkrumah. Par exemple, Houphouët aimait répéter qu'à onze ans, le jour de son baptême chrétien, il a juré de ne jamais verser du sang humain. Résolution bizarre pour un gamin de cet âge ! C'est parce que Houphouët, Baoulé issu d'une famille noble, a assisté dès son bas âge à des sacrifices humains. Nkrumah, qui est né en 1909, seulement treize ans après la prise de Kumasi par les Britanniques et leurs alliés africains, a certainement des proches parents nzima qui ont participé à cette expédition militaire contre les Ashanti.

L'enfant Nkrumah a entendu parler de cette époque de guerres incessantes provoquées par l'Ashanti. Nkrumah est censé savoir que tous les peuples du Sud ont apporté leur soutien aux Britanniques, en vue de l'instauration d'un climat de paix, de prospérité et de progrès pour tous, Britanniques et Africains. Nkrumah, qui a fréquenté une école primaire dirigée par une mission catholique à Half-Assini, est censé savoir qu'il est d'une génération qui a bénéficié du climat de paix et de l'instruction que la colonisation britannique a permis. Nkrumah, élève très brillant, précoce, enseignant dès l'âge de seize ans, est donc un homme réfléchi quand, âgé de quinze ans, il est témoin du retour d'Angyeman Prempeh, après 28 ans d'exil, des Seychelles. Nul doute qu'à l'occasion de ce retour, les conversations dans toute la Gold Coast, y compris autour de Nkrumah, ont porté sur cette époque heureusement révolue de la violence ashanti qui empoisonnait la vie en Gold Coast.

Le gouvernement britannique a même dû rassurer beaucoup de chefs ashanti qui étaient réservés sur ce retour de l'Asantehene, par peur de retomber dans la barbarie si les vieux démons étaient réveillés. Pour les ressortissants du Sud, comme Nkrumah, ce retour rappelait de très mauvais souvenirs. Si les Britanniques permettent le retour de Prempeh, c'est parce qu'ils savent que le retour en arrière n'est plus possible, car toutes les populations apprécient les biens publics qu'ils découvrent, routes carrossables, chemins de fer, mise en place de la filière du cacao, développement de l'exploitation minière, hôpitaux, écoles, ponts, plans d'urbanisation des villes, bâtiments publics imposants, maisons en dur, etc. Toutes les populations africaines, y compris les Ashanti, soutiennent le gouvernement britannique de la Gold Coast.

On reprochera au colonisateur le travail forcé. Oui, il y eut du travail forcé ! Mais on peut tout de même concéder au colonisateur qu'il n'aggrava pas la situation des gens en les sortant de l'esclavage, où leur vie ne valait pas plus que celle d'un bœuf de labour ou d'un mouton de sacrifice, pour les convertir en travailleurs forcés. Et ces travailleurs forcés, pour qui construisaient-ils routes, ponts, bâtiments administratifs, hôpitaux ou écoles ? En 1960, le Blanc a-t-il emporté en même temps que son drapeau tous ces biens publics ? Le travail forcé permettait aux administrateurs coloniaux de faire des réalisations au moindre coût, car administrer une colonie, surtout la démarrer, demandait d'importantes ressources. C'était « l'accumulation primitive du capital », comme dirait Marx !

Alors, que des Européens, communistes ou non, débarquent en Afrique noire dans les décennies 1930 et 1940 et soient

choqués par le travail forcé qu'ils découvrent est normal, et c'est à leur honneur. Mais les Africains de la génération des Houphouët-Boigny et Kwame Nkrumah étaient censés savoir que les conditions de ces travailleurs forcés étaient bien plus enviables que celles des esclaves qui n'avaient aucun droit et que les Noirs pouvaient utiliser pour des sacrifices rituels ou laisser mourir de faim seulement dix ans auparavant. En tant qu'Akan, ils sont coutumiers de ces pratiques barbares de leur temps. Seulement, devenus communistes, Houphouët et Nkrumah devaient dire et faire croire à la terre entière que ce sont les Blancs qui ont initié la maltraitance en Afrique. Malhonnête !

Oui, malhonnête. Pourquoi ce Nkrumah-là, moins de dix ans après avoir quitté son pays, peut-il traiter les Britanniques d'exploiteurs impérialistes qui maintiennent les Noirs dans la servitude et la maltraitance ? A-t-il oublié Alexander Garden Fraser, cet éminent spécialiste de l'éducation qui sacrifia sa vie à la formation des professeurs en Afrique noire, et qui, le premier, donna sa chance à Nkrumah en lui obtenant une bourse d'étude à Achimota ? Ou a-t-il oublié qu'A. G. Fraser est un Britannique ? A-t-il complètement effacé de sa mémoire tout ce qu'il sait de la présence britannique en Gold Coast ? A-t-il complètement oublié tout ce qu'il ne peut pas ne pas avoir su sur les décennies qui ont précédé sa naissance ? A-t-il oublié que sans deux dispositions capitales imposées par les Britanniques, à savoir l'interdiction de la traite négrière atlantique et la protection des populations du Sud contre la puissance de l'Ashanti, lui Nkrumah et les siens se seraient probablement retrouvés depuis des décennies soit dans la Côte d'Ivoire actuelle, soit dans les Caraïbes ? Comment peut-on oublier à ce point sa propre histoire ? Comment peut-on, à ce point, piétiner son propre passé ?

Non, Nkrhumah ne peut pas avoir oublié. Seulement, il est devenu un brillant intellectuel communiste. Et à ce titre, l'Occident est devenu le mal absolu. Il a subi un lavage de cerveau qui déforme la perception de la réalité. Dans les années 1940, les

principaux leaders intellectuels et politiques du monde noir, Nkrumah, Kenyatta, Houphouët, Senghor, Césaire, Um Nyobé ou Fanon, sont tous communistes, fruit de l'activisme soviétique dans les possessions territoriales occidentales, à travers les partis communistes européens d'une part, et d'autre part de l'aveuglement face à Moscou de l'élite intellectuelle européenne. Ces leaders ont fait dériver la légitime lutte pour l'émancipation des peuples noirs vers un combat idéologique et stratégique entre grandes puissances.

Que le monde noir ait voulu se débarrasser de la tutelle européenne est normal, car c'était dans l'air du temps. Mais était-il nécessaire pour cela de nier les apports du contact avec le Blanc ? Était-il nécessaire de salir les partenaires britanniques, français ou autres, avec qui nous faisions un bout de chemin ensemble dans la grand histoire de l'humanité ?

Chapitre 4
Colonisation, décolonisation et néocolonialisme

Colonisation

Avant d'aborder la colonisation de l'Afrique par l'Europe, parlons un peu de colonisation. C'est quoi la colonisation, et quel est son rôle dans la dynamique de la grande histoire de l'humanité ?

Depuis la nuit des temps, les nations puissantes ont souvent nourri une ambition impériale ; et quand leurs capacités militaires le permettaient, elles n'ont pas hésité à prendre possession de terres supplémentaires pour accroître leur puissance, leur espace vital, leur sûreté, voire même simplement leur prestige. Cette prise de contrôle de territoires étrangers se fait généralement par la violence, mais il n'est pas exclu qu'elle se fasse dans la douceur, quand des peuples se soumettent d'eux-mêmes à un hégémon ou lui demandent protection dans un environnement dangereux. Quand le territoire pris sous contrôle est voisin ou proche, on parle d'annexion, mais quand il est lointain on parle de colonisation, avec toujours la nation dominante qui exerce le monopole de la violence légale.

En résumé, pour un État, coloniser c'est prendre possession d'un territoire et l'administrer avec des objectifs économiques ou sécuritaires. Dans sa politique d'exploitation d'une colonie, l'État colonisateur prend toujours le contrôle de l'administration du

territoire et peut, soit se limiter à encadrer les populations locales dans la sécurisation du territoire et la production des richesses, on parle alors de colonie d'encadrement, soit peupler le territoire en y envoyant ses propres ressortissants en vue d'un établissement durable, on parle alors de colonie de peuplement.

Le phénomène de la colonisation a toujours mis en relation des populations soumises et une nation dominante, tout en créant des échanges qui influencent les uns et les autres, c'est-à-dire les dominants comme les dominés. La colonisation a ainsi apporté une contribution essentielle au cours des millénaires à l'universalité de la Grande Civilisation Humaine. Si aujourd'hui l'ensemble de l'humanité est heureuse de profiter de faits de civilisation comme l'agriculture, l'élevage, l'écriture, l'alphabet, la roue, la voile, la poudre à canon, le travail des métaux, la philosophie, les mathématiques, la comptabilité, la machine à vapeur ou l'électricité, il ne faut pas oublier que c'est par le biais de la colonisation qu'ils se sont souvent transmis de peuple en peuple.

La colonisation vraiment lointaine apparaît très tôt, plus de mille ans avant J.-C., comme une mode de gouvernance, d'accroissement des richesses et de sécurisation de l'espace vital. Les premiers grands colonisateurs de l'humanité sont les Phéniciens, les ancêtres des Libanais, de grands commerçants qui, à partir de leurs puissants ports, Tyr ou Byblos, installaient des colonies en Méditerranée. Ils vont occuper le sud de la Chypre voisine, l'Afrique du nord à partir de la Lybie jusqu'au Maroc actuel, l'ouest de la Sicile, le sud de la Sardaigne, tout le littoral sud de la péninsule ibérique allant de la Méditerranée à l'Atlantique avec au passage le contrôle des Colonnes d'Hercule (aujourd'hui détroit de Gibraltar).

Carthage en Tunisie, Ibiza en Espagne ou Malte sont parmi les plus célèbres des dizaines d'établissements qui forment les colonies phéniciennes. Ce sont ces brillants négociants qui, pour les besoins de leurs activités, vont simplifier l'écriture en inventant l'alphabet.

Les Grecs vont emboîter le pas aux Phéniciens en colonisant le pourtour de la Mer Noire, la rive nord de la Méditerranée, le sud de l'Anatolie (Turquie actuelle), le sud de la péninsule italienne, l'est de la Sicile, l'est de la Corse et le sud de la Gaule, où la ville grecque de Phocée crée Massalia, qui est devenue Marseille, la cité phocéenne. Même le littoral oriental de la Libye actuelle aura droit à ses colonies grecques.

Avec les Phéniciens et les Grecs, on peut parler de colonisation douce, certes avec la force pour arracher des territoires, mais dans un mouvement progressif, au fur et à mesure des nécessités économiques d'expansion de l'espace vital. En revanche, avec les Perses, l'Iran d'aujourd'hui, la donne change à partir du VI[e] s. av. J.-C. et fait découvrir à l'humanité l'impérialisme agressif que permet une nette supériorité militaire. En effet, la Perse va innover dans l'utilisation du cheval en montant dessus, au lieu de ne l'utiliser que pour tirer de lourds chars comme auparavant, ce qui donne la possibilité à l'animal de parcourir de grandes distances. La Perse fait de la cavalerie une formidable arme militaire qui lui permet de tenter la première mondialisation par la conquête de colonies lointaines. La Chaldée, la Palestine, l'Égypte ou l'Anatolie seront colonisées et transformées en provinces perses. Il fallut l'union des cités grecques pour vaincre définitivement la plus grande puissance mondiale de l'époque en 479 av. J.-C.

Le monde grec, qui a eu le temps d'apprendre à monter à cheval, prend sa revanche avec Alexandre qui réalise la première mondialisation de l'histoire de l'humanité. Le Macédonien conquiert en dix ans l'Anatolie, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, la Mésopotamie, la Babylonie, la Perse et le nord-est de l'Inde (aujourd'hui le Pakistan).

N'eût été l'opposition de ses généraux, probablement pressés d'arrêter cette longue campagne pour jouir enfin de tant d'acquis, le grand conquérant aurait lancé l'assaut contre la Chine. Finalement, Alexandre revient à Babylone (aujourd'hui près de

Bagdad, en Irak), où il avait l'ambition d'établir sa capitale, la capitale du monde. Mais affaibli par l'alcoolisme, il meurt de paludisme en 323 av. J.C., à trente-trois ans.

Rome, qui a été civilisée par la Grèce, prend le relais et crée un empire colonial exceptionnel qui restera dans l'histoire de l'humanité comme le plus abouti. Après avoir vaincu et détruit Carthage, sa rivale africaine, Rome s'impose pendant cinq siècles comme la plus grande puissance du monde. Au siècle qui a vu vivre Jésus-Christ et ses apôtres, Rome était suffisamment brillante et compétente pour gérer, dans un climat général de paix, un territoire qui allait de l'Ecosse à l'Arabie, de la Crimée à l'Afrique du Nord, et incluait : l'Angleterre, la France, le Portugal, l'Italie (bien-sûr !), la Bosnie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël (la Palestine), la Jordanie, le nord de l'Irak, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et, bien entendu, toutes les îles de la Méditerranée. Pour la seule fois dans l'histoire de l'humanité, la Méditerranée, centre du monde, est dominée par un seul État qui en a fait une mer intérieure. Comment les anciens paysans de la cité étrusque ont-ils pu réaliser cet exploit ?

La perfection romaine

Pour administrer un territoire aussi vaste, avec des peuples aussi différents, et pendant si longtemps, Rome a dû inventer une véritable science de la colonisation essentiellement basée sur le pragmatisme, sur quelques orientations simples et précises.

D'abord, pouvoir instaurer la paix et le respect de la loi : coloniser un territoire coûtant cher en frais de conquête et d'administration, les Romains ne font la conquête d'un territoire que s'ils sont sûrs de pouvoir le rentabiliser économiquement et le sécuriser loi ! Ils ne se lancent donc jamais, comme le faisaient les Perses ou le Macédonien Alexandre, dans de fulgurantes et lointaines conquêtes qui sont difficilement convertibles en possessions pacifiées stables, mais se limitent plutôt à l'espace gérable, possédant généralement une frontière naturelle, comme un cours d'eau ou une chaîne de montagnes. Au besoin, Rome bâtit des limes qui sont des lignes de fortification bordant ses frontières. Ainsi, Rome ne s'empare que du sud de la Germanie, et évacue volontairement l'Écosse, trop pluvieuse pour elle, pour ne conserver que l'Angleterre. En Gold Coast, nous avons vu qu'après sept ans de présence, les Britanniques ont dû abandonner la colonie en 1828, car avec la décapitation du gouverneur MacCarthy et les attaques répétées des Ashanti, ils ne parvenaient pas à imposer la paix. Ce n'est qu'en 1843 que le gouvernement britannique revient, après que des traités ont été signés avec les États africains locaux, avec une juridiction informelle qui préside aux relations entre Européens et Africains. Les Britanniques, en revenant, se sont donné les moyens de garantir la paix et faire respecter la loi.

Ensuite, faire participer les indigènes au gouvernement : Rome était impérialiste, mais pas raciste. Rome, qui sait qu'une certaine adhésion des gouvernés est nécessaire au gouvernement d'une colonie, donne une certaine liberté aux populations indigènes des provinces. Nous voyons dans les évangiles que l'administrateur romain de la Palestine, Ponce Pilate, se soumet à la décision des Juifs de condamner Jésus à qui lui-même n'avait rien à reprocher. Pour faciliter cette implication indigène, Rome pratique l'assimilation complète des élites des peuples conquis. Tous les notables indigènes peuvent accéder à la citoyenneté romaine.

Par exemple, sous l'empereur Claude, la Gaule adopte définitivement les mœurs des Romains et le latin, et les nobles gaulois peuvent devenir sénateurs romains. Dans le Nouveau Testament, on voit que l'apôtre Paul, rabbin juif de la Palestine, est romain de naissance par son père. En 212, l'empereur Caracalla étend la citoyenneté romaine à tout l'empire. Cette assimilation est tellement réelle que Rome aura des empereurs d'origine indigène, notamment gaulois, espagnols et même arabe avec Marcus Julius Philippus, ou Philippe l'Arabe, empereur de Rome de 244 à 249.

La France s'en inspirera pour accorder la citoyenneté française aux élites indigènes africaines dès le début du XXe siècle, et plus tard des postes de députés et sénateurs.

En outre, la colonisation doit représenter un carrefour du donner et du recevoir : Rome fait venir à elle les richesses du monde, prélève l'impôt et domine, mais en contrepartie elle assure le développement, et veille à ce que l'échange soit profitable aux dominés. C'est d'abord un réseau routier qui désenclave toutes les villes, avec un axe principal qui fait le tour de la Méditerranée. Dans toutes les provinces, de grandes réalisations d'État comme des thermes ou des théâtres permettent de partager l'art de vivre impérial. Aujourd'hui encore, on peut admirer, autour de la Méditerranée, des architectures magnifiques et grandioses comme celles de Pétra en Jordanie, Palmyre en Syrie (ou ce qu'il en reste après le passage des terroristes de Daesh), Djamila et Cherchell en Algérie, Leptis Magna et Sabrata en Libye, Ségovie en Espagne, Arles et Nîmes en France, Split en Croatie ou Ephèse en Turquie. L'empire romain a duré parce que Rome ne faisait pas que prendre ; elle apportait aussi beaucoup à ses populations indigènes. Les notables romains gardèrent longtemps le sens du devoir, de la responsabilité publique.

Enfin, être impitoyable en cas de révolte : La civilisation romaine, extraordinairement cruelle, ignore la pitié et ne tolère aucune rébellion. Les Juifs l'apprendront à leurs dépens quand en l'an 70, Titus, gouverneur de la Palestine et futur empereur, écrase la révolte des enfants d'Israël et détruit le Second Temple de Jérusalem dont nous voyons aujourd'hui les ruines sur l'Espla - nade des Mosquées, à Jérusalem. Plus tard, l'empereur Hadrien fera disperser les Israélites pour leur insoumission. En 71 av. J.-C., pour mettre fin à la révolte servile de Spartacus, alors que la plupart des esclaves avaient été tués sur le champ de bataille, environ 6 000 survivants furent capturés par les légions et crucifiés le long des routes. Après cette répression brutale, Rome ne connut plus aucun soulèvement d'esclaves de ce type.

Ainsi, pendant des siècles, Rome a administré une population estimée entre 60 et 100 millions d'habitants, soit entre le quart et le tiers de la population mondiale au début du premier siècle de l'ère chrétienne. Elle faisait régner la paix dans cet immense espace avec seulement 200 000 administrateurs et 30 légions, dont une seule pour toute l'Afrique du Nord. La perfection en matière de colonisation d'encadrement ! Autant dire que les populations adhéraient à cette colonisation dont elles appréciaient ce qu'elle leur apportait. À la fin, la corruption de l'élite romaine finit par affaiblir Rome qui ne peut plus repousser les assauts des Germains et des Huns. Rome finit par s'effacer en Occident, où les envahisseurs fondent des royaumes barbares, dont le plus important est celui des Francs.

L'histoire de l'humanité connaîtra bien d'autres grandes entreprises coloniales comme celle des conquérants de l'Islam qui, du VIIe au VIIIe siècle, déferlent sur toute la péninsule arabique, la Perse, la Mésopotamie, la Syrie, toute l'Afrique du Nord de l'Égypte au Maghreb, et s'étend à l'Espagne. Cette déferlante musulmane, portée par la dynastie des Omeyyades à partir de l'an 661, qui prend l'Europe chrétienne en tenaille, sera stoppée d'un côté par les Byzantins à Constantinople en 717, et de l'autre par les Français en 732 aux abords de Poitiers. Il y eut aussi celle des Ottomans, des Turcs islamisés qui vont du XIIIe au XVIIe siècle former un vaste empire en colonisant l'Anatolie, la Grèce, les Balkans, l'Iraq, le Kurdistan, la Syrie, la Palestine, l'Arabie, l'Égypte, la Lybie et la Tunisie.

Ce petit survol de l'histoire des colonisations dans la chronologie universelle, avec ces exemples phénicien, grec, romain, arabo-musulman et ottoman, suffit à appréhender le rôle du fait colonial, auquel aucun peuple méditerranéen n'a échappé, dans le partage entre humains des grands faits de civilisation que sont les connaissances techniques, les religions et les spiritualités, les arts, les compétences administratives et managériales ou autres, et lui donne une place de choix dans la dynamique de l'histoire

de l'humanité. Pendant que se produisaient ces évolutions politiques autour de la Méditerranée, à un moment où n'avaient pas encore eu lieu les grandes découvertes européennes des XVe et XVIe siècles, les autres régions du globe évoluaient de leur côté, pratiquement en vase clos politiquement, mais pas économiquement, avec leurs propres dynamiques. Que ce soit dans l'immense espace eurasien, en Extrême-Orient avec la Chine, le Japon et la Corée, en Inde, dans le Sud-Est asiatique, aux Amériques ou en Afrique noire, des dynamiques politiques similaires avaient cours et de grands États se succédaient par des conquêtes, des annexions, des subjugations ou des colonisations.

En ce qui concerne l'Afrique noire, parmi ces grands États impériaux, nous pouvons citer pour l'espace nilotique Kerma, Napata, Méroé et Aksoum, pour l'espace bantou de l'Afrique centrale et australe le Monomotapa, le Congo, pour l'Afrique occidentale le Ghana, le Sosso, le Manding, le Songhaï et le Bénin.

La colonisation est un phénomène universel de l'évolution de l'humanité. Anglais, Français et Portugais, les principaux colonisateurs de l'Afrique de l'époque moderne ont été eux-mêmes colonisés par Rome et s'en félicitent. De 59 à 51 av. J.-C., la conquête de la Gaule par Jules César fut violente et se termina par l'arrestation et l'exécution du chef résistant gaulois, Vercingétorix, ainsi que par la vente des Gaulois comme esclaves.

Pourtant, les Français reconnaissent aujourd'hui qu'au cours des quatre premiers siècles de notre ère, à la faveur d'une paix apportée par Rome, la Gaule romanisée connut l'épanouissement d'une civilisation originale. Les Français sont fiers des résistants gaulois à la conquête romaine, mais remercient Dieu qu'ils aient été vaincus, car Rome leur a apporté la civilisation et la modernité de l'époque. Ils apprécient le résultat de la colonisation romaine de la Gaule parce qu'ils savent d'où ils viennent et, surtout, ne l'ont jamais oublié. En effet, la Gaule était un immense territoire peuplés de Celtes, agriculteurs expérimentés et guerriers farouches, qui vivaient dans l'anarchie et ne possédaient aucune unité territoriale et encore moins politique. Leurs innombrables tribus, dont chacune avait ses coutumes et ses lois, passaient leur temps à se battre entre elles. La France sait apprécier sa chance d'avoir été colonisée par Rome !

Il n'y a aucun mal à ce que la France veuille appliquer à ses possessions territoriales africaines ce qu'elle a reçu de Rome et qu'elle apprécie, comme le traduit l'historien Bernard Lugan : « *À partir des années 1890, la France baigna alors dans l'unanimisme colonial, la gauche voulant "civiliser" et la droite, convertir... Un fois l'Empire constitué, le système colonial français reposa très largement sur les principes de 1789, l'assimilation « à la française » étant ancrée sur le postulat de l'identité du genre humain... Le but à plus ou moins long terme de l'assimilation était l'identité des institutions, le resserrement de la centralisation, avec pour idéal celui d'une France multiraciale et planétaire.* » L'ambition, à mon humble avis, était excessive, mais quel mal y-a-t'il à cela ?

Le colonisateur a généralement la conviction d'être d'une civilisation et d'une culture supérieures, en dehors de toute considération raciale. Comme le disait le sage Hampâté Bâ en 1981 : « *Aucun colonisateur n'est un philanthrope. Tous ceux qui colonisent ont un complexe de supériorité. Comment le leur reprocher ? Ce n'est pas une question de couleur de peau, car les Toucouleurs qui ont, à un moment donné, colonisé les peuples du Macina, se sont eux aussi comportés en dominateurs dans les domaines culturels.* »

Ce propos illustre bien qu'en Afrique, entre les peuples noirs, ceux qui colonisaient les autres se sentaient eux-aussi investis de mission civilisatrice. Comme la Perse, la Grèce ou Rome se sont toujours senties supérieures aux peuples qu'ils colonisaient, sans que ces peuples fussent des Noirs. Ils sont plutôt rares les cas où l'envahisseur reconnaît la supériorité culturelle du pays conquis et choisit de s'assimiler, comme ce furent les cas des Lagides en Égypte au IVe s. avant J.-C. (Cléopâtre la Ptolémée était aussi

pharaon que Ramsès II), des Germains dans l'ancien Empire romain d'Occident au tournant des Ve et VIe siècle (Clovis épousa un chrétienne et se fit baptiser avec trois mille de ses soldats à Reims), ou des Mongols en Chine au XIIIe siècle (Khan Koubilaï, petit-fils du conquérant mongol Gengis Khan, initia la dynastie très chinoise des Yuan).

Alors, pourquoi faut-il que ce soit seulement en Afrique que la colonisation soit un mal absolu ? À entendre nombre d'Africains, après l'esclavage et la traite négrière, la colonisation est l'un des principaux griefs du monde noir contre les Blancs. Nous n'allons pas revenir sur le fait que, toujours influencée par la lutte communiste depuis les années 1940, la majorité de l'élite noire veut voir dans la colonisation de l'Afrique par l'Europe la source de tous les maux actuels du monde noir. La colonisation est même taxée d'être un crime. Pauvre Afrique !

Pourtant, comme nous venons de le voir à travers l'immersion dans l'espace akan, la colonisation de l'Afrique noire n'a pas débuté par effraction, des Blancs débarquant un beau matin pour braquer et subjuguer les pauvres Africains. Elle s'est imposée, après quatre siècles de contacts de plus en plus étroits, comme une nécessité de son temps et s'est faite progressivement avec une adhésion majoritaire des populations noires, qui n'étaient pas naïves et voyaient bien ce que le régime colonial leur apportait. Aujourd'hui, il faut que les Noirs cessent de croire que leurs ancêtres des siècles derniers étaient stupides, faibles, incapables de se défendre ou ne sachant pas où étaient leurs intérêts. Il ne faudrait surtout pas qu'ils reportent leurs propres tares sur leurs ancêtres. Cela relève d'une ignorance à corriger ! Nos ancêtres voyaient bien que les Blancs étaient là d'abord pour leurs intérêts économiques, mais ils voyaient aussi ce que cette relation leur apportait en termes de sécurité, paix, progrès et prospérité. C'était du gagnant-gagnant ! Les élites traditionnelles africaines trouvaient leur compte dans la soumission coloniale, notamment en termes de sûreté de leurs micro-États (grâce au protectorat) et de prospérité des chefs locaux.

Bien évidemment, l'Afrique étant immense et les situations diverses, il y eut quelquefois, ça et là, des violences à déplorer, comme la guerre engagée et perdue par les Italiens contre le royaume d'Ethiopie de Menelik II, à Adoua en 1896, ou le massacre des Héréros et des Namas par les Allemands en 1904 dans la Namibie actuelle. De 1935 à 1936, l'Italie fasciste de Benito Mussolini tiendra à laver l'affront en envahissant l'Ethiopie de Haïlé Sélassié. Ces cas de brutalité inutile sont loin de constituer le modèle type du processus de colonisation, et peuvent, d'une certaine manière, être mis sur le compte d'un manque d'expertise coloniale de l'Allemagne et l'Italie. Ces deux dernières, États-nations européens formés tardivement à la fin du XIXe siècle, pour marquer leur entrée dans le concert des nations prestigieuses, tenaient à se constituer rapidement des possessions coloniales, sans s'embarrasser de droit ni d'humanisme, encore moins d'états d'âmes des indigènes africains. La brutalité du parvenu ! Même l'Europe, par les deux guerres mondiales du XXe siècle, payera très cher l'hubris de ces jeunes et immatures États-nations.

Décolonisation

Si la colonisation est la prise de possession d'un territoire par un État étranger, la décolonisation est le fait pour un territoire colonisé de recouvrer son indépendance politique et d'accéder au statut d'État dans le concert des nations. Comme la colonisation, la décolonisation peut se dérouler dans la violence, généralement à l'issue d'une « guerre d'indépendance », ou au contraire être le résultat d'une évolution concertée, en douceur. Toujours est-il qu'elle se matérialise normalement par un acte que les deux parties signent, sauf quand le colonisateur est contraint de décamper comme ce fut le cas pour la France en novembre 1803, quand le général Rochambeau, le successeur du général Leclerc, beau-frère de Napoléon, chargé par ce dernier de mettre au pas la rebelle Saint-Domingue afin de rétablir l'esclavage, dut évacuer

l'île en catastrophe, sous les coups de boutoir des troupes de Jean-Jacques Dessalines, le futur Empereur Jacques 1er d'Haïti.

Vers la fin de la décennie 1940, pour les grandes nations européennes comme l'Angleterre et la France, dans le contexte particulier de l'après-guerre, le principe de la décolonisation de l'Afrique noire fut acquis assez rapidement, même si c'était à contrecœur, les inconnues essentielles étant les modalités et les délais. Il n'y a que la Belgique et surtout le Portugal qui mirent du temps à comprendre que le nouveau contexte international faisait perdre son charme aux possessions coloniales. Si l'Afrique noire avait pu garder la tête froide pour négocier ce retour à l'indépendance, si elle s'était donné du temps pour mieux préparer les choses, son destin aurait probablement été autre après les indépendances. Malheureusement, les leaders africains, sous influence communiste, voulant « l'indépendance tout de suite », pour reprendre une expression chère à Kwame Nkrumah, vont mettre les colonies sous tension et faire perdre la sérénité à tous les protagonistes de ces moments historiques. Nous n'allons pas refaire l'histoire avec des si ! En revanche, on peut se permettre une comparaison de trajectoire entre le Botswana et le reste de l'Afrique Noire, pour montrer comment de bonnes dispositions d'esprit peuvent permettre de tirer le meilleur de la colonisation.

Le Botswana

Le Botswana, le pays d'Afrique noire le plus prospère, se distingue du reste du continent tant par sa colonisation que, surtout, par sa décolonisation, qui se sont faites dans la concertation avec la Grande-Bretagne qu'ils ont toujours vue comme un partenaire de leur sécurité et de leur prospérité. Ce pays est une belle illustration de ce que des peuples et des dirigeants responsables peuvent entreprendre pour leur sécurité et leur bien-être. Ce sens élevé de la responsabilité publique remonte à la seconde moitié du XIXe siècle, quand il fait souverainement appel aux

Britanniques pour sa protection. En effet, à la suite d'hostilités entre les Tswanas et les tribus Ndebele migrant sur leur territoire depuis le désert du Kalahari d'une part, et d'autre part de fortes tensions avec les colons Boers venant du Transvaal, les dirigeants du pays tswana, Khama III, Bathoen et Sebele, adressent des demandes d'assistance au gouvernement britannique qui accepte de mettre le Bechuanaland sous sa protection en mars 1885. La partie nord de ce territoire passe sous administration directe britannique en tant que *protectorat du Bechuanaland*, formant le Botswana actuel. La partie sud du territoire est intégrée à la colonie du Cap, et fait maintenant partie de la province nord-ouest de l'Afrique du Sud.

Ce peuple responsable, qui ne se laisse pas étouffer par des considérations raciales, comprit que des Blancs, en l'occurrence des Britanniques, pouvaient leur apporter le salut face à d'autres Blancs, les Boers, ou à des Noirs comme eux, les Ndebele. Les deux parties vont convenir d'une gestion concertée du protectorat, avec une participation des chefs indigènes. Par la suite, une expansion de l'autorité centrale britannique et l'évolution du gouvernement tribal aboutissent à la création en 1920 de deux conseils consultatifs représentant les Africains et les Européens. Les proclamations de 1934 régularisent les lois et pouvoirs des tribus. Un conseil consultatif euro-africain est créé en 1951, et la Constitution de 1961 crée un conseil consultatif législatif. En 1964, la Couronne britannique accepte les propositions de création d'un gouvernement autonome élu démocratiquement au Botswana. En 1965, le siège du gouvernement est transféré de Makifeng, en Afrique du Sud, vers Gaborone, nouvellement créée. La constitution de 1965 mène aux premières élections générales et à l'indépendance, en 1966.

Depuis qu'il est indépendant, ce pays s'est illustré par des chefs d'État responsables qui l'ont conduit dans la vertu et la frugalité, évitant toute recherche de prestige personnel et de vaine gloire. Nous avons la plus grande estime pour les deux premiers présidents, Seretse Khama et Quett Masiré, des dirigeants africains

responsables qui ont su donner une bonne impulsion pour la conduite des leurs. Le Botswana est un modèle de bonne gouvernance et de réussite économique durable en Afrique noire. Il a bâti son avenir sur une administration démocratique, stable, compétente et non corrompue. *Transparency International* le classe régulièrement comme le pays le moins corrompu de l'Afrique. Ce pays gère de façon rationnelle des ressources tirées d'un sous-sol riche en diamants, en cuivre, en nickel, en charbon et en pétrole. Grâce à cette gestion responsable, ce pays, qui lors de son indépendance en 1966 était l'un des vingt-cinq plus pauvres du monde, se classe aujourd'hui parmi les plus prospères d'Afrique.

Ce pays – fait unique au monde – a enregistré lors de la période 1970-2000 une croissance moyenne de 9 %. Le Botswana est une belle illustration de ce que l'Afrique aurait pu faire de son indépendance. Ce pays a pris son destin en main, en sachant préserver les acquis de la colonisation britannique. Il n'a jamais perdu son temps à accuser les Britanniques comme son voisin du Nord, le Zimbabwe, l'a fait pendant des décennies avec Robert Mugabe. Ce dernier a réussi l'exploit de faire de l'ancien grenier de l'Afrique australe une terre de famine et de misère, où il ne reste plus que la vieille rengaine des slogans anticolonialistes à servir à une population désabusée.

La chance du Botswana vient de ce qu'il n'a pas eu de brillants intellectuels communistes lors des décennies 1940, 1950 ou 1960, ce qui lui a permis de bien organiser sa décolonisation, sans aucune précipitation, avec l'assistance des Britanniques, en toute confiance avec le partenaire colonial. Nkrumah, le communiste qui voulait « l'indépendance maintenant » dès les années 1940, ruinera son pays en sept ans. Comme lui, Robert Mugabe, le marxiste, détruira l'ancien grenier de l'Afrique australe pour nourrir son peuple de discours… Aujourd'hui, il est regrettable de voir des jeunes du Burkina Faso, lors de la visite en novembre 2017 du président français Emmanuel Macron, manifester en criant « *impérialisme, à bas ! néocolonialisme, à bas ! capitalisme, à bas !* » Ils sont à plaindre, les pauvres. Cette jeunesse du Burkina, si elle n'avait pas été coupée de son histoire, devait être un exemple pour l'Afrique, elle dont les ancêtres, dans les États mossi contemporains du Moyen Âge européen, ont résisté au Ghana, au Manding, aux Songhaï et à tous les conquérants de l'Islam. Le Botswana est fier d'avoir été colonisé par les Britanniques comme la France est fière d'avoir été colonisée par Rome ! Aller dire aux Botswanais que la colonisation est un crime ! Aujourd'hui, ils assument leur destin avec responsabilité et honneur. Il n'y a pas de Botswanais parmi les Africains qui périssent dans la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, ni parmi les étrangers qui subissent des exactions dans l'Afrique du Sud voisine. C'est ça qui est essentiel pour une nation, offrir à ses populations des conditions de vie décentes, garantir la sécurité et la prospérité. Produire de la dignité et de la fierté pour son peuple. Mais pas se payer de mots !

Néocolonialisme

Néocolonialisme ! Un terme qui ne s'emploie que pour l'Afrique. Sans être la seule région au monde à avoir été colonisée, l'Afrique est la seule à subir le néocolonialisme. Bravo !

Depuis la nuit des temps, toutes les nations, à travers des opérateurs économiques soutenus par leurs États, agissent de mille et une manières pour leurs intérêts à l'étranger, notamment par la recherche d'opportunités, la protection de régimes politiques amis ou la mise au pouvoir de pantins à leur solde, la création de réseaux d'influence, l'espionnage politique des amis comme des ennemis, l'espionnage économique, la corruption et les bakchichs, etc. La Grande-Bretagne fut pendant des siècles la championne en la matière, elle qui, isolée sur son île, était la nation la plus influente au monde. Le trafic d'influence est une arme efficace dont aucun État responsable ne peut se passer ! À travers son commerce et ses alliances politiques, Albion a souvent écrit l'histoire de l'Europe

continentale. Napoléon voulut mettre définitivement fin à cette situation désavantageuse pour le France en décidant du Blocus continental contre l'Angleterre à partir de 1806…

À la fin des guerres napoléoniennes, c'est encore l'Angleterre qui crée de toutes pièces la Belgique actuelle pour éloigner toute puissance continentale de ses côtes. Au début du siècle dernier, après avoir arraché de force au Mexique une partie de son territoire et conquis des possessions dans les Caraïbes, les États-Unis d'Amérique ne font rien moins que provoquer une rébellion pour arracher à la Colombie la partie nord de son territoire, où ils envisageaient de créer un canal pour relier l'Atlantique et le Pacifique. C'est ainsi que les insurgés panaméens de 1903 font sécession de la Colombie et cèdent le territoire du futur canal en quasi-propriété aux États-Unis. Le Panama existe comme État souverain depuis cette date parce que les États-Unis d'Amérique en ont décidé ainsi pour construire le canal sur un territoire qu'ils contrôlent. C'est ainsi depuis la nuit des temps et ce n'est pas près de changer !

Et il n'y a aucune raison pour que l'Afrique soit à l'abri des agissements des puissances financières dans la recherche et la protection de leurs intérêts. La responsabilité de l'Afrique est de savoir défendre elle aussi ses intérêts dans ce monde de requins qu'est le concert des nations. C'est ça l'indépendance ! Très tôt après les indépendances, il est apparu que les dirigeants africains n'étaient pas à la hauteur des enjeux. Un pays comme le Ghana, l'ancienne Gold Coast, qui était l'une des colonies les plus prospères d'Afrique noire, est ruiné en sept ans par le régime corrompu et incompétent de Nkrumah. Le 11 février 1965, le ministre des Finances du Ghana, Amoako-Atta, informe le grand leader panafricain que les caisses de l'État ghanéen sont vides. Nkrumah verse des larmes en plein conseil des ministres !

Alors, le « néocolonialisme » devient la nouvelle excuse de la gauche révolutionnaire pour les inconduites des dirigeants de l'Afrique noire indépendante. Ce terme est censé jeter l'opprobre

sur les actions menées par les anciennes puissances coloniales vis-à-vis des nouveaux États africains, notamment l'utilisation de diverses méthodes d'influence et de domination pour préserver leurs intérêts et ceux de leurs entreprises.

De la même façon que la gauche révolutionnaire, dans son combat contre l'Occident, avait réussi à faire passer la « colonisation » de l'Afrique pour du « colonialisme », mot péjoratif, elle fait désormais passer le trafic d'influence qui se pratique dans le concert des nations, auquel tout État responsable recourt, pour du « néocolonialisme », la nouvelle abomination qui ruine l'Afrique. Et il n'est pas inintéressant de remarquer que le premier à reprendre ce terme pour le vulgariser en 1965 est… Kwame Nkrumah, le grand concepteur du « socialisme scientifique africain », dont l'État, ruiné dès cette année-là, avait plongé le pays dans le chaos. Nkrumah reprenait à son compte un terme qui trouve son origine en 1956 chez Jean-Paul Sartre, le grand sympathisant communiste qui a ses entrées à Moscou et à la Havane.

Nkrumah fait paraître alors son ouvrage *Le Néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*. Plusieurs critiques reprocheront au livre d'être plutôt une compilation de statistiques sur l'économie, domaine où, contrairement à la politique, Nkrumah s'est montré incompétent. De plus, les critiques relèvent et dénoncent que l'auteur attribue tous les maux de l'Afrique à l'absence d'un gouvernement d'union et au néocolonialisme. Nkrumah oublie qu'il n'est plus l'étudiant communiste de Londres qui pouvait raconter ce qu'il voulait, mais un chef d'État dont les actes peuvent être confrontés à ses dires.

Et, à la confrontation, Nkrumah n'est plus crédible du tout ! Même Frantz Fanon, militant communiste très engagé aux côtés des nationalistes algériens, avait déjà pris poliment ses distances avec Nkrumah, dès 1960, en estimant que la responsabilité des nationalistes africains était au moins équivalente à celle des colonialistes face aux problèmes rencontrés par les pays récemment libérés. Peu

importe ! Dans la poursuite de sa lutte contre l'Occident, l'Afrique demeurant une région convoitée par Moscou, la gauche révolutionnaire espère tout simplement, par la connotation négative du terme « néocolonialisme », gagner le combat de l'opinion et arriver à arracher des territoires africains pour le monde communiste.

La Guinée Conakry de Sékou Touré est l'un des premiers pays africains à « rejeter l'exploitation capitaliste pour l'espérance progressiste » dans une coopération avec Moscou. Ce pays d'Afrique de l'Ouest, riche en ressources naturelles, surnommé le « château d'eau de l'Afrique » avec des hauts plateaux où naît le fleuve Niger, possédant le tiers des réserves mondiales de bauxite ainsi que des réserves de fer, d'or et de diamants, ne tarde pas à devenir l'un des plus pauvres de la région, avec une dictature sanguinaire qui fait fuir un grand nombre de ses fils éduqués. Dans un pays ruiné, Sékou Touré tombe dans la paranoïa et voit partout des complots qui sont l'occasion de purges contre « les traîtres et les ingrats ». C'est ainsi que le premier Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Diallo Telli, trouve la mort dans le célèbre camp Boiro de Conakry.

Au début des années 1960, la Guinée fonde avec le Ghana de Kwame Nkrumah l'Union des États de l'Afrique de l'Ouest (UEAO), à laquelle se joindra le Mali de Modibo Kéita. Trois pays africains charmés par les chants des sirènes communistes ! Avec l'UEAO, Moscou avait vraiment l'occasion de montrer aux Africains ce qu'il pouvait leur apporter. Pourtant l'expérience fut tellement brève que rares sont les Africains qui s'en souviennent. Jusqu'à ce jour, la Guinée traîne encore le retard que les errements de Sékou Touré lui ont infligé.

En plus de la Guinée de Sékou Touré, du Ghana et du Mali, d'autres expériences africaines de coopération avec l'Union soviétique tournèrent court dans un certain nombre de « démocraties populaires » dont le Bénin de Mathieu Kérékou, le Congo-Brazzaville de Marien Ngouabi ou l'Ethiopie de Mengistu Haile

Mariam. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les populations de ces pays ne sont pas nostalgiques de ces années rouges. Pour autant, dans l'aveuglement général face à Moscou, le combat de l'opinion mené par la gauche révolutionnaire n'est point perturbé et peut faire feu de tout bois. Un homme d'influence et de réseaux qui agit avec discrétion et efficacité pour les intérêts de la France comme Jacques Foccart, un génial lobbyiste, ne pouvait être qu'une cible à abattre pour cette gauche qui le qualifie d'odieux néocolonialiste et dénonce son incestueux « réseau Foccart », acteur majeur de la françafrique.

Les Africains doivent cesser de se faire berner et comprendre que le terme « néocolonialisme » fait référence à des pratiques que leur responsabilité, et leur seule responsabilité, commande de combattre, mais dont la dénonciation est stérile, car aucune nation au monde n'imagine que ses amis ou ses ennemis y renonceront. Aujourd'hui encore, toutes les nations responsables du monde sont en guerre économique et s'espionnent, les Américains mettent sur écoute l'Elysée et la France écoute les communications d'Angela Merkel, la Chancelière allemande. Les missions diplomatiques des États responsables sont remplies d'espions qui agissent pour les intérêts de leurs pays. C'est ça l'indépendance !

De nos jours, le néocolonialisme est à toutes les sauces, dérivant en théories du complot contre l'Afrique, ou en accusations de « néocapitalisme » contre le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale (BM). Même si les insuffisances des institutions de Breton Woods ne sont plus un sujet de débat, elles concernent toutes les régions du globe. L'Afrique n'a pas le monopole des nuisances des experts du FMI et de la BM !

Bien que minoritaire dans la gauche, c'est le courant révolutionnaire qui, depuis que Marx a pris l'ascendant sur Proudhon au XIX[e] siècle, exerce l'autorité intellectuelle et donne le la dans la doxa gauchiste. C'est elle qui crée les concepts, comme ceux du « néocolonialisme » ou « françafrique », surveille et intimide, juge

et prononce les sentences. De toute évidence, elle manifeste depuis le début du siècle dernier un intérêt pour l'Afrique noire. On peut comprendre sa déception et son amertume, elle qui, même si elle a réussi à imposer une décolonisation rapide à l'ensemble de l'Afrique, n'est pas parvenue à faire du continent noir une terre communiste comme elle le crut acquis au début des années 1940.

En effet, le camp de l'Ouest a su résister à l'offensive communiste en trouvant des leaders noirs commodes avec qui signer des accords de coopération. Malheureusement, l'Afrique noire indépendante se caractérise très tôt par de mauvais choix de politiques publiques, le népotisme, la corruption généralisée, l'État de non droit, toutes choses qui, pour l'observateur averti, annoncent des lendemains difficiles pour ces nouveaux pays, comme prévient dès 1962 l'agronome français René Dumont dans son livre *L'Afrique noire est mal partie*. Dès la seconde moitié de la décennie 1970, à l'euphorie des indépendances succède la perte des illusions dans des pays en crise économique et financière, désormais placés sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale.

Le terme néocolonialisme est donc, encore une fois, destiné à déresponsabiliser les gouvernants africains dans la conduite de la destinée de leurs pays. Comme pour la traite négrière, les Africains ne sont responsables de rien ! Ce terme, malheureusement, fait florès auprès d'Africains qui le reprennent, ne se rendant même pas compte qu'il est dévalorisant pour eux. Un peuple qui accepte que depuis des siècles il n'est responsable en rien dans la conduite de son destin ! Autant proclamer sa sous-humanité ! Nkrumah reprit ce terme de Jean-Paul Sartre pour se trouver un alibi et couvrir son échec, mais les Ghanéens, qui ne pouvaient plus se laisser abuser par ce vendeur d'illusions, le chassèrent du pouvoir quelques mois plus tard, le 23 février 1966, dans la liesse populaire.

Même s'il est évident que divers scénarios furent construits par les anciennes puissances coloniales pour pérenniser leur tutelle

économique, rien n'empêchait les États africains, s'ils avaient été mieux dirigés, d'établir des partenariats gagnant-gagnants qui défendraient les intérêts de leurs populations. Ce n'est tout de même pas parce que les Belges et les Américains entendent préserver leurs intérêts au Congo qu'ils vont demander à Mobutu de piller son pays ou de massacrer son peuple ! Notre responsabilité, en tant qu'Africains est donc toujours engagée. Tant que l'élite politique et intellectuelle africaine ne se sera pas réveillée pour conduire son peuple avec un sens de la responsabilité publique, l'Afrique restera exposée à tous les appétits, comme l'atteste aujourd'hui la nouvelle situation du « *néocolonialisme chinois en Afrique* ». La Chine a-t-elle déjà été colonisatrice en Afrique pour s'y retrouver néocolonialiste ? Le problème ce n'est ni la Chine, ni l'Occident, mais les Africains eux-mêmes !

Que sont-ils venus faire chez nous ? Que sommes-nous allés chercher là-bas ?

Nous entendons certaines personnes reprocher à l'Europe d'être venue en Afrique. C'est souvent même avec une pointe de colère : « *Pourquoi sont-ils venus chez nous ?* » ou « *Que sommes-nous allés chercher là-bas ?* »

La question du « chez nous » ou du « là-bas » est tellement importante qu'il nous faut observer des règles générales de la marche de l'humanité. Ces règles n'ont été établies par personne, elles sont tout simplement observables à travers ce qui marche le mieux dans l'histoire de l'humanité. Ce sont des règles de bon sens, très simples, que l'homo sapiens, l'homme de base, comprendrait. Nous les appellerons donc les « règles observables de l'homo sapiens », des règles que nous pouvons tirer d'une observation sur la longue période de l'histoire de l'Homme, depuis les premiers hominidés jusqu'à nous aujourd'hui. Ces règles sont valables pour tout homme, tout peuple, toute communauté humaine, notamment pour tout pays. Tant qu'on n'aura pas

trouvé d'autres êtres vivants dans l'immensité de l'univers aussi ou plus intelligents que l'homme, nous pouvons admettre ces règles observables :

1 – La terre et tout l'univers, ainsi que tout ce qui s'y trouve, sont à la disposition de toute l'humanité, ainsi que de tous les êtres vivants. L'humanité, espèce intelligente, est responsable de la préservation de toutes les vies et de tous les écosystèmes. Ceci étant, l'homme est un animal territorial, et la mémoire de toute nation reste toujours attachée à un territoire ;

2 – Il est légitime pour tout être vivant de vouloir se déplacer partout sur la terre ou au-delà, en vue d'assurer sa survie, d'explorer pour accroître ses connaissances, de rechercher des opportunités d'affaires ou d'accomplissement personnel, de satisfaire sa curiosité, de vivre des aventures, de rechercher des sensations particulières, etc. Les seules limites à cette liberté sont constituées par les moyens de déplacement d'une part, et d'autre part par le respect, quand elles existent, des lois qui régissent les espaces objets du projet de migration ;

3 – Aucune partie de la terre ou de l'univers n'appartient de façon absolue à personne, ni à aucun groupe de personnes. Ceux qui occupent un territoire, le mettent en valeur et arrivent à le protéger (protection militaire et/ou juridique et/ou diplomatique) en sont les propriétaires légitimes du moment et en deviennent les autochtones. En vue de la préservation à long terme de la cohésion et de la paix, il est légitime pour des autochtones d'un territoire d'y maintenir le respect de leur mode de vie, de leurs codes sociaux et de leurs traits identitaires sans avoir à se justifier ou à s'excuser.

4 – Il est de la responsabilité de toute société politique de sécuriser un territoire à l'intérieur duquel elle s'attèle à offrir une vie décente à ses membres. La société politique est la première responsable de son destin et de la sécurité existentielle de ses membres. Les dirigeants de la société ont le devoir d'assurer sa pérennité, dans ses traits caractéristiques et identitaires qui font sa cohésion. Toute société évolue dans ses traits caractéristiques sur la longue période, mais des dirigeants responsables doivent éviter les ruptures brusques qui sont sources de chaos.

5 – La vie en société implique, pour chaque membre du groupe, le respect des règles qui donnent des droits et des devoirs établis par les autorités légitimes. Aucune société ne peut survivre longtemps s'il n'y pas d'abnégation citoyenne générale pour le groupe, et qu'une part trop importante de la population abuse de la solidarité générale ou vit aux crochets des autres. La justice sociale ne doit jamais dériver vers un système où chacun veut vivre aux dépens des autres, au risque de ruiner la solidarité nationale.

61 – La première responsabilité de toute classe politique est de garantir, pour la communauté dont elle a ou convoite la charge, sécurité des biens et des personnes, cohésion sociale et paix civile, sensation de bien-être, confiance en l'avenir et perpétuation de son existence. Cette responsabilité prime sur toutes autres considérations, notamment les recommandations de solidarité internationale ;

7 – Tous les êtres humains, quelle que soit leur couleur de peau, ont les mêmes capacités. Ce sont les transmissions des connaissances et des valeurs qui différencient les sociétés, ainsi que les individus à l'intérieur d'une société. Autant la fermeture sur soi d'une société n'est jamais profitable, autant son ouverture doit se faire prudemment et dans le respect du point 6. S'il est important que la population nationale reste largement majoritaire sur le territoire, c'est pour une nécessité fonctionnelle, car c'est elle le ciment de la population totale, chargée d'en préserver sa vocation à la communauté de destin. Ce mécanisme se construit par la transmission des codes et des éléments historiques aux arrivants, en même temps que ces derniers, eux aussi, sont sources de lentes mutations de l'ensemble du corps social. Le lien qui rattache un individu à un État – la nationalité – doit s'acquérir soit par le sang, qui garantit la transmission filiale des éléments identitaires du groupe, soit comme l'aboutissement d'un

processus d'intégration consacré par des attaches réelles et par le temps. Tout homme qui réside et travaille légalement sur un territoire, contribuant ainsi à son développement, acquiert une légitimité à y vivre, pour lui et pour sa descendance.

8 – Tout être humain a le droit d'agir pour ce qu'il croit être le bien de la communauté dont il se sent solidaire, tout en respectant le point 5. En vertu du contrat social, les membres du groupe, formant peuple, ont droit à la sécurité physique et matérielle en contrepartie de leur liberté plus ou moins confiée aux gouvernants de la société. S'il se rend compte que les institutions étatiques sont défaillantes à assurer sa sécurité, le peuple souverain est toujours légitime à reprendre toute sa liberté pour se protéger et changer ses organes de gouvernance.

9 – Toute société se bâtit sur des fondements que le temps consolide et en fait des bornes que tout réformateur doit manier avec intelligence et respect. Il est de la responsabilité impérieuse des dirigeants de veiller à ce que la nation, quand elle est constituée, reste majoritaire sur chaque parcelle du territoire national, et que, pour l'ordre public, les éléments historiques de l'identité nationale ne fassent l'objet d'aucune concurrence. L'homme est un animal territorial, donc permettre la concurrence culturelle sur un territoire revient à l'exposer, à plus ou moins long terme, à la guerre civile. Des dirigeants qui le permettent exposent la société à de graves périls.

10 – La vie internationale implique la solidarité entre les peuples et le respect de la dignité humaine. Pour les dirigeants d'une société, la limite de la solidarité internationale est constituée par tout ce qui peut porter atteinte aux points 6 et 7.

11 – Il est légitime pour une population qui se reconnaît une appartenance nationale et se sent suffisamment nombreuse de vouloir s'autodéterminer pour gérer ses propres affaires ou pour préserver ses éléments identitaires. Quand elle se retrouve majoritaire sur une portion de territoire, même en terre éloignée de son berceau culturel, la tentation est toujours grande de la contrôler, de réclamer toujours plus d'autonomie, et même de lutter pour le renversement de l'ordre établi qu'elle a trouvé à son arrivée, voire même de mener la lutte pour son indépendance. Par conséquent, il est de la première importance pour les dirigeants d'un pays de maintenir la cohésion nationale, d'empêcher le communautarisme, d'éviter que se développe une conscience de classe, qu'elle soit sociale ou identitaire, dans le respect strict du point 9.

12 – Il n'y a pas de loi universelle, valable pour toutes les sociétés. Toute loi n'est valable que pour une communauté qui se la donne souverainement, et dont les autorités se donnent les moyens de la faire accepter ou de l'imposer, et sont surtout capables de contraindre toutes les personnes vivant sur le territoire à s'y soumettre. Si tel n'est pas le cas, la loi devient une recommandation et expose la société à de graves problèmes de cohésion. La classe politique qui permet que la loi soit bafouée au vu et au su de tout le monde n'est pas à la hauteur des enjeux de la gouvernance.

À partir de l'observation de ces douze règles, nous pouvons analyser beaucoup de situations dans les événements qui font avancer l'histoire des hommes. Par exemple, c'est en vertu du point 3 que pendant des millénaires, des conquérants ont acquis des territoires. Que ce soit avec Alexandre le Grand, Hannibal Barca, Gengis Khan, Tamerlan ou Napoléon, il suffisait de conquérir un territoire par les armes pour qu'il vous revienne de droit. Ceux qui sont conquis, n'ayant pas été capables de défendre leur territoire, méritent leur sort. Le droit, ne l'oublions pas, évolue avec les époques !

C'est ainsi que tous les empires se sont formés. Pour le point 9 par exemple, celui qui aurait pour projet de faire aujourd'hui des réformes en Arabie saoudite pour permettre le mariage homosexuel heurtera sûrement cette terre d'Islam où cette pratique passe pour une abomination. Aujourd'hui, les dirigeants européens, en vertu du point 10, sont face à des difficultés liées à la vague migratoire qui,

d'une part appelle à une certaine solidarité internationale, et d'autre part risque de poser des problèmes de cohésion nationale, car ils ont le devoir de tenir compte de leurs populations qui voient d'un mauvais œil cet afflux massif d'étrangers face auquel ils se sentent en insécurité.

Alors, revenons à la question de savoir pourquoi les Européens sont venus en Afrique. On pourrait aussi demander pourquoi l'Homo sapiens a quitté l'Afrique, pourquoi l'homme va dans l'espace, pourquoi l'homme va sur la lune, pourquoi les migrants de la Méditerranée veulent rejoindre l'Europe, ou bien encore pourquoi il y a autant de Noirs et d'Arabes aujourd'hui en Europe.

Toutes ces questions ont exactement la même réponse : Les points 1 et 2 de notre grille de lecture. La terre est offerte à toute l'humanité. L'Afrique n'appartient pas exclusivement aux Noirs, même s'ils y sont majoritaires aujourd'hui. Dès lors que les caravelles à partir du XVe siècle permettaient aux Européens de parcourir le globe, ils avaient le droit de voyager partout sur la terre et de chercher à s'établir partout où ils pouvaient.

N'oublions pas qu'avant que les Européens n'accostent en Afrique, un empereur malien, Aboubakri II, a tenté de se diriger vers l'ouest jusqu'à trouver une terre. Son mérite est grand, même si son voyage s'est probablement terminé au fond de l'Atlantique. L'Afrique aurait pu découvrir l'Amérique ! Il était inscrit que les différentes humanités se rencontrent. En plus, les Africains du XVe siècle qui ont rencontré les Blancs n'ont jamais regretté ces retrouvailles avec leurs anciens cousins dont la couleur de peau avait pâli.

Bien au contraire, ils ont tout de suite commencé à faire du business ! De quel droit pourrions-nous aujourd'hui faire des reproches à ces braves navigateurs à qui l'humanité doit beaucoup ? Il est tout aussi insensé pour des Africains chagrins de se plaindre de cette heureuse rencontre du XVe siècle que pour des Européens repentants de se confondre en excuses.

L'Homo sapiens, l'Africain, en quittant son berceau pour coloniser la terre entière, a posé le premier acte colonisateur majeur, celui d'offrir le globe à tous ses descendants. Si on n'est pas dérangé qu'Haïti soit aujourd'hui une terre de Noirs, pourquoi s'offusquer que l'Afrique soit aussi une terre de Blancs, de Jaunes ou de Rouges.

Chapitre 5
Les faux alibis pour l'Afrique

Les États de l'Afrique noire, dans l'ensemble, ont échoué dans la conduite des sociétés africaines depuis les indépendances. Mais, influencée par tout ce que nous avons évoqué, la majorité de l'élite intellectuelle africaine ne peut pas se résoudre à accepter la responsabilité de l'Afrique dans cet échec. Alors, comme Kwame Nkrumah, il leur faut trouver des alibis, des excuses, des circonstances atténuantes, avec toujours la responsabilité rejetée sur l'Occident. Nous avons ainsi droit à toutes sortes de justifications qui peuvent être spécieuses pour certaines, mais aussi farfelues pour nombre d'entre elles. Dans celles qui sont rabâchées depuis des décennies, nous pouvons citer cette liste qui ne se prétend pas exhaustive :

Héritage de l'esclavage et la traite négrière difficile à porter ;

Pesanteur de la colonisation et du néocolonialisme ;

Langues étrangères imposées aux Africains ;

Poids de la dette et complot des institutions de Breton Woods contre l'Afrique ;

Abandon des structures traditionnelles pour un État moderne non adapté à l'Afrique ;

Indicateurs économiques inadaptés pour l'Afrique ;

Réduction démographique en raison des traites négrières, et attente des deux milliards d'Africains en 2050 ;

Le complot international contre l'option panafricaniste ;

Les Africains ont adopté les religions des autres ;

Les Africains sont sous domination intellectuelle des Blancs.

Je propose que nous abordions tous ces arguments un à un pour comprendre que tous ces alibis, fruits de la recherche désespérée de causes autres que la simple vérité postulée dans les toutes premières lignes de notre développement, ne tiennent pas. Même si ceux qui les avancent se donnent beaucoup de mal, on ne peut que constater l'inutilité de ces élucubrations.

Héritage de l'esclavage et des traites négrières difficile à porter

Pour tout Noir, penser que pendant plus de trois siècles, ses ancêtres ont été des peuples faibles réduits à l'esclavage par le Blanc est forcément difficile à porter. On se pose forcément des questions sur ces ancêtres-là. On a du mal à en être fier. On développe des complexes vis-à-vis du Blanc. On perd l'estime de soi. C'est la raison pour laquelle il est urgent de rétablir la vérité : Pendant toute la période de la traite négrière atlantique, l'Afrique était souveraine. Les marchands européens installés sur le littoral atlantique payaient des loyers aux chefs locaux à qui ils étaient soumis. La traite atlantique s'est arrêtée dès le début du XIXe siècle, et ce n'est qu'à la fin de ce siècle qu'on passe à la colonisation avec, au besoin, conquête militaire. Pour chaque esclave, la réduction en esclavage et la première vente sont africaines. On en dirait presque : « *Dieu merci, nous nous sommes vendus nous-mêmes !* » Cette vérité devrait aider à commencer le travail de reconstruction psychologique dont toutes les victimes des mencomafnoires40 ont besoin.

Cet alibi, il faut le dire, est avancé pour pointer du doigt l'Occident, accusé d'être l'unique responsable de tous les maux de l'Afrique. Après tout ce qui précède, nous savons que si l'esclavage et la traite négrière étaient vraiment un handicap pour le monde noir aujourd'hui, nous en serions nous-mêmes les

responsables, parce que personne n'a réduit les Noirs en esclavage. Avec insistance, répétons que les traites négrières vers le monde arabe et les Amériques ont existé parce que des Noirs, en toute souveraineté, vendaient d'autres Noirs comme esclaves !

Par ailleurs, encore une fois, la répétition ayant vertu pédagogique, les Africains n'ont pas été les seuls à avoir été vendus comme esclaves dans l'histoire de l'humanité. Ceux-là mêmes qui ont donné leur nom à ce phénomène, les Slaves de l'Europe centrale, ne semblent pas porter ce difficile héritage qu'évoquent les Africains. Si l'esclavage devait démoraliser un peuple pour l'éternité on le saurait.

Les Mamelouk, des anciens esclaves, vont renverser en 1250 la dynastie Ayyoubide et prendre le pouvoir lors de la septième croisade dirigée par Louis IX, roi de France plus connu sous le nom de Saint-Louis. Le roi de France est fait prisonnier des anciens esclaves, puis libéré contre une forte rançon. Ces anciens esclaves, issus de la garde servile du sultan ayyoubide, forment le Sultanat Mamelouk qui va diriger l'Égypte, la Syrie et une bonne partie de l'Arabie incluant la Mecque. Pendant 267 ans, les Mamelouk vont tenir ce vaste ensemble qui offrit à l'Égypte le zénith de la gloire politique, économique et culturelle de son Moyen Âge. C'est en 1517 que le Sultanat mamelouk disparaît avec la conquête des Ottoman.

Par ailleurs, les Noirs qui sont restés en Afrique n'ayant jamais été esclaves des Européens, en quoi les populations autochtones africaines actuelles souffriraient-elles de l'esclavage ? À la limite, les descendants des esclaves vendus et déportés aux Amériques et aux Caraïbes pourraient avancer cet alibi, mais surtout pas les ressortissants des États africains actuels, ceux qui ont vendu les autres ! D'où vient-il alors que l'esclavage pèserait sur les peuples actuels de l'Afrique noire, et les rendrait amorphes ? À Saint-Domingue les anciens esclaves n'ont-ils pas obligé les Français à décamper ?

Les Mamelouk nous ont prouvé que cet alibi ne tient pas. En tout état de cause, au cas où ce traumatisme psychologique serait réel, il n'y a qu'à retrouver la vérité sur les faits historiques, sortir des mencomafnoire40 pour en guérir.

Pesanteur de la colonisation et du néocolonialisme

Nous n'allons pas perdre encore du temps sur ce faux alibi du poids de la colonisation, car tous les peuples de la terre ont été colonisés, même si pour les Africains les mencomafnoire40 ont troqué le mot colonisation contre colonialisme. Le néocolonialisme, un mal dont l'Afrique aurait l'exclusivité, n'est qu'une invention de Nkrumah dès 1965 pour cacher son échec. Depuis, le terme a fait florès et certains Africains croient qu'il suffit de le brandir pour être lavé de toute responsabilité dans la conduite de ses propres affaires. Que d'irresponsabilité ! Dans le concert des nations, les trafics d'influence font partie du jeu, et aucune nation n'est épargnée. Si ceux qui avancent cet alibi sont sincères et logiques, ils devraient demander que l'ONU mette sous tutelle les États africains incapables de se défendre, incapables d'assumer leur souveraineté dans ce monde de requins. Quand on ne se sent pas capable d'assumer une situation, on demande de la protection !

Et en fait, pourquoi le Botswana ne souffre-t-il pas du néo-colonialisme, tiens ?

Aujourd'hui, le néocolonialisme est l'argument de tous les dirigeants africains soi-disant de gauche, quand, après avoir passé des années dans l'opposition à se payer de mots, ils se montrent incompétents et irresponsables, carrément nuls parfois. Alors, ils ont beau jeu d'utiliser l'argument facile et efficace du néocolonialisme. *« Il avait une vision et un grand projet, c'est la France qui l'a empêché de travailler, c'est un grand homme d'État, etc. »* tentent désespérément de faire croire leurs partisans. Suivez mon regard d'Ivoirien !

Langues étrangères imposées aux Africains

Le jour où j'ai entendu cet alibi pour la première fois, j'ai eu du mal à croire que mon interlocuteur était sérieux. Et il l'était ! Tentant de me faire accepter que ne pas utiliser sa langue maternelle est un poids pour l'Africain aujourd'hui.

D'abord, je ne sais pas autour de quelle langue vont s'unir les soixante ethnies de mon pays, la Côte d'Ivoire. Grandes empoignades en perspective ! En plus, quelle que soit la langue choisie, elle ne sera pas la langue maternelle d'une bonne partie de la population.

Le français (dérivé du latin) que François Ier impose en 1539 dans les actes administratifs et judiciaires, n'était la langue maternelle d'aucun Français de l'époque. Cela n'a pas empêché la nation française de l'adopter et de la faire sienne. L'Anglais, la langue officielle des États-Unis, langue avec laquelle les Américains dominent le monde depuis plus d'un siècle, était la langue maternelle de moins du tiers de sa population au moment où ils l'adoptèrent.

Que les États africains reconnaissent officiellement les différentes langues locales et mettent en place des politiques publiques pour les préserver est souhaitable, mais de là à dire que sans ses langues locales comme langues officielles l'Afrique est condamnée à l'échec, il y a manifestement une recherche des causes de nos difficultés dans une mauvaise direction.

Même en Afrique du Sud où, pour des raisons post apartheid bien compréhensibles, la Constitution a retenu onze langues officielles dont deux européennes et neuf bantoues, l'Anglais tend à s'imposer pour une question de commodité. Les autres langues sont surtout, selon la terminologie officielle, des « *langues parlées à la maison.* »

Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, comme dans tous les pays africains francophones, de plus en plus d'enfants qui naissent ont le Français pour langue maternelle. Aujourd'hui, il n'est pas rare de voir que c'est à l'âge adulte que beaucoup d'Africains

cherchent à apprendre la langue maternelle de leurs parents. En tout état de cause, la langue qui empêche le développement n'est qu'un alibi farfelu.

Quand la République fédérale islamique des Comores déclare unilatéralement son indépendance de la France en juillet 1975, elle choisit comme langue officielle sa langue nationale, le Shikomor, parlée par la quasi-totalité (97 %) de sa population. Et pourtant, cela ne l'a pas rendu plus performante dans la gouvernance ou la production du bien-être, au regard du flux migratoire énorme de ses populations vers Mayotte, la seule des îles de l'Archipel qui décida en 1974 de rester française, et confirma sa francité en 1976. Aujourd'hui ce sont des Comoriens, de bons locuteurs du Shikomor, qui, fuyant la misère, constituent la population clandestine quémandant assistance à leurs frères Mahore restés Français. L'île en est au bord de l'explosion. Non, l'argument de la langue est un faux alibi.

Le Botswana ne parle pas moins anglais que le Zimbabwe, tiens !

Poids de la dette et complot des institutions de Breton Woods contre l'Afrique

D'abord, il faut noter que, comme toutes les banques, le FMI et la BM ont leurs conditions pour ceux qui se présentent à leurs guichets. Tant que les États ont des finances saines, ils ne subissent aucun diktat des institutions de Breton Woods, ni de qui que ce soit. L'Afrique des années 1960 et 1970 a connu ces moments où les gouvernements ne subissaient aucune contrainte dans l'établissement de leurs budgets. C'est dans la seconde moitié des années 1970, quand, après le gaspillage de leurs propres ressources, certains États africains n'étaient même plus en mesure de payer le salaire de leurs fonctionnaires, des États en faillite, qu'ils se sont retrouvés soumis aux conditions des banquiers qu'ils sollicitaient. Quand une banque doit accorder un crédit à un client, elle regarde les ressources de ce dernier pour s'assurer

qu'il sera en mesure de lui rembourser son argent, y compris les intérêts. C'est aussi valable pour un État que pour chacun d'entre nous. Quand tes ressources ne sont pas suffisantes pour garantir le remboursement de l'emprunt que tu demandes, la banque te propose un montant moindre et te conseille de réduire tes dépenses, ton train de vie. Pour les États, quand ils sont coincés, ce sont des coupes dans le social, des privatisations d'entreprises publiques, des réductions du nombre de fonctionnaires, etc.

Le marxiste Samora Machel et le FMI

Le Mozambique de Samora Machel est une belle illustration de ce que le FMI ne s'impose à personne. En 1963, Samora Machel abandonne femme et travail pour rejoindre le Front de libération du Mozambique (Frelimo), mouvement marxiste, dans sa lutte indépendantiste contre la puissance coloniale portugaise. Machel participe à la lutte armée déclenchée en septembre 1964 et devient dès 1966 le secrétaire à la Défense du Frelimo. Commence alors pour l'ancien infirmier une ascension fulgurante qui le conduit en 1970 à la tête du mouvement de libération le plus radical. La lutte armée bat alors son plein et le Frelimo, basé en Tanzanie, gagne toujours un peu plus de terrain sur les forces portugaises.

En 1974, Au lendemain de la révolution des Œillets, le Portugal décide de conduire ses colonies africaines à l'indépendance. Il est alors conclu les accords de Lusaka qui prévoient une période de transition, allant du cessez-le-feu de septembre 1974 à l'indépendance en juin 1975, pendant laquelle le pouvoir est exercé par le Frelimo. Pendant cette période transitoire, le premier ministre, Joaquim Chissano (futur chef de l'État à partir de 1986), bien qu'issu des rangs du Frelimo, se montre très conciliant avec les 200 000 Portugais qui résident dans le pays et font tourner l'économie. À l'approche de la date de l'indépendance, Samora Machel met en scène un long périple qui le conduit de la Tanzanie à Lourenço Marques (future Maputo), la capitale,

traversant ainsi tout le pays. Au long de ce voyage, les masses sont littéralement enflammées par ses discours, dans lesquels il ne cesse de rappeler les aspects les plus odieux et humiliants du colonialisme. Exactement comme Patrice Lumumba quinze ans plus tôt au Congo belge, comme si la proximité avec les soviétiques fait perdre toute retenue à ces leaders !

Ce changement brusque dans l'attitude du Frelimo, qui montre son vrai visage à la veille de l'indépendance en parlant de « chasser » les Blancs, fait peur aux Portugais et entraîne un exode massif (plus de 120 000 sur 200 000) de ces derniers vers l'Europe ou vers l'Afrique du Sud.

Le 25 juin 1975, le Mozambique accède à l'indépendance avec à la tête du pays le Frelimo qui met en place un régime dictatorial et sanguinaire. Les opposants sont exécutés ou envoyés dans des camps de rééducation situés en pleine jungle. Pour Samora Machel, élu président de la République, le départ des Portugais, qu'il a suscité sous influence de Moscou, n'est point un problème. Il pousse au développement d'une société socialiste et rejoint officiellement le bloc soviétique. Une opposition armée ne tarde pas à se mettre en place avec la Résistance nationale du Mozambique (Renamo), soutenue par l'Afrique-du-Sud, la Rhodésie… et les États-Unis. Schéma classique de la Guerre froide ! Une réforme agraire est imposée par le régime marxiste, regroupant les paysans dans des villages communautaires selon le modèle des kolkhozes et sovkhozes soviétiques.

Profondément contraire au mode de vie traditionnel dans la campagne mozambicaine, la réforme agraire se traduit vite par un échec colossal. L'aide au développement reçue par Samora Machel de l'URSS et de la RDA, pour braver l'impérialisme capitaliste mondial, s'avère très insuffisante, et le pays souffre d'une sévère récession économique que la guerre avec la Renamo ne fait qu'accentuer. Dès 1980, à un moment où le Mozambique est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde, Samora Machel se rend

compte de l'inefficacité de sa politique économique et, en 1983, se tourne vers le FMI. Le FMI de l'impérialisme capitaliste !

Si le Mozambique du marxiste Samora Machel, ami de l'URSS et de la RDA, se retrouve au guichet du FMI et en perd de sa souveraineté, c'est parce qu'il a besoin d'argent. Le FMI, n'ayant pas d'argent à jeter par la fenêtre, va donc lui imposer ses conditions pour décaisser. C'est aussi simple que ça !

Le FMI et la BM ont des préoccupations financières et non économiques. La communauté internationale a souhaité que les institutions de Breton Woods jouent ce rôle de gendarme économique du monde, mais en la matière elles n'ont jamais convaincu, et l'Afrique n'a pas l'exclusivité de leurs « méchancetés ».

Petit tour d'horizon…

Dans la décennie 1990, les années du capitalisme roi après la dislocation du monde soviétique, le FMI et la Banque mondiale, tout-puissants, sont chargés, par leurs prévisions économiques, de conduire l'économie mondiale. Or, le monde va alors connaître des catastrophes économiques et sociales majeures. Sans parler du Japon dont la puissance économique l'affranchissait de leur influence, le Mexique, en faillite en 1994, oblige les États-Unis à décaisser des dizaines de milliards de dollars en peu de temps pour relancer l'investissement. La crise asiatique de 1997 qui touche, entre autres, l'Indonésie, la Corée et la Thaïlande, fait trembler le monde. Cette crise asiatique cause une baisse du prix du pétrole et une raréfaction des investissements étrangers qui vont provoquer la crise russe de 1998 : pour acheter du pain ou de la viande, les Russes font des queues de centaines de mètres dans un pays gangrené par la corruption.

À la fin de l'année 1999, une révolution de palais conduit au remplacement de Boris Eltsine par Vladimir Poutine qui redonne de l'autorité à l'État et ramène confiance et prospérité. Les turbulences des crises asiatique et russe entraînent la crise brésilienne de 1998 et 1999. Même si à chaque crise il y a intervention du

FMI pour apporter une aide financière, les années 1990 révèlent les insuffisances d'une institution qui navigue à vue et n'intervient qu'en pompier pour éteindre le feu. Les critiques fusent alors de toutes parts et des réformes de l'institution sont réclamées. Plus personne, dès lors, ne se fait d'illusions sur les compétences des financiers et comptables du FMI en termes de prévision et gestion économique. Dans les récentes crises de la Grèce et de l'Italie, le FMI ne s'est pas mieux illustré.

En Afrique, après deux décennies d'autodétermination, les États se retrouvent à la fin des années 1970 exsangues et surendettés. Au cours des années 1980, ces États ont déjà perdu toute souveraineté et subissent les diktats des institutions de Breton Woods qui les obligent à des programmes d'ajustements structurels (PAS), destinés à résoudre leurs problèmes financiers, notamment en conditionnant les décaissements à une certaine rationalité économique en vue de réduire leur endettement. Les résultats seront très loin des attentes.

En effet, comme l'a révélé le centrafricain Jean-Paul Ngoupandé dans son livre *L'Afrique sans la France*, « *C'est l'obligation d'en faire un minimum, voire de faire semblant – je pèse mes mots –, qui pousse à faire quelques gestes, et pour peu qu'on soit assez rusé pour marchander cet "effort" de circonstance on a le "décaissement"* »

Vous avez bien lu ! C'est un ancien Premier ministre africain qui explique comment le FMI était berné par les dirigeants africains.

Pour ma part, je parlerais plutôt de complicité et/ou d'incompétence. On sait que souvent, dans cette Afrique des mallettes, ces décaissements font l'objet de ristournes occultes pour les fonctionnaires internationaux décisionnaires. Avec la complicité des cadres africains, la dette africaine n'a cessé de s'alourdir. Au cours de cette décennie 1980, l'endettement africain qu'on voulait réduire va être plutôt multiplié par trois, passant de 60,8 à 176,9 milliards de dollars. Ce fut un échec total du FMI !

Mais, il n'y a aucun complot contre l'Afrique. L'endettement excessif est le résultat de notre gestion, de nos grandes entreprises publiques surfacturées à la construction (pensez aux complexes sucriers de la Côte d'Ivoire) et pillées par leurs dirigeants. Nous nous sommes retrouvés pieds et poings liés après avoir dilapidé nos ressources. Au milieu des années 1970, un pays comme la Côte d'Ivoire, avec les cours favorables des matières premières, réalisait d'importants excédents budgétaires, et l'État aurait pu faire des réserves pour les années de vaches maigres. Il n'en fut rien ! Dès que les cours baissent, l'État se retrouve dans des difficultés inextricables, avec des grandes entreprises publiques budgétivores dirigées par des « *grilleurs d'arachides* » dont on ne regardait pas dans la bouche… Houphouët terminera sa longue carrière politique en se plaignant de la détérioration des termes de l'échange et du poids de la dette. À qui la faute ?

Alors qui accusons-nous ? Les peuples africains ont confié leur destin à leurs cadres, à leurs fils, et non aux experts du FMI et de la BM. Ils ne sont même pas compétents pour cette mission, comme nous l'avons vu. Ni légitimes ! Nous entendons des Africains dire « *on nous impose ceci, on nous impose cela, on est contre nous* ». Encore des jérémiades d'irresponsables ! Qui ne se rappelle pas ce que la Grèce a subi ces dernières années, ébranlant toute l'Europe ?

La Grèce n'est pas en Afrique noire ! Si on n'observe aucune rationalité dans la gestion économique de la société, alors on en paye les conséquences, qu'on soit Noir, Blanc, Jaune ou Rouge. Il est vrai que nous avons perdu notre souveraineté, mais au lieu de perdre notre temps à pleurnicher, nous devrions faire un effort dans la gouvernance de nos pays. Vladimir Poutine, au début des années 2000, a réussi à redonner du sens à son pays pour sortir de cette spirale, sans passer son temps à crier au complot. Les Africains gagneraient à se remettre un peu en question. Pour l'instant, l'autocritique est loin d'étouffer des prétendus intellectuels africains qui, complexés par les mencomafnoire40, la

qualifient d'autoflagellation. Non, l'autocritique n'est pas l'autoflagellation, mais une marque d'humilité qui aide à avancer !

Abandon des structures traditionnelles pour l'État moderne

Certains frères et sœurs, déboussolés par tout ce qui se passe au plan politique, se demandent si l'État moderne est vraiment adapté à l'Afrique. Ne faudrait-il pas retourner à nos structures politiques traditionnelles, me suis-je entendu dire un jour par une dame très préoccupée par la Côte d'Ivoire ? Je lui ai demandé laquelle devrions-nous choisir entre les institutions politiques akan, krou, voltaïque ou mandé.

Plus sérieusement, je pris du temps pour essayer de lui faire comprendre qu'à la tête d'une petite tribu traditionnelle ou au sommet des États-Unis d'Amérique, le pouvoir politique a la même mission dans la société : prendre en charge les intérêts communs du groupe en matière de sécurité, emploi, alimentation, logement, santé, éducation, loisirs, etc. Les personnes qui gèrent le pouvoir politique sont les dirigeants de la société, qui ont à leur tête un chef politique, chef de tribu ou chef d'État.

Le chef politique et ses principaux collaborateurs forment le gouvernement de la société. Pour accomplir sa mission, c'est-à-dire produire les biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins des membres du groupe, le gouvernement a besoin de ressources qu'il tire des contributions de tous les acteurs économiques de la société, l'impôt. Les ressources du gouvernement servent à acquérir des moyens matériels (biens publics), humains (agents de l'État) et financiers (budget), en vue de la mise en œuvre des projets en rapport avec sa mission. L'ensemble des moyens du gouvernement constitue la puissance publique. Les projets du gouvernement peuvent être de la seule décision d'un monarque tyrannique ou le fruit d'un consensus obtenu dans une assemblée représentative démocratiquement élue. Peu importe ! Toujours est-il que le gouvernement, c'est-à-dire le pouvoir politique, est responsable de l'allocation de tous les moyens dont dispose le groupe pour satisfaire les besoins en biens et services de ses membres.

Tout cela, pour faire comprendre à mon interlocutrice que pouvoir traditionnel ou État moderne, on a exactement le même schéma. L'essentiel est d'avoir des dirigeants dotés d'un sens aigu de la responsabilité publique, car issus d'une élite portant des valeurs comme la moralité publique ou la justice sociale. Le problème de l'Afrique n'est pas une question de pouvoir traditionnel remplacé par l'État moderne. Le problème de l'Afrique d'aujourd'hui est qu'une partie trop importante des ressources du gouvernement ne servent pas à la mise en œuvre de projets destinés aux membres du groupe, mais est détournée pour servir des intérêts particuliers. Nous avons un problème de moralité publique !

En plus, au niveau des agents de l'État, depuis les indépendances, une trop longue négligence de la compétence au recrutement et une pratique à l'excès du népotisme ont conduit à une incompétence généralisée. C'est un vrai recul civilisationnel, une perte de capacité de gouvernance pour nos sociétés. Les communautés mourides du Sénégal ou igbo du Nigeria sont bien plus expertes en gestion économique que les États sénégalais ou nigérian.

L'État malien d'aujourd'hui n'a pas le niveau de gouvernance de l'empire manding. Au pays ashanti, le roi avait obligation d'accroître le trésor national, et était destitué en cas d'incompétence. Il n'y que dans les États de l'Afrique post coloniale que les dirigeants peuvent faire tout ce qu'ils veulent des deniers publics et de l'administration qui leur est confiée, impunément. Les mallettes d'argent que les dirigeants de l'Afrique francophone donnent à des officines parisiennes pour la protection de leur fauteuil est la preuve que les deniers publics africains sont trop facilement détournés. Au lendemain des indépendances, les dirigeants de l'Afrique noire se sont approprié les États africains, ils en ont fait des affaires privées destinées à servir un clan.

Qu'on soit dans une structure traditionnelle ou dans un État moderne, dans une dictature ou une démocratie, la rationalité économique reste immuable : la communauté, représentée par son gouvernement, comme tout acteur économique, ne peut pas dépenser pendant longtemps plus que ce qu'elle gagne. La liberté s'accompagne du sens de la responsabilité ! Aujourd'hui, la résolution de ce problème passe par une démocratisation réelle de la société africaine, de sorte que des pouvoirs nuisibles ne puissent pas continuer à détruire impunément la vie de centaines de millions de personnes ou à hypothéquer l'avenir de futures générations. En cela, il faut rendre hommage à des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Nigeria, le Bénin ou autres, qui avec une réelle possibilité d'alternance démocratique sont sur la voie de la responsabilisation de la classe politique…

L'État moderne est adapté à tous les peuples de la terre, à toute l'humanité. Nous devons cesser de croire que, en tout, nous sommes différents des autres races. Paradoxalement, nous sommes les premiers à nous plaindre de racisme. L'Afrique noire doit parvenir, par une authentique démocratisation, à renationaliser ses États qui sont, dans maints pays, des affaires privées depuis les indépendances, parfois dans les mains d'une seule famille. Nous y reviendrons…

Comment le Botswana s'en sort-il avec son État moderne, tiens ?

Indicateurs économiques inadaptés pour l'Afrique

Certains intellectuels africains trouvent que, pour l'évaluation de la santé économique, les indicateurs qui sont utilisés pour tous les pays du globe ne conviennent pas à l'Afrique. Pour les Africains, il faudrait des critères qui tiennent autant compte de l'économique que du social et du culturel.

L'économiste Felwin Sarr pense que c'est le regard de l'autre qui déforme la réalité africaine : « *À des millions de gens, on dit quotidiennement, de diverses manières, que la vie qu'ils mènent n'est pas appréciable. Certains Africains, en adoptant cette terminologie empreinte d'économisme et d'abstraction statistique, semblent avoir adhéré à cette perspective inversée de l'humain, qui consacre le primat de la quantité sur la qualité, de l'avoir sur l'être ; leur présence au monde n'étant évaluée qu'en points du PIB ou en poids dans le commerce international.* »

Il poursuit dans la dénonciation des indicateurs que sont le PIB et la Croissance par affirmer que quand on marche à Lagos, Dakar ou Abidjan, « … *l'on ressent ce que les indicateurs fondés sur la valeur ajoutée additionnelle annuelle produite par an (le PIB), ainsi que les classements et les ordonnancements des niveaux de richesse relatifs des pays ont d'inopérant, d'abstrait et de limité. La vie, le pouls de la société, l'intensité des interactions sociales, le rapport que l'on entretient avec son environnement, le fait de s'y sentir bien ou pas, le sentiment de plénitude ne se laissent pas capturer par ces statistiques-là.* »

Comme on le voit bien ici, on ne cherche plus d'alibis pour dire pourquoi ça ne va pas, mais on veut dire que ça va. Ca va même très bien, mais ce sont les indicateurs imposés par les Occidentaux qui font croire que ça ne va pas.

On prendrait donc tous les migrants africains de la Libye et la Méditerranée pour des imbéciles qui ne savent pas où est leur bonheur ! Cet économiste oublie que les jeunes Africains qui, pour fuir ce continent, prennent des risques dans le Sahara et la Méditerranée ne sont pas effrayés par des indicateurs au rouge, mais par la vie réelle, la vie de misère, la vie sans perspectives que leurs pays d'origine leur proposent. Ces migrants ne lisent pas les rapports du FIM, de la BM ou de l'OCDE. Le PIB ou l'IDH, ils ne savent même pas ce que c'est ! Ils n'ont pas besoin d'indicateurs pour savoir ce qu'ils vivent. Et si, malgré tous les risques connus, avec des milliers d'entre eux qui perdent la vie chaque année, le flux reste ininterrompu, leur détermination à

joindre l'Europe reste inébranlable, c'est parce que leurs frères qui ont réussi à émigrer vers l'Occident semblent s'y sentir bien, au moins mieux qu'au pays, puisqu'ils ne font presque jamais le chemin inverse. Sauf quand, souvent après quelques années, ils ont pu obtenir un titre de séjour qui leur permet de retourner au pays « *afficher leur réussite* ». L'économiste Felwine Sarr se comporte comme un médecin qui dit à son patient qui se plaint de fièvre que son thermomètre n'est pas bon. On retrouve vraiment la petite élite africaine qui s'en sort très bien et qui ne parle que pour elle-même.

Après ces premières observations, j'attendais de voir ce que, dans son essai *Afrotopia*, cet économiste africain proposerait comme indicateurs plus adaptés à l'Afrique. Ma déception fut grande de constater que non seulement il ne propose rien d'autre, mais en plus, la seule fois où il cite des pays qui selon lui marchent bien… c'est en fonction des critères qu'il a disqualifiés : « *La majeur partie des économistes s'accorde sur la nécessité d'accroître les investissements en capital humain (éducation et santé), en infrastructures, sur la nécessaire diversification des économies, sur l'amélioration de la productivité totale des facteurs par l'innovation technologique, sur une meilleure exploitation des avantages comparatifs fondés sur ses propres dotations factorielles, sur la qualité des institutions et de la gouvernance. Des pays comme le Rwanda, le Kenya, le Cap-Vert, le Ghana, l'Ethiopie, le Botswana, l'Ouganda, l'Île Maurice, ayant opté pour certaines de ces solutions, ont réalisé d'excellentes performances en termes de croissance économique au cours de la décennie.* »

D'un côté, « *le PIB, la croissance, ce sont des critères européens qui n'ont aucun sens pour l'Afrique* », et de l'autre, « *Regardez le Rwanda, il marche bien, son PIB est en croissance* ». C'est ce qui s'appelle de l'intellectualisme stérile !

Rien n'empêche des économistes ou des politiques non occidentaux, africains ou autres, d'améliorer la panoplie des outils utilisés dans cette science en vue d'une meilleure rationalisation de l'activité humaine afin de réaliser des objectifs précis.

Nous le souhaitons ardemment, mais il faut sortir des élucubrations pour être plus concret, surtout plus cohérent. Nous pouvons prendre l'exemple du Bhoutan où, en 1972, le roi Jigme Singye Wangchuck a proposé le bonheur national brut (BNB) comme indicateur que son pays a choisi pour conduire ses politiques publiques, en lieu et place du PBI. Son but est de bâtir une économie servant la culture du Bhoutan qui repose sur des valeurs spirituelles bouddhistes. Cet indice intègre, en plus du PIB et de l'IDH, des principes auxquels le gouvernement du Bhoutan attache de l'importance pour conduire le pays : conservation et promotion de la culture bhoutanaise, sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources, bonne gouvernance responsable.

Toute la population est alors sensibilisée à cette quête du bonheur, et les cadres en font une préoccupation de chaque instant dans l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées. Partout, dans les écoles ou au fronton des bâtiments publics, on peut lire « *Le bonheur national brut est plus important que le produit national brut* ». Cette expérience du Bhoutan a retenu l'attention de la Communauté internationale si bien que l'ONU a décrété le 20 mars « journée officielle de BNB ».

Le pays a pris son destin en mains, sans accuser qui que ce soit d'être responsable de ses malheurs. Ainsi, l'observation du BNB a conduit à des mesures pour améliorer la croissance économique, la conservation et le développement de la culture, la sauvegarde de l'environnement et une bonne gouvernance responsable, l'apprentissage de la langue nationale (le dzongkha) dans les écoles, l'incitation à porter l'habit traditionnel en public pour préserver la culture bhoutanaise, l'interdiction en 2004 de la vente des cigarettes étant donné que leur consommation avait des conséquences sociales, spirituelles et sanitaires négatives, et s'opposait à la doctrine bouddhiste recommandant d'éviter les stupéfiants qui affaiblissent les

capacités mentales. En outre, le 1er dimanche de chaque mois est réservé à la journée sans voitures.

Que l'on partage ou non les mesures du gouvernement bhoutanais, force est de constater que le BNB est une réalité concrète et, surtout, qu'il fait l'unanimité dans ce petit royaume, ancien protectorat britannique puis indien. Ce pays, qui pratiquait le servage et l'esclavage, a assumé son passé en reconnaissant ces tares et en les abolissant en 1956, sans accuser qui que ce soit. Le couronnement du quatrième roi, Jigme Singye Wangchuck, le promoteur du BNB, fut l'occasion pour le royaume de s'ouvrir davantage sur le monde et d'introduire plusieurs réformes politiques significatives. Notamment, le monarque a transféré la plus grande partie de ses pouvoirs administratifs au conseil des ministres, et permet la motion de censure du roi par une majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale.

Si Felwine Sarr pense que les outils de mesure de l'activité économique africaine doivent évoluer, nous attendons des propositions concrètes. Ceci étant, en économie, les indicateurs ne sont pas des acteurs. Il se trouve qu'en Afrique, l'agent économique principal qu'est l'État manque souvent de rigueur dans la gestion de l'intérêt général. Quand en Côte d'Ivoire, en 1982, Houphouët dit à propos des dirigeants des entreprises publiques que *« on ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille les arachides »*, ou qu'en 2005, Abdou Diouf, ancien président du Sénégal, dit qu'à son arrivée au pouvoir il a créé le *Tribunal de la lutte contre l'enrichissement illicite*, mais qu'il a échoué parce qu'il a *« rencontré un blocage total de la part des magistrats, des policiers chargés des enquêtes ; et cette loi est restée lettre morte, parce que moi tout seul je ne pouvais pas être la justice »*, ce ne sont pas les indicateurs qui sont en cause, mais l'irrationalité des pratiques de gouvernance en Afrique.

Au Sénégal par exemple, à l'aube de l'indépendance, le Président du Conseil, Mamadou Dia, non seulement avait engagé de grands projets de développement, mais était déterminé à combattre concrètement la corruption. Notamment, Dia s'était attaqué aux députés affairistes qui s'étaient octroyé des augmentations de salaires, avaient pris des crédits dans les banques qu'ils ne remboursaient pas, ainsi que des actions dans des sociétés anonymes, directement ou par l'intermédiaire de leurs proches, à des montants qu'ils ne pouvaient justifier par leur revenus.

Le Président du Conseil Dia exigeait de ces barons le remboursement de leurs crédits et la restitution de leurs actions, mais en vain. Cette rigueur de Dia fut à l'origine des brouilles entre lui et Senghor qui préférait laisser sa clientèle politique se servir en vue de s'assurer le soutien des barons, sur le dos des populations. En décembre 1962, la crise aboutit à l'arrestation et à l'emprisonnement de Dia, ainsi qu'à l'abandon de tous les grands projets de développement dont il était porteur. Le Sénégal put alors voguer paisiblement avec le régime clientéliste et corrompu de Senghor, corruption que le successeur de ce dernier, Abdou Diouf, avouera avoir échoué à combattre.

En d'autres termes, Abdou Diouf reconnaît que la corruption continuera de gangrener la société sénégalaise pendant tous ses mandats, jusqu'à ce que le peuple sénégalais, excédé, à la recherche du « Sopi », lui préfère Abdoulaye Wade aux élections présidentielles de 2000. La corruption a-t-elle diminué dans ce pays ? La réponse appartient au peuple sénégalais. L'économiste Felwine Sarr ferait mieux de chercher les difficultés économiques du Sénégal bien plus dans la voie de la lutte contre la corruption que dans celle de la pertinence des indicateurs économiques.

Réduction démographique en raison de la traite négrière

Pour certains, la traite atlantique, en appauvrissant l'Afrique en ressources humaines, est responsable des difficultés actuelles du continent. Par conséquent, l'explosion démographique en cours, qui selon les prévisions donnera à l'Afrique une population de plus de 2 milliards d'individus en 2050, est une bonne nouvelle. En

disant cela, comme un des étudiants du Burkina Faso face à Emmanuel Macron en 2017, l'Africain salive en pensant aux poids économique et démographique actuels de la Chine.

D'abord, il faut cesser de confondre causalité et corrélation. Si deux événements sont corrélés, c'est-à-dire proches dans l'espace ou dans le temps, cela ne veut pas dire que l'un a causé l'autre. Ce n'est pas parce que la Chine est le pays le plus peuplé de la terre qu'elle est en passe de devenir la première puissance économique mondiale.

La Chine est le pays le plus peuplé du globe depuis près d'un siècle, donc si la démographie induisait la puissance économique on le saurait depuis longtemps. La Chine est restée pendant longtemps l'un des pays les plus pauvres du globe. Si la Chine occupe le rang économique qui est le sien aujourd'hui, c'est parce qu'elle a depuis 1949 des dirigeants responsables qui ont compris qu'une population nombreuse qu'on n'est pas en mesure de nourrir et d'éduquer ne peut pas produire le bien-être et la prospérité. Dès que fut atteint le chiffre de 600 millions d'habitants dans les années 1956-1957, les autorités chinoises n'ont eu de cesse de lancer des politiques de contrôle des naissances, sans grand succès.

Ils ont dû passer à la solution radicale de « l'enfant unique » en 1979, sous Deng Xiaoping, pour arriver à maîtriser la démographie folle qui empêchait le mieux-être économique. La politique de l'enfant unique fut difficile pour la famille chinoise, mais salutaire pour la nation chinoise. Elle fait partie de tout un ensemble de mesures qui ont porté à la Chine à ce qui se voit aujourd'hui. Puisque la Chine est un pays bien gouverné, ses dirigeants, sous Xi Jinping, tenant compte du vieillissement actuel de la population, ont mis fin à la politique de l'enfant unique en 2015, et l'ont remplacée par une limitation à deux du nombre d'enfants par famille, avec une incitation à l'enfantement. C'est ce qui s'appelle gouverner un pays ! La Chine a aussi connu des natalités fortes par le passé, avec par exemple 7,41 enfants par

femme en 1963, mais quand on gouverne un pays, quand on tient le destin de son peuple entre ses mains, on ne le laisse pas voguer à tous les vents en disant « chez nous c'est comme ça ! »

La démographie n'est un avantage économique que lorsqu'on peut nourrir, loger, éduquer, soigner et employer tout le monde. Mais quand un peuple meurt dans la Méditerranée pour fuir la misère, il est irresponsable de se réjouir de sa multiplication. Alors, l'enthousiasme de l'économiste Felwine Sarr est étonnant : *« Pour la question démographique, le continent est en passe de retrouver son avantage du début du XVIe siècle. En 2050, il représentera un quart de la population mondiale. Il y a un siècle, il comptait 100 millions d'individus, dont 95% vivaient en zone rurale. Un siècle plus tard, il compte un milliards d'individus dont 45% d'urbains. En 2050, il comptera 2,2 milliards d'individus dont 60% d'urbains… La plus importante part de la population active la plus valide du monde sera africaine en 2050. »*

Ce qu'il y a à faire aujourd'hui pour l'Afrique, c'est de chercher à améliorer les conditions de vie de sa population par la stabilisation de sa démographie. Cette stabilisation s'obtient avec deux à trois enfants par femme. Quand, il n'y aura plus de migrants dans la Méditerranée ni des queues interminables dans les consulats européens en Afrique, alors les amoureux du rattrapage démographique pourront s'en donner à cœur joie.

L'obsession de l'avantage démographique se retrouve encore dans ce propos de l'économiste Sarr : *« Au XVIe siècle, les Africains disposaient d'un avantage démographique. La population africaine est estimée à 100 millions, soit 20 % de la population mondiale. À la fin du XIXe siècle, elle ne représentait plus que 9 % de la population mondiale. La traite négrière a interrompu la croissance de la population en Afrique occidentale pendant deux siècles. »*

Dans son esprit, il faut accuser la traite négrière, donc accuser le Blanc. Nous n'allons pas revenir sur ce sujet largement abordé de la pleine et entière responsabilité du Noir dans les traites

négrières. Mon propos, ici, est de comprendre pourquoi le monde noir n'est pas capable, aujourd'hui, de voir cette diaspora issue des traites négrières comme une chance pour le continent africain, comme la diaspora juive l'est pour Israël.

Rappelons que les Juifs n'ont pas quitté la Palestine d'eux-mêmes, mais chassés par les Romains aux deux premiers siècles de l'ère chrétienne. C'est la diaspora juive qui va se battre pour que son peuple retrouve une terre où exercer sa souveraineté, 2535 ans après la conquête de la Palestine et la déportation des enfants de Jacob à Babylone par Nabuchodonozor. Pour nous les Noirs, ce qu'il faut retenir, c'est ce que la traite atlantique a apporté au monde noir : tous ces territoires dans les Caraïbes, toute cette diaspora aux Amériques. C'est une erreur de considérer que les Haïtiens sont définitivement perdus pour l'Afrique, et qu'il faille que nos femmes fassent chacune dix enfants pour les remplacer ! Je rappelle que les Juifs, qui sont souvent accusés de dominer le monde, ne sont même pas 15 millions en 2018, dont moins de 6,5 en Israël. Les Africains ont bien d'autres choses à faire valoir que la démographie pour qu'elle soit à ce point une obsession, au point de se laisser aller à ces analyses économiques légères qui font croire que nous allons dominer le monde parce que nous serons plus de 2 milliards en 2050.

Le complot international contre l'option panafricaniste

On entend souvent les Africains faire grief à l'Occident de tous les échecs enregistrés dans leurs tentatives d'union. L'Occident comploterait pour que le berceau de l'humanité ne puisse pas se relever, par des manœuvres destinées à briser toutes ses initiatives d'union ! Encore une fois, la réalité, comme quelques exemples peuvent nous aider à la saisir, est toute autre.

Avant même les indépendances, le 17 janvier 1959, à Dakar, Senghor, qui avait dénoncé la balkanisation de l'Afrique, fonde avec Modibo Kéita la Fédération du Mali, composée du Sénégal

et du Soudan (actuel Mali). La Fédération, avec Dakar pour capitale, se dote d'un gouvernement présidé par Modibo Kéita. Dans le calcul de Senghor, la présidence de la Fédération, c'est-à-dire la fonction de chef de l'État, devait lui revenir.

Or, il se trouve qu'au moment où il est question de doter la Fédération de son président, le Soudanais Modibo Kéita, déjà président du Gouvernement, est candidat. Il a suffi de cette rivalité pour que les querelles de personnes et la course au pouvoir prennent le pas sur les débats d'idées, et les nobles ambitions affichées dans les joutes oratoires. Senghor, le chantre du fédéralisme n'a pas tardé, face à la réalité du terrain, à devenir ce micro-nationaliste qui déclarait : « … *L'heure est grave, jamais le Sénégal n'a été dans une telle situation. Il s'agit de défendre notre indépendance car ce que l'on veut, c'est vous coloniser, vous réduire en esclavage. Je suis prêt à mourir et avec moi tous les militants de l'UPS pour que vive le Sénégal.* »

Tout ça, simplement parce que Modibo Kéita, leader du Soudan, territoire plus vaste et plus peuplé que le Sénégal, était bien placé pour le battre aux élections présidentielles de la nouvelle Fédération. Pour Senghor, l'agrégé de grammaire, intellectuel reconnu, ancien membre du gouvernement de la IVe République française, la présidence de la Fédération devait lui revenir. En fait, chacun des deux leaders est pour l'union, mais seulement s'il en prend la tête. Le Sénégalais Mamadou Dia, partisan de Senghor à cette époque, au plus fort de la crise entre Sénégalais et Soudanais déclare : « *Notre pays a été colonisé par la France. Aujourd'hui nous ne subissons plus cette tutelle, ce n'est pas pour qu'un autre pays, surtout un territoire semblable au notre, vienne à son tour nous coloniser.* »

Le même jour, le 21 août 1960, les Sénégalais mettent fin à l'expérience de la Fédération du Mali et expulsent Modibo Kéita de Dakar vers Bamako.

Cette Fédération du Mali qui meurt ce jour d'août 1960, était la concrétisation de la grande vision fédéraliste de Senghor. Ce

dernier, dès 1958, était parvenu à rassembler autour de son idée les leaders du Soudan français, de la Haute-Volta et du Dahomey, avant l'organisation d'une Assemblée constituante de la Fédération du Mali, en 1959. Seulement, avant même la mise en place des institutions, la Haute-Volta et le Dahomey avait abandonné Senghor pour rejoindre son grand rival politique, Houphouët-Boigny, avec qui ils préféreront s'engager dans la création du « Conseil de l'Entente ».

L'autre tentative de fédéralisme, que nous pouvons évoquer ici, est l'Union des États africains (UEA) que le grand panafricaniste Kwame Nkrumah fonde avec le Guinéen Sékou Touré. D'abord baptisé Union Ghana-Guinée en novembre 1958, elle devient Union des États africains en 1959. Après sa mauvaise aventure dakaroise d'août 1960, Modibo Kéita, devenu président du Mali, rejoint l'UEA en avril 1961. Cette même année, afin d'afficher la détermination de l'URSS à soutenir les États africains qui se séparent du Bloc occidental, Léonid Brejnev lui-même, Président du Praesidium du Soviet suprême de l'URSS, visite la Guinée et le Ghana. Pourtant, cette Union fait aussi long feu que la Fédération du Mali, car Sékou Touré ne supporte pas que Nkrumah veuille chaque fois imposer ses vues. Finalement, l'Union se sépare en 1962, lorsque la Guinée, pillée par les experts soviétiques en exploitation minière, commence à se rapprocher des États-Unis, contre la ligne marxiste de ses partenaires ghanéen et malien, qui restaient attachés à l'Union soviétique.

Nkrumah, le problème de l'unité africaine

Dans toutes les tentatives de fédéralisme ou d'union des Africains, le manque d'objectifs clairs et de stratégies d'une part, et surtout les problèmes de personnes d'autre part, vont empêcher que quoique ce soit de sérieux puisse se faire. Kwame Nkrumah agaçait particulièrement ses pairs africains, et certains d'entre eux, tels que Léopold Sédar Senghor, Julius Nyerere ou Sékou Touré, ne pouvaient plus le supporter. Pour avoir été le premier à obtenir l'indépendance pour son pays en 1957, la Gold Coast devenue le Ghana, premier pays de l'Afrique noire à accéder à la souveraineté nationale et internationale, le leader ghanéen se voulait un droit de préemption sur toute l'Afrique. C'était lui qu'il fallait suivre, et il devait être à la tête de toute structure panafricaine.

Or, son leadership posait un gros problème ! Car, étant justement le premier pays indépendant d'Afrique noire, le Ghana faisait l'objet d'une observation particulière de tous, surtout des autres leaders africains et de tous les leaders noirs dans le monde, ainsi que de tous ceux qui comptaient capitaliser sur la réussite de Nkrumah pour doper le mouvement de décolonisation. Accra était devenue la capitale mondiale du panafricanisme où tous les leaders du monde noir se bousculaient. C'est donc en direct que tous vont assister à la destruction de la Gold Coast par le régime brouillon du leader panafricaniste.

Très tôt, Nkrumah est la grande déception de tous les observateurs attentifs, et les critiques ne tardent pas à fuser. L'un des premiers à prendre ses distances avec Nkrumah est l'incorruptible Frantz Fanon qui, restant fidèle à son discours communiste anti-européen, voyant les échecs d'Accra, dit : « *Ne payons pas de tribut à l'Europe en créant des États, des institutions et des sociétés qui s'en inspirent. L'humanité attend autre chose de nous et cette imitation caricaturale est obscène. Si nous voulons transformer l'Afrique en une autre Europe, alors confions à des Européens les destinées de nos pays, ils sauront mieux faire que les mieux doués d'entre nous. Mais si nous voulons que l'Humanité avance d'un cran, si nous voulons la porter à un niveau différent de celui où l'Europe l'a manifestée, alors il faut inventer, alors il faut découvrir…* »

Dans les difficultés de cette Afrique à l'aube des indépendances, Frantz Fanon, assidu à Accra, n'arrêtera pas de marteler que « *la responsabilité des nationalistes africains était au moins équivalente à celle des colonialistes face aux problèmes rencontrés par les*

pays récemment libérés. » Suivez le regard de Frantz Fanon ! Cette inquiétude de tous les hommes sincères, dont beaucoup d'Européens de gauche amoureux de l'Afrique, s'exprimera à travers l'agronome français René Dumont qui publia en 1962 *l'Afrique noire est mal partie.*

Nkrumah induit Patrice Lumumba en erreur

Dès le début des années 1960, dans son activisme obsessionnel pour créer une Union des États africains qu'il doit diriger, Nkrumah fait feu de tout bois. C'est ainsi qu'il pousse Patrice Lumumba, son cadet de vingt-six ans, à une radicalité inutile qui lui coûte la vie. Le 30 juin 1960, à Léopoldville, alors qu'il n'était même pas prévu dans le protocole de la cérémonie d'indépendance qu'il prenne la parole (cet honneur étant réservé aux deux chefs d'État, le Roi belge Léopold III et le Président congolais Joseph Kasa-Vubu), le Premier ministre Patrice Lumumba demande avec insistance à parler.

Quand on le lui permet, il lit un discours préparé dans lequel il évoque, devant un public médusé, la lutte pour l'émancipation en des termes totalement inadaptés à la cérémonie. Morceaux choisis : « … *Car cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. C'est une lutte qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage, qui nous était imposé par la force.*

Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire.

Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des Nègres.

Qui oubliera qu'à un Noir on disait 'Tu', non certes comme à un ami, mais parce que le 'Vous' honorable était réservé aux seuls Blancs !

Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort.

Nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres.

Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou, croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même.

Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs ; qu'un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits "européens"; qu'un Noir voyageait à même la coque des péniches au pied du Blanc dans sa cabine de luxe.

Qui oubliera, enfin, les fusillades où périrent tant de nos frères, ou les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'une justice d'oppression et d'exploitation !

… Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles.

Et pour tout cela, chers compatriotes, soyez sûrs que nous pourrons compter non seulement sur nos forces énormes et nos richesses immenses, mais sur l'assistance de nombreux pays étrangers dont nous accepterons la collaboration chaque fois qu'elle sera loyale et qu'elle ne cherchera pas à nous imposer une politique quelle qu'elle soit.

Ainsi, le Congo nouveau que mon gouvernement va créer sera un pays riche, libre et prospère. Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent et risquent de nous faire mépriser à l'étranger… »

D'où vient cette radicalité de Lumumba, ce gentil garçon qui faisait partie de l'élite congolaise pro-belge ? Il aurait même écrit un livre dans lequel il plaide pour une évolution pacifique au Congo du système belge dont il est partisan. C'est en 1958, au cours d'un voyage en Belgique, qu'il est retourné par des cercles anticolonialistes de Bruxelles.

Dès son retour, il crée le Mouvement national congolais (MNC). La même année, il se rend à Accra, la capitale mondiale du panafricanisme et de l'anticolonialisme, où il rencontre Frantz Fanon, Kwame Nkrumah et Félix-Roland Moumié, un cadre de l'Union des populations du Cameroun (UPC) de Ruben Um Nyobè. À son retour d'Accra, Lumumba est désormais un indépendantiste radicalisé. Un lavage de cerveau parfait !

Avec ce discours revanchard de Lumumba qui dit clairement qu'il n'est pas prêt d'oublier ce que les Congolais ont subi, les Belges perdent toute confiance dans le gouvernement et cherchent d'autres solutions pour préserver leurs intérêts. Alors, dans les jours qui suivent, le Congo doit faire face à la sécession du Katanga, sa riche région minière, sous la direction de Moïse Tshombé, à une mutinerie de son armée et à une vague de violence. Lumumba a déclenché une situation qu'il ne contrôle plus. Les troupes belges interviennent pour aider à rétablir l'ordre. Dès le mois d'août, Lumumba se rend à Accra chez Nkrumah, le grand stratège panafricaniste, pour l'aider à trouver une solution. Nkrumah convainc Lumumba qu'il est nécessaire que la crise du Congo soit résolue par des forces africaines, même si elles doivent intervenir sous l'égide de l'ONU. Nkrumah et Lumumba rédigent un communiqué commun réclamant le départ des troupes belges venues rétablir l'ordre de leur propre chef, et le retour du Katanga au sein de l'État

congolais. À quel titre Nkrumah cosigne-t-il ce communiqué ? Lui seul le sait ! En réalité, la bonne volonté affichée de Nkrumah est loin d'être désintéressée : Il conclut avec Lumumba un accord, resté secret, prévoyant une future union du Ghana et du Congo au sein de l'Union des États africains.

Pour Lumumba, vraiment rien ne va, car c'est aussi la guerre entre lui et le Président Kasa-Vubu. Pourtant, lors de la Table ronde de Bruxelles, Kasa-Vubu s'est particulièrement illustré en demandant la libération immédiate et la participation au débat national de Patrice Lumumba, le président du MNC, qui était incarcéré pour un prétendu détournement des fonds de la société qui l'employait.

Grâce à l'intervention de Kasa-Vubu, Lumumba a été libéré et a pu rejoindre la Table ronde. Mais, quelques mois après l'indépendance, un conflit ouvert éclata entre les deux hommes. Lumumba est accusé de mauvaise gouvernance, mais aussi de vouloir conduire le pays vers le communisme. Kasa-Vubu reproche aussi au Premier ministre d'entretenir l'anarchie dans le pays, notamment en poussant les militaires à se révolter contre les partenaires et techniciens étrangers encore présents au Congo. Avec son discours du jour de l'indépendance, Lumumba a prêté le flanc à toutes sortes d'accusations, justifiées ou non. Le Président Joseph Kasa-Vubu décide alors de révoquer Lumumba et demande au Parlement de pouvoir choisir un autre Premier ministre. Lumumba, à son tour, par un message désespéré diffusé à la Radio nationale tente de révoquer Kasa-Vubu. Le pays est plongé dans le chaos politique…

Pour la crise du Katanga, en demandant le départ des troupes belges avant même que l'ordre soit rétabli, Lumumba aggrave son cas aux yeux des Belges et surtout des Américains qui veillent au grain pour éviter que la région ne bascule vers le bloc communiste. Pour les Américains, la priorité c'est le maintien de l'ordre. Le communiqué conjoint de Lumumba et Nkrumah est royalement ignoré. Pressé de voir intervenir les troupes ghanéen-

nes, Nkrumah enfonce encore Lumumba quand il fait appel à l'Union soviétique pour transporter ses soldats. En pleine Guerre froide, les Américains voient atterrir des Ilyouchine russes au Congo, sur leurs plates-bandes ! Nkrumah ne pouvait rien faire de mieux si son objectif était de faire assassiner Lumumba…

Le premier ministre congolais, ne parvenant pas à obtenir de l'ONU d'avaliser sa stratégie, lance un appel à toutes les nations, y compris l'URSS, pour l'aider à unifier son pays. Suite à cet appel, la coopération militaire soviétique débarque au Congo. L'erreur de trop ! Nkrumah, bien plus au fait des questions internationales que le naïf Lumumba, s'inquiète de la tournure que prend le conflit, car la tonalité de plus en plus Est-Ouest de la crise congolaise interdit désormais d'espérer un règlement africain. Nkrumah, qui a compris que l'affaire le dépasse maintenant, se ressaisit et conseille alors la modération à Lumumba, l'incitant à utiliser le contingent ghanéen en priorité pour rétablir l'ordre avant de songer à la reconquête du Katanga. Il était déjà trop tard, car depuis août 1960, le président américain Eisenhower a réclamé l'élimination de Lumumba, ce que l'administration américaine organise avec le colonel Joseph Mobutu par un coup d'État le 14 septembre 1960.

Le gouvernement de Lumumba se replie sur Stanleyville. Nkrumah tente désespérément de sauver Lumumba, son « bon petit » comme disent les Ivoiriens. Le président ghanéen écrit au nouveau président élu des États-Unis, Kennedy, et à Macmillan, premier ministre britannique, pour qu'ils usent de leur influence pour sortir Lumumba de sa situation difficile. Nkrumah, ayant des accointances avec les Soviétiques, enfonce davantage Lumumba par ses interventions. Finalement, les Américains décident d'en finir, et Lumumba est capturé par les forces de Mobutu en décembre 1960, et bientôt assassiné.

Il ne faut pas oublier que cette crise congolaise mit l'ONU au bord de l'explosion et coûta la vie à son Secrétaire général, le

Suédois Dag Hammarskjöld, qui, voulant préserver la neutralité de l'organisation internationale, se retrouva pris dans un étau, avec d'un côté les soviétiques qui réclamaient son soutien au premier ministre Lumumba et de l'autre les États-Unis qui lui demandaient de soutenir le président Kasa-Vubu. L'indépendance de la colonie belge avait été mal préparée et les pays occidentaux, qui redoutaient que ce pays minier ne tombe dans la sphère d'influence soviétique, étaient prêts à tout pour garder la main sur ce vaste et riche territoire au cœur de l'Afrique.

Après l'assassinat de Lumumba, en janvier 1961, le Conseil de sécurité adopte la résolution 161 exigeant de Moïse Tshombé qu'il se sépare de ses mercenaires étrangers. La tension monte entre les forces de l'Opération des Nations unies au Congo (ONUC) et les troupes katangaises. C'est dans la résolution de cette crise de l'ONUC que le Secrétaire général de l'ONU trouve la mort le 18 septembre 1961, à Ndola, en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie), quand s'écrase l'avion qui le conduit à une rencontre avec Tshombé. L'avion a probablement été abattu par le camp de l'Ouest. La mort violente du Secrétaire général, rejeté par tous les camps pour sa neutralité, créa une grande émotion à travers le monde, et lui vaudra, la même année, le prix Nobel de la Paix à titre posthume.

Avec la mort violente en 1948 du diplomate suédois, Folke Bernadotte, membre de la famille royale suédoise et médiateur des Nations unies en Palestine – tué par les activistes juifs du Lehi de Yitzhak Shamir (futur Premier ministre d'Israël) – à laquelle vient s'ajouter celle de Dag Hammarskjöld en 1961, on peut dire que la Suède a payé un lourd tribut pour la paix dans le monde !

Comme morale du triste sort de Lumumba, nous pouvons retenir que l'intelligence d'un homme politique, c'est de savoir apprécier les forces en présence. Sur qui Lumumba comptait-il pour menacer les Belges installés au Congo depuis quatre-vingts ans ? Sur Nkrumah, son mentor ? Lumumba n'était qu'un petit

naïf aux mains d'un gourou surexcité. Comme un apprenti-sorcier, il a déclenché tout seul des événements malheureux qui ont fait rater au Congo son introduction dans l'ère post coloniale.

Création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

La mort de Patrice Lumumba est une grande déception pour Nkrumah, mais il en faut bien davantage pour le décourager. Les nouveaux États africains envisagent de créer une organisation qui les rassemble, et Nkrumah entend en faire une structure pour la réalisation de l'Union des États africains. Seulement, très rapidement, Nkrumah se brouille avec ses pairs de Guinée, du Togo, de Haute-Volta et du Nigeria, tous irrités par les airs supérieurs du président ghanéen. Les intrigues de Nkrumah ont fini par diviser les leaders africains en deux groupes, celui de Monrovia regroupant une large majorité (21 États), et une poignée autour de Nkrumah dans celui de Casablanca (5 États).

Devant l'assemblée des Nations unies, Sékou Touré vise Nkrumah : *« L'Afrique n'a pas besoin de formules philosophiques et de doctrines théoriques mais d'une honnête coopération entre États. Réaliser l'unité ne signifie pas créer un super-État africain. L'obstacle majeur vers l'unité, c'est précisément "l'idée qu'il faudrait avant tout faire de l'Afrique un seul État contrôlé par un seul homme". »*

Par ailleurs, depuis 1962, il existe une forte tension entre le Ghana et le Togo, pays voisin où des opposants ghanéens se sont exilés. Aussi, quand le président du Togo, Sylvanus Olympio, est assassiné en janvier 1963, tout le monde songe à un complot plus ou moins orchestré par le Ghana. La position diplomatique de Nkrumah est tellement fragile qu'il ne peut plus prendre d'initiative sur le continent, car la grande majorité de ses pairs africains le trouve infréquentable et fait tout pour l'isoler.

La proposition d'une réunion des pays africains à Addis-Abeba en mai 1963 afin de faire progresser le dossier de l'organisation commune vient de la Guinée, l'Ethiopie, le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Nkrumah, pour sortir de son isolement, accepte de participer aux assises d'Addis-Abeba et de saisir l'occasion pour obtenir la création de son super-État africain. Mais, de fait, toutes les motions ghanéennes sont rejetées. La conférence aboutit à la création de l'OUA. Même la petite consolation que cherche Nkrumah en faisant élire le Ghana comme membre du comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique lui est refusée.

Dans ces années-là, Kennedy apporte une grande inflexion dans la politique étrangère des États-Unis d'Amérique, passant de la *« diplomatie du bord du gouffre »* (aller sans cesse jusqu'à la limite d'une guerre nucléaire, pour terroriser les Soviétiques) à la *« nouvelle frontière »* qui propose de rompre avec la guerre froide, de chercher des terrains d'entente avec l'URSS et de développer le tiers monde. Pour la diplomatie de Kennedy, c'est le sous-développement des pays pauvres qui les pousse vers l'URSS. Les résultats concrets de cette nouvelle politique américaine pour l'Afrique sont, entre autres, le financement du barrage d'Akossombo au Ghana et la visite d'État offerte à Félix et Thérèse Houphouët par John et Jackie Kennedy. Pour la première fois de leur histoire, la majorité des Américains, lasse d'un affrontement sans issue, envisage de coopérer, sur un pied d'égalité avec le reste du monde.

La position américaine consiste à tenter de soustraire le Ghana, un pays clef pour sa politique africaine, au bloc de l'Est. Pour l'ambassadeur américain William P. Mahoney, qui a réussi à établir avec Nkrumah une relation étroite, le Ghana s'enfonce dans une grave crise par *« l'extravagance insensée des projets de prestige lancés par Nkrumah et par son acharnement à vouloir imposer sa conception du panafricanisme. »*

Pour le diplomate américain, Nkrumah est *« un être quelque peu immature dont le seul rêve est de diriger un jour toute l'Afrique. »*

Lors de la conférence des chefs d'État au Caire en juillet 1964, Nkrumah tente de nouveau de présenter ses thèses radicales, et se retrouve encore isolé. Senghor l'apostrophe éner-

giquement, lui rappelant que *« la décision a déjà été prise de dire non à la formation d'un gouvernement panafricain. Le Ghana ne pourrait-il donc pas cesser d'y revenir constamment ? »*

Nkrumah ne lâche pas l'affaire et propose même une scission de l'OUA : *« que ceux d'entre nous qui y sont prêts ne quittent pas le Caire avant de s'être mis d'accord pour créer de toute façon un gouvernement pour l'Afrique unie. »* Personne ne le suivra. Nyerere lui répond sans ambages qu'il tient là des propos absurdes. Sékou Touré, président de séance, conclut : *« le principe d'un gouvernement d'union n'est pas admis »*. Pour une seconde fois, les membres de l'OUA refusent d'élire le Ghana parmi les membres du comité pour la libération de l'Afrique.

Nkrumah et la lutte armée

Pour Nkrumah, c'en est trop ! Il prend alors le risque d'accroître ses difficultés en décidant d'accentuer la *« lutte contre les États réactionnaires »* qui s'opposent à ses desseins. Il estime qu'il est temps de *« combattre l'impérialisme et le néocolonialisme par la lutte armée »*. Il demande à son Bureau des Affaires africaines d'intensifier son action et d'accélérer la *« formation de combattants de la liberté »*. Le Bureau des Affaires africaines, est la structure qui, dans le dispositif de Nkrumah, est chargée d'organiser des opérations violentes dans les autres pays africains en soutenant ce qu'il appelle *« les combattants de la liberté africaine. »*

Ce sont des sommes importantes d'argent que le Ghana distribue à des *« révolutionnaires africains »* formés pour déstabiliser leur pays, tout cela conduisant à une grave gabegie. À ce titre, au début des années 1960, le Ghana reçoit Nelson Mandela, militant en fuite de l'ANC, qui, témoin de ce désordre, n'hésitera pas à écrire que le responsable du Bureau *« est en train de détruire systématiquement le Ghana »*. Toujours est-il que le Ghana peut déjà compter sur des hommes chargés de provoquer l'agitation dans neuf pays d'Afrique, notamment au Togo, en Côte d'Ivoire,

en Haute-Volta, au Niger, au Sénégal. Le Bureau installe de nouveaux camps d'entrainement aux frontières et fait venir de Chine et d'Allemagne de l'Est des experts de la lutte subversive pour former tous les opposants que le Ghana a accueillis.

Pour la Côte d'Ivoire, les *« révolutionnaires africains »* sont des ressortissants du Sanvi, une région agni, qui voulaient faire sécession au moment de l'indépendance et que Nkrumah soutenait avec l'objectif d'annexer cette région du sud-est de la Côte d'Ivoire, voisine de son village natal de Nkroful. Dans les derniers mois de 1964, des agents formés au Ghana sont arrêtés en Côte d'Ivoire, au Togo et au Niger. Houphouët prend alors la tête d'un groupe d'États voisins du Ghana qui s'estiment menacés, et déclare qu'il envisage de boycotter, avec l'ensemble des pays francophones rassemblés dans l'OCAM, la conférence de l'OUA prévue en 1965 à Accra. La personne de Nkrumah est violemment attaquée par les membres de l'OCAM. Son titre Osagyefo, qui veut dire le Messie, le Sauveur, le fait railler comme quelqu'un qui *« croit que Dieu lui a donné la mission de diriger le monde africain ! »*

En réalité Nkrumah, totalement grisé, a perdu depuis longtemps le sens de la mesure. Déjà en 1957, Nehru, le leader indien, apprenant que le parlement ghanéen avait décidé de faire ériger une statue de Nkrumah, confia avec dédain qu'il considérait le leader ghanéen comme *« un opportuniste sans grand destin à long terme. »*

En avril 1965, un commando entrainé en Chine et au Ghana tente d'assassiner le président Hamani Diori du Niger qui sort indemne de l'attentat, mais plusieurs personnes sont tuées ou blessées. Accusé par ses pairs qui haussent le ton, Nkrumah dit que *« ce qu'il s'est passé au Niger est un complot néocolonial, destiné à semer la division parmi les États africains… Et que si on avait déjà formé un gouvernement d'union en Afrique, il n'y aurait pas de subversion sur le continent… »*

Finalement, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Togo, le Niger, le Dahomey, le Gabon, le Tchad et Madagascar boycot-

tent la conférence d'Accra. Alors, Nkrumah pense qu'il lui sera plus facile d'obtenir le soutien de ceux qui sont présents, étant donné que ses adversaires les plus virulents sont absents. Même cette espérance sera déçue, car sa proposition, revue à la baisse, de créer un simple sous-comité pour étudier les problèmes posés par le projet d'un gouvernement d'union est rejetée, chez lui à Accra. Une défaite humiliante à domicile ! Désespéré, il aurait songé à quitter l'OUA si Haïlé Sélassié, pour qui il a de l'estime, ne l'en avait dissuadé.

Dans un pays ruiné, les forces armées ghanéennes, déjà de plus en plus critiques envers le président dont la popularité résiste mal à l'échec de tous ses projets, supportent difficilement les effets de la crise économique. Les fiers soldats du pays sont maintenant habillés de haillons, alors que les troupes de la Garde présidentielle, composées essentiellement de Nzima, l'ethnie de Nkrumah, formées par les Soviétiques, sont, elles, et elles seules, parfaitement équipées… Le 23 février 1966, Nkrumah est renversé par un coup d'État militaire dont l'annonce entraîne une liesse populaire du peuple ghanéen qui mettra du temps à se relever des années Nkrumah. Il faudra attendre Jerry Rawlings pour redonner du sens à ce pays à partir de 1981…

Malgré leurs vieilles querelles, c'est Sékou Touré qui, pour se sortir lui-même de l'isolement, offre l'hospitalité à Nkrumah qu'il installe confortablement à Conakry. Le président guinéen, qui est persuadé que le peuple ghanéen va se soulever contre les putschistes, ira, dans un folklore typiquement africain, jusqu'à déclarer Nkrumah *« co-président de la République démocratique de Guinée »*. Mais, quand Sékou Touré réalise que c'est le peuple qui ne veut plus de Nkrumah, il cesse de lui témoigner son amitié. Surtout que l'échec du panafricaniste radical et obsessionnel ne l'a point assagi, comme le montre l'universitaire britannique David Rooney : *« Nkrumah, dans sa retraite, se remet à écrire. Ses textes sont de plus en plus théoriques, ses idées de plus en plus révolutionnaires, ses propositions d'action de plus en plus extrémistes. Il prêche plus que jamais la révolution socialiste africaine et prône la lutte armée. À mesure que les mois puis les années passent, il réussit à maintenir sa conviction que le peuple ghanéen n'attend que son signal pour se lever et renverser les tyrans néo-colonialistes. Du moins il fait comme s'il le pensait, démontrant que sa capacité à refuser la réalité persiste… Et il soutient bientôt que c'est la réussite même des plans de développement du Ghana et non leur échec qui a encouragé les réactionnaires et les néo-colonialistes à fomenter le coup d'État de 1966 car les succès économiques du pays menaçaient toutes les structures néocoloniales dans le monde entier ! »*

En 1970, il publie *La lutte des classes en Afrique*, livre dans lequel il fait la promotion d'un *Parti révolutionnaire des peuples africains* qui doit conquérir le pouvoir avec le soutien d'une *Armée révolutionnaire des peuples d'Afrique*. On peut légitimement se poser des questions sur l'état de santé mentale de celui qui s'était donné le titre d'*Osagyefo*, le Messie en langue locale. Sékou Touré, qui s'est réconcilié avec Houphouët-Boigny en 1969, se sent de plus en plus encombré par Nkrumah qu'il finit par retenir quasiment comme prisonnier, lui interdisant toute visite. Atteint d'un cancer d'estomac depuis la fin de l'année 1970, c'est à Bucarest, dans la Roumanie du communiste sanguinaire Nicolae Ceausescu, que Nkrumah meurt en avril 1972. Ses successeurs à la tête du Ghana ayant échoué à améliorer la situation du pays, sa dépouille reçoit les hommages de milliers et de milliers de Ghanéens à Accra avant son inhumation le 16 mai à Nkroful, son village natal.

Nous allons en finir avec Nkrumah par la lettre ouverte que lui a adressée le 18 mai 1961 le futur premier Président du Nigeria, Dr Nnamdi Azikiwe. Il est important, avant de parcourir cette lettre, de savoir que c'est grâce à Azikiwe que Nkrumah a pu poursuivre des études à l'étranger : En effet, un jour, Nkrumah assiste à une conférence du Dr Azikiwe, un journaliste nigérian installé en Gold Coast. Nkrumah, très impressionné, se rapproche du journaliste dont il subit l'influence au fil des articles qu'il écrit sur le nationalisme africain dans son journal, *l'African Morning*

Post. C'est sur le conseil d'Azikiwe que Nkrumah, après un échec à l'examen d'entrée à l'université de Londres, décide de tenter de s'inscrire à l'université Lincoln de Pennsylvanie. En 1936, au moment de l'invasion de l'Ethiopie par Mussolini, Azikiwe est déporté loin de la Gold Coast pour avoir dénoncé en termes virulents le régime colonial. C'est Azikiwe qui recommande efficacement Nkrumah aux autorités de son ancienne université américaine. Et, le jour de son départ pour les États-Unis d'Amérique, quand Nkrumah embarque sur le bateau, un télégramme l'attend : « *Au revoir. Aie confiance en Dieu et en toi-même. Azikiwe.* »

Dans cette tribune de mai 1961, bien plus que la vision panafricaine de Nkrumah, ce sont les agissements d'histrion de ce dernier que dénonce Azikiwe : « *L'idéal serait un Parlement unique pour toute l'Afrique. Mais, à la différence du Dr Nkrumah, nous ne tenterons pas de réaliser l'irréalisable. La plupart du temps, le leader ghanéen tient des propos sensés. Mais lorsqu'il commet des erreurs, elles sont monumentales. Nous le savons grand défenseur de l'unité africaine, mais cela ne veut pas dire qu'il a toujours raison dans sa conception des affaires africaines.*

Le Dr Nkrumah a lancé l'autre jour une violente attaque contre la Conférence de Monrovia. Il n'y assistait pas parce que ni lui ni son groupe minoritaire n'étaient en mesure d'imposer leur volonté comme ils le projetaient. Le Dr Nkrumah soutient que le panafricanisme ne représente rien s'il ne franchit pas les frontières artificielles imposées par le colonialisme. Le Ghana est uni à la Guinée. Or, ces deux pays n'ont toujours ni Parlement ni monnaie en commun.

Le Ghana est très différent de la Guinée et cette prétendue union n'est qu'un chiffon de papier. Il n'a pas réussi à rallier à ses idées les Ashanti, qui forment pourtant un peuple important du Ghana. Certes, la loi sur la détention préventive a suscité une unité artificielle. Mais sans sa police et ses formations paramilitaires, le Dr Nkrumah sait qu'il aura à faire face un jour ou l'autre à la révolte. Et voilà l'homme qui, aux yeux du monde, prêche l'unité !

Le Dr Nkrumah préfère penser que les États de Monrovia ne représentent pas la majorité des États africains. Il y en avait pourtant vingt-et-un à Monrovia. Et le groupe de Casablanca ne compte que cinq États. La vérité, c'est que le Dr Nkrumah veut être à la tête de n'importe quel mouvement, ou, s'il ne peut pas, il reste en marge parce qu'il faut toujours qu'il commande.

Cet homme, c'est le Messie. Ce n'est pas un individu qui suit les troupes en marche pour ramasser leurs déchets. Il est nécessaire de dire au Dr Nkrumah que la poursuite obstinée de ses ambitions territoriales le conduira nulle part. Son but véritable est d'avaler le petit Togo et de mâchonner quelques bribes de la Côte d'Ivoire. Ce verbiage sur un Parlement africain et une Afrique sans frontières n'est qu'un camouflage destiné à masquer ses aspirations. Quelle que soit l'admiration que nous éprouvons pour le leader ghanéen, il est de notre devoir de lui lancer cet avertissement, afin qu'il renonce à la poursuite de principes fallacieux. »

Quand on sait tout ce qui précède, on peut se demander pourquoi, aujourd'hui encore, les deux cuistres que sont Nkrumah et Lumumba sont présentés comme des héros de la jeunesse africaine. D'abord, pour la gauche révolutionnaire, il faut faire tout ce qu'il est possible pour sauver l'image de Nkrumah, figure de proue de la radicalité africaine contre l'Europe occidentale pendant vingt ans.

Après la défection d'Houphouët en 1950, Nkrumah était devenu le pion central du dispositif soviétique. L'échec de Nkrumah fut une douche froide pour la gauche révolutionnaire. Par ailleurs, les officines de la gauche révolutionnaire savent très bien que les Africains ne s'intéressent pas à leur histoire, donc qu'on peut leur faire avaler tout ce qu'on veut, même à ceux qui se prétendent intellectuels et vigilants.

Alors, après avoir laissé passer quelques années, on ressort la figure de Nkrumah comme l'icône de l'unité africaine. Nkrumah, le hautain, l'incompétent, le brouillon, l'immature qui ne

rêve que de diriger toute l'Afrique selon l'ambassadeur américain, l'opportuniste sans grand destin selon Nehru, au régime irrationnel et dispendieux selon Mandela, le prétentieux illuminé selon ses pairs africains, est devenu le héros d'une jeunesse coupée de son histoire. Les circonstances de l'histoire avaient placé Kwame Nkrumah à un niveau qui était trop élevé pour ses capacités. Il était tout, sauf un grand homme d'État ! Mais, puisque les Africains sont devenus des ignorants de leur histoire, même le naïf et irresponsable Patrice Lumumba est proposé à la vénération des nouvelles générations. Pauvre Afrique !

Si nous voulons donner à notre jeunesse des modèles parmi les hommes d'État de l'Afrique noire indépendante pour l'inspirer, nous avons, quelle que soit notre sensibilité politique, des hommes dont les actions, à divers titres, méritent d'être saluées, même si la perfection n'est pas de ce monde. On pourrait citer Nelson Mandela, Haïlé Sélassié, Félix Houphouët-Boigny, Jomo Kenyatta, Julius Nyerere, Benjamin Nnamdi Azikiwe, Mamadou Dia, Seretse Khama, Quett Masire, Jerry Rawlings, Festus Mogae, Seyni Kountché, Thomas Sankara, Joachim Chissano, Idriss Déby, Paul Kagame, Pedro Pires, John Magufuli, et bien d'autres, mais de grâce, il faut cesser de tromper la jeunesse africaine avec Kwame Nkrumah et Patrice Lumumba dont la popularité, orchestrée par les officines de la gauche révolutionnaire, tient uniquement à leur agitation au service de l'Union soviétique. Nous devons être exigeants dans la lecture de notre histoire !

Les Africains doivent savoir que s'ils ne font aucun effort pour connaître leur histoire, ils seront toujours ridicules pour les autres. Parce que la vraie histoire de l'Afrique qu'ils ignorent, les autres la connaissent, mais les laissent à leurs colères et invectives, si cela peut leur fait du bien. Plus personne n'ose intervenir pour rectifier leurs erreurs, puisque, fragilisés par les mencomafnoire40, ils sont prompts à taxer tout le monde de raciste ou de néocolonialiste, tellement qu'ils sont devenus soupçonneux et susceptibles.

Le Cap-Vert et la Guinée-Bissau

Même le Cap-Vert, archipel au large du Sénégal, et la Guinée-Bissau, territoire continental sur le littoral atlantique à la frontière sud du Sénégal, deux anciennes colonies portugaises qui, au sein du *Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert* (PAIGC), ont mené ensemble la lutte pour l'indépendance, n'ont pas été en mesure de se réunir. Créé en 1956 par les nationalistes des deux pays, le PAIGC, dont la figure de proue est Amilcar Cabral, engage dès 1961 la rébellion armée contre les troupes portugaises. Avec le soutien de l'Union soviétique, le PAIGC, dont le siège est depuis 1960 à Conakry, en Guinée de Sékou Touré, prend l'avantage sur les troupes portugaises en territoire continental.

Ce dernier déclare son indépendance en septembre 1973 et devient la Guinée-Bissau, avec pour premier dirigeant Luis Cabral, le demi-frère du leader indépendantiste capverdien, assassiné à Conakry le 20 janvier 1973. En 1975, le PAIGC arrache au Portugal l'indépendance du Cap-Vert, et, dès cette année, l'union des deux pays est envisagée. Malgré la proximité des deux territoires, la fraternité (d'armes et parfois de sang) entre les dirigeants nationalistes des deux anciennes colonies, le partage de la même langue portugaise, cette union n'aura jamais lieu, et, au début des années 1980, le PAIGC modifie son nom en PAICV (Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert). La rupture est consommée. Le parti politique qui a lutté pour l'indépendance des deux pays n'a pas pu les maintenir unis, une histoire semblable à l'expérience de Simon Bolivar en Amérique latine !

La Confédération de la Sénégambie

Pour dernier exemple, nous pouvons évoquer la Sénégambie, composée du Sénégal et de la Gambie – qui n'est qu'un bout de territoire à l'intérieur du Sénégal avec lequel elle partage une homogénéité culturelle –, entrée en vigueur en février 1982, qui

n'a pas tenu plus de sept ans. Pourtant, ce ne sont pas les beaux discours qui ont manqué pendant sa création !

Si l'Afrique est restée « *balkanisée* », ce n'est point la faute de l'Occident. La vérité, toute simple, est que, au sein des élites nationalistes qui ont lutté pour les indépendances, la soif de pouvoir des uns et des autres était tellement forte que toute union – qui suppose que certains acceptent de sacrifier leurs ambitions personnelles – était impossible.

L'Afrique s'est condamnée en empruntant la voie « *divisionniste et affaiblissante* » de l'Amérique latine du XIXe siècle, plutôt que celle « *unioniste et fortifiante* » de l'Amérique du Nord. C'est une question de conception du pouvoir et de valeur des élites ! Cette soif de pouvoir sera à l'origine des régimes dictatoriaux, des présidences à vie et des coups d'État qui vont rythmer la vie politique de l'Afrique postcoloniale.

Les religions des autres ont été imposées aux Africains

Certains pensent que l'Islam et le Christianisme, étant des religions étrangères à l'Afrique, ne conviendraient pas à l'homme noir. Ces points de vue procèdent de ce que trop souvent, bien qu'il soit prompt à se plaindre de racisme, le Noir se voit lui-même différent des autres races. Ce que ces personnes oublient, c'est que l'origine du Christianisme n'est pas européenne, mais orientale. Alors, pourquoi cette petite secte du judaïsme des premiers siècles de l'ère chrétienne conviendrait-elle aux Européens et pas aux Africains ? Pourquoi la Corée du Sud, pays bien plus éloigné de la Palestine que l'Afrique, connaîtrait un développement aussi remarquable avec le christianisme – religion étrangère – alors que cette même religion serait handicapante pour l'Afrique parce qu'étrangère ? Encore un alibi qui ne résiste pas à l'analyse.

Les Africains sont des hommes comme les autres. Les grandes pensées philosophiques, les sagesses ou les révélations divines qui s'adressent à toute l'humanité concernent aussi l'Afrique. Les

messages des religions révélées s'adressent à toute l'humanité. De grâce, n'en soustrayez pas l'Afrique !

Ceci étant, l'Afrique a ses religions dont les adeptes méritent autant de respect que juifs, chrétiens ou musulmans. Tous ceux qui croient aux saintes écritures devraient savoir qu'au lendemain du déluge et du sauvetage d'un petit reste par Noé, Dieu donna sa bénédiction à toute l'humanité, et qu'à la suite de la tour de Babel, le Seigneur dispersa Lui-même cette humanité, chaque groupe d'hommes partant de son côté avec sa bénédiction. Tout cela, c'était avant Abraham, le *père des croyants* qui sera choisi par Dieu pour se donner un peuple au sein des nations. Quand Abraham se rendit en Égypte, les hauts lieux d'adoration et les pyramides que nous voyons aujourd'hui existaient déjà, en terre africaine. Dieu est donc « *un Dieu des chemins multiples* » qui n'a pas attendu les Hébreux pour se révéler, pour donner Son Esprit et Sa Parole à l'humanité. Yahvé ne dit-il pas « *Depuis l'Orient jusqu'en Occident, mon Nom est craint et vénéré parmi les nations ; en tous lieux on offre à mon Nom la fumée de l'encens et l'offrande pure, car mon Nom est grand parmi les nations... Je suis un grand Roi, et mon Nom est redouté parmi les nations* » ?

Comment peut-on redouter un Dieu qu'on ne connaît pas ? Les hommes, depuis l'aube de l'humanité ressentent Dieu, et l'ont adoré de mille manières, selon leur degré de connaissance. L'homme de Neandertal, qui a vécu pendant des centaines de milliers d'années jusqu'à il y a environ trente mille ans, croyait en l'au-delà, connaissait la religion et enterrait ses morts. Les Africains sont des peuples religieux depuis les temps immémoriaux et ce n'est que l'ignorance qui peut conduire à disqualifier leurs religions. Seulement, les Africains sont aussi des hommes comme tous les autres, donc peuvent être sensibles aux messages de Moïse, de Bouddha, de Confucius, de Jésus ou d'Abraham.

La religion est une question strictement personnelle, le plus important étant que le croyant trouve des réponses satisfaisantes

à ses attentes. Les pouvoirs publics africains doivent s'impliquer dans la préservation de nos religions, ainsi que de toutes nos langues, car elles font partie du génie humain qui s'est exprimé à travers nos ancêtres.

Aujourd'hui, les adeptes des cultes africains doivent extirper de leurs religions, quand elles existent, des pratiques telles que les sacrifices humains, ou tous autres rites de nature à réduire l'homme ou à infliger des souffrances inutiles aux animaux. Chacun doit être de son temps ! Ceci étant, il appartient aux adeptes des religions africaines d'en faire la promotion. En Côte d'Ivoire, l'homme de lettres Jean-Marie Adiaffi se consacra à des recherches sur la religion traditionnelle du peuple agni qui débouchèrent sur la promotion du *Bossonisme*. L'Apôtre Paul a parcouru tout le bassin méditerranéen pour vendre le Christ, se faisant parfois même passer à tabac. Les conquérants de l'Islam ont parcouru la terre entière avec le Coran et l'épée pour élargir la *Oumma*. À chacun de prêcher pour sa paroisse !

Les Africains ont le droit d'être de fiers musulmans, chrétiens, animistes ou de tout autre religion ou philosophie qui les aide à être de bons citoyens.

Les Africains sous domination intellectuelle des Blancs

Une société sans une authentique activité intellectuelle est vouée à se scléroser. Le monde noir dès le départ, a fait beaucoup dans le mimétisme. Même en lisant des personnages célèbres comme Aimé Césaire, l'on a parfois l'impression, au niveau des idées, d'avoir lu mille fois ailleurs ce qu'ils écrivent. Par exemple, dans le discours sur le colonialisme, dire que « *C'est un fait : la nation est un phénomène bourgeois...* », ou terminer le texte par « ... *à l'étroite tyrannie d'une bourgeoisie déshumanisée, substituera, en attendant la société sans classes, la prépondérance de la seule classe qui ait encore mission universelle, car dans sa chair elle souffre de tous les maux de l'histoire, de tous les maux universels : le prolétariat.* » n'a vraiment rien d'original, et pourrait être écrit par

n'importe quel auditeur des Groupes d'études communistes des capitales africaines.

Même si l'influence de la pensée occidentale sur nos premiers intellectuels est nette, elle est compréhensible et acceptable. En revanche, elle l'est beaucoup moins pour les générations suivantes, à partir des années 1980, pour au moins deux raisons essentielles :

D'abord parce qu'avec les universités nationales dont se sont dotées tous les États africains, le nombre de personnes censées contribuer à la production intellectuelle a été multiplié par dix ou vingt dans les années qui ont suivi les indépendances, ce qui était suffisant pour constituer une masse critique capable de produire des résultats intéressants. Sans compter les échanges entre les universités africaines. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, l'État alla jusqu'à consacrer près de 40% de son budget à l'Education !

Enfin, l'Afrique étant en crise à partir des années 1980, les universitaires avaient matière à travailler dans tous les domaines, pour expliquer les dysfonctionnements, pour proposer des solutions, pour cultiver la jeunesse qui leur était confiée.

Pour autant, la production des universitaires africains sera loin du compte. Ils n'ont pas été à la hauteur des enjeux intellectuels d'une construction nationale, et continuent aujourd'hui encore de s'égarer dans des explications de victimes des mencomafnoire40.

Lisons Felwine Sarr : « *Cette réflexion ne pourrait se conclure sans la pensée de sa traduction pratique dans les universités africaines actuelles. Celles-ci (Dakar, Makerere, Nairobi) sont des émanations de l'administration coloniale. Elles ne résultent pas de la volonté des nations africaines accédant aux indépendances, de se doter d'instruments leur permettant de résoudre leurs problèmes sociaux. Depuis leur création, elles ont subi peu de transformation structurelle profonde, et cela en dépit du nombre croissant d'enseignants-chercheurs africains y exerçant leur sacerdoce. Elles sont d'ailleurs peu intégrées à leur environnement socioculturel. Le contenu des ensei-*

gnements y a très peu évolué, celui-ci étant calqué sur celui des universités-mères occidentales. Ambroise Kom souligne qu'une telle université est un instrument privilégié de perpétuation des hégémonies, car c'est le lieu où l'on forme les agents de production et de perpétuation d'une vision de l'Afrique fabriquée ailleurs, que l'on cherche à ancrer pour perpétuer la domination. Le pouvoir étant fondamentalement lié à la représentation. Ces universités furent conçues pour être le couronnement du projet civilisationnel colonial.

*En effet, l'autorité coloniale, en créant l'université en Afrique, a fixé la représentation qu'elle souhaitait donner d'elle ainsi que celle qu'elle voulait que les Africains aient d'eux-mêmes : une image inscrite dans la subalternité. L'université coloniale permettait donc d'inscrire l'autre dans sa narration dans une position d'infériorité, le convainquant de la nécessité des liens de dépendance qu'elle établissait avec lui ; et cela en lui renvoyant une image mythifiée de soi et dévalorisée de lui au travers d'une lecture tronquée de son histoire et de ses cultures. La coopération universitaire internationale fonctionne sur ce même schème. Une recherche scientifique africaine majoritairement soumise aux financements externes, dont par conséquent l'agenda scientifique est fixé ailleurs. Les chercheurs africains se retrouvant ainsi dans la position d'*informateurs *ou sous-traitants des questions et des problématiques ne relevant pas de leurs priorités épistémologiques. Dans ce cas, comment donner aux jeunes Africains une représentation positive d'eux-mêmes à partir de théories élaborées ailleurs visant à les maintenir dans la subalternité ? Comment leur permettre de se réinventer sans s'aliéner ?*

Il est nécessaire pour chaque pays d'adapter son enseignement et sa recherche universitaires à ses besoins politiques, économiques, culturels et sociaux. Pour une appropriation et inculturation féconde de l'Université, il ne s'agit pas de simplement réformer le système hérité de la colonisation, mais de le déconstruire totalement afin de jeter les bases d'une nouvelle université africaine répondant aux exigences de ses sociétés. Cette déconstruction passe par une démythification de l'Europe dans une stratégie de reconquête de son être au monde.

Pour hâter la fin d'un monde, se désarrimer et décrocher de l'Occident, il est nécessaire de gagner la bataille de la représentation, par une stratégie de subversion et d'insurrection devant aboutir à l'élaboration de son propre discours et d'une représentation de soi-même. »

Nous pouvons être d'accord avec Felwine Sarr quand il écrit que les universités africaines n'ont pas donné à la société ce qu'elle attendait d'elles. Et ce n'est pas faute de moyens, car le système éducatif africain fut très budgétivore pour nos États. Seulement, pour que des moyens soient utiles, ils doivent être affectés là où il faut, ce qui suppose des responsables universitaires conscients de leur rôle dans la société. En Côte d'Ivoire par exemple, jusqu'à la fin de la décennie 1980, la plus grande partie des dotations de l'Education nationale servait aux logements des enseignants, à la construction de cités universitaires pour les étudiants, à la restauration universitaire, aux transports spéciaux des élèves et étudiants d'Abidjan, pendant que l'enseignement et la recherche académique souffraient de manque de moyens.

Pour le reste, Felwine Sarr devrait savoir que la plupart des universités africaines ne sont pas des émanations de l'administration coloniale, mais des réalisations des nouveaux États de 1960. Appartient-il aux Blancs de venir intégrer les universités africaines à leur environnement socioculturel ? Personne ne cherche *« à ancrer pour perpétuer la domination »* une fausse vision de l'Afrique, avec *« une image inscrite dans la subalternité. »*

Et si tel avait été le cas, Felwine Sarr veut dire que pendant plus de cinquante ans, les universitaires africains auraient été des moutons de Panurge incapables de réagir. Il est vrai que les universitaires africains, par manque de travail sérieux, ont, pour l'Afrique, adopté *« une lecture tronquée de son histoire et de sa culture »*, comme le dénonce Felwine Sarr.

Nous n'allons pas encore accuser l'Europe si pendant plus de cinquante ans les élites africaines ont manqué à leurs devoirs par paresse.

Avec l'influence prégnante des mencomafnoire40 que subit Felwine Sarr, ce n'est certainement pas lui qui résoudra le problème, lui qui, dans les mêmes dispositions psychologiques que ces aînés qu'il dénonce, surestime le Blanc, capable selon lui d'empêcher les Africains de réfléchir pendant cinquante ans. Non, le Blanc ne peut pas tout !

Les universitaires africains sont tout simplement une autre illustration de la trahison des élites dont pâtit une grande partie de l'Afrique noire depuis les indépendances.

Ce n'est certainement pas à Felwine Sarr qu'il faut confier la tâche de « *déconstruire totalement afin de jeter les bases d'une nouvelle université africaine répondant aux exigences de ses sociétés.* »

Ce n'est vraiment pas avec ce genre d'élucubrations que l'Afrique s'en sortira. Si la nouvelle génération d'enseignants pense comme Felwine Sarr, alors on peut s'expliquer la piètre prestation des étudiants du Burkina Faso face à Emmanuel Macron. Vite, nous devons sortir des mencomafnoire40 !

Chapitre 6
Racisme

Rokhaya Diallo, une militante antiraciste française, habituée des plateaux de télévision, disait un jour que chaque fois qu'elle se présente comme française, ses interlocuteurs lui demandent « *Française d'où ?* » Et quand elle leur répond « *Française !* », ils persistent dans leur questionnement en disant « *Oui, Française, mais de quelle origine ?* », ce à quoi elle dit répondre « *Française d'ici.* »

Cette anecdote était donnée en appui de son affirmation faisant état d'une société française raciste. Le téléspectateur que j'étais ne partageait pas le lien que la militante antiraciste faisait entre la question qu'on lui posait et le caractère raciste qu'elle prêtait à ses questionneurs. Mais enfin, je finis par me dire que chaque personne ressent les choses à sa façon, et que je ne suis pas à sa place pour contester ce qu'elle ressent.

Il se trouve qu'une autre fois, j'entends la même militante antiraciste dire qu'elle a dû se soumettre aux formalités de visa pour se rendre au Sénégal, et qu'elle a décidé de se faire établir un passeport sénégalais parce qu'elle trouve anormal de demander un visa pour aller dans le pays de ses parents. C'est ce jour-là que je sus qu'elle était d'origine sénégalaise. Alors, je me suis dit : « *Mais, si elle est Française comme tous les autres Français, pourquoi ne veut-elle pas avoir à demander un visa pour se rendre au Sénégal comme tous les Français le font ?* »

En fait, cette militante antiraciste ne comprend pas que la raison pour laquelle elle trouve anormal de demander un visa

pour aller au Sénégal est exactement celle pour laquelle ses interlocuteurs lui demandent « *Française d'où ?* »

Traiter ses interlocuteurs de racistes est injuste. Nous devons faire attention pour ne pas voir le mal partout. Parfois, ce sont nos propres complexes qui altèrent notre perception des choses. On est sur ses gardes, à l'affût du moindre signe qui trahirait les vilains sentiments cachés des autres ! À la longue, dans un monde où tout le monde suspecte les autres, il risque d'être compliqué de vivre en bonne intelligence.

Quel racisme ?

Le racisme est l'un de ces termes employés pour parler de phénomènes tellement différents qu'il convient de savoir de quoi nous parlons exactement, d'autant plus que la confusion est exploitée habilement par les extrémistes de tous bords.

Sans prétendre faire une étude exhaustive, nous pouvons noter que dans le langage courant, nous entendons qualifier de raciste la personne qui, en raison de sa race (ou de son ethnie) :

1 – Fait des remarques, fait des blagues, ou tient des propos pour blesser ou pour se moquer d'une autre race ;

2 – Se croit supérieure à une personne de race différente ;

3 – Éprouve de la haine pour une personne uniquement en raison de sa race ;

4 – Préfère évoluer dans des cadres, des cercles ou des réseaux réservés à sa race ou à celles qu'elle accepte, mais à l'exclusion de tout autre race ;

5 – Fait d'une personne un ennemi uniquement en raison de sa race ;

Cette différenciation est faite pour décomposer le phénomène afin de mieux l'analyser, mais il n'y a pas de cloison entre les différentes catégories, la même personne pouvant en même temps se sentir supérieure, détester et vouloir exclure une autre race.

1 – La première catégorie, dans un climat délétère, est souvent, bien plus une perception de racisme que du racisme réel. Notre militante antiraciste n'aurait pas senti du racisme face à un questionneur congolais ou malien. Elle supporte mal la question venant d'un Blanc, parce qu'alors elle pense qu'on veut lui rappeler que la France n'est pas son pays d'origine, ou même pire, lui contester sa francité. Elle prend donc pour une manifestation de racisme une question banale qu'il est courant de poser dans les civilités de présentation. Par ailleurs, on ne pourra jamais interdire des blagues que des peuples qui se côtoient font les uns sur les autres.

On ne peut pas empêcher non plus que des imbéciles – il en existera toujours ! – tentent de blesser, sur la scène politique ou sur un terrain de sport, un adversaire d'origine africaine en le traitant de singe. Il faut vraiment être serein pour ne pas être atteint par ce genre de propos. Le vrai enjeu est ailleurs. Je reproduis ici le texte que j'écrivis quand Christiane Taubira fut traitée de singe par une adversaire politique :

« Christiane Taubira, la ministre française de la Justice, a été traitée de singe. Nous savons que c'est parce qu'elle est noire qu'elle a droit à cette injure. Donc, au-delà de Christiane Taubira, c'est tous les Noirs qu'on veut insulter, qu'on veut blesser.

Bien entendu, ces propos ont suscité de nombreuses réactions indignées.

Mais, bien au-delà de l'indignation, je voudrais que nous réfléchissions un peu à ces injures à répétition, qui frappent parfois des footballeurs, et certainement des milliers de Noirs anonymes dans leur vie de tous les jours.

D'abord,

Au moment des grandes découvertes, à partir du XVe siècle, le partage de la même humanité par tous ces peuples n'était point une évidence. Au XVIe siècle, les métis issus des rapports entre Blancs et Noirs furent appelés mulâtres parce qu'on pensait qu'à l'image de la

mule, l'hybride femelle issu du croisement d'un âne et d'une jument, les métis seraient stériles, condamnés à disparaître. Aujourd'hui, nous savons que les métis seront la finalité de notre belle humanité.

Depuis bientôt un siècle, on sait que Blancs, Noirs, Jaunes ou Rouges, partageant une unicité psychique, constituent la même espèce animale, l'Humanité. On connaît même le parcours de l'homme qui, parti d'Afrique, a fini par coloniser la terre entière. Les grandes avancées en paléontologie et en génétique confirment aujourd'hui l'unicité de l'espèce humaine, de toutes les couleurs de l'espèce humaine.

Traiter donc Christiane Taubira de singe est surtout du mépris ! Ne nous y trompons pas. Du mépris qui surgit chez des adversaires à court d'arguments, un peu comme une manifestation de dépit.

Alors,

Pourquoi ce mépris ?! Pourquoi ce mépris du Noir par certains esprits ?

Aujourd'hui, partout dans le monde, on a du respect pour le Japonais. Mais il n'en a pas toujours été ainsi ! Ce respect pour le Japonais date du début du XXe siècle, quand ce peuple a troqué son système politique féodal du Shogunat pour une centralisation impériale, a décidé de prendre son destin en mains en initiant le Meiji en 1868, a réussi à se donner une puissance militaire au point de donner une correction en 1905 aux Russes qui avaient des appétits coloniaux à son égard. Après les épisodes de l'impérialisme japonais et des bombes américaines de Hiroshima et Nagasaki, le monde a pu assister au redressement du Japon, ce petit archipel qui fut pendant de nombreuses années la deuxième puissance économique du monde… C'est pour ces raisons que le Japonais est respecté.

Aujourd'hui, partout dans le monde, on a du respect pour le Chinois. Mais il n'en a pas toujours été ainsi ! C'est même très récent ! Ce grand peuple chinois, qui aurait pu conquérir le monde connu dès le Moyen Âge, sera maltraité comme jamais dès le XIXe siècle : il a été contraint à des « traités inégaux » par les Britanniques, les Américains, les Français, et d'autres qui imposèrent leurs intérêts à la Chine des Qing. En 1900, une expédition punitive des Occidentaux se termine par l'extermination des Boxers, des nationalistes chinois. De 1931 à 1945, la Chine subit l'invasion japonaise. Le Chinois passait pour un moins que rien ! C'est à partir de Mao Tse Dong que la Chine prend son destin en mains, et reprend le contrôle de son histoire. Ce pays qui figurait parmi les pays les plus pauvres du globe dans les décennies 1950 et 1960, a réussi à se redresser pour être aujourd'hui la plus grande puissance économique du monde. Dans tous les domaines, industrie, commerce, espace, culture ou sport, c'est à pas de géant que la Chine avance. C'est pour ces raisons que le Chinois est respecté.

Il ne viendra à l'esprit de personne de proférer des injures racistes à l'encontre de Fleur Pèlerin, la collègue de Christiane Taubira ministre française de la Culture, d'origine coréenne. Pourquoi ? Parce que la Corée est un pays qui a donné les preuves de ses capacités.

Aux États-Unis, même Barack Obama n'est pas épargné par des injures méprisantes, voire des menaces venant de gens qui ne supportent toujours pas de voir ce nigger occuper la Maison Blanche. Cela veut dire que le Noir, qu'il soit européen (comme Taubira) ou américain (comme Obama), à fortiori africain, a une image dégradée par la mauvaise gouvernance généralisée des États de l'Afrique noire. Le Noir, quelles que soient ses compétences et sa nationalité, est tributaire de la mauvaise image que dégagent les sociétés noires d'Afrique et des Caraïbes. américains, européens ou africains, tous les Noirs sont logés à la même enseigne… Et il en sera ainsi tant que le monde noir n'aura pas fait la démonstration de sa capacité à se développer. Les déclarations d'indignation ou les procès pour propos racistes n'y changeront rien !

Nous sommes les premiers responsables de notre destin et de notre image, et il ne sert à rien de perdre notre temps à accuser les autres…

Nous traiter de singes !!! Je pense qu'il n'y a pas à s'attarder sur ces manifestations de mépris. Nous devons plutôt y puiser de la motivation

à redresser nos sociétés, y voir un défi à relever. Comment les Japonais ont-ils fait ? Comment les Coréens ont-ils fait ? Comment les Chinois ont-ils fait ? Nous devons donner à l'Afrique des dirigeants vertueux, préoccupés par le service de l'intérêt général. L'Afrique a besoin d'une régénération intellectuelle et morale de sa classe politique, pour plus d'humanisme et de justice sociale. À ce jour, les dirigeants africains, dans l'ensemble, n'ont pas été à la hauteur des enjeux de la gouvernance. L'Afrique s'en retrouve dans un chaos qui, de l'extérieur, avouons-le, peut inspirer le mépris ! Pourtant, nous partageons la même humanité, donc nous avons les mêmes capacités que les autres.

Chiche, faisons-en la preuve ! Sinon, il y aura toujours des gens pour nous mépriser, pour nous traiter de singes ! »

Des valeurs comme Mario Balotelli, Blaise Matuidi ou autres, qui représentent des modèles pour des centaines de millions de jeunes Noirs à travers le monde, ne devraient pas se laisser atteindre sur les stades par de vils personnages, supporters ou adversaires, qui leur profèrent des injures racistes. Ils devraient les ignorer, les dédaigner, car en se montrant affectés, ils accordent de l'importance à des sottises, et les valident d'une certaine façon aux yeux de ceux qui penseront qu'il n'y a que la vérité qui blesse.

2 – La deuxième catégorie, celle de la personne qui se croit supérieure, est due à l'ignorance. Jusqu'au début du siècle dernier, les différentes races humaines ne se connaissaient pas assez, et pouvaient penser qu'au-delà des couleurs de peau et d'autres traits physiques, il y avait une différence psychique.

Ce n'est que dans les années 1930 que des anthropologues comme Claude Lévi-Strauss montrent que l'humanité partage une unité psychique et que l'on comprend alors que toutes les races humaines constituent la même espèce animale.

En 1952, le célèbre philosophe et ethnologue français disait : « ... *On sait, en effet, que la notion d'humanité, englobant, sans distinctions de race ou de civilisation, toutes les formes de l'espèce humaine, est d'apparition fort tardive et d'expansion limitée. Là même où elle semble avoir atteint son plus haut développement, il n'est nullement certain – l'histoire récente le prouve – qu'elle soit établie à l'abri des équivoques ou des régressions. Mais, pour de vastes fractions de l'espèce humaine et pendant des dizaines de millénaires, cette notion paraît être totalement absente. L'humanité cesse aux frontières de la tribu, du groupe linguistique, parfois même du village; à tel point qu'un grand nombre de populations dites primitives se désignent d'un nom qui signifie les "hommes" (ou parfois – "bons", les « excellents", les "complets"), impliquant ainsi que les autres tribus, groupes ou villages ne participent pas des vertus – ou même de la nature – humaines, mais sont tout au plus composés de "mauvais", de "méchants", de "singes de terre" ou "d'œufs de pou". On va souvent jusqu'à priver l'étranger de ce dernier degré de réalité en en faisant un "fantôme"ou une "apparition".*

Ainsi se réalisent de curieuses situations où deux interlocuteurs se donnent cruellement la réplique. Dans les Grandes Antilles, quelques années après la découverte de l'Amérique, pendant que les Espagnols envoyaient des commissions d'enquête pour rechercher si les indigènes possédaient ou non une âme, ces derniers s'employaient à immerger des Blancs prisonniers afin de vérifier par une surveillance prolongée si leur cadavre était, ou non, sujet à la putréfaction. Cette anecdote à la fois baroque et tragique illustre bien le paradoxe du relativisme culturel (que nous retrouverons ailleurs sous d'autres formes) : c'est dans la mesure même où l'on prétend établir une discrimination entre les cultures et les coutumes que l'on s'identifie le plus complètement à celles qu'on essaie de nier. En refusant l'humanité à ceux qui apparaissent comme les plus "sauvages" ou "barbares" de ses représentants, on ne fait que leur emprunter une de leurs attitudes typiques. Le barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie... »

En Côte d'Ivoire par exemple, les Mossi qui immigraient pour des emplois de manœuvres et d'ouvriers agricoles depuis les décennies 1930 et 1940 passaient pour des êtres inférieurs aux yeux des populations autochtones, alors que la plupart de ces dernières ne peuvent revendiquer le passé prestigieux des sujets

du Moro Naba – le monarque mossi – qui ont résisté pendant des siècles successivement au Ghana, au Manding, au Songhaï et à l'Islam. L'ignorance est source de racisme ! De plus, entre une vérité scientifique et son acceptation dans les opinions, il faut du temps pour vaincre les préjugés. À ce niveau, il y a encore beaucoup à faire !

3 – Dans la troisième catégorie, celle de la personne haineuse, on trouve souvent des ressentiments liés à des faits historiques comme des Chinois qui détesteraient les Japonais à cause de l'occupation du Japon impérial du début du siècle dernier, ou des Arméniens qui détesteraient les Turcs à cause du génocide de 1915-1916. Dans ce cas, il n'y a aucun sentiment de supériorité, mais une haine causée par les avatars du passé, comme beaucoup de Noirs qui en veulent aux Blancs aujourd'hui pour ce qu'ils pensent de la traite négrière, de l'esclavage ou de la colonisation. Après tout ce que nous avons dit sur l'esclavage et la traite négrière et la colonisation, le Noir n'a pas à s'encombrer de cette haine raciale qui le ronge et réduit ses capacités.

4 – Dans la quatrième catégorie, celle de la discrimination et de la ségrégation, il y a envers l'autre ni sentiment de supériorité ni haine, mais on ne veut pas se mélanger à lui parce qu'on n'a pas les mêmes codes, parce qu'on se sent bien dans son environnement communautaire et qu'on veut le préserver, ou qu'on sent la culture dont on se réclame menacée. Ainsi, on peut avoir des réactions xénophobes ou communautaristes, des militantismes régionalistes ou nationalistes soucieux de préserver leur territoire, ou même des choses plus simples comme des boîtes de nuit où telle couleur de peau n'est pas la bienvenue, des tranches horaires de piscine réservées à telle communauté, des entreprises qui ne fonctionnent quasiment qu'avec des employés de la même communauté, etc.

Dans un pays, il est de la responsabilité de l'État de veiller au maintien de la cohésion nationale par une politique qui permette

de rassurer les uns et les autres sur le bénéfice d'une communauté de destin, tout en permettant une certaine expression des particularités communautaires ou régionales. Le maintien de la cohésion nationale et le respect de la même loi pour tous est une mission de l'État qui nécessite des dirigeants fermes et dotés d'un grand sens de la responsabilité, des femmes et des hommes réellement capables d'incarner l'État. En tout état de cause, l'État doit combattre le communautarisme, car il expose les communautés à la manipulation ethnique ou religieuse destinée à l'acquisition de tout ou d'une parcelle du pouvoir étatique. Avec le clientélisme politique, ce n'est pas toujours gagné ! Ceci étant, même s'il y a en France des racistes qui ne veulent pas des Noirs, il est faux et injuste de dire que la France est raciste. Ce pays est sans aucun doute plus accueillant que les pays d'origine de ceux qui y vivent et se plaignent de racisme.

5 – Dans la cinquième catégorie, celle des criminels potentiels, pour des questions d'intérêts communautaires, on développe une haine telle qu'on ne supporte plus l'autre et qu'on souhaite sa disparition du paysage. Même si les Nazis en sont l'illustration la plus parfaite, les exemples récents sont beaucoup plus nombreux, comme les guerres politico-tribales, ethniques ou religieuses qui déchirent nombre de pays africains ou asiatiques. Aujourd'hui, avec son ouverture à l'immigration massive, l'Europe doit faire attention à des tensions communautaires qui peuvent dégénérer en guerres civiles. Les communautés noires doivent se donner des leaders qui agissent dans le sens de la cohésion des sociétés où elles vivent, plutôt que de se laisser entraîner par des extrémistes qui, complètement trompés par la gauche révolutionnaire, rêvent de revanche. Les États européens gagneraient, dès maintenant, à prendre au sérieux cette menace qui pointe à l'horizon…

Le racisme dont nous parlons ici est valable pour toutes les races, quelle que soit la couleur de peau de la victime et de l'auteur. Cette précision est importante parce que j'ai entendu une grande militante antiraciste dire en substance que « *quand*

un Noir n'aime pas un Blanc, ce n'est pas du racisme. On parle de racisme quand c'est le Blanc qui n'aime pas le Noir, car le racisme repose sur une construction intellectuelle spécifique ». Du n'importe quoi ! C'est plutôt l'antiracisme de la haine du Blanc, fait de théories fumeuses bâties à partir d'arguments spécieux.

Les jugements anachroniques

À propos de racisme, la grande erreur est de juger avec les lunettes d'aujourd'hui les faits d'hier. Il est courant de voir sur les réseaux sociaux des Européens des siècles derniers traités de racistes, avec leurs propos à l'appui. Ces procureurs du passé ne confrontent jamais les propos de ces Européens à d'autres propos de la même époque, notamment d'Africains. La question qu'il faut poser à ces personnes est la suivante : « *Oui, tel Européen a tenu tel propos négatif sur l'homme noir à telle époque, mais as-tu des propos de la même époque d'un Noir qui le contredit ?* » Même le Code noir, une législation introduite pour donner quelques droits au Noirs dans les Caraïbes, est brandi comme la preuve du racisme de l'homme blanc de l'époque, donc de celui d'aujourd'hui. C'est du militantisme antiraciste malhonnête, mis en œuvre pour induire les jeunes en erreur et susciter la haine du Blanc.

Il est trop facile, au XXIe siècle, avec les connaissances que nous avons accumulées et qui nous instruisent aujourd'hui que toutes les races forment une humanité, de retourner des siècles en arrière pour faire des reproches aux autres. C'est stupide ! Même Claude Lévi-Strauss, scientifique qui a apporté une contribution décisive à la conception de l'unicité psychique de la race humaine, précise bien que : « *la notion d'humanité, englobant, sans distinctions de race ou de civilisation, toutes les formes de l'espèce humaine, est d'apparition fort tardive et d'expansion limitée* ». Il faut donc du discernement dans l'analyse du passé. Dire, à cause du Code noir, que Louis XIV et Colbert étaient racistes n'a aucun sens.

Le Code noir, un texte de son temps

Les critiques contemporaines contre le Code noir sont l'exemple type d'observations anachroniques qui consistent à « *juger avec les lunettes d'aujourd'hui les faits d'hier* ».

D'abord, ce n'est pas le Code noir de 1685 qui établit dans les colonies un esclavage qui se pratique depuis plus de 60 ans. Pour la culture du tabac et de l'indigo qui nécessitaient peu de main-d'œuvre, les colonies arrivaient tant bien que mal à trouver assez d'esclaves noirs pour leurs exploitations. À partir des années 1670, la Compagnie des Indes, concessionnaire de l'approvisionnement des Îles françaises en main-d'œuvre gratuite venant d'Afrique, n'est plus en mesure de garantir un approvisionnement suffisant, et finit par faire faillite en 1674. Au même moment, les îles s'engagent dans la culture de la canne à sucre, une production à forte intensité de main-d'œuvre, mais surtout un produit à fort potentiel économique pour la France. La situation exigeait donc que l'État français prenne les choses en main, tant dans l'administration des Îles, qui passent dans le domaine royal dès 1674, que dans la fixation d'un cadre juridique de l'esclavage.

En effet, l'esclavage n'existe plus en France depuis le 11 juillet 1315, date d'émancipation de tous les serfs du domaine royal par Louis X qui, après les nombreux et violents conflits de son père Philippe IV le Bel (1285-1314), a besoin de donner une image plus douce de la monarchie. Pour Louis XIV, il est donc nécessaire d'établir une législation pour cette nouvelle pratique de l'esclavage qui, au vu des perspectives de l'activité sucrière, est appelée à se développer. La France doit s'empresser de combler un vide juridique qui n'existe pas dans les colonies anglaises, où on trouve *le Décret de 1636 sur l'esclavage à vie à la Barbade*, remplacé par *le Code des Barbade de 1661*, ou encore *la Loi virginienne de 1662 sur l'esclavage*.

C'est à cet effet que Louis XIV confie à Colbert le soin de proposer une loi. Ce dernier prend attache avec les administrateurs

des colonies pour proposer une loi qui soit non seulement conforme aux pratiques, mais aussi qui tienne compte, tant que faire se peut, des recommandations de l'Église catholique romaine. C'est un projet législatif de grande ampleur qui va s'étaler sur près de quatre ans, avec un va-et-vient entre l'État central et les administrateurs de la Martinique.

Nous reproduisons ici un extrait de la première lettre de Colbert à l'intendant de la Martinique : « *Sa Majesté estime nécessaire de régler par une déclaration tout ce qui concerne les nègres dans les isles, tant pour la punition de leurs crimes que pour tout ce qui peut regarder la justice qui leur doit être rendue, et c'est pour cela qu'il faut que vous fassiez un mémoire le plus exact et le plus étendu qu'il sera possible, qui comprenne tous les cas qui peuvent avoir rapport aux dits nègres en quelque manière que ce puisse être qui mériteraient d'être réglés par un ordre et vous devez bien connaître l'usage observé jusqu'à présent dans les isles et votre avis sur ce qui devrait être observé à l'avenir.* »

La rédaction de ce texte sera l'occasion de trancher des questions comme celles du statut des enfants mulâtres, des règles de l'affranchissement, ou du peu de droits qu'on peut accorder aux malheureux esclaves pour donner une garantie de moralité chrétienne à la noblesse qui s'expatrie dans les îles. L'arbitrage final permettra de donner aux esclaves quelques droits très peu contraignants pour les maîtres. C'est donc ce travail qui aboutit au texte final dont différentes versions circulent aujourd'hui.

Alors, le Code noir est-il la pièce à conviction du racisme de Louis XIV et de Jean-Baptiste Colbert ? Les procureurs droit-de-l'hommistes du XXIe siècle qui jugent le passé, savent-ils seulement qu'à cette époque :

– l'esclavage était une pratique admise par toutes les races humaines ;

– l'égalité des races n'était la préoccupation de personne, ni des Blancs, ni des Noirs, ni des Arabes. L'idée même que les différentes races formaient une humanité commune n'effleurait pas les esprits, donc parler de racisme n'a pas de sens. Les Blancs ne se pensaient pas les égaux des Noirs et les Noirs non plus ne se pensaient pas les égaux des Blancs.

Les esclaves dans les Caraïbes étaient mieux traités que les esclaves en Afrique. Même en Afrique, les esclaves ne se pensaient pas être les égaux de leurs maîtres. Peut-on parler là aussi de racisme, quand les esclaves et les maîtres sont de la même race ?

Napoléon Bonaparte, un raciste avéré

En revanche, on peut affirmer que Napoléon Bonaparte et nombre de ses proches collaborateurs étaient des racistes, car on ne peut justifier autrement le traitement qu'ils ont réservé au général Alexandre Dumas, le père de l'écrivain. Dumas, qui s'est montré valeureux sur d'autres théâtres, se retrouve en Italie avec Bonaparte qui le nomme le 10 juin 1797 commandant de la deuxième division de cavalerie de l'armée d'Italie. Au cours de ce séjour, Dumas est fréquemment invité à dîner par Bonaparte qui a besoin de lui. C'est de cette manière que Dumas se lie d'amitié avec Joséphine, l'épouse, et Pauline, la sœur de Bonaparte, qui vient d'épouser Victor-Emmanuel Leclerc.

Après la réussite de la campagne d'Italie, Bonaparte, très satisfait de son collaborateur et « ami » d'origine africaine, annonce à Dumas qu'ils vont sans doute partir pour l'Égypte et qu'il lui donnera le commandement de la cavalerie de l'armée d'Orient.

Quand le 2 juillet 1798, Alexandre Dumas conduit la prise d'Alexandrie, Bonaparte est tellement content qu'il lui fait cadeau d'un sabre. Lorsque Nelson coule la flotte française devant Aboukir le 13 août, le moral des troupes flanche, et Bonaparte doit faire face à une insurrection de ses soldats. Il faut l'intervention de Dumas le 21 octobre pour obtenir des insurgés, qui s'étaient réfugiés dans la grande mosquée du Caire, qu'ils se prosternent.

Ce vaillant serviteur de la République, sur le chemin du retour

en France, est fait prisonnier de guerre à Tarente, car la France est entrée en conflit avec le royaume de Naples. Entre temps, le samedi 9 novembre 1799, Bonaparte a pris le pouvoir à Paris. Pour Alexandre Dumas et son épouse Marie-Louise, la nouvelle position de leur ami Napoléon Bonaparte devrait les aider à faire libérer rapidement le général. Dumas ne sortira de prison qu'en mars 1801, après deux années de mauvais traitements du gouvernement napolitain qui le laissent diminué physiquement. Les prisonniers libérés arrivent en convoi à Paris, aux Invalides.

Quand, sur la base du rapport rédigé par le médecin particulier du Premier Consul, Bonaparte prend connaissance de l'état de santé de Dumas, sa réaction est : *« Puisque vous me dites que sa santé ne lui permettra plus de coucher six semaines sur le sable ou dans une peau d'ours, je n'ai plus besoin de lui pour commander la cavalerie. Le premier brigadier venu peut le remplacer. »*

Le général Dumas, tout le temps qu'il est resté prisonnier, n'a pas perçu de solde. C'est donc malade, ruiné et vieilli à seulement 39 ans, qu'il rentre chez lui à Villiers-Cotterêts en juillet 1801. Placé en non-activité, il s'adresse directement à Bonaparte en lui rappelant qu'il est le plus ancien général de division, et il réclame le paiement de l'arriéré de sa solde pour sa période de captivité, soit 28 500 francs. Il demande aussi à reprendre du service. Bonaparte ne fera absolument rien pour le général originaire de Saint-Domingue, où vivent toujours sa mère, ses frères et sœurs. Bien au contraire, Bonaparte a des comptes à régler avec Dumas et les gens de sa race :

Le 8 octobre 1801, le beau-frère de Napoléon, Victor-Emmanuel Leclerc, est appelé à Paris pour prendre le commandement en chef de l'expédition de Saint-Domingue.

Le 20 mai 1802, le Premier Consul rapporte le décret du 4 février 1794 abolissant l'esclavage. La traite des « nègres » est rétablie. Dans les colonies où il n'a pas été aboli, l'esclavage est maintenu.

Dans les autres, le sort des anciens esclaves est à la discrétion des capitaines-généraux.

Le 29 mai 1802, à la demande du Premier Consul Bonaparte, un arrêté est pris par Alexandre Berthier pour exclure discrètement de l'armée française les officiers « de couleur ». Le cas du général Alexandre Dumas, qui figure au tableau de l'état-major, est longuement discuté au cabinet du ministre de la Guerre. Berthier, sur instruction de Bonaparte, tranche : l'arrêté s'applique à tous les « hommes de couleur ». Il n'y aura aucune exception. Dumas est viré de l'armée !

Le 7 juin, à Saint-Domingue, Toussaint Louverture est enlevé et mis sur un bateau en partance pour la France.

Le 2 juillet, le territoire français est officiellement interdit aux « noirs et sang-mêlés. »

Le 16 juillet, Antoine Richepanse, recevant des instructions de Bonaparte, rétablit l'esclavage à la Guadeloupe. Les anciens « libres » sont exclus de la catégorie des citoyens.

Alexandre Dumas meurt de faim pendant que la France est gouvernée par ses frères d'armes, Bonaparte, Berthier, Brune (le parrain de son fils, futur écrivain), Murat, Beaumont (qui fut son aide de camp, avec Dermoncourt et Lambert), Espagne, etc. Son tort est d'être noir.

Malgré toutes les démarches de son épouse, Marie-Louise, rien ne sera fait par Bonaparte et sa bande d'arrivistes. En février 1806, au moment où il rend l'âme, c'est dans la pauvreté qu'Alexandre Dumas laisse sa famille. Marie-Louise, pensant que Bonaparte aura au moins pitié de la veuve et des orphelins, vient à Paris voir la princesse Pauline, la sœur de Bonaparte qu'elle connaît bien, pour lui demander d'intervenir auprès de l'Empereur, pour qu'il l'aide à s'occuper des enfants.

Quand Pauline s'adressera à son frère, Napoléon hurlera : *« Ne me parlez plus jamais de cet homme-là ! Plus jamais ! »*

Pour subsister, le veuve du général Alexandre tiendra un bureau de tabac à Villiers-Cotterêts, l'Empereur ayant été jusqu'à lui refuser la pension qu'on verse d'ordinaire aux veuves des généraux.

Nous sommes au tournant du XIXe siècle et il est de plus en plus question de l'abolition de l'esclavage et de la traite négrière. Mieux, à Saint-Domingue, les Noirs ont arraché la fin de l'esclavage depuis 1793 avant même que la Convention ne la décrète en 1794, et la colonie se retrouve gouvernée par Toussaint Louverture. Napoléon a collaboré avec des Noirs, particulièrement avec Alexandre Dumas qui entretient des relations amicales avec son épouse Joséphine et sa sœur Pauline. Napoléon peut donc être taxé d'hypocrisie, car au moment où il avait besoin de Dumas, il lui a fait croire à son amitié. Oui, on peut dire de Napoléon Bonaparte qu'il était raciste, un racisme de type 3. Il avait de la haine pour les Noirs. Je ne crois pas que Bonaparte se pensait supérieur, parce qu'il savait ce que valait Alexandre Dumas, dont l'héroïsme dans l'armée d'Italie l'avait frappé. C'était de la pure haine basée sur la couleur de peau. Cette haine qui le pousse à rétablir la servitude, et qui fait perdre à la France sa plus belle colonie des Caraïbes, Saint-Domingue, qui devient Haïti le 1er janvier 1804.

Aujourd'hui, heureusement, une telle manifestation de racisme au sommet de l'État serait bien plus difficile en France. Ceci étant, relativisons les choses. La vie des Noirs ne va pas s'arrêter parce que Napoléon ne les aimait pas. Il est qui Napoléon ? Ni lui ni personne ne peut arrêter la lente et sûre marche de l'Humanité vers la symphonie heureuse de toutes les humanités, encore isolées et enclavées il y a seulement six siècles. Des racistes comme Napoléon, il y en aura toujours, des Blancs, des Noirs, des Jaunes ou des Rouges. Chacun doit y être sensibilisé pour ne pas être perturbé quand on rencontre le racisme ; Il faut être suffisamment fort pour ne pas se laisser atteindre.

Lionel Jospin, ancien Premier ministre de France, montre comment Napoléon posa de multiples actes néfastes pour la France et

pour l'Europe, dans *Le mal napoléonien*, livre très instructif qui commence ainsi *« Il y a longtemps que la place prise par Napoléon Bonaparte dans l'imaginaire national m'intrigue. Longtemps que je m'interroge sur la gloire qui s'attache à son nom. Longtemps que je suis frappé par la marque qu'il a laissée dans notre histoire. »*

Quoiqu'on puisse penser de Napoléon, la France, souveraine dans l'écriture de son histoire, préfère retenir du Corse le génie militaire, la réforme de l'Administration, la création de la Banque de France, le rétablissement de la religion catholique par le Concordat de 1801, l'instauration de la Légion d'honneur, le Code civil de 1804. Il n'y a pas d'esprit chagrin à nourrir pour cela.

En 1906, la Ville de Paris, pour célébrer le centenaire de la mort du général Alexandre Dumas, lui fera élever une statue. Anatole France, de l'Académie française dira de lui : *« le plus grand des Dumas, c'est le fils de la négresse, c'est le général Alexandre Dumas de La Pailleterie, le vainqueur du Saint-Bernard et du Mont-Cenis, le héros de Brixen. Il offrit soixante fois sa vie à la France, fut admiré de Bonaparte et mourut pauvre. Une pareille existence est un chef-d'œuvre auquel il n'y a rien à comparer. »*

Le monument dédié au général Dumas sera jeté au bas de son piédestal en 1943, en pleine occupation nazie. Après la Libération, personne ne cherchera à remettre la statue à sa place… La dette de la République envers le général Alexandre Dumas reste très grande.

Le cas de Napoléon, un raciste du XIXe siècle, est totalement différent de celui de Louis XIV et de Jean-Baptiste Colbert, de grands hommes d'État de leur temps à qui on ne peut rien reprocher. Que tous ceux qui veulent faire un procès au Code noir commencent par produire les éléments qui attestent de ce que les Noirs de cette époque disaient de l'esclavage et des Blancs, ainsi que du comparatif de traitement des esclaves entre l'Afrique et les Caraïbes. Ainsi, ils sortiront des facilités pour faire œuvre utile… qui les calmera certainement.

Toute cette polémique sur le racisme des siècles derniers est inutile. En revanche, nous devons rendre hommage à tous ces esclaves, des êtres humains qui ont vécu l'enfer dans la dureté de l'époque qui était la leur. Aujourd'hui, ce sont des honneurs que nous devons à ceux d'entre eux qui ont pu se lever et braver les puissances qui les subjuguaient pour arracher leur liberté. Honneur à tous les nègres marron ! Honneur aux Zandj qui vont affronter le Califat abbasside pendant 15 ans ! Honneur aux esclaves de Saint-Domingue qui, à la suite de Dutty Bookman, vont arracher l'abolition de l'esclavage en 1793 ! Honneur aux Comanrintins, les esclaves akan de la Jamaïque, qui vont arracher par les armes le respect de leur humanité et de leurs coutumes aux Britanniques. Honneur à tous ces héros anonymes que nous pouvons voir en *Django Unchained*, superbement interprété par l'acteur afro-américain Jamie Foxx dans le film de Quentin Tarantino.

Nous avons le droit de ressentir de la solidarité avec les nôtres qui ont souffert, ainsi que de la fierté pour ceux qui se sont battus, mais nous avons tort de perdre notre temps à accuser les autres. Il faut surtout éviter de prendre aujourd'hui pour de la malveillance raciste des faits d'hier qui étaient liés à l'ignorance ou à la méconnaissance des différentes humanités les unes des autres. Toute histoire n'a de sens que dans la chronologie, en situant les faits dans leur contexte. Avançons !

Partageons avec Martin Luther King ce rêve de 1963 : « *Je rêve qu'un jour, sur les collines de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.* »

Aux Blancs racistes

Juste un mot aux racistes blancs qui ont proféré des insultes à l'encontre la métisse Mathilde Edey Gamassou, choisie en février 2018 pour incarner Jeanne d'Arc lors des fêtes Johanniques à Orléans. Il est important que chacun comprenne bien que le plus

grand danger que des autochtones peuvent faire courir à la société est de refuser que les étrangers qu'ils reçoivent soient assimilés.

Danger d'autant plus grave que, en l'occurrence, l'immigration est massive en France. Cela ne concerne même pas la jeune Mathilde qui, en tant que métisse, est probablement française de souche. Je veux parler de personnes résidant en France qui seraient nées à l'étranger de parents non-Français. La voie royale pour la cohésion de toute société est le partage majoritaire de couches identitaires successives qui créent la communauté d'affection garante du vouloir-vivre collectif.

Je voudrais reprendre ici un passage du point 7 des règles observables de l'homo sapiens : « *S'il est important que la population nationale reste largement majoritaire sur le territoire, c'est pour une nécessité fonctionnelle, car c'est elle le ciment de la population totale, chargée d'en préserver sa vocation à la communauté de destin. Ce mécanisme se construit par la transmission des codes et des éléments historiques aux arrivants, en même temps que ces derniers eux-aussi sont sources de lentes mutations de l'ensemble du corps social.* »

Celui qui comprend cela ne peut que se féliciter qu'une fille à la peau d'ébène ou aux yeux bridés, ce qui n'est même pas le cas de Mathilde, soit fière d'incarner Jeanne d'Arc, car cela est révélateur de ce que les accueillants sont ouverts et transmetteurs et de ce que les arrivants sont ouverts et engagés dans la perpétuation du roman national. L'idéal pour toute société ouverte ! Ceci étant, des racistes il en existera toujours, et il ne faut surtout pas se laisser atteindre par eux. Pourvu qu'ils restent très minoritaires, quelle que soit leur couleur de peau. La jeune Mathilde Edey Gamassou doit être fière d'elle-même et se dire qu'elle porte sur elle tout le défi de la cohésion de la société cosmopolite française. Bravo championne !

Chapitre 7
Nouvelles instrumentalisations de l'Afrique par la gauche révolutionnaire

Les causes actuelles de la Gauche révolutionnaire

La gauche révolutionnaire, rompue à la mobilisation et au combat, s'étant donné pour mission de changer l'Europe occidentale, ne peut pas se tourner les pouces tant que ce qu'elle considère comme la servitude capitaliste de l'homme blanc continue de sévir. Elle est tellement aveuglée qu'elle ne se rend même pas compte que, aujourd'hui, c'est l'Europe qui est en train de se faire bouffer par la terre entière. Depuis la grande désillusion de la lutte anti-capitaliste, bien avant même l'effondrement soviétique, elle se cherche d'autres combats pour exister, pour conquérir des espaces, pour transformer la société. Elle a donc progressivement ajouté à l'anticapitalisme, le fond de son combat contre l'Europe occidentale, d'autres causes autour desquelles elle peut mobiliser l'opinion : l'anticolonialisme (1940-1950), l'antinucléaire (décennie 1970) devenu l'écologie, l'antiracisme (décennie 1980), l'anti-mondialisme (décennie 1990), l'anti-homophobie, le féminisme, la laïcité, la défense de l'Islam, etc.

Ces nouvelles causes sont beaucoup plus porteuses que l'objectif final de l'anticapitalisme, et permettent d'avancer masqué comme l'anticolonialisme des années 1940-1950 en Afrique. Il n'est pas nécessaire que toutes les personnes sensibilisées et mobilisées autour de ces causes se réclament de la gauche révolutionnaire, le plus important étant l'engagement militant des leaders des mou-

vements : En Afrique noire, les masses sur lesquelles on comptait pour embraser le continent et expulser l'Europe occidentale dans les années 1940 n'avaient jamais entendu parler de communisme ; quelques dizaines de communistes parmi l'élite noire suffisaient à la tâche qui devait se faire au nom de l'anticolonialisme.

Collectrice de causes, la gauche révolutionnaire fait sienne des causes nobles et justes dans le fond, mais que son militantisme outrancier conduit toujours à des dérives. C'est le cas du racisme, du féminisme, de l'écologie, de la cause homosexuelle, de la laïcité et de tant d'autres causes où les excès de certains militants produisent l'effet pervers de rebuter l'opinion, et finalement de desservir la cause :

L'écologie, qui était à l'origine un pacifisme, devient violente, dictatoriale et punitive. La tendance à l'activisme est telle qu'on ne prend même pas la peine d'examiner, avec sérénité et patience, tous les contours d'un sujet qu'on se lance dans des exigences d'extrémiste : Aujourd'hui, il semblerait que l'abandon du diesel est plutôt source d'accroissement du taux de CO_2 dans l'atmosphère ! Le mouvement des Bonnets rouges de 2013, par exemple, fut une forte protestation populaire qui, en Bretagne, mit fin aux mesures fiscales écologistes relatives à la pollution des véhicules de transport de marchandises.

Le féminisme, sorti de la lutte pour les droits des femmes ou de la nécessaire campagne de sensibilisation contre les offenses faites aux femmes par une gent masculine qui souvent ne s'en rend même pas compte, devient la confusion des genres, des attaques contre la langue et la réclamation de l'écriture dite inclusive, la haine de la masculinité, la guerre des sexes, le déballage de vies intimes réelles ou supposées, la mobilisation générale et des appels à témoins pour traquer les hommes qui auraient abusé de femmes il y a trente ou quarante ans, etc. Une dérive que des dames respectables, bien dans leur condition de femme, ont tenu à dénoncer ouvertement.

La lutte contre le racisme se transforme en rejet de l'intégration, en protection du communautarisme et dénonciation de toute assimilation. Une espèce de haine du Blanc qui confine à l'abandon des plus modestes d'entre eux, autant ceux des banlieues (qui subissent parfois le racisme des Noirs et des Arabes dans une totale indifférence) que ceux des campagnes (les agriculteurs français délaissés par les pouvoirs publics meurent dans l'indifférence de la gauche révolutionnaire parce que ce sont des Blancs) ;

L'anti-mondialisme, né pour contrer la mondialisation revendiquée par le libéralisme économique triomphant des années 1990, et rectifié en alter-mondialisme au nom de l'ADN internationaliste de la gauche révolutionnaire, se remarque bien plus par l'ultra-médiatisation de ses manifestations violentes lors des rencontres des plus grands dirigeants du monde que par autre chose ;

La laïcité devient le combat contre des symboles culturels de l'identité française, comme les crèches de Noël. Mais pourquoi depuis 1905 n'a-t-il pas été question de l'interdiction des reconstitutions symboliques de l'étable du petit Jésus dans les hôtels de ville ? Pourquoi de telles réactions plus d'un siècle après le vote de la loi qu'on évoque aujourd'hui pour justifier le combat anti-crèche ? En fait, la gauche révolutionnaire aime bien évoquer la laïcité contre les symboles du christianisme, parce que la laïcité procède effectivement de l'anticléricalisme révolutionnaire du XIXe siècle, mais dès que toute personne brandit la laïcité contre les pratiques de l'Islam en France, elle crie au racisme et à la xénophobie.

La cause des homosexuels, des travestis et des transgenres se transforme en attaques générales contre les mœurs et des institutions comme la famille ou le mariage. La popularité de la *Manif pour tous* est une illustration des effets pervers du militantisme outrancier de la gauche révolutionnaire.

En France par exemple, à travers toutes ces causes, la gauche révolutionnaire anticapitaliste est devenue une nébuleuse forte dans le paysage politique qui, même si elle ne peut pas remporter

toute seule des majorités, peut monnayer son soutien contre des promesses électorales. Promesses écrites et proclamées publiquement, s'il vous plaît ! François Hollande, qui lui doit en partie sa victoire de 2012, a dû dire publiquement *« mon ennemi, c'est la finance »* avant les élections, et ensuite perdre toute son énergie et sa popularité dans *« le mariage pour tous. »*

Communisme et Afrique noire

Emportés par leur foi, les communistes se sont beaucoup trompés en Afrique et dans le monde. Les mentalités africaines, dans l'ensemble, ne sont pas encore adaptées à cette idéologie hostile à Dieu et à l'enrichissement personnel, fruit, chez les Européens, de siècles d'une histoire politique et intellectuelle particulière. Encore qu'en Europe même, elle est loin d'être majoritaire. La sensibilité révolutionnaire communiste n'est pas encore pour les Africains, eux qui tiennent à leurs rois et chefs traditionnels, à leurs divinités, y compris le Dieu unique d'Abraham depuis que l'Islam et le Christianisme se sont implantés sur le continent. Une société où tous sont égaux est une chimère pour des populations dont la vie sociale est encore rythmée par les différenciations entre castes, où les statuts de nobles, d'hommes libres ou d'esclaves sont encore pesants. Figurez-vous que l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade a traité Macky Sall, son successeur à la tête du pays, de descendant d'esclaves sans que cela choque plus que ça les opinions sénégalaise et africaine. Deux bisaïeules du rédacteur de ces lignes étaient des captives sénoufo achetées, comme tant d'autres, auprès des gens de Samory Touré par les Agni de la région d'Abengourou, dans la Côte d'Ivoire actuelle, à la fin du XIXe siècle.

Les adeptes de la pensée de gauche révolutionnaire devraient donc faire montre d'humilité et ne pas croire, comme c'est le cas depuis le XIXe siècle, qu'ils possèdent une pensée supérieure ayant vocation à s'imposer à toutes les autres parties du globe, qu'ils ont Raison sur tout, qu'ils sont infaillibles parce qu'ils suivent une démarche « scientifique », qu'ils sont toujours dans le sens de l'Histoire. Non seulement c'est de la condescendance, mais en plus elle ne se justifie aucunement au vu de leurs résultats. L'apparente implantation de l'idéologie communiste dans l'Afrique noire des décennies 1940, 1950, était une illusion d'optique faite de ce que les grands leaders noirs de cette époque étaient tous communistes. Étaient-ils d'ailleurs sincères ou bien jouaient-ils le jeu des communistes qui représentaient le meilleur parti pour leurs carrières politiques personnelles ? En tout état de cause, avec les carrières politiques d'Houphouët et de Césaire, on peut douter de la sincérité de leur foi communiste affichée dans ces années-là.

Quand en 1947, choqué et révolté par les enseignements des communistes français tels que « ... *grâce à la sûreté d'esprit que leur donnait l'analyse des événements au moyen du marxisme léninisme scientifiques, les dirigeants du Kremlin appréciaient d'une façon infaillible les différences entre toutes les guerres... En conséquence, en cas de guerre, être du côté russe signifiait forcément se battre pour la justice, pour la paix, pour le progrès de l'humanité* », Étienne Djaument s'insurge et demande des explications à Houphouët, le leader ivoirien lui répond *« Nous accumulons des connaissances que nous ne sommes pas obligés de mettre en application. »*

Quel signe de conviction et de fidélité ! Faut-il vraiment s'étonner que trois ans après ces propos, Houphouët s'éloigne des communistes ?

Si les efforts faits par les communistes pour imprégner l'Afrique noire de marxisme-léninisme avaient un tant soit peu germé, on aurait enregistré depuis le retour au multipartisme des années 1990 une offre politique révolutionnaire significative en Afrique noire. Il n'en est rien ! Si partout dans le monde la gauche révolutionnaire a joué un rôle de premier plan dans la libération des peuples soumis aux puissances européennes, ce n'était pas parce que son idéologie séduisait forcément les masses qui, comme en Afrique noire, ne la connaissaient même pas, mais c'était plutôt

parce que le camp soviétique représentait, pour les leaders, la seule offre d'alliance disponible dans la lutte pour la reconquête des libertés et des souverainetés. Le communisme idéologique et religieux n'a-t-il pas fini de jouer son rôle historique ? La question mérite d'être posée, car une existence qui ne sert plus à rien a tendance à se transformer en nuisance...

Nouvelle instrumentalisation de l'Afrique, Léonora Miano et Bruno Gaccio

À défaut de pouvoir s'imposer à la France telle qu'elle est, la gauche révolutionnaire anticapitaliste semble avoir choisi d'agir pour la changer par une mutation sociologique en faisant évoluer son peuple. Ce qui pour elle ne pose aucun problème puisqu'elle est dépourvue de tout sentiment national. La nation, vous dira-t-elle, est une invention bourgeoise !

Le *« grand remplacement »* semble être un objectif inavoué de la gauche révolutionnaire qui traite celui qui a donné un nom au projet, Renaud Camus, de raciste pour le disqualifier. La défense de l'immigration massive, la lutte contre le racisme, la protection de l'Islam et l'encouragement du communautarisme ne sont que différents axes du même combat. Ce que beaucoup d'observateurs prennent pour un angélisme pervers est en réalité une stratégie mûrie de dissolution de la nation française et des nations européennes. Et là encore, l'Afrique est utilisée comme un instrument. Si la gauche révolutionnaire souhaite de plus en plus de Noirs et d'Arabes en Europe, ce n'est pas par amour de ces derniers, mais c'est pour qu'il y ait de moins en moins de Blancs. Si l'islamo-gauchisme se fait le protecteur des musulmans, ce n'est pas parce qu'il aime l'Islam – les religions lui répugnent toutes ! – mais c'est pour contribuer à diluer l'emprise de l'Église sur les mœurs de la société française.

La gauche révolutionnaire défend le communautarisme pour empêcher toute tentative d'assimilation, parce que son objectif

est précisément de changer ce peuple qui ne comprend pas depuis bientôt deux siècles l'espérance communiste qu'elle lui promet. Alors, comme l'Apôtre Paul qui a apporté aux peuples païens le Christ que rejetaient les Juifs, le communiste, militant de la gauche anticapitaliste ou anarchiste, veut vendre sa religion aux Africains et aux Arabes. Mais contrairement à Paul qui voyageait dans le bassin méditerranéen pour apporter le Christ aux peuples là où ils vivaient, le communiste, lui, ayant échoué à faire germer sa parole en terre africaine, veut faire venir les païens du communisme sur le sol français pour les convertir et en faire des alliés. C'est un calcul sur des décennies et le travail est en cours depuis longtemps. Ainsi, les peuples d'Afrique qui, dans leurs pays, étaient pour la gauche révolutionnaire du bétail insurrectionnel contre la France dans les années 1940-1950, sont devenus maintenant, sur le sol français, un espoir de bétail électoral pour les décennies à venir. L'argument qu'on sert aux Africains est, qu'en vertu des mencomafnoire40, ils ont le droit d'immigrer en Europe pour prendre ce qu'on leur a volé, pour présenter la facture de l'histoire au monde blanc.

C'est une stratégie qui rassemble dans le même combat Noirs et Blancs, détestant la couleur actuelle de la France et désireux de la changer rapidement, et que l'écrivaine d'origine camerounaise Léonora Miano, face à la journaliste Elisabeth Lévy sur *France 2*, justifie sereinement dans un débat surréaliste. Pour tous les lecteurs qui en ont la possibilité, je recommande de visionner sur Youtube cette vidéo de 12mn07s, baptisée « *la facture de l'histoire sur le monde blanc* », et dont je fais une retranscription aussi fidèle que possible dans les lignes qui suivent.

Elisabeth Lévy attire l'attention des militants antiracistes sur le fait qu'il y a des Français qui *« ont peur que leur pays change trop... parce qu'ils sont attachés à un certain mode de vie, à un certain type de rapports sociaux, à un certain type de codes sociaux »*, et qu'il est important de prendre en compte la complexité et la nuance pour ne pas traiter tout le monde de raciste, et elle

termine par : « *Si vous traitez de raciste toute personne qui pense des choses pareilles, qui dit qu'il peut y avoir des problèmes avec l'immigration, alors les gens vont finir par se dire que ce n'est pas très grave d'être raciste* ». Léonora Miano lui répond :

« *Je ne confonds pas racistes et assimilationnistes par exemple, hein. Je pense que vous parlez des gens qui aimeraient que les étrangers qui viennent épousent, je ne sais pas, le mode de vie d'ici, la culture d'ici.*

Qu'ils souffrent de voir le monde changer autour d'eux, leur culture disparaître, peut-être, en tout cas être menacée, d'après eux, de disparition.

Mais ça m'intéresse beaucoup cette réflexion-là, parce que si on la mène jusqu'à son terme, ou bien si peut-être on commence par le commencement, on dira que les Sub-sahariens d'aujourd'hui, par exemple, ont vu déferler sur eux un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec, hein, c'est ça la colonisation. C'est la disparition du monde connu.

Et on ne peut pas avoir fait ça à tant de cultures, et se dire que jamais une addition ne vous sera présentée. Impossible ! C'est l'addition, c'est l'histoire, c'est l'histoire, c'est la conséquence de l'histoire… »

Après une brève interruption de son interlocutrice, Léonora Miano continue : « *C'est pas un calcul, c'est un fait. Je pense que les gens* [les Africains] *ne comprennent pas le monde dans lequel ils doivent vivre, dans certains espaces, et que, ils pensent que ce sera mieux ailleurs. Ils n'arrivent pas à savoir quoi en faire de ce monde qu'on leur a laissé, et dont ils n'ont toujours pas les clés, et donc ils essayent de survivre, les gens…*

Je suis une personne sensible, je ne suis pas une intellectuelle, je suis une artiste. Donc, je pense que je peux m'exprimer de manière un peu émotive et qu'on m'excusera. Mais, je crois que sur le fond, je n'ai pas complètement tort. La disparition du monde connu, on peut en parler, hein. La disparition du monde connu, dans plein d'espaces. Les Amérindiens peuvent en parler. Les Sub-sahariens peuvent en parler. Et qui a fait disparaître le monde connu ?

Je dis que l'être humain cherche l'endroit où il peut survivre, hein, et que aujourd'hui, par exemple, l'espace comme l'Afrique sub-saharienne n'appartient pas aux Sub-sahariens, mais aux multinationales occidentales, et que c'est un droit pour les gens d'aller survivre ailleurs.

Et si cet ailleurs, c'est l'Europe pour eux de manière logique, ils vont venir, ils vont venir avec leur bagage identitaire, ce qu'il en reste du moins, hein, parce que les gens ne sont pas des coquilles vides… Ils s'adaptent en restant un peu eux-mêmes, ils s'adaptent en restant un peu eux-mêmes, parce que c'est tout ce qu'il leur reste, ce petit bout d'identité.

On peut en parler, mais quand on parle de cette disparition du monde connu, on ne dit jamais ça. On ne dit jamais que d'autres l'ont vécue avant. Et ces autres qui l'ont vécue avant, ils ont une bonne nouvelle pour vous. On n'en meurt pas, de la disparition du monde connu. On invente autre chose, c'est ça qu'il va se passer. Et c'est déjà en train de se passer. Donc n'ayez pas peur, nous allons tous survivre à ça. »

À son interlocutrice qui lui fait remarquer qu'il faut éviter de braquer les enfants issus de l'immigration contre la France par ce discours accusateur : « *Peut-être que si de temps en temps, au lieu de dire tout le temps aux gens, vous devez faire payer l'addition maintenant… C'est un peu comme si les femmes disaient "on a été dominées par les hommes, maintenant on va les dominer." C'est idiot ! Ce n'est pas comme ça qu'on devrait faire* », Léonora Miano répond : « *On ne dit pas* [aux jeunes issus de l'immigration] *que vous devez faire payer. On dit que l'histoire se déroule… Oui, c'est l'histoire qui la présente. C'est même pas les individus, parce que les gens qui se déplacent ne mènent pas ces réflexions-là. Ils cherchent à survivre. Ils ne mènent pas une réflexion sur l'histoire. Que vous ayez peur d'être minoritaire culturellement… N'ayez pas peur de quelque chose qui va se passer ; N'ayez pas peur de quelque chose qui va se passer. Ça s'appelle une mutation, ce n'est pas la disparition…* »

Quand son interlocutrice attire son attention sur la gravité de ses propos par « *Vous ne devriez pas prendre celle-ci à la légère…* », Léonora Miano termine ainsi sur cette séquence de l'émission : « *Je ne prends pas à la légère ; Je ne parle pas à la légère. Je crois que ça va se passer. Que l'Europe va muter, qu'elle est en train de muter. Et que effectivement, cette transformation peut être effrayante pour certains, mais ils ne seront pas là pour voir l'aboutissement.* »

En soutien à Léonora Miano, le célèbre humoriste Bruno Gaccio prend la parole pour compléter le propos : « *Je pense profondément que… Je vais mettre les pieds dans le plat. La France est un pays profondément raciste, et on en a, nous les Blancs, je veux faire, "400 ans d'esclavage, 350 ans de colonisation, ça ne s'efface pas comme ça !"*

Et on a toujours le sentiment, nous Blancs, que l'on doit aider le Noir à s'intégrer chez nous ; On doit aider l'Arabe à s'intégrer. On a une espèce de paternalisme qui traîne comme ça, toujours, toujours, toujours et toujours.

Je vais raconter une histoire, d'un ami à moi que je ne citerai pas, parce qu'il ne m'a pas autorisé à le faire, qui ne sait même pas que je vais parler de lui, qui est chirurgien. C'est un très grand chirurgien. Il change les cœurs et les poumons des gens. Il se trouve qu'il est algérien. Il a fait ses études en France, et on le laisse faire son travail de chirurgien tant qu'il opère. Lorsqu'il demande à être entendu, à être professeur, à dire par exemple on pourrait faire fonctionner l'hôpital différemment, on lui fait comprendre que, en tant qu'algérien, et en tant que homme accueilli chez nous, il faut qu'il la ferme. C'est un peu comme s'il travaillait dans un garage, où on lui dit "tu sais réparer les bagnoles, mais tu ne dirigeras jamais le garage !" Et la France en est encore là ! »

S'adressant à ses complices africaines sur le plateau, Léonora Miano et Rokhaya Diallo, il continue : « *Et, je crois que vous avez tout-à-fait raison, la colonisation, ce qu'on a fait à l'Afrique, à un moment ça nous revient dans le pif, parce que là-bas, il y a une telle misère, on a créé une telle misère, de tels déséquilibres que les flux migratoires viennent chez nous, viennent vers nous.*

Et nous, on se dit encore quand ils arrivent, « Ah bah, on va vous expliquer comment il faut faire, les gars ! » Si on leur foutait la paix, déjà, chez eux ! On les laisserait faire avec leur culture. Quand ils arrivent avec leur culture, c'est pas à eux de s'adapter à 100%, on doit aussi s'adapter un peu. On s'est adapté à la musique, on s'est adapté à la bouffe, on doit aussi, sans doute, s'adapter à d'autres trucs. On peut s'adapter à d'autres trucs. Voila ! »

Quand j'ai visionné pour la première fois cette vidéo sur Youtube, je n'en revenais pas que sur *France2*, la chaîne publique française, on puisse à ce point dénigrer la France. Pauvre France !

Bruno Gaccio

Bruno Gaccio a donc « *décidé de mettre les pieds dans le plat* », pour assener ses vérités à la France, celle de « *nous les Blancs* », taxée d'être « *profondément raciste* », car un de ses amis, brillant chirurgien, n'a pas la promotion qu'il mérite parce qu'il est algérien, et que « *400 ans d'esclavage, 350 ans de colonisation, ça ne s'efface pas comme ça !* »

Bruno Gaccio est un homme de la gauche révolutionnaire qui a besoin de la colère des Africains pour transformer la France. Comment ce monsieur, fils d'un maçon italien, avec la réussite sociale qui est la sienne, alors qu'il n'a même pas le baccalauréat et que dès l'âge de 16 ans il vendait de la drogue, peut-il traiter la France de raciste ? Il a du talent, et ce pays a su reconnaître ses mérites pour qu'il soit où il est, sans avoir eu besoin de s'appeler Dupont. Il faut arrêter de cracher dans la soupe ! J'oubliais que les Italiens sont Blancs, au temps pour moi !

Gaccio, comme les stratèges communistes depuis les années 1940, ne s'encombre pas de vérité pour atteindre son but. « *400 ans d'esclavage* », de quel esclavage parle-t-il ? Il ne peut s'agir que de l'esclavage aux Amériques et dans les Caraïbes, parce que

l'esclavage en Afrique noire dure depuis des millénaires… et n'est pas encore terminé. Parlant donc de l'esclavage aux Amériques, Monsieur Gaccio sait très bien que les Américains noirs ou les Caraïbéens n'ont pas besoin de son coup de gueule à une émission sur le racisme en France. Il ne parle que pour pousser les Africains immigrés de France à se révolter, et pour accabler les Blancs, les conduire à la repentance.

Par ailleurs, Monsieur Gaccio qui semble s'intéresser au sujet devrait savoir que l'Afrique de la traite négrière atlantique était une Afrique souveraine, et que ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que l'Afrique perdra sa souveraineté, alors que la traite négrière fut stoppée, pour les grandes nations comme l'Angleterre et le France, après le congrès de Vienne de 1815, c'est-à-dire au début du XIXe siècle. Donc les esclaves aux Amériques ont été vendus librement par leurs frères noirs. Il faut le répéter jusqu'à ce que ça rentre dans tous les crânes : « c'est une Afrique souveraine qui a vendu ses fils ! » Mais, ne nous y trompons pas, cet amalgame est intentionnel, puisque Bruno Gaccio ne parle que pour braquer la jeunesse issue de l'immigration contre la France. *« 350 ans de colonisation »*, de quelle colonisation parle-t-il ? La colonisation de l'Afrique noire a duré à peine 70 ans. Si c'est des territoires des Caraïbes dont il parle, ils sont toujours Français ! Là encore, imprécision, confusion.

Sur ce plateau, Bruno Gaccio a pour premier objectif de braquer les Africains contre la France, raison pour laquelle il donne l'exemple de son ami médecin qui souffrirait le martyr parce qu'algérien. Monsieur Gaccio aurait pu conseiller à son ami de retourner dans son pays qui a certainement besoin de ses compétences. Pourquoi ce brillant médecin reste-t-il se faire maltraiter en France ?

Par ailleurs, Bruno Gaccio aurait pu rappeler à son ami algérien que l'Algérie s'est battue pour son indépendance, et qu'en 1962, les Français qui y étaient, eux, furent chassés… Ils méritent aussi

un coup de gueule de Bruno Gaccio, ces Français dont la vie fut bouleversée. Et puis, le célèbre humoriste aurait pu faire mieux pour aider son ami algérien en dénonçant purement et simplement ceux qui freinent son ascension professionnelle au lieu de s'en prendre à la France entière. L'intervention de la star des médias qu'il est aurait effrayé ces odieux racistes ! N'est-ce pas une histoire bidon inventée pour faire l'intéressant ?

Au lieu de s'appesantir sur la douleur africaine, pourquoi Bruno Gaccio, d'origine italienne et intéressé par l'histoire, ne parle-t-il pas des Carthaginois que les Romains ont massacrés à l'issue de la deuxième guerre punique en 201 av. J.C. ? Pourquoi ne parle-t-il pas des esclaves dans Rome et du massacre de centaines de milliers d'entre eux à l'issue de la révolte servile conduite pas Spartacus en 71 av. J.C. ? Pourquoi ne montre-t-il aucune compassion pour ces dizaines de milliers de gladiateurs dont le sang était offert en spectacle ? Pourquoi reste-t-il insensible aux milliers de juifs que les empereurs romains offraient aux bêtes ? Comment peut-il ne pas évoquer les Slaves qui pendant près de 1000 ans, bien plus que les 400 ans des Africains aux Amériques, vont servir d'esclaves en Europe comme dans le monde arabe ? Et les pauvres Blancs réduits en esclavage dans la république militaire d'El-Djezaïr (Algérie) depuis le XVIe siècle, et pendant quatre siècles, ne méritent-ils pas l'hommage mémoriel du grand humaniste Gaccio ? Et les 60 millions de morts de la guerre la IIe Guerre mondiale, cela ne révolte-t-il pas Bruno Gaccio ?

C'est incroyable, ces Blancs qui ont fini de se fâcher avec toutes les atrocités de leur propre histoire, et qui manipulent les Africains pour les maintenir en colère. Pour les Africains, Bruno Gaccio trouve que *« ça ne s'efface pas comme ça ! »* Réveillez-vous, pauvres Africains ! Cessez de vous laisser prendre pour des imbéciles par ceux qui, se faisant habilement passer pour vos amis, ont décidé de vous maintenir dans l'erreur en vue de servir une cause qui ne vous concerne pas.

Le deuxième objectif de Bruno Gaccio est de faire battre sa coulpe à la France. Il se sert de sa notoriété pour faire honte au Blanc, honte destinée à l'affaiblir moralement et à l'enfermer dans la repentance, et ainsi le rendre incapable de réagir face aux périls de l'immigration massive qu'il soutient avec ses amis : *« la colonisation, ce qu'on a fait à l'Afrique, à un moment ça nous revient dans le pif, parce que là-bas, il y a une telle misère, on a créé une telle misère, de tels déséquilibres que les flux migratoires viennent chez nous, viennent vers nous. »* Propos insensé !

L'Europe, en 1960, a laissé une Afrique prospère qui, avec 9 % de la population mondiale, produisait 9 % de la richesse mondiale. C'est depuis son indépendance que l'Afrique s'est appauvrie pour passer à 17 % de la population mondiale pour moins de 2 % de richesse. Pour changer la France, il ne faut surtout pas que les nouveaux arrivés s'intègrent, donc Bruno Gaccio précise, non seulement à l'endroit des nouvelles populations pour les inciter à revendiquer, voire imposer leur culture sur le sol français, mais aussi à l'intention des Français pour les accuser d'intolérance, s'ils osent exiger le respect de leur mode de vie ou de leurs codes sociaux : *« Et nous, on se dit encore quand ils arrivent, "Ah bah, on va vous expliquer comment il faut faire, les gars !" Si on leur foutait la paix, déjà, chez eux ! On les laisserait faire avec leur culture. Quand ils arrivent avec leur culture, c'est pas à eux de s'adapter à 100 %, on doit aussi s'adapter un peu. On s'est adapté à la musique, on s'est adapté à la bouffe, on doit aussi, sans doute, s'adapter à d'autres trucs. On peut s'adapter à d'autres trucs. Voila ! »*

N'importe quoi ! Dans tout pays, les autochtones ont le droit, et même le devoir, d'enseigner leurs codes aux nouveaux arrivants. Ce n'est pas du racisme ! Si lui, Gaccio, dont le père a immigré de son Italie natale, est aujourd'hui un Français abouti, c'est bien parce que son géniteur a fait l'effort de s'intégrer et d'intégrer sa descendance.

Bruno Gaccio est dans la droite ligne des Blancs des années 1940 qui ont inventé les mencomafnoire40, une histoire mensongère pour

l'Afrique afin de la révolter contre l'Europe occidentale capitaliste. En raison de sa notoriété, ceux qui l'écoutent croient en ce qu'il dit, alors qu'il ne raconte que des mensonges, dans un but bien précis : violenter cette Europe occidentale que lui et ses amis communistes et anarchistes n'aiment pas. Pour faire du tort à l'Europe occidentale, ils ont fait du tort à l'Afrique, qui n'est pour eux qu'une victime collatérale sans grande importance. Aujourd'hui encore, ils continuent, parce qu'ils pensent avoir besoin des Africains pour arriver bientôt à la majorité électorale en France. Ils veulent remplacer le peuple de France par un autre qui serait plus réceptif à leurs dogmes. Et pour cela, ils ont de naïfs nègres de service, encouragés depuis les années 1940 à travestir leur propre histoire.

Léonora Miano

Quant à Léonora Miano, son discours est typique de cette Afrique induite en erreur par les mencomafnoire40 : L'Europe est rentrée par effraction en Afrique et doit payer l'addition ; les Africains, déboussolés par la disparition de leur monde et ne sachant plus que faire, ont le droit de migrer vers l'Europe fautive ; avec le néocolonialisme, les entreprises multinationales sont les vraies propriétaires de l'Afrique qui n'est en réalité pas souveraine ; la promesse d'un autre monde à l'Europe, comme Aimé Césaire qui voulait que l'Europe *« suscite des cultures nouvelles »*, en fait, le monde qu'attend la gauche révolutionnaire depuis plus d'un siècle.

La théorie de la *« disparition du monde connu »* de Léonora Miano, en ce qui concerne la colonisation de l'Afrique noire, relève de l'ignorance, parce que je ne veux pas croire qu'elle soit de mauvaise foi. Rappelons que pendant plus de trois siècles, de la fin du XV[e] au début du XIX[e] siècle, la traite négrière s'est pratiquée sous l'autorité d'États africains souverains. Pendant tout ce temps, les États européens ne sont pas présents en Afrique. Ce sont des marchands européens, des acteurs économiques privés, qui traitaient avec les chefs africains. C'est au cours du XIX[e] siècle,

après l'abolition de la traite négrière, que les États européens prennent pied sur le continent noir. Pour reprendre notre exemple de l'espace akan, le gouvernement britannique arrive en Gold Coast une première fois en 1821. Confrontées à la puissance ashanti, les autorités britanniques abandonnent cette aventure coloniale en Gold Coast pendant 15 ans, de 1828 à 1843. Au moment où le gouvernement britannique revient, les marchands ont déjà réussi à établir des alliances avec les pouvoirs locaux et, surtout, à conclure avec le royaume ashanti, en 1831, un traité de paix qui semble tenir la route. Le protectorat britannique couvre alors leurs alliés du Sud côtier, alors que le pays ashanti occupe le nord de l'espace akan. Ce voisinage entre État britannique et Ashanti va durer de 1843 à 1896, soit cinquante-trois ans.

Cinquante-trois ans pendant lesquels les populations noires vont voir la différence entre une administration européenne et une administration africaine. Le pays ashanti, qui était l'hégémon avant l'arrivée des Britanniques, ne tarde pas à prendre du retard sur le Sud sous gestion anglaise. Attaquées régulièrement par les Ashanti, les populations du Sud vont encourager, soutenir et défendre le gouvernement britannique contre les rois ashantis.

C'est avec la participation des populations du Sud, Fanti, Nzema, Denkyra et autres, que Kumasi sera prise en 1896. Si le treizième roi du pays ashanti, Agyeman Prempeh, a décidé de ne pas s'opposer à la conquête britannique, c'est aussi parce qu'il avait pris conscience du retard que son pays avait accusé dans la région. Il tentera même désespérément de lancer un programme de développement de l'Ashanti en donnant concession à une entreprise de droit britannique pour conduire la renaissance de l'Ashanti.

Quand il se retrouva exilé aux Seychelles, il n'avait de cesse d'exhorter son peuple à s'instruire pour apprendre des Blancs. Seulement quinze ans après la prise de pouvoir par les Britanniques en pays ashanti, les chefs et le peuple ne souhaitaient plus du tout un retour en arrière. Voyant la différence, ils étaient devenus de

fiers sujets de la Couronne britannique, à tel point que quand la Première guerre mondiale éclate, ce riche et fier peuple ashanti offre trois avions de combat à l'armée de Sa Majesté et enrôle massivement sa brave jeunesse pour défendre Albion.

Cet exemple montre que Léonora Miano ne sait vraiment pas de quoi elle parle quand elle dit que *« les Sub-sahariens d'aujourd'hui, par exemple, ont vu déferler sur eux un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec, hein, c'est ça la colonisation. C'est la disparition du monde connu. »*

Rien n'a déferlé sur les sub-sahariens. Ils côtoyaient les Blancs depuis des siècles pendant lesquels ils ont fait du business. Les États européens n'ont pas débarqué un beau matin pour les braquer et les coloniser. Non ! Rien n'a déferlé sur eux. Après des décennies de présence d'administrateurs européens, la colonisation, proposée par les Européens, est apparue aux Africains comme une situation sécurisante. Bien-sûr, il y a eu quelques résistants çà et là, comme le pays Ashanti ou l'empire Wassoulou de Samory Touré, mais les peuples, dans leur grande majorité, étaient du côté des Blancs. Pendant plus de cinquante ans, les Noirs vont voir cohabiter leur ancien monde et le nouveau monde que l'Europe leur proposait, et ils vont faire un choix en connaissance de cause. Les Africains ont préféré le monde qui leur était proposé par les Européens au monde barbare qui était encore le leur. Il faut arrêter de prendre nos ancêtres du XIXe et des débuts du siècle dernier pour des demeurés. La colonisation, contrairement aux mencomafnoire40, fut positive pour l'Afrique. Ceci étant, que les Africains s'émancipent et demandent leur indépendance était inscrit, mais cela ne nécessitait aucunement de salir les nations colonisatrices. Sortez des mencomafnoire40 pour étudier votre histoire ! Sortez de votre ignorance !

À qui Léonora Miano veut-elle faire croire que les Comoriens *«ont vu déferler sur eux un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec, hein, c'est ça la colonisation. C'est la disparition du monde connu. »*

L'Archipel des Comores a toujours été entièrement français jusqu'en 1975. Mais, conditionnés par les mencomafnoire40 qui font du statut de colonisé « une honte » pour l'Africain, des élites indigènes vont exiger l'indépendance. C'était leur droit. À la consultation de 1974, Mayotte (Mahore), en choisissant de rester française, s'exprime différemment des trois autres îles que sont la Grande Comore (Ngazidja), Anjouan (Nzwani) et Mohéli (Mwali) qui forment aujourd'hui la République fédérale islamique des Comores.

Toutes les populations ont choisi librement le monde dans lequel elles souhaitent vivre. Les Mahore, qui ont choisi selon Léonora Miano *« la colonisation, la disparition du monde connu »*, sont enviés aujourd'hui par les autres, ceux qui, au nom de la dignité que suggèrent les mencomafnoire40, ont choisi l'indépendance. Aujourd'hui, où est la dignité quand on est obligé de migrer clandestinement vers l'île française pour obtenir des soins de santé en cas de maladie ?

Si les Comoriens se retrouvent dans *« un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec »* comme le dit Léonora Miano, c'est leur choix de 1974. La liberté s'accompagne du sens de la responsabilité, et il serait bien que tous ces prétendus intellectuels africains le sachent une fois pour toutes.

Aujourd'hui, les femmes comoriennes immigrent illégalement à Mayotte pour accoucher, de sorte que leurs enfants soient Français par le droit du sol. C'est à se demander à quoi a servi l'indépendance comorienne. Juste pour donner un train de vie à la petite élite locale ? Et comme toujours en Afrique, les *grands défenseurs de la dignité de l'homme noir* se font très discrets sur le drame des masses comoriennes. Il faut arrêter de se payer de mots ! Nous devons accepter en toute humilité d'apprendre, d'apprendre comme l'Occident a appris de Rome, comme Rome a appris de la Grèce, comme la Grèce a appris de la Crète, comme la Crète a appris de l'Égypte, Égypte l'Africaine d'où tout est parti. L'Archipel des Comores aurait pu accéder dans l'unité à son indépendance et avoir un destin tout autre que la pauvreté actuelle qui contraint les Comoriens à l'immigration clandestine vers Mayotte, si des apprentis sorciers, des révoltés par les mencomafnoire40, n'avaient induit leurs parents en erreur pour leurs ambitions personnelles. Après, ils plongeront le pays dans l'instabilité politique, l'affaiblissant et l'offrant à l'affreux Bob Denard. Depuis seulement quarante-trois ans que ce pays est indépendant, il en est à son cinquième drapeau national. C'est dire s'il est instable !

De la même façon que les Mahore, les Africains du XIXe siècle qui avaient choisi l'aventure coloniale avec la France ou la Grande-Bretagne, l'avaient fait en toute connaissance de cause. Dans l'espace akan, les populations, en toute liberté, ont préféré l'offre britannique au joug terrible de l'Ashanti. Ce fut pareil dans la Côte d'Ivoire voisine avec la France de la IIIe République. C'est l'ignorance des Africains d'aujourd'hui qui leur faire croire que la colonisation fut une misère imposée par l'Europe, un crime pour lequel il faille demander réparation. Vos ancêtres doivent se retourner dans leurs tombes !

Si depuis les indépendances, l'Afrique a échoué, ce n'est pas la faute à la colonisation, ni *« à la disparition du monde connu »*, mais à la mauvaise gouvernance que les amis de la gauche révolutionnaire veulent cacher derrière leur alibi du néocolonialisme fourni par Nkrumah. Alors Léonora Miano avance : *« l'espace comme l'Afrique sub-saharienne n'appartient pas aux Sub-sahariens, mais aux multinationales occidentales. »*

Une plaisanterie ! Qui a imposé quoi à l'intrépide Nkrumah pour qu'il ruine la prospère Gold Coast en sept ans ? Je rappelle qu'en pleine époque coloniale, le peuple ashanti était capable d'offrir trois avions de guerre à la Grande Bretagne pendant la guerre 14-18.

La réalité est que, sous l'effet des mencomafnoire40, beaucoup d'Africains sont désespérés, ne se croient capables de rien, même

s'ils ne l'avoueront jamais, sauf quand ils sont trahis par leurs propos comme dans ce passage de l'écrivaine : «*Je pense que les gens [les Africains] ne comprennent pas le monde dans lequel ils doivent vivre, dans certains espaces, et que, ils pensent que ce sera mieux ailleurs. Ils n'arrivent pas à savoir quoi en faire de ce monde qu'on leur a laissé, et dont ils n'ont toujours pas les clés, et donc ils essayent de survivre, les gens…* »

Pourquoi, elle qui semble avoir compris, ne va-t-elle pas aider son Cameroun natal à s'en sortir ? Pourtant, comme l'incohérence ne tue pas, ils seront les premiers à traiter d'Afro-pessimiste toute personne qui dira que l'Afrique est condamnée si elle ne change pas sa gouvernance. Les vrais Afro-pessimistes, ce sont eux. C'est parce qu'ils ne se sentent pas capables de redresser ce continent que le projet révolutionnaire de l'invasion migratoire de l'Europe les intéresse. Un pays où coulent déjà le lait et le miel ! En appui à ce qui précède, au sujet de l'afro-pessimisme, Léonora Miano ne fait que confirmer ce que j'écrivais en 2005 dans *"Pauvre Afrique, tu te relèveras"* : « *Notre mémoire collective a oublié les grands motifs de fierté du passé lointain. Les élites africaines ont intériorisé un vrai complexe d'infériorité. Quand nous nous retrouvons entre nous Noirs, nous affirmons souvent être incapables d'observer la même rigueur que les Blancs. Les premiers et plus grands afro-pessimistes sont les Africains ; seulement, il s'agit chez nous d'un afro-pessimisme dissimulé et inavoué.*

Les phrases courantes telles que "les Blancs sont des sorciers", "l'intelligence du Blanc sert le progrès pendant que la science du Noir ne sert que le mal", "Dieu est grand, mais Blanc n'est pas petit" ou "Blanc est fort" sont révélatrices d'une opinion négative faite par nous-mêmes sur notre aptitude, notre capacité ou notre prédisposition à mettre en œuvre un projet social de grande envergure. Nous avons tellement associé le Blanc à la science et au progrès que nous ne réalisons même pas que les inventions ou découvertes qui nous émerveillent et nous font penser que le Blanc est fort sont de plus en plus les œuvres de Japonais, de Coréens, de Taïwanais, d'Indiens ou de Chinois. Ce ne sont pas les Blancs qui sont forts, mais c'est la science et la technologie qui sont fortes. Cette science et cette technologie sont disponibles pour tous les peuples qui veulent, dans le travail et la rigueur, les adopter.

Mais ce jugement négatif sur nos propres capacités étant difficile à porter, et encore plus difficile à avouer, nous préférons accuser les Blancs de penser ce dont nous nous sommes, à tort, persuadés. Nous sommes persuadés que nous sommes incapables d'évoluer, mais nous affirmons le lire dans le regard du Blanc coupable de nous avoir réduits à cette situation. Nous refusons de faire des efforts pour nous organiser. Un peu comme s'il n'y avait pas d'effort à faire pour se développer puisque nous n'y arriverons jamais. L'éternelle coopération, l'aide au développement, les concours des bailleurs de fonds occidentaux ou l'annulation de notre dette sont, pour nous, des devoirs et des obligations pour ce monde blanc qui est condamné à nous aider à survivre, pour nous avoir dérangés et désorganisés. »

Il serait intéressant que Léonora Miano se préoccupe davantage du Cameroun où depuis l'indépendance du 1er janvier 1960 jusqu'à cette année 2018, soit depuis cinquante-huit ans, il n'y a eu que deux présidents, dont l'actuel est en poste depuis 1982, soit trente-six ans. Si on prend en compte qu'il est premier ministre depuis 1975, cela fait donc quarante-trois ans que Paul Biya est au sommet de l'État camerounais, deux ans avant la naissance d'Emmanuel Macron.

Leonora Miano affiche une douleur pour l'Afrique et les Africains, mais cette situation du Cameroun semble bien lui convenir. Elle préfère que les Jeunes Camerounais puissent venir en France, plutôt que de se battre pour rendre prospère ce beau et riche pays du Cameroun. Pauvre Afrique ! Si Léonora Miano et tous ceux qui pensent comme elles, que les Africains «*n'arrivent pas à savoir quoi en faire de ce monde qu'on leur a laissé, et dont ils n'ont toujours pas les clés* », sont vraiment conséquents, ils devraient demander à l'ONU de mettre certains pays africains

sous tutelle. Ou même demander à recoloniser les États faillis, comme certains de nos anciens le souhaitaient dès la décennie 1970, et comme des jeunes cadres que je rencontre aujourd'hui à Paris l'évoquent.

Léonora Miano et Bruno Gaccio sont au service de la cause de la gauche révolutionnaire anticapitaliste dans son combat éternel contre l'Europe occidentale. Après avoir abusé de l'Afrique au nom de l'anticolonialisme pendant les décennies 1940 – 1950, aujourd'hui elle continue d'instrumentaliser le monde africain au nom de l'antiracisme, la lutte contre l'islamophobie, la défense de l'immigration, la défense de la diversité culturelle, la protection du communautarisme, etc. Alors, quand l'État français veut prendre des mesures pour contrôler l'immigration, on entend protester qu'il est *« absurde de vouloir endiguer la circulation humaine »*...

Je rencontre beaucoup d'Africaines et d'Africains animés d'une colère contre l'Europe qui s'explique par ce qu'ils croient être la vérité sur les rapports entre l'Europe occidentale et l'Afrique noire depuis le XV[e] siècle. Ils sont sous l'emprise des mencomafnoire40. Nous devons nous battre pour sortir ces frères et sœurs de cet emprisonnement psychologique infligé à l'Afrique et au monde noir depuis les années 1940. Léonora Miano fait peut-être partie de ces personnes qui se trompent de bonne foi ? Si tel est le cas, c'est une femme intelligente qui a les moyens de sortir de ce piège. Mon souhait est qu'elle emprunte cette voie pour être plus utile à son Cameroun natal et à l'Afrique, continent plus de quatre fois plus grand que l'Union Européenne. Nous avons vraiment assez à faire en Afrique pour ne pas nous laisser embarquer dans ce projet malsain de faire disparaître la culture européenne en Europe. Oui, nous n'avons pas besoin de conquérir l'Europe pour survivre. L'Afrique est là, immense, riche, qui nous attend !

Je ne peux m'empêcher de penser à cet élu belge d'origine maghrébine qui, au lendemain des attentats de Bruxelles de mars 2016, affirma devant la caméra que leur objectif de musulmans

est d'être majoritaires sur le sol de Belgique pour l'islamiser, pour imposer aux mécréants la loi d'Allah. Ce militant islamiste radical n'avait pas été élu sur une liste islamiste, mais sur une liste de gauche...

Aujourd'hui, je crains que cette gauche révolutionnaire anticapitaliste ait des chances de réussir dans son désir de changer la sociologie de la France et de l'Europe. Mais, elle ne tarderait pas à déchanter, car le jour où les Noirs et les Arabes seront majoritaires en France, la religion aura plus de place dans la société française, l'athéisme des communistes leur coûtera cher, l'égalité entre hommes et femmes sera bonne pour les oubliettes, le mariage homosexuel sera une abomination sévèrement réprimée, etc. Elle-même, cette gauche révolutionnaire, ne pourra plus jouir de cette liberté d'agresser la société qu'elle a depuis la seconde guerre mondiale, car les dirigeants noirs et arabes sont très friands de discipline et d'autoritarisme. Les manifestations hors-la-loi ou violentes, comme celles où cette gauche révolutionnaire peut agresser impunément la Police, ou bloquer la réalisation de grands projets comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ne sera plus possible. Avec des dirigeants africains, c'est le sort de la Commune de Paris de 1871 qui les attend ! Pire, le sens de l'intérêt général et l'attachement à la justice sociale ne figurent pas pour l'instant dans les grandes qualités des mondes noir et arabe actuels. Maintenant, s'ils espèrent garder le pouvoir quand Noirs et Arabes seront majoritaires, je tiens à les détromper. Ils auront été prévenus !

Nous savons que Félix Houphouët-Boigny en 1950 et Aimé Césaire en 1956 vont rompre avec le Parti communiste français. Aimé Césaire exprimera son regret d'avoir été au service, à travers le PCF, des atrocités de Moscou. Bien plus tard, un grand artiste français comme Jean Ferrat, aux idéaux communistes assumés, finira par ouvrir les yeux. En 1980 quand, face aux atrocités et aux échecs de l'URSS, le premier secrétaire du parti communiste français, Georges Marchais, se félicita d'*« un bilan globalement*

positif », le monument de la chanson française lui balança cette belle chanson critique, *Le bilan*, qui aidera peut-être les aveuglés d'aujourd'hui à ouvrir les yeux :

Ah ils nous en ont fait avaler des couleuvres
De Prague à Budapest de Sofia à Moscou
Les staliniens zélés qui mettaient tout en œuvre
Pour vous faire signer les aveux les plus fous
(...)
Ah ils nous en ont fait applaudir des injures
Des complots déjoués des dénonciations
Des traîtres démasqués des procès sans bavures
Des bagnes mérités des justes pendaisons
Ah comme on y a cru aux déviationnistes
Aux savants décadents aux écrivains espions
Aux sionistes bourgeois aux renégats titistes
Aux calomniateurs de la révolution
(...)
Mais quand j'entends parler de "bilan" positif
Je ne peux m'empêcher de penser à quel prix
Et ces millions de morts qui forment le passif
C'est à eux qu'il faudrait demander leur avis
...

Depuis le début, pour le monde noir, la gauche révolutionnaire est une imposture ! L'Afrique, en dehors de son instrumentalisation pour atteindre leurs objectifs qui n'ont rien d'africains, compte pour rien. Le patron de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, qui visita personnellement en 1960 l'Union des États africains, composée de la Guinée-Conakry de Sékou Touré et du Ghana de Kwame Nkrumah, ne leur apporta absolument rien, sinon le pillage des mines guinéennes par les experts soviétiques. Deux ans plus tard, Sékou Touré abandonna cette plaisanterie. Au Ghana, le seul projet réussi par Nkrumah, le grand ami de Moscou, fut la construction du barrage d'Akossombo... financée par Kennedy, qui espérait sortir ce pays du giron communiste. Quand est-ce que tous ces Africains qui se laissent manipuler depuis soixante-dix ans par la gauche révolutionnaire le comprendront-ils ?

Nous savons qu'il y a des personnes d'origine africaine qui ont besoin d'afficher de la colère ou de la souffrance par rapport à l'histoire, même fausse, du monde noir, car c'est leur gagne-pain. C'est pour eux un filon grâce auquel ils connaissent la notoriété à travers les réseaux de la gauche révolutionnaire. Ce sont les stars de l'antiracisme, de la mémoire de la traite négrière atlantique et de l'esclavage, de l'alter-mondialisme ou autres. Ils se déplacent partout dans le monde, de manifestations en conférences, pour raconter leurs poignantes histoires et leurs théories fumeuses à des publics abusés. Avec cette sinécure, il ont trouvé un bon filon qu'ils ne lâcheraient pour rien au monde. Leur préoccupation n'est ni l'Afrique, ni la traite négrière, ni l'esclavage, ni le néocolonialisme... mais leur gagne-pain. Pour ceux-là, je sais que mon discours est embêtant... Pour tous les autres, il importe qu'ils s'instruisent de la vraie histoire de l'Afrique, qu'ils l'assument, qu'ils la revendiquent, qu'ils rejettent et combattent les mencomafnoire40, destinés à les manipuler comme de naïfs pions, à les instrumentaliser au détriment de la mère patrie.

Personne ne sait tout. Donc, ce n'est pas grave de ne pas savoir. Mais, pour des gens qui se veulent leaders du monde noir, c'est une faute de ne pas chercher à savoir. Ne soyez pas des ignorants volontaires, les pires ignorants, ceux qui manifestent le refus de savoir et de comprendre, parce que ça contredirait leurs préjugés confortables qui postulent que « *l'Afrique n'est responsable de rien depuis plus de cinq siècles.* » Les Africains doivent sortir de l'émotion pour adopter la raison. Il faut rejeter cette phrase malheureuse de Senghor qui dit que *« la raison est Hélène, l'émotion est Nègre »*, phrase que Léonora Miano reprend à son

compte en disant *« je pense que je peux m'exprimer de manière un peu émotive et qu'on m'excusera. »* Non, la raison n'est pas interdite aux nègres !

Le piège du curseur de l'identité historique

Le lundi 27 novembre 2017, à l'annonce par Buckingham Palace des fiançailles de Meghan Markle et du prince Harry, il a semblé utile à plusieurs médias de souligner le caractère exceptionnel de cet heureux évènement en raison de ce que l'élue de cœur du cinquième dans l'ordre de succession à la couronne britannique et probable future duchesse de Sussex est… descendante d'esclave. Ce propos, ni malveillant ni raciste, est surtout destiné à souligner le destin exceptionnel et improbable de la belle actrice. Mais, à y réfléchir, pourquoi faut-il au XXIe siècle caractériser une Noire américaine de descendante d'esclave, alors que l'esclavage n'existe plus dans ce pays depuis plus de cinq générations ?

N'y-a-t-il pas aujourd'hui d'autres traits plus caractéristiques d'une personne que ses ascendances lointaines ? Jusqu'à quand faut-il remonter dans le temps pour trouver les éléments les plus déterminants de l'identité de chaque personne ? L'esclavage serait-il collé à la peau des Noirs *ad vitam aeternam* ? La noblesse européenne étant issue des barbares qui ont envahi l'empire romain d'Occident déclinant dès le Ve siècle de notre ère, on pourrait, pendant qu'on y est, qualifier le prince Harry de descendant de barbare. Il faudrait aussi, pour savoir chaque fois à qui l'on a affaire, retrouver toutes les descendances ; Celles des esclavagistes de tous bords, celles des pauvres masses paysannes et des serfs du temps de monarchies absolues européennes, celles des patriciens et des plébéiens de chaque peuple à chaque époque. Tâche bien ardue que tout cela !

Qualifier Meghan Markle de descendante d'esclave n'a aucun sens, sinon de révéler la vacuité d'un propos irréfléchi. Les femmes et les hommes de tous temps et de tous lieux, et particulièrement depuis ces dernières décennies où les moyens de communication et d'échange font de la terre un petit village, ont la possibilité, par le travail, l'intelligence, la détermination ou même la chance, de se forger un destin en rupture avec un passé désavantageux.

Après que le Ghanéen Kofi Annan a été Secrétaire général de l'ONU de 1997 à 2006, le Noir américain d'origine kényane Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique de 2009 à 2017, ou la panaméenne Gisèle Brown, Son Altesse Sérénissime la Princesse Angela de Liechtenstein depuis 2000, est-il encore raisonnable de s'étonner que des personnes noires accèdent à toutes sortes de dignités ou d'honneurs ? On pourrait aussi évoquer tous les domaines artistiques, sportifs, intellectuels ou autres, où des personnes noires sont des superstars mondiales, respectées ou adulées partout dans le monde.

Angela de Liechtenstein et la future duchesse de Sussex ne sont pas que de belles femmes noires, mais elles sont surtout des femmes brillantes qui ont bien réussi dans leur activité professionnelle avant l'opportunité de leur vie princière. Alors, quand un journal écrit que la future femme du prince Harry est une descendante d'esclave, « … *un détail qui ne manque pas de surprendre !* », nous disons que ce détail ne surprend que les personnes qui ne sont pas dans la réalité de notre époque.

L'esclavage n'est pas une nature, mais une condition qui s'abat sur un individu. À quelle partie de son histoire l'homme devrait-il être rattaché prioritairement ? Pourquoi les Haïtiens, qui se sont battus pour chasser les Français en 1803, ne seraient-ils pas appelés « *descendants de combattants de la liberté* » au lieu de « *descendants d'esclaves* » ? Les mencomafnoire40 préfèrent les qualifier de « *descendants d'esclaves* » pour les maintenir révoltés, probablement parce qu'Haïti est un échec. Finalement, on ne sait même plus pourquoi et contre qui on est révolté, car la cause de

la révolte et ses acteurs ont disparu, et l'appellation « descendants d'esclaves » n'en devient qu'une source de blocage psychologique de nature à perturber toute relation apaisée entre le Haïtien et le Blanc. Face à ce dernier, soit il ressent un complexe d'infériorité, ce qui n'a aucun sens puisqu'en 1803 il l'a battu et contraint à la fuite, soit il est animé d'une haine tellement vive que, même quand on l'aborde en toute fraternité, il reste sur sa réserve. Nous avons développé et entretenu une pathologie psychologique par l'appellation *« descendants d'esclaves »*.

Cette liaison du Noir à l'esclavage est une banalité héritée des mencomafnoire40. Bruno Gaccio, en disant *« 400 ans d'esclavage, 350 ans de colonisation, ça ne s'efface pas comme ça ! »*, a choisi de bloquer le curseur de l'identité historique des Noirs sur une période qu'il veut douloureuse pour l'Afrique toute entière, dans le but de monter les Noirs contre l'Occident capitaliste que lui, le révolutionnaire de gauche, déteste. Il prend les Noirs qui le suivent pour des imbéciles !

Afro-Américain, Africain-Américain ou noir Américain ?

Puisqu'on a réussi à fabriquer une histoire douloureuse pour l'Afrique, il ne reste plus qu'à rappeler à tous les Noirs qu'ils sont africains, et surtout qu'ils s'en réclament eux-mêmes, afin d'en faire des alliés potentiels de la gauche révolutionnaire. Ce phénomène est très visible aux États-Unis où un grand nombre de Noirs, depuis plus d'un siècle, sont proches de la gauche radicale et se proclament afro-américains ou africain-américains. Puisque l'Europe esclavagiste est chrétienne, beaucoup d'Américains noirs ont adopté l'Islam, ignorant que les Arabes ont utilisé des esclaves noirs bien avant les Européens.

Pourquoi ne dit-on jamais européo-américain ou asiato-américain ? Pourquoi faut-il rattacher impérativement le Noir à l'Afrique ? Pourquoi Donald Trump, dont le grand-père est arrivé d'Allemagne seulement en 1885, ne se revendique pas germano-

américain, mais pleinement et entièrement américain blanc, alors que le Noir dont l'ancêtre est arrivé depuis le XVe, quatre siècles avant, se définit comme afro-américain ou africain-américain, pour se rattacher à son origine africaine ? Alors que, justement, par rapport aux autres races, la couleur de peau du Noir est suffisamment explicite sur son origine pour qu'il ne soit pas utile de la rappeler dans son appellation.

Ce traitement différencié de l'identité du Noir est une grande réussite des mencomafnoire40 qu'il faut combattre. C'est en cela que la démarche du journaliste noir américain Keith Richburg est intéressante. Rien dans sa longue carrière journalistique au Washington Post ne l'avait préparé à ce qu'il rencontrerait en tant que correspondant en Afrique. Dans la première moitié des années 1990, il a trouvé un continent où le meurtre brutal était devenu une routine, où les dictateurs et les seigneurs de la guerre faisaient taire la dissidence avec des mitraillettes et des machettes, et où la famine était devenue déprimante.

Avec beaucoup d'angoisse personnelle, il a fait face à une question difficile : *« si c'est ça l'Afrique, que signifie être un Afro-Américain? »* Il n'a plus voulu cacher la vérité pour couvrir un continent avec qui, réellement, il n'avait plus rien à voir. Dans ce récit provocateur et sans fard de ses trois années sur le continent de ses ancêtres, Richburg montre comment il a découvert le fossé entre son héritage racial africain et son identité culturelle américaine. Il a fini par comprendre qu'il est noir et américain, c'est-à-dire américain noir, mais pas afro-américain.

À la suite de Keith Richburg, sa compatriote Aisha Harris martèle avec force *« je suis noire américaine, pas afro-américaine »*. Elle dit qu'au cours d'un voyage au Kenya, *« Pour ceux que j'ai rencontrés, avoir la peau noire signifiait forcément être africain. Pour moi, être noir ne signifie rien d'autre… qu'être noir. »*

Elle a une identité américaine plus forte que l'identité africaine qu'on veut lui coller, et *« Depuis, j'ai également évolué à ce*

sujet et j'ai accepté de me définir par mon éducation plutôt que par le pays d'où mes ancêtres pourraient être originaires. »

Ce n'est pas pour cela qu'elle ne se sentirait pas concernée par une solidarité noire internationale, mais elle le ferait en tant que Américaine : *« Je ne crois pas que ma préférence pour le terme* «noir américain» *soit une façon de renier ou de prendre mes distances vis-à-vis de mon patrimoine génétique africain. Au contraire, c'est pour moi une façon de mettre en avant les similarités qui existent entre toutes les personnes noires, au-delà de nos différences: du racisme que nous subissons de la part des non noirs (de la violence policière à la question des critères de beauté) aux phénomènes culturels communs, tel le concept esthétique de « black cool », né en Afrique de l'Ouest et récemment adopté par l'art noir américain. N'ayant jamais vécu dans le pays de mes ancêtres, je ne saurai jamais ce que signifie être kényane, nigériane ou, plus généralement, être africaine. »*

Pourquoi devrait-on présenter cette Américaine noire comme *« descendante d'esclave »*, qualificatif très éloigné de son identité culturelle actuelle. Même si l'homme doit se nourrir de son passé, il est ce qu'il est et non ce que furent ses ancêtres. L'esclavage n'est pas une nature, mais une condition qui s'abat sur un individu ! Ce n'est pas une dame comme Aisha Harris, équilibrée avec la tête sur les épaules, qui se laisserait berner par Bruno Gaccio avec ses *« 400 ans d'esclavage, 350 ans de colonisation, ça ne s'efface pas comme ça ! »*. Elle peut se battre contre des problèmes réels d'aujourd'hui, comme la violence policière aux États-Unis contre les Noirs, mais pas contre le supposé racisme de Louis XIV au XVIIe siècle.

Si aujourd'hui, surtout dans le monde francophone, le mot « esclave » ne renvoie qu'aux Noirs, bien plus qu'aux Slaves, ceux-là mêmes qui ont donné leur nom au mot, c'est parce que les autres peuples ont tourné ces pages sombres de leur histoire, alors que les Noirs persistent à se voir, eux-mêmes, comme descendants d'esclaves. Le 12 mars 2013, le Conseil représentatif

des associations noires (CRAN) a organisé une manifestation contre le magasin Mango des Halles, à Paris, pour protester contre la vente par l'enseigne d'une collection de bijoux baptisés *« esclaves »*. En quoi désigner des bijoux *« esclaves »* serait-il une offense aux Noirs ? Quelle dérive ! Le directeur du magasin s'étant engagé à faire retirer de la vente les bijoux incriminés, Louis-Georges Tin, le président du CRAN, a promis d'exiger la même chose de tous les magasins de France, comme si le mot « esclave » appartenait aux Noirs dont l'autorisation serait nécessaire pour son usage, une sorte d'appellation d'origine contrôlée déposée par le CRAN.

Depuis des décennies maintenant, de nombreuses personnes originaires d'Afrique noire ou des Caraïbes sont dans ce créneau de la mémoire de l'esclavage et de la colonisation, comme moyen d'exister ou fonds de commerce politique. Il s'agit de profiter de la tendance à la repentance des sociétés européennes, particulièrement la France, pour mettre l'accent sur la traite négrière atlantique et exiger reconnaissances, actes mémoriels ou réparations. Se revendiquer *« descendant d'esclaves »* est une manière d'apostropher le Blanc qu'on veut comme seul responsable de ce *« crime contre l'humanité. »*

Cette accusation du seul Blanc, pour qu'elle soit porteuse, doit s'accompagner de la minimisation, ou même de la négation, des traites arabes ou internes. Ces traites arabes et internes ont si bien été déniées et cachées par les Noirs qu'elles nous reviennent à la figure, non seulement en Libye ou en Mauritanie, mais même en Afrique noire où, jusqu'à aujourd'hui, des jeunes filles, qui ont parfois à peine l'âge de la raison, sont réduites en esclavage pour être des vendeuses, des nounous ou des bonnes. En ce qui concerne la traite atlantique, nous sommes même prêts, pour des intérêts strictement économiques, à entretenir un mensonge aussi grossier que cette fameuse maison des esclaves de Gorée, au Sénégal, où il n'y a jamais eu un seul esclave. Nous n'avons aucun scrupule à falsifier la mémoire de l'esclavage… Bien

triste ! Oui, la triste réalité est que le mot « esclave » reste collé aux Noirs en raison de ce que, bien encadrée et aiguillée par la gauche révolutionnaire, une certaine élite exploite ce statut en vue d'en tirer avantage. C'est faire un grand tort au monde noir !

Le désastre sur les mentalités

Le Chinois passe-t-il son temps à rabâcher que le Japonais l'a réduit en esclavage ? Non ! C'est une partie de son histoire qu'il n'oublie pas, mais il est passé à autre chose, comme le conseille Confucius : *«Pensez à demain, le passé ne se répare pas.* » Il se bat donc pour se bâtir des lendemains meilleurs, pour éviter que les autres peuples ne reviennent l'asservir comme pendant plus d'un siècle, au XIX[e] et pendant la première moitié du XX[e] siècle. Le Chinois, connaissant son histoire multimillénaire, sa gloire passée, ne se dira jamais « *descendant d'esclave* », même si l'impéritie de sa classe gouvernante, à un moment donné, l'a réduit à cette misère.

L'Afrique noire, après sa contribution à la brillante Égypte antique, a connu un Moyen Âge prestigieux avec de grands États comme le Ghana, le Sosso, le Manding, le Songhaï, le Kanen-Bornou, le Monomotapa ou le Kongo. Nous devons cultiver la mémoire de ce passé prestigieux et arrêter de nous revendiquer « *descendants d'esclaves* », ce qualificatif qui n'a rien de motivant pour les masses. Les Noirs qui se revendiquent « *descendants d'esclaves* » comme une manière d'apostropher les Blancs se trompent, car, comme nous l'avons vu, nos ancêtres étaient les partenaires des Blancs dans ce commerce.

En disant à nos enfants qu'ils sont des descendants d'esclaves, nous les affaiblissons mentalement. Toutes les petites filles d'Afrique noire ou des Caraïbes doivent se dire que, comme Meghan Markle ou Angela de Liechtenstein, il n'y a aucune limite à leurs possibilités si elles travaillent avec acharnement pour s'émanciper. Ce n'est certainement pas en nous réclamant « *descendant d'esclave* » que nous réaliserons le vœu cher à Bob Marley :

« *Emancipate yourself from mental slavery – None but ourselves can free our minds…* »

Le Noir, contrairement au souhait de Bruno Gaccio et consorts, doit refuser que le curseur de son identité historique soit bloqué sur l'esclavage et la colonisation.

Pauvre Europe, pauvre France !

Aujourd'hui, sur la question de l'immigration, la gauche révolutionnaire a réussi à s'imposer à l'Europe. C'est une faute grave que commettent les dirigeants européens qui favorisent une immigration massive, agressive et organisée, oui organisée !, dans un objectif de conquête pour les prochaines décennies. Ce n'est point par grandeur d'âme que la gauche révolutionnaire défend cette immigration avec acharnement. Et, chance pour elle, sur la question de l'immigration massive – et sur cette seule question ! – elle est du même avis que les technocrates ultralibéraux hors-sol des institutions européennes pour qui cette immigration présente l'avantage de faire baisser le coût du travail en Europe. Avec une insuffisance de natalité et des populations vieillissantes dans plusieurs pays européens, les travailleurs détachés ne suffisent pas, il faut faire venir du travail (presque) gratuit d'Afrique… comme au bon vieux temps de la traite atlantique. Et pour cela, combien de centaines de milliers de migrants sont morts dans le désert du Sahara ou dans la mer Méditerranée ?

L'Europe, trop intelligente, a perdu la tête ! En toutes choses, l'excès nuit. Elle est arrivée, par générations successives, à se donner un système juridique très élaboré pour garantir toutes sortes de droits et de libertés, mais, exposée à tous les vents contraires, la machine s'est emballée… L'Europe ferait mieux de revenir à des choses simples, de bon sens, à des règles de base que l'homo sapiens pourrait comprendre, et elle s'en porterait bien mieux. Pour ma part, je lui propose les douze règles tirées de l'observation de la longue histoire de l'humanité, des règles valables pour tous les hommes, tous les peuples et tous les pays du globe, à toutes

les époques. Elles n'ont pas la prétention d'être parfaites, elles peuvent même passer pour des règles de primitifs, mais elles préservent sûrement de beaucoup de déconvenues. Ce ne sont pas les brillants juristes qui manquent à l'Europe. Seulement, ils ne doivent pas oublier qu'en toute discipline, il y a la b-a-ba. Et quand on se perd dans l'intellectualisme au point d'en oublier le b-a-ba, on va à la dérive. Les douze lois observables de l'homo sapiens peuvent leur servir de b-a-ba, afin que toutes les dispositions dans les lois européennes, nationales ou communautaires, qui ne s'y conforment pas soient rectifiées. Il faut faire vite, car il y a péril en la demeure ! Que celui qui a des oreilles entende !

Pour l'instant, la gauche révolutionnaire pousse ses pions et avance sûrement. Avec la dictature intellectuelle qu'elle exerce sur un pays comme la France, elle a réussi à faire voter une loi qui criminalise la traite négrière, alors que la France, hier comme aujourd'hui, n'est moralement pas plus responsable de la traite négrière que le Ghana ou le Bénin ! Par ailleurs, il est tout de même bizarre que Mme Taubira, qui a porté la loi qualifiant la traite transatlantique et l'esclavage de « crime contre l'humanité », dise qu'*«il ne faut pas trop évoquer la traite négrière arabo-musulmane pour que les jeunes arabes ne portent pas sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes. »*

En fait, Mme Taubira sait très bien que sa colère ne lui rapporterait rien contre les Arabes qui ne se laisseraient certainement pas distraire par des jérémiades qui n'ont aucun sens, étant donné qu'ils n'ont jamais été en Afrique faire des guerres pour asservir un peuple, mais qu'ils y sont allés acheter des esclaves que des États souverains vendaient en toute liberté. En revanche, en France, dans cette France repentante manipulée par les réseaux de la gauche révolutionnaire, la colère de Mme Taubira vaut de l'or…

Cette Assemblée nationale repentante devrait alors continuer son beau travail de mémoire :

Demander à l'Italie une reconnaissance du crime de la vente des Gaulois par les Romains après la conquête de Jules César en 51 av. J.-C. ;

Condamner et demander pardon pour la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant en 1066 ;

Demander à Westminster la reconnaissance de crime pour l'invasion du territoire français par les Anglais à partir de 1337, qui se solda par la mise sur le bûcher de Jeanne d'Arc en 1431 ;

Demander pardon pour la tentative d'extermination de la population de la Vendée, un véritable génocide, par une République révolutionnaire qui, tout en prônant « liberté, égalité et fraternité », massacrait des peuples qui tenaient, au nom de la liberté de conscience et de culte, à pouvoir tout simplement aller à la messe le dimanche ;

Oh, je ne pourrai pas les citer tous ici, tellement il y a des événements douloureux dans l'histoire de la France, que le Palais-Bourbon connaît mieux que moi, et qui méritent des actes forts pour calmer les douleurs…

Enfin, comment une maison respectable comme le Palais-Bourbon peut-elle tomber dans la repentance manipulatoire des menco - mafnoire40, et contribuer ainsi à enfoncer les Noirs ? Toutes ces honorables personnalités doivent se rendre compte qu'elles partici - pent à une manœuvre dont les principales victimes sont les Africains, dont on veut bloquer le curseur de la mémoire historique sur l'esclavage et la colonisation. De la même façon que les Aimé Césaire, Frantz Fanon et autres avaient en Jean-Paul Sartre le gourou qui les aiguillait, aujourd'hui ce sont les Bruno Gaccio et consorts qui se cachent derrière ces Noirs se prétendant souffrants ou en colère. Maintenant, la France repentante subit une pression pour reconnaître la colonisation comme un crime contre l'humanité. Quel non-sens ! C'est oublier que l'histoire coloniale est l'histoire de toute l'humanité. Quelle dette l'Europe devrait-elle à l'Afrique ? La France succombe à la repentance orchestrée

par Bruno Gaccio et ses amis, la cinquième colonne des ennemis de la nation française depuis l'époque soviétique.

Pour l'instant, l'urgence est d'aider tous ces jeunes Africains qui risquent leur vie dans le Sahara et la Méditerranée à ne pas se laisser manipuler par ceux qui ont ourdi ce projet secret d'invasion de l'Europe. Pour ceux qui sont parvenus à destination, l'Europe et la France doivent proposer, tant que faire se peut, autre chose que le communautarisme, car c'est cette culture occidentale productrice de liberté et de bien-être qu'ils recherchent à la base, et que les accueillants doivent leur transmettre pour leur propre épanouissement et leur nécessaire intégration. Ceci étant, la vocation de l'Europe n'étant pas d'accueillir toute l'Afrique, il est tout aussi urgent d'aider à changer la donne de la gouvernance des États africains. De la même façon que l'État français en difficulté a eu besoin de la Grande-Bretagne en juin 1940, nous demandons de l'aide à l'Europe, une nation sœur, pour nous permettre de conduire les réformes qui mettront l'Afrique sur la voie de sa renaissance. Nous en parlons brièvement dans le chapitre 9 de cet essai…

En attendant, je dis aux jeunes Noirs et Arabes de l'immigration récente en France : Apprenez à connaître ce pays, à l'aimer et à en faire réellement le vôtre, au-delà de la nationalité qu'on vous a octroyée parce que vous êtes nés sur le sol ou que vous y vivez de longue date.

Vivre en harmonie avec vos compatriotes blancs doit être votre préoccupation, donc ne cédez pas aux discours haineux que des revanchards de l'histoire, des gens complexés parce qu'ignorants, vous vendent sur les réseaux sociaux. Soyez des Noirs ou Arabes français, et patriotes apaisés. Il y a du racisme en France, comme dans tous les pays du monde, mais certainement moins qu'en Afrique noire ou au Maghreb, et la France n'est pas raciste. Il y a des injustices en France, comme dans tous les pays du monde, mais certainement moins qu'en Afrique noire ou au Maghreb, et

la France a une politique sociale des plus généreuses au monde. Il faut savoir apprécier ce pays, et lui apporter votre contribution pour le maintenir et l'améliorer, car c'est l'un des rares pays au monde où on peut mener tranquillement sa vie, qu'on s'appelle Gaccio, Papadakis, Kofi, Atangana, Diop, Mohamed, Mamadou, Tsonga, Balkany, Zamenfwé, Hidalgo, Ouédraogo, Romanov, Coulibaly, Randrianarimanana, Levy, Buczkowski, Gnaoré, Zhang Wei, Abdul Rafeh, Zamblé, Yapo ou Lomboto.

Chapitre 8
Le discours d'Affua Kwame

Affua Kwame est un personnage de mon roman Le Souverain noir, publié en 2013, aux Editions du Panthéon. Je revisite ici une partie de mes convictions que je lui ai prêtées en 2011-2012.

Dans l'ensemble, les Africains, premiers et principaux responsables de leur destin depuis les indépendances, ont totalement échoué. Malgré les accusations contre l'Occident et les fuites en avant sur toutes les questions essentielles, souvent, ils ne comprennent plus grand chose à ce qu'il se passe dans leurs sociétés, faute d'une authentique activité intellectuelle des élites, d'une vraie réflexion de la société sur elle-même. Tout ce désordre observable est le résultat d'une panne sociétale, une vraie crise de civilisation, qui commande que l'on revienne à des notions très simples, aux fondamentaux d'une société, un groupe d'hommes engagés dans une communauté de destin.

Communauté de destin

La communauté de destin, le plus souvent, n'est pas volontaire, mais le résultat combiné de plusieurs facteurs s'inscrivant dans le temps et l'espace, tels que l'histoire politique (conquêtes, annexions, colonisations, sécessions, etc.), les nécessités économiques (flux migratoires pour les affaires ou le travail), les importants mouvements de populations suite à des troubles ou des

catastrophes (exodes massifs, déportations, déplacements de populations réfugiées, etc.). Quelles que soient les raisons qui y conduisent, la communauté de destin se matérialise par un groupe d'individus qui évolue sur un territoire donné, sous une autorité censée être responsable des intérêts de ce groupe qu'elle représente vis-à-vis de tout ce qui lui est extérieur. Il s'ensuit que l'autorité est consubstantielle à l'existence et au maintien de la communauté de destin.

Nous ne rentrerons pas ici dans le processus de formation de cette autorité, le pouvoir politique, mais il faut retenir qu'elle se matérialise par une puissance d'action, de commandement et de coercition, indispensable à sa mission principale qui est d'assurer l'intérêt commun du groupe. Depuis des millénaires que les sociétés humaines se forment et disparaissent, de la Mésopotamie et l'Égypte pharaonique jusqu'à nos jours, il a été observé que quand la communauté de destin est gérée avec intelligence, il se tisse entre des individus d'origines diverses des solidarités qui, avec le temps, fondent le vouloir vivre collectif, c'est-à-dire une volonté partagée d'envisager désormais leur avenir de façon solidaire. Ce vouloir vivre collectif, les brassages aidant, est le moteur de la formation de la nation, c'est-à-dire une communauté d'affection qui partage une histoire, une culture, une tradition, une langue, des valeurs, etc. Cette gestion de la communauté de destin, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir politique, est donc déterminante, décisive même, pour l'évolution de la société vers la cohésion, la paix et le développement.

L'institution étatique de l'Afrique postcoloniale

Depuis les premières heures de l'Antiquité, avec l'apparition des grandes sociétés au Proche-Orient et l'invention de l'écriture, la pensée humaine n'a cessé de réfléchir sur la meilleure manière de gérer le pouvoir politique de sorte qu'il produise la paix et la sécurité, le bien-être, la prospérité, voire le bonheur. L'Égypte

ayant donné le ton, ce patrimoine intellectuel humain va connaître dès le VIIe siècle av. J.-C. une avancée significative, un vrai bond, avec la Grèce antique qui va théoriser et pratiquer toutes les formes de gouvernement, démocratie, ploutocratie, monarchie, oligarchie, dictature, etc. Rome, qui prend le relais de la Grèce à partir du IIIe siècle av. J.-C., fait la promotion du respect de la règle préétablie, la loi, et montre comment le pouvoir peut se décentraliser pour maintenir durablement la paix sur un vaste territoire. Pendant près de cinq siècles, la Méditerranée resta une mer intérieure à l'empire romain qui s'étendait sur un immense territoire où régnait *la paix romaine.*

À partir de la Renaissance européenne et des grandes conquêtes des XVe et XVIe siècles qui vont faire de notre planète un espace unifié, le pouvoir politique va déployer de nouvelles manifestations qui vont révéler sa nature profonde et ses caractéristiques : quand la cohésion est maintenue, la population, le territoire et l'autorité politique constituent, ensemble, une entité morale dont la vie va au-delà des individus et des gouvernants qui se succèdent. Cette entité est l'État. C'est une puissance suprême permanente dont les gouvernants, rois ou empereurs, ne sont que des agents d'exercice passagers.

Au XVIIIe siècle, les philosophes des Lumières, dont Montesquieu, Voltaire et Jean-Jacques Rousseau, vont apporter des contributions décisives à la compréhension des caractéristiques et au mode d'exercice du pouvoir étatique de sorte qu'il puisse bâtir une société épanouissante pour l'homme. Pour la définition du contrat social, l'humanisme grec, qui prône la préférence de la libre citoyenneté à la sujétion, est revalorisé.

Les différents organes du pouvoir sont identifiés et séparés. Ces idées, qui vont former et mûrir la pensée occidentale, conduisent à la Révolution française qui débute en 1789. Mieux, ces idées – on oublie souvent de le mentionner – grâce à des leaders politiques d'exception comme George Washington, vont présider,

bien avant la Révolution française, à la formation de la nation américaine, à travers sa guerre d'indépendance de 1775 à 1783 contre la puissance coloniale britannique, et à la rédaction de sa Constitution de 1787. Aujourd'hui, la nation américaine, qui domine le monde depuis environ un siècle, est une belle illustration de la capacité de l'État à souder des personnes d'origines diverses quand il est mis au service de l'intérêt général.

On ne peut comprendre l'échec de l'État africain si on ne perçoit pas ce que cet État représente aux yeux des Africains. À la fin du XIXe siècle, suite à la conférence de Berlin de 1885, l'adoption des modalités de partage de l'Afrique va aboutir en moins de vingt ans en une répartition de la quasi-totalité du monde noir en colonies, territoires regroupant parfois des dizaines de groupes ethniques appartenant à des espaces culturels très différents.

Ces différents groupes indigènes se retrouvent engagés par la colonisation dans une communauté de destin. Dans chaque territoire, l'administration coloniale, à travers la création de centres urbains où se côtoient toutes les ethnies, engage de façon involontaire le processus d'unification des populations africaines. Mais cette administration, malgré l'évolution du cadre de vie à travers la construction de voies routières et l'organisation de l'économie, la construction de centres de santé et d'écoles, l'instruction et l'introduction d'agents indigènes dans ses rangs, reste aux yeux des Africains une institution extérieure à la société noire.

La société africaine ne pense pas que cette institution, pourtant bien visible à travers les imposants bâtiments administratifs qui se construisent, le gouverneur, le commandant de cercle avec tous leurs collaborateurs et garde-cercles, est son affaire, même si elle voit bien qu'elle sert son intérêt collectif. *L'étrange destin de Wangrin* de Amadou Hampâté Bâ, une histoire qui se situe autour des années 1900 en Afrique occidentale, est très instructif sur la perception qu'ont les indigènes de cette administration coloniale qui reste l'affaire des Blancs, même si elle ne

manque point de bienveillance ni de vertus, contrairement à ce que des intellectuels africains essaient de faire croire depuis les années 1950. La constitution progressive d'une élite africaine et la prise de conscience des abus de certains colons, ainsi que l'impact des deux guerres mondiales qui vont affaiblir l'Europe et entamer son prestige, sont autant de facteurs qui vont précipiter l'Afrique noire vers son indépendance.

Il est important de noter que cinq ans avant les indépendances africaines, ni les colons, ni les élites africaines, encore moins les masses populaires noires, c'est-à-dire personne, ne songe à cette autonomie, c'est-à-dire au transfert des compétences de cette administration coloniale à une nouvelle institution étatique.

Quand la problématique de l'indépendance se pose avec acuité, à partir de 1955, pour les élites politiques et intellectuelles de l'Afrique noire, la quête de l'autodétermination est beaucoup plus motivée par des éléments de fierté et de dignité commandés par l'air du temps. Personne ne songe réellement aux grandes responsabilités de l'appareil administratif dans le quotidien des populations, ni aux compétences et capacités requises pour faire fonctionner cette grosse machine. Pour les masses populaires, l'administration reste l'affaire des Blancs. Puis arrive l'indépendance et en quelques années, voire en quelques mois, des centaines de personnes qui n'avaient pour la plupart jamais assumé de responsabilité de cadres, ni dans l'administration ni dans le privé, vont se retrouver ministres, directeurs de l'administration centrale, préfets, maires, ambassadeurs, directeurs généraux de sociétés d'État, etc.

Ce sont donc des équipes inexpérimentées qui vont se retrouver aux commandes d'administrations dont les populations ne se sentent pas en droit d'exiger quoi que ce soit. Les masses africaines n'ont pas percuté que du jour au lendemain, cette administration coloniale était devenue une institution étatique dédiée au service de leur intérêt général.

Les masses africaines ne se sont pas approprié les administrations issues de la colonisation qui, de ce fait, sont restées des affaires que les Blancs n'ont pu emporter avec le drapeau. Les élites avaient donc beau jeu de s'approprier ces appareils administratifs.

Depuis le début, les États africains sont des affaires privées. Le chef de l'État africain devient rapidement un milliardaire qui n'a aucune obligation vis-à-vis des populations, ce qui explique toutes les démonstrations de gratitude pour le moindre acte posé. Tout geste en faveur des populations passe pour une faveur accordée par le chef de l'État. Des délégations des populations se déplacent pour remercier ce dernier, louer sa magnanimité pour une ambulance offerte, une adduction d'eau potable, une électrification d'agglomération ou une route bitumée.

Aujourd'hui encore, quand vous regardez les télévisions d'État en Afrique, on ne parle que de dons du chef de l'État ou de son épouse, comme si le Trésor public leur appartenait. Il est temps de nationaliser les États africains qui, à ce jour encore, sont restés des affaires privées aux mains des élites politiques. En Afrique, l'indigent qui devient chef d'État se retrouve du jour au lendemain multimilliardaire.

Et ils sont nombreux dans ce cas ! Les Africains doivent comprendre que l'État n'est pas un bien abandonné par le Blanc qu'ils doivent se disputer, mais l'institution qui doit les rassembler autour de son action au service de l'intérêt général. L'État est une exigence collective de toute société, et non un gâteau à partager entre membres d'un clan. Tant que les masses africaines ne prendront pas conscience du caractère public de l'État et continueront de l'abandonner à la jouissance de clans, la société africaine continuera de se dégrader.

Tant que l'État africain restera une affaire privée, les risques de désordre sociétal resteront énormes. Les graves crises politiques qui installent le chaos trouvent aussi leur source dans cette privatisation de l'État, car les formations politiques se transforment en clans de crapules qui sont prêts à tout, coup d'État, rébellion, ou milices privées, pour s'approprier cette affaire juteuse. Exactement comme les guerres des cartels des narcotrafiquants en Amérique latine ! Seulement ici, les pauvres populations sont impliquées parce qu'elles sont manipulées et croient, quel que soit leur camp, en un combat digne, en une lutte émancipatrice pour leur clan ou groupe ethnique.

Société de droit, société solidaire et société fraternelle

La question de la nécessaire nationalisation de l'État africain pose des problèmes de modalités qu'une authentique réflexion africaine doit arriver à définir. D'abord nous ne devons pas perdre de vue que, dans le processus d'évolution des groupes humains, toute société, noire, jaune, blanche ou rouge, passe par des étapes successives, laissant le temps à des traits bien précis de la policer. À moins de penser que les Noirs ne partagent pas l'unité psychique de l'humanité (telle que Claude Lévi-Strauss nous l'a enseignée depuis les années 1930) il est impensable d'imaginer, pour les sociétés noires, un cheminement spécifique, différent de ce qui s'est fait sous tous les cieux pour la réalisation de la démocratie multipartite.

Primo, il est important, pour la compréhension et la justification du désordre politique que traverse le monde noir, de noter que depuis les grandes découvertes des XVe et XVIe siècles, qui seront suivies du commerce triangulaire et sa traite négrière pendant près de trois siècles, de la pénétration et l'exploration à partir du XVIIIe siècle, et de la colonisation à la fin du XIXe siècle, les ensembles politiques de l'Afrique noire ont été recomposés. Les pôles prépondérants se sont d'abord déplacés des savanes et déserts de l'hinterland central, en relation depuis des millénaires avec l'Afrique blanche et l'Égypte, vers les côtes accessibles aux navigateurs européens. Par la suite, les territoires coloniaux

finiront par ôter à tous les peuples noirs la responsabilité de leur destin. L'Afrique qui sort de la colonisation est une société qui, dans l'ensemble, a perdu l'expérience de la gouvernance.

En ôtant aux sociétés africaines toute responsabilité politique, le contact avec l'Europe a conduit à l'instauration d'une élite indigène déresponsabilisée, toutes les organisations traditionnelles du pouvoir étant devenues, dès le début de l'entreprise coloniale, de simples courroies de transmission entre les populations indigènes et l'administration coloniale qui remplaçait les chefs jugés récalcitrants par des pantins. Les grands royaumes et empires autonomes du Ghana, du Sosso, du Manding, du Songhaï, du Congo ou du Monomotapa ne sont que de très lointaines expériences que le manque de textes écrits a rendues vagues. Tout au plus, des griots rappelleront quelques noms et souvenirs, mais dans ces récits épiques, la légende prend le pas sur les faits avérés et exploitables. Il y a bientôt soixante ans, au moment des indépendances, les Noirs ne se libèrent pas des Occidentaux pour retrouver et continuer leur propre expérience, mais plutôt pour rentrer dans l'expérience du pouvoir étatique imbriqué dans la vie internationale moderne, un nouveau monde dont ils avaient tout à apprendre. La tâche, nous devons en convenir, n'était pas évidente pour tous ces États noirs issus de la colonisation. Le manque de réflexion s'ajoutera pour conduire au désordre général actuel.

Secundo, pour atteindre l'objectif de la société démocratique, il est nécessaire de passer par un certain nombre d'étapes, à commencer par la société de droit. La société de droit est une société où gouvernants et gouvernés respectent la règle préétablie ou, en cas de transgression, s'exposent à des sanctions. Les gouvernés n'ayant souvent pas d'autre choix que le respect de la loi et de l'ordre établi, la société de droit se caractérisera davantage par le respect de la loi par les gouvernants. Même dans un contexte de pouvoir personnel, comme une monarchie ou une dictature, celui qui exerce le pouvoir suprême et ses notables mettent un point d'honneur à respecter les lois qu'ils édictent

eux-mêmes. Par exemple, le Nouvel Empire qui, à partir du XVIe siècle avant J.-C. conduisit l'Égypte pharaonique à son apogée, était une société de droit où le Pharaon n'interférait aucunement dans la justice, et ne pouvait se permettre de détourner le bien public. Tous les grands royaumes du Moyen Âge africain avaient dépassé ce stade de société de droit. Le Ghana n'aurait pas tenu des siècles s'il avait évolué dans le non-droit.

Au stade suivant, quand la société va au-delà des civilités de base, qui permettent de coexister dans l'observance des lois qui fixent les droits et obligations des individus, pour mettre en œuvre, de façon volontariste, des solutions à une prise en compte collective de certains besoins comme la production de biens et services, la disponibilité et la prise en charge des soins de santé, l'éducation et l'initiation des jeunes à la vie adulte, la sécurité des biens et des personnes, ou la défense du territoire, alors les individus finissent par se souder et n'envisagent leur destinée que de façon solidaire. Nous avons alors une société solidaire.

Quand un pouvoir stable maintient une société solidaire pendant un certain temps, il se développe, les brassages aidant, une cohésion sociale solide qui révèle le sentiment national, signe de la société fraternelle. La société fraternelle est une nation, c'est-à-dire qu'elle partage entre autres une histoire, une culture, des mœurs, des croyances, qui constituent les éléments essentiels de l'identité de ses membres.

La démocratie multipartite, supposant l'existence de la compétition politique, ne peut être introduite sans risque que dans une société fraternelle. La démocratie, pour pouvoir fonctionner, exige une communauté d'affection. Tant que la société dans son évolution n'a pas réalisé sa transition fraternelle, la lutte politique lui fait courir le risque d'éclatement, car les passions politiques entraînent facilement les foules hors du champ de la raison pour libérer des émotions liées aux questions identitaires. C'est ce qui explique que la démocratie marche bien en Israël où l'identité

hébraïque qui cimente la nation est très forte, alors que l'Irak, où les identités shiites, sunnites ou kurdes prennent le dessus, a encore du chemin à faire. Ceci est valable pour les Noirs, les Blancs, les Jaunes et les Rouges. On ne peut pas parler de démocratie en Irlande du Nord, ou même aujourd'hui en Belgique où les identités communautaires sont plus fortes que l'identité nationale. Les différentes ethnies, tribus ou races qui se retrouvent engagées dans une communauté de destin doivent parvenir à constituer d'abord une société de droit, ensuite une société solidaire, puis une société fraternelle avant de tenter l'enrichissante expérience de la société démocratique qui permet de sublimer l'idée républicaine.

Quand les dirigeants politiques perdent le sens de l'intérêt général, même une nation déjà constituée peut se lézarder. Ce cheminement, de la société de droit à la société solidaire pour aboutir à la société fraternelle, est impératif et aucune société ne peut se payer le luxe de prendre des raccourcis pour réaliser la démocratie multipartite, si tant est qu'elle constitue un objectif que le groupe social s'assigne.

Tertio, en Afrique noire, dès les indépendances, l'inexpérience générale des équipes dirigeantes et l'appropriation rapide des États au profit de clans vont engager l'institution étatique naissante dans un processus de dégradation qui va entamer la société solidaire héritée de la colonisation et de la lutte émancipatrice. Les trente premières années vont se solder par un échec dû à ce dévoiement de l'État fait de corruption, de népotisme et de passe-droits.

La société africaine d'aujourd'hui évolue dans un désordre total où les gouvernants et tous ceux qui exercent une parcelle de l'autorité de l'État la détournent au profit d'intérêts essentiellement particuliers. Les personnes importantes ne sont réellement préoccupées que d'elles-mêmes, comme les « barons pillards » de l'époque des premiers Capétiens dans la France

médiévale. Chefs d'État, ministres, directeurs de l'administration centrale ou des grands services publics détournent les deniers publics, les collecteurs des impôts rackettent les opérateurs économiques, les magistrats vendent leurs jugements, les forces de l'ordre extorquent des fonds aux transporteurs et commerçants, les agents des administrations vendent le moindre acte, les enseignants vendent les notes et les diplômes, etc.

Aujourd'hui, en Afrique, les personnes les plus nanties sont des agents de l'État. Quand vous voyez une société où les agents de la fonction publique sont les plus riches, c'est qu'elle est en plein désordre et s'achemine vers la misère et le chaos. Comme conséquence, le processus d'unification des masses africaines, entamé par la colonisation, qui a permis aux Africains de mener ensemble la lutte émancipatrice contre les puissances coloniales et d'obtenir l'indépendance, a pris fin au lendemain des indépendances. La société africaine a régressé au point de ne même plus être aujourd'hui une société de droit, niveau que les groupes politiques antérieurs à la colonisation avaient atteint. La mauvaise gouvernance n'a pas permis le renforcement de l'unité nationale et la réalisation de la société fraternelle, réceptacle indispensable à une introduction heureuse de la démocratie.

L'Afrique, dans l'ensemble, est retournée au stade primaire, c'est-à-dire une société qui a perdu l'humanisme, où les individus évoluent dans une vraie jungle, sans aucun respect de la loi par les gouvernants. Il n'y a que la corruption, les passe-droits et le népotisme qui marchent bien. Le mérite par le travail, la moralité et la justice n'ont pas de place dans ce monde qui marche sens dessus dessous. Cette dure réalité explique que tous ceux et celles qui en ont la possibilité fuient ce continent devenu fou, mettant ainsi une forte pression migratoire sur le reste du monde, et particulièrement l'Occident. C'est dans une telle société que l'expérience de la démocratisation est imposée en 1990 par les puissances occidentales et les institutions internationales. L'expérience était vouée à l'échec.

À propos de cette aventure démocratique africaine vouée à l'échec pour les raisons évoquées, nous ne pouvons pas aujourd'hui accuser les leaders occidentaux, comme François Mitterrand qui joua un rôle décisif avec son discours de la Baule. Seulement, les autres ne pourront aider utilement l'Afrique que s'il existe une authentique réflexion africaine sur notre société, réflexion basée sur une connaissance et une analyse dépassionnée de l'histoire de l'Afrique et de l'humanité. Cette réflexion doit être débarrassée de complexes stupides, d'aigreurs ou de désirs inintelligents de vengeance ou de réparation. Nous ne pouvons pas non plus revenir sur le multipartisme politique actuel, héritage de ce vaste mouvement démocratique mondial, le Vent de l'Est, qui accompagna la chute du mur de Berlin dans cette année charnière de 1989. Ce pluralisme politique permet au moins une expression plurielle. En revanche, nous insistons sur la nécessité de l'instauration de l'État de droit et du renforcement de la cohésion nationale avant que la société ne parvienne à réaliser une expression démocratique digne de ce nom.

Il peut même être indispensable de recourir à une dictature éclairée, car comme l'a si bien exprimé en substance Aristote dès le IVe siècle av. J.-C., « *lorsque la société manque de cohésion, il peut être utile d'imposer la dictature.* »

Aujourd'hui, dans la plupart des États de l'Afrique noire, ce sont plutôt des parodies de démocratie que l'on peut observer : il suffit d'avoir plusieurs partis politiques qui s'affrontent régulièrement à des élections pour que le label de République démocratique soit attribué à l'État africain, même si les dirigeants élus ne respectent pas la loi, égarent l'État dans le tribalisme ou le népotisme, détournent les deniers publics et réservent à leur progéniture la succession au sommet de l'État. L'Occident doit être plus clairvoyant sur ce qu'est véritablement la démocratie, afin d'éviter les absurdités, comme le président américain George Bush Junior qui se félicitait de l'avènement de la démocratie en Irak, pendant que s'organisaient des élections sur fond de lutte

entre Chiites et Sunnites, accompagnée d'attentats meurtriers qui faisaient des dizaines de morts chaque semaine.

Démocratie et multipartisme en Afrique

Avec les graves crises politiques que connaît l'Afrique depuis 1990, il est légitime de se poser la question de la nécessité du multipartisme politique. Le multipartisme est-il indispensable à l'expression démocratique ? C'est le lieu de rappeler que les grandes nations occidentales actuelles, qui se sont formées à la fin du Moyen Âge, aux XIVe et XVe siècles, ont pris du temps pour bâtir la solidarité et la fraternité avant d'introduire, au XIXe siècle, le multipartisme politique.

Le parti politique, que la pensée occidentale contemporaine veut présenter comme une organisation indispensable au bien-être de l'homme et à l'évolution de la société, a seulement environ 150 ans d'existence. Ce n'est que vers la fin du XIXe siècle et surtout au début du siècle dernier, avec Lénine en Russie, que le parti politique gagne ses lettres de noblesse et s'impose dans le dispositif politique. Qui peut nous faire croire qu'au moment où il conquérait le monde entier grâce à la puissance de sa marine, qu'aux moments glorieux de la découverte du Nouveau monde et de la colonisation de vastes territoires en Amérique et en Asie grâce à son sens rigoureux de l'administration, qu'aux moments brillants des Lumières grâce à son niveau élevé d'éducation et de culture, qu'au moment de l'époustouflante révolution industrielle grâce à sa grande maîtrise scientifique et technologique, l'Européen n'était pas épanoui ou heureux parce qu'il ne connaissait pas encore le multipartisme politique ?

Le multipartisme politique n'est pas indispensable au développement et à l'épanouissement de la société et de l'homme. Heureusement, car sinon l'humanité n'aurait jamais pris son essor ! Beaucoup de sociétés traditionnelles africaines étaient des sociétés démocratiques où, sous l'arbre à palabres, les sages débat-

taient librement de tous les sujets sans qu'il soit nécessaire d'avoir des partis constitués dont le seul but serait de conquérir le pouvoir pour satisfaire des ambitions personnelles. La Chine nous démontre encore aujourd'hui qu'une grande société moderne peut soutenir un développement remarquable sans qu'il soit nécessaire que des opposants ou des journalistes désobligent le chef de l'État chaque matin.

Ce qui est indispensable à l'évolution, c'est l'État de droit et la démocratie, mais non le multipartisme. La faute de la pensée occidentale contemporaine est de confondre démocratie et multipartisme. C'est une insulte à l'Égypte pharaonique du Nouvel empire, au deuxième millénaire avant J.-C., que de dire qu'une société ne possédant pas d'écuries dont la seule préoccupation est de rechercher le pouvoir pour imposer sa doctrine et assouvir des prétentions personnelles n'est pas démocratique. Aujourd'hui, la multiplication des écuries présidentielles, souvent au sein du même parti politique, et la cacophonie qui l'accompagne dégradent l'image des dirigeants et des hommes politiques, ce qui contribue à affaiblir l'État et les institutions républicaines. Les partis politiques sont devenus, pour des raisons différentes, des problèmes pour beaucoup de sociétés en Afrique, ou même en Europe.

Confondre démocratie et multipartisme est une dérive intellectuelle comme l'Occident en a l'habitude depuis plus d'un siècle, et dont elle ne se rend pas compte qu'elle contribue à l'affaiblir et à la reléguer, pour la première fois depuis plus de cinq siècles, au rang de centre secondaire de la vie des nations. Aujourd'hui, beaucoup de pays occidentaux sont menacés dans leur unité nationale par des esprits trop partisans qui empêchent toute union sacrée sur des questions vitales pour l'intérêt national.

L'Afrique, n'ayant pas de propre réflexion sur son destin, suit aveuglement la pensée occidentale, alors qu'elle n'a pas encore réalisé sa transition fraternelle. L'attachement aveugle aux idées

fausses conduit à la régression et au désordre. Si l'incitation à l'État de droit et à la démocratie est souhaitable, l'imposition du multipartisme doit être pondérée.

Femmes et Hommes d'États

En définitive, bien plus que le régime politique en vigueur, ce qui fait la décision dans la qualité de la gouvernance est la qualité des femmes et des hommes qui incarnent le pouvoir, les valeurs qui les caractérisent et la vision qu'ils portent. L'Afrique, en matière de personnel politique, n'a aucun système de sélection et de formation des hommes, en dehors de la courtisanerie auprès des clans aux commandes, seuls distributeurs des prébendes.

À la longue, ce système a abouti à une classe politique médiocre, inculte et incapable. Un pays comme la Côte d'Ivoire en souffre depuis des décennies. Certains hauts responsables ne sont même pas en mesure de vous dire le rôle de l'État ou des structures publiques dont ils ont la charge. Périclès, stratège et grand bâtisseur d'Athènes au Ve siècle av. J.-C., fier de sa cité, a fait graver ceci : « *Notre constitution donne l'exemple à suivre. Le Pouvoir, chez nous, est administré dans l'intérêt du plus grand nombre, et non d'une minorité. De ce fait, notre régime a pris le nom de démocratie. Pour les affaires privées, l'égalité est assurée à tous par les lois, surtout celles qui assurent la défense des faibles et attirent sur ceux qui les violent un mépris universel. Pour les affaires publiques, nul n'est gêné par sa pauvreté ou l'obscurité de sa condition, s'il est capable de rendre service à la cité… Nous savons concilier le goût des études avec l'énergie et le goût du beau avec la simplicité. Notre cité est l'école de la Grèce et du monde… Même si toutes les choses sont vouées au déclin, puissiez-vous dire de nous, siècles futurs, que nous avons construit la cité la plus célèbre et la plus heureuse.* »

Ce texte est révélateur des préoccupations et qualités d'un grand dirigeant, celui qui agit pour le bien et le bonheur du plus grand nombre, et a le souci de laisser quelque chose à la posté-

rité. Oui ! Périclès, vingt-cinq siècles après ces propos tenus par un Grec dans un coin de Méditerranée, nous pouvons confirmer que l'humanité vous est redevable d'avoir trouvé le secret universel pour bâtir une cité heureuse.

Plus tard, Marc Aurèle, l'Empereur romain, l'homme le plus puissant du monde pendant près de vingt ans, nota pour son usage personnel des règles à observer : *« Conserve-toi simple, bon, intègre, sérieux, ami de la justice, bienveillant, amical, mais résolu dans l'accomplissement de tes devoirs. Vénère les dieux, viens en aide aux hommes. Sois en tout un disciple d'Antonin. Imite son énergie à agir conformément à la raison, sa constante égalité de caractère, la sérénité de son visage, sa douceur, son dédain de la vaine gloire, son ardeur au travail. Il n'abandonnait jamais un problème avant de l'avoir résolu et d'avoir décidé. Il supportait les reproches injustes. Il n'avait de précipitation en rien. Il repoussait la calomnie. Il étudiait avec attention les caractères et les actes. Il n'injuriait personne. Il n'était ni timide ni soupçonneux. Il se contentait de peu pour lui-même. Il était magnanime. »*

En plus de ces grandes valeurs morales, gouverner nécessite une réflexion préalable sur la société, une vision du futur et une capacité à convaincre, à mobiliser et à conduire toutes les forces vives, les masses et les élites, vers la réalisation du futur souhaité.

L'État ayant une compétence générale, il est indispensable d'avoir une grande culture générale et de savoir s'entourer de collaborateurs compétents dans tous les domaines. La vision, fruit de la connaissance de la société et de la réflexion sur ses besoins, ne peut pas être une impression ou une petite idée qu'on a derrière la tête, mais une construction élaborée qui ne peut être sérieuse que si elle est écrite. En Occident par exemple, tous les hommes politiques sérieux ont au moins une publication à leur actif, ce qui leur permet de faire partager leur réflexion et de soumettre leur vision à la critique. Ils participent ainsi au nécessaire débat destiné à forger l'opinion qui guide la société. En Afrique, les hommes

politiques écrivent très peu. Ce fait est révélateur de ce qu'ils réfléchissent peu. Comment peut-on accepter qu'aujourd'hui un cadre qui n'a jamais fait partager sa vision sur son pays prétende à en être le Président ou le Premier ministre ?

Alors, on tente de combler cette lacune par l'évocation des curriculum vitae : on dira d'un tel qu'il est diplômé d'une grande école ou université prestigieuse d'Europe ou d'Amérique, de tel autre qu'il est grand économiste fonctionnaire international, d'un autre encore qu'il est grand universitaire. Mais que sont ces intellectuels, diplômés ou grands technocrates qui ne sont pas en mesure d'écrire trente pages sur un pays qu'ils veulent diriger ? Il est grand temps que l'Afrique en finisse avec le fétichisme des diplômes et l'enfumage des prétendus technocrates. Que ceux qui prétendent à la gouvernance de leur pays fassent des propositions écrites et soumises à la critique, participent à des débats dans les médias afin que le grand public ait l'opportunité de les juger. Ceux qui ne le font pas ne sont probablement pas à la hauteur et seront sûrement des gouvernants incapables.

Cohésions nationales ruinées

Comment des pays africains, à l'image de la Côte d'Ivoire, ont-ils sombré dans la violence ? C'est le manque de service de l'intérêt général, le manque de solidarité au niveau de l'ensemble de la communauté nationale qui en est la cause principale. Les individus qui évoluent dans une société de non-droit, où il n'y a presque plus de service de la solidarité au plan national autour de l'action de l'État, cherchent fatalement d'autres cercles de solidarité : l'instinct grégaire naturel de l'homme, qui l'a poussé à former la société humaine à travers le contrat social, pousse les individus à rechercher des solidarités alternatives à la solidarité nationale qui a été détruite par la mauvaise gouvernance. Les germes de la division sont ainsi plantés. Alors, il suffit que de fortes ambitions sachent manipuler ces populations désemparées

pour les engager dans des aventures qui peuvent être dangereuses pour l'ensemble de la société. Le champ politique est devenu celui de l'expression des identités meurtrières, bien définies par Amin Maalouf, et, la cupidité générale aidant, aussi celui de la manifestation des crapuleries criminelles.

Alors, mutineries, coups d'états ou rébellions mobilisent des milices politico-tribales, ainsi que des fonctionnaires partisans, civils ou militaires, à la solde de dirigeants distributeurs de prébendes. Le tribalisme, qui est malheureusement une réalité aujourd'hui en Afrique, n'est pas une fatalité. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la raison principale de toutes ces divisions tribales est la désorganisation de la société, l'accroissement de la pauvreté et la perte de la solidarité au plan national, en un mot l'échec de l'État. Le jour où les États africains seront bien gouvernés, les populations ne seront plus à la merci de manipulateurs tribaux qui veulent assouvir des ambitions personnelles. Il est donc important d'éduquer les populations à la bonne gouvernance et à ses effets, de sorte que, face aux difficultés qui apparaissent dans la vie de la communauté, elles puissent, au moins, avoir les bonnes explications et, surtout, rechercher les bonnes solutions. Aujourd'hui, la grande majorité des Ivoiriennes et des Ivoiriens ne comprend rien au drame que vit leur pays, et croient qu'il suffira d'éliminer Gbagbo, Ouattara ou Bédié pour apporter la paix.

Les populations doivent être exigeantes envers les gouvernants, et ne plus tolérer des élites politiques et administratives les détournements, la corruption, le racket, etc. Nous pouvons observer que dans les familles ou les communautés villageoises, les chefs incapables sont souvent désavoués et remplacés. Il doit en être de même pour le pays. Les populations doivent transférer intégralement le sens de la solidarité familiale ou tribale au plan national. C'est ce transfert de solidarité qui sera le meilleur gage d'exigence envers les gouvernants. Alors, on pourrait voir en Afrique des manifestations de populations pour l'emploi, pour le logement, pour le pouvoir d'achat, pour l'assurance maladie, etc.

Pour l'instant, les Africains ne manifestent chez eux que pour des raisons politiciennes, et réservent leurs exigences de bien-être à leur pays d'accueil, quand ils ont réussi à émigrer. C'est bien de voir des Noirs manifester à Paris pour le droit au logement ou l'obtention de papiers, mais nous aurions préféré voir ces mêmes personnes manifester à Abidjan, Bamako, Dakar ou Douala, pour ces mêmes droits. Quel genre de peuples sommes-nous devenus pour ne réclamer des droits que lorsque nous sommes chez les autres ?

Panne de civilisation

Tout cela s'apparente à une perte de dignité des populations africaines. Nous avons besoin d'un sursaut d'orgueil. Nous devons nous retrouver, retrouver notre place dans la marche du monde, redonner un sens à notre existence en tant que membres de l'humanité. Cela procédera aussi de notre sens de l'histoire. Les élites intellectuelles, culturelles et politiques doivent aider à une meilleure connaissance de l'histoire de l'Afrique et du monde, qui permette une vision d'ensemble de l'histoire de l'humanité, afin de relativiser notre parcours historique depuis cinq siècles. Nos artistes ont trop chanté l'esclavage et la colonisation ! Nous avons besoin d'une élite assez cultivée et réfléchie pour comprendre que l'Afrique traverse une panne de civilisation comme l'histoire de l'humanité en regorge sous tous les cieux et à toutes les époques, et que le plus important est de le comprendre et savoir rebondir. L'histoire multimillénaire de l'Égypte pharaonique est ponctuée de trois grandes crises de civilisation que les historiens appellent les périodes intermédiaires ou les périodes de royautés multiples. C'est d'ailleurs au cours de la deuxième période intermédiaire qui dura près de deux siècles, sous des dynasties Hyksos, que Joseph, fils de Jacob, va conduire à l'installation des enfants d'Israël en Égypte, au XVIIe siècle avant J.-C.

La Chine, depuis son unification au IIIe siècle avant J.-C. par Qin Shi Huangdi, connaîtra des hauts et des bas jusqu'à sa grandeur du VIIIe siècle de notre ère avec Xuanzong. Cela ne l'empêchera pas de

s'affaiblir et de se plier à la domination étrangère pendant des siècles avant le sursaut national du XIVe siècle sous la dynastie des Ming. Trois siècles plus tard, elle retombera sous la domination étrangère des Qing et finira par subir le dictat des Occidentaux dès le XIXe siècle à travers des « traités inégaux » et, pire encore, la violente expansion coloniale japonaise du XXe siècle. La Chine d'aujourd'hui est bien loin de ces tristes moments de son parcours.

L'Europe, à la fin de l'empire romain d'Occident en 476, sera plongée pendant près de cinq siècles dans la barbarie et la régression. Ce n'est que timidement, avec Charlemagne au début du IXe siècle et surtout avec Hugues Capet ou Otton 1er le Grand pour l'Europe continentale et Alfred Le Grand pour les îles britanniques, autour des IXe, Xe et XIe siècles, que la civilisation revisite l'Occident. À cette époque, le royaume du Ghana, en Afrique occidentale, traitait d'égal à égal avec l'Afrique blanche et les Européens. Cette Europe qui, depuis Alexandre le Grand au IVe siècle avant J.-C., domina le monde jusqu'à la fin du Ve siècle, soit une suprématie totale de plus de sept siècles, sera tellement affaiblie par la corruption de l'élite romaine qu'elle se retrouvera conquise en partie par les Arabo-musulmans. Le sursaut d'orgueil de l'Europe chrétienne, qui se manifesta par les Croisades dirigées par l'Église du XIe au XIIIe siècle, ne permit pas au monde occidental de retrouver sa suprématie. La puissante péninsule Ibérique du début du XVIe siècle, qui lança l'entreprise de colonisation du reste du monde par l'Europe, fut elle-même colonisée en grande partie pendant près de huit siècles par les Arabo-musulmans. C'est la Renaissance européenne qui, à partir du XIVe siècle en Italie, remettant l'Europe en prise directe avec les grandes connaissances scientifiques, humaines et artistiques de l'Antiquité, permit au monde occidental de reprendre le dessus jusqu'à nos jours.

L'Afrique n'a aucune raison de désespérer, pourvu que ses élites comprennent le sens de l'histoire et soient à la hauteur des enjeux du développement, car elle ne s'en sortira que par des moyens qui lui sont essentiellement propres, ou ne s'en sortira

jamais. La pensée africaine doit cesser de se cramponner de façon stupide à des rancœurs liées à l'esclavage et la colonisation qui l'aveuglent et la détournent des vrais enjeux du développement. Tous les peuples du monde ont connu des périodes sombres et médiocres qui leur ont valu misère, domination ou esclavage. Le plus important reste toujours d'avoir à un moment donné des dirigeants dignes de ce nom pour changer la donne.

Comme l'a dit Confucius, « *Pensez à demain, le passé ne se répare pas* » ; ce que les Chinois d'aujourd'hui semblent avoir compris ! Bientôt soixante ans d'indépendance perdus, c'est certes regrettable, mais ce n'est pas désespérant à l'échelle de l'histoire des peuples. Nous évoluons aujourd'hui dans un monde ouvert et très interdépendant. Les flux migratoires, les échanges de biens, de capitaux et d'informations établissent de plus en plus de liens entre les peuples et les nations dont les frontières sont de plus en plus virtuelles.

De cette mondialisation, l'Afrique, qui ne peut pas évoluer en vase clos, est en droit d'attendre une aide à la protection de la liberté d'expression, une aide à la dénonciation de l'État de non-droit. Par exemple, il est anormal que l'ONU qui a une forte présence de milliers de personnes civiles et militaires en Côte d'Ivoire n'ait jamais dénoncé l'abominable racket des forces de l'ordre qui se pratique au vu et au su de tous, et qui a conduit souvent à l'abattage de conducteurs de minibus qui ne demandent qu'à pouvoir travailler en paix.

Cela n'est pas inscrit dans les missions des forces onusiennes, vous diront-ils ! Une aide à la maîtrise de l'information économique et statistique, car pour pouvoir porter des jugements motivés sur leurs dirigeants, toutes les populations africaines devraient pouvoir disposer de données fiables sur les revenus des matières premières agricoles et minières, la croissance économique, l'IDH, la démographie, la mortalité, l'espérance de vie, le pouvoir d'achat, etc. Une aide à l'information et à la culture

s'affaiblir et de se plier à la domination étrangère pendant des siècles avant le sursaut national du XIVe siècle sous la dynastie des Ming. Trois siècles plus tard, elle retombera sous la domination étrangère des Qing et finira par subir le dictat des Occidentaux dès le XIXe siècle à travers des « traités inégaux » et, pire encore, la violente expansion coloniale japonaise du XXe siècle. La Chine d'aujourd'hui est bien loin de ces tristes moments de son parcours.

L'Europe, à la fin de l'empire romain d'Occident en 476, sera plongée pendant près de cinq siècles dans la barbarie et la régression. Ce n'est que timidement, avec Charlemagne au début du IXe siècle et surtout avec Hugues Capet ou Otton 1er le Grand pour l'Europe continentale et Alfred Le Grand pour les îles britanniques, autour des IXe, Xe et XIe siècles, que la civilisation revisite l'Occident. À cette époque, le royaume du Ghana, en Afrique occidentale, traitait d'égal à égal avec l'Afrique blanche et les Européens. Cette Europe qui, depuis Alexandre le Grand au IVe siècle avant J.-C., domina le monde jusqu'à la fin du Ve siècle, soit une suprématie totale de plus de sept siècles, sera tellement affaiblie par la corruption de l'élite romaine qu'elle se retrouvera conquise en partie par les Arabo-musulmans. Le sursaut d'orgueil de l'Europe chrétienne, qui se manifesta par les Croisades dirigées par l'Église du XIe au XIIIe siècle, ne permit pas au monde occidental de retrouver sa suprématie. La puissante péninsule Ibérique du début du XVIe siècle, qui lança l'entreprise de colonisation du reste du monde par l'Europe, fut elle-même colonisée en grande partie pendant près de huit siècles par les Arabo-musulmans. C'est la Renaissance européenne qui, à partir du XIVe siècle en Italie, remettant l'Europe en prise directe avec les grandes connaissances scientifiques, humaines et artistiques de l'Antiquité, permit au monde occidental de reprendre le dessus jusqu'à nos jours.

L'Afrique n'a aucune raison de désespérer, pourvu que ses élites comprennent le sens de l'histoire et soient à la hauteur des enjeux du développement, car elle ne s'en sortira que par des moyens qui lui sont essentiellement propres, ou ne s'en sortira

jamais. La pensée africaine doit cesser de se cramponner de façon stupide à des rancœurs liées à l'esclavage et la colonisation qui l'aveuglent et la détournent des vrais enjeux du développement. Tous les peuples du monde ont connu des périodes sombres et médiocres qui leur ont valu misère, domination ou esclavage. Le plus important reste toujours d'avoir à un moment donné des dirigeants dignes de ce nom pour changer la donne.

Comme l'a dit Confucius, « *Pensez à demain, le passé ne se répare pas* » ; ce que les Chinois d'aujourd'hui semblent avoir compris ! Bientôt soixante ans d'indépendance perdus, c'est certes regrettable, mais ce n'est pas désespérant à l'échelle de l'histoire des peuples. Nous évoluons aujourd'hui dans un monde ouvert et très interdépendant. Les flux migratoires, les échanges de biens, de capitaux et d'informations établissent de plus en plus de liens entre les peuples et les nations dont les frontières sont de plus en plus virtuelles.

De cette mondialisation, l'Afrique, qui ne peut pas évoluer en vase clos, est en droit d'attendre une aide à la protection de la liberté d'expression, une aide à la dénonciation de l'État de non-droit. Par exemple, il est anormal que l'ONU qui a une forte présence de milliers de personnes civiles et militaires en Côte d'Ivoire n'ait jamais dénoncé l'abominable racket des forces de l'ordre qui se pratique au vu et au su de tous, et qui a conduit souvent à l'abattage de conducteurs de minibus qui ne demandent qu'à pouvoir travailler en paix.

Cela n'est pas inscrit dans les missions des forces onusiennes, vous diront-ils ! Une aide à la maîtrise de l'information économique et statistique, car pour pouvoir porter des jugements motivés sur leurs dirigeants, toutes les populations africaines devraient pouvoir disposer de données fiables sur les revenus des matières premières agricoles et minières, la croissance économique, l'IDH, la démographie, la mortalité, l'espérance de vie, le pouvoir d'achat, etc. Une aide à l'information et à la culture

générale pour atténuer l'abrutissement des populations orchestré par des médias audio-visuels d'État monopolisés par des régimes politiques dictatoriaux et/ou irresponsables.

Nous devons redonner toute son autorité à l'État africain. Pour ce faire, il n'y a pas dix mille solutions, mais une seule : le remettre dans son rôle d'institution dédiée au service de l'intérêt général, afin qu'il puisse développer la solidarité pour bâtir la cohésion. Quelle que soit l'organisation politique de la société, ce sont avant tout des femmes et des hommes qui agissent au nom de l'État ; il importe donc de développer une éducation civique de masse et de mettre en place un système de sélection des femmes et des hommes de valeur qui doivent alimenter la classe politique et les hautes sphères de l'administration.

En particulier, le pays doit avoir des cadres cultivés, ayant des connaissances de base solides en histoire, en administration, en économie, en droit, en art et culture. Pas des têtes bien pleines, mais des têtes bien faites. L'Afrique dispose de femmes et d'hommes capables de mettre en place des administrations de qualité, pourvu que le sommet de l'État en voie l'utilité et le veuille. Une administration de qualité s'engagera progressivement dans la révision des politiques publiques, afin d'améliorer la productivité générale de la société.

Cette culture de la responsabilité publique au sein de l'administration centrale doit conduire à une décentralisation plus efficace pour encadrer et accompagner la déconcentration. La tutelle administrative des collectivités territoriales et des services publics décentralisés ou concédés doit être assurée avec compétence et patriotisme, afin que les ménages et les entreprises bénéficient réellement des œuvres de la solidarité nationale.

L'Afrique et les préoccupations mondiales

Les dirigeants africains doivent se montrer plus visionnaires et plus responsables par rapport aux grandes préoccupations de l'humanité qui partage aujourd'hui une civilisation menacée par plusieurs facteurs comme le changement climatique, la fin du pétrole et des énergies fossiles, l'effondrement des écosystèmes et de la vie dans les océans, la déforestation, la surpopulation, le manque d'eau potable ou la crise alimentaire mondiale.

L'Afrique, qui est autant concernée par ces sujets que les autres parties du monde, devrait s'en montrer aussi préoccupée. Il est particulièrement étonnant qu'aucun dirigeant de l'Afrique noire dont la population a été multipliée par plus de quatre depuis l'indépendance, soit en cinquante ans, n'ait jamais évoqué la limitation des naissances en Afrique.

Il est grand temps que la démographie constitue une préoccupation de notre société, surtout que nous avons beaucoup de mal à nourrir, loger, éduquer et employer tout le monde. Nous ne pouvons plus continuer dans les années 2010 à dire à propos des enfants que « c'est Dieu qui les donne ! » Un pays comme la Chine a dû envisager et mettre en œuvre la politique de l'enfant unique pour maîtriser son développement. Les Africains doivent se mettre en tête que ce n'est pas avec le laisser-aller qu'on conduit la destinée des peuples. Sans parler d'enfant unique comme les Chinois, nous pouvons déjà envisager la « croissance zéro » démographique qui, avec les progrès de la médecine, est réalisable aujourd'hui avec deux ou trois enfants par femme. La pression que la croissance démographique mondiale, dont nous sommes un des principaux contributeurs, exerce sur les ressources de la planète suscite des inquiétudes pour les futures générations, et nous n'avons pas besoin d'attendre que ce soient les autres qui viennent nous suggérer d'y remédier.

Dans le même ordre des préoccupations mondiales, la protection de l'environnement devrait trouver sa juste place dans nos discours et nos projets. Il est irresponsable de dire que les questions environnementales sont des soucis de riches. D'abord, il est urgent de sortir de l'insalubrité qui pose à nos populations des problèmes de santé publique. Dans plusieurs villes africaines, et parfois dans

des grandes villes comme Abidjan, nous ne sommes même plus capables de ramasser et traiter les ordures ménagères. C'est pourtant toute une économie, mobilisant un tissu de PME pourvoyeurs d'emplois stables, qui peut être constituée dans les secteurs de la collecte, du traitement ou du recyclage des ordures.

Il appartient à l'État d'insuffler et d'encourager ce secteur pour sortir les agglomérations de la pollution et l'étouffement causés par les ordures ménagères. L'introduction de la culture biologique auprès de nos masses paysannes par une assistance technique financée par la puissance publique contribuera à la préservation d'un écosystème à ce jour très fragilisé. Le potentiel énergétique énorme du soleil, toujours présent et rayonnant entre Cancer et Capricorne, pourra contribuer à réduire notre dépendance énergétique et faire vivre toute une filière économique. Les forêts classées, les réserves et parcs nationaux doivent nous conduire à une discipline collective et une exploitation rationnelle des ressources que la nature met à notre disposition. Le reboisement occupera utilement une bonne partie de nos jeunes désœuvrés qui vont gonfler les populations misérables des bidonvilles d'Abidjan, de Douala, de Lagos ou de Dakar.

Cette énumération, loin d'être exhaustive, donne une idée de tout ce qu'un engagement écologique pourrait apporter aux sociétés africaines si les décideurs cessaient de le taxer de préoccupation de riches, ou de ne le voir que comme une charge supplémentaire. L'Afrique devrait plutôt considérer cette orientation économique responsable pour une production compétitive et durable comme un investissement pour l'emploi à court terme et le bien-être des générations futures de toute l'humanité. Il ne nous est pas interdit d'avoir des ambitions nobles !

Donner des perspectives à la jeunesse

Notre jeunesse, qui devrait être notre préoccupation actuelle, est malheureusement à plaindre aujourd'hui, tellement elle est à l'abandon. Elle vit des temps obscurs et absurdes, sans repères ni attentes, ignorant son passé et sans vision d'un futur déchiffrable, sans rien qui puisse susciter confiance, enthousiasme et engagement total. En dehors de la suspicion contre l'Occident qui la rassemble, il est difficile de l'engager dans une authentique réflexion sur la société africaine. L'Afrique ne rêve plus. Les utopies sont mortes.

Est-ce la fin de l'histoire ? On ne peut pas y croire. On ne veut pas y croire. Heureusement ! Ne s'y résignant pas, cette jeunesse reste pourtant prisonnière des explications erronées des aînés fautifs. Alors, la jeunesse africaine rebrousse chemin et se jette sur la traite négrière, la colonisation, phénomènes à la fois proches et lointains. Elle commence à entonner le désespérant refrain du néocolonialisme et de la France-Afrique. Elle ne comprend pas que sa responsabilité est de se lever, d'ouvrir les yeux et de prendre son propre destin en mains. Si elle ne le fait pas, personne ne le fera à sa place. Elle doit arrêter cet égarement de se croire toujours victime d'un complot de l'Occident, alors qu'elle ne représente ni un marché, ni un débouché pour les puissances industrielles, à un moment où toute entière, l'Afrique ne représente même pas 2 % du commerce mondial avec ses bientôt 20 % de parts de population. Alors qu'elle voue aux gémonies l'Occident, la jeunesse y émigre en masse pour fuir la misère de son Afrique qui, finalement, n'est belle que dans les poèmes et les chansons.

Pourtant, quand elle parvient à émigrer et à trouver un emploi qui lui garantit un minimum de vie décente, en Europe ou en Amérique, elle ne rêve que d'Afrique. Elle aime son Afrique ! Elle sait que c'est là-bas que se trouve sa vraie place. Estimant avoir été vaincue sans avoir échoué, puisqu'elle ne se reproche absolument rien depuis les années 1940, l'Afrique veut réactiver et rejouer son passé, oubliant que l'essentiel est de s'engager aujourd'hui pour bâtir des lendemains qui chantent : s'engager pour sortir son quotidien de l'inhumanité, s'engager pour mettre en œuvre la solidarité, s'engager pour s'imposer un

minimum de moralité publique. L'Afrique n'a aucune raison de désespérer. D'autres, qui ont connu pire que nous, ne passent pas leur temps à regarder dans le rétroviseur, mais restent les yeux rivés devant eux sur des objectifs de développement accessibles à toute l'humanité. Nous devons engager notre jeunesse dans un vaste mouvement de sursaut, au lieu de la laisser livrée à elle-même, comme c'est le cas aujourd'hui. Nous devons nous engager dans ce combat contre nous-mêmes, exploiter les nombreux atouts que nous avons. Nous avons une population magnifique d'enthousiasme à mobiliser, des femmes courageuses et entreprenantes à encadrer, des jeunes vaillants à orienter. Donnons-nous simplement de bons dirigeants…

Civilisation gréco-romaine en décadence

Nous ne devrons jamais oublier que rien n'est jamais acquis de façon définitive. L'Europe aujourd'hui est en plein déclassement. Ce continent, à cause de la cupidité de ses entrepreneurs et financiers ajoutée à la naïveté de sa classe politique depuis trente à quarante ans, a amorcé une tendance lourde de déclin. Depuis le début de cette décennie, avec la crise de la dette souveraine européenne, l'humanité est à un tournant de son histoire que l'ironie du sort vient étayer symboliquement par les grandes difficultés de deux piliers de la civilisation occidentale que sont la Grèce et l'Italie.

Oui, La Grèce et l'Italie en faillite, comme les symboles du déclin de la civilisation européenne qui se veut gréco-romaine ! La Grèce, dès la fin du septième siècle av. J.-C., avec Solon, l'un des sept sages athéniens, engagea la réforme sociale et politique qui provoqua l'essor des cités de la mer Égée. Ce dépôt sera transmis de génération en génération, avec des relayeurs politiques et intellectuels brillants comme Clisthène, Périclès, Socrate, Platon, Aristote… pour déboucher sur Alexandre le Grand qui réalisa la première grande mondialisation avec cette expédition

qui l'amena de son pays aux confins de la Chine, subjuguant au passage l'Anatolie, l'Égypte, la Palestine, la Syrie, la Mésopotamie, la Perse et le nord de l'Inde. La Grèce illumina le monde comme un soleil et nous gagnerions à relire *La République* de Platon, écrit voici 2500 ans. Alexandrie, la capitale égyptienne de l'univers hellénisé, devint la plus grande et la plus brillante ville du monde, avec son école qui produisit des savants d'exceptions comme Eratosthène à qui nous devons, dès le IIIe siècle av. J.-C., la détermination des dimensions de la terre.

Au moment de son déclin, la Grèce était bien contente de passer le relais à Rome qu'elle avait éduquée. Rome apportera à l'humanité le droit et la bonne gouvernance. Cette dernière qualité permit à la cité étrusque de bâtir, après avoir éliminé sa rivale africaine Carthage, un empire pour lequel la Méditerranée fut une mer intérieure pendant près d'un demi-millénaire, un empire dont l'étendue offrit au christianisme une opportunité d'expansion que son prosélytisme paulinien sut exploiter, au départ dans la persécution, et à la fin comme religion d'État. L'hellénisme a triomphé grâce à Rome.

Pour autant, ces périodes brillantes de l'Antiquité européenne vont prendre fin une première fois au Ve siècle de notre ère. La corruption de l'élite romaine finit par ruiner l'empire. Même les connaissances et les grands faits de civilisation vont disparaître de la circulation pendant près de mille ans au cours desquels l'Europe connut un grand recul de civilisation, une grande somnolence. L'Islam put alors naître, se développer et briller pendant plusieurs siècles…

Après la prise de Constantinople par les Turcs ottomans en 1453, les intellectuels grecs, dépositaires des connaissances de l'Antiquité s'exilent de Byzance en Italie qui devient alors l'épicentre d'un séisme culturel et intellectuel, la Renaissance européenne, la Grèce et l'Italie se passant encore le relais pour faire avancer l'Europe et l'humanité ! Les cités italiennes, Venise, Florence,

Rome ou Gênes brillent alors de mille feux. Les Médicis, riche famille de banquiers florentins, et le marin génois Christophe Colomb, qui découvre l'Amérique en 1492, sont, entre autres, emblématiques de l'apport de cette Italie hellénisée à l'humanité. La Renaissance gagnera par la suite l'Espagne, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande et même la Pologne de Nicolas Copernic qui découvre que *« la terre et les autres planètes tournent autour du soleil. »* C'est donc à juste titre que l'Europe se réclame de la culture gréco-romaine et judéo-chrétienne.

Culture qu'elle a toujours défendue : à la demande des autorités religieuses de Byzance, l'Occident chrétien engagera les Croisades du XIe au XIIIe siècle en vue de protéger la Terre Sainte et toutes les terres chrétiennes des Infidèles. Au lendemain des guerres napoléoniennes, l'Europe de Victor Hugo aida la Grèce à se libérer du joug ottoman qui durait depuis près de quatre siècles. Aujourd'hui, ce sont les descendants de ces brillants Grecs et Italiens qui se retrouvent confrontés à de grandes difficultés économiques et financières, sociales et politiques, liées à la mauvaise gestion, à la corruption, à l'inconsistance d'institutions étatiques gangrenées par le manque de clairvoyance, par la perte du sens de l'intérêt général et du bien commun. Et c'est toute l'Europe qui, à l'instar de la Grèce et de l'Italie, est menacée par ces fléaux, semblant avoir perdu son génie, son humanisme, sa qualité de gouvernance, sa vision à long terme et son sens de la solidarité, valeurs qui depuis les grandes découvertes du XVe siècle font d'elle, associée depuis deux siècles aux États-Unis d'Amérique qui partagent la même civilisation gréco-romaine et chrétienne, la locomotive de toute l'humanité.

L'Occident a scié la branche sur laquelle il était confortablement assis : l'Europe est aujourd'hui de moins en moins riche parce qu'elle perd de plus en plus de parts de production mondiale au profit de régions où elle a délocalisé elle-même, en quelques décennies, ses usines et ses compétences chèrement acquises par des siècles de recherche et d'expérience... parce

qu'une poignée d'entrepreneurs et de spéculateurs financiers, de petits malins très gourmands, veulent maximiser leurs profits en produisant là où la main-d'œuvre coûte le moins cher (pays à bas niveau de vie du tiers-monde), en vendant là où le consommateur peut payer le plus cher (Occident), en dégageant des bénéfices, par des artifices à la limite de la malhonnêteté, là où les impôts sont les plus bas (paradis fiscaux).

Aujourd'hui, ce sont des produits manufacturés de pays dits émergents et face auxquels elle ne peut être compétitive qui inondent son marché qu'elle ne peut protéger en raison de sa foi dans l'idéologie du libre-échange !

La naïveté s'ajoute à la cupidité pour rendre l'arrêt du massacre impossible. Le chômage croît alors de façon inexorable. Les grands experts européens de la rentabilité financière, des élites mondialisées dépourvues de tout sentiment patriotique, ne sont point préoccupés par la préservation du modèle social qui a fait la force de leur société en lui procurant la paix sociale indispensable à l'expression des initiatives individuelles et au développement. Les élites politico-médiatiques et les opinions européennes se sont laissé embarquer dans des orientations économiques libérales à tous crins qui ne font le bonheur que d'une minorité.

Ceux qui détiennent la puissance financière en Occident ont oublié qu'ils partagent une communauté de destin avec les masses populaires ouvrières et paysannes. Aujourd'hui, la ruine du monde agricole d'un pays comme la France illustre cette perte de raison des élites européennes. Pour pouvoir garantir le train de vie de leurs populations exigeantes et attachées à leurs conquêtes sociales, les États européens sont contraints à l'endettement... auprès de cette minorité qui a réussi par ruse à plonger les peuples dans l'aliénation. Les responsables politiques voient bien l'ampleur des dégâts, mais leur orientation idéologique et leurs engagements antérieurs les contraignent à l'impuissance.

Espérons que le génie européen lui permettra d'inventer de nouvelles théories économiques et des formes d'expression démocratique plus respectueuses de l'intérêt général… car l'humanité toute entière se remettra difficilement d'une décadence de ce continent qui, depuis plus de cinq siècles, l'a façonnée et marquée comme aucun autre dans son histoire. Nous attendons donc la nouvelle Renaissance européenne du XXI[e] siècle, avec, pourquoi pas ?, encore une fois la Grèce et l'Italie dans des rôles avant-gardistes !

En attendant, l'Afrique peut tirer quelques leçons de cette expérience douloureuse de l'Europe. D'abord, rien n'est jamais acquis de façon définitive. Les peuples qui brillent doivent être vigilants sur la conservation et la transmission des éléments esthétiques, intellectuels, administratifs, sociaux, métaphysiques et moraux qui fondent leur civilisation. Sinon cette dernière décline et risque de disparaître dans la pauvreté et la misère.

Les Africains gagneraient à réviser leur comportement, leur rapport à l'intérêt général et à la chose publique, leur sensibilité à la cohésion nationale. Comme leçon à retenir des causes des déclins à répétition de ces brillantes civilisations grecque et italienne, nous devons faire nôtre cette morale de l'Égypte de la première période des royautés multiples, au troisième millénaire av. J.-C. : « *La force ne saurait se suffire à elle-même ; la justice seule dure. Dans le culte, l'intention droite est plus importante que l'offrande elle-même.* »

Nous devons retenir que nous sommes dans un monde ancien et que, dans notre quête de prospérité et de bien-être, le riche patrimoine de l'humanité est à notre disposition. Les pays d'Extrême-Orient, bien que riches culturellement et historiquement, ont su copier sur l'Occident aux XIX[e] et XX[e] siècles pour s'inscrire dans la modernité et sortir progressivement de la pauvreté. Tout l'Occident a été éduqué par Rome. De la même façon que Rome et l'Italie ont puisé à la source grecque, la Grèce a emprunté à l'Égypte. En effet, pour les Grecs, qui furent dès le VII[e] siècle av. J.-C. en étroite relation avec l'Égypte déclinante, l'aubaine fut considérable et ils surent exploiter d'admirable manière les trésors de pensées, de science et de sagesse que la civilisation des bords du Nil avait lentement amassés pendant des millénaires. Solon, Thalès, Hérodote, Platon et bien d'autres éminentes personnalités grecques séjournèrent en Égypte. L'Égypte est africaine !

En plus, au VIII[e] siècle av. J.-C., une dynastie nubienne du royaume de Napata régna sur l'Égypte et y imprima des traits d'une organisation sociale et de coutumes monarchiques d'origine purement soudanaise.

Quel motif d'espoir pour la Renaissance de l'Afrique ! Ce ne sont pas les atouts qui manquent à l'Afrique pour faire de ce XXI[e] siècle celui du berceau de l'humanité, comme la glorieuse famille des Thoutmosides donna à l'Égypte le siècle d'Aménophis III, comme la Grèce eut celui de Périclès et Rome celui d'Auguste… La Grèce, l'Italie, l'Europe et l'Afrique peuvent continuer de s'enfoncer… comme elles peuvent se relever. Tout dépend du sens de la responsabilité publique de leurs dirigeants et de leurs élites.

Le leurre de la liberté

Les hommes d'aujourd'hui, à cause du niveau technologique élevé qui leur procure un grand confort d'existence, croient qu'ils sont plus évolués que les hommes de l'Antiquité. C'est une erreur, car le psychisme de la race humaine n'a pas évolué depuis des dizaines de milliers d'années. Vingt ou trente mille ans, ce n'est strictement rien dans l'évolution naturelle des espèces.

Toute l'idolâtrie que servent la publicité et les médias à propos de produits, de marques, de superstars du sport ou de la musique est une preuve que souvent la prétendue liberté n'est qu'un leurre. Il y a aujourd'hui une grande confusion entre les notions de bonne gouvernance, État de droit, vertu, despotisme, démocratie ou liberté. Les idées de liberté ont conduit à beaucoup de bouleversements et de révolutions sans que le bonheur des

humains ait trouvé pour autant une solution définitive. Il faut donc faire attention à toutes ces idées, dites libérales, qui conduisent souvent à la pauvreté, à l'asservissement et au chaos.

Le monde intellectuel et les médias sont truffés de bluffeurs et d'imposteurs, malheureusement souvent plus audibles et plus visibles que les autres. Les tonneaux vides ont toujours fait plus de bruit ! On aurait pu simplement en sourire si, en Afrique, ils ne s'étaient pas constitués en véritable lobby qui travestit l'histoire du continent, entretient une vision passionnée et bornée de notre passé récent, empêche toute réflexion sereine, détourne notre jeunesse d'un combat qui vaille la peine.

Après avoir défini la société de droit, la société solidaire et la société fraternelle, nous disons que les différentes ethnies, tribus ou races qui se retrouvent engagées dans la communauté de destin doivent parvenir à constituer d'abord une société de droit, ensuite une société solidaire, puis une société fraternelle, avant de tenter l'enrichissante expérience de la société démocratique qui permet de sublimer l'idée républicaine.

Ce cheminement est impératif et aucune société ne peut se payer le luxe de prendre des raccourcis pour réaliser la démocratie. Le droit, qu'il se matérialise par une coutume ou un écrit, est, dans le cadre d'une communauté donnée, l'ensemble des règles qui régissent les rapports entre ses membres. Pour la constitution de la société de droit, les sources de ce dernier comptent peu.

En effet, le droit peut être issu du conformisme ou de la coutume, dicté par un monarque ou un tyran, décidé par une assemblée représentative du peuple, établi par la jurisprudence, inspiré par des Écritures Saintes, etc. Mais, quelles que soient ses sources, la société de droit est constituée quand ses membres, surtout ses dirigeants, se soumettent au droit, car conscients de son effet bénéfique sur la cohésion communautaire, en ce qu'il définit pour chaque citoyen, en contrepartie de ses obligations et privations, les sécurités et degrés de liberté qui lui sont offerts.

Dans la société de droit, quand on est contre le droit en vigueur, on se bat pour le changer, mais tant qu'il reste en vigueur on s'y soumet, bon gré mal gré ! À ce niveau, je voudrais faire deux remarques. D'abord, notons que le droit, malheureusement, n'est pas nécessairement humain ou juste, comme l'ont illustré le Code noir de Louis XIV ou l'Apartheid, encore moins libéral ou démocratique, comme on peut l'observer souvent dans les pays du tiers-monde. Ceci étant, nous devons être prudents et éviter de porter trop facilement des jugements sur des époques qui avaient d'autres mœurs que la nôtre et, surtout, ne disposaient pas de toutes les connaissances et expériences dont nous pouvons nous inspirer aujourd'hui. Ensuite, le droit comporte toujours deux volets distincts, l'un régissant les rapports entre les personnes privées, et l'autre traitant spécifiquement des questions de la dévolution du pouvoir d'État.

Nous les appellerons respectivement *droit privé* et *droit fondamental*. La société de droit dont nous parlons ici concerne davantage le droit privé, car c'est lui qui régit la vie au quotidien des masses populaires souvent éloignées des intrigues et révolutions de palais. Ne nous y trompons pas, la Grèce ou Rome n'ont pas toujours connu de stabilité politique ou des transitions constitutionnelles ! Les incidences néfastes sur la société des luttes dont l'enjeu est le titre au commandement, en rapport avec le droit fondamental et ses questions relevant de « *qui doit commander ?* », sont toujours atténuées par le sens de la responsabilité générale de l'élite et la consistance des organes administratifs.

Alors, le despotisme peut-il conduire au droit ? Oui, même s'il ne s'agit pas, démocratiquement parlant, de la condition idéale, étant entendu que la loi n'a de force que lorsqu'elle jouit de l'adhésion populaire. La société ne pouvant fonctionner correctement que si et seulement si les lois sont respectées, l'adhésion libre du citoyen aux lois est souhaitable et plus bénéfique que la contrainte imposée, au résultat hypothétique. Athènes fut la première à le comprendre et nous savons que la Grèce, dès la

fin du VIe siècle av J.-C., et la Rome républicaine, déjà beaucoup hellénisée, dès le IVe siècle av J.-C., ont montré que la liberté des citoyens procure à l'État une forte adhésion populaire qui constitue son moteur pour la réalisation, au profit de ces mêmes citoyens, des conquêtes économiques, sociales et militaires.

En effet, la notion de liberté est liée à celle de démocratie, c'est-à-dire au gouvernement du peuple par le peuple. Le Grec n'obéit pas à un homme, mais à la loi, car celle-ci est l'expression de la volonté du peuple dont il se sent solidaire. Puisque c'est lui qui, dans les agoras, au conseil ou à l'assemblée, a participé à la production de la loi. C'est encore lui qui l'applique dans les différents tribunaux de la cité. La liberté implique donc que le citoyen prenne part à la chose publique. Il ressort de ce développement que le gouvernement du peuple par le peuple suppose une éducation qui ferait de tous les citoyens des êtres conscients de leurs actes. Alors, question ! Avons-nous toujours des populations averties et des dirigeants dotés du sens de la responsabilité publique pour que la démocratie conduise la communauté vers une vie heureuse ? Malheureusement, il n'y a rien de moins sûr. Aristote précise donc qu'il faut distinguer entre la *« meilleure constitution absolument »* et la *« meilleure constitution possible étant donné les circonstances. »*

Bien avant Montesquieu, Aristote, en bon disciple de Platon, assure que la vertu est nécessaire aux gouvernants dans les bonnes formes de gouvernement. Il précise que *« l'État le meilleur est celui qui, par l'éducation, inculque la vertu aux citoyens ; mais l'État le meilleur suppose lui-même des gouvernants vertueux. C'est donc sans doute affaire de chance si, au sein d'un État perverti, surgit l'improbable vertu d'un législateur. »*

Que faut-il donc faire quand il n'y a pas d'élites vertueuses et que les populations manquent d'éducation civique, le tout conduisant à la ruine de la cohésion sociale ? C'est pratiquement la situation actuelle de nombre de pays africains. Dans ce cas,

malheureusement, le despotisme, tyrannie ou dictature, peut être salvateur, en vue de restaurer l'État dans sa finalité morale et de procéder à l'éducation des citoyens.

C'est en raison de tout ce qui précède que nous insistons sur la nécessité de l'instauration de l'État de droit et du renforcement de la cohésion nationale avant que la société ne parvienne à réaliser une expression démocratique digne de ce nom. Il peut donc être indispensable de recourir à une dictature éclairée. En Côte d'Ivoire, la dictature du parti unique sous Houphouët-Boigny permit, pendant plus d'une décennie, d'améliorer le bien-être des populations et d'engager une consolidation de l'unité nationale, avant que l'âge avancé du père de la nation ivoirienne et son entêtement à mourir au pouvoir n'installe, pendant près de quinze ans, l'État dans le désordre et la corruption qui finiront par gangrener toute la société ivoirienne.

Ce pays le paie encore aujourd'hui. Le parti unique et la dictature ne sont pas des maux en soi, car ils peuvent aider à imposer l'État de droit et la cohésion sociale. Montesquieu savait (même si pour lui le régime démocratique repose sur la Vertu, la monarchie sur l'Honneur et le despotisme sur la Crainte) que les conditions de réalisation de la République ne sont pas évidentes et il préférait, pour sa France, l'évolution du régime monarchique vers un système de distribution des pouvoirs fait de plus d'équilibre et de contrôle mutuel des différents organes. Il lui sera reproché sa timidité révolutionnaire… lui qui a pourtant inspiré tous les constitutionnalistes révolutionnaires du XVIIIe siècle, américains et français. N'eût été la fuite de Varennes qui rompit la confiance entre Louis XVI et les constituants, la France serait peut-être toujours, comme la Grande Bretagne et comme Montesquieu le souhaitait, une monarchie !

Le despote mû par l'intérêt de son peuple arrive même à lui inculquer un libre engagement civique : À la fin du XIXe siècle, le Mikado n'a pas attendu un plébiscite pour engager sa patrie

dans le Meiji qui sortit le Japon de la féodalité pour le lancer dans la modernité. L'adhésion libre du citoyen japonais à la vision de son chef fut si forte que ce pays réussit, tout seul, en trente ans environ, à se sortir du sous-développement pour battre en 1905 la Russie, une grande nation européenne en pleine entreprise coloniale, qui n'avait pas encore réalisé que les Nippons n'étaient plus des moyenâgeux.

La période du Meiji, œuvre du despote Mutsu Hito à partir de 1868, donna au peuple japonais une telle confiance en lui qu'il osa mettre tout le Pacifique à sa botte. Une population totalement engagée dans l'action de l'État, par adhésion au futur proposé par ses dirigeants, ne s'offre pas le luxe de poser des questions relatives à la nature du régime. La finalité recherchée par la démocratie n'est-elle pas l'adhésion libre du citoyen à la loi et à l'action de l'État ? Il y a à ce sujet une grande méprise intellectuelle de notre époque qui fait du multipartisme politique une fin en soi… même si elle doit conduire au désordre et au chaos comme en Afrique noire.

Nécessité d'une élite vertueuse et solidaire du peuple

Même s'il est vrai que le chef de l'État africain est souvent un potentat au pouvoir absolu, le problème en Afrique est beaucoup moins une question de type de régime politique qu'une insuffisance de sens de la responsabilité publique d'une classe politique médiocre. Même avec un pouvoir présidentiel fort, aucune constitution n'autorise le chef de l'État à faire n'importe quoi. Est-ce le pouvoir constitutionnel du chef de l'État qui lui donne le droit de créer des milices tribales, des escadrons de la mort et d'engager des mercenaires pour la protection de SON fauteuil, même en cas de perte des élections ? Le pouvoir constitutionnel du président est-il responsable du comportement crapuleux ou inhumain des forces de l'ordre ? Le pillage de toutes les entreprises publiques a-t-il un rapport avec les dispositions constitutionnelles ?

La corruption endémique et la totale impéritie de toute l'administration a-t-elle une solution essentiellement constitutionnelle ? Nous faudra-t-il attendre une bonne Constitution pour espérer réduire la pourriture des systèmes judiciaires africains ? La prise en otage et la destruction de l'école par des organisations estudiantines très politisées est-elle en liaison avec le pouvoir exorbitant du chef de l'État ? La spoliation du monde paysan à travers la ruine de toutes les structures censées les assister et les protéger correspond-t-elle à une orientation constitutionnelle ? Le simple ramassage des ordures ménagères a-t-il aussi été victime de la Constitution ? Est-ce la Constitution qui fait qu'aujourd'hui encore des bandes armées proches de certains chefs d'États tuent dans une totale impunité, pillent et occupent des résidences privées, confisquent des plantations privées, s'improvisent en tribunaux populaires payants aux procédures expéditives ?

Depuis des décennies, les parlements africains ont-ils besoin de modification constitutionnelle pour examiner de quelle manière le budget qu'ils votent est exécuté ? Avons-nous besoin en Afrique de révisions constitutionnelles pour permettre l'entretien des routes ? À toutes ces questions, et à mille autres qui pourraient être posées, la réponse est NON. Mettre en avant la Constitution revient à noyer le poisson. Nous avons plutôt un problème de Vertu des élites, gouvernants et cadres, qui manquent totalement de culture civique. Nous avons une classe politique et une élite médiocres qui ont pris le peuple en otage depuis des décennies.

L'instabilité politique est-elle responsable de tout ce dysfonctionnement ? Nous devons noter que quand un pays a la chance d'avoir une élite consciente de ses actes et une administration digne de ce nom, les troubles liés aux questions de lutte pour le pouvoir conduisent rarement au chaos : À la fin de la République romaine, aux IIe et Ier siècles av. J.-C., les luttes des ambitieux (Marius, Sylla, Pompée ou César) ou les révoltes serviles (Spartacus et autres), pendant plus d'un siècle, n'ont pas empêché l'État de continuer à assurer la *paix romaine* sur son

vaste territoire, à bâtir le bien public ou à enrichir son citoyen. Bien plus tard, le Bas-Empire romain, au IIIe siècle de notre ère, de Septime Sévère à Constantin, avec une instabilité politique qui se traduit par la succession au pouvoir d'environ une vingtaine d'Augustes et de Césars, n'empêchera pas Rome de « rester Rome» et de résister à la pression des Barbares. L'Angleterre des Stuart, au XVIIe siècle, avec ses révolutions et ses guerres entre anglicans, catholiques et adeptes de l'Église réformée, n'a pas arrêté la construction de l'hégémonie britannique, sur mer et outre-mer, qui se soldera au siècle suivant par le plus grand empire colonial de toute l'histoire.

Plus proche de nous, la IVe République française aux institutions instables, avec plus de vingt-cinq gouvernements en douze ans, réussit à lancer les Trente Glorieuses. Au vu de ces quelques exemples, il est clair que le délabrement dans lequel se trouvent aujourd'hui les pays africains est bien plus révélateur d'une élite qui n'est pas à la hauteur des enjeux de la gouvernance que d'une régression liée à l'instabilité politique. Le droit fondamental n'y est directement pour rien ! Alors, pour suivre Aristote quand il dit que «… *C'est donc sans doute affaire de chance si, au sein d'un État perverti, surgit l'improbable vertu d'un législateur* », ne devons-nous pas agir pour provoquer la chance d'avoir de la vertu au sommet de l'État ? Là se trouve peut-être notre vraie responsabilité devant l'histoire… quand on pense à tout ce potentiel humain gaspillé, toutes ces compétences inutilisées, tous ces jeunes gens déscolarisés et condamnés à l'oisiveté ou à l'émigration, toutes ces braves femmes réduites à la mendicité ou à la prostitution, toute cette masse paysanne appauvrie par des prédateurs sans foi ni loi, et toutes ces futures générations à l'avenir hypothéqué.

Aujourd'hui, en Afrique, nous avons des pays bouleversés, avec des peuples malheureux qui ne savent plus à quel saint se vouer. Des gouvernants et des élites incapables les ont conduits dans le désordre et la pauvreté. Il est urgent de réorganiser toute la société et les classes supérieures pour le service de l'intérêt

général et la reconstruction d'États consistants. Les personnes responsables doivent s'engager dans la lutte politicienne en vue de débarrasser les organes des États de ces bandes de crapules qui les ont investis, souvent par la violence des armes. Oui ! Les gens de raison doivent se lancer dans l'agitation politique pour provoquer *la chance du législateur vertueux*.

Élite africaine non porteuse de valeurs, mais faisant semblant

Pourtant en parcourant l'Afrique on peut noter que les religions révélées, les mouvements humanistes et toutes les grandes organisations caritatives mondiales, qui ont donné des femmes et des hommes de valeur sous d'autres cieux, comptent beaucoup d'adeptes au sein de l'élite africaine. La société civile africaine est de plus en plus impliquée dans les actions de terrain, sans incidence notable sur le résultat global.

On en vient à se poser des questions sur cette situation qui semble désespérée. Certaines voix parlent même de participations des ONG internationales au complot contre l'Afrique. La réalité est que tout dépend de ce qu'on recherche personnellement en adhérant à toute organisation. Il ne faut pas imputer tous les mauvais agissements des membres et adeptes aux institutions dont ils se réclament. Ce n'est pas parce qu'une personne est chrétienne ou musulmane qu'elle devient vertueuse. Les religions, par leur discours, participent certes à enseigner les vertus à leurs fidèles, mais quand l'environnement confine à la débrouillardise pour survivre, le discours moralisateur a peu de prise.

Prenons l'exemple de la franc-maçonnerie qui, depuis l'adhé - sion de notables britanniques aux corporations de libres bâtisseurs de cathédrales datant du Moyen Âge, prit une part considérable aux mouvements des Lumières en Occident dès le début du XVIIIe siècle. En France, la construction sous Napoléon d'une administration étatique laïque compétente bénéficiera de la contribution appréciable des membres de cette organisation. Au

cours des XIXe et XXe siècle, la haute administration française aurait été composée d'une majorité de membres de cette organisation.

En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, cette organisation, à travers ses différentes obédiences, a acquis une grande respectabilité depuis plus de deux siècles. Avec la colonisation, elle s'implante en Afrique d'abord dans la communauté des colons, et ensuite progressivement au sein de l'élite noire. Après les indépendances, cette organisation subsiste dans tous les États africains où elle rassemble Blancs et Noirs, des personnes qui détiennent l'économie pour les premiers et sont bien implantées dans le pouvoir politique et administratif pour les seconds.

Avec l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981 et la détermination des socialistes français d'écarter « l'odieux réseau Foccart » pour se faire leur propre machine d'influence en Afrique noire, c'est avec la Franc-maçonnerie française que l'Élysée trouve une solution. Ainsi, tous les cadres africains cooptés dans cette organisation deviennent des maillons utilisables pour la « politique africaine de la France ». Les membres africains de l'organisation trouvent alors une opportunité de se faire valoir auprès des autorités françaises qui les utilisent. Tout le monde y gagne ! Du coup, pour bénéficier d'un réseau local bien établi ou avoir des chances de soutien de Paris pour leurs ambitions politiques – surtout quand on pense avoir un destin national – les élites africaines vont adhérer de plus en plus à l'organisation qui infiltre et noyaute le milieu des cadres.

Des chefs d'États s'affichent fièrement membres de l'organisation, gage de soutiens indéfectibles dans certains milieux décisifs parisiens. Une véritable dérive va s'opérer qui va conduire tous les arrivistes, mus par la cupidité ou la crapulerie dans l'impunité et le silence des bonnes consciences parisiennes, à affluer vers l'organisation qui a acquis pignon sur rue dans les capitales africaines.

Certains États africains se retrouvent ainsi otages d'organisations secrètes dont les objectifs sont totalement ignorés des masses populaires. Se posent alors de vrais problèmes de souveraineté et de démocratie !

Aujourd'hui, pour avoir des chances de nomination facile dans plusieurs capitales africaines, si vous n'êtes pas du bon groupe ethnique, il faut au moins adhérer à l'illustre organisation qui pullule d'opportunistes, de cadres médiocres et prévaricateurs. L'organisation est en bonne place pour garantir un réseau de relationnel puissant qui permet à l'heureux coopté de jouir de sinécures et de semer le désordre sociétal en toute impunité. Tout le contraire des objectifs nobles des fondateurs de cette institution !

L'Afrique noire encore en train de se trahir… L'élite africaine n'a pas encore d'âme qui la rassemble dans le développement personnel et collectif tout en procurant de l'espérance aux populations ; car le bonheur procède bien plus de l'espérance que des richesses matérielles. Alors, sans grande consistance culturelle, civique, intellectuelle, morale et spirituelle, cette élite africaine est chrétienne ou musulmane officiellement, mais clandestinement franc-maçonne, rosicrucienne ou adepte d'autres ordres prétendus mystiques, assidue chez les marabouts et féticheurs, en même temps respectueuse des rites des croyances ancestrales.

Une telle élite perdue ne peut qu'égarer l'Afrique noire. En tout état de cause, des organisations telles que la franc-maçonnerie, le Rotary, le Lions et autres, qui ont acquis leur respectabilité sous d'autres cieux au travers des femmes et des hommes de valeur qu'ils ont produits, devraient faire attention au recrutement et aux agissements de leurs représentants sur le continent noir.

Entre Cancer et Capricorne, elles fournissent le gros des troupes heureuses aux commandes d'une Afrique qui sombre. Avec une telle élite qui n'a aucune ambition pour son peuple, il est totalement inutile de parler de stratégie de développement.

Vision africaine à inscrire dans l'universalité de la culture humaine

En tout état de cause, il appartient aux élites noires de se constituer des organisations pour bâtir la conscience qui portera la renaissance du monde noir. Les autres n'ont pas forcément la préoccupation de nous aider, car ce n'est ni leur vocation, ni une obligation pour eux. Vous verrez que certains médias occidentaux, par exemple, préfèrent souvent faire la promotion de Noirs médiocres et bouffons pour entretenir une tradition d'inconsistance et de légèreté qu'on veut coller aux enfants d'Afrique. Il appartient donc aux Noirs de savoir supporter avec philosophie ces épreuves et de bâtir avec intelligence et détermination leur solidarité pour résister et se libérer définitivement, tout en évitant de se laisser envahir par l'handicapante rancœur, en s'ouvrant aux autres afin de contribuer à l'unification réelle et responsable de toute l'humanité. Leur nombre et leur répartition sur le globe les prédisposent à cette noble vocation.

Ceci étant, il est important d'insister sur le fait que nous n'avons rien subi de pire que les autres peuples ! Les Romains ont vendu les Gaulois comme esclaves. Spartacus n'était pas un nègre ! L'Égypte, la grande Égypte !, a subi des influences libyenne, nubienne, assyrienne, perse, grecque, romaine, byzantine, arabe, ottomane, anglaise et française. Parfois, des soumissions sous la contrainte et l'exploitation pendant des siècles !

À partir du XVIe siècle, les Algériens ont utilisé pendant plus de deux siècles des esclaves chrétiens, des Blancs d'Italie, de France, d'Espagne, d'Angleterre ou des pays scandinaves. C'est comme ça, l'histoire de l'humanité. Des rencontres, souvent violentes, mais toujours riches d'apports en terme de faits de civilisation. Si Barack Obama, de père Kényan, et son épouse Michèle ont pu occuper la Maison Blanche pendant huit ans, alors l'espoir est permis. Autant nous devons nous battre pour les nôtres, autant nous devons être préoccupés par l'évolution de l'ensemble de l'humanité, car les peuples vont s'unir à la fin des temps. Le métissage est l'avenir de l'humanité ! Il faut en finir avec l'effet dévastateur du discours de tous ces tiers-mondistes, soi-disant amoureux de l'Afrique, qui font croire à notre jeunesse que leur histoire se résume à la traite des Noirs et à la colonisation européenne de l'Afrique. Ce sont eux les vrais racistes !

Ce sont eux qui ne voient pas le monde avancer, avec leurs histoires de *l'antériorité des civilisations nègres*. Depuis la nuit des temps, tous les peuples ont inventé des choses qu'ils se sont transmises les uns aux autres, dans la violence ou dans des contacts amicaux. Grâce aux historiens et aux ethnologues, nous savons que, placés dans des conditions naturelles données, tous les groupes humains, et même bien avant eux tous les hominidés, dans la contrainte, ont été conduits à inventer des éléments matériels (objets, outils, techniques) et immatériels (langage, pouvoir, croyances, règles) pour résoudre les problèmes liés à leur survie et à leur bien-être. Ils ont ainsi été conduits à développer une part du génie universel grâce auquel tous les êtres humains se séparent de leur animalité primitive en instituant leur univers « civilisé ».

Aujourd'hui, tout ce que nous utilisons est le fruit d'innombrables inventions et découvertes qui se sont accumulées depuis des centaines de milliers d'années, voire des millions d'années. L'Afrique n'a aucune antériorité à revendiquer, car la civilisation est universelle. L'histoire doit être visitée sans passion. Le plus important est d'établir les faits et tenter de les comprendre pour améliorer le futur. La repentance et la colère ne sont que le fait de petits esprits.

Aujourd'hui, le déclin de l'Europe, dont nous sommes contemporains, donne à réfléchir. Même si comme le disait l'Athénien Périclès « *toutes les choses sont vouées au déclin* », il n'y a aucune raison de se résigner. Rome a bien tenu cinq siècles ! Et l'Égypte des millénaires ! Tout peuple doit savoir préserver et transmettre les valeurs qui fondent son pacte social, surtout

quand il jouit d'une position hégémonique. Ma conviction est que l'Afrique connaîtra sa Renaissance et sera hégémonique !

À ce moment-là, il ne faudra jamais manquer de donner aux élites devant conduire les masses une formation spéciale qui, en plus des compétences techniques, leur inculque des valeurs morales. Même la culture populaire doit faire de la place à de solides repères sur le contrat social, au civisme et à un minimum de connaissance de sa propre histoire, de sorte que l'opinion ait assez de discernement et d'engagement civique pour ne pas se laisser embarquer dans des aventures sans lendemain portées par des imposteurs ou rêveurs qui croient pouvoir tout réinventer. Sinon, la société ne se donne aucune vigilance intellectuelle et éthique, et la pensée fausse envahit les opinions populaires, domine l'action publique et affaiblit le corps social. Par exemple, les excités de la Révolution française vont s'attaquer inutilement aux institutions chrétiennes qui ont éduqué et élevé l'Europe, ainsi qu'aux œuvres des rois chrétiens.

Heureusement qu'il y eut des intellectuels de bon sens comme Chateaubriand pour affronter tous ces excités. Aujourd'hui, le monde entier accourt en Europe pour voir les réalisations de l'Église depuis le Moyen Âge. Il n'y a pas de touristes en France qui demandent à voir les œuvres de Robespierre. Existent-elles d'ailleurs, si ce ne sont de faciles déclarations incantatoires qu'on n'est pas en mesure de respecter soi-même et qui ne changent pas grand-chose au quotidien des masses… ou la violente terreur aveugle qui l'emporta lui-même sous le *rasoir national* ?

Les Russes, qui ont bu le calice du rêve communiste jusqu'à la lie, ont totalement réhabilité leur Église depuis la mort de l'URSS, et ils vont beaucoup mieux. La force de la Chine d'aujourd'hui réside dans l'éducation et la formation d'une élite responsable depuis Mao. Depuis des décennies, les analystes et grands experts occidentaux ne comprennent rien à la nouvelle hégémonie de la Chine, alors que, depuis plus de trente ans, le

Père dominicain Thomas Philippe, fondateur des Communautés de l'Arche, écrivait : « *C'est un fait d'expérience : regardez tous ces jeunes qui se laissent aller à tous leurs appétits de plaisir, et qui sont si facilement découragés, désespérés même. La facilité, le plaisir, tout ce qui s'oppose à la morale dans ce qu'elle a de plus profond, enlève l'espérance du cœur. Mao l'avait bien compris : il demandait à son peuple une attitude assez dure, pour lui maintenir l'espérance. C'est au fond par démagogie que dans les pays jouisseurs, on prétend donner l'espérance aux gens en leur donnant toutes les facilités. Au contraire, cela supprime complètement l'espérance.* »

Depuis Mao, l'élite chinoise a une âme, c'est-à-dire une conscience et un engagement portés par des valeurs et de grandes ambitions pour les futures générations.

Association de l'Église et de l'État pour bâtir l'Europe

Cela suppose un sens de l'histoire de l'élite et beaucoup de sacrifices et de paris sur l'avenir des masses populaires. L'élite africaine manque cruellement du sens de l'histoire. Aujourd'hui, en Europe, au nom de la liberté individuelle, aussi bien l'État que les institutions qui ont porté la société à son appréciable niveau sont bafoués tous les jours. Une opinion totalement égarée en Occident demande que l'Église donne sa bénédiction à toutes ses dérives comportementales. Ils ne savent plus, les pauvres ! que c'est l'Église qui porte l'âme de la civilisation occidentale. Ce que ces esprits malins cherchent, c'est une société sans repères et sans interdits où toutes les transgressions sont permises. C'est ce qu'ils appellent tolérance et liberté ! Ce sont les plus faibles qui souffrent toujours d'une société sans morale, où tout est permis. Aujourd'hui, des réseaux puissants et bien implantés utilisent une presse complaisante pour mettre une forte pression sur l'Église. L'Europe gagnerait à écouter un peu plus ses sages chrétiens qui détiennent depuis des siècles les secrets des fondements de cette société.

On entend souvent dire qu'avec les Croisades et l'Inquisition, l'Église n'aurait pas été exemplaire. Durant les longues calamités qui accompagnèrent et qui suivirent la chute de l'empire romain et l'extinction de la brillante Antiquité, l'humanisme et le savoir n'eurent d'autre refuge que cette Église. Les Croisades ont rassemblé, dans un formidable élan de foi religieuse, souverains, enfants et adultes dans la protection de la terre sainte de Jérusalem.

Pourquoi l'Église devrait-elle avoir honte des Croisades quand ailleurs on se vante de la glorieuse période des conquêtes de l'Islam, la guerre sainte ? Qui reproche aux Arabo-musulmans d'être sortis de leurs espaces naturels pour conquérir, convertir et coloniser des régions et peuples en Afrique et en Europe pendant de longs siècles ? Qui reproche aux Ottomans, bien que musulmans, d'avoir assujetti tout le monde arabe pendant des siècles ? Il faudra le Britannique Lawrence d'Arabie pour aider les Arabes à se libérer des Turcs !

Les Chrétiens européens d'aujourd'hui ont le droit d'être fiers des croisés du Moyen Âge au même titre qu'ils le sont des martyrs des premiers siècles apostoliques. Il est vrai, convenons-en, que l'envoi sur le bûcher en 1314 des premiers responsables de l'Ordre des Templiers par Philippe IV le Bel, roi de France, est de nature à semer la confusion dans les esprits. Quoi ! L'inquisition ! Elle passe pour un modèle de tolérance et de tendresse si on la compare au tribunal révolutionnaire de Paris qui, au plus fort de la Terreur, envoyait à la guillotine près de mille personnes par mois. Les siècles d'Inquisition ont fait mille fois moins de morts que les quelques années ou décennies de nazisme, de communisme ou tous les autres fanatismes du même genre. En plus, c'est l'Église elle-même qui mit fin à l'Inquisition au XVIIIe siècle, ce qui veut dire qu'elle sait se remettre en question. Ce n'est pas le cas de toutes les religions ! Des hommes d'Église peuvent commettre des fautes, mais cela n'enlève rien à sa mission. Nous avons souvent vu en Afrique *des hommes de Dieu* qui n'ont pas compris grand-chose à l'Église, mais il faut savoir faire la part des choses…

Par ailleurs, l'Église s'est longtemps confondue avec l'État en Europe, et nous savons qu'au nom de la raison d'État les régimes politiques ont toujours commis des crimes. Au demeurant, au cas où on aurait de bonnes raisons de faire des reproches à l'Église, qui peut nous donner une seule institution de plus de mille ans qui ait toujours, en tout temps et en tout lieu, été exemplaire ? Les religions sont-elles responsables des guerres ? Quand on pense aux guerres de religion en Europe du XVIe siècle ou aux guerres actuelles de DAESH, la tentation est grande de rejeter les religions.

La réalité est que ce sont les hommes qui, dans leurs luttes pour le pouvoir, dans la manifestation de leur manque d'ouverture, leurs intolérances et ambitions, sont responsables des guerres ; mais non le message des religions. La question essentielle à se poser est : « *Que serait notre monde sans religion moralisatrice ?* »

Pour nous édifier, nous avons l'exemple des mœurs des dirigeants et des populations de la dernière grande civilisation de l'Antiquité. Rome ! La grande Rome qui domina la terre pendant cinq siècles était une société cruelle et dépravée, où l'être humain avait peu de valeur. Les empereurs romains pouvaient faire tuer des milliers d'esclaves pour célébrer une fête ou obliger des parents à commettre l'inceste avec leur progéniture. Les spectacles de gladiateurs qui s'entretuent ou d'orgie populaire faisaient partie des distractions les plus prisées. Comme le dit Chateaubriand, « *C'est l'extinction absolue du sens moral qui donnait aux Romains cette facilité de mourir qu'on a si follement admiré. Les suicides sont toujours communs chez les peuples corrompus.* »

Ce monde violent dut son salut à l'improbable conversion de l'empereur Constantin au christianisme, cette petite secte du judaïsme qui proclamait l'Evangile. C'est ainsi que l'Église devint

religion d'État et put se propager dans tout l'Empire décadent. Les Barbares (Germains, Saxons, Francs, Alamans, Burgondes et autres) qui finiront par envahir cette Rome atteinte d'anomie, n'avaient de respect que pour la classe des prêtres et des religieux chrétiens.

Pour les peuples européens, dans le chaos des invasions, l'Église était le seul repère, la seule institution viable, le seul refuge. Les monastères devinrent autant de foyers où le feu sacré de la connaissance, des sciences et des arts se conserva, ainsi que les langues grecque et latine. Les élites de Rome et d'Athènes, réfugiées de justesse dans le sacerdoce chrétien, échappèrent ainsi à la mort ou l'avilissement dans la servitude auquel elles auraient été condamnées.

C'est dans ces temps obscurs qu'apparaît l'Islam, au VII[e] siècle, une autre spiritualité inspirée du judaïsme. Comme si Dieu avait décidé de reprendre les choses en main ! Le prophète Mohamed demande bien à ses fidèles de respecter les gens du Livre ! En Europe, c'est l'Église qui va éduquer les Barbares, transformer ces soldats-paysans, nouveaux maîtres s'adonnant au vol et au brigandage, en gentilshommes et chevaliers qui ne pillent plus et respectent la veuve et l'orphelin. Elle restera donc très associée à la gestion des affaires publiques en Europe, d'où le cléricalisme tant décrié depuis le XVIII[e] siècle. Pour autant, c'est ainsi, grâce à l'Église, que l'Europe pourra se relever et se développer au cours des siècles pour finir par dominer la terre entière. Les rois et empereurs chrétiens de l'Europe, sans être parfaits mais avec des mœurs bien plus douces que les César polythéistes de la Rome antique, permettent à la société européenne d'évoluer vers l'humanisme et le bien-être général que nous observons depuis des siècles.

La durée exceptionnelle de l'Égypte antique ne s'explique que par la grande foi qui a porté l'institution pharaonique, et qui fit dire aux Grecs que « l'Égypte est le pays le plus religieux du monde ». D'ailleurs, c'est sous les mœurs débridés des Ptolémée,

souverains grecs incestueux de la dynastie des Lagides, que l'Égypte ancienne prit fin !

Les messages de Dieu révélés aux hommes par des voies multiples restent les mêmes aujourd'hui, mais ne sont pas responsables des différentes religions que les hommes créent et au nom desquelles des ambitieux, des fanatiques ou des intégristes sèment la mort. L'Afrique doit saisir l'essentiel pour se bâtir une âme, car il est impossible de bâtir solidement sans des valeurs fondées sur la foi. L'Afrique ne doit avoir aucun complexe, mais pour cela elle doit étudier l'histoire des autres peuples pour bien connaître leurs parcours afin de mieux s'assumer. Les religions traditionnelles africaines ont leur place dans notre modernité si elles donnent assurance et espérance aux populations, en excluant des pratiques barbares comme les sacrifices humains.

Toutes les civilisations ne se valent pas

Nous entendons dire que toutes les civilisations se valent. C'est même un combat pour des organisations antiracistes. Encore une aberration ! Non, toutes les civilisations ne se valent pas, mais ce n'est pas une question de couleur de peau. Dire que toutes les civilisations se valent, c'est affirmer par exemple que la religion – important trait de civilisation s'il en est ! – qui prône la paix, l'amour de son prochain, le respect de la dignité humaine ou l'émancipation de toute la race humaine, a la même valeur que celle qui s'adonne à des sacrifices humains et à l'anthropophagie. C'est une plaisanterie ! Il y a trop de confusions dans l'utilisation de ces termes de civilisation, tradition, culture et race.

Et ce fait, en raison des avatars de l'histoire des peuples, des ressentiments liés aux faits anciens (dominations, asservissements, déshumanisations), entraîne aujourd'hui des polémiques passionnées qui, semble-t-il, égarent beaucoup de gens. Ce qu'il faut savoir, c'est que chaque société humaine fonde sa conduite collective et son action publique sur son organisation politique,

ses valeurs morales, ses dispositions spirituelles et métaphysiques, ses croyances religieuses, ses compétences intellectuelles, techniques et artistiques, ses capacités administratives, ses dispositifs de production de biens et services, son sens de préservation de la nature et de son cadre de vie, ses ambitions pour ses futures générations, etc. Tous ces éléments sont les composantes de la spécificité de cette société, et ont une incidence décisive sur la mentalité des individus.

Ces éléments, qui sont des traits de civilisation, définissent la culture de cette société. Ces éléments sont perçus par les membres du corps social soit comme des traditions immuables, soit au contraire comme des éléments sujets à évolution. Le pacte social qui lie l'individu à la société oblige cette dernière à garantir au premier, en contrepartie de sa liberté plus ou moins confisquée, la sécurité physique et matérielle indispensable à sa survie, son épanouissement et son bonheur. L'on a observé au cours des siècles et des millénaires que certains traits caractéristiques des sociétés, certains traits de civilisation, sont plus efficaces ou productifs que d'autres.

Dans leur lutte pour la survie et le bonheur, toutes les sociétés humaines ont fait de grandes inventions ou découvertes qui constituent le patrimoine commun de la grande civilisation humaine. Les origines des faits de civilisation, tous les faits qui portent notre vie d'aujourd'hui, sont bien réparties dans l'espace et dans le temps : Il y a plus de cinq mille ans, les Mésopotamiens et les Égyptiens ont inventé l'écriture. Au quatrième millénaire av. J.-C., la roue fut inventée en Mésopotamie et la voile en Égypte. Cette dernière offrira à l'humanité le calendrier de 365 jours et la médecine. En différents endroits de la terre, les hommes découvrirent les métaux. En Lydie, les Grecs créèrent la monnaie comme intermédiaire des échanges commerciaux, étalon des valeurs et réserve de richesse. Nous devons aussi, entre autres, le raisonnement rationnel et la démonstration mathématique, la philosophie et la science de la gouvernance aux savants grecs. Les

Chinois ont inventé la poudre à canon. Les Phéniciens ont inventé l'alphabet pour rendre l'écriture plus pratique. L'empire romain a légué à l'humanité le droit. L'Italie de la Renaissance européenne inventa la finance moderne, la science moderne, l'art moderne, etc. L'Occident européen apporta l'évolution technologique et la révolution industrielle qui permirent l'exploration de toute la terre et la modification profonde de la vie de tous les peuples du globe. Les Afro-américains vont offrir le jazz à la sensibilité de toute âme humaine. La pensée européenne du XVIII[e] siècle se penchera sur le pacte tacite qui lie l'individu à la société et les moyens de répartir le pouvoir politique afin de produire une gouvernance vertueuse et épanouissante pour l'homme.

Les grandes réalisations, inventions, découvertes ou réflexions, dans tous les domaines, scientifique, technologique, médical, biologique, architectural, musical, spirituel, philosophique ou autres, sont accessibles à tous les peuples de l'espèce humaine qui, faut-il le rappeler, a une unité psychique. De la même façon que les Grecs de l'Antiquité surent puiser dans les trésors de l'Égypte, les Européens ont su, à partir de la Renaissance, faire la synthèse des grands faits de civilisation et dominer le monde. La grande civilisation humaine, partie de l'Afrique, s'est étendue à tout le proche Orient, avant d'être portée successivement par des hégémons mondiaux, la Grèce, Rome et Byzance, les Arabes, les Ottomans, les Européens de l'Occident, les Américains qui sont aujourd'hui concurrencés par les Chinois.

Ces faits de civilisation n'appartiennent à aucun peuple, mais sont plutôt le patrimoine commun de toute l'humanité. La science, la technologie, la bonne gouvernance et la démocratie ne sont d'aucune race. Chaque société humaine doit chercher à améliorer son sort en adoptant les traits de culture les plus productifs, comme ont su le faire les peuples d'Extrême Orient, à la suite du Japon depuis la fin du XIX[e] siècle. La capacité d'une société de faire évoluer ses traits caractéristiques est liée à la perception que ses membres ont de leur propre histoire.

Comme nous l'a enseigné Claude Lévi-Strauss depuis les années 1930, les sociétés primitives s'intéressent peu à l'histoire et croient qu'elles vivent comme Dieu les a créées, sur le territoire qu'il leur a donné. Alors que si vous étudiez leur histoire, vous vous rendez compte qu'elles ont migré au cours du temps, comme tous les peuples de la terre, et que leurs institutions matérielles et spirituelles ont des origines datables. La société primitive se caractérise donc par un attachement obsessionnel aux traditions, ce qui la conduit souvent à un conformisme sclérosant. Trop d'Africains, même éduqués, gardent un esprit de primitif. Les sociétés qui ont la faculté de s'ouvrir sur le monde et d'adopter les traits de civilisation émancipateurs développent une civilisation plus policée, qui est forcément supérieure à celle des sociétés attachées aux traditions, peu savantes, avec des organisations politiques et administratives rudimentaires, exposées à l'insécurité physique et matérielle.

Il est donc irresponsable de faire croire que toutes les civilisations se valent. Quand Salomon monte sur le trône d'Israël, il fait appel à des compétences égyptiennes, pays de grand prestige culturel et de grande compétence managériale, pour former une élite administrative compétente. Il adopte et imprime sur son peuple la tradition de sagesse du pays des pharaons qui est à la fois sens de la gouvernance, intelligence de la foi, capacité professionnelle et artistique, art de vivre. Des siècles plus tard, les Grecs ont brillé parce qu'ils avaient trouvé que la civilisation égyptienne était supérieure à la leur et ont su la copier. Les Romains ont brillé parce qu'ils se sont laissés éduquer par les Grecs. Les Arabes se sont inspirés de la Torah pour produire l'Islam et le Coran qui leur permirent de dominer le monde méditerranéen et une partie de l'Europe. L'Europe d'après la Renaissance doit son hégémonie à l'adoption des grandes valeurs intellectuelles, artistiques et spirituelles de l'Antiquité grecque, africaine et orientale.

La responsabilité de l'élite africaine est d'instruire les masses populaires africaines et de les convaincre d'adopter les traits de

civilisation émancipateurs et producteurs de prospérité et de bonheur, plutôt que d'adopter l'attitude peu clairvoyante d'encourager de façon intégriste un attachement inconditionnel à des traditions souvent handicapantes. La qualité des dirigeants de la société est donc décisive dans son évolution vers le progrès ou vers le chaos.

À la fin du XIXe siècle, quand les descendants des Gaulois ont découvert qu'ils avaient eu au moment de la conquête de leur territoire par Jules César des résistants héroïques, ils ne manquèrent pas de célébrer ces derniers tout en remerciant Dieu qu'ils aient été vaincus, car cette défaite leur permit d'être colonisés par Rome, et d'avoir accès à une civilisation supérieure à la leur. « *Vercingétorix fut un grand héros gaulois, mais Dieu merci, il fut vaincu !* » disent lucidement les Français aujourd'hui. Pour ce que l'histoire nous permet de savoir, à part la Mésopotamie et surtout l'Égypte, la Chine, l'Inde, ainsi que les sociétés précolombiennes des Mayas, Aztèques ou Incas, qui développèrent ex nihilo des grandes civilisations brillantes, toutes les autres grandes civilisations de l'histoire de l'humanité furent celles qui surent reconnaître et copier les valeurs des autres, avant d'y apporter leurs contributions spécifiques.

Il n'y a que les Africains qui se plaignent encore aujourd'hui d'avoir été remis en contact avec la grande civilisation humaine par l'Occident. Il faut sortir de cette stupidité ! Je me demande souvent si ceux qui aujourd'hui condamnent la colonisation de l'Afrique par l'Europe, pendant qu'ils se félicitent de la colonisation de toute l'Europe par Rome et de l'Italie par la Grèce, souvent les mêmes qui militent pour l'égale valeur de toutes les civilisations, encore eux qui exonèrent les Africains de toute responsabilité dans la conduite de leur destin et accusent le néocolonialisme de toutes les misères du monde noir, ne cherchent pas en réalité à infantiliser les Africains, à brider la pensée africaine, à l'intoxiquer afin de la rendre stérile.

De prétendus intellectuels africains amplifient ces théories sans même se rendre compte qu'ils sont complices de l'égarement du

monde noir et de l'engourdissement de sa pensée. Depuis les années 1950, ce complexe fait des Africains les seuls à n'avoir pas fait grand chose de la liberté retrouvée pour tous les peuples dominés de la terre pendant plusieurs siècles par les Européens. Avec une telle mentalité négative, comment voulez-vous qu'ils puissent exploiter avec enthousiasme les apports de la colonisation ?

C'est une question de bon sens, de discernement. Bien sûr, nous avons dans nos traditions africaines des traits à encourager : la solidarité familiale, la croyance en l'au-delà, la joie de vivre et la capacité à supporter les difficultés, la place centrale des femmes, le respect de l'autorité, la sensibilité et la créativité artistique, etc. Mais nous avons beaucoup de choses à corriger, notamment revoir notre sens de l'intérêt général dans le cadre des États que nous avons hérités de la colonisation, et nous devons redonner de la consistance à nos États afin de bâtir la prospérité et la cohésion nationale.

Toutes les civilisations ne se valent pas ! Le problème, c'est que les gens confondent civilisations et races. Toutes les races ont les mêmes capacités psychiques et sont capables de grandes réalisations, pourvu qu'elles aient l'opportunité de s'instruire et d'adopter les traits de civilisation émancipateurs. N'en déplaise aux esprits chagrins qui abordent l'histoire avec passion, les conquêtes, les colonisations ou toutes les formes de dominations ont été, avec le commerce, tout le long de la grande histoire de l'humanité, les sources les plus courantes de transmission des faits de civilisation.

Chapitre 9
Les réformes à entreprendre d'urgence

Bien que l'objet de cet essai ne soit pas la gouvernance des États africains, l'urgence de la question exige que nous l'effleurions. C'est donc très brièvement que nous allons évoquer les réformes politiques et économiques à conduire dans la majorité des États africains pour les rendre plus viables, pour que, au moins, ils puissent garder leurs forces vives, les jeunes, pour leur propre développement.

Réformes politiques en Afrique

De toutes les réformes à entreprendre pour redresser l'Afrique, les réformes politiques sont des plus urgentes. Elles doivent répondre à la préoccupation suivante : « *Comment rendre efficace la prise en charge des intérêts des populations par l'État africain ?* »

L'État, rappelons-le, est le gestionnaire principal de la société, le détenteur exclusif et permanent du pouvoir politique, dont les gouvernants sont des agents d'exercice temporaires. Cette préoccupation ramène à la conception de l'État, ainsi qu'à la manière d'exercer l'autorité.

L'État, c'est une population, un territoire et un pouvoir politique. La faiblesse actuelle de l'État africain nécessite quelques explications : issu de la colonisation occidentale des XIXe et XXe siècles, l'État africain a hérité, au regard de ses composantes, de trois faiblesses originelles qui imposaient trois défis à relever :

Le défi de l'unité nationale : la population est composée de dizaines, voire de centaines d'ethnies dont certaines ne se connaissaient pas avant l'expérience coloniale ; la cohésion au sein de la population, en vue de l'unité nationale, restait à consolider.

Le défi de la stabilité territoriale : Les territoires des États africains ont des frontières dessinées au gré des arrangements entre nations européennes au moment de la conquête coloniale. La stabilité des frontières constituait donc un défi majeur à relever, car on pouvait craindre que les anciens États du XIXe siècle aient tendance à se reconstituer, surtout que la colonisation fut relativement brève, durant à peine cinquante ans dans certaines régions.

Le défi de la bonne gouvernance au service de la justice sociale : Sous la pression de la conjoncture mondiale, les pouvoirs politiques africains furent installés dans le tâtonnement (la France en Afrique noire), parfois dans la précipitation (la Belgique au Congo), en pleine guerre froide, sous une étroite surveillance des anciennes puissances coloniales qui, elles-mêmes très éprouvées et affaiblies, devaient surtout penser à leurs propres intérêts dans leur politique africaine en favorisant des leaders africains « amis ». La légitimité des dirigeants politiques, vis-à-vis de leurs peuples, demandait à être renforcée par une réelle implication des populations dans la gestion, par un service de l'intérêt général des populations. L'adhésion populaire, ne l'oublions pas, est la force de tout pouvoir politique.

Si la stabilité territoriale (2e défi) a été dans un premier temps bien tenue grâce à la résolution, en 1963, de l'OUA concernant le respect des frontières héritées de la colonisation, la mauvaise gouvernance a largement affaibli les unités nationales. Au point de remettre en question aujourd'hui les frontières des États (Mali).

Aujourd'hui, l'Afrique a un besoin urgent de deux réformes en vue d'adapter sa gouvernance aux nécessités de la vie en société : la réforme des mentalités et la réforme des institutions étatiques pour servir l'intérêt général et l'État de droit.

La réforme des mentalités pour plus de civisme

Nous devons développer notre sens civique et comprendre la nécessité de confier notre destin à des femmes et des hommes préoccupés par l'intérêt général. On n'abandonne pas son pays à des gens parce que :

On est de la même ethnie ou la de même religion qu'eux, car alors on favorise népotisme et tribalisme, suicidaires à la longue pour toute société ;

Ils nous donnent de l'argent pour acheter notre vote, car alors nous acceptons qu'ils fructifient leur investissement contre les intérêts du peuple ;

Ils ont pris des armes, car alors nous validons qu'ils attentent aux libertés et ne servent que leurs intérêts particuliers, dans l'arbitraire et l'injustice.

Cette réforme de nos mentalités est la première et la plus importante, car elle est à la base de toutes les autres. Personne ne peut l'imposer ; C'est à travers le débat que nous devons la susciter, par l'éveil des consciences.

La culture de l'État de droit

La société de droit est celle où on se donne des règles préétablies qui s'imposent à tous, et dont le non-respect conduit à des sanctions.

L'Afrique traditionnelle était une société de droit… Même les animaux qui vivent en groupe ont des règles qui permettent le vivre-ensemble !

Malheureusement, l'Afrique d'aujourd'hui est une société de désordre, où personne ne respecte rien, à commencer par les auto - rités qui aiment affirmer leur puissance par leur capacité à faire ce qu'ils veulent, leur capacité à ne pas respecter la loi. Même un droit essentiel comme le droit de propriété n'est plus garanti dans maints États africains :

ce sont des occupations de domicile par des autorités, sans aucune possibilité de recours pour ceux qui subissent ces préjudices ; on a vu en Côte d'Ivoire des personnes débarquer dans des entreprises, chasser manu militari les dirigeants légitimes pour s'installer, et s'attribuer les fruits de l'exploitation. L'Afrique post coloniale doit réapprendre à respecter la loi, à sortir du non droit et du désordre. L'autorité de l'État c'est le respect du droit, étape incontournable dans la viabilisation de toute communauté humaine !

Réformes des organes par lesquels l'État agit

Les deux préalables, le civisme et la culture de l'État de droit étant acquis, alors on peut envisager avec plus de chances de réussite la réforme de l'État. Dans un pays, il est impossible d'obtenir l'unanimité sur les buts visés par l'action de l'État. Les différents courants d'opinion qui traversent la société s'organisent donc en forces dont le but est d'imposer leur point de vue. C'est le combat politique.

On cherche le pouvoir pour faire la loi, au sens propre comme au sens figuré. L'État doit encadrer ce combat politique, de sorte qu'il ne débouche pas sur des atteintes au vivre-ensemble, comme on peut le constater dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Au vu de la mauvaise tenue du pouvoir politique africain, plusieurs réformes s'imposent, concernant le Législatif, l'Exécutif ou le Judiciaire :

RÉFORMES DU LÉGISLATIF

La démocratie directe : il faut ouvrir la production législative à l'initiative populaire, de sorte que les citoyens, la société civile, puissent s'impliquer, et empêcher ainsi que les élus ne confisquent le pouvoir politique. Par exemple, avec un certain nombre de signatures, le citoyen peut obtenir l'organisation d'un référendum « pour ou contre » une décision de l'État central ou d'une collectivité territoriale.

La culture du compromis : Les assemblées de la démocratie représentative doivent être constituées avec une dose de proportionnelle, en vue du renforcement de leur représentativité, donc de leur légitimité, et de l'incitation à la recherche du consensus.

RÉFORMES DE L'EXÉCUTIF

Il est urgent de libérer l'Afrique de ce chef d'État omnipotent, autour de qui tout tourne, à qui tout remonte. Il faut équilibrer les pouvoirs, réaffirmer le contenu des assemblées représentatives du peuple, qui votent les lois et les budgets. À ce titre, le contrôle de l'exécutif par le législatif, notamment en matière d'exécution budgétaire, doit être effectif.

L'Administration, placée sous l'autorité de l'exécutif, doit faire place au mérite et jouir de stabilité : les nominations à certaines hautes fonctions peuvent être soumises à la validation de commissions parlementaires.

RÉFORMES DU JUDICIAIRE

Seul le peuple souverain peut conférer du pouvoir à des organes pour agir en son nom. Aujourd'hui, il n'y a pas de pouvoir judiciaire partout où la justice est prononcée par des fonctionnaires nommés par le gouvernement. Où est la séparation des pouvoirs quand le Judiciaire est choisi par l'Exécutif ? Nous devons mettre en place une justice par le peuple et pour le peuple ! En vue d'une meilleure articulation des pouvoirs et au nom de la souveraineté du peuple, nous devons réformer en profondeur nos systèmes judiciaires africains pour introduire des jurés populaires élus, des procureurs indépendants élus (États européens, États-Unis d'Amérique).

Les valeurs que portent les femmes et les hommes politiques

Nous pensons que cette articulation des pouvoirs Législatif, Exécutif et Judiciaire, avec des citoyens impliqués dans la gestion de la cité, offrira à la société africaine les conditions de son redressement. Plus que les textes, ce sont les valeurs que portent les élites, leur attachement à la règle préétablie, leur respect et même leur amour pour leur peuple qui comptent pour la bonne tenue de l'État, le gestionnaire principal de la société.

Quand il y a défaillance des élites, l'État ne tarde pas à être détourné pour servir des intérêts particuliers, et le monopole de la force dévolu à l'État est transformé en instrument de confiscation du pouvoir. À ce titre, en 2018, il suffit d'observer trois cas pour comprendre que l'Afrique doit se ressaisir : Le Cameroun, Israël et la Côte d'Ivoire.

Depuis son indépendance en 1948, soit en soixante-dix ans, Israël a changé 18 fois de chef de l'exécutif, soit une moyenne d'un nouveau Premier ministre tous les 3,7 ans. Pour sa part, depuis son indépendance en 1960, soit en cinquante-huit ans, le Cameroun a changé une seule fois de chef de l'exécutif, soit un président tous les vingt-neuf ans, avec le dernier en poste depuis 36 ans.

Enfin, depuis son indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a changé quatre fois de chef de l'exécutif, soit un président tous les 11,6 ans. La Côte d'Ivoire ajoute à ce palmarès le record mondial de l'incivilité politique, marqué par cette absence totale d'esprit républicain faisant qu'il n'y a jamais eu de passation de charge entre un président sortant et son successeur : Houphouët est mort de vieillesse sur le trône. Il n'y a pas eu de passation entre Houphouët et Bédié. Ce dernier, après avoir ruiné la cohésion nationale, fut chassé du pouvoir en décembre 1999 par une mutinerie. Il n'y pas eu de passation entre Bédié et Guéi. Ce dernier, qui s'était proposé de balayer la maison et partir, a voulu conserver le pouvoir d'État contre la volonté du peuple exprimée dans les urnes. Il fut chassé par un soulèvement populaire auquel s'était joint une partie de l'armée. Il n'y a pas eu de passation entre Guéi et Gbagbo. Ce dernier, après avoir plongé le pays dans une impéritie totale et le chaos, avec un territoire divisé en deux par une rébellion dont le chef est son premier ministre, a refusé de se plier au résultat des urnes sanctionnant son incompétence. Il a entraîné le pays dans une guerre civile qui a fait des milliers de morts en cinq mois, avant de se faire arrêter grâce aux forces françaises. Il n'y a pas eu de passation entre Gbagbo et Ouattara. Vous l'aurez compris, en Côte d'Ivoire, pour le chef de l'État et son entourage, l'État est leur « affaire privée » qu'ils ne peuvent laisser pour rien au monde, sauf la mort ou la force.

Il est temps que les élites africaines prennent exemple sur les Hébreux, pour comprendre que l'État est une exigence collective de la communauté nationale, la structure autour de laquelle se tissent les solidarités qui fondent le vouloir-vivre collectif, et non un gros gâteau à se disputer et à se partager entre membres d'un clan, au point d'être prêt à tout, y compris détruire le pays, pour en garder le contrôle. Les guerres tribales ne sont pas une fatalité en Afrique, pourvu que la classe politique comprenne que c'est par le service de l'intérêt général que l'État tisse les solidarités qui fondent l'unité nationale.

La démocratie avec réelle possibilité d'alternance doit être la règle, comme en Israël où ils l'ont tellement bien compris que souvent les mêmes personnes retrouvent le pouvoir qu'ils avaient perdu quelques années auparavant. Ainsi, accéderont pour la deuxième fois au pouvoir après l'avoir perdu Yitzhak Shamir (octobre 1983 et octobre 1986), Yitzhak Rabin (juin 1974 et juillet 1992 jusqu'à son assassinat en novembre 1995) et l'actuel Premier ministre Benyamin Netanyahou (juin 1996 et depuis mars 2009). Le record étant détenu par Shimon Peres qui accéda à trois reprises à la magistrature suprême (avril 1977, septembre

1984 et novembre 1995). Gbagbo aurait pu quitter tranquillement le pouvoir en 2010 et revenir, grâce à la *vox populi*, cinq ans plus tard, sans qu'il soit nécessaire que *« le ciel lui tombe sur la tête »*, comme il l'avait pourtant promis en 2000, lors de la cérémonie de son installation à la magistrature suprême.

Nous pouvons remarquer que même si la moyenne du mandat en Israël est de 3,7 ans, Netanyahou totalise en cette année 2018 plus de 12 ans au pouvoir ; Ce qui veut dire que c'est une réelle possibilité d'alternance qui compte, et non une alternance obligatoire, par une limitation du nombre de mandats, qui enlève au peuple sa liberté souveraine de choisir, de congédier ou de maintenir ses dirigeants.

Réformes économiques

L'Afrique, qui au moment des indépendances était prospère et porteuse d'espoir, connaît depuis bientôt quatre décennies une récession qui désespère ses populations et l'installe dans l'instabilité politique. Il est important de noter que l'Europe, au moment des indépendances, a laissé l'Afrique à un niveau moyen de richesse et de bien-être par rapport à l'ensemble de l'humanité, avec 9 % de la population mondiale contre 9 % du commerce international.

Donc la colonisation ne fut pas le désastre que les menco - mafnoire40 proclament. En revanche, la suite de l'histoire est toute autre. Depuis que les Africains gèrent eux-mêmes leurs affaires, le continent s'est régulièrement appauvri pour ne représenter en 2017 qu'à peine 2 % des échanges internationaux pour environ 17 % de la population mondiale. En d'autres termes, un Africain pris indi - viduellement a perdu en moyenne près de 90 % de sa richesse depuis les indépendances de 1960.

Cet appauvrissement de l'Afrique semble inexorable, tant le continent noir, depuis des décennies maintenant, fait l'objet de mesures recommandées par des experts en économie, quand il n'est pas carrément mis sous la tutelle d'institutions financières

internationales… tout cela, sans résultats probants. De toute évidence, les voix qui font autorité sur la gestion économique de l'Afrique se sont égarées depuis fort longtemps.

Il importe donc de revenir aux notions de base de l'économie, à des choses très simples que tout le monde peut comprendre.

C'est quoi l'économie ?

L'économie d'un pays c'est l'ensemble des activités de production, de distribution et de consommation de biens et services. Gérer l'économie d'un pays, c'est donc mettre en place le système régissant ces activités. C'est-à-dire, organiser le travail des femmes et des hommes pour une transformation optimale des ressources disponibles en vue de la production de biens et de services destinés à satisfaire les besoins de la population.

La production (c'est-à-dire la création de richesses) est réalisée par les entreprises qui combinent le travail humain et le fonctionnement des outils et machines pour transformer les ressources et approvisionnements. La monnaie, étalon de valeur, permet de comparer des biens et des services de natures différentes, et facilite les échanges. Le travail est fourni par les ménages qui en tirent l'essentiel de leurs revenus.

L'État fixe les règles régissant l'économie et prend en charge la réalisation de l'intérêt général de la société, en termes de biens communs ou de services publics (les routes, les hôpitaux). Pour se financer, l'État impose des contributions à tous les acteurs économiques, entreprises et ménages. Il est aussi, et c'est très important, responsable de la répartition des revenus.

En d'autres termes, il revient à l'État de créer le cadre réglementaire permettant que les quantités et les prix sur les marchés soient adaptés aux revenus des ménages, qui pourront ainsi jouir de leur part des richesses produites, et satisfaire leurs besoins essentiels en vue d'une vie décente, seule garantie d'une paix sociale durable.

Notons que l'État, avec sa masse d'agents de la fonction publique, ses investissements et ses besoins de fonctionnement, est un acteur économique majeur dont les agissements impactent de façon déterminante le fonctionnement global de la société.

En fin de compte, il s'établit entre les différents acteurs que sont les ménages, les entreprises et l'État une circulation de biens, de services, et d'argent qui caractérise un système devant évoluer de sorte que chaque acteur puisse fonctionner aisément :

– Les ménages doivent pouvoir trouver : emploi, logement, alimentation, habillement, santé, éducation, transport, loisirs, etc.

– Les entreprises : financement, compétences humaines, débouchés, rentabilité.

– L'État : ressources, compétences, paix sociale, etc.

Tous ces échanges de biens, de services et d'argent doivent obéir à une rationalité pour que le système soit équilibré et prospère :

– Les revenus du travailleur doivent lui permettre de mener une vie décente ;

– Les prélèvements de l'État doivent servir à financer le bien commun (infrastructures, œuvres sociales, etc.) qui améliore le bien-être de la population et la productivité générale de la société : il est facile de comprendre que dans un pays où il y a de bonnes routes, la sécurité, de bonnes structures de formation et de santé, les entreprises trouvent les compétences nécessaires et évoluent dans un cadre favorable à leur croissance ;

– Les entreprises doivent pouvoir pérenniser leur activité grâce à la viabilité de leur exploitation.

Les causes du dysfonctionnement des économies africaines

Qu'est-ce qui s'est passé en Afrique, après les indépendances ? La conjugaison d'un certain nombre de dysfonctionnements a déséquilibré le système économique, et a fini par l'enfermer dans

l'irrationalité. Nous énumérons ici les principaux travers, cette liste étant loin de se prétendre exhaustive.

DÉVALORISATION DES MÉTIERS : En Afrique, une dévalorisation des métiers s'est associée à un culte du diplôme pour produire un déséquilibre économique à corriger. Le boucher, le mécanicien, l'électricien, le boulanger-pâtissier, l'instituteur, l'agent de sécurité, le menuisier, le chauffeur de taxi, le maçon, l'agent de bureau ou l'ouvrier agricole est condamné à une vie de misère s'il doit vivre uniquement de son salaire. Son tort est de n'avoir pas fait bac+10 ! Il faut multiplier le salaire de l'ouvrier en moyenne par cinq pour avoir celui de son chef de service. Le système en Afrique condamne les ouvriers et employés de bureau à une vie de travailleurs pauvres. L'acquisition (à tout prix !) de diplômes du supérieur se présente alors comme la seule garantie pour mériter une vie sociale décente. Alors, les ressources que l'État et les ménages consacrent aux études supérieures sont en totale inadéquation avec les besoins de l'économie. La dévalorisation des métiers n'a pas permis la constitution d'un tissu de PME dynamiques.

Le monde agricole a pâti de cette dévalorisation des métiers. Des décennies durant, pendant qu'on chantait en Côte d'Ivoire que « *le succès de ce pays repose sur l'agriculture* », le monde paysan devenait de plus en plus pauvre, sans aucune sécurité sociale ni retraite ! Près de 80% des revenus des masses paysannes furent confisqués par l'État. Pourquoi le paysan ivoirien est-il condamné à des vieux jours pauvres, à la charge de ses enfants, dans l'indigence et l'indignité, alors que c'est sur lui que « repose le succès » de son pays ?

Les services de l'État, en étroite collaboration avec les chambres consulaires, doivent identifier, organiser et promouvoir les métiers par la formation et la revalorisation générale et progressive du revenu du travail.

Les travailleurs mal payés, à la recherche de moyens de survie, participent à une nébuleuse de débrouillardise qui alimente l'économie informelle ou souterraine…

Secteur dit informel trop important : L'ensemble de ces activités productrices de biens et services qui échappent au regard et à la régulation de l'État a une part trop importante, voire dominante, dans la plupart des pays africains. Ces activités échappent aux règles économiques et sociales, ne donnent lieu à aucun prélèvement obligatoire (fiscal ou social) – pour l'amélioration des services publics ou le financement de l'assurance maladie ou des retraites par exemple-, faussent le jeu de la libre concurrence par rapport aux activités légales, et généralisent la précarité.

L'État doit afficher une volonté réelle d'intégrer dans le secteur formel nombre d'activités. Par exemple, pourquoi la vendeuse *d'alloco* (frite de banane plantain mûre) devrait-elle être condamnée à évoluer dans l'informel ? N'a-t-elle pas, elle aussi, besoin d'être correctement soignée quand elle est malade ? Ne mérite-t-elle pas de jouir dans ses vieux jours d'une pension de retraite ? Les administrations africaines doivent réduire la proportion du secteur dit informel par un encadrement et une réglementation des opérateurs économiques, pour une plus grande professionnalisation de toutes les activités de production. Il faut sortir de l'exotisme qui voit dans le désordre économique un folklore local.

Pas d'encouragement et d'encadrement de l'entreprenariat : comme conséquence de la dévalorisation des métiers et de l'envahissement de l'informel, l'État africain ne se préoccupe guère de la création de petites et moyennes entreprises. Une politique de formation, de financement et d'accompagnement doit être conduite en étroite collaboration avec les chambres consulaires et les institutions financières. L'entreprenariat est une culture que nous devons adopter !

Il faut que la jeune fille aux doigts agiles qui coiffe ses sœurs et amies à la maison, ait l'ambition de créer un salon pour exercer au mieux son talent et gagner dignement sa vie… avec toutes les garanties sociales.

Seul un tissu de PME dynamiques, dans divers secteurs d'activités, sera en mesure de fournir la grande majorité des emplois destinés à sortir les jeunes de l'inactivité.

Statistiques erronées : L'activité de gestion est aussi faite des prévisions qui ne peuvent être bonnes que si l'on dispose de données fiables sur la réalité des phénomènes. Tous les acteurs de l'économie ont besoin de statistiques fiables. Il se trouve qu'avec cette part trop importante d'économie informelle et souterraine, les données statistiques des États africains sont sujettes à caution. C'est une raison supplémentaire pour créer une administration économique compétente dont l'encadrement et l'assistance fournis aux opérateurs permettent une collecte des vraies données destinées à des études, des analyses et prévisions fiables.

À moins que, là encore, on préfère le flou favorable et la manipulation des données, donnant la possibilité aux gouvernants d'afficher de faux résultats très flatteurs. Dans les années 1990, alors que la société ivoirienne se dégradait, le gouvernement claironnait être proche de la « croissance à deux chiffres ». Depuis peu, cette expression semble revenir sur les bords de la lagune Ebrié… pendant que les jeunes Ivoiriens meurent dans le Sahara et la Méditerranée.

Affichage de taux de croissance qui ne représentent rien : À ce propos, notons qu'une croissance ne peut être durable que si elle est le fait d'une économie réelle, d'une production de richesses dont la bonne répartition permet aux ménages de consommer et d'épargner pour financer l'investissement. Les croissances tirées uniquement par des investissements publics financés grâce aux concours extérieurs ne sont que des feux de paille qui n'apportent rien aux populations. Seule la remise au travail de la population active peut garantir le redressement économique. Au lieu de courir après une croissance en trompe-

l'œil, l'État ivoirien, par exemple, serait mieux inspiré d'engager les nécessaires transformations structurelles de l'économie. Si le plan Marshall permit, par le financement américain, de sortir l'Europe d'après-guerre de la crise, c'est parce que les ressources allouées remirent la population au travail. Le chômage en Europe est alors tombé à son niveau résiduel, à tel point que les pays européens durent faire appel à de la main-d'œuvre extérieure, souvent originaire de leurs anciennes colonies.

En tout état de cause, il faut sortir l'essentiel de l'économie de l'informel, cette économie sans données fiables ni visibilité, qui traduit en réalité un manque d'ambition de développement ; Ce que Axelle Kabou a qualifié en 1991, à juste titre, de *«refus de développement»* explique qu'en dépit de son potentiel énorme, fait d'un capital naturel généreux et d'une population jeune, les sociétés africaines sont de plus en plus pauvres.

PAS DE POLITIQUE D'EMPLOI DES JEUNES : La plupart des jeunes, diplômés ou non, n'ont aucune perspective. Gérer l'économie d'un pays, ne se réduit pas à prendre quelques mesures en vue d'équilibrer les comptes de l'État. Il est de première importance de créer les conditions de la confiance des jeunes en l'avenir. Nous devons engager rapidement cette masse de jeunes dans un véritable pacte avec la société à travers un Contrat d'insertion dans la vie économique et sociale (CIVES) fait de formation civique et de service national, de formation à un métier, et d'assistance à l'établissement. Toute politique de relance de l'économie doit commencer par remettre les populations au travail. L'État doit faire du social pour matérialiser la solidarité nationale, mais le social se produit par le travail, et non l'assistanat. C'est le travail qui, associé au capital, produit la richesse dont une partie doit financer le social, facteur essentiel de la cohésion nationale. Donc, il faut commencer par mettre les populations au travail. Quand on se promène dans les villes africaines, il saute aux yeux qu'il y a tellement à faire que le manque d'emplois est en soi une absurdité.

INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS : Le réseau routier fait l'objet d'une négligence à corriger. Même l'entretien des voies existantes n'est que rarement assuré. Nous devons consacrer l'essentiel des investissements publics aux infrastructures de transport et de communication en vue de faciliter la circulation dans les grandes villes et désenclaver progressivement les provinces. Il est inadmissible qu'un pays comme la Côte d'Ivoire, locomotive économique de l'Afrique de l'ouest pendant des décennies, n'ait ajouté un seul kilomètre de voie ferrée au réseau que l'administration coloniale lui a laissé en 1960, soit depuis près de soixante ans ! Les tarifs des communications doivent faire l'objet d'un contrôle destiné à les rendre accessibles au plus grand nombre. Tout travailleur doit pouvoir offrir un ordinateur avec connexion internet à sa maisonnée ! Nos jeunes pourront créer des activités dans l'économie numérique de partage. Au lieu d'avoir des « brouteurs », ce sont des créateurs de start-up que nous devons susciter et soutenir.

PAS DE POLITIQUE DE LA POPULATION, PAS DE CONTRÔLE DE LA DÉMOGRAPHIE : Je suis vraiment surpris de voir que Felwine Sarr attend avec enthousiasme les deux milliards d'Africains en 2050, le quart de la population mondiale. Je rappelle qu'en passant de 9 % à 17 % de la population mondiale, l'Afrique est passée de 9 % à 2 % de part de richesse entre 1960 et 2017, soit un appauvrissement de près de 90 %. Donc, si la démographie suffisait à faire la richesse, on n'aurait pas tous ces jeunes qui meurent dans le Sahara et la Méditerranée pour fuir la pauvreté africaine actuelle. Je voudrais reprendre ici ce que, m'adressant aux Africains, j'écrivais en 2013 dans *Le Souverain noir*, à propos des grands défis de l'humanité :

« … *Il est particulièrement étonnant qu'aucun dirigeant de l'Afrique noire dont la population a été multipliée par plus de quatre depuis l'indépendance, soit en cinquante ans, n'ait jamais évoqué la limitation des naissances en Afrique. Il est grand temps que la démographie constitue une préoccupation de notre société,*

surtout que nous avons beaucoup de mal à nourrir, loger, éduquer et employer tout le monde. Nous ne pouvons plus continuer dans les années 2010 à dire à propos des enfants que "c'est Dieu qui les donne !" Un pays comme la Chine a dû envisager et mettre en œuvre la politique de l'enfant unique pour maîtriser son développement. Les Africains doivent se mettre en tête que ce n'est pas dans le laisser-aller qu'on conduit la destinée des peuples. Sans parler d'enfant unique comme les Chinois, nous pouvons déjà envisager la "croissance zéro" démographique qui, avec les progrès de la médecine, est réalisable aujourd'hui avec deux ou trois enfants par femme. La pression que la croissance démographique mondiale, dont nous sommes un des principaux contributeurs, exerce sur les ressources de la terre suscite des inquiétudes pour les futures générations, et nous n'avons pas besoin d'attendre que ce soient les autres qui viennent nous suggérer d'y remédier. »

Il a fallu que Emmanuel Macron, quatre ans après mes propos, évoque la natalité africaine excessive pour que des responsables africains réagissent, et là encore, que du bout des lèvres. Je répète donc et j'insiste, les populations africaines doivent être sensibilisées au planning familial en vue de l'adaptation du nombre d'enfants à leurs revenus. Deux à trois enfants par femmes suffisent largement pour garantir le renouvellement générationnel. Tous ceux qui, dans le désordre actuel, comptent sur le poids démographique de l'Afrique en 2050 pour dominer le monde se trompent.

RICHESSES NATURELLES MAL GÉRÉES : L'exploitation clandestine des mines, avec la complicité d'autorités corrompues, constitue une perte énorme pour les trésors publics. Même quand elles font l'objet d'exploitation par des compagnies étrangères, les ressources minières profitent toujours trop peu aux populations. Les grandes ressources minières, comme l'ensemble des richesses naturelles, doivent être exploitées au mieux des intérêts de la communauté nationale. C'est une question de patriotisme !

CORRUPTION GÉNÉRALISÉE : Nous n'allons pas nous étendre sur ce mal que tout le monde, y compris les Africains eux-mêmes, reconnaît comme un fléau à combattre impérativement.

Disons seulement que nous entendons de drôles défenseurs de la corruption en Afrique arguer que « *c'est un mauvais procès, car s'il y a corrompus africains, c'est parce qu'il y a corrupteurs occidentaux. Alors pourquoi dénoncer les Africains et laisser les autres ?* »

Ces avocats du diable oublient que les corrompus africains font du tort à leur propre pays, alors que les corrupteurs occidentaux ne font aucun mal au leur, bien au contraire. En plus, la corruption des entreprises occidentales dans le tiers-monde est bien combattue en Occident, avec des arsenaux juridiques de plus en plus contraignants et répressifs. Ce n'est pas en Afrique qu'a eu lieu le procès Elf.

ÉTATS TROP CHERS POUR LES SOCIÉTÉS : Au regard de ce qu'il produit comme biens et services publics, l'État africain coûte trop cher à la société. Une réduction du train de vie de l'État doit être opérée par la recherche de toutes les niches d'économies, ainsi que par la lutte contre les nombreux abus de biens sociaux…

En conclusion sur l'économie, nous devons prendre les mesures idoines en vue de corriger tous les dysfonctionnements identifiés. Avec toutes ces mesures, auxquelles il faut ajouter une administration composée, dans l'ensemble, d'agents compétents et honnêtes (donc contrôlés !), ainsi qu'un climat de paix et de sécurité fournie par des forces de l'ordre guéries du racket et de la crapulerie, l'Afrique peut, à moyen terme, être une terre d'accueil des délocalisations qui ont cours dans les pays industrialisés. L'appel aux investisseurs étrangers peut alors trouver un écho favorable.

Notre proximité géographique et nos liens historiques avec l'Europe feront sans aucun doute de nous un réceptacle de choix pour une Europe qui gagnerait alors beaucoup à s'appuyer sur un développement durable de l'Afrique. Ce n'est pas sur son

explosion démographique qu'elle doit compter, mais sur sa bonne tenue et sa viabilité !

Sans prendre trop de risques avec des chiffres dans cette analyse qui n'est qu'une orientation générale, je peux dire qu'avec la conjonction de ces mesures (et de bien d'autres !) qui ne relèvent que d'un peu de patriotisme et de bon sens, en moins de deux décennies, nous pouvons envisager de faire baisser le chômage à moins de 10 % et sortir les masses africaines de la pauvreté.

Retenons-le, l'État africain doit cesser d'être une nuisance, avec sa horde de barons pillards et d'agents prévaricateurs, pour engager la sortie de la société de l'absurdité, de l'irrationalité économique. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons libérer toutes les énergies de cette population africaine vaillante et travailleuse. Si nous ne nous y attelons pas dès maintenant, toute l'Afrique, engluée dans la misère et le désordre, va se transformer en un vaste champ d'insécurité et de guerres de clans, comme nous en avons vu des frémissements en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Centrafrique, au Soudan du Sud, pour ne citer que ceux qui ont fait les gros titres de l'actualité ces dernières années.

René Dumont avait dit dès 1962 que l'Afrique noire était *« mal partie »*. Il fut traité de raciste par les Africains, enivrés par les toutes récentes indépendances. Ce n'est qu'en 1982, vingt ans plus tard – quand Houphouët, confronté à de graves problèmes financiers et se disant que l'agronome français avait peut-être raison – que le gouvernement ivoirien l'invita pour consultation et des conférences à Abidjan. L'économie ivoirienne était déjà gangrenée. Aujourd'hui, plus de cinquante ans après, presque rien n'a été rectifié, plongeant les économies dans des problèmes structurels qui nécessitent une véritable révolution culturelle. Il est désespérant de voir que la mémoire de ce grand visionnaire amoureux de l'Afrique que fut l'agronome et écologiste français René Dumont

n'est même pas respectée par Felwine Sarr qui écrit, dès la première page d'Afrotopia : « *Depuis les années 1960, à l'aube des indépendances africaines, la vulgate afro-pessimiste a qualifié sans coup férir l'Afrique de continent mal parti, à la dérive* ». Même la lucidité que le recul d'un demi-siècle aurait dû permettre est empêchée par l'aveuglement.

Pour ces égarés par les mencomafnoire40, dès que vous critiquez les choix de politiques publiques des gouvernements africains, vous méritez l'injure d'afro-pessimiste. Pourtant, ils sont de grands défenseurs de l'immigration massive des Africains en Europe. Que d'absurdité ! Ce sont les plus utiles partenaires des pillards et incompétents qui ruinent le continent africain.

Pour toutes celles et tous ceux qui ont de vraies ambitions pour l'Afrique, il est urgent d'agir pour que les organes de l'État, dont le rôle est de mettre en œuvre une organisation de la société pour plus de justice sociale et de rationalité économique, soient réformés en profondeur.

Chapitre 10
Éradiquer la haine, sortir l'Europe de la repentance et l'Afrique de l'infantilisme

À priori, il est incompréhensible que des Européens aient tellement de haine pour leur propre pays qu'ils aillent jusqu'à l'attaquer ou le dénigrer, en l'occurrence en l'accusant à tort de tous les maux de l'Afrique. Personnellement, comme déjà évoqué au début de ce livre, cette question est à l'origine de ma quête de compréhension, depuis que j'entendais Houphouët-Boigny dire dans les années 1980 que le soutien des communistes français aux ennemis de la France pendant la guerre d'Indochine fut l'une des raisons de sa rupture avec le PCF.

En se penchant sur la question, on se rend compte que le gauchisme a appris à l'Afrique la détestation de l'Europe, et que cette haine de la gauche radicale pour l'Europe capitaliste est devenue en soi un problème pour l'Afrique, la victime collatérale : L'Afrique est infantilisée. L'accusation de l'Europe offre aux élites politiques et intellectuelles du monde noir de confortables alibis pour justifier leurs inconduites. Les dirigeants peuvent *bouffer* tranquillement, sans qu'il leur soit demandé le moindre compte : l'Europe repentante est toujours là pour donner de l'aide publique au développement ou pour chercher toute seule des solutions à la vague migratoire.

Dans notre démarche pour désintoxiquer l'Afrique, il importe donc d'aller jusqu'aux origines de cette haine pour espérer arriver

à l'éradiquer car, en fait, c'est tout l'attelage Europe-Afrique qu'il faut réorienter. Ce n'est pas un hasard si l'Europe et l'Afrique sont des parties du monde en régression depuis les dernières décennies.

Il importe de remonter aux sources de ce mal qui ronge ces misanthropes de gauche, mal qui est la cause de cette absurdité de ne pas aimer le peuple de son pays au point de vouloir sa disparition ou son remplacement, de s'associer aux ennemis de sa patrie, d'œuvrer à son affaiblissement ou de ne pas s'engager spontanément à la défendre quand elle est attaquée : Rappelons tout de même qu'il a fallu qu'Hitler lance en juin 1941 l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique pour que les communistes français s'engagent dans la Résistance contre l'occupation de leur pays par les Allemands.

Tant que l'occupant allemand était l'ami des Soviétiques, le communiste français s'en accommodait ! Pendant toute la Guerre froide, les communistes français et toute la gauche intellectuelle apporteront leur soutien indéfectible à toutes les positions des dirigeants soviétiques, ces derniers étant supposés infaillibles au nom du caractère scientifique du marxisme-léninisme. Les agissements soviétiques destinés à démanteler les empires coloniaux européens ont bénéficié d'une contribution majeure du PCF.

D'où vient cette haine fanatique de soi dont la gauche révolutionnaire est prisonnière et qui l'aveugle depuis au moins l'aventure soviétique du siècle dernier. Cette haine qu'elle inocule à ses *amis africains* pour avoir du renfort dans l'entreprise de destruction de cette Europe détestable à ses yeux en raison de ce qu'elle est : capitaliste, de tradition judéo-chrétienne et marquée de façon indélébile par un millénaire et demi de monarchie.

Une plongée dans le passé lointain est nécessaire…

Lumières et Révolution de 1789 contre la monarchie et l'Église

Depuis la fin de l'empire romain d'Occident, à la fin du Ve siècle, l'Église a été étroitement associée à la gouvernance des

sociétés européennes. En effet, les barbares qui se partagent populations et territoires à l'abandon, dans le chaos qui suit cinq siècles de paix romaine, n'ont de respect que pour une seule institution de ce monde antique, l'Église. Le Franc Clovis, premier roi barbare de la Gaule romanisée, épouse la princesse chrétienne Clotilde, se convertit au christianisme et se fait baptiser avec trois mille de ses soldats. Au fil des siècles, que ce soit avec Charlemagne au IXe siè - cle, Saint-Louis au XIIIe ou Louis XIVe au XVIIe, les liens entre la monarchie et l'Église ne feront que s'approfondir pour faire du christianisme le ciment de la civilisation française. Partout en Europe, les doctrines de l'Église s'imposent à tous et les hérésies ou déviations sont sévèrement punies par les tribunaux de l'Inquisition qui, dès le XIIIe siècle, veillent à un strict respect du dogme.

Depuis la publication posthume du *Discours de la servitude volontaire* d'Etienne de La Boétie par son ami Michel de Montaigne, la pensée humaniste de la Renaissance invite clairement à une responsabilité des administrés dans le choix des gouvernants pour plus de libertés publiques. Quand le jeune La Boétie a l'audace d'écrire « *Les tyrans mêmes trouvaient bien étrange que les hommes pussent endurer un homme leur faisant mal ; ils voulaient fort se mettre la religion devant pour garde-corps, et, s'il était possi - ble, emprunter quelque échantillon de la divinité pour le maintien de leur méchante vie* », il associe l'Église, derrière laquelle s'abrite la monarchie, au mal qui serait fait au peuple.

La dénonciation séditieuse de cette instrumentalisation de la religion par le pouvoir temporel produira ses effets avec le temps. Après de longues décennies de maturation, particulièrement avec les libertins du XVIIe siècle qui, prêchant l'athéisme ou refusant d'observer la règle du jeûne et de l'abstinence, manifestent de plus en plus leur indépendance d'esprit par rapport aux enseignements du christianisme, le XVIIIe, siècle dit des Lumières, voit s'affirmer des évolutions majeures dans les mentalités, comme la conséquence des avancées scientifiques et de leurs applications qui contribuent à répandre l'idée de progrès. Les philosophes initient l'esprit des

Lumières et se font les défenseurs des libertés. Au phénomène des Lumières en France, pays moteur dans les mouvements révolutionnaires en Europe, font écho ses équivalents en Allemagne, l'*Aufklärung*, et en Angleterre, l'*Enlightenment*. Jean-Jacques Rousseau, qui pense que l'homme naît naturellement bon avant d'être corrompu par la société, affirme : *« Je hais la servitude comme la source de tous les maux du genre humain. Les tyrans et leurs flatteurs crient sans cesse : peuples, portez vos fers sans murmure car le premier des biens est le repos ; ils mentent : c'est la liberté. »*

Nous sommes à l'origine des idées qui visent à combattre la monarchie et l'Église en tant que les deux coresponsables de la servitude ; Idées qui se diffusent dans les salons des dames de la haute noblesse, les cafés, les clubs et par l'intermédiaire de sociétés de pensée telle que la Franc-maçonnerie. À cette dernière, l'Église, en juste retour, manifeste clairement son hostilité, la qualifiant d'organisation de suppôts de Satan.

Cette atmosphère générale du XVIIIe siècle explique la violence contre les rois et l'Église pendant la Révolution française qui débute en 1789. Deux ans plus tard, Louis XVI, l'ancien « roi de France », malgré la Constitution qui fait de lui désormais le « roi des Français », ces derniers étant appelés à prêter serment de fidélité « à la nation, à la loi et au roi », s'inquiétant pour sa sécurité, tente de fuir. La suite des évènements justifiera ses inquiétudes, car il est exécuté en janvier 1793, et, comme lui, ce sont des milliers de têtes de nobles qui tombent sous la guillotine, le rasoir national.

Dans cette République qui a pourtant posé comme principe la liberté, l'égalité et la fraternité, le dénouement des désaccords politiques se fait par la mise mort. Du 14 juin au 27 juillet 1794, en six semaines, mille trois cent six personnes sont guillotinées à Paris ! Les sépultures des rois de France sont profanées et les lieux de cultes sont détruits. Depuis le début de la Révolution, les biens du clergé sont mis en vente pour renflouer les caisses de l'État. La

terreur religieuse proscrit le catholicisme. Des milliers de prêtres réfractaires, refusant de se plier à la *Constitution civile du clergé* faisant d'eux des fonctionnaires élus et révocables, sont exilés, massacrés ou déportés. Un calendrier républicain est inventé qui divise le temps en unités de dix jours au lieu de sept, faisant ainsi disparaître le dimanche, jour du Seigneur, remplacé par le décadi, destiné à promouvoir le culte de la Raison.

La résistance, comme en Vendée

Malgré toutes ces manœuvres et cette cruauté, les révolutionnaires ne réussissent pas à faire disparaître l'Église, car le peuple chrétien qui tient à son dimanche, jour du Seigneur, ne suit pas. La fille aînée de l'Église résiste ! La Vendée est l'illustration de cette résistance face à cette folle et inutile entreprise d'effacement total du passé. Cette résistance coutera très cher à la Vendée. Après avoir anéanti l'Armée Catholique et Royale vendéenne dès décembre 1793, la Convention a décidé tout simplement d'exterminer les populations. Les choses sont claires pour Robespierre : *« Considérant à quel point l'espèce humaine est dégradée… je me suis convaincu de la nécessité d'opérer une entière régénération et de créer un nouveau peuple. »*

Pour lui et ses amis, « créer un nouveau peuple » ne veut point dire de transformer l'existant, mais plutôt de l'éliminer physiquement. Dans cette République de la Convention montagnarde dirigée par Robespierre, toutes les contradictions se règlent par la mise à mort ! Gracchus Babeuf, un révolutionnaire proche de la gauche radicale et considéré comme le père du communisme, dévoilera la décision des criminels qui dirigeaient l'État français : *« Le moment et l'occasion sont venus de divulguer un immense secret à la France : Maximilien et son conseil avaient calculé qu'une vraie régénération de la France ne pouvait s'opérer qu'au moyen d'une nouvelle distribution du territoire et des hommes qui l'occupent. »*

Dans la suite de son livre intitulé *La Guerre de Vendée et le système de dépopulation*, Babeuf explique en décembre 1794 comment la Vendée a été choisie comme champ d'expérience.

L'exécution de cette décision d'extermination a fait l'objet de comptes rendus réguliers à la Convention, dont celui-ci, du général Westermann : « *Il n'y a plus de Vendée, citoyens républicains. Elle est morte sous notre sabre libre, avec ses femmes et ses enfants. Je viens de l'enterrer dans les marais et les bois de Savenay... Suivant les ordres que vous m'avez donnés, j'ai écrasé les enfants sous les pieds des chevaux, massacré des femmes qui, au moins pour celle-là, n'enfanteront plus de brigands. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé.* »

Ce sont trois cent mille Vendéens qui seront tués, pour s'être dressées contre l'interdiction qui leur était faite de pratiquer le culte chrétien.

Pendant que ces massacres avaient cours, en Vendée comme dans plusieures provinces françaises, Saint-Just, un acolyte de Robespierre, disait dans un rapport à la Convention en mars 1794 que « *le bonheur est une idée neuve en Europe.* »

Instrumentalisation du Noir contre le Blanc

De cette période date la première instrumentalisation du Noir contre ce peuple blanc à exterminer. En septembre 1792, un groupe d'officiers noirs obtient de l'Assemblée législative la création d'un régiment composé d'« hommes de couleur » pour aller combattre aux frontières les ennemis de la Révolution, car, comme l'explique leur porte-parole Julien Raimond, « *Si la nature, inépuisable dans ses combinaisons, nous a différenciés des Français par des signes extérieurs, d'un autre côté elle nous a rendus parfaitement semblables en nous donnant, comme à eux, un cœur brûlant de combattre les ennemis de l'État.* »

Le 7 novembre 1792, c'est une troupe composée uniquement d'Antillais et d'Africains qui monte aux frontières en chantant. Comme l'écrit Claude Ribbe : « *Eux, les esclaves, les coupeurs de cannes, les domestiques, les petits mores enturbannés de Versailles, ceux à qui l'on crachait au visage, agrippent fièrement la crosse de leur fusil. Quand ils n'en ont pas, ils serrent les poings. Plusieurs de ces hommes ont fait la traversée d'Afrique, avant d'endurer le fouet et le carcan. Les voilà libres de quitter Paris, à présent. Libres d'aller se faire tuer pour la République.* »

Mais, ils n'auront pas le temps de se faire tuer, car dans leur plan d'exterminer les populations de Nantes pendant la guerre de Vendée, les dirigeants génocidaires de la Convention ont eu, selon Ribbe, « *la perversité d'envoyer ces hommes, dont la plupart étaient d'anciens esclaves, aux abords d'un port négrier notoire, en espérant qu'ils auraient à cœur de se venger.* »

Comme il était permis à tous les soldats républicains, ces Noirs pouvaient eux-aussi assassiner, violer les femmes blanches, piller, etc. C'était le premier acte d'instrumentalisation du Noir contre le Blanc monarchiste, catholique ou capitaliste... Envoyer des anciens esclaves noirs massacrer du Blanc à *Nantes la négrière* pour se venger ! C'est donc depuis la Révolution de 1789 que ces esprits malins suscitent et instrumentalisent la colère du Noir contre ce peuple blanc qui a le tort de ne pas penser majoritairement comme eux. Majorité blanche qu'ils détestent et qu'ils ont en projet de faire disparaître, comme aujourd'hui avec l'immigration massive destinée à la *disparition du monde connu* chère à Leonora Miano et Bruno Gaccio.

Des femmes sauvent la France

Offrons nous une petite parenthèse ! Ce sont des femmes, toujours plus courageuses que les hommes dans les moments tragiques, qui, comme Jeanne d'Arc près de quatre siècles plus tôt, vont sauver la France. Rendons hommages à quelques-unes d'entre elles.

D'abord, Olympe de Gouges, écrivaine, qui dès 1792 ne se reconnaît plus dans la cruauté de Révolution et a le courage de dire de Robespierre qu'il est « *l'opprobre et l'exécration de la Révo-*

lution ». Ce courage lui vaut d'être envoyée par le Tribunal révolutionnaire à la guillotine le 3 novembre 1793. Elle monte sur l'échafaud avec courage et dignité, et, s'adressant au public, elle s'écrit devant la guillotine : « *Enfants de la Patrie vous vengerez ma mort.* » Les actes qu'elle a déjà posés contribuent probablement à inspirer d'autres.

Comme Charlotte Corday qui, à l'image de la juive Judith qui prit sur elle d'aller au cœur du camp de l'armée assiégeante assyrienne pour décapiter le général en chef Holoferne et libérer son peuple, monte à Paris, une ville qu'elle ne connait pas, pour assassiner le 13 juillet 1793 Jean-Paul Marat, dictateur absolu et monstre sanguinaire, l'un des premiers responsables de l'emballement sanglant de la Révolution.

La plus décisive de toutes fut sans aucun doute Thérésa Tallien, « Notre-Dame de Thermidor », celle qui fait chuter Maximilien Robespierre et toute sa bande de criminels. Aristocrate, la belle Thérésa Cabarrus, d'origine espagnole, adhère aux idéaux des Lumières mais, quand les Jacobins instaurent la Terreur, elle doit fuir Paris pour se réfugier à Bordeaux. Comme nombre de ses amis Girondins, elle est arrêtée mais, le représentant de la Convention, Jean-Lambert Tallien, qu'elle a demandé à rencontrer la fait libérer. Devenue sa compagne, elle use par la suite de son influence auprès de lui et parvient à sauver de la guillotine de nombreux Bordelais. En juillet 1794, soupçonné de mollesse, Tallien est convoqué à Paris et Thérésa est arrêtée. Alors qu'elle va être guillotinée, elle exhorte son amant à agir : « *Je meurs d'appartenir à un lâche* », lui dit-elle pour fouetter son orgueil. Il se décide alors à entrer dans une conspiration qui se dessine contre Robespierre et, le 9 Thermidor, il prend une part décisive à l'Assemblée dans l'affrontement qui fait tomber le grand révolutionnaire.

Robespierre, Saint-Just et une vingtaine de leurs amis sont arrêtés à l'Hôtel de ville et guillotinés le 28 juillet 1794. La mort de Robespierre entraîne, dans les mois qui suivent, une « réaction thermidorienne », qui voit le démantèlement du gouvernement révolutionnaire et de la Terreur. Ouf ! La France est sauvée de cette bande d'assoiffés de sang mue par la haine de ce qu'est leur pays. La mort d'Olympe de Gouges a été vengée ! Refermons ici notre parenthèse.

Arrivé au pouvoir dans le cours de la Révolution, Napoléon rétablit d'abord la religion catholique par la signature du Concordat avec le pape Pie VII en 1801, et ensuite le calendrier grégorien en 1806. Enfin, en 1814, la monarchie est restaurée à la fin des guerres napoléoniennes. La défaite est totale pour les révolutionnaires, mais désormais la France doit compter avec ce peuple de la gauche radicale qui voue une haine farouche à la monarchie et à l'Église.

Libération psychologique de l'Afrique et de la France

Pendant tout le XIXe siècle, les idées de gauche vont gagner du terrain jusqu'à être prépondérantes à la fin du Second Empire. Aussi, dans l'évolution de la pensé, des hommes comme Marx, Proudhon, Blanqui ou Saint-Simon posent-ils désormais la question de l'avenir en termes économiques et sociaux : le grand mal de l'humanité est le capitalisme, la propriété privée des moyens de production et d'échange des biens !

C'est dans ce contexte que la Troisième République, menacée dès sa naissance par les monarchistes et les bonapartistes, pour se justifier et s'imposer dans l'opinion, donne à la France une histoire officielle très embellie de la Première République issue de la révolution de 1789. Une histoire enseignée de la France qui cache les pages sombres de la période révolutionnaire. Or, il se trouve qu'un mal qui n'est pas reconnu officiellement pour être dénoncé persiste. La haine qui fut à l'origine de la Terreur persiste et continuera de perturber la France tant que cette dernière refusera de dénoncer tout ce qui a ensanglanté inutilement la Première République, particulièrement à partir de 1793, l'année terrible. C'est la même haine que les générations successives (seulement six ou sept !) de gauchistes se sont transmises jusqu'aujourd'hui…

Et, c'est parce que la gauche révolutionnaire exerçait une dictature intellectuelle sur la France qu'elle s'est imposée aux leaders du monde noir des décennies 1940 et 1950. Senghor, Césaire, Fanon et autres avaient tous pour mentor Jean-Paul Sartre. En vue de la réalisation de ses objectifs, la gauche révolutionnaire coopte des Africains éduqués ou dotés d'un quelconque talent pour participer à la manipulation des populations noires, avec en contrepartie pour les ralliés de la notoriété bon marché, voire même de la célébrité. Et cela fait bientôt quatre-vingts ans que la gauche révolutionnaire perturbe ainsi l'Afrique noire.

Comme l'a dit Ernest Renan, *« ce sont les idées qui mènent le monde »*, et quand les idées sont erronées on ne peut qu'aboutir au désordre et au chaos. La Chine par exemple, très tôt, a pris ses distances avec l'URSS marxiste-léniniste pour adopter la voie qui l'a conduite où nous savons aujourd'hui. Même la Russie, après l'effondrement de l'URSS, a changé radicalement pour se retrouver aujourd'hui avec Poutine à savourer un mieux-être. Il n'y a que les pseudo-intellectuels africains qui sont toujours sur des positions qui leur sont dictées par leurs mentors de l'extrême gauche intellectuelle et activiste européenne.

Pourtant, la vérité crève les yeux : Pendant la Guerre froide, la différence de niveau de vie entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est anticapitaliste était telle que c'est de l'Est que les gens prenaient des risques pour fuir vers l'Ouest.

Aujourd'hui, la Corée du Sud a atteint un niveau d'industrialisation, de richesse et de bien-être populaire tel qu'elle n'a plus rien de commun avec sa sœur, la Corée du Nord anticapitaliste où on ne se paie que de mots et de manifestations grandioses. En Corée aussi, c'est de la partie anticapitaliste du nord que les gens fuient vers la partie méridionale.

Aujourd'hui encore, la toile de fond des idées qui influencent la France est faite de cette pensée de gauche. Si depuis les années 2000, la droite française parle de « droite décomplexée », c'est bien

parce que la gauche a mis, autant par ses mencomafnoire40 qu'en s'octroyant le « monopole du cœur », des lignes que chaque Française et chaque Français n'ose pas franchir, de peur d'être la cible des tenants de la doxa de la bien-pensance qui ont infiltré et noyauté les médias. La pensée est toujours emprisonnée par ceux qui ont échoué ! Il est temps de voir les réalités en face pour avancer, sinon la France, la belle et prestigieuse France, qui ne cesse d'accumuler du retard, risque de se voir déclassée dans le concert des nations.

La gauche révolutionnaire peut-elle donner un seul exemple où l'application de ses convictions anticapitalistes a donné des résultats enviés ? Il n'y a que quelques pays comme la France qui comptent encore des militants révolutionnaires déterminés qui y croient toujours. C'est leur droit. Mais quand est-ce qu'ils comprendront que le capitalisme n'a été créé par personne, alors que le communisme est sorti d'esprits qui croyaient tout savoir, qui croyaient avoir tout compris. Karl Marx a fait croire qu'avec le caractère scientifique de sa démarche intellectuelle, ses théories étaient infaillibles. Une vraie imposture !

Des générations d'intellectuels ont seriné que *« le capitalisme va mourir de ses contradictions »*, parié sur *« le dépérissement inéluctable du capitalisme »*, et attendu le bonheur pour l'Humanité avec *« la victoire finale du communisme. »*

Ils se sont trompés. Ils ont été trompés. Les Russes, qui ont bu le calice jusqu'à la lie, ne peuvent plus jamais se laisser berner par le *bonheur pour l'Humanité* de la bouche d'un communiste. Comme le dit Michel Onfray, pourtant de gauche, *« Marx a réussi à faire croire que tout ce qui n'est pas son socialisme prétendument scientifique ne serait que socialisme utopique. »*

Après tous les échecs de la gauche révolutionnaire, ses adeptes sont bien obligés de sortir un peu de leur aveuglement pour concéder, comme Alain Badiou, que *« L'erreur de Marx a été de considérer que le communisme, qui n'en était qu'au stade de sa formulation hypothétique et de ses premières expériences locales, était*

déjà inscrit dans l'agenda de l'histoire. Je suis sur ce point disciple de Mao : les hypothèses politiques marxistes relèvent d'un temps historique long. »

Même si c'est déjà un pas énorme que fait cet intellectuel de la gauche révolutionnaire en concédant que Marx puisse faire une erreur, il ne veut pas voir que la réussite de Mao a abouti à une Chine très capitaliste depuis des décennies.

Ce qu'il faut retenir dans le propos de Badiou, c'est que « *les hypothèses politiques marxistes relèvent d'un temps historique long* », c'est-à-dire que le combat continue, car, toujours selon lui, dans un débat qui l'oppose à Onfray : « *depuis le milieu du XIXe siècle, "communisme" est le seul mot qui désigne une ambition historique à la mesure de notre temps : passer au-delà du capitalisme*», et que le vrai danger qui menace est que « *s'il n'y a pas le retour à l'hypothèse communiste, il y aura une remontée des fascistes.* »

On se croirait encore dans les années 1930 ! Pourtant nous sommes en octobre 2017, dans *Marianne*. Pathétique !

Depuis de nombreuses années, dans sa croisade motivée par son obsession anticapitaliste, Jean-Luc Mélenchon, avec un talent oratoire exceptionnel, fait feu de tout bois dans une grande excitation : Après s'être fait le thuriféraire d'Hugo Chavez dont « *la révolution bolivarienne est pour [lui] une source d'inspiration* », on l'a vu en 2014 vanter l'Italien Matteo Renzi qui, selon lui, portait les nouvelles espérances des peuples européens épris de justice sociale, pour terminer tout exalté et faisant la claque en 2015 au tout nouveau dirigeant grec Alexis Tsipras qui, pour la figure emblématique de la gauche révolutionnaire française, montrait le chemin pour soustraire les peuples européens du diktat de l'impérialisme financier.

Depuis, Mélenchon se fait discret sur toutes ces expériences, car il n'a pas fallu longtemps pour que le régime du Venezuela traverse une grave crise qui menace de l'emporter, avec de nombreux Vénézuéliens qui fuient la misère pour se réfugier dans les

pays voisins où ils subissent stigmatisations et exactions. La politique de Renzi, quant à elle, a conduit l'extrême droite au pouvoir en Italie, pendant que, pour avoir déçu le patron de la *France insoumise*, le leader grec soit désormais qualifié de « *l'une des figures les plus minables de la vie politique européennes.* »

Pour l'instant, après les belles paroles enflammées de Mélenchon, nous attendons toujours de voir des résultats concrets et durables.

Toujours est-il que, en France, la gauche révolutionnaire revoit sa stratégie de rassemblement pour cet avènement tant attendu de la fin du capitalisme en se convertissant à de multiples causes pour, au nom de la liberté et de l'égalité, poursuivre son combat en avançant masquée : lutte pour le mariage homosexuel, la PMA et la GPA, la dénucléarisation, les énergies renouvelables, les transports propres, l'agriculture propre, le féminisme décliné en théorie du genre ou en écriture inclusive, l'immigration et la défense de la tradition du droit d'asile (pour une fois la tradition l'intéresse, tiens !), etc.

Elle se veut la championne de la lutte contre le racisme, l'islamophobie, les OGM, la souffrance animale, les violences faites aux femmes, etc. S'il se trouvait une seule personne en France pour défendre l'inceste ou la zoophilie dans le débat public, il y a fort à parier qu'elle serait proche de la gauche révolutionnaire pour au moins trois raisons : premièrement, pour cette personne, être proche de la gauche révolutionnaire serait un moyen de gagner rapidement et facilement de la notoriété grâce à un réseau de communication bien établi et très efficace, deuxièmement, pour la gauche révolutionnaire ce combat serait une autre opportunité de compléter sa collection de « causes à défendre » en vue de nouveaux électeurs potentiels, et troisièmement, une cause est toujours bonne à défendre tant qu'elle va contre les prescriptions morales de l'Église ou peut réduire l'influence de cette dernière sur l'ensemble de la société.

Ce n'est pas un hasard si un prédicateur islamiste comme Tarik Ramadan a toujours bénéficié du soutien du patron de *Mediapart*, Edwy Plenel. De ce dernier, Luc Ferry, philosophe et ancien ministre de l'Education nationale, dira : « *Edwy Plenel, c'est un Robespiériste-trotsko-fanatique, c'est son droit. C'est un journaliste militant, ce n'est pas grave, mais il faut le savoir.* »

Oui, il faut savoir que tous ces militants de la gauche révolutionnaire veulent détruire la nation française, cette nation qui ne leur convient pas. En tout état de cause, leurs croyances idéologiques proscrivent le sentiment national. Ils participent alors à la mise en place d'un réseau avec des racistes noirs et arabes détestant la France à cause des mencomafnoire40 qui leur ont été instillés.

Ces alliés de la gauche révolutionnaire, qui se font passer pour des militants antiracistes, des militants contre l'islamophobie ou autres, ne sont en réalité animés que de la haine de la France ou du Blanc. Leur technique est à la fois simple et très efficace : En vertu de la traite négrière, de la colonisation ou des difficultés dans les cités, jouer les victimes, afficher une douleur et une colère tellement fortes qu'elles justifient des propos agressifs et déplacés sans que vos interlocuteurs blancs, médusés, puissent réagir. L'atmosphère de repentance générale aidant, le Blanc baisse la tête de honte.

C'est ainsi que Léonara Miano, assistée de Bruno Gaccio, peut dire sur France 2 tout ce qu'elle veut aux Français sans que ses interlocuteurs sur le plateau, frappés de stupéfaction, puissent vraiment lui apporter la contradiction. Il y a beaucoup de vidéos du genre, avec chaque fois les mêmes méthodes, qui circulent sur les réseaux sociaux à l'intention de la jeunesse africaine, où les amis africains ou arabes de la gauche révolutionnaire « disent la vérité aux Blancs ». Cette jeunesse est ainsi incitée à prendre d'assaut l'Europe pour aller arracher ce qui lui a été volé.

Aujourd'hui, cette nébuleuse de Noirs et d'Arabes proches de la gauche révolutionnaire, des militants antiracistes qui portent en réalité la haine du Blanc, s'en cachent de moins en moins, comme ce syndicat qui décide d'organiser des stages réservés aux « *personnes racisées* », c'est-à-dire interdits aux Blancs. La technique de se faire passer pour des victimes est appliquée rigoureusement, comme ici dans l'intitulé de l'invitation : « *Au croisement des oppressions – Où en est-on de l'antiracisme à l'école ?* » ; le stage, prévu les 18 et 19 décembre 2017, propose deux sessions réservées aux « *personnes racisées* », pour des travaux sur les « *Pratiques de classes : outils pour déconstruire les préjugés de race, de genre et de classe* » et « *Atelier récit d'expérience : quelle vie professionnelle pour les enseignant-e-s racisé-e-s ?* » ; on va même jusqu'à parler de « *racisme d'État* », c'est-à-dire mettre une pression maximale destinée à jeter l'opprobre sur ceux qui ne partageraient pas leurs avis.

Heureusement, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, est intervenu pour mettre fin à ce projet. La ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) a aussi réagi en publiant contre ce syndicat une déclaration ferme : « *il n'existe pas d'"élèves racisés" en France qu'il faudrait apprendre à définir et à reconnaître ! Encore moins d'"enseignants racisés" qui constitueraient un sous-groupe au sein de l'Éducation nationale. Nous refusons d'étiqueter les enfants des écoles de la République et leurs enseignants en fonction de critères dignes d'une exposition coloniale.* »

La Licra a également dénoncé la présence, parmi les intervenants à ce stage prétendu antiraciste, du *Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF)* et des *Compagnons de route des Indigènes de la République*, deux organisations de la nébuleuse de la diversité.

Il ne faut plus tolérer cet antiracisme devenu désormais fou en France, qui parle *d'indigènes de la République* ou de *racisés*, pour les Noirs et les Arabes, et de *souchiens* pour les Blancs, qui exalte les identités par des manifestations *racisées*, comme ce festival « *afroféministe* » avec ses réunions « *non mixtes* », c'est-à-dire réservées aux seules Noires. Il y a aussi des projets d'organisation de camp d'été «*décolonial*» réservé « *aux personnes qui subissent le racisme* », c'est-à-dire les non-Blancs. Inutile d'ajouter que toute

cette nébuleuse défend l'immigration massive et encourage la jeunesse africaine à prendre d'assaut l'Europe en vue d'un objectif qu'on partage entre racisés : « *récupérer ce qu'on leur a volé.* »

Non, il n'est pas normal que des syndicats ou associations, parfois même financés par de l'argent public, deviennent des organisations idéologiques où l'on combat l'égalité, la fraternité et la solidarité entre Français, où l'on cultive la haine du Blanc. Tous ces gens sont manipulés par la gauche révolutionnaire pour créer des tensions communautaires destinées à nourrir leur prétendue lutte antiraciste. En fait, la gauche révolutionnaire crée un cercle vicieux dont elle se nourrit.

Il est temps de mettre fin de façon énergique à cette grave dérive ! Le racisme d'État, qui signifie l'adoption de lois racistes, n'existe pas en France, pas plus qu'il n'y a de politique discriminatoire dans ce pays.

Le piège

La gauche révolutionnaire, en manipulant l'histoire en vue de leur apprendre à haïr la France, a piégé psychologiquement les Maghrébins et les subsahariens. Car, à propos du rapport à l'histoire, l'attitude réfléchie est, comme le dit Baruch Spinoza, *« ni rire, ni pleurer, ni haïr, mais comprendre.* » Or, comprendre l'histoire exige le préalable de la connaître, d'être instruit du passé. Tous ces soi-disant militants antiracistes et autres devraient commencer par apprendre l'histoire, la vraie, pas la falsifiée pour des nécessités de lutte politicienne.

Cette haine de la France va de pair avec la revendication de l'immigration sans intégration. Ils sont vraiment à plaindre ces jeunes Français originaires du Maghreb ou de l'Afrique noire qui grandissent dans la haine de leur pays. Ils ne savent même pas que, pour la grande majorité d'entre eux, ils n'ont que la France comme horizon. Quand, dans ce monde de plus en plus dangereux, il faudra défendre leur pays, ils auront du mal à se

mobiliser… pour leur propre malheur. On voit aujourd'hui cette scène pathétique des combattants de Daesh arrêtés au Proche-Orient qui demandent à être transférés en France pour être jugés. Pourquoi veulent-ils revenir en France ? Ce pays qu'ils détestent tant, dont certains même déchiraient fièrement le passeport sur les réseaux sociaux…

De toute évidence, maintenant qu'ils sont coincés, ils préfèrent la culture de la Justice française. Ils n'ont jamais compris, les pauvres, que leur devoir est de protéger la France, sa cohésion, sa culture, son économie, etc. Ils ont besoin de la sagesse de Jérémie qui enseignait aux Hébreux déportés à Babylone : *« Recherchez la prospérité du pays où je vous ai exilés, priez Yahvé pour lui, car votre prospérité dépend de la sienne».*

Par ailleurs, cette haine, en remontant contre la France la jeunesse issue de l'immigration récente, crée un terrain favorable pour les recruteurs du terrorisme islamiste qui ont beau jeu de retourner les esprits faibles parmi cette jeunesse égarée. La responsabilité de l'État français est pleinement engagée, car c'est un véritable danger que de laisser se propager dans la population française de souche récente, noire ou arabe, cette croyance que leurs compatriotes blancs sont coupables des misères de leurs terres d'origine, et, par conséquent, leur sont redevables de reconnaissance, de repentance ou de réparation.

Pour les autorités, c'est une faute de minimiser ce mouvement de fond déjà bien installé et qui s'accroit. Ce fait constitue une menace majeure pour la France, quand on sait que cette population récente est de moins en moins minoritaire… Il est de la responsabilité de l'État de combattre ces idées qui portent les germes de futurs conflits ethniques, les germes de rupture de la cohésion nationale française dans les prochaines années.

Aujourd'hui déjà, les actes terroristes des jeunes musulmans radicalisés pour le compte de Daesh procèdent bien plus de cette haine ordinaire de la France et des nations européennes – par des

jeunes en difficultés issus de la petite délinquance – que des dogmes d'une religion qu'ils ne connaissent même pas.

Responsabilités de l'État et du peuple

Dans le cadre du contrat social, l'État, en tant que gestionnaire principal de la société, d'un côté, use de sa prérogative de puissance publique pour réduire les libertés individuelles, et, de l'autre, crée en contrepartie le droit en vue de garantir la sécurité pour chaque membre du groupe. De nos jours, les effets combinés d'une grave dérive et d'une bonne dose de mauvaise foi militante font que *l'État de droit* est devenu un fétichisme, une fin en soi, même si son respect rigoureux doit mettre en péril la sécurité de la population.

En France, pour une classe politique en faute, le respect des droits des islamistes radicalisés est plus important que la sécurité des populations, absurdité qui conduit à un immobilisme coupable face au terrorisme.

Aujourd'hui, par excès de juridisme, l'Europe s'est coincée dans une impasse et se montre incapable de se défendre contre tous les périls intérieurs et extérieurs qui la menacent, que ce soit la concurrence commerciale déloyale, les réseaux de cambrioleurs de l'Europe de l'Est qui emploient des mineurs, le dumping social par le travail détaché, l'immigration massive ou le terrorisme islamiste.

Et, à chaque fois qu'il y a des attentats terroristes, la gauche révolutionnaire semble plus préoccupée par la communauté musulmane que par les victimes et leurs proches. À peine dit-elle deux mots pour condamner l'attentat qu'elle se lance dans sa plaidoirie habituelle : « *Pas d'amalgame ! Il ne faut pas stigmatiser toute une communauté pour les actes de quelques individus.* »

Avec tous les attentats qui se succèdent, ça commence à faire beaucoup les quelques individus ! Quand le gouvernement tente de prendre des mesures vigoureuses contre le terrorisme – déchéance de nationalité ou expulsion des étrangers identifiés

comme dangereux – ou pour le contrôle de l'immigration, ce sont toujours les mêmes qui crient au scandale.

Ce n'est pas un hasard si la seule personne en France qui a osé afficher sa joie pour l'assassinat de Arnaud Beltrame – cet officier de gendarmerie qui a donné sa vie en mars 2018 pour sauver une femme retenue en otage lors de l'attaque terroriste d'un supermarché à Trèbes – est un cadre de la gauche révolutionnaire, plus précisément de la France insoumise. Même si son parti s'est empressé de l'exclure, il y a à se demander si, comme dans les décennies 1940, 1950 et 1960 (guerre d'Indochine et guerre d'Algérie), cette gauche ne flirte pas toujours avec les ennemies de la France…

Au regard du point 8 des règles observables de l'homo sapiens, « … *En vertu du contrat social, les membres du groupe, formant peuple, ont droit à la sécurité physique et matérielle en contrepartie de leur liberté plus ou moins confiée aux gouvernants de la société. S'il se rend compte que les institutions étatiques sont défaillantes à assurer sa sécurité, le peuple souverain est toujours légitime à reprendre toute sa liberté pour se protéger et changer ses organes de gouvernance*», les autorités en France, comme partout en Europe, doivent cesser de croire que les populations vont accepter indéfiniment de se faire tirer dessus régulièrement par des jeunes musulmans sans qu'un matin cela entraine des réactions populaires…

En tout état de cause, le peuple de France a le droit moral de mettre hors d'état de nuire tous ces individus haineux qui veulent l'obliger à battre sa coulpe. N'oublions pas que les minorités actives font l'histoire quand la majorité dort ! Pour lutter contre cette menace qui pèse sur la nation française, il faut une sensibilisation générale et une mobilisation patriotique de tous, surtout des jeunes qui sont très à l'aise sur internet et les réseaux sociaux. Face à cette métastase révolutionnaire maligne et diversifiée, à ces artisans du désordre et de la confusion, il ne faut plus laisser tous seuls le gouvernement, les élus locaux, les directeurs d'hôpitaux, les chefs d'établissements ou tous ceux qui subissent au quotidien ses assauts.

Grâce à une mobilisation citoyenne, il faut les traquer partout où ils agissent, les contredire et dévoiler leurs manœuvres. Débarrassez-vous de la repentance inoculée en vous comme un poison depuis bientôt quatre-vingts ans par les mencomafnoire40 de la gauche révolutionnaire, destinées à vous rendre amorphe face à ses traitrises à la nation. La honte doit changer de camp !

La gauche révolutionnaire et l'Église d'aujourd'hui

Associée à la monarchie dès le haut moyen-âge, l'Église s'était chargée de beaucoup de secteurs publics par nécessité, puisqu'il n'y avait pas encore d'institutions civiles capables de le faire. Le clergé avait fondé des écoles et des universités qu'il dirigeait. Les religieux étaient responsables de la santé publique : hôpitaux, hospices et orphelinats. Les moines défrichaient et développaient les terres incultes. La foi chrétienne avait communiqué aux Européens l'énergie, la sécurité et la conscience qui leur permirent d'aller à la conquête aussi bien de la science que des autres continents, et de rassembler à partir du XVe siècle toutes les humanités isolées du globe. Même si la recherche, les avancées technologiques et la colonisation répondaient bien plus à des motifs étrangers à la foi, ils ont permis la rencontre de toutes les cultures et familles humaines. Et l'Église a apporté une contribution majeure à cette expansion occidentale qui préparait une humanité unie, car au XIXe siècle, il y a eu jusqu'à 100 000 missionnaires, prêtres et religieux qui se consacraient à l'évangélisation et à l'éducation en Asie, en Afrique et en Amérique.

Mais un jour est venu où les plus clairvoyants parmi les dirigeants et les intellectuels se sont rendu compte que les tâches accomplies par l'Église devaient être remises aux autorités civiles. Puisqu'il n'est jamais facile d'abandonner ses responsabilités, l'Église fit de la résistance, et des citoyens durent faire face à un clergé puissant et aux usages établis. C'est dans ces temps-là que le christianisme se retrouva confronté à une nouvelle donne, la culture de la gauche révolutionnaire, qui se présentait comme l'ennemie de l'Église. Des esprits avancés qui se croyaient capables d'apporter le progrès, le bonheur et la paix à l'humanité, et qui ne voyaient dans l'Église qu'ignorance et préjugés, qu'obstacle à la libération de l'homme, qu'opium destiné à abrutir le peuple.

À cette prétention aveugle des soi-disant progressistes fera face l'aveuglement des fondamentalistes chrétiens, des groupes qui se refusaient à brader les vérités de la foi au nom de la modernité. Et l'une des vérités fondamentales qu'ils défendaient était l'interprétation littérale de l'Ecriture, en particulier des récits de la création pour empêcher que toute autre interprétation fasse le jeu des théories matérialistes de l'évolution et finissent par éliminer à la fois le *Péché originel* et la *Rédemption.*

Cette lecture fondamentaliste était une grosse erreur, car cela n'a pas de sens de prendre un texte sans se demander dans quelles circonstances il a été écrit, à qui il s'adressait, dans quelle situation était son auteur et ce qu'il a voulu dire. Les auteurs des livres de la Bible, écrite sur une plage de plus de six siècles, étaient tributaires de leur temps, et surtout d'une culture très différente de celle d'aujourd'hui. Faute de remettre le texte dans son contexte, on risque de le comprendre de travers. Il faut comprendre que ce fondamentalisme était aussi une réaction, un besoin de tout voir noir ou blanc, les défenseurs de la foi ou les serviteurs du démon représentés par les soi-disant progressistes. Aujourd'hui, heureusement, tout ce combat est dépassé.

La gauche révolutionnaire gagnerait à sortir de cette guerre surannée contre l'Église. Cette dernière est passée à autre chose, a su retrouver sa juste place dans la société, et sait que le temps de l'Église détentrice exclusive de la Vérité est révolu. L'Église, aujourd'hui, admet que Dieu est « *un Dieu des chemins multiples* », qui s'est révélé aux hommes de mille manières avant Abraham. Largement empruntée à *la Bible des peuples*, toute cette réflexion montre que la gauche révolutionnaire a besoin de se mettre à jour sur l'institution du Christ. Le clergé aujourd'hui

n'a rien à voir avec l'abbé Suger ou les cardinaux Richelieu et Mazarin pour qu'on continue de croire qu'il faille soustraire l'État du contrôle de l'Église, ou qu'il faille agresser cette dernière pour libérer la France ou l'Europe.

Ceci étant, il faut respecter les traditions qui font l'âme des peuples. De la même façon que l'âme de l'Arabie saoudite est dans l'Islam, l'âme de l'Inde est dans l'hindouisme et le brahmanisme, l'âme du Maghreb est dans l'Islam, l'âme des États-Unis d'Amérique est dans le Protestantisme, l'âme d'Israël est dans le judaïsme, l'âme de la Russie est dans l'Église orthodoxe, l'âme de la France est dans l'Église catholique romaine.

La gauche révolutionnaire gagnerait à sortir enfin des non-sens de Karl Marx pour apprendre à respecter ces choses-là, et abandonner ainsi son obsession contre l'Église catholique qui ne fait que l'égarer. Avec son attachement à la justice sociale, la gauche révolutionnaire française, surtout dans ces dernières décennies où une folle tendance au libéralisme à tous crins entame la solidarité nationale et désempare de plus en plus les couches populaires, aurait pu constituer un refuge pour son peuple si elle pouvait cesser de heurter son âme chrétienne.

Figurez-vous qu'à l'annonce du bel hommage populaire que la France a rendu à Johnny Hallyday le 9 décembre 2017 à l'église de la Madeleine, l'esprit chagrin de Jean-Luc Mélenchon, même pour un si grand moment d'expression nationale, ne put se retenir de décharger sa bile contre l'Église et l'ancien régime monarchique : « *Samedi, jour anniversaire de la loi de 1905 sur la laïcité de l'État, le président de la République, chanoine de Latran, participe à une messe dans l'église de la Madeleine, monument religieux contre-républicain, où la prostituée de l'évangile implore le pardon du Christ. En face, l'assemblée nationale. Les rues qui mènent à ce bâtiment portent les noms des avocats de Louis XVI et Marie-Antoinette. On voit ici ce que vaut la laïcité républicaine de certains. Rappelons que Clémenceau, vainqueur de la grande guerre, refusa d'entrer à Notre-Dame pour le « Te Deum » de la victoire. Mais là, évidemment…* »

Même les députés de la Convention montagnarde avaient un peu plus d'égards pour l'Église ! Quelle est cette haine qui court depuis plus de deux siècles et que le temps semble totalement inefficace pour l'estomper ?

Chacun devrait savoir que la République ne peut s'attaquer impunément à la nation. Pas plus en France qu'ailleurs ! En effet, l'État, même républicain, dans sa dimension spirituelle, est le support de la conscience nationale. En France, cette conscience nationale, judéo-chrétienne, malgré la menace de la Terreur révolutionnaire, rejeta le décadi et son culte de la Raison pour conserver Son dimanche du calendrier grégorien. C'est en vertu de l'âme chrétienne de la France qu'à la Libération de Paris, le 26 août 1944, le général de Gaulle et son entourage descendent les Champs-Élysées en direction de Notre-Dame, pour une messe d'action de grâces. Bien avant de Gaulle, c'est au nom de sa foi chrétienne que Jeanne d'Arc éveille le sentiment national français en faveur du dauphin Charles et prend la tête de son armée en 1428 pour reconquérir le sol français sous occupation anglaise. Jeanne d'Arc sera canonisée pour devenir sainte de l'Église catholique. Bien avant Jeanne d'Arc, c'est au nom de sa foi chrétienne que Geneviève donne du courage au peuple de Paris pour briser l'assaut des Huns d'Attila en 451, avant même la monarchie française. Geneviève sera canonisée pour devenir sainte de l'Église catholique.

Ces derniers temps, en plus de l'hommage populaire à l'église de la Madeleine pour Johnny Hallyday, c'est le glas de la cathédrale Notre-Dame de Paris qui a accompagné la sortie des Invalides du cortège funéraire du colonel Arnaud Beltrame, ce héros français qui a donné sa vie contre le terrorisme islamiste en mars 2018. Une République laïque ne veut pas dire une nation incolore, inodore, sans saveur et sans Histoire ! En tout état de

cause, face aux errements des exaltés du républicanisme, la nation a toujours su résister… ce qui n'est certainement pas étranger à la brièveté des Ire et IIe Républiques. Les européens qui, comme Mélenchon, portent cette haine contre l'Église sont vraiment à plaindre, car ils ne pourront jamais s'extraire de leurs tourments, et l'Europe ne pourra se retrouver en paix avec elle-même qu'en assumant sa culture judéo-chrétienne.

Oui, l'Union européenne est vouée à l'effondrement, avec le risque d'une Europe plongée dans la division et le désordre, si elle ne sort pas des non-sens idéologiques pour assumer la culture judéo-chrétienne de ses peuples. Même si ces derniers sont de moins en moins chrétiens pratiquants, on peut observer que leur culture judéo-chrétienne est un atavisme qui ressort dès qu'elle est menacée. Je prends le pari que l'offensive islamiste de ces dernières années en Europe, avec de plus en plus de femmes voilées dans les rues – même plus dans certaines communes en Europe que dans plusieurs pays de tradition musulmane-, ne tardera pas à remplir bientôt les églises, dans la mesure où elle est la cause d'un repli identitaire qui fait grandir les partis politiques qui s'en réclament. Personne ne demande aux révolutionnaires de se convertir au christianisme, mais de le respecter comme le substrat de la constitution de la société européenne, en particulier, comme porteuse de l'âme de la nation française, la fille aînée de l'Église. C'est peut-être gênant, mais c'est comme ça. Cette vérité s'imposera toujours à eux, quoiqu'ils fassent ou envisagent. Les mots *République* ou *Laïcité* ne peuvent pas combattre l'âme d'une nation, à moins de s'entêter à vouloir plonger la France et l'Europe dans le chaos.

La fierté du passé africain

Les ancêtres des Africains n'étaient ni les faiblards, ni les naïfs, ni les irresponsables que les propos de la gauche révolutionnaire laissent supposer. Ils n'ont pas besoin d'être défendus ou vengés par les amis africains de la gauche révolutionnaire. C'était des

gens de leur temps, épanouis et de fière allure. Les chefs d'États africains de ces temps-là n'ont rien à voir avec les présidents mendiants d'aujourd'hui qui ne font que quémander de l'aide ou l'effacement de leurs dettes. Non, nos ancêtres, c'était Kankan Moussa qui était capable à lui seul d'influencer le cours de l'or mondial ; nos ancêtres, ce sont les rois de l'Ashanti qui étaient capables de réserver leur production d'or pour leur consommation intérieure ; nos ancêtres, ce sont les chefs ashantis qui offrent à l'armée britannique trois avions de guerre pendant la guerre de 1914-1918.

Nos ancêtres, c'est l'empereur Menelik II d'Ethiopie qui infligea une correction à l'armée italienne à la bataille d'Adoua en 1896. Nos ancêtres, c'est Ousmane Dan Fodio, grand intellectuel, chef politique et religieux qui, au début du XIXe siècle, a rassemblé autour du califat de Sokoto Peuls, Haoussas et Touaregs, montrant sa grande capacité à bâtir de la cohésion à partir du service de l'intérêt général. Nos ancêtres, c'est Cheikh Ahmadou Bamba, théologien fondateur de la confrérie des Mourides et de la ville de Touba au Sénégal, qui, par la valorisation de la science et du travail, a bâti une communauté d'entraide et de solidarité qui est aujourd'hui sur tous les continents. Nos ancêtres, c'est Chaka Zulu qui, à partir d'une tribu de quelques milliers de membres, arrive en quelques années, par la conquête et l'assimilation, à bâtir une nation qui est aujourd'hui le plus grand groupe ethnique de l'Afrique du Sud.

Même ceux de nos ancêtres que les traites négrières ont conduits loin de l'Afrique ont su se faire respecter quand il le fallait. Les Zandj, les Comanrantins, les Haïtiens, loin et totalement coupés de la mère patrie Afrique, ont pu respectivement tenir tête pendant quinze ans au puissant Califat Abbasside dans la région de Bassora, dans l'Irak actuel, tenir tête aux Britanniques et les contraindre à des accords et au respect de leurs traditions en Jamaïque, mettre en déroute en 1803 l'expédition militaire de Napoléon à Saint-Domingue.

Ceci étant, nous avions une tare que nous devons reconnaître, c'était l'esclavage et la traite humaine, le manque de *respect de la dignité humaine des plus faibles*. Oui, l'Afrique noire n'avait pas encore fait sa transition du *respect de la dignité humaine des plus faibles* avant son contact avec le Blanc. Nous devons l'assumer et passer à autre chose. Surtout, militer pour que le mal de l'esclavage, qui existe toujours aujourd'hui sous des formes dissimulées, soit complètement éradiqué.

La jeunesse africaine peut marcher la tête haute, car personne n'a réduit ses ancêtres en esclavage. En effet, il y aurait des questions à se poser sur un peuple qui serait ainsi asservi pendant tant de siècles sans arriver à se défendre. Ils ont menti ! Libérez-vous de ce mensonge inventé à des fins politiciennes. Vous avez mille raisons d'être fiers de vos ancêtres. Apprenez à savoir d'où vous venez, à vous connaître vous-mêmes afin d'être prémunis contre les manipulations mensongères. Sortez du carcan psychologique qui dit que *« la raison est Hélène, l'émotion est Nègre »*, car Senghor avait tort. C'était les mots d'intellectuels africains sous influence communiste pour tromper leurs peuples. Il est temps de vous réveiller. Les autres n'ont pas plus de raison que vous. Vous n'avez pas à vous complaire dans l'émotion stérile faite de rancœur et de colère. La colère improductive des imbéciles ! La colère que Bruno Gaccio et consorts attendent de vous.

Les adultes doivent se mobiliser autour de la jeunesse africaine et lui donner des repères. Cette jeunesse ignorante de son histoire, nourrie aux contrevérités qui circulent sur internet et les réseaux sociaux, exposée aux manipulations des promoteurs de la haine du Blanc cachées sous la belle couverture de l'antiracisme, se retrouve aujourd'hui dans un obscurantisme qui constitue le vrai drame de l'Afrique. Il y a urgence à ce que les gens raisonnables qui aiment l'Afrique et l'Europe s'organisent pour agir.

Tous les Africains qui ont migré en France ou en Europe pour y travailler et gagner leur vie doivent enseigner à leurs enfants le

respect du pays qui les a accueillis et leur a offert ces opportunités. Quand on est chez les autres, on fait l'effort de ne pas heurter les mœurs des accueillants, on fait montre d'un minimum de bienséance. À leur descendance, ils doivent apprendre à aimer ce pays et à en faire le leur, en toute fraternité avec ceux qui les ont accueillis. Sur le long terme, toutes les sociétés connaissent des mutations. Les populations noires et arabes contribuent naturellement à cette lente évolution de la société sans qu'il soit nécessaire de la précipiter artificiellement par des ambitions politiciennes portées par des gens croyant toujours être à deux doigts d'une chimère, donc à la manœuvre pour accélérer l'histoire. Il faut prémunir les jeunes contre les apprentis-sorciers qui veulent changer la France au pas de course, alors que depuis bientôt un siècle ils n'ont jamais rien réussi nulle part sur cette terre, sinon semer le chaos parmi ceux qui achètent leurs illusions.

J'appelle toutes les personnes de bonne volonté, Européens et Africains, qui saisissent la gravité de ce qui se joue en ce moment avec cette immigration massive d'origine africaine soutenue par la gauche révolutionnaire et ses alliés revanchards du monde noir, à se mobiliser pour mettre en échec cette énième tentative de destruction de l'identité des nations européennes, avec l'Afrique comme instrument et victime collatérale.

En 1948, le sénateur Étienne Djaument, tout seul, réussit à mettre en déroute leur plan de faire de l'Afrique noire un champ d'affrontement comme le Vietnam. Aujourd'hui, soixante-dix ans après, ils sont toujours à la manœuvre, avec de nouveaux nègres de service, dans le rôle des complices destinés à susciter l'invasion migratoire de l'Europe et la haine du Blanc au nom de la facture de la colonisation. Il faut aller les chercher sous tous les masques qu'ils portent (politiques, militants associatifs, intellectuels ou journalistes) dans leur offensive contre la nation française et les nations européennes d'une façon générale, pour les démasquer, pour les dénoncer, pour les combattre. La bataille sera difficile, mais ils ne peuvent pas gagner, dans la mesure où ils sont dans

le faux, dans l'injuste, dans le déraisonnable, dans l'inavouable. L'heure du réveil des vrais amoureux de l'Afrique et de l'Europe peut-elle enfin sonner ?

Les Européens doivent prendre des dispositions en vue d'arrêter avec fermeté cette immigration massive, une honte pour l'Afrique noire, qui ne fait que le bonheur des passeurs, des acteurs modernes de la traite humaine, et des idéologues soi-disant humanitaires. L'Europe doit cesser de se bercer de faux sentiments de générosité, face à une immigration qu'elle n'est plus en mesure de digérer, car elle est incapable d'offrir une vie décente à toutes ces personnes. Et même si elle le pouvait, ce flux excessif est de nature à générer des problèmes de cohésion sociale.

À ce jour, la place des masses africaines est en Afrique, pourvu qu'on sorte des mencomafnoire40 pour gouverner l'Afrique avec responsabilité. Je demande aux Africains de se mobiliser pour que la jeunesse issue de l'immigration ne soit pas perturbée psychologiquement par ceux dont la préoccupation n'est ni l'Afrique, ni le monde noir. Notre vocation est de nous engager à bâtir une Afrique porteuse d'espérance, gouvernée avec humanisme et compétence, donnant à chacune de ses filles et à chacun de ses fils la chance de s'épanouir. Sortir de cette Afrique de la misère, où une poignée d'individus, des élites corrompues, des barons pillards et des rois fainéants prennent les populations en otage.

Nous devons rebâtir le panafricanisme sur la base de ses objectifs de 1900, c'est-à-dire développer une vraie conscience noire qui se préoccupe des intérêts matériels et moraux de la grande famille des descendants de l'Afrique. L'Union africaine doit être en première ligne dans cette relance du panafricanisme mondial. Des questions comme la vraie histoire de l'Afrique ou les actes de contrition de l'Afrique noire pour cette tare de l'esclavage doivent figurer au nombre des préoccupations du panafricanisme. Aujourd'hui, ce ne sont pas les compétences qui manquent à la communauté noire mondiale pour réorganiser l'Afrique et la sortir du

désordre actuel ; ce qui manque, c'est une conscience qui prenne en charge cette préoccupation. Il faut surtout sortir rapidement le panafricanisme de la dérive des guignols, de vrais ignorants remontés par les mencomafnoire40 qui n'ont pour tout discours que la haine du Blanc et des États occidentaux.

Les Noirs doivent retrouver leur dignité dans le concert des nations, non pas par leurs jérémiades, mais par leurs réalisations. Après les dégradations et humiliations des deux siècles derniers, ce n'est pas par la lutte contre le racisme que les Chinois ont acquis respectabilité, mais par la bonne gouvernance.

Les Africains doivent apprendre à aborder l'histoire avec détachement, sans passion, mais pour comprendre le présent, afin d'être outillés pour envisager le futur. Nous devons faire nôtres ces deux vérités : *« Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre »*, de George Santayana, philosophe du XXe siècle, et *« Pensez à demain, le passé ne se répare pas »*, de Confucius, VIe s. av. J.-C.

L'exemple de Singapour

Si les Africains se donnent des dirigeants dignes de ce nom, le continent peut entamer sa renaissance dès maintenant et changer en moins de vingt ans. Singapour est la meilleure illustration de ce que pour un pays, la valeur des dirigeants et des élites est déterminante pour la destinée des populations. Cette cité-État, ancienne base navale britannique enclavée dans la Malaisie depuis 1867, où Chinois et Indiens vont immigrer en masse pour travailler dans des plantations d'hévéas, s'était retrouvée très peu viable à son indépendance, en 1965.

En effet, en 1959, dans le cadre du grand mouvement de décolonisation qui suit la IIe Guerre mondiale, les Britanniques dotent Singapour d'une Constitution propre et Lee Kuan Yew, d'origine chinoise, est élu Premier ministre. Son parti, le People's Action Party, propose alors l'intégration à la Fédération des États

de Malaisie, ce qui fut fait le 16 septembre 1963. Peu après, contre le gré du Premier ministre, les Malais de la péninsule forcent Singapour à quitter la Fédération, et dès 1964, des confrontations ethniques éclatent entre autochtones malais, minoritaires, et allochtones chinois, plus de 70 % de la population. Finalement, la Malaisie rejette la petite île peu viable, et c'est la mort dans l'âme que Lee Kuan Yew proclame l'indépendance de la République de Singapour vis-à-vis de la Fédération le 9 août 1965.

Lee Kuan Yew avait alors à affronter d'énormes défis dont la cohésion nationale et la prospérité économique n'étaient pas les moindres. Grâce à un grand sens de la responsabilité publique, il a connu une réussite exceptionnelle. Singapour a su devenir, avec très peu de ressources naturelles et des problèmes socio-économiques importants – émeutes raciales, chômage massif, diffi - cultés de logement et d'accès à l'eau –, l'un des pays les plus développés et les plus prospères du monde, en termes d'éco - nomie, d'éducation, de santé, de sécurité et d'urbanisme.

Dans les années 1980, le pays fait partie, avec Hong Kong, la Corée du Sud et Taïwan, des quatre dragons asiatiques, des États en transition et au développement économique effréné. En 2011, Singapour est le troisième pays au monde en termes de produit intérieur brut à parité de pouvoir d'achat (PPA) par habitant après le Qatar et le Luxembourg. Plaque tournante commerciale et financière entre la zone Pacifique et l'Europe, la ville doit son essor à sa situation maritime exceptionnelle à l'extrémité Est du détroit de Malacca, qui lui vaut le surnom de : « *Cité marchande aux confins de l'Orient.* »

Elle possède, après Shanghai, le deuxième port au monde en termes d'exportations et de trafic maritime. La population dispose d'un très haut niveau de vie et la cité-État est souvent surnommée la « Suisse d'Asie ». En 2009, Singapour affichait la plus forte concentration de millionnaires rapportés à la population totale devançant Hong Kong, la Suisse, le Koweït et le Qatar.

Pendant plus de trente ans, Lee Kuan Yew s'est consacré à son pays avec intelligence, honnêteté et sens de la responsabilité publique. Mort en 2015, il a su quitter le pouvoir à temps, en 1990, sans infliger sa vieillesse aux siens, parce qu'il serait le père-de-la-nation-président-à-vie, comme trop d'Africains en rêvent. L'élite digne qui l'a accompagné dans cette œuvre exceptionnelle n'a jamais perdu son temps à accuser le colonisateur britannique, ni l'envahisseur japonais qui de 1942 à 1945 va asservir le pays et lui faire subir les pires exactions, ni la Malaisie qui l'a rejetée en 1965 pour manque de viabilité.

Aujourd'hui, ironie de l'histoire, ce sont les Malais qui cherchent à émigrer clandestinement au Singapour ! Avec ses 5 535 000 habitants, Singapour n'attend pas une démographie de centaines de millions d'individus pour dominer le monde ! Tous ceux qui attendent les deux milliards d'Africains pour le salut du monde noir devraient revoir profondément leur façon de réfléchir…

Démocratie chrétienne et laïcité républicaine en France

Je voudrais reproduire ici un texte que j'ai publié en septembre 2016, intitulé *Démocratie chrétienne et laïcité républicaine en France*, au moment des primaires pour le choix du candidat de la droite à l'élection présidentielle française de 2017. Je pense qu'il peut compléter toute notre réflexion.

« *Parti Chrétien en République laïque*

Jean-Frédéric Poisson, au nom du Parti Chrétien Démocrate, est admis comme candidat à l'investiture des militants et sympathisants de la Droite et du Centre pour l'élection présidentielle française de 2017.

Dans un pays où le mot laïcité est sur toutes les lèvres, comment un parti politique peut-il se réclamer d'une religion ? N'est-il pas anormal que des citoyens briguent, au nom des valeurs de leur religion, une investiture pour exercer l'autorité de l'État laïc ? En cas de victoire électorale de ce parti, ne peut-on pas craindre que

l'État subisse une dérive dogmatique sur les questions sociétales ou morales ?

Pourtant, l'existence du parti de Mr Poisson semble ne poser de problème à personne, que ce soit dans les milieux politiques, les médias et l'opinion d'une façon générale. En effet, même si elle est loin de jouer les premiers rôles, la Démocratie chrétienne est un courant historique en France qui participe pleinement et librement au jeu politique. Dans un pays marqué par les œuvres de l'Église depuis le IVe siècle de notre ère, le courant politique qui se réclame de sa doctrine sociale n'a pas de mal à trouver sa place dès le milieu du XIXe siècle. La furie anti-chrétienne des révolutionnaires de 1789 a fait long feu, même si l'Église a dû apprendre à se faire discrète pour se conformer à l'anticléricalisme de la IIIe République.

Du reste, remarquons que la Démocratie chrétienne, loin d'être l'apanage de la France, est implantée, de par le monde, dans tous les pays de vieille tradition chrétienne. Bien sûr en Europe où l'image des douze étoiles jaunes sur fond bleu du drapeau de l'Union Européenne rappelle, nous dit-on, la couronne de la Vierge Marie décrite dans l'Apocalypse de Jean ! Que ce soit en Europe de l'Ouest (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ou en Europe de l'Est (Croatie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lituanie, Moldavie, Pologne, Slovénie, Slovaquie, Roumanie, Tchéquie, Ukraine), mais aussi en Amérique (Québec au Canada, Costa Rica, Cuba, Guatemala, Honduras, Salvador, Haïti, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela), ou en Afrique (RDC, christianisée par les Portugais depuis le XVe siècle), la Démocratie chrétienne trouve sa place partout où le christianisme s'inscrit dans l'histoire du pays. Dans le même temps, il est à noter qu'elle ne s'est aventurée dans aucun pays de tradition musulmane.

Pourquoi pas un parti musulman ?

Alors, quelle serait la réaction de la France si au nom de l'égalité de traitement de toutes les religions par la République laïque, dans ce contexte d'offensive islamiste, des musulmans de France décidaient de créer un parti islamique pour participer aux différents scrutins ? En ces temps de voile intégral ou de burkini, une telle tentative est bien envisageable. En Belgique, un élu musulman a affirmé récemment que leur objectif est d'islamiser la Belgique et toute l'Europe.

Comme on peut l'imaginer, l'idée d'un parti se réclamant de l'islam ne manquerait pas de susciter la désapprobation d'une majorité de Français, et de pousser nombre d'entre eux vers plus de repli identitaire. On peut imaginer la polémique dans la classe politique : la colère et l'intransigeance des uns face aux élucubrations gênées des autres… Je suis aujourd'hui dans la fiction, mais avec le niveau élevé de l'immigration et les revendications communautaires de plus en plus osées, la question est de savoir quand est-ce que la France aura à affronter cette épreuve.

Appel à la raison…

Mon propos, ici, est de m'adresser à tous, femmes et hommes de bon sens et de bonne volonté, afin d'éviter que cette épreuve ne vienne affaiblir la société française.

Ce n'est pas parce que l'État français est laïc que la France serait un no mans land *livré à tous les vents. Le christianisme imprègne cette société depuis qu'elle était sous administration romaine. Même les Francs, conquérants germains qui ont envahi la Gaule à la fin de Rome, eurent l'intelligence d'adopter la religion des peuples conquis, afin de s'assimiler.*

Clovis épousa la chrétienne Clotilde et se fit baptiser ! Les immigrations successives ont beaucoup apporté à la France, l'ont fait évoluer, l'ont enrichie. Aux plans sportif et culturel, le rayonnement de la France grâce à l'immigration récente est très appréciable. Nous savons que la grande majorité des immigrants ne demande qu'à vivre en paix, consciente de la chance qu'elle a de vivre dans un pays qui donne à chacun une chance de s'en sortir et un minimum de sécurité sociale.

Ceci étant, même si la société française a beaucoup changé ces dernières décennies sous l'influence des populations originaires du Maghreb ou de l'Afrique noire, ces dernières doivent éviter de heurter les autochtones.

Nous avons l'exemple de la nombreuse communauté chinoise qui, sans se faire remarquer par des provocations, se fait une place enviable dans ce pays. Les Chinois de France sont sûrs de leur force, sont conscients et fiers de leur histoire multimillénaire et des capacités de leur terre d'origine, mais savent se faire discrets, se mettant ainsi à la place qui convient dans leur pays d'adoption. Pourtant, ils ne sont moins républicains que personne ! Oui, de la part d'immigrés récents, il est tout-à-fait déplacé de se montrer exigeant dans ses revendications communautaires, ou d'afficher, aux plans culturel, religieux et politique, un militantisme destiné à transformer la société d'accueil… et ceci, qu'on soit en France, en Iran, en Algérie, au Japon ou au Sénégal. Ne demandons pas à la nation française ce que nous n'accepterons jamais chez nous. Les Français aussi ont droit au respect !

… pour éviter le danger à l'horizon

On le sait, des hommes politiques jouent du communautarisme pour des intérêts électoralistes. Le fait, pour certains immigrés récents, de se juger suffisamment nombreux désormais pour exiger chaque jour un peu plus est très dangereux, car cela détruit la cohésion d'ensemble et affaiblit l'État central qui doit protéger chaque membre de la société, national ou étranger.

Ouvrons tous les yeux pour réaliser que l'Europe est à la croisée des chemins : L'Union Européenne est rejetée et les États centraux sont affaiblis, pendant que les partis nationalistes sont de plus en plus forts. Les régions réclament davantage d'autonomie, avec un marquage identitaire de plus en plus renforcé. La Bretagne et la Corse ont obtenu de Facebook des versions en langue locale ! En France, comme partout en Europe, avec l'affaiblissement de l'État central, il n'est pas exclu que les revendications identitaires des régions aillent au-delà du culturel pour concerner le politique, comme déjà en Corse, en Catalogne (Espagne) ou en Flandre (Belgique), conduisant l'Europe vers un espace éclaté, une espèce de système féodal caractérisé par l'impuissance de l'État central.

Nous savons que le mélange des questions identitaires et politiques est toujours explosif, propice à l'expression des bas instincts. Les offensives communautaristes des derniers arrivés conduisant à un repli sur soi des autochtones et à une montée en puissance des partis nationalistes, nous pouvons craindre l'insécurité physique et juridique pour les communautés étrangères dans les fiefs régionaux. Au pire ce sera la guerre civile qui, dans tous les cas, sera fatale à la minorité récente.

Pour mémoire, souvenons-nous qu'après plus de neuf siècles de présence dans la péninsule ibérique, tous les musulmans en furent chassés au début du XVII*e siècle, dans la suite de la Reconquista. L'élu musulman de la région bruxelloise, qui proclame sa détermination à islamiser son pays d'accueil et manque de condamner le terrorisme islamiste, doit savoir que le jour où l'État belge sera affaibli au profit des communautés linguistiques (flamande, française ou germanophone) il risque de ne même plus avoir le droit de vote. Alors, il apprendra à ses dépens que la Belgique n'est pas un* no mans land *! La récente réaction d'autochtones corses contre des personnes d'origine marocaine qui voulaient privatiser une plage pour y imposer leurs exigences communautaires doit nous amener à réfléchir. Tous les hommes et tous les peuples ont une sauvagerie en eux qu'il faut éviter de réveiller…*

La situation est d'autant plus dangereuse que ces offensives islamistes sont clairement affichées et de plus en plus nombreuses. Dans une allocution prononcée en ce mois de septembre 2016 à la mosquée Al-Aqsa, le prédicateur palestinien Cheikh Mohammed Ayed, dit Abou Abdallah, a déclaré : « Un jour l'appel à la prière se fera entendre au-dessus de la Maison Blanche ou du Kremlin à

Moscou… Ô Allah, fais sauter leurs capitales et leurs avions, pulvérise leurs navires et tue leurs soldats. Ô Allah, nous te demandons de les soumettre et de les brûler… »

Aujourd'hui, grâce à internet, ce discours est plus entendu et respecté par certains jeunes Français que les propos de leurs dirigeants, leurs enseignants ou leurs parents, faisant d'eux des dangers ambulants pour leur pays.

Savoir apprécier la France

Pour la plupart des immigrés récents du monde arabe ou d'Afrique noire, c'est une chance que d'accéder et de résider en Occident. Pensons à tous nos frères qui prennent des risques à traverser la Méditerranée sur des embarcations de fortune, pour fuir la misère et l'insécurité. Nous devons enseigner à nos enfants l'amour de ce pays, de sorte qu'ils puissent l'adopter, l'aimer, eux qui sont plus Français que Maghrébins ou Africains.

Nous n'aidons pas à la construction saine de la personnalité de nos enfants quand nous leur mettons dans la tête que la France est raciste (ce qui est faux !), qu'elle est responsable de toutes les misères de nos pays d'origine (ce qui est irresponsable !), ou que nous y sommes pour prendre ce qui nous a été volé (ce qui est malhonnête !). Les vagues successives d'immigrants italiens, espagnols, portugais ou polonais ont dû se battre pour se faire leur place et s'intégrer, voire s'assimiler. Lors de la cérémonie inaugurale du redémarrage de son activité, Michel Catalano, dont l'imprimerie fut détruite par le GIGN dans l'assaut destiné à la neutralisation des frères Kouachi, a révélé ce que son père, venu de son Italie natale chercher du travail en France, lui a toujours inculqué : « Sois fier du pays qui t'a accueilli, et fais en sorte qu'il soit fier de toi. »

Aujourd'hui, comme l'ensemble des puissances occidentales, la France, qui doit se battre pour maintenir son rang dans le concert des nations, n'est pas une citadelle à prendre pour le lait et le miel qui y coulent, mais une société ouverte, à fort potentiel, qui a besoin

de l'énergie et la solidarité de ceux qui l'apprécient suffisamment pour l'adopter et la porter. Maintenant, s'il se trouve que la France et l'Occident ne nous conviennent plus, personne ne nous retient. En tout état de cause, il est déloyal et pas très honnête de vouloir modifier les mœurs d'un pays où on est venu chercher sécurité matérielle, physique et juridique.

Responsabilité politique

Pour tous ceux qui ont une incidence sur le cours des choses, hommes politiques, intellectuels et hommes de médias, c'est une faute grave de feindre de ne pas entendre les menaces de l'islamisme politique, ou de vouloir les minimiser. Depuis 2015, on dénombre en France des centaines de morts occasionnés par cette guerre, comme l'appelle le chef de l'État français. Ces islamistes qui menacent savent qu'ils peuvent compter sur la naïveté ou le politiquement correct d'élites occidentales prisonnières de leurs propres valeurs et principes, incapables de pragmatisme et de réalisme en situation exceptionnelle.

À la longue, et ce temps ne semble plus très loin, les populations européennes, se sentant trahies par des institutions qui ne protègent plus, s'engageront à défendre elles-mêmes leurs traditions. Alors, ce sera le chaos qui profite toujours aux extrémistes. La politique molle et irresponsable d'aujourd'hui sera comptable de ce désastre historique !

Dans tout pays, pas seulement en France, la sagesse commande que les minorités récentes soient discrètes et cherchent à se fondre dans la masse, plutôt que de vouloir imposer leurs différences. L'égalitarisme républicain à tous crins qui veut ignorer l'histoire et les mœurs des peuples d'accueil conduit au repli identitaire qui excite les bas instincts et fait perdre les acquis démocratiques et républicains. Le chantage au racisme ou à la xénophobie peut contraindre certaines élites au discours politiquement correct, mais n'empêche jamais les couches populaires de mettre le holà quand elles le jugent nécessaires.

Par ailleurs, la nature ayant horreur du vide, chaque civilisation (n'ayons pas peur du mot !) doit marquer son territoire. La France gagnerait en cohésion en s'assumant, en revendiquant son histoire, en acceptant sa tradition chrétienne… comme le Maroc et l'Arabie Saoudite ne négocient pas leur tradition musulmane. En France, des crèches de Noël dans les mairies ne devraient gêner personne ! Les Français doivent en finir avec la haine de leur passé (pourtant tant envié !) héritée de la Révolution de 1789, et réapprendre à aimer leurs traditions, et imposer ainsi le respect d'eux-mêmes à ceux qu'ils reçoivent.

Tout ceci, pour que perdure le bonheur de vivre sur cette belle terre de France, ouverte, généreuse, libératrice, et plein de promesses pour toute l'humanité… »

La préservation de la civilisation et de la fierté européennes

Noirs, Blancs, Jaunes ou Rouges, toutes les races de l'humanité sont appelées à se mélanger, et il est heureux de voir que les frontières des États sont de moins en moins étanches. Donc, en dénonçant l'immigration qui a cours en Europe, il ne s'agit pas de dénoncer une évolution inéluctable qui est inscrite dans le temps. Ce qui doit être combattu, c'est l'activisme de la gauche révolutionnaire pour accélérer ce mouvement par une immigration massive et incontrôlée en Europe qui, dans ses calculs, lui serait politiquement bénéfique. Elle ne le fait ni pour l'Afrique, ni pour les migrants. Elle le fait uniquement pour précipiter la mutation de la société européenne, sans se soucier des graves conséquences que cela peut engendrer.

De plus, il ne faudra pas compter sur elle pour reconnaître ses erreurs quand ce sera le chaos demain, comme elle ne s'est jamais sentie responsable d'avoir précipité les indépendances africaines et contribué au chaos qu'il y a aujourd'hui sur le continent africain.

En tout état de cause, elle a déjà montré qu'elle est totalement incapable d'autocritique, comme l'attestait si bien en 2010 ce propos de Jacques Julliard de *Libération*, pourtant homme de gauche lui-même : « *En 1989, le mur de Berlin s'écroule et avec lui une forme totalement pervertie de l'idée socialiste, et un tel bouleversement, tout à fait contraire au "sens de l'histoire" dont on se gargarisait alors, ne donne lieu à aucune analyse en profondeur ? Quoi ! Le nazisme – et c'est heureux – a donné lieu à des milliers d'ouvrages, à des centaines de colloques, à des dizaines d'interprétations, et le communisme n'a donné lieu à rien ou presque rien ? Il ne manquait même pas d'observateurs et de militants pour suspecter, derrière tout retour sur des événements aussi stupéfiants, une forme de complaisance morose, et la regrettable résurgence d'un anticommunisme désormais révolu ! Comme si, face au négationnisme, existait un devoir de mémoire et, face au communisme, un devoir d'oubli ! Le parti communiste français s'est refusé à se pencher sur son passé. Il n'a pas survécu à ce manque de courage et de lucidité.* »

Même si avec la faiblesse du PCF les partis de la gauche révolutionnaire se sont multipliés en France, leurs objectifs et leurs méthodes restent les mêmes.

Par ailleurs, pourquoi cette rencontre fraternelle de l'humanité devrait-elle se faire exclusivement sur le sol européen, le continent le plus étroit du monde ? L'Afrique, avec ses immenses espaces pourrait très bien être un réceptacle pour la célébration de l'amour et la paix entre les peuples, si tout le monde exigeait qu'elle soit mieux gouvernée. C'est peut-être là que la responsabilité des dirigeants européens est engagée, eux qui trop souvent se satisfont des mallettes que les potentats africains leur envoient pour protéger leurs sièges. Aujourd'hui, l'Europe fait un gâchis incroyable de compétences qui peuvent s'exporter en Afrique : tout ce monde agricole et rural de plus en plus déclassé, tous ces métiers de l'artisanat menacés et tous ces adeptes de nouvelles formes de production et de vie qui dépensent toute leur énergie dans des manifestations conflictuelles constituent un potentiel

énorme de migration vers l'Afrique, s'il y avait des hommes politiques visionnaires sur le continent noir…

Depuis de nombreuses années, des personnes d'origine africaine, soutenues par les réseaux de la gauche révolutionnaire, se croient dans leur bon droit pour aller demander des comptes aux descendants des marchands d'esclaves de Nantes, La Rochelle ou Bordeaux. Au lieu de réclamer des autres d'assumer leur passé, ces personnes feraient mieux de s'instruire sur leur propre histoire. Elles ne vont tout de même pas tirer avantage de leur ignorance ! Je demande à tous ceux qui vivent en France, qui aiment ce pays et sa culture, qui souhaitent continuer à mener tranquillement leur vie, qu'ils soient de nationalité française ou pas, qu'ils soient Black, Blanc ou Beur, de se réveiller pour mettre hors d'état de nuire toutes ces personnes qui préparent le chaos pour ce pays, le chaos de *la disparition du monde européen connu.*

Désormais, il ne faut rien laisser passer. Il faut commencer par identifier ceux qui sont engagés dans ce projet de *la disparition du monde européen connu*, pour traquer leurs interventions afin de leur apporter la contradiction, partout où c'est nécessaire. Amoureux de la France, réveillez-vous et agissez ! Ne permettez plus qu'on vienne insulter tranquillement votre pays sur la chaîne publique ! Ne permettez plus qu'on vienne vous faire honte de ce que vous êtes ! Ne permettez plus que des gens qui ne connaissent pas leur propre histoire viennent exiger de vous d'assumer la vôtre ! Ne permettez pas qu'on vous traite de raciste parce que vous ne voulez pas de concurrence à votre culture sur votre sol ! N'acceptez plus que des ignorants de leur propre histoire viennent salir la mémoire de vos ancêtres et vous demander réparation aujourd'hui pour une traite négrière dont leur ancêtres étaient des protagonistes.

Sortez de la repentance ! Vous n'avez absolument rien à reprocher de spécifique à vos ancêtres, sinon que nous devons tous, Blancs et Noirs, déplorer que la pratique de l'esclavage et de la traite humaine a été une page sombre de notre humanité commune.

À l'époque des réseaux sociaux, où toutes sortes d'informations mensongères assaillent les jeunes, je demande à tous les parents, africains et européens, de sensibiliser leurs enfants dès l'adolescence à ces questions, pour leur donner des repères historiques sur l'esclavage, les traites négrières et la colonisation de l'Afrique noire, repères qui les prémuniront contre la manipulation destinée, soit à faire honte au Blanc par rapport à son passé, soit à susciter colère et haine du Noir envers le Blanc. Il faut définitivement enterrer les mencomafnoire40, de la même façon que l'URSS est enterrée, et surveiller la gauche révolutionnaire dans ses rapports avec l'Afrique. Cette gauche révolutionnaire est libre de ses projets pour l'Europe, mais chaque fois qu'elle voudra instrumentaliser l'Afrique, instrumentaliser les Noirs et les Arabes, il faut la dénoncer.

Au risque de me répéter, j'insiste qu'il y a des accusations que les Européens doivent rejeter catégoriquement : N'acceptez plus qu'on vous rende responsable de la traite atlantique, car c'est faux. Les anciens États africains furent les premiers responsables des traites internes, arabo-musulmanes et atlantique. Aux Français de Bordeaux, de Nantes ou de la Rochelle qui font régulièrement l'objet de harcèlements de « descendants d'esclaves noirs », exigez d'eux qu'ils vous présentent leur arbre généalogique qui remonte jusqu'au XVIe siècle et qui prouve qu'ils n'ont pas eux-mêmes des ancêtres acteurs de la traite négrière.

S'ils n'en sont pas capables, éconduisez-les. Je vous en prie, faites le pour les aider à se libérer du mal qui les ronge. N'acceptez plus qu'on vous accable en rendant la colonisation occidentale responsable de tous les maux actuels de l'Afrique, car c'est faux. La colonisation, en Afrique comme partout dans le monde, a permis au colonisateur de prendre et de donner. La colonisation fut très positive pour l'Afrique.

Au XIXe siècle, ce que le colonisateur donnait a tout de suite emporté l'adhésion des populations locales, qui n'étaient pas

idiotes comme le laissent penser les mencomafnoire40. Les difficultés de l'Afrique depuis les indépendances sont dues aux inconduites des élites africaines, notamment à la corruption et au tribalisme, ainsi qu'à l'influence des mencomafnoire40 qui ont bloqué psychologiquement la production intellectuelle du continent. N'acceptez plus qu'on vous accuse de néocolonialisme, car les États européens, comme tous les États du monde, ont le droit de se créer des intérêts et de les protéger partout dans le monde. Il appartient aux Africains de se donner des dirigeants dignes de ce nom pour protéger les intérêts vitaux de leur nations. On ne peut pas à la fois demander à être indépendant et demander de l'indulgence pour ne pas être en mesure de s'assumer.

N'acceptez plus qu'on vous traite de raciste ou d'Afro-pessimiste pour la moindre remarque concernant l'Afrique, car vous avez le droit d'émettre des avis sur la gestion de pays dont la mauvaise gouvernance se traduit en immigration déstabilisante pour vos pays. N'hésitez surtout pas à prodiguer vos conseils aux Africains, car sous la pression communiste vous êtes partis trop vite et, pour reprendre Léonora Miano, vous avez laissé *« un monde qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils se débattent toujours avec, hein, c'est ça la colonisation. »*

N'acceptez plus que la bien-pensance de la gauche révolutionnaire vous contraigne à la résignation face à toutes les absurdités autour de l'Afrique. Plus de soixante-dix ans de mensonges concernant l'Afrique, ça suffit ! C'est le plus grand bien que vous rendrez à ce continent, pour lui permettre d'entamer sa renaissance, pour un partenariat Europe-Afrique gagnant-gagnant.

L'élu islamiste belge, qui menace ouvertement ce pays européen de faire disparaître sa culture chrétienne pour imposer l'Islam, peut se permettre une telle attitude déplacée parce qu'il sait que la repentance a affaibli la Belgique : aucun Belge de souche ancienne, aucun intellectuel, aucun journaliste, ni même le système judiciaire, n'osera le remettre à sa place de peur d'être

traité de raciste par la nébuleuse de la gauche révolutionnaire. Vraiment triste pour l'Européen d'être obligé de raser les murs chez lui. Il faut mettre fin à ces anomalies. Réveillez-vous !

Pour ceux qui évoqueraient le Code noir comme la preuve du racisme du Blanc, il faut répondre tout simplement : « *Si vous voulez juger le Code noir, il faut comparer la description de la condition des esclaves qu'elle fait au traitement des esclaves en Afrique noire à la même période.* »

Il faut surtout leur dire que le souhait des esclaves en Afrique, à cette époque, était d'être embarqué, et que le journaliste américain noir, Keith Richburg, avait raison quand il exprima son infini gratitude au « *négrier qui a transporté son ancêtre anonyme à travers l'océan, enchaîné et les pieds pris dans le fer, et à Dieu qu'il ait survécu.* »

Il faut décomplexer le débat sur l'Afrique afin que les mauvaises consciences provoquées intentionnellement par les mencomafnoire40 tombent et que la vérité ressurgisse pour libérer les Africains.

Même si nous saluons le brassage des peuples qui est en cours dans le monde, je crois que c'est aussi notre responsabilité de préserver, pour une cohésion générale et pour la paix internationale, une Afrique africaine, une Chine chinoise, une Europe européenne, Un Brésil brésilien, Une Arabie arabe, une Amérique américaine, une Inde indienne, Un Mexique mexicain, un Maghreb maghrébin ou une Indonésie indonésienne. La survivance de chaque peuple fait partie de l'écosystème global.

Pourquoi s'inquièterait-t-on de la disparition de telle ou telle espèce d'animal et laisserait-on libre cours à une opération destinée à diluer la race ou la culture européenne ? La balle est dans le camp des Européens… surtout des Européennes, car le moyen le plus sûr de la conservation d'une civilisation est la transmission filiale : les femmes blanches devraient faire plus d'enfants, comme les Chinoises qui se sont remises à accroître la natalité pour ne pas avoir à confier la perpétuation de leur civilisation à d'autres peuples.

Depuis la Renaissance, l'Europe occidentale, en choisissant de liquider mille ans de barbarie pour renouer avec les splendeurs de l'Antiquité, a lié son destin, pour le meilleur et pour le pire, à la production intellectuelle et artistique. Le concept clé de la Renaissance est celui de l'humanisme. Est humaniste celui qui étudie les Anciens dans un esprit neuf – c'est-à-dire débarrassé des préjugés dogmatiques de l'Église – fait de curiosité intellectuelle, de libre critique de la Raison, de goût des valeurs telles que la Vérité, la Beauté ou la Gloire. Pour le meilleur, l'Europe a connu pendant cinq siècles le progrès phénoménal qui en a fait l'hégémon de l'humanité, et… pour le pire, elle a produit les impostures intellectuelles des Karl Marx et autres qui l'affaiblissent depuis plus d'un siècle et aujourd'hui encore. Des esprits brillants qui, dans leur intellectualisme déformé par le prisme d'une idéologie erronée, ont induit plusieurs générations en erreur. Comme l'a dit Henri de Régnier : « *Un hasard a donné à l'homme l'intelligence. Il en fait usage : il a inventé la bêtise* ». Il est temps pour l'Europe de se ressaisir, de sortir des élucubrations de ces penseurs prétentieux qui pensaient pouvoir piétiner toutes les réalités et toutes les traditions pour récréer le monde, ex nihilo.

Dans la vie, l'intelligence c'est aussi de savoir en tout temps et en tout lieu, au-delà des lois, quelles sont ses limites, quelles sont les convenances, quelle est sa place… En Europe, l'Islam n'a pas vocation à occuper la première place. À tous les égarés qui, trompés par la gauche révolutionnaire, croient que les mots « République » ou « laïcité » suffisent à effacer l'âme des peuples et s'engagent dans cette conquête de l'Europe par l'immigration massive, je voudrais rappeler qu'après des siècles de règne sur la péninsule ibérique, les musulmans en furent tous chassés. Tous ! Toutes les nations ont en elles, même sommeillant, une légitime sauvagerie défensive qu'il faut éviter de réveiller… Ce n'est pas parce que votre hôte vous dit « *faites comme chez vous* » que vous allez exiger la chambre principale pour passer la nuit. Les populations issues de l'immigration récente gagneraient à comprendre que « *Républi*-

que » et « *laïcité* » veulent simplement dire « *faites comme chez vous* »… Le temps de s'assimiler et d'être vraiment chez soi.

Instrumentalisation idéologique des migrants

Permettez que j'écrive comme les idées me viennent, même si je sais qu'elles comportent beaucoup de répétitions. La répétition n'a-t-elle pas vertu pédagogique ?

L'immigration massive donne l'occasion à plusieurs personnes d'afficher leur humanisme, leur attachement à la solidarité entre tous les hommes, leur respect scrupuleux de la dignité humaine. Certains vont même jusqu'à prendre des risques à violer la loi et à répondre de leurs actes devant les tribunaux. Dans ce qui est un monde d'injustice, on ne peut que saluer toutes ces personnes qui, de bonne foi, font de leur mieux pour refuser le fait accompli. À côté de ceux-là, il y a aussi ceux qui recherchent de la publicité, qui se font passer à bon compte pour des humanistes, qui s'achètent une bonne conscience de pure ostentation, à faire les bravaches face à une justice qu'on sait clémente ; Parfois même à profiter d'une certaine naïveté de l'opinion pour jouer les humanistes pendant qu'ils s'empiffrent dans de juteuses filières de passeurs. Les dérives et les pratiques douteuses de la charity-business peuvent rapporter gros !

À toutes ces catégories, nous préférerions ceux qui s'engageraient sur le terrain, pour combattre le mal là où il se produit, c'est-à-dire en Afrique. Mais où sont-ils aujourd'hui ces combattants de terrain ? Où sont-ils, ces Français portés par des valeurs qui, par dizaines de milliers, s'engageaient au XVIIIe siècle pour aller en Amérique combattre aux côtés des insurgés pour la liberté ? Où sont-ils, ces dizaines de milliers de jeunes de conviction des Brigades internationales qui furent combattre entre 1936 et 1938 en Espagne pour défendre l'idée républicaine et leur vision du monde ? Où sont-ils tous ces combattants de la liberté pour que, en ce XXIe siècle où, avec internet, le globe est

définitivement un village, un mal puisse sévir aussi librement en Afrique ? Le mal est en Afrique où des potentats corrompus détruisent la vie de centaines de millions d'êtres humains, en toute impunité, couverts par la souveraineté des États ou protégés par des réseaux occultes internationaux. Si rien n'est fait, les migrations massives de populations du sud vers le nord de la Méditerranée déstabiliseront tout l'attelage Europe-Afrique.

L'Union européenne en est déjà au bord de la rupture. Sur cette question, nous attendons de voir des engagements authentiques et utiles, au lieu de la tartufferie que nous servent les soi-disant humanistes. La plaisanterie coûte trop cher à tous !

En réalité, tous les migrants lancés à l'abordage de la citadelle européenne constituent pour la gauche révolutionnaire le *prolétariat international* qui va enfin réaliser la *révolution libératrice de l'humanité* attendue depuis bientôt deux siècles, depuis que Marx l'a prophétisée. Au siècle dernier, cette prédiction marxiste était censée rencontrer l'histoire en se confondant avec l'expérience soviétique. Nous savons comment a fini l'URSS au début de la décennie 1990. Mais, cette gauche, dans sa foi religieuse, n'ayant pas compris que ses constructions de l'esprit ne reposent point sur un fond de réalité, n'a pas lâché l'affaire. Raymond Aron dénonçait déjà dans *L'Opium des intellectuels* (publié en 1955) *les mythes de la gauche* : la liberté contre l'arbitraire, l'organisation pour mettre en place un ordre rationnel (par opposition à l'ordre traditionnel, fruit de l'histoire), l'égalité contre les privilèges, la révolution et le prolétariat.

Dans ambitions contre lesquelles on ne peut pas être à priori, à moins de savoir exactement ce que renferment pour cette gauche les termes de liberté, égalité, révolution, ou de quoi est constitué ce qu'elle appelle le prolétariat…

Toujours est-il que cette foi communiste s'est emparé d'intellectuels qui croient dans un sens inéluctable de l'histoire et sont persuadés que l'ensemble des sociétés humaines devraient aller

vers le même objectif, vers la même finalité, celle d'une fin de l'Histoire débarrassée des traditions religieuses et des mœurs arbitraires. Le problème actuel de ces intellectuels européens, c'est que c'est seulement sur le sol européen, le plus petit continent du globe, qu'ils veulent réaliser les retrouvailles fraternelles de toute l'humanité, pour l'étendre ensuite à tout le globe. Ils croient pouvoir imposer à terme au monde musulman le rejet d'Allah ou le mariage homosexuel !

Ces intellectuels, après avoir tué Dieu dans leur esprit, ressentent un grand vide dans l'âme et sont en quête d'une religion qui leur permette de recréer l'homme et d'inventer un nouvel ordre.

Au XIXe siècle, Pierre-Joseph Proudhon, pour qui « *l'anarchie est le plus haut degré de liberté et d'ordre auquel l'humanité puisse parvenir* » et « *la propriété, c'est le vol !* », est, en concurrence avec Karl Marx, l'un des maîtres de ces courants de pensées de la gauche anti-Dieu, comme il le manifeste ici : « *S'il est un être qui, avant nous et plus que nous, ait mérité l'enfer, il faut bien que je le nomme : C'est Dieu.* »

Marx, le principal concurrent de Proudhon, dira pour sa part que « *la religion est l'opium du peuple* », rejoignant en cela La Boétie, leur célèbre inspirateur du XVIe siècle. Ce rejet de Dieu s'accompagne évidemment du rejet de l'homme tel que Dieu l'a créé, pour le recréer, c'est-à-dire sortir de la réalité de la vie humaine et s'adonner à des élucubrations qui ne peuvent être que stériles.

D'ailleurs, Emile Zola, qu'on connaît autant pour son attachement au *juste* et au *vrai* qu'à sa rigueur intellectuelle, ne manquera pas, dans une critique littéraire, de dénoncer les errements de Proudhon au sujet de ce que ce dernier attend des artistes : « … *surtout ne vous amusez pas à les pétrir d'une autre fange que celle dont Dieu les a formés, pour le simple plaisir de les créer une seconde fois tels que vous les désirez. Tout le livre de Prou -*

dhon est là. C'est une seconde création, un meurtre et un enfantement. Il accepte l'artiste dans sa ville, mais l'artiste qu'il imagine, l'artiste dont il a besoin et qu'il crée tranquillement en pleine théorie. Son livre est vigoureusement pensé, il a une logique écrasante ; seulement toutes les définitions, tous les axiomes sont faux. C'est une colossale erreur déduite avec une force de raisonnement qu'on ne devrait jamais mettre qu'au service de la vérité. »

Zola a tout dit ! Ces penseurs partent de bases fausses, qui n'ont aucun rapport avec la réalité, pour échafauder des idéologies fumeuses. Pourtant, des hommes de bon sens, que ce soit avant Zola comme Chateaubriand au tournant des XVIIIe et XIXe siècles, ou après lui comme Raymond Aron au XXe siècle, ont toujours tenté de sortir la gauche révolutionnaire de ses mythes qui l'induisent en erreur. Aron, condisciple de Jean-Paul Sartre, dénonça l'aveuglement et la bienveillance des intellectuels de gauche à l'égard de l'Union soviétique et des régimes communistes. La fin de la Guerre froide lui donnera raison.

Aujourd'hui, à propos de l'immigration massive, la gauche révolutionnaire cache ses motivations profondes – que sont les raisons idéologiques et la haine de l'Europe judéo-chrétienne attachée à l'économie libérale – pour justifier son soutien par son attachement à la solidarité internationale et aux droits de l'homme. Elle aime bien afficher les arguments du cœur et s'en attribuer le monopole. Donc, au nom des conventions internationales, les droits de l'homme imposeraient à l'Europe de recevoir tous les damnés de la terre, surtout quand ils sont en détresse dans la Méditerranée. Après, il n'y a qu'à organiser par des réseaux bien structurés cette détresse dans la Méditerranée…

Le problème est qu'on ne peut pas offrir des droits à toute l'humanité, et les faire payer uniquement par l'Europe qui, faut-il le rappeler !, représente moins de 10 % de la population mondiale et environ 6% des terres émergées. Ce continent, déjà en déclin, ne peut que succomber à terme sous le poids de cette

charge excessive. Tous les continents ont été pourvus de richesses pour offrir des droits et du bien-être à leurs enfants, le reste étant une question de gouvernance et de partage de richesses. L'Afrique doit s'organiser pour respecter les droits de ses propres enfants.

L'Afrique doit être poussée à faire sa *transition du respect de la dignité humaine des plus faibles*, la seule solution pour garantir un minimum d'humanisme dans l'objet de la gouvernance, et qui rendrait impossible ce que nous voyons aujourd'hui dans la Méditerranée… ou ce que nous avons vu pendant des siècles avec les traites négrières.

Aujourd'hui, pour toutes les personnes de bonne foi, la solution, urgentissime, devrait être d'agir pour un changement radical de la gouvernance des États africains. Pourtant, sur cette question, on voit très peu de mobilisation de tous ceux, noirs ou blancs, qui se veulent les plus grands amoureux de l'humanité, qui se proclament grands défenseurs des pauvres Africains, feignant pleurer sur le sort de ces derniers et affichant des chagrins de pure ostentation.

Pour toute personne honnête et courageuse, aujourd'hui, la chose à faire est de retrousser les manches pour agir sur le terrain politique en Afrique, mais certainement pas de s'organiser pour recueillir les naufragés de la Méditerranée. Cette plaisanterie doit être dénoncée, car ce n'est pas ainsi qu'on aide l'Afrique à s'assumer. Bien au contraire, ces soi-disant militants des droits de l'homme contribuent à l'infantilisation de l'Afrique… une Afrique à qui il ne faudrait demander aucun effort, car elle serait congénitalement incapable de s'assumer. De quel côté se trouvent les racistes ?!

Par ailleurs, des autochtones européens de moins en moins religieux ne peuvent qu'être inquiétés par des récents immigrés qui revendiquent de plus en plus le respect de leurs spécificités culturelles et religieuses. Surtout qu'une partie de cette immigration, radicalisée pour ses exigences identitaires, se lance depuis

des années dans des actes terroristes contre ce qu'elle considère comme des nations de mécréants.

C'est une erreur de croire qu'il suffit de prospérité et de bonne politique pour qu'une société vive dans la cohésion, quelles que soient les exigences culturelles et les mentalités des communautés qui la composent. La gauche se trompe à tout réduire au social et au matériel ! Pour une société européenne ayant connu des problèmes de cohésion avec les guerres de religion qui l'ont ensanglantée à partir du XVIe siècle, les enseignements de l'histoire devraient conduire à de la prudence dans la gestion des flux migratoires.

La minimisation actuelle des questions identitaires est donc une imprudence fautive, car l'Europe n'a pas les capacités de faire une symbiose de toutes les identités de la planète. Ce n'est pas une question de racisme ou de xénophobie. C'est plutôt de la modestie et de l'humilité dans l'appréciation de ses propres capacités. Il est grand temps que politiques et intellectuels européens cessent de surestimer les capacités d'intégration de leurs sociétés, faute de quoi, ils précipiteront l'Europe dans des conflits ethniques qui vont l'enfoncer au cours des toutes prochaines décennies. À moins que ce soit l'objectif inavoué de ceux qui vouent une haine maladive à cette société européenne, en raison de ce qu'elle est, c'est-à-dire une réussite des monarchies du Moyen Âge au XIXe siècle, aux racines judéo-chrétienne, blanche, capitaliste. Je ne vois pas en quoi reconnaître que l'Europe est de racine blanche serait un rejet du Noir que je suis !

Comme nous l'évoquions plus haut, l'esclavage persiste en Afrique en ce XXIe siècle en raison du déni dans lequel le monde noir s'est muré depuis la décennie 1940. C'est un fait qu'un mal se perpétue librement tant qu'il n'est pas reconnu en tant que tel pour être dénoncé. Or, il se trouve que depuis la Troisième République, l'histoire enseignée de la France cache les pages sombres de la Révolution de 1789, notamment la haine vouée

au peuple chrétien et/ou monarchiste pendant la Révolution par certains républicains extrémistes. Cette haine qui fut à l'origine de tant de massacres orchestrés par l'État, que ce soit les dizaines de milliers de têtes tranchées ou le génocide vendéen, doit être reconnue, dénoncée pour être évacuée. Même si la France a de bonnes raisons d'être fière de sa Révolution et de la proclamation de sa République, elle ne peut pas taire tout ce qui a ensanglanté inutilement le pays pendant ces moments historiques et tragiques.

La France officielle a tellement couvert cette haine de soi que le mal a pu s'enraciner au point de s'afficher comme une option politique respectable : depuis des décennies, des Français ont ouvertement et librement combattu leur pays au profit de ses ennemis, tels que les dirigeants soviétiques auprès desquels une partie de la classe politique française prenait ses ordres.

Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui militent pour une immigration massive espérant qu'elle posera à terme des problèmes de cohésion sociale dont ils tireront profit. La haine contre leur pays et la poursuite du rêve révolutionnaire promis par Marx les confinent à toutes sortes d'absurdités.

Le « courage » de la vérité historique sur l'Afrique

Dans leur livre "*Toute l'histoire du monde, De la préhistoire à nos jours*", les essayistes français Jean-Claude Barreau et Guillaume Bigot écrivent à propos de la traite négrière : « *Il faut aussi avoir le courage de reconnaître que beaucoup de chefs africains y trouvaient leur compte et prélevaient leur pourcentage.* »

Pourquoi « le courage de reconnaître » ? Pourquoi, dans cette société française (ou occidentale) où la connaissance est promue, où la liberté d'expression est proclamée, où le débat contradictoire est la règle, faut-il du courage pour dire la vérité sur l'Afrique ? Qu'est-ce qu'il y a à craindre en disant certaines vérités sur l'Afrique pour que la force d'âme soit nécessaire ? Quelles sont

ces vérités sur l'Afrique qu'il faut taire ? Et pourquoi ? On est bien obligé de se poser toutes ces questions et constater qu'il y a quelque chose de bizarre dans ce besoin de « courage » pour évoquer l'Afrique. Barreau et Bigot ont pourtant raison, car tout propos sur l'Afrique qui n'est pas conforme aux poncifs imposés par la bien-pensance africaniste de gauche fait courir à son auteur des risques d'être attaqué, dénigré ou ostracisé. Les gardiens du temple, très vigilants, veillent ! Pour accabler l'Occident, les dogmes imposés par les gauchistes et les africanistes occidentaux peuvent se résumer à trois propositions essentielles :

La traite négrière fut de la seule responsabilité des Européens ;

La colonisation de l'Afrique par l'Europe ne fut qu'une entreprise d'exploitation et de maltraitance infligée aux Noirs, avec des relents de racisme ;

Depuis les indépendances, ce sont les Occidentaux qui, au moyen du néocolonialisme, empêchent l'Afrique de décoller.

À croire ces propositions, les Noirs seraient des enfants à qui on ne peut absolument reprocher, car ils ne sont responsables de rien. Quand bien même ils feraient des fautes, ils ne sont pas condamnables, car derrière leurs mauvais actes se cachent toujours la main manipulatrice du Blanc. C'est à se demander pourquoi ces personnes ne vont pas jusqu'au bout de leur logique pour affirmer que les Noirs sont une espèce inférieure de la race humaine. Oui, crachez ce que vous avez au fond de vous ! En fait, les tenants de thèses basées sur la faiblesse et l'immaturité des Noirs, sont mus par une surestimation des capacités du Blanc et, surtout, une sous-estimation profonde et inavouée du Noir. Un racisme bien enfoui !

En logique mathématique, nous savons que : si (a => b) alors (non b => non a). Par exemple, nous savons tous que si « il pleut » alors « le sol est mouillé » ; De ce fait, nous déduisons aisément que si « le sol n'est pas mouillé » alors « il ne pleut pas ». En conséquence, puisque nous savons que les Noirs ne sont pas une race inférieure de l'espèce humaine, alors nous pouvons déduire que tout ce qui pourrait conduire à le croire n'est qu'ineptie !

Et, il est vraiment regrettable que ces Blancs trouvent, depuis la décennie 1940, des nègres de service pour relayer leurs inepties dégradantes pour les Noirs. Des inepties tellement rabâchées qu'elles passent pour la vérité et constituent aujourd'hui un blocage psychologique pour le monde noir. De nos jours, l'irresponsabilité du monde noir est tellement acquise que dans la grave crise migratoire de la Méditerranée qui menace l'Europe et l'Afrique, aucune voix ne se lève pour demander des comptes aux dirigeants des États de l'Afrique noire. Pendant que l'Union européenne est plongée dans une crise qui la menace d'explosion sur la question des migrants, les potentats africains se la coulent douce, s'offrant des résidences de luxe en Europe, certains même se vantant de viser des croissances à deux chiffres pendant que leur jeunesse fuit le désordre et la misère.

Alors, à Barreau et Bigot, comme à tous ceux qui sont attachés à la vérité, je dis qu'il est temps de démolir ces murs de mensonges pour s'exprimer librement et aider à établir les faits authentiques. Ainsi, et seulement ainsi, on sortira cet attelage Europe-Afrique de son naufrage annoncé, car il n'y a pas de fatalité. On doit pouvoir dire la vérité sur l'Afrique sans avoir besoin d'être courageux.

Épilogue

L'Afrique est très mal placée pour évoquer les méfaits des Européens et des Arabes à propos de l'esclavage et de la traite négrière. Il faut vraiment avoir de l'aplomb pour vendre ses propres enfants et ensuite reprocher à ceux qui les ont achetés de les maltraiter. Et nous qui les avons vendus ?! Les Africains n'ont rien à reprocher ni aux Arabes, ni aux Européens. Tous ces peuples ont tiré profit de ce que nous avions des esclaves à vendre. Nous avons plutôt besoin de nous repentir. L'Africain a toujours été très spirituel. Depuis les tous premiers faits qui nous sont parvenus de l'Égypte antique, que les anciens Grecs ont qualifiée de *« pays le plus religieux du monde »*, jusqu'à nos jours, l'Afrique n'a jamais été tiède dans son adoration de l'au-delà, que ce soit à travers ses morts, ses dieux, les éléments naturels de son environnement ou le Dieu unique d'Abraham.

C'est à cette Afrique constante dans la foi que je demande de faire son examen de conscience, de revisiter son histoire sans complaisance, pour en arriver à la repentance d'avoir vendu pendant tant de siècles ses propres enfants au reste du monde.

Dans la repentance, le regret ou la tristesse sont moins importants que l'intelligence que l'on tire d'une situation ou d'une action et la décision que l'on prend en vue d'un changement. Se repentir, c'est proprement changer de manière de voir et d'agir après avoir compris la nécessité et la raison de le faire. Oui, nous devons changer ! Nous devons apprendre à respecter davantage la vie humaine. *Respecter la dignité humaine des plus faibles* d'entre nous.

Aujourd'hui encore, ce sont des millions de travailleurs en Afrique, des enfants, des femmes et des hommes, qui vivent dans des conditions proches de l'esclavage. Pour d'autres, c'est encore pire parce qu'ils sont des laissés pour compte sans aucune source de revenus, condamnés à l'oisiveté et à la mendicité, sans aucune perspective.

Toutes ces personnes ne reçoivent pas de la collectivité la dignité que leur humanité exige. Aujourd'hui, tous ceux qui le peuvent, cherchent à fuir ce continent qui ne respecte pas ses enfants. Depuis quelques années, ce sont des dizaines de milliers de morts que nous enregistrons dans le désert du Sahara et dans la mer Méditerranée. Aujourd'hui encore, sur Internet et les réseaux sociaux, le non-respect de la dignité humaine s'exprime à travers la violence du monde noir qui s'affiche : bagarres, corps mutilés, personnes torturées par des forces de l'ordre, esclavage sur la route de l'émigration, etc.

Si cette malheureuse situation persiste, c'est parce que l'Afrique, dans l'ensemble, n'a jamais été sensibilisée au *respect de la dignité humaine des plus faibles*. C'est ce qui faisait qu'un vaincu de guerre pouvait être réduit en esclavage et faire l'objet de traite humaine. Aujourd'hui encore, dans maints pays africains, la foule a le droit de lyncher un malheureux qui vole sur un marché de quoi manger. L'Afrique noire n'avait pas encore fait cette transition du *respect de la dignité humaine des plus faibles* quand les mencomafnoire40 sont venus la dédouaner de l'esclavage et de la traite négrière. Elle a donc saisi l'aubaine pour s'enfermer dans le déni. Etant dans le déni, elle ne peut pas demander pardon pour le mal qu'elle a fait en vendant ses propres enfants.

Donc, la malédiction continue. Toutes les religions, toutes les sagesses humaines condamnent ce péché de non reconnaissance de ses fautes. Chez les chrétiens, il s'appelle l'impénitence, péché que le Christ recommande fortement d'éviter.

J'en appelle à l'Union africaine et à l'ensemble des États de l'Afrique noire de se saisir de cette question de la nécessaire repentance de l'Afrique noire, en vue d'envisager ce qui pourrait être fait… L'Afrique noire doit se repentir. Si nous arrivons à reconnaître notre faute, alors nous devons non seulement remercier l'Europe occidentale pour avoir combattu sur le continent africain l'esclavage et la traite négrière au cours du XIXe siècle, mais aussi lui demander pardon pour avoir contribué à la salir moralement en ne démentant pas l'accusation dont elle est l'objet depuis les mencomafnoire40.

Après ces actes de contrition, et seulement après, nous serons en mesure de repartir du bon pied. Alors nous pourrons aborder avec toutes les chances de réussite la Renaissance des sociétés africaines autour de la dignité humaine. Ainsi, l'Afrique pourra retrouver une place digne dans le concert des nations pour bâtir, en partenariat avec les autres contrées du globe, une vie internationale paisible et prospère.

J'espère avoir réussi à vous faire retrouver des réalités tant de l'Afrique noire du XVe au XXe siècle que de la période postcoloniale africaine qui court depuis 1960. Trop de vérités ont été trop longtemps tues pour servir l'entreprise destinée à produire la haine de l'Europe occidentale. Nous devons combattre cette entreprise à infantiliser l'Afrique. Nous nous réservons le droit de combattre l'instrumentalisation de l'Afrique qui dure depuis bientôt quatre-vingts ans, et qui, en rendant les Africains haineux, irresponsables, peu clairvoyants et complexés, bloque toutes les énergies positives du continent noir.

Puisse Dieu bénir l'Afrique, le monde noir, l'Europe et toute l'humanité !

Gnamian plih moh ! (« *Merci, Dieu Tout-puissant !* », en langue agni, groupe akan de Côte d'Ivoire).

Remerciements

Dans le cheminement qui a abouti à la décision d'écrire cet essai, je dois un remerciement tout spécial à Claude-Hélène Perrot, professeur émérite de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), pour son incitation pressante à livrer ce que je porte. Bien que nos échanges ne se concluent pas toujours par des convergences de vue, nous partageons les mêmes inquiétudes par rapport à la conduite de l'Afrique noire. Cette Afrique noire que la fille de Franche-Comté connaît bien et aime profondément, au point d'être, à mon avis, trop indulgente envers elle. Ce livre doit beaucoup à la lecture de Marie-Joseph Bonnat et les Ashanti, le journal des années 1869-1874 de l'aventurier français que Perrot a publié en 1994. Même si elle ne partagera probablement pas tout ce que je dis ici, elle qui s'est construite par le militantisme communiste et qui est plein de mansuétude pour ses amis africains, je sais qu'elle sera la plus heureuse si cette réflexion contribue à un redressement de l'Afrique noire, ainsi qu'à un renforcement moral de la nation française pour laquelle elle se fait de plus en plus d'inquiétudes.

Je voudrais aussi remercier Françoise Albrecht pour son aimable contribution par la correction du manuscrit, ainsi que pour ses précieuses observations, elle qui fut la première lectrice de ce texte. Une pensée pour Philippe-Auguste, mon fils, pour sa promptitude à m'apporter toute l'assistance logistique dont j'avais besoin pendant l'écriture, ainsi que pour ses pertinents avis. Merci aussi à Marcelle, mon épouse, pour avoir supporté pendant des mois mes longues nuits d'écriture ou mes levées

intempestives à des heures indues, en vue de noter rapidement une idée à ne pas oublier.

Je pense aussi à beaucoup de personnes avec qui j'ai toujours plaisir à échanger sur l'Afrique et le monde, et qui pourraient trouver, ici ou là, des échos de nos discussions. En dehors de la plus importante d'entre elles que je préserve en vertu de son obsessionnelle discrétion, je citerai Christian Lomboto, Tiburce Koffi, Agalan Mbra, Mamadou Diagabaté, Adolphe Ngouan, Bernard Béhi, Samuel Blimoli, Olivier Blédou, Jean-François Kouadio, Steve Kunda, Ousseynou Ndoye, Ignace Nango, Amourlaye Diomandé, Yacouba Coulibaly, Fulgence et Rita Yeboue.

Grand merci à toutes et à tous !

Kakou Ernest Tigori.

Bibliographie

Ce livre, ma contribution à la compréhension générale de la marche de l'Afrique et du monde, est le résultat de près de vingt ans d'information et de réflexion pendant lesquels certains ouvrages et documents ont été des supports essentiels, autant pour cet essai que pour mes précédentes publications.

Claude-Hélène Perrot et Albert van Dantzig, *Marie-Joseph Bonnat et les Ashanti – Journal (1869-1874)*, Mémoires de la Société des Africanistes – Musée de l'Homme, Paris, 1994.

A. Adu Boahen, Emmanuel Akyeampong, Nancy Lawler, T. C. McCaskie et Ivor Wilks, *'The History of Ashanti Kings and the whole country itself' and Other Writings by Otumfuo, Nana Agyeman Prempeh I*, The British Academy by Oxford University Press, 2003.

David Rooney, *Nkrumah – L'homme qui croyait à l'Afrique*, JALivres Collection Destins, 1990.

Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 1991.

René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, les Editions du Seuil, 1962.

Claude-Hélène Perrot, Les Anyi-Ndenye et le pouvoir aux 18[e] et 19[e] siècles, Nei Ceda éditions, 2014 (Première publication par les Editions CEDA, 1982).

Sennen Andriamirado, *Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine, Tome 1 & Tome 2*, J.A. Livres, 1989.

Yambo Ouologuem, *Le Devoir de violence*, Le Serpent à Plumes, 2003 (Première publication aux Éditions du Seuil, 1968).

Encyclopaedia Universalis, *L'État par Georges Burdeau*, 1988.

Robert Graves, *Les mythes grecs*, Cassell & c° ltd, Londres, 1958, traduit en 1967, Librairie Fayard.

Jean-Claude Barreau et Guillaume Bigot, *Toute l'histoire du monde*, FAYARD, 2005.

Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique : des origines à nos jours*, Editions ellipses, 2009.

Bernard Lugan, *L'Afrique, des colonies à l'indépendance – Une idée de gauche réalisée par la droite*, La Nouvelle Revue d'Histoire, 2010.

Claude Ribbe, *Alexandre Dumas – le dragon de la reine*, Editions du Rocher, 2001.

Philippe de Villiers, Lettre ouverte aux coupeurs de têtes et aux menteurs du Bicentenaire, Albin Michel, 1989.

Lionel Jospin, *Le mal napoléonien*, Seuil, 2014.

Michel Vovelle, *L'état de la France pendant la Révolution (1789-1799)*, Editions la Découverte, 1988.

Adolphe Michel, *Le Siège de Paris – Journal d'un Parisien 1870-1871*, arléa, 2012.

Elisabeth de Fontenay et Alain Finkielkrault, *En terrain miné – Une amitié conflictuelle*, Stock, 2017.

Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny*, Editions du Cerap Maisonneuve & Larose, 2003.

Mémorial de la Côte d'Ivoire, Abidjan, Edition ami, 1987.

Felwine Sarr, *Afrotopia*, Philippe Rey, 2016.

Robert Chesnais, *Louis XIV – Le Code noir*, L'Esprit Frappeur, 1998.

Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme – suivi de Discours sur la Négritude*, Editions Présence Africaine, 1955 – tirage de 2011 ; (publié pour la première fois par Réclame, le 7 juin 1950).

Simone Goyard-Fabre et Raphaël Ehrsam, *La Boétie – Discours de la servitude volontaire*, GF Flammarion, 2016.

Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998.

Jean-Paul Ngoupande, *L'Afrique sans la France*, Paris, Albin Michel, 2002.

Henri Konan Bédié, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999.

Stephen Smith, *Négrologie, Pourquoi l'Afrique meurt*, Calmann-Lévy, 2003.

Antoine Glaser, *Arrogant comme un Français en Afrique*, Fayard, 2016.

Laurent Gbagbo, *Sur les traces des Bété*, Puci, 2002.

L'état du monde 2004, Annuaire économique géopolitique mondial, Paris, La Découverte, 2003.

Platon, *La république*, Librairie Générale de France, 1995.

Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Paris, GF Flammarion, 2001.

Guy Sorman, *Les vrais penseurs de notre temps*, Fayard, 1999.

Ministère de l'Education Nationale de Côte d'Ivoire, *Histoire et géographie, cours moyen*, Ceda-Hatier, 2002.

Elie Cohen, *Dictionnaire de gestion*, Editions la Découverte, 2001.

Patrick Baradeau, *Histoire de France*, Flash Marabout, 1992.

Pierre Gervais, *L'avènement d'une superpuissance – le siècle de l'Amérique*, Larousse-H.E.R., 2001.

Robert Colonna d'Istria, *Initiation à l'économie*, Flash Marabout, 1989.

Dominique Vallaud, *Chronologie universelle*, Flash Marabout, 1989.

Philip Parker, *Le spécialiste – Histoire du monde*, Gründ, 2012.

Atlas historique Duby, Larousse, 2007

Marie-France Briselance, *Histoire de l'Afrique*, J.A. Livres, 1988.

Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire, *Enquête Emploi*, Projet Parstat, 2003.

Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont, récits de décolonisations*, Albin Michel, 1998.

Florence Maruéjol, *L'Égypte antique, Mystères des pharaons et vie quotidienne*, Editions Chronique, 2011.

Abdou Latif Coulibaly, *Wade un opposant au pouvoir – l'alternance piégée ?*, Les Editions sentinelles, Dakar, 2003.

Pierre Franklin Tavares, *Nicolas Sarkozy : Relire le Discours de Dakar*, Nei Ceda, 2008.

Jacques Julliard, *Pour repartir du pied gauche*, Flammarion Libération, 2010.

Elimanne Fall et Philippe Sa, *Abdou Diouf, le premier de la classe*, Jeune Afrique l'Intelligent, janvier 2005.

Stéphane Bou, *Idées Débat – Amitié vache ! – Elisabeth de Fontenay et Alain Finkielkrault*, Marianne, septembre 2017.

Stéphane Bou et Renaud Dély, *Idées débat – La violence est-elle légitime ? – Alain Badiou et Michel Onfray*, Marianne, octobre 2017.

Bernard Debré et Jacques Vergès, *De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier*, éditions Jean-Claude Lattès, 2003.

Jean-Baptiste Labat, *Voyage aux isles, Chronique aventureuse des Caraïbes 1693-1705*, Editions Phébus, 1993.

François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole, *La France au combat, de l'Appel du 18 juin à la victoire*, Perrin, 2007.

Bernard Hurault et Louis Hurault, *La Bible des peuples*, Sarment Editions du Jubilé, 2007.

Père Thomas Philippe, *Fidélité au Saint-Esprit*, Editions du Lion de Juda, 1988.

Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières, Essai d'histoire globale*, Editions Gallimard, 2004.

Tidiane Diakité, *La traite des Noirs et ses acteurs africains*, Berg International, 2008 (livre dont je n'ai lu qu'un très bref résumé).

Eric Fottorino, Christophe Guillemin, Erik Orsena, *Besoin d'Afrique*, Fayard, 1992.

Sommaire

Collection « Vérités pour l'Histoire », dirigée par Philippe Randa

Documents contemporains

Nicolas Bonnal – Donald Trump, le candidat du chaos
Gilles Buscia – Jacques Peyrat, le matamore
Marc Brzustowski-Gilles Falavigna - Daesh et Hamas, les deux visages du Califat
Isabella Crescenzi – Le Martyre de la Palestine, *préface de Patrick Brunot*
Ghislain Dubois – Sur les remparts de la Chrétienté : Liban-Croatie (1985-2010),
Préface d'André-Joseph Léonard (+), Archevêque de Maline-Bruxelles
Philippe Joutier – Les Extrafrançais, *préface de Philippe Randa*
Gérard Letailleur – Chez Walczak, *préface de Jean-Paul Belmondo*
Magnus Martel (Chef de bataillon) – Plaidoyer pour l'armée française
Philippe de Parseval – La dérive du continent africain
Marie-Simone Poublon – Les oiseaux de la colère, *préface de Philippe Milliau*
Jean-Claude Rolinat – La Bombe africaine et ses fragmentations, *préface d'Alain Sanders*
Kakou Ernest Tigori – L'Afrique à désintoxiquer

Guerre d'Algérie

Paul Aballain – Morts pour rien, *préface du colonel Antoine Argoud*
– Les Soleils noirs de la guerre d'Algérie
Philippe Alméras – Journal noir de l'Algérie indépendante
Jean-Louis Bardois – Le sillon des Français en Algérie, *Préface de Gérard Bramoullé*
Armand Bénésis de Rotrou – Commando « Georges » et l'Algérie d'après, *préface du Gal Maurice Faivre*
Jean-Pierre Brun – J'étais dans l'OAS Métro Jeunes
– Chroniques de l'Algérie francaise, *préface de Jean Bourdier*
– Le « Moi » du Général. *Charles De Gaulle par lui-même*
– Algérie 54-62... Une autre jeunesse française, *préface d'Yves Sarthe*
– Les voies incertaines de la Repentance. Algérie 1830-1962, *préface de Thierry Rolando*
– D'Azzedine à Si Salah. Une étude sur « La paix des braves », *préface de Jean-Pierre Blanchard*
Gilles Buscia – OAS : Requiem pour une cause perdue
Guy Chabot – Le plus sale boulot (Guerre d'Algérie 1956-1961)
Joséphine Colombe – Petite Blanche aux Pieds noirs, *préface du Dr Jean-Claude Pérez*
Gérard Crespo – Les rapatriements en France 1954-1962
préface de Christian Fenech, président de Racine Pieds noirs
Jean Curutchet – Je veux la tourmente
Ghislain Dubois – Argoud-De Gaulle : Le duel
Jean-Pierre Duclos-Aprico – De la Berbérie à l'Algérie. *Des origines à Bouteflika*
Guy Dupuy de la Grandrive – Alger blues
Michel Foäche – Témoin d'un siècle, *préface de Jean-Pierre Rondeau*
Guy Forzy – Ça aussi, c'était De Gaulle !
Manuel Gomez – De Gaulle sa face cachée
Jean Pierre Hutin – Bigeard Boys. Sous la casquette, la démesure
– Les Enfants de Sidi-Ferruch
Michel Klen – *La tragédie de l'Algérie française*
Gérard Lehmann – La Cendre et la Braise. Le réseau OAS-EST en métropole (1961/1962)
préface de Pierre Montagnon
– *La Guerre d'Algérie manipulée par Hartmut Elsenhans*
Jean Mabire – Commando de chasse
Paul Margolis, alias Boualam – Sept ans avec les Harkis. *Un idéal fraternel fracassé*
Axel Nicol – La Bataille de l'OAS, *préface de Jean-Pierre Brun*
Jean-Claude Perez – Le sang d'Algérie
– Debout dans ma mémoire
– Vérités tentaculaires sur l'OAS et la Guerre d'Algérie
– L'islamisme dans la guerre d'Algérie
– Attaques et contre-attaques
– L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle
Jean-Claude Picolet – Vie d'une Harka en Algérie française. *Affecté au quartier du 1/22e RI (1960-1961)*
Guy Pujante – 10 juin 1960 : La paix sabordée, *préface de Pierre Montagnon*
– Les Pieds-noirs, ces parias de la République
Jean-Pierre Rondeau (présente) – Aspects véritables de la rébellion algérienne
– Crimes et attentats FLN en Algérie française
René Rostagny – La Grande Honte, *préface de Jean-Pierre Rondeau*
Roger Soncarrieu – Ma vérité sur la Guerre d'Algérie, *préface de Rabah Kheliff*
– Guerre d'Algérie : j'en ai assez !
– Vérités oubliées de la Guerre d'Algérie
Rémi Tremblay – Les Acadiens : du Grand Dérangement au Grand Remplacement,
préface de Jean-Claude Rolinat
Philippe Trogan (présente) – Témoignages pour un engagement, *(OAS Métropole 1961-1962)*
André Troise – Crimes d'État d'un Chef d'État, *préface de Joseph Hattab Pacha*
René Wittmann (sous sa direction) – Présence de Jean Bastien-Thiry

Affaires judiciaires

Paul-Louis Auméras – Parcours de Proc, *préface de François Missen*
Georges Cenci-Balbino Katz – Ranucci, le monstre angélique. Seznec, un meurtrier sans aveu
Jean-Claude Giraud-Philippe Randa – Dictionnaire historique et commenté de la police
Michel Lajoye – 20 ans : condamné à la prison à vie, *préface de Philippe Alméras*
Jean Mabire – Du bûcher à la guillotine, *préface de Philippe Randa*
Jean-Émile Néaumet-Philippe Randa – Mesrine l'indompté
Marcel Normand-Alain Bisbau-Xavier Conabady – L'Erreur judiciaire démasquée
Philippe Randa – Un Instituteur au bagne *(L'affaire Lesnier, Gironde 1847-1853)*
– Weidmann, la dérive d'un tueur

Henry Sergg – Petiot, le docteur diabolique, *préface de Philippe Randa*
Guy Simoné – Imbroglio comme de Broglie, *préface d'Emmanuel Ludot*

Histoire

Alexis Arette – On m'appelait Bleu de noir
Richard Bessière – Un autre regard sur la Bible
– Les grands mystères des Cathares et des Templiers, *avec Mick Angeneau*
Napoléon Bonaparte – Écrits, *présentés par Octave Aubry, de l'Académie française ; postface de Bernard Plouvier*
Jean Bourdier – Mensonges historiques
Pierre Brouland – Les Allemands des Sudètes
Patrick Brunot – Fièvres et colères politiques, *préface du Prince Sixte-Henry de Bourbon-Parme*
Yves Caron – Les Allemands de Russie
Lieutenant-colonel Henri Carré – Les grandes heures du Général Pétain. 1917 et la crise du moral
Georges du Champdieu – Hercule, fleurs de Lys
Jean-François Chiappe – La Vendée en armes : *tome 1 : 1793 – tome 2 : Les Géants – tome 3 : Les Chouans*
Roland Courtinat – Chroniques pour servir et remettre à l'endroit l'histoire du Maghreb
– La piraterie barbaresque en Méditerranée (XVIe-XIXe siècle), *préface d'Évelyne Joyaux*
Gérard Crespo – La décolonisation portugaise en Afrique, 1960-1975 (une brève histoire des rapatriements)
préface de Francis Stuck
Colonel (h) Roger Cunibile – De l'ennemi vert-de gris à l'ennemi rouge, *tome I (1937-1950)*
– Dans la tourmente de l'Algérie en guerre, *tome II (1951-1962)*
Ghislain Dubois – Irlande, une ballade à l'Eire libre
Jean-Denis Faurie de Vassal – Dictionnaire médiéval, *préface de Michel Peyramaure*
– Festoyons !, *préface de Michel Arquey, dit Michel de Monségur*
Michel Gaudart de Soulages-Hubert Lamant-Kaï Hoffmeister – Dictionnaire des Francs-maçons européens, 2 tomes, *préface de Jean Murat*
Louis-Christian Gautier – 1914-1918 : les faits têtus de la Grande Guerre
– L'Ordre du Temple et son implantation en Creuse
– Francophobie & anglophobie à travers les siècles, *suivi de Les Anglais et nous* de Jean Luchaire
Jean-Yves Goéau-Brissonnière – Commonwealth d'abord !
préface d'André Siegfried, de l'Académie française
Ivan Gobry – Dictionnaire des martyrs de la Révolution
– L'Église immolée
Manuel Gomez – Joseph Caillaud, traître ou visionnaire
Marina Grey & Jean Bourdier – Les armées blanches
Jean Jour – Robert Denoël, un destin, *préface de Marc Laudelout*
Abel Hermant, de l'Académie française – Madame de Krüdener
Emmanuel Huyghues Despointes – Les grandes dates de l'Occident *(776 avant JC - 2015 après JC)*
Michel Issaverdens – *Pétain et De Gaulle. Quelques mensonges trop répandus*
Fred Jouhaud – Mémoires d'un abbé turbulent
Claude Kilian – Les Maréchaux d'Empire (sous le regard de la graphologie)

André Lama – Causes ethniques de la chute de l'empire romain
– Le national-socialisme et la religion
André Lebourleux – La croisade des cent mille fils de Saint Louis
Éric Leguèbe – Napoléon III le grand
Gérard Letailleur – Saint-Germain, le Maître secret du temps
– Les Secrets du Chancelier, *préface de Christian de la Mazière*
Jean Mabire – Les Évadés de la mer
– Du bûcher à la guillotine, *préface de Philippe Randa*
– L'Internationale fasciste 1934-1939
Jacques de Mahieu - Le grand voyage du Dieu-Soleil
François Maupinière – Les Empires franciens
Dimitris Michalopoulos – Les Argonautes, *préface de Christian Bouchet*
Jean Murat – Transmettre la liberté, *préface de Jacqueline Kelen*
Jacques Nanteuil – Sainte Radegonde, princesse barbare et Reine de France
Jean-Louis Omer – Vérités Révolution française
Philippe de Parseval – Paul de Chazelles, le général oublié
Philippe de Parseval – Nos guerres oubliées
Philippe de Parseval – Laszlo Szabo. Un « maréchal de la Légion »
Denise Pop – De Codreanu à Ceausescu - Parallèles roumains, *préface de Bernard Plouvier*
– De Chanvre et de soie
Micheline Peyrebonne – La véritable histoire de la loi salique
– Jeanne d'Arc : bergère, princesse ou sorcière
– Edouard II d'Angleterre, Isabelle de France et leurs favoris
Bernard Plouvier – Hitler, une biographie médicale et politique
tome 1 : L'Essor – tome 2 : La Weltanschauung –
tome 3 : Les Triomphes des années de paix – tome 4 : Les Triomphes d'un homme pressé
– tome 5 : Crimes et amorce du désastre – tome 6 : La fin de l'aventure
– L'Affaire Galilée : une supercherie du sot XIXe siècle
– La ténébreuse affaire Dreyfus, *préface de Philippe Randa*
tome 1 : *Anticatholicisme et antijudaïsme* ;
tome 2 : *Nouveaux regards*
– L'énigme Roosevelt, faux naïf et vrai machiavel
– Faux et usage de faux en Histoire
– Dictionnaire de la Révolution française
– François d'Assise. L'utopie évangélique et l'attente de la Parousie
– Les Juifs dans le Reich hitlérien
tome 1 : *De l'opulence à la tragédie (1873-1938)*
tome 2 : *Du nouvel avant-guerre au culte de la Shoah (1938-...)*
– La fin d'un monde. *L'An 14 : la guerre dont tout le monde voulait*
– L'hécatombe (septembre 1914 – mai 1917). *La guerre sans stratège*
– Les illusions de la victoire (juin 1917-novembre 1919. *Le stratège visionnaire et les autres*
– Dictionnaire des États éphémères ou disparus de 1900 à nos jours
Jean-Claude Rolinat – Dictionnaire des États éphémères ou disparus de 1900 à nos jours
– Evita Perón, la reine sans couronne des Descamisados

Jean-Claude Rolinat-Rémi Tremblay – Le Canada français, de Jacques Cartier au génocide tranquille, *préface de Richard Le Hir, ancien ministre*
Patrick Rouveirol – Les Portugais et la Première Guerre Mondiale
Philippe Simonnot – Le Rose et le Brun
Michel Sauve-Rémy Valat – La Commune de Paris. De l'effervescence patriotique à la Semaine sanglante
Gilbert Sincyr – Aetius, le vainqueur d'Attila, *préface d'André Lama*
– L'Islam face à la Gaule
– Clovis le premier Français
Nicolas Tandler – Les Secrets de Lénine
Rémi Tremblay – Les Acadiens : du Grand Dérangement au Grand Remplacement, *préface de JeanClaude Rolinat*
Dominique Zardi – Rue des rosiers, *préface de Simone Signoret*
– La Châtaigne, *préface de Paul-Loup Sulitzer*

IIe Guerre mondiale

Philippe Alméras – De Gaulle à Londres
– Vichy-Londres-Paris
Yves Baeckeroot *(1939-1945 : mon devoir de mémoire)* : La fin de la IIIe République (volume 1)
– Vichy face à l'occupation allemande et à la guerre « anglaise » (volume 2)
– *1944-1945 : assassinats et crimes franco-français* (volume 3)
René Bail – Les croix de Monseigneur de Mayol de Lupé
Raymond Boissy – Un Réfractaire téméraire sous l'Occupation (1940-1944)
Maud de Belleroche – Le Ballet des Crabes
Charles Benfredj – Henri Frenay, la mémoire volée
Jean Bourdier – Stirling et les commandos du désert, *préface de Philippe Randa*
Jacques Costagliola – La guerre Anglofrançaise
Roland Courtinat – Les Accords secrets Pétain-Churchill - Octobre-novembre 1940
Luc Deloncle – Trois jeunesses provençales dans la guerre
Roland Gaucher-Philippe Randa – Des Rescapés de l'Épuration : Marcel Déat-Georges Albertini
Louis-Christian Gautier – Mers-el-Kébir-Pearl Harbor : deux poids, deux mesures
– Le secret de l'anti-gravité : à l'ombre du IIIe Reich et de la NASA
– D'Omaha Beach aux Ardennes, deux coups de dé pour une victoire et un échec
Yves Girard – Les Précurseurs
Antoine Graziani – Chemise bleue, *préface de Philippe Randa* : *tome 1 : Nos pères, ces héros – tome 2 : La Victoire en chantant – tome 3 : Les Visiteurs de l'aube*
Marina Grey – Mimizan-sur-guerre, *préface d'Alain Decaux, introduction de Jean-François Chiappe*
Michel Issaverdens – Pétain-De Gaulle : quelques mensonges trop répandus
Lucien Josso – Le Refus 1940-1945, *préface de Marie-Élise Cohen*
Erich Kern – Les Cosaques de Hitler
Éric Lefèvre – La Division Brandebourg
Michel Lespart – Les Oustachis, terroristes de l'idéal
Pierre Monnier – Les pendules à l'heure

Bernard Plouvier – Pie XII contre Hitler
– Traîtres et comploteurs dans l'Allemagne hitlérienne
– Les Juifs de France durant la IIe Guerre mondiale
– *tome 1 : Deux communautés fort peu miscibles*
– *tome 2 : La Solution finale de la question juive en France. Traque, solidarité, puis vengeance : de l'été de 1941 à nos jours*
Philippe Randa – Patton, général audace, *préface de Jacques Borde*
Patrick Rouveirol – Les Alliés oubliés d'Hitler, *préface de Bernard Plouvier*
Henry Sergg – Paris Gestapo
Franz Seydlitz – Le destin fracassé du général Walter v. Seydlitz. Traître ou héros ?
Gilbert Sincyr – André Fontès, héros de la guerre de l'ombre
Jean-Pierre Sourd – Croisés d'un Idéal, *préface d'Erik Norling*
Robert Vaudois – Au fond de l'horreur, *préface de Philippe Randa*
Louis Védrines – Souvenirs parisiens 1940-1944
Pierre Vial – Le Sang des Glières (été 1944)
– La Bataille du Vercors (1943-1944)
Colonel Witold Zaniewicki – L'Armée Polonaise clandestine en France (1942), *d'après des Archives inédites*

Mise en pages Guillaume Mansart.
imprimé en Union européenne
par DAA (Antibes, 06)
pour le compte des Éditions Dualpha.

Mise en pages Guillaume Mansart.
imprimé en Union européenne
par DAA (Antibes, 06)
pour le compte des Éditions Dualpha.

Collection « Vérités pour l'Histoire », dirigée par Philippe Randa



TRAITE NÉGRIÈRE, COLONISATION, NÉOCOLONIALISME, RACISME, IMMIGRATION MASSIVE…

Kakou Ernest Tigori, intellectuel engagé, dénonce depuis la fin des années 1990 la classe politique qui ruine son pays, la Côte d'Ivoire. En exil en France depuis 2009, il invite, à travers ses écrits, à une réflexion sur cette Afrique post-coloniale décadente, productrice de désordre et de misère. Il dénonce particulièrement la trahison des élites noires, et milite pour la constitution d'une Conscience noire plus responsable.

Déjà auteur de *Pour la Côte d'Ivoire* (1999), *Pauvre Afrique… tu te relèveras* (2005), *Le Souverain noir* (2013, prix Mandela de littérature 2017), Kakou Ernest Tigori, dans *L'Afrique à désintoxiquer* se propose de rétablir la vérité sur les relations entre l'Afrique noire et l'Europe occidentale depuis le XVe siècle. Il bat en brèche les lieux communs mensongers et appelle l'opinion du monde noir à sortir du déni confortable qui dédouane l'Afrique de toute responsabilité dans la conduite de son destin, et qui accable à tort l'Europe repentante à propos de l'esclavage, la traite négrière, la colonisation, le néocolonialisme, le racisme ou l'immigration massive. Il invite l'élite africaine à retrouver du sens pour porter l'ambition d'offrir de l'espérance aux masses populaires du berceau de l'humanité.

Amateur d'histoire de l'humanité, sa logique rigoureuse dans l'analyse des faits, ainsi que son courage politique, font de lui un auteur qui sort des sentiers battus. Tigori se distingue de cette élite noire, majoritairement incapable d'autocritique, qui perd son temps en jérémiades au lieu d'être exigeante envers elle-même. Avec cet essai, Tigori veut liquider quatre-vingts ans de mensonge et, ainsi, libérer l'Afrique et l'Europe occidentale… de l'Union soviétique qui est morte depuis bientôt trente ans.

Pour que l'attelage Europe-Afrique retrouve de la vigueur, il importe que les Africains sortent de l'irresponsabilité et de l'infantilisme… et les Européens de la repentance !

www.francephi.com



33 €
ISBN 9782353744091